

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 121

Avril 1995

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

SOMMAIRE

- **FIN DE L'OPÉRATION TURQUE AU KURDISTAN D'IRAK**
- **PARIS : CRÉATION D'UN COMITÉ INTERNATIONAL POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS EN TURQUIE**
- **DEUX RAPPORTS ACCABLANTS SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE**
- **LA HAYE : FONDATION D'UN «PARLEMENT KURDE EN EXIL»**
- **ANSI QUE...**
- **CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

FIN DE L'OPÉRATION TURQUE AU KURDISTAN D'IRAK

L'opération militaire d'envergure lancée en mars par Ankara à l'intérieur du Kurdistan irakien a trouvé un large écho dans la presse mondiale. tout au long de mois d'avril, donnant lieu à une vive campagne de protestation et une activité diplomatique intense avant de se terminer par un retrait graduel des troupes turques. Parallèlement à cette invasion, Ankara a lancé une autre opération d'envergure, cette fois-ci au Kurdistan de Turquie, dans

la province de Tunceli, où sont impliqués quelques 20.000 soldats.

Après s'être vantés d'avoir organisé la plus grande opération de l'histoire de la République turque et devant le concert de protestations internationales, les responsables turcs se sont efforcés de rectifier le tir en présentant l'invasion comme une «opération policière ayant des objectifs bien limités». Ainsi, le président de la République turque Süleyman Demirel a affirmé, depuis Buenos Aires, que «l'ampleur de l'opération avait été

exagérée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur». Erdal İnönü, répondant à une question du *Monde* a également tenté de dédramatiser la situation. A la question «le président Demirel a parlé d'une opération qui pourrait durer un an» : la réponse du ministre a été : «c'était au début ; il n'a pas voulu donner l'impression aux terroristes qu'on se retirerait immédiatement».

Après la phase militaire, aux résultats pour le moins mitigés, Ankara a dû organiser à la hâte une offensive diplomatique destinée à l'Occident afin de limiter les dégâts de sa politique aventuriste. Dans ce cadre M. Erdal İnönü, ministre des Affaires Étrangères, et le Premier ministre Tansu Çiller se sont rendus

à Washington pour convaincre la Maison Blanche des bonnes intentions de la Turquie. La position américaine, au début «*comprehensive*», s'était sensiblement durcie au fil des semaines. Lors de ces rencontres de haut niveau, la Maison Blanche s'est certes gardée de prononcer une condamnation publique. Il n'en reste pas moins que Richard C. Holbrooke, secrétaire d'État-adjoint a rappelé qu'une victoire décisive sur le PKK était impossible à obtenir (p.52 de notre Bulletin). Les Américains ont également expliqué qu'ils ne comprenaient tout simplement pas qu'on puisse mobiliser une telle force militaire pour «*écraser*» 2800 guérilleros bien mobiles (cf. p.56 notre Bulletin). Le Président Clinton qui n'a pas donné une suite favorable à la demande du premier ministre turc d'organiser un «*déjeuner de travail*» a, selon les informations d'*International Herald Tribune*, réitéré la demande américaine du retrait turc. Il a souligné, une fois de plus, «*la nécessité de démocratisation pour trouver une solution à la question kurde*».

Le ministre turc des Affaires Étrangères, s'est également rendu à Bonn et à Paris pour répéter des arguments bien connus d'Ankara: «*La Turquie est un État unitaire et démocratique et elle ne fait que protéger sa frontière du Sud, menacée par le vide d'autorité dans le Nord de l'Irak*». Mais malgré cette plaidoirie, il n'a pas pu changer la position allemande. M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires Étrangères a exigé une nouvelle fois un retrait immédiat, «*demain, si c'est possible*» et ce, d'autant plus que l'Allemagne devenait, une fois de plus, le théâtre des manifestations kurdes et des affrontements entre les communautés kurde et turque.

L'offensive de charme d'Ankara ne lui a ne pas permis d'obtenir, «*l'indulgence*» de ses alliés. De nombreuses organisations, dont la Ligue arabe, la Ligue arabe des Droits de l'Homme, ont vivement condamné l'invasion turque. Parmi ces réactions, celle du Parlement européen qui a adopté, le 6 avril, une résolution «*condamnant énergiquement l'intervention militaire turque*» et demandant à la Turquie «*de retirer immédiatement ses troupes du territoire irakien et de rechercher une solution politique au problème kurde*».

Une autre réaction, énergique et probablement peu attendue par Ankara est venue de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Celle-ci a tenu une réunion d'urgence sur l'opération turque le 27 avril à Strasbourg et a décidé de lancer un ultimatum en bonne et due forme à la Turquie. Constatant que la «*situation des droits de l'Homme est trop grave pour que la conclusion de l'union douanière avec l'Europe*» puisse voir le jour, et que la Turquie «*viole ses obligations à l'égard des statuts du Conseil de l'Europe*», l'Assemblée a souligné que «*le respect des droits de l'Homme et des conventions du Conseil de l'Europe est une obligation contraignante, autant pour les nouveaux États-membres que pour ceux de longue date*». Enfin, l'Assemblée a décidé d'en finir avec la politique d'indulgence, impliquant sans cesse des délais en attendant le jour J de la démocratisation de la Turquie. Elle a voté une résolution donnant deux mois à ce pays avant de procéder à sa suspension en tant que membre. La décision a été prise par une nette majorité (112 voix pour, 29 contre, et 15 abstentions).

La Turquie qui s'est déclarée «*outrée*» par cette décision, l'a qualifiée d'«*extrêmement mauvaise et injuste*».

La délégation turque a décidé de répondre à cette résolution par «*la rupture de toutes ses relations avec l'Assemblée parlementaire du Conseil*» et «*le refus d'accepter l'envoi d'une mission du Conseil dans le sud-est de la Turquie*». Les 12 députés turcs de l'Assemblée ont souscrit unanimement à cette décision. Les gouvernements européens se sont déclarés solidaires de l'ultimatum du Conseil. Ainsi, la Troïka européenne, composée des ministres espagnole, allemand et français des Affaires Étrangères, a expliqué que l'exigence du Conseil était conforme à celle de l'Union européenne..

Enfin, isolée de tous les côtés, la Turquie a donné, à partir du 17 avril, des signes du retrait de ses troupes qui a pris vers la fin du mois un rythme accéléré. A la fin du mois, plus de 20.000 soldats sur 35.000 avaient déjà quitté le Kurdistan irakien. Les autres étaient en voie de rapatriement.

Reste à dresser le bilan de cette opération qui, à l'en croire les généraux turcs, devait porter «*un coup fatal au terrorisme*».

Sur le plan des droits de l'Homme, le bilan ne pouvait être que désastreux. Le Comité International de la Croix-Rouge n'a pu obtenir, en dépit de ses multiples démarches, l'autorisation de se rendre sur place et venir en aide aux victimes, encore moins, à témoigner de la situation des populations civiles. Selon les sources onusiennes qui n'ont pu se rendre sur place que tardivement, de sept à dix mille villageois kurdes ont fui l'armée turque. Une partie de ces villageois ont fait état de destruction de leurs maisons et des pillages systématiques. Une mission composée des fonctionnaires des ministères turcs des Affaires Étrangères et de

l'intérieur s'est rendue au village de Darkere, près de la frontière irakienne, pour enregistrer, les plaintes des villageois concernant les pillages. Cette mission, dépêchée sur place pour calmer l'opinion internationale, a dû, devant l'afflux des doléances, déclarer qu'elle n'était pas autorisée «à restituer des objets aux gens. S'ils ont des preuves, ils recevront des dédommagements plus tard».

D'autres rapports témoignent des scènes brutales de tortures et de mutilations (*Le Soir*, 5 avril 1995, *Libération*, 6 avril, repris dans notre *Bulletin*). Résultats d'une politique décidée par les généraux ou simples bavures, ces actes ont provoqué des manifestations violentes des Kurdes irakiens. Ces manifestations à leur tour se sont soldées par de nouvelles victimes : onze personnes, dont les responsables du Croissant rouge turc, prises pour cibles par la population civile, ont péri dans des conditions atroces. Ankara a dû adopter un profil bas lors de ces manifestations montrant la virulence des sentiments anti-turcs de la population kurde irakienne. Ces scènes de colère et de lynchage ont sans doute également joué un rôle dans le retrait des forces turques.

Sur le plan militaire, le but proclamé de l'opération turque était de «briser l'épine dorsale du PKK». Mehmet Gölhan, ministre de la Défense expliquait fièrement que «l'opération continuera jusque ce que le PKK soit anéanti et qu'une ceinture de sécurité soit établie» (*Newsweek*, p.21 de notre *Bulletin*). Les chiffres officiels fournis par Ankara montrent cependant que sous cet angle le bilan a été bien maigre. Ainsi, 35.000 soldats auraient réussi à «éliminer» moins de 350 combattants du PKK et avaient pu faire quelques dizaines

de prisonniers. Le brigadier général Hüseyin Erim, l'un des commandants de l'opération turque, n'hésite pas à reconnaître : «vous ne savez jamais où se trouvent les terroristes. Aussi longtemps que nous serons ici, nous continuerons à les rechercher» déclare-t-il au journal américain *Christian Science Monitor* (p.32 de notre *Bulletin*). Quant aux pertes de l'armée, Ankara n'a reconnu qu'une vingtaine de morts dont 11 auraient trouvé la mort le 15 avril dans une seule embuscade. Il est fort probable que, comme de coutume, ces chiffres

soient bien inférieurs aux pertes réelles.

Le coup financier de l'opération s'élève, selon les estimations des militaires, recueillies par *Turkish Probe* du 21 avril, de 250 à 375 millions de dollars. A la lumière de ce fiasco militaire coûteux, l'hebdomadaire d'Istanbul *Turkish Probe*, se demandait, si, en fin de compte, il ne s'agissait pas pour l'armée turque d'acquiescer ainsi une expérience militaire du terrain en vue d'opération ou de guerre futures ! (p.173 de notre *Bulletin*).

PARIS : CRÉATION D'UN COMITÉ INTERNATIONAL POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS EN TURQUIE

A l'initiative de Danielle Mitterrand, un comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie (CILDEKT) a été créé à Paris. Au cours d'une conférence de presse donnée le 7 avril à l'Assemblée Nationale française, avec la participation de Mme. Antoinette FOUQUE, parlementaire européenne, présidente de l'Alliance des femmes pour la démocratie; Mme. Ségolène ROYAL, ancienne ministre, députée des Deux-Sèvres; M^e Daniel JACOBY, président d'honneur de la Fédération Internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.) et de M. Kendal NEZAN, président de l'Institut kurde de Paris, tous membres du bureau de ce Comité, Mme. Mitterrand a expliqué qu'on ne pouvait pas «rester les bras croisés sans rien faire devant l'embarquement des députés et des intellectuels pour délit d'opinion». «Il devient de plus en plus urgent

d'entreprendre des actions en vue d'une solution politique à la question kurde en Turquie», a-t-elle conclu avant de présenter les objectifs de ce Comité:

- Faire connaître à l'opinion publique le sort des députés kurdes emprisonnés pour délit d'opinion, assurer leur défense, agir pour leur libération et celle de tous les prisonniers d'opinion en Turquie.
- Promouvoir des actions en faveur de la paix et de la démocratie en Turquie et d'un règlement pacifique du problème kurde dans ce pays dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes.
- Création dans tous les pays démocratiques où cela est possible de comités nationaux ;
- Réunions, colloques, conférences, débats ;

- Publications périodiques ou non ;
- Envois en Turquie et autres pays de missions ;

Le Comité est parrainé par des personnalités suivantes : M. Oscar ARIAS SANCHEZ, Prix Nobel de la Paix, ancien président de la République de Costa-Rica; Mme. Mauread CORRIGAN, Prix Nobel de

la Paix ; Sa Sainteté le DALAI LAMA, Prix Nobel de la Paix; Mme. Catherine LALUMIÈRE, présidente du Groupe Alliance radicale européenne; M. François MITTERRAND, ancien président de la République française; M. Adolfo PERES ESQUIVEL, Prix Nobel de la Paix; Mgr. Desmond TUTU, Prix Nobel de la Paix; Mme. Betty WILLIAMS, Prix Nobel de la Paix.

rendus coupables de nombreux assassinats, tant ordinaires que politiques et sont accusés de s'engager dans la contrebande. La reconnaissance explicite de la responsabilité de l'État dans cette politique de terreur a provoqué la colère de certains députés de droite qui ont refusé de signer le rapport. Peu importe les faits, pour eux, un «l'État ne tue pas ses citoyens. On doit éviter de mentionner le nom de l'État».

DEUX RAPPORTS ACCABLANTS SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

A lors que le gouvernement turc tente d'améliorer son image de marque pour obtenir la ratification, par le Parlement européen, de l'accord sur l'union douanière, la situation des droits de l'homme dans le pays continue à se dégrader. En témoignent le rapport de la Commission d'enquête de la Grande Assemblée Nationale turque sur les assassinats dont les auteurs ne sont pas identifiés et le rapport mensuel de l'Association des droits de l'homme.

Le premier rapport, de 220 pages, est préparé par une commission mixte de l'Assemblée (cf. l'édition du 18 avril de *Turkish Daily News*, p.154 de notre Bulletin). Il nous met devant un tableau d'horreurs dans la mesure où il remet directement l'État en cause dans de nombreux assassinats non-élucidés. Certains tueurs sont recrutés parmi les ex-combattants du PKK qui ont accepté de devenir des collaborateurs de la police. Ceux-ci sont logés par l'État et subissent un contrôle plutôt lâche, ont tout le loisir de constituer «des organisations

criminelles». Ils «s'engagent dans la contrebande, des assassinats et le trafic de drogue». De même, la Commission accuse les «protecteurs de village», également organisés et financés par l'État. Ceux-ci se sont

Par ailleurs, Akin Birdal, président de l'Association des droits de l'homme, a rendu public le bilan des violations des droits de l'homme pour le mois de mars 1995. Ce bilan montre que des violations des droits de l'homme et des «assassinats mystérieux» ne font pas partie du passé. Elles continuaient alors que l'accord sur l'union douanière était en train d'être signé ou avait déjà été signé.

personnes gardées à vue	1227
personnes arrêtées	127
disparitions pendant la garde à vue	40
personnes torturées	29
victimes des attentats perpétrés par des inconnus	12 morts, 8 blessés
bilan des affrontements	358 morts
villages évacués ou incendiés	19
descentes de police visant des associations, syndicats et journaux	25
associations, unions et journaux interdits	18
publications saisies	30
intellectuels, syndicalistes, éditeurs, journalistes, scientifiques et militants des droits de l'homme en prison	166

LA HAYE : FONDATION D'UN «PARLEMENT KURDE EN EXIL»

Soixante cinq exilés kurdes, dont cinq ex-députés, ont annoncé le 13 avril à la Haye la fondation d'un «Parlement kurde en exil». Cet organisme, qui regroupe des gens proches de la mouvance du PKK, n'aura pas de siège fixe. Son inauguration a d'ailleurs suscité une vive tension diplomatique entre la Turquie et les Pays-Bas. Ankara a rappelé «pour consultation» son ambassadeur et demandé la convocation urgente d'une réunion de l'OTAN pour déposer une plainte contre les Pays-Bas, coupables d'avoir

autorisé la tenue d'une réunion privée dans un pays où les libertés d'expression et de réunion sont garanties par la Constitution. Par ailleurs Ankara a décidé de placer les Pays-Bas sur la liste rouge «des pays peu sûrs» et qui à ce titre sont exclus des marchés turcs.

Par ses réactions démesurées et tonitruantes la Turquie cherche surtout à impressionner les autres pays afin qu'ils restreignent la liberté d'expression des exilés kurdes sur leur territoire.

devant la justice pour avoir critiqué, dans un texte publié par *Der Spiegel*, la politique kurde de la Turquie, et dont l'ouvrage auquel il avait contribué, «*La liberté d'opinion et la Turquie*» avait été interdit, a décidé de saisir la Commission européenne des Droits de l'Homme.

• **11 ALLEMANDS EXPULSES DE TURQUIE.** Onze militants allemands de droits de l'homme qui avaient organisé une réunion de protestation «contre le mauvais traitement et l'arrestation» de 80 villageois kurdes de Kuruçayir à Silvan (province de Diyarbakir) ont été arrêtés et expulsés de la Turquie sur la décision de la Cour de Sécurité de l'État de Diyarbakir. Selon l'Agence France-Presse, ces Allemands, parmi lesquels des enseignants, un journaliste et un représentant des Verts sont accusés d'avoir «procédé à une manifestation illégale et non autorisée».

ANSI QUE...

• **TURQUIE : GRANDE IMPORTATRICE D'ARMES.** Selon les informations d'Ian Mather, correspondant diplomatique du journal *The European*, en 1993 la Turquie a reçu 1.017 chars de combats, chiffre équivalant au parc britannique de chars, ainsi que 600 véhicules blindés et 70 pièces d'artillerie. Il s'agit seulement des transferts de matériels des pays européens de l'OTAN vers la Turquie. On sait que l'utilisation de ces armes dans la guerre au Kurdistan a créé de vives tensions entre Bonn et Ankara.

Par ailleurs, le *Turkish Daily News*, dans son édition du 3 avril, faisait état d'un rapport de l'Agence américaine du contrôle d'armement et de désarmement. Selon cette institution, la Turquie figurait au 16ème rang parmi les importateurs d'armes en 1992. Elle a fait un effort

remarquable pour occuper la cinquième place du palmarès en 1993 derrière l'Arabie saoudite, les Etats-Unis, l'Égypte et l'Iran. Le rapport note également que la Turquie a doublé ses dépenses militaires en dix ans pour passer de 3,5 milliards de dollars en 1983 à 7 milliards en 1993.

• **YACHAR KEMAL SAISIT LA COMMISSION EUROPÉENNE.** L'écrivain Yachar Kemal, traduit

• **UNE NOUVELLE FORMATION POLITIQUE EN TURQUIE.** Le Parti de la «Démocratie et de la Transformation» (Demokrasi ve Degisim Partisi) a été officiellement créée le 3 Avril 1995. Elle est présidée par Ibrahim Aksoy, ancien député du SHP. I. Aksoy a expliqué, lors d'un entretien accordé à *Turkish Daily News*, que la résolution du problème kurde était la condition *sine qua non* de la démocratisation de la Turquie.

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

4 avril

A Diyarbakir, Mme Zehra Kiliçarslan et Hüsamettin Özkumas ont été assassinés, lors de deux attentats différents, par des tueurs non identifiés.

7 avril

Kemal Tekin, maire district de Nazmiye (province de Tunceli) a été assassiné par des tueurs non identifiés. A Tatvan, quatre personnes, Emin Erim, Veysi Erim,

Kamil Öke et Mahmut Arıç ont trouvé la mort à la suite de l'explosion des mines.

12 avril

A Yüregir Rüstem Akan, membre du HADEP, a été assassiné par des tueurs non identifiés.

13 avril

Atilla Baris, kidnappé deux semaines auparavant, a été retrouvé mort à Mus.

14 avril

Filiz Gültekin et Ipek Gültekin ont trouvé la mort à Dogubeyazit à la suite de l'explosion d'une grenade qu'elles manipulaient.

16 avril

Memduh Özgen et Abdullah Karaca ont été assassinés à Diyarbakir par des tueurs non-identifiés.

17 avril

L'explosion d'une mine à Kiziltepe a provoqué la mort de Selahettin Yilmaz.

27 avril

Le fonctionnaire Ferhan Eser, kidnappé le 13 avril, a été retrouvé mort dans le district de Pirinçlik (province de Diyarbakir).

28 avril

Hussein Koku, président du HADEP d'Elbistan, disparu depuis le 20, a été retrouvé mort près de la ville Pötürge (province de Malatya).

VOIE.... (Le Méridional, 1^{er} avril 1995), p.11.

ANKARA SOUHAITE L'AIDE DES MILICES KURDES. L'ancien ministre Bülent Akarcali fait le point avec «La Libre». (Libre Belgique, 1^{er} avril 1995), p.11-12.

LES LIMITES DE L'INTERVENTION ARMÉE CONTRE LES KURDES AU NORD DE L'IRAK. (Libération, 1^{er}-2 avril 1995), p.12-13.

PROCHAINE LIBÉRATION DES JOURNALISTES DE A.F.P. ET DE REUTERS, SELON UN PORTE-PAROLE KURDE. (A.F.P., 3 avril 1995), p.13.

LES PLANS TURCS ET AMÉRICAINS POUR LE NORD DE L'IRAK SONT LIES A BARZANI ET A TALABANI. (Turkish Daily News, 2 avril 1995), p.14.

LA TURQUIE PROMET DE COMPENSER LES VILLAGEOIS KURDES. (A.F.P., 3 avril 1995), p.15.

INTERVENTION TONITRUANTE DE TURQUIE EN IRAK. La Turquie est-elle le Mexique de l'Europe ?, LA POURSUITE DES KURDES SUSCITE DES TENSIONS DANS L'ARMÉE. LES OFFICIERS TURCS SE PLAIGNENT DU MANQUE D'HELICOPTÈRES. (Newsweek, 3 avril 1995), p.16-18.

LES REBELLES KURDES D'IRAK ÉCHAPPENT AUX FILETS TURCS. Maigre bilan au treizième jour de l'opération Acier, KADRI GÜRSEL ET FATIH SARIBAS, «HÔTES» DES KURDES. (Libération, 3 avril 1995), p.19.

RELATIONS INTERNATIONALES - TURQUIE. (Parlement Européen, 3-7 avril 1995), p.20-22.

CHRISTOPHER DEMANDE UNE PLUS GRANDE LIMITATION DU COMMERCE AMÉRICAIN AVEC L'IRAN. (International Herald Tribune, 3 avril 1995), p.23-24.

LES TURCS EN IRAK : LA CHASSE AUX KURDES, Quatorzième jour de

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

ENLÈVEMENT DE DEUX JOURNALISTES AU 13EME JOUR DE L'OPÉRATION TURQUE. (A.F.P., 1^{er} avril 1995), p.1.

MIEUX VAUT ÊTRE PRISONNIER CHEZ SOI QUE ROI AILLEURS. (Die Weltwoche, 30 mars 1995), p.2-4.

BELGIQUE : PARLEMENT KURDE EN EXIL. (Le Soir, 2 avril 1995), p.4.

LA TURQUIE INTENSIFIE LA GUERRE. (Svenska Dagbladet, 1er avril 1995), p.4.

LA TURQUIE ACCENTUE LA RÉPRESSION CONTRE LES KURDES, Une situation incontrôlée qui inquiète les pays arabes, ANKARA DÉVELOPPE SON OFFENSIVE CONTRE LES KURDES. Le CICR écarté du Kurdistan irakien. «Il y a cinq ans, je ne me sentais pas Kurde, aujourd'hui si». La répression menée par la Turquie a provoqué une

montée du nationalisme. (Le Monde, 1er avril 1995), p.5.

LES DEUX JOURNALISTES SONT DÉTENUS PAR LE PKK, SELON UNE AGENCE PRO-KURDE. (A.F.P., 1^{er} avril 1995).

MICHEL COLOMES : L'AVERTISSEMENT TURC. (Le Point, 1^{er} avril 1995), p.9.

PLUS DE 2000 KURDES MANIFESTENT A DUSSELDORF CONTRE L'OFFENSIVE TURQUE EN IRAK. (A.F.P., 1^{er} avril 1995), p.9.

GÖNENSAY, CONSEILLER DU PREMIER MINISTRE TURC, A CHRISTOPHER : «NOTRE OPÉRATION EST LÉGITIME». (Turkish Daily News, 1^{er} avril 1995), p.10.

LA TURQUIE SUR LA MAUVAISE

l'intervention militaire. IRAK : L'ARMÉE TURQUE AURA DU MAL A PARTIR, Les Turcs font donner aussi... la diplomatie... (*Le Figaro*, 3 avril 1995), p.24-26.

LE PKK MODIFIE SA HAUTE HIÉRARCHIE POLITICO-MILITAIRE — C. BAYIK : Attribution des postes de responsabilité à des cadres venant de l'Europe et à des vétérans réhabilités. — LA TURQUIE A ÉTÉ CINQUIÈME GRANDE IMPORTATRICE D'ARMES EN 1993, SELON UNE AGENCE AMÉRICAINE. (*Turkish Daily News*, 3 avril 1995), p.27.

BONN-ANKARA : DIALOGUE SANS CONVICTIONS. (*Le Figaro*, 4 avril 1995), p.28.

TROUBLE FONDAMENTAL POUR LA TURQUIE LAÏQUE ? , La petite guerre qui n'est pas splendide. LES MILITAIRES TURCS MAL COMPRIS. (*The Christian Science Monitor*, 3 avril 1995), p.29-31.

LA GRÈVE DE LA FAIM DES CANDIDATS RÉFUGIES STOPPÉE AU 27ÈME JOUR. VERVIERS : LES KURDES NE SERONT PAS EXPULSÉS. (*Le Soir*, 3 avril 1995), p.30.

LA FORCE FAIT FUIR DANS DEUX GUERRES REBELLES — L'armée turque ne parvient pas à trouver beaucoup de rebelles du PKK. (*The Christian Science Monitor*, 3 avril 1995), p.31.

LES REBELLES KURDES ÉCHAPPENT LES MILITAIRES TURCS. La zone américaine pour les Kurdes irakiens marquée par conflits. (*The Christian Science Monitor*, 4 avril 1995), p.32-33.

LE PARTI «DÉMOCRATIE ET TRANSFORMATION» A ÉTÉ OFFICIELLEMENT FONDE. Ankara et Bagdad essayent de simplifier le jeu, LORD ARCHER ESSAYE D'OBTENIR DU PÉTROLE POUR LES KURDES DE L'IRAK DU NORD. (*Turkish Daily News*, 4 avril 1995), p.34-36.

TANSU ÇILLER: TOUTES LES AUDACES. (*Le Quotidien du Paris*, 4 avril 1995), p.36.

LES TURCS VEULENT DÉFENDRE LEUR OPÉRATION ARMÉE AUPRÈS DES OCCIDENTAUX. (*Le Monde*, 4 avril 1995), p.37.

LE PLAN DE RETRAIT DES FORCES D'INTERVENTION TURQUES EST PRÊT. (*Libre Belgique*, 4 avril 1995), p.37.

BONN FAIT DES PRESSIONS SUR LA PARTIE TURQUE. La tournée d'un dirigeant turc pour expliquer l'attaque contre les Kurdes. (*International Herald Tribune*, 4 avril 1995), p., 38.

LES RUSSES CONFIRMENT LA VENTE DES RÉACTEURS A L'IRAN. La pression de Perry ne parvient pas à persuader Moscou de stopper une affaire lucrative. (*International Herald Tribune*, 4 avril 1995), p.39.

LE CONFLIT KURDO-TURC FAIT UN BOUM EN ALLEMAGNE, L'opération turque en Irak inachevée. L'ARMÉE TURQUE ACCUSÉE DE MEURTRES ET DE MUTILATIONS. (*Le Soir*, 5 avril 1995), p.42-43.

BONN DEMANDE L'ARRÊT RAPIDE DE L'OPÉRATION MILITAIRE TURQUE EN IRAK. Ankara cherche à apaiser ses alliés occidentaux. (*Le Monde*, 5 avril 1995), p.42.

DEMANDE DE SANCTIONS CONTRE LA TURQUIE. (*L'Humanité*, 5 avril 1995), p.43.

KENDAL NEZAN : «L'OCCIDENT CONTRIBUE A ENFONCER LA TURQUIE DANS LA GUERRE AU KURDISTAN». (*24 Heures*, 5 avril 1995), p.44-45.

DEMIREL : LES ÉTATS OCCIDENTAUX CONDAMNENT LE TERRORISME MAIS PAS LES TERRORISTES. (*Turkish Daily News*, 5 avril 1995), p.46.

LE LEADER TURC OUVRE LE FEU CONTRE CEUX QUI CRITIQUENT

L'INVASION DE L'IRAK, Les Etats-Unis mettent l'Irak en garde au sujet de son armement. (*International Herald Tribune*, 5 avril 1995), p.47-48.

UNE PREMIÈRE BAVURE TURQUE EN IRAK. Trois soldats turcs et quatre civils kurdes ont été tués près de Dihouk. (*Libération*, 6 avril 1995), p.49-50.

LA TURQUIE TUE LES CIVILS. LA CHASSE AU PKK. (*Metro*, 6 avril 1995), p.51.

LES TENTATIVES DE DÉMOCRATISATION DE LA TURQUIE SE HEURTENT A DE NOMBREUSES RÉSISTANCES. Les curieux rapprochent entre Moscou et Ankara. (*Le Monde*, 6 avril 1995), p.51-52.

LES ÉTATS-UNIS ATTIRENT L'ATTENTION DE LA TURQUIE CONCERNANT LA RÉPRESSION DE LA RÉBELLION KURDE. (*International Herald Tribune*, 6 avril 1995), p.52.

LE PARLEMENT EUROPÉEN CONDAMNE L'INTERVENTION TURQUE EN IRAK. (*A.F.P.*, 6 avril 1995), p.52.

ALEXANDRE ADLER : «LA STRATÉGIE DANGEREUSE DES GÉNÉRAUX TURCS», Réfléchissez gentlemen... L'opération turque au Kurdistan expliquée aux occidentaux. (*Le Courrier International*, 6-12 avril 1995), p.53-54.

ÉDITORIAL : KURDES : LE DRAME CRÉÉ PAR L'OCCIDENT. (*L'Événement du Jeudi*, 6-12 avril 1995), p.55.

KURDES : LE DILEMME DE TANSU ÇILLER. (*Jeune Afrique*, 6-12 avril 1995), p.55.

SÉGOLENE ROYAL CRITIQUE ALAIN JUPPÉ D'AVOIR REÇU ERDAL INÖNÜ. (*A.F.P.*, 6 avril 1995), p.55.

LES ÉTATS-UNIS COMPRENNENT LE PRINCIPE MAIS PAS LES BUTS DE L'OPÉRATION DE L'IRAK DU NORD, L'Union européenne : nouvelle mise en garde concernant l'opération turque. LES

ÉTATS-UNIS : L'OPÉRATION TURQUE ESSAIE DE RESPECTER LES STANDARDS INTERNATIONAUX EN MATIÈRE DES DROITS DE L'HOMME, L'émissaire de l'UPK dit comprendre l'opération turque, LA TURQUIE DEMANDE AUX KURDES DE CONTRÔLER LES MONTAGNES FRONTALIÈRES. (*Turkish Daily News*, 6 avril 1995), p.56-58.

IRAK : LES SOUBRESAITS DU KURDISTAN. (*La Croix*, 6 avril 1995), p.59-60.

LE CONSEIL DE L'EUROPE ÉPINGLE ANKARA. (*Libération*, 7 avril 1995), p.60.

L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE EXAMINERA UNE DEMANDE DE SUSPENSION DE LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 6 avril 1995), p.60.

L'ALLEMAGNE CRAINT UNE GUERRE SOUTERRAINE DES KURDES, L'OTAN : ruée pour l'armement de la Turquie. RÉSOUDRE LA QUESTION KURDE. (*The European*, 7-13 avril 1995), p.61-62.

TURQUIE : QUI GOUVERNE A ANKARA, Le Parlement Européen condamne l'intervention turque. (*L'Humanité*, 7 avril 1995), p.63-64.

DES INCIDENTS MEURTRIERS ONT ÉCLATÉ ENTRE CIVILS A LA FRONTIÈRE DE L'IRAK ET DE LA TURQUIE. (*Le Monde*, 7 avril 1995), p.64.

TURQUIE : L'ENRÔLEMENT DES PAYSANS KURDES, Lettre ouverte des associations aux candidats à l'élection présidentielle. (*Le Figaro*, 7 avril 1995), p.65.

TURQUIE AUTORISE LA CICR A VISITER LA ZONE DES OPÉRATIONS DANS LE NORD DE L'IRAK. LE SÉNATEUR PELL DEMANDE A LA TURQUIE DE QUITTER LE NORD DE L'IRAK «MAINTENANT», İnönü à Washington tente de surmonter les «malentendus», LA TURQUIE CONTINUERA L'AIDE A L'IRAK DU

NORD EN DÉPIT DES MEURTRES. (*Turkish Daily News*, 7 avril 1995), p.66-68.

MORTELLE TENSION A DOHOUK, DANS LE KURDISTAN IRAKIEN, ANKARA SOMME DE QUITTER L'IRAK. (*Le Soir*, 07 avril 1995), p.69.

LA MEILLEURE VOIE POUR LA TURQUIE, Les députés condamnent l'opération turque en Irak. (*International Herald Tribune*, 7 avril 1995), p.69-70.

L'INTERVENTION TURQUE EN IRAK CONDAMNÉE PAR LE PARLEMENT EUROPÉEN. Un nouveau bilan fait état de 334 morts kurdes. (*Le Monde*, 8 avril 1995), p.70.

LA TURQUIE S'OPPOSE A L'INTERNATIONALISATION. Ankara demande aux Kurdes irakiens de faire du nettoyage chez eux, İNÖNÜ : LE PARLEMENT EUROPÉEN REGRETTERA SA DÉCISION SUR L'IRAK DU NORD, Résoudre la question kurde. LA RUSSIE DEMANDE UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE DANS LA PAGAILLE CRÉÉE DANS LE NORD DE L'IRAK. — MENTESE : L'OPÉRATION SERA TERMINÉE APRÈS L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ZONE DE SÉCURITÉ. — Sénateur Porter : la Turquie commet un crime de génocide au Nord de l'Irak. (*Turkish Daily News*, 8 avril 1995), p.71-74.

L'ARMÉE TURQUE DISTRIBUE DES TRACTS APPELANT LE PKK A SE RENDRE. (*A.F.P.*, 8 avril 1995), p.75.

AKIL MARCEAU : SUR LE PROBLÈME KURDE EN TURQUIE ET EN IRAK (*Le Soir*, 8-9 avril 1995), p.76.

A LA FRONTIÈRE TURCO-IRAKIENNE LE COMMERCE PROFITE A TOUT LE MONDE, LES KURDES SUSPECTS DOIVENT QUITTER LES CAMPS, DIT LA TURQUIE A L'ONU. (*International Herald Tribune*, 8-9 avril 1995), p.77.

BERNARD KOUCHNER : CE QUE J'AI VU EN TURQUIE. (*Le Magazine de Libération*, 8-14 avril 1995), p.78-80.

ALEXANDRE ADLER: LE MESSAGE D'ANKARA. (*Le Point*, 8 avril 1995), p.81.

BAGDAD HAUSSE LE TON CONTRE ANKARA. (*A.F.P.*, 8 avril 1995), p.82.

LE «PARLEMENT KURDE EN EXIL» SERA INAUGURÉ A LA HAYE. (*AFP*, 10 avril 1995), p.83.

ERDAL İNÖNÜ : L'OPÉRATION MILITAIRE EN IRAK, LIMITÉE DANS SES OBJECTIFS DEVRAIT ÊTRE TERMINÉE EN QUELQUES SEMAINES. (*Le Monde*, 9-10 avril 1995), p.84-85.

AU KURDISTAN D'IRAK, DES CIVILS FUIENT LES BOMBARDEMENTS TURCS. (*Libération*, 10 avril 1995), p.85.

MASSOUD BARZANI D'ACCORD POUR COOPÉRER A LA SÉCURITÉ DE LA FRONTIÈRE. (*A.F.P.*, 10 avril 1995), p.85.

ALLEMAGNE : SECOND FRONT DU KURDISTAN. (*Newsweek*, 10 avril 1995), p.86.

PAS DE DATE AU RETRAIT TURC. (*InfoMatin*, 10 avril 1995), p.87.

LE MESSAGE AMÉRICAIN A LA TURQUIE. (*Metro*, 10 avril 1995), p.87.

İNÖNÜ APPEL A LA SOLIDARITÉ MÉDITERRANÉENNE CONTRE LE TERRORISME, L'Organisation arabe des droits de l'Homme demande à la Turquie de se retirer. L'IRAK DU NORD OCCUPERA LA PRINCIPALE PLACE LORS DES RENCONTRES TURCO-AMÉRICAINES, Le président du groupe turc au Conseil de l'Europe : l'opération turque était une nécessité. L'IRAK ACCUSE LA TURQUIE DE NÉGOCIER AVEC LES KURDES ET DISTRIBUER DE L'AIDE, l'hebdomadaire américain *Economist* : «les Kurdes ne sont pas la seule minorité nécessitant une protection en Turquie. La télévision et la radio en kurde seront seulement un début». (*Turkish Daily News*, 10 avril 1995), p.88-91.

LETTRÉ OUVERTE AUX CANDIDATS A L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE (FRANÇAIS): QUELLE POLITIQUE VIS-À-VIS DES KURDES ? — Réponses des candidats : Robert HUE, Edouard BALLADUR, Lionel JOSPIN, Arlette LAGUILLIER, Dominique VOYNET. (*Le Monde*, 11 avril 1995), p.92-101

KENDAL NEZAN : LA TURQUIE EN GRAND DANGER. — Abdullah Öcalan prêt à négocier avec la Turquie. (*Libération*, 11 avril 1995), p. 102-103.

LA TURQUIE DÉFEND SON OPÉRATIONS CONTRE LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 11 avril 1995), p.103.

ASSYRIENS LAISSÉS SEULS FACE A SADDAM APRÈS LE RETRAIT TURC, IRAK MET EN GARDE LA TURQUIE CONTRE DES RENCONTRES AVEC LES KURDES IRAKIENS. (*Turkish Daily News*, 11 avril 1995), p.104.

LES ÉTATS-UNIS SOUTIENNENT LES PLANS TURCS SUR LA FRONTIÈRE IRAKIENNE? (*International Herald Tribune*, 12 avril 1995), p.105.

DEUXIÈME MISSION D'ENQUÊTE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. (A.F.P., 12 avril 1995), p.105.

EXILE DANS SON PROPRE PAYS. (*Expressen*, 12 avril 1995), p.106-107.

LES KURDES IRAKIENS DE PLUS EN PLUS MÉFIANTS ENVERS LES ÉTATS-UNIS. (A.F.P., 12. 04.1995), p.108.

STROBE TALBOTTE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT : SEULS LES KURDES IRAKIENS PEUVENT EMPÊCHER L'INFILTRATION DU PKK, RENCONTRES TURCO-AMÉRICAINES A HAUT NIVEAU, Malgré les promesses à l'Europe le temps presse en Turquie, LE PRIX DE LA COOPÉRATION AVEC BARZANI : 200 MILLIONS DE DOLLARS. (*Turkish Daily News*, 12 avril 1995), p.110-113.

LE RISQUE TURC. Assurer la route du pétrole. **UNE OFFENSIVE MILITAIRE QUI NE SERT QUE SADDAM HUSSEIN,** L'Ultime rempart de l'Occident, **LA MAL-AIMÉE DE L'OCCIDENT, UNION EUROPÉENNE :** Cette Turquie n'est pas de notre monde, **MADAME LE PREMIER MINISTRE EST UNE PIÈTRE POLITIQUE,** Les militaires complices de l'islamisme, **POLITICIENS AUX ABONNES ABSENTS.** (*Courrier International*, 13-19 avril 1995), p.114-123.

LA DIASPORA KURDE TIENT A LA HAYE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX DOMINÉS PAR LE PKK. (*InfoMatin*, 13 avril 1995), p.124.

DES MOUVEMENTS KURDES FONDENT UN PARLEMENT EN EXIL ITINÉRANT. (*Libération*, 13 avril 1995), p.124.

DANS LE NORD DE L'IRAK L'ARMÉE TURQUE POURSUIT LA DESTRUCTION DES BASES SÉPARATISTES KURDES. (*Le Monde*, 13.10.1995), p.125.

LES ÉTATS-UNIS N'ARRIVENT PAS A DONNER UNE DATE POUR LE RETRAIT DES TURCS DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 13 avril 1995), p.126.

LA TURQUIE EN COLÈRE CONTRE LE PARLEMENT KURDE. (*Volkscrant*, 13 avril 1995), p.126.

LA FONDATION D'UN PARLEMENT KURDE EN EXIL, SOUTIEN MORAL DES ÉTATS-UNIS A LA TURQUIE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 13 avril 1995), p.127-128.

RETRAIT DES TROUPES TURQUES D'IRAK : UNE «QUESTION DE SEMAINES» SELON M. INÖNÜ, A.F.P. (14 avril 1995), p.129.

LA TURQUIE CRITIQUE LES PAYS-BAS A PROPOS DU PARLEMENT EN EXIL. (*International Herald Tribune*, 14 avril 1995), p.130.

ANKARA RAPPELLE SON AMBASSADEUR AUX PAYS-BAS POUR

«CONSULTATION». (A.F.P., 13 avril 1995), p.130.

TURQUIE : LES ALEVIS ENTRENT EN RÉSISTANCE. (*Le Figaro*, 14 avril 1995), p.131.

GÉORGIE ANNE GEYER : POURQUOI LA TURQUIE A-T-ELLE ENVAHI L'IRAK ? (*The Denver Post*, 14 avril 1995), p.132.

LA MAISON BLANCHE ANNULE UN DÉJEUNER DE TRAVAIL AVEC ÇILLER, La délégation du PDK est attendue la semaine prochaine, **LA POLICE SAISIT LE PREMIER NUMÉRO D'UN NOUVEAU JOURNAL PRO-KURDE,** L'Iran ferme sa frontière avec la Turquie aux Kurdes. **UNE NOUVELLE MISSION EUROPÉENNE VEUT ANALYSER LES ALLÉGATIONS DE VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME,** Le Département d'État américain : pas d'autonomie pour les Kurdes de Turquie. **TALABANI VOUDRAIT VENIR EN TURQUIE,** Relations étroites entre les réfugiés kurdes et les rebelles, **LA TURQUIE MET L'ONU A PROPOS D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS,** Strobe Talbott : **LES ÉTATS-UNIS NE DEMANDENT PAS UN ÉTAT KURDE INDÉPENDANT, MAIS LE RESPECT DES KURDES,** Öcalan le marxiste déclare le djihad contre l'Ouest. (*Turkish Daily News*, 14 avril 1995), p.133-140.

L'ARMÉE TURQUE A SUBI L'ATTAQUE LA PLUS MEURTRIÈRE DEPUIS LE 20 MARS. (A.F.P., 15 avril 1995), p.141.

DEUX HÉLICOPTÈRES AMÉRICAINS S'ÉCRASENT EN IRAK. (*Christian Science Monitor*, 15 avril 1995), p.142.

ANKARA APPELLE LA HAYE À «RESPECTER SES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX». (A.F.P., 15 avril 1995), p.142.

EN DÉPIT DES PROMESSES DE DÉMOCRATISATION, L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME FAIT ÉTAT D'UNE CROISSANCE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME.

(*Turkish Daily News*, 17 avril 1995), p.143-144.

KURDISTAN DE TURQUIE : UNE OFFENSIVE MASSIVE DE L'ARMÉE TURQUE. (*L'Humanité*, 17 avril 1995), p.144.

LES ONZE ALLEMANDS ARRÊTÉS DIMANCHE EN TURQUIE ONT ÉTÉ RELÂCHÉS, SELON BONN, Prochaine expulsion de 11 Allemands arrêtés dans le sud-est. (*A.F.P.*, 17 avril 1995), p.145.

MAHMUT ALINAK, DÉPUTÉ : «LA SOLUTION, NOUS DEVONS LA TROUVER ICI, ENSEMBLE, ENTRE TURCS ET KURDES. (*Libération*, 17 avril 1995), p.146.

LE «PARLEMENT KURDE EN EXIL» VEUT LA CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION TURCO-KURDE. (*A.F.P.*, 18 avril 1995), p.146.

MEHDI ZANA, ONZE ANS DANS DES GEÔLES TURQUES. (*Science et Nature*, avril 1995), p.147.

VELAYETI, MINISTRE IRANIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, REÇOIT LE MESSAGE TURC SUR L'OPÉRATION DANS LE NORD DE L'IRAK ET DEMANDE A ANKARA DE LA TERMINER LE PLUS VITE POSSIBLE. La Turquie lance une nouvelle offensive contre le PKK à Tunceli. **LES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME A LA COUR DE SÛRETÉ A DIYARBAKIR, L'avenir du «parlement kurde en exil».** (*Turkish Daily News*, 17 avril 1995), p.148-149.

SELON LES DIRIGEANTS TURCS LE RETRAIT DE LEURS TROUPES A COMMENCE. (*The New York Times*, 18 avril 1995), p.150.

ANKARA RESSERT SON ÉTAU AUTOUR DES REBELLES KURDES. (*Journal de Genève*, 18 avril 1995), p.150.

SELON LES DIRIGEANTS TURCS LE RETRAIT DE LEURS TROUPES A COMMENCÉ. (*International Herald Tribune*, 18 avril 1995), p.151.

LA TURQUIE EXPULSE ONZE ALLEMANDS SUSPECTS DE «MANIFESTATION» PRO-KURDE. (*Libération*, 18 avril 1995), p.151.

L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL SAISIT LA COMMISSION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME. (*A.F.P.*, 18 avril 1995), p.152.

LA TURQUIE EN COMBAT INTENSE CONTRE LES REBELLES KURDES, La Turquie va expulser onze Allemands pour protestation pro-kurde, **LA COUR DE SÛRETÉ DE DIYARBAKIR LIBÈRE LES MILITANTS DES DROITS DE L'HOMME,** Les écrivains devant la Cour de Sûreté d'Istanbul pour le livre intitulé «Liberté de Pensée et Turquie», **LE RAPPORT SUR LES ASSASSINATS MYSTÉRIEUX : UN TABLEAU D'HORREUR,** Le Premier Ministre Çiller ne donne aucune date buttoir à Clinton, **LE CONSULAT TURC EN SUÈDE ATTAQUE, LES ATTAQUES CONTRE LES TURCS CONTINUENT EN EUROPE,** La Ligue arabe condamne l'opération turque dans le Nord de l'Irak. (*Turkish Daily News*, 18 avril 1995), p.152-155.

LE PRÉSIDENT IRAKIEN SE MONTRE HOSTILE A TOUT COMPROMIS SUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO. (*Le Monde*, 19 avril 1995), p.156.

UN ÉCHEC POUR SADDAM HUSSEIN. (*International Herald Tribune*, 19 avril 1995), p.156.

LE COLONEL KADHAFI FAVORABLE A LA CRÉATION D'UN ÉTAT KURDE. (*A.F.P.*, 19 avril 1995), p.157.

EN TURQUIE, LA CHASSE AUX KURDES. (*Le Figaro*, 19 avril 1995), p.158.

ANKARA APPELLE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE À NE PAS TOLÉRER LES ACTIVITÉS DE PROPAGANDE DU PKK ; M. Clinton a confirmé à Mme Çiller le soutien des Etats-Unis à la Turquie. (*A.F.P.*, 19 avril 1995), p.158-160.

LES KURDES DE VINTIMILLE

EMBRASSENT L'ITALIE. (*Nice-Matin*, 19 avril 1995), p.160.

LES TROUPES TURQUES POURRAIENT QUITTER L'IRAK EN MAL. (*Le Monde*, 20 avril 1995), p.161.

L'IRAK QUALIFIE LE PROJET ONUSIEN DE VENTE DE PÉTROLE DE «RUSE VICIEUSE AMÉRICAINE. (*International Herald Tribune*, 20 avril 1995), p.161.

PENDANT LA FERMETURE, LE TRAFIC CONTINUE. Turcs, Irakiens et Kurdes y trouvent leur compte. (*Courrier International*, 20-26 avril 1995), p.162-163.

CLINTON DEMANDE AUX TURCS DE SE RETIRER DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 20 avril 1995), p.163-164.

MME ÇILLER L'AFFIRME A WASHINGTON : L'OPÉRATION TURQUE EN IRAK «APPROCHE DE SA FIN». (*Le Soir*, 20 avril 1995), p.164.

LES ÉTATS-UNIS A ÇILLER: LA DÉMOCRATIE EST LA SEULE SOLUTION DE LA QUESTION KURDE, Yachar Kemal affirme qu'il n'y a pas de démocratie en Turquie, **L'OPÉRATION «BLITZ» DU PREMIER MINISTRE ÇILLER PREND LES AMÉRICAINS PAR UNE TEMPÊTE,** Le leader libyen Kadhafi grogne la Turquie à cause de son opération. (*Turkish Daily News*, 20 avril 1995), p.165-168.

TURQUIE : YACHAR KEMAL PORTE PLAINTÉ. (*Le Monde*, 21 avril 1995), p.168.

L'OFFENSIVE CONTRE LES KURDES SE CONCENTRE DANS LES RAVINES MONTAGNEUSES DE TUNCELI, Le PKK est derrière les attaques à la bombe contre les banques en Allemagne, **L'ATTITUDE DE LA TURQUIE A L'ÉGARD SES KURDES.** (*The European*, 21-27 avril 1995), p.169-170.

769 REBELLES DU PKK TUES EN UN MOIS EN TURQUIE ET EN IRAK, Réunion spéciale du Conseil de l'OTAN à

la demande de la Turquie. (A.F.P., 20 avril 1995), p.171.

TURQUIE EN COLÈRE CONTRE LA DÉCISION NÉERLANDAISE AUTORISANT LA CRÉATION D'UN PARLEMENT KURDE EN EXIL. LA TURQUIE ÉVOLUE LE COUP ET LE PROFIT DE L'INCURSION EN IRAK. L'agenda des droits de l'Homme. (Turkish Probe, 21 avril 1995), p.172-175.

LE PKK : INSTRUMENT SANGLANANT DE L'IMPÉRIALISME. TONNES DE DROGUES DANS LES CAVES DU PKK. Guy Dinmore : le temps presse pour l'Union douanière de la Turquie avec l'Europe. (Turkish Daily News, 21 avril 1995), p.176-177.

LA TURQUIE SUR LA ROUTE DE RETOUR. Selon Ankara les objectifs sont atteints, selon les Kurdes il s'agit au contraire d'un échec. (Tages Anzeiger, 21 avril 1995), p.178-179.

LES ÉTATS-UNIS ACHÈTENT CE QUE ÇILLER DIT : JE COMMANDE. Promesse de démocratisation contre le soutien américain en Irak, LA TURQUIE CONDAMNE LES PAYS-BAS AUPRÈS DE L'OTAN. (Turkish Daily News, 21 avril 1995), p.180-182.

MANIFESTATION TURQUE CONTRE L'INAUGURATION D'UN PARLEMENT KURDE EN EXIL. (A.F.P., 23 avril 1995), p.182.

LE PARLEMENT KURDE DE TURQUIE S'EST AUTO-ÉLU. (NRC-Handelblatt, 22 avril 1995), p.183.

ANKARA EN POSITION INCONFORTABLE AU CONSEIL DE L'EUROPE. L'armée turque rejette les accusations de pillage dans le nord de l'Irak. (A.F.P., 22 avril 1995), p.184-185.

ANKARA : FALLAIT-IL INTERVENIR EN IRAK ? (Libre Belgique, 22-23 avril 1995), p.186.

L'ARMÉE TURQUE ACCUSÉE DE DÉTRUIRE DES VILLAGES AU NORD DE L'IRAK, ÇILLER ASSURÉE DU SOUTIEN CONDITIONNEL DE

CLINTON, LA COMMISSION EUROPÉENNE DEMANDE A LA TURQUIE D'AGIR RAPIDEMENT. Un éditorialiste américain décrit la Turquie comme «une machine à tuer», LES SERVICES DE RECHERCHES DU CONGRES SE DEMANDENT SI L'OPÉRATION DE L'IRAK DU NORD N'A PAS DIMINUÉ LA POPULARITÉ DE ÇILLER AUX ÉTATS-UNIS. (Turkish Daily News, 22 avril 1995), p.186-188.

TROIS FRONTS OUVERTS ENTRE LES KURDES EN IRAK DU NORD. (Neue Zürcher Zeitung, 22-23 avril 1995), p.189-190.

DÉBAT D'URGENCE SUR LA TURQUIE : LES PARLEMENTAIRES DU CONSEIL DE L'EUROPE DURCISSENT LE TON. (A.F.P., 25 avril 1995), p.191.

FRAPPER LES ENNEMIS ET PERDRE LES AMIS. (Time, 24 avril 1995), p.192-193.

LA TURQUIE CHERCHE LE SOUTIEN OCCIDENTAL, MAIS ELLE DOIT D'ABORD FAIRE LE MÉNAGE. (International Herald Tribune, 25 avril 1995), p.194.

CONSEIL DE L'EUROPE : PROPOSITION DE «SUSPENSION» DE LA TURQUIE. (A.F.P., 25 avril 1995), p.194.

BERNARD KOUCHNER : LA TURQUIE DANS L'EUROPE ? OUI, SI... (L'Événement du Jeudi, 26.04-03.05.1995), p.195-196.

SELON ANKARA LE NOMBRE DE SES TROUPES EN IRAK DIMINUE. (International Herald Tribune, 26 avril 1995), p.196.

LES PAYS-BAS N'ENTENDENT PAS SE LAISSER INTIMIDER PAR LA TURQUIE. M. Kinkel : le retrait de 20.000 soldats turcs du nord de l'Irak est insuffisant. (A.F.P., 26 avril 1995), p.197.

ANKARA RETIRE 20.000 HOMMES DU NORD DE L'IRAK. (Le Figaro, 26 avril 1995), p.198.

ABDULLAH ÖCALAN : «NOTRE CAUSE EST ENTRÉE DANS LA CONSCIENCE INTERNATIONALE». (Courrier International, 27.04-05.05.1995), p.199-200.

LA TURQUIE TENTE DE CONVAINCRE SES ALLIÉS DE LA JUSTESSE DE SA CAUSE : QUINZIÈME JOUR DE GUERRE AU KURDISTAN. (Le Soir, 03 avril 1995), p.200.

CONSEIL DE L'EUROPE : L'ULTIMATUM AU RÉGIME TURC. (Dernières Nouvelles d'Alsace, 27 avril 1995), p.201.

VINGT MILLE SOLDATS TURCS ONT QUITTE LE NORD DE L'IRAK. Le PKK retient toujours deux journalistes en otages. (Le Monde, 27 avril 1995), p.202.

LE PARLEMENT KURDE EN EXIL RECONNAÎT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN. (GAMK, 27 avril 1995), p.202.

L'ERNK OUVRE SON BUREAU A COPENHAGUE. La Turquie arrête ses liens avec l'industrie militaire néerlandaise, LE RAPPORT D'IHD : 64 ALLÉGATIONS DE TORTURE. De Silguy, de l'Union Européenne : la Turquie doit résoudre la «question kurde» pour entrer dans l'Union douanière, HACALOGLU, MINISTRE DES DROITS DE L'HOMME, PRÉPARE UN PROJET DE RÉINSTALLATION POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME KURDE, Le Conseil de l'Europe vote contre la Turquie. (Turkish Daily News, 27 avril 1995), p.203-205.

BRAS DE FER ENTRE LA TURQUIE ET LES INSTITUTIONS EUROPÉENNES SUR LES DROITS DE L'HOMME ET LE PROBLÈME KURDE. (A.F.P., 28 avril 1995), p.206.

UN «EXODE» DE TOILE A VINTIMILLE, LA TURQUIE SUSPENDUE A STRASBOURG. (L'Humanité, 28 avril 1995), p.207-208.

ULTIMATUM AU CONSEIL DE L'EUROPE CONTRE ANKARA : LA DÉLÉGATION TURQUE ROMPT TOUTES SES RELATIONS AVEC

L'ORGANISATION. (A.F.P., 27 avril 1995), p.208.

TURQUIE : L'ARMÉE PROUVE QU'ELLE RESTE PRÉPONDÉRANTE. (*Le Soir*, 28 avril 1995), p.209.

L'EXIGENCE DU CONSEIL DE L'EUROPE EST CONFORME A CELLE DE L'UNION EUROPÉENNE, SELON PARIS. Rupture après un ultimatum du Conseil de l'Europe à Ankara.- 18 REBELLES TUES DANS LE NORD DE L'IRAK DEPUIS MARDI, SELON L'ARMÉE TURQUE. - Le PDK se déploie près de la frontière turque. L'ultimatum du Conseil de l'Europe à Ankara : la délégation turque rompt toutes ses relations avec l'organisation. (A.F.P., 27 avril 1995), p.210-212.

ANKARA PROTESTE CONTRE L'ULTIMATUM DU CONSEIL DE L'EUROPE. (*Libre Belgique*, 28 avril 1995), p.212.

CONSEIL DE L'EUROPE : LES TURCS CLAQUENT LA PORTE. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 28 avril 1995), p.213.

LA TURQUIE ROMPT AVEC LE CONSEIL DE L'EUROPE, Selon les Turcs, leur mission en Irak a été un succès. (*International Herald Tribune*, 28 avril 1995), p.214.

PAS DE SANCTION DU CONSEIL DE

L'EUROPE CONTRE LA TURQUIE AVANT DEUX MOIS. (*Le Monde*, 28 avril 1995), p.215.

MME MITTERRAND CRÉE UN COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LES DÉPUTÉS EMPRISONNES, LA TURQUIE OUTRÉE PAR LA DÉCISION DE SUSPENSION DU CONSEIL DE L'EUROPE. — La police d'Ankara détient trois dirigeants du HADEP. (*Turkish Daily News*, 28 avril 1995), p.215-216.

LA RÉUNION ENTRE LA TURQUIE, L'IRAN ET LA SYRIE EST AJOURNÉE, Les réactions contre le rapport sur les assassinats dont les auteurs ne sont pas identifiés créent des dissensions à l'Assemblée. — L'Agenda des Droits de l'Homme. (*Turkish Probe*, 28 avril 1995), p.218-220.

LA RÉACTION TURQUE EST LIÉE A LA PRESSION INTERNATIONALE. Rencontres avec Bagdad et les dirigeants kurdes nord-irakiens. (*Neue Zürcher Zeitung*, 28 avril 1995), p.221.

LES RÉFUGIES KURDES IRAKIENS CRAIGNENT DE RENTRER DANS LEURS VILLAGES. (A.F.P., 29 avril 1995), p.222.

CINDORUK AFFIRME QUE LE CONSEIL DE L'EUROPE AGIT COMME S'IL ÉTAIT UN EMPIRE, La Turquie se prépare à serrer l'étau autour du pont

entre l'Arménie et le PKK, FRUSTRATION DES ÉMISSAIRES DE L'UNION EUROPÉENNE DE VOIR QUE LA TURQUIE NE FAIT PAS DE PAS POUR LES REFORMES DÉMOCRATIQUES. TURQUIE : DÉGEL AVEC TALABANI. — Un dirigeant disparu du HADEP a été retrouvé mort dans le Sud-Est. APRÈS LE RETRAIT TURC, LES KURDES IRAKIENS PATROUILLENT LA RÉGION FRONTALIÈRE. (*Turkish Daily News*, 29 avril 1995), p.223-226..

LA PRISON N°5 DE DIYARBAKIR. (*Humanité-Dimanche*, 30.03-05 avril 1995), p.227.

LES TURCS LANCENT UNE NOUVELLE ATTAQUE, MAIS ESSAYENT DE RASSURER L'OUEST. (*International Herald Tribune*, 31.03.1995), p.228.

LA PRISON N°5, 11 ANS DANS LES GEÔLES TURQUES. (*Bulletin Crived*, avril 1995), p.228.

LA TURQUIE SUSPENDUE DU CONSEIL DE L'EUROPE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 27 avril 1995), p.229.

UN REGARD DANS LA PRISON DE DIYARBAKIR. JOURNAL DU MAIRE MEHDI ZANA. (*Neue Zürcher Zeitung*, 19 avril 1995), p.230.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0353 4 I 0425 FRA /AFP-IJ01

Turquie-Kurdes-Irak

Enlèvement de deux journalistes au 13ème jour de l'opération turque

ANKARA, 1er avr (AFP) - L'opération turque menée depuis le 20 mars dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurde de Turquie, a été marquée lors de sa 13ème journée par l'enlèvement par le PKK de deux journalistes, dont un de l'AFP, sur une route du sud-est de l'Anatolie.

Kadri Gursel, journaliste de l'AFP, et un photographe de Reuter, Fatih (bien Fatih) Saribas, ont été enlevés vendredi soir par les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK - séparatiste). L'enlèvement a été revendiqué samedi après-midi par l'ARGK (Armée Nationale pour la Libération du Kurdistan), branche militaire du PKK, dans un communiqué parvenu à l'AFP à Ankara.

"Ils sont en bonne santé. Ce sont nos hôtes", selon le communiqué de l'ARGK cité par Kurd-A, une agence proche du PKK.

L'armée turque a intensifié ses opérations dans plusieurs provinces du sud-est de l'Anatolie (Turquie) contre le PKK, dont à Tunceli (est) parallèlement à celle dans le nord de l'Irak.

Les opérations des deux côtés de la frontière ont fait quelque 350 morts (dont 271 en Irak du nord) dans les rangs du PKK, et 22 morts parmi les soldats turcs, selon des chiffres officiels.

L'armée turque effectue actuellement un redéploiement interne en Turquie, selon des sources militaires turques citées samedi par la presse turque. Les troupes qui stationnaient à l'ouest du pays et qui avaient été envoyés en renfort vers le sud-est de l'Anatolie et la frontière irakienne, sont remplacées à leur tour par d'autres venues d'Anatolie centrale et du nord, selon les mêmes sources.

L'intervention turque dans le nord de l'Irak suscite de vives critiques de pays occidentaux qui invitent Ankara à y mettre fin le plus tôt possible, ainsi que de pays voisins comme l'Iran qui a réclamé l'arrêt immédiat de l'opération militaire turque.

L'Allemagne qui a annoncé la suspension de ses livraisons d'armes à la Turquie ainsi que d'une aide financière.

Pour sa part Washington, qui a défendu l'offensive turque, a déclaré vendredi par le canal de Richard Holbrooke, secrétaire d'Etat adjoint américain aux Affaires européennes, que "les efforts des Turcs pour régler le problème du PKK sont légitimes et que leur intégrité territoriale est d'une importance cruciale".

Le nouveau chef de la diplomatie turque, Erdal Inonu, devait commencer dimanche une tournée à Bonn, Washington et Paris pour expliquer les raisons de l'opération turque dans le nord de l'Irak.

YM/jh/cc

AFP /J00245/011831

AVR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Die Kurden haben ihre Identität erhalten – trotz jahrhundertelanger Repression und Verst Besser gefangen in der Heimat als Kö



FOTO: RÖPI

Schon kleine Kinder lernen die Volkstraditionen. Kurdenkinder im türkischen Cizre an der Grenze zu Irak

VON BIRGIT CERHA

Ein Jagdhund verfolgt einen Hasen, aber er kommt und kommt der ersehnten Beute nicht näher. Zutiefst irritiert ruft er keuchend dem Hasen zu: Warum nur kann ich dich nicht erwischen? Die Antwort ist einfach, bemerkt der Hase: Ich laufe um mein Leben, aber du läufst für einen anderen Mann, deinen Jäger.

Diese alte kurdische Allegorie, aufgeschrieben neben vielen anderen von dem bekannten kurdischen Historiker, Professor für Geschichte und Kurdologie, Celile Celil, ist Sinnbild für einen stetig eskalierenden und nie endenden Krieg zwischen den Kurden und jenen Mächten, die sie beherrschen und unterdrücken. So schlägt nun auch die türkische Armee mit 35 000 Mann, unterstützt von Panzern, schweren Waffen und Kampfflugzeugen, im Nordirak gnadenlos zu.

Das volle Ausmass der Militäroperation und ihre tragischen Folgen lassen sich noch nicht klar erkennen. Fest aber steht jetzt

schon, dass Ankara mit solch blindwütiger Gewalt das Kurdenproblem in seinem Land nicht lösen kann. Denn wie der Hase in der kurdischen Allegorie kämpfen die Guerillas um ihr eigenes Überleben, vor allem aber um das Überleben ihres Volkes.

Wie selbstverständlich wütet die türkische Armee im Nachbarstaat. Sie tat es schon mehrmals zuvor. Immer freilich vergebens. Immer kehrten die Guerillas zurück in ihre Verstecke, getrieben von ihren Idealen: dem Kampf um die um ihre Rechte als Volk betrogenen Kurden. Auffallend lange dauerte es, bis Bagdad gegen solch eklatante Verletzung seiner Souveränität protestierte. Denn in Wahrheit decken sich seine Interessen in der Frage der Kurden mit jenen der Türken, ebenso mit jenen seiner ihm gar nicht so freundlich gesinnten Nachbarn Syrien und Iran. Regelmässig in den vergangenen Jah-

ren trafen sich denn auch die Aussenminister dieser Staaten – mit Ausnahme des Iraks –, um ihre gemeinsamen Sorgen zu diskutieren. Das, was sie verbindet wie nichts sonst, ist die Entschlossenheit, das Freiheitsstreben der Kurden zu ersticken.

Die Aktion der Türken im Nordirak beweist in krasser Deutlichkeit, dass sich das Problem nicht auf den türkischen Staat mit

EIGENER STAAT In Kurdistan leben über zwanzig Millionen Kurden. Das Gebiet ist aufgeteilt auf die Türkei, den Irak, Iran und Syrien. Birgit Cerha erklärt, warum die Kurden ihre gemeinsame Identität haben bewahren können, obschon ihnen der Wunsch nach einem eigenen Staat bis heute verwehrt geblieben ist.

seinen rund zwölf Millionen Kurden beschränkt. «Es ist das Problem eines ganzen Volkes» von etwa 25 bis 30 Millionen Menschen, betont Celil, eines Volkes, das die Geschichte und die Weltmächte auf vier Staaten (Türkei, Irak, Iran und Syrien) auf-

reueung auf mehrere Länder

nig in der Fremde

gesplittert haben. «Es lässt sich nicht in einem Staat – etwa im Irak oder in der Türkei – allein lösen. Kurdistan gleicht einem vulkanischen Gebiet, in dem sich die brodelnde Erde öffnet und an den verschiedensten Stellen Feuer speit, immer dort, wo der Druck von aussen besonders stark ist.»

Das Problem der Grenze, das nun den Türken so zu schaffen macht, spielt eine entscheidende Rolle in der aktuellen politischen Situation Kurdistans. Ganz Kurdistan, erläutert Celil, war bis zum 16. Jahrhundert unter iranischer Hegemonie gestanden. Als 1514 ein Krieg zwischen Sultan und Schah ausbrach, stellten sich die meisten der im Iran unterdrückten kurdischen Emirate und Stämme auf die Seite des Osmanischen Reiches, das ihnen mehr Rechte und Freiheiten versprochen hatte. Diese so entstandene erste Grenze zwischen dem Osmanischen Reich und dem Iran hat sich immer wieder verändert, wenn kurdische Stämme ihre Loyalitäten wechselten.

Als das Osmanische Reich nach dem Ersten Weltkrieg auseinanderbrach und die Mandatsmächte die Grenzen der neuen Staaten zogen, da zerschnitten sie das gesamte Volk der Kurden. Denn sie orientierten sich nach Kriterien wie etwa der Eisenbahnlinie, die von Berlin bis zum heutigen Irak führte, und spalteten damit kurdische Regionen, kurdische Dörfer, Stämme, ja sogar Familien. Celil nennt das Beispiel des türkischen Städtchens Nusaybin und des syrischen Qamishly, das einst ein Ort gewesen war, durch den sich nun die Landesgrenze zieht.

«Für die Kurden bedeutet diese Grenzziehung bis heute eine Katastrophe», betont Celil. «Denn dieses Volk war immer in der Geschichte eng miteinander verbunden gewesen, es hatte miteinander Handel und familiäre Kontakte über weite Regionen hin gepflegt. Viele kurdische Stämme hatten Transhumanz betrieben, waren mit ihrem Vieh oft über grosse Entfernungen zu den jeweils nutzbaren Weideflächen gezogen. So versuchten die Kurden denn auch, die neuen Grenzen zu ignorieren, weil sie ihre gesamte Lebensweise verändert hätten. Doch seit etwa 20, 30 Jahren lassen die Regierungen dieser vier Staaten dies nicht mehr zu. Die Syrer etwa siedelten in kurdischem Land,

insbesondere zur Türkei hin, Araber an. Die Iraker hatten mit brutalsten Methoden das gesamte Grenzgebiet zum Iran und zur Türkei hin entvölkert. Dasselbe Rezept wenden gegenwärtig die Türken auf ihrer Seite an und ebenso die Iraner. «Das Beispiel der Kotschar symbolisiert die Tragödie eines ganzen Volkes», erläutert Celil. «Dieser grosse kurdische Stamm, der traditionell Transhumanz-Ökonomie zwischen dem Irak, der Türkei und Syrien betrieben hatte, ist heute auf drei Staaten zersplittert.» Damit wird der Stamm geschwächt, und mit derselben Methode wird das gesamte kurdische Volk geschwächt.

«Hat dieser Stamm, hat dieses Volk kein Recht zu sagen, wir wollen zusammenleben, ohne Grenze zwischen uns», fragt Celil. «Die Türken werfen den Kurden vor, sie wären Separatisten. Weder sie noch Europa haben ein moralisches Recht, die Kurden des Separatismus zu bezichtigen. Wer ist Separatist: Jene, die ein Gebiet teilen, ein Volk, Stämme und Familien – oder die Kurden, die zusammenleben wollen?»

Obwohl die Kurden in ihrer Geschichte nie einen Staat besaßen, der sie alle vereinte, obwohl sie aufgesplittert und von den jeweiligen Machthabern teilweise blutig verfolgt und unterdrückt wurden und werden, obwohl etwa in der Türkei sogar ihre Sprache verboten ist, kurdische Eltern ihren Kindern keine kurdischen Namen geben dürfen, haben die Kinder bis heute ein starkes Gefühl der Identität und Zusammengehörigkeit in erstaunlicher Weise erhalten. «Ihre ethnische Identität», erläutert Celil, «ist sehr stark verbunden mit ihrem Land, ihren Bergen, Tälern und Flüssen. Das schlägt sich auch in vielen Sprichwörtern nieder, wie etwa diesem: <Besser gefangen in der Heimat als König im fremdem Land.> Wann immer Regierungen Versuche starteten, die kurdische Identität zu zerstören, deportierten sie Teile des Volkes.» Diesem Rezept folgte das irakische Regime ebenso wie das türkische bereits vor siebzig, vor hundert und vor 150 Jahren. Und sie tun es derzeit gerade wieder, haben seit 1992 bereits rund 2000 kurdische Dörfer in Südost-Anatolien zerstört. Zur Strategie der Feinde der Kurden zählt aber auch die Vernichtung der kurdischen Kul-

tur. Ihr folgten bereits die Sultane. «Können wir heute im einstigen osmanischen Land ein einziges Schloss sehen, das nicht zerstört ist?» fragt Celil. Mitte des 19. Jahrhunderts, als die Osmanen die unabhängigen kurdischen Emirate liquidierten, verwüsteten sie zugleich jahrhundertealte kurdische Architektur. «1920; als <Mam u Sin>, eine Sammlung alter kurdischer Liebesgedichte, in Istanbul gedruckt wurde, haben türkische Nationalisten die gesamte Publikation verbrannt. Das Konzept der Auslöschung der kurdischen Identität schliesst auch kurdisches Kunsthandwerk mit ein. Kurdische Teppichknüpferei und -weberei hat vor allem in der Türkei einen sehr hohen Standard erreicht. Es folgt einem traditionellen kurdischen Kunststil, es ist kurdische Arbeit. Die Produkte werden nach Europa exportiert, dort aber meist pauschal als «türkisch» verkauft.

Ethnische Traditionen

«Es gibt in der Geschichte viele Beispiele dafür, dass ganze Völker mit ihrer Sprache und Kultur untergingen», betont Celil. Doch die kurdische Identität hat allen Attacken bisher widerstanden. Diese erstaunliche Widerstandskraft wurde nach Ansicht Celils gestärkt durch die Sprache und die äusserst reiche kurdische Folklore. Als der Islam im siebenten Jahrhundert mit seinen religiösen Ideen und seiner arabischen Sprache Kurdistan eroberte, «gelang es ihm nicht, das Kurdische zu verdrängen, weil sich das Denken des Volkes, seine Träume, seine Schaffenskraft in der mündlichen Form der kurdischen Sprache ausdrückt. Wie der Islam die arabische Mentalität prägt, hat die kurdische Folklore der kurdischen Mentalität ihren Stempel aufgedrückt. Die Folklore ist grossartig für die kurdische Identität. Sie ist die Sammlung der Philosophie der Kurden, ihres volksethischen Kodex, ihrer Tänze, ihrer Melodien, ihrer Feste, ihrer Träume, ihrer Lobeshymnen auf Land und Heimat. Sie ist eine Schule für ethnische Traditionen. Sie ist so besonders wichtig, weil im Laufe der Jahrhunderte viele Herrscher versuchten, kurdisches Land zu entvölkern und Dörfer niederzubrennen. Aber sie konnten die Kurden nicht zwingen, nicht zu singen, nicht in ihrer kurdischen Weise zu denken.»

Die Geschichte zeige, dass die Feinde der Kurden ihnen immer wieder ihre Freiheit raubten, aber die Symbole ihrer Identität konnten sie ihnen nicht nehmen. Schon die kleinen Kinder lernen die Volkstraditionen. In den Dörfern Kurdistans, erzählt Celil, sei es Tradition, dass jeder Bub, der noch nicht einmal zehn Jahre alt ist, mit seinen Lämmern auf die Weide zieht, und dabei trage er mit seiner Essensration auch eine kleine Flöte bei sich. Am Abend sassen Hirten und andere kurdische Männer im

Oda (Gasthaus), sängen Lieder und erzählten Märchen, Geschichten, auch die Hirtenbuben dürften mithelfen. So wurde die Oda zur «Schule der kurdischen Mentalität. Dort, wo heute auf kurdische Dörfer keine Bomben fallen, ist diese Tradition immer noch lebendig.»

Eine besondere Bedeutung in der Folkloretradition der Kurden kommt epischen Werken, historischen Gesängen und Heldenliedern zu. «Dieses Genre ist eine mündliche Geschichtsschreibung. Wann immer sich im Leben der Kurden und ihrer Stämme Wichtiges ereignete, wurde es in Liedern festgehalten und von Generation an Generation weitergegeben.» Und diese Tradition besteht bis heute fort. Celil hat mit seiner Familie einen beträchtlichen Teil seines Lebens der Aufgabe gewidmet, die kurdische Folklore und die Oralliteratur in den Dörfern Kurdistans unter den zu Beginn des 20. Jahrhunderts von den Türken in den Kaukasus vertriebenen Kurden zu sammeln und niederzuschreiben. So sammelte er u.a. auch 1988 gemeinsam mit seiner Schwester, der Musikethnologin Camila Celil, in Syrien Lieder und Märchen. «In einem der kurdischen Dörfer baten wir eine alte Frau, ein Lied zu singen», erinnert sich Celil. «Und sie begann mit einem Gesang über die heroische Bewegung Apos» (des PKK-Führers Abdulla Öcalans) und über den heutigen Aufstand der Kurden in der Türkei. In der Geschichte gaben viele Ereignisse Stoff für Lieder. Doch nur solche blieben lange erhalten, die Entwicklungen von weitreichender Bedeutung im Leben der Kurden beschrieben.»

Themen kurdischer Folklore wie epische Werke, fährt Celil fort, hätten die Nachbarvölker – die Armenier, die Türken, die Aseris, die Perser – so begeistert, «dass bekannte Dichter dieser Völker sie zum Stoff für ihre Romane und Gedichte nahmen

und sie so Teil von deren nationaler Literatur wurden. Kurdische Folklore bot aber auch kurdischen Literaten eine reiche Quelle. So hat etwa das mündlich weitergegebene Werk des kurdischen Klassikers aus dem Mittelalter Ahmade Khani, «Mam u Sin», einen wichtigen Beitrag zur Förderung des kurdischen Nationalbewusstseins und zur Entwicklung der künstlerisch-literarischen Traditionen der Kurden geleistet. Der russische Orientalist Orbeli stellt «Mam u Sin» auf eine Stufe mit den Werken von Klassikern aus dem Mittelalter, die als Perlen der orientalischen Literatur gelten.

Kurdische Literatur ist in vielen Handschriften erhalten. «Doch leider wurde dieses reiche kurdische Geistesleben im Westen viel zu wenig beachtet und viel zu wenig gesammelt», klagt Celil. «Es ist kostbar, denn mit jedem Tag geht ein Stück dieses Erbes verloren», durch politische Turbulenzen, durch Krieg und Gewalt. Der Grossteil der kurdischen Handschriften nämlich ist heute noch in Privatbesitz. Und wenn die Türken, die Iraker, die Iraner Dörfer niederbrennen, ganze Landstriche bombardieren und entvölkern, vernichten sie mit dem Eigentum dieser Menschen zugleich einen wertvollen Kulturschatz. Wissenschaftler, die diese Texte zu sammeln versuchen, haben meist in den jeweiligen Staaten mit grössten Schwierigkeiten durch die herrschenden Regime zu kämpfen. In der Türkei vor allem ist ja schon das Schreiben in Kurdisch verboten. Viele Kurden halten daher literarische Handschriften ängstlich versteckt. «Aus dem nordirakischen Suleymania erfuhr ich», berichtet Celil, «dass Bombardements der irakischen Luftwaffe 1991 eine Bibliothek mit einer reichen Handschriftensammlung zerstört hatten.» Als in Syrien in den fünfziger Jahren die kurdische Ethnizität massiv unterdrückt wurde, hatten viele Kurden aus

Angst ihre Handschriften und Bücher verbrannt. Andere haben Kulturdokumente in den Boden eingegraben, wo sie unterdessen vermoderten oder nicht mehr gefunden werden können. Einzig im Kaukasus der einstigen Sowjetunion gelangte in den vergangenen Jahrzehnten die kurdische Kultur und Identität unter dem wohlwollenden Auge der Kremlherren zur Hochblüte. Bekannte Dichter, Musiker, Wissenschaftler, Kurdologen wirkten dort und publizierten hunderte Bücher in kurdischer Sprache, Romane, Gedichte, historische Epen. Auch die Familie Celil zählt dazu. Doch sie kann diese Bücher nicht in Kurdistan verbreiten. Nur der von Celils Vater 1955 gegründete Radiosender strahlt bis heute nach ganz Kurdistan aus. Die Familie hat umfangreiches Folklorematerial gesammelt, 5000 kurdische Lieder, Volkstexte, Märchen, Erzählungen, 30 000 kurdische Sprichwörter, Epen, Legenden, einen grossen Teil davon in Handschriften, die bis heute nicht gedruckt werden konnten. «Unsere Sammlung», erklärt Celil, «stellt den Charakter der Kurden, die Träume und ihr geistiges Potential der Vergangenheit dar. Doch die politische Situation in Kurdistan macht es uns unmöglich, diese Materialien zu publizieren.» Und europäische Regierungen und Institutionen zeigen – mit Ausnahme Schwedens – geringes Interesse, die Sprache eines anderen Volkes zu fördern. Auch die Unesco hat sich der «kollektiven Blindheit gegenüber der kurdischen Kultur» angeschlossen. Mit dieser Gleichgültigkeit, klagt Celil, «unterstützen westliche Führer indirekt die Politik des Kulturgenozids jener Staaten, in denen die Kurden leben». Und eines Tages könnte damit dieses alte Volk seine ethnische Widerstandskraft verlieren, und damit würde auch die Weltkultur einen schmerzlichen Verlust erleiden. ☉

Le Soir - 2 avril 1995

BELGIQUE

Parlement kurde en exil

Le parlement kurde en exil sera inauguré le 12 avril dans une ville en Belgique non encore déterminée (pour des raisons de sécurité), a annoncé vendredi le sénateur Willy Kuijpers (Volkswaard). L'assemblée devrait être composée d'une vingtaine de maires et de six hauts fonctionnaires, contraints de se réfugier en Belgique. (AFP.)

SVENSKA DAGBLADET • Lördagen den 1 april 1995

Turkiet trappar upp kriget

Ankara (TT-AFP) Den turkiska armén ökade på fredagen trycket mot kurdiska PKK-gerillan genom att sända 15 000 man till Tunceliprovinsen mitt i östra Turkiet, där 3 000 PKK-soldater antas uppehålla sig. Målet var att döda 1 000 inringade gerillasoldater och i synnerhet att komma åt deras legendariske ledare Semdin Sakik.

USA försvarade på fredagen den turkiska offensiven mot kurdiska separatister i norra Irak. Turkiets territoriella integritet är av yttersta vikt, sade Richard Holbrooke, biträdande utrikesminister med ansvar för Europafrågor.

– Vi anser att Kurdistans arbetarparti PKK är en terroristorganisation. Vi anser att turkarnas ansträngningar att ta itu med PKK är berättigade även om vi inte stöder dem i alla avseenden, sade Holbrooke.

An en gång hotade Tyskland och Storbritannien på fredagen att hindra tullunionen mellan EU och Turkiet, om den turkiska militäraktionen visar sig skada civila kurder.

La Turquie accentue la répression contre les Kurdes

DÉJÀ ENGAGÉES dans le nord de l'Irak, les troupes turques ont renforcé, jeudi 30 mars, leur offensive contre les militants kurdes dans le Sud-Est anatolien, région où près de quinze mille personnes ont été tuées depuis 1984 et où les forces d'Ankara mènent une féroce politique de répression. Un assaut d'importance contre les combattants kurdes est attendu dans les jours qui viennent.

Le refus de tout dialogue par les autorités d'Ankara et leur négation de l'identité kurde ont renforcé les nationalismes dans le pays et exacerbé les dissensions entre les différentes communautés de Turquie. Quant aux pays arabes, ils réaffirment leur volonté de voir maintenir l'intégrité territoriale de l'Irak.

COMBATS Tout en maintenant son offensive dans le nord de l'Irak, Ankara a accentué la répression dans le Sud-Est anatolien, région de Turquie à majorité kurde, où se sont repliés de nombreux militants du PKK. Les combats entre troupes gouvernementales et militants kurdes ont fait plus de 15 000 morts depuis 1984. ● LE REFUS de tout dialogue d'Ankara exacerbe les nationalismes. La Turquie affirme ce-

pendant rechercher une formule qui lui permette de terminer son intervention dans le nord de l'Irak, tout en se prémunissant contre de nouvelles incursions des rebelles du PKK à travers la frontière. ● LES PAYS ARABES de la région s'inquiètent, pour leur part, de la situation incontrôlée dans la région du Kurdistan. Ils mettent en cause la politique américaine et réaffirment leur volonté du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak.



Une situation incontrôlée qui inquiète les pays arabes

AMMAN

de notre correspondante au Proche-Orient

La situation au Kurdistan d'Irak, qui échappe depuis mai 1991 à l'autorité de Bagdad, est de plus en plus ressentie comme insupportable par nombre de pays de la région qui craignent l'effet de contagion que pourrait avoir un démembrement de l'Irak. Dans cette région, mosaïque de minorités ethniques ou religieuses, nul n'est prêt à tolérer longtemps une situation d'autonomie, pour une catégorie particulière de citoyens, que pourrait revendiquer demain, au titre des droits de l'homme par exemple, toute minorité éprouvée.

Malgré une attaque caractérisée contre un territoire de la région, les pays arabes n'ont ainsi quasiment pas réagi à l'opération turque. Les condamnations de la presse visent plus la politique américaine vis-à-vis de Bagdad. L'indulgence des pays arabes s'explique sans doute, d'abord, par l'indifférence au sort des Kurdes, considérés souvent comme des trouble-fêtes et, au pire, comme des alliés potentiels d'Israël. La méfiance traditionnelle entre Arabes et Kurdes n'est pas nouvelle et joue incontestablement un

rôle aujourd'hui, les Kurdes apparaissant de plus en plus comme les « protégés » de l'Occident.

Même les plus acharnés des ennemis de l'Irak tiennent cependant au maintien de son intégrité territoriale, de crainte que son démembrement n'amène d'abord des troubles sans fin dans une région hautement sensible. Lorsqu'en octobre dernier les États-Unis avaient, un peu vite, avancé la proposition d'une zone interdite à l'armée irakienne au sud du 32^e parallèle, l'Arabie saoudite et le Koweït s'y étaient discrètement opposés de peur de voir se constituer à leurs frontières une République chiite qu'ils voyaient déjà parrainée par l'Iran.

C'est dans le même ordre de préoccupation que la Turquie, la Syrie et l'Iran tiennent, depuis novembre 1992, deux réunions annuelles de consultation sur la situation au nord de l'Irak, qui se terminent toujours par la réaffirmation de leur volonté du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak et leur opposition à sa désintégration « sous n'importe quel prétexte ». Une situation totalement incontrôlée qui règne depuis presque un an maintenant au Kurdistan inquiète, par ailleurs, tous les États de la région. La récente affirmation du très

sérieux *Jane's Intelligence Review* que des « Afghans en fuite » ont trouvé refuge au nord de l'Irak, notamment, n'est pas de nature à rassurer les dirigeants de la région.

Ces craintes expliquent le silence des régimes arabes, qui, d'un autre côté, regardent avec quelque inquiétude le nouvel intérêt porté depuis quelques années par Ankara au Proche-Orient. Le poids de la Turquie et son passé comme héritière de l'Empire ottoman portent plus ou moins chaque pays arabe à la méfiance devant ses initiatives. En l'occurrence, toutefois, la priorité est le maintien de l'intégrité de l'Irak, qui demeure, quel que soit son régime, le seul pays de la région à pouvoir faire contrepoids à l'Iran mais aussi à la Turquie. De ce point de vue et même s'ils n'osent pas toujours le dire publiquement, nombre de dirigeants arabes commencent à s'inquiéter du « jeu américain » vis-à-vis de Bagdad, dans la mesure où celui-ci confond sans problèmes le sort du président Saddam Hussein avec celui d'un pays qui reste indispensable à l'équilibre de la région.

Françoise Chipaux

Ankara développe son offensive contre les Kurdes

Déjà engagées dans le nord de l'Irak, les troupes turques accentuent leur répression dans le Sud-Est anatolien où plus de 15 000 personnes ont été tuées depuis 1984

ISTANBUL

de notre correspondante

Si, dans le nord de l'Irak, l'offensive de l'armée turque contre les militants kurdes n'a pas connu de nouveaux développements jeudi 30 mars, c'est, en Turquie même, dans le Sud-Est anatolien, que les combats entre troupes gouvernementales et militants du PKK, qui ont fait plus de 15 000 morts depuis 1984, ont repris de l'ampleur. Trente-trois combattants kurdes ont ainsi été tués jeudi au cours d'affrontements dans plusieurs secteurs, notamment dans la province de Tunceli, où un renforcement du dispositif militaire est en cours. Quinze mille à vingt mille soldats, des chars et véhicules de transport, ont convergé au cours des derniers jours vers cette région particulièrement montagneuse où les autorités estiment que près de 3 000 combattants kurdes sont concentrés.

Avec l'arrivée des renforts de troupes, le nombre des forces de sécurité pourrait atteindre 30 000 hommes dans la province. Un assaut est attendu dans les jours à venir contre les combattants de Semdin Sakik, un commandant du PKK mieux connu sous le nom de « Zeki sans doigt ».

TENSION AVEC BONN

Tout au long de l'hiver, les forces de sécurité turques avaient multiplié les offensives dans cette province pour capturer, mort ou vivant, le fameux commandant kurde. L'évacuation forcée de villages, dans cette région à majorité alévie, avait donné lieu à de nombreuses accusations de violations des droits de l'homme. Malgré quelques succès initiaux, les forces gouvernementales ne sont pas parvenues à venir à bout du PKK dans cette zone où les combattants kurdes sont installés à quelque 3 000 mètres d'altitude. Deux jours

avant l'incursion turque dans le nord de l'Irak, un large groupe de militants kurdes avait pris en embuscade, dans cette province, un convoi militaire de 800 hommes, tuant 18 soldats. La Turquie, attaquée de toutes parts pour son incursion militaire au nord de l'Irak, a confirmé, jeudi, que son nouveau ministre des affaires étrangères, Erdal İnönü, entamera, la semaine prochaine, une tournée diplomatique dans les capitales occidentales pour tenter d'éclaircir les « malentendus », notamment sur la durée probable de l'offensive. « Contrairement aux rapports erronés et aux malentendus, la durée et l'étendue de l'opération sont limitées. Dès que les camps et les bases du PKK auront été éliminés, nos troupes se retireront », a déclaré le ministre.

Ankara est également passé à l'attaque, critiquant violemment l'Allemagne pour avoir suspendu l'envoi de matériel militaire à la Turquie, un jour seulement après le gel d'une assistance financière pour l'achat de bateaux de guerre allemands. « Cette réaction hâtive, alors qu'un allié important au sein de l'OTAN est forcé de prendre des mesures pour défendre son intégrité territoriale, est en contradiction » avec le soutien accordé par l'OTAN à la réunification allemande, a affirmé M. İnönü. Si les autorités d'Ankara répètent qu'elles retireront leurs troupes du nord de l'Irak dès que leurs buts auront été atteints, elles semblent déterminées, faute de pouvoir établir une zone tampon, à trouver une solution permettant d'assurer le maintien, en permanence, de la sécurité à leurs frontières. Et cela, espèrent-elles, avec l'aide de leurs alliés occidentaux.

Le chaos qui règne au nord de l'Irak depuis des mois, à la suite des combats qui opposent le Parti démocratique du Kurdistan (PKK) de Masoud Barzani et l'Union Patrio-

tique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, a non seulement eu un effet désastreux sur la vie des habitants de cette zone quasi autonome, avec l'effondrement de l'administration locale, mais inquiète également la Turquie, première concernée par l'instabilité régionale, et les alliés, qui assurent la protection aérienne de la zone.

DISCUSSIONS A WASHINGTON

Les discussions ont déjà commencé à Washington, où se trouve actuellement le principal conseiller du premier ministre Tansu Ciller, Emre Gönensay. Ces premiers contacts seront suivis les 11 et 12 avril par la visite d'une délégation de haut rang, comprenant notamment le vice-secrétaire d'état, Strobe Talbott. Le 17 avril, M^{me} Ciller se rendra elle-même aux Etats-Unis pour un entretien avec le président Bill Clinton.

Emre Gönensay a dévoilé, jeudi, à la presse turque un nouveau plan pour le maintien de la sécurité de la frontière turco-irakienne. Cette option prévoit une expansion du mandat de l'opération « Provide comfort », dont la force aérienne est installée à la base d'Incirlik, au sud de la Turquie, l'armée turque fournissant des troupes terrestres qui seraient déployées au nord de l'Irak, mais sous les auspices des alliés et dans le cadre d'un « mécanisme de sécurité Irak du Nord » (le Pentagone a, d'ores et déjà, implicitement rejeté, jeudi, l'idée d'une participation américaine à une éventuelle force multinationale dans le nord de l'Irak pour surveiller la frontière turco-irakienne). Le responsable de la diplomatie turque a critiqué les déclarations de M. Gönensay, qui n'aurait « exprimé que ses vues personnelles ». A Ankara, les diplomates soulignent qu'une telle option aurait peu de chances d'être approuvée dans les capitales européennes. En défini-

tive, les Turcs devront probablement en revenir à une coopération avec les Kurdes irakiens, pour patrouiller sur la zone frontière. Cela implique cependant qu'un degré de stabilité soit restauré au nord de l'Irak et que les Kurdes irakiens mettent fin à leurs querelles fratricides.

N. P.

Le CICR écarté du Kurdistan irakien

En dépit de toutes les demandes auprès des autorités d'Ankara, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) est toujours totalement écarté des zones de combats (*Le Monde* du 25 mars) et, par conséquent, empêché de venir en aide aux victimes. Contrairement aux affirmations du porte-parole du ministre turc des affaires étrangères, selon lesquelles « aucune plainte » ne serait parvenue de Genève concernant les populations civiles, le président du CICR, Cornelio Sommaruga, a remis en personne, le 30 mars au cours d'une rencontre au siège du CICR, à l'ambassadeur d'Ankara auprès de l'ONU une nouvelle note verbale où il demande que la Turquie respecte la totalité des conventions de Genève, qu'elle a ratifiées.

Ankara doit donc autoriser le CICR à avoir accès à toutes les personnes arrêtées et détenues, à se rendre compte en toute indépendance de la situation sur le plan humanitaire des populations civiles dans les zones d'opération et à donner des soins aux blessés, quels qu'ils soient. - (Corresp.)

« Il y a cinq ans, je ne me sentais pas kurde ; aujourd'hui, si »

La répression menée par la Turquie a provoqué une montée du nationalisme

ISTANBUL

de nos envoyés spéciaux

Comment peut-on être kurde en Turquie ? Dans le sud-est du pays, on estime à au moins 15 000 le nombre des victimes d'une implacable guérilla qui oppose, depuis 1984, l'armée d'Ankara aux combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan, un PKK au discours marxiste-léniniste, mais dont l'objectif est clairement nationaliste, allant jusqu'à la revendication de l'indépendance du Sud-Est anatolien. Dans le même temps, la moitié des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie vivent hors de ce Sud-Est anatolien ravagé par la guerre. A Istanbul seulement, on compte quelque 2 millions de Kurdes sur une population totale de près de 12 millions d'habitants, faisant de la cité du Bosphore la première ville kurde au monde. Comment peut-on être kurde dans la patrie jacobine de Mustafa Kemal Atatürk, alors qu'il n'y a pas si longtemps, la mention de cette qualité pouvait valoir un séjour en prison, et que la seule identité que pouvait revendiquer un Kurde était d'être un « Turc des montagnes » ?

Cemal Ekingen, lui, s'est longtemps senti « mal ». Il s'est senti « mal » lorsque « les problèmes ont commencé ». Avant, Cemal ne se posait pas de questions sur son identité ; il parlait turc en famille ; il se fichait d'être kurde ou pas. Là-bas, à Diyarbakir, principale ville du Sud-Est anatolien kurde, là où il est né il y a quarante ans, il a passé une jeunesse « apolitique », comme il dit. Et puis, les morts ont commencé à s'accumuler au fil des affrontements entre le PKK et l'armée ; la répression n'a cessé de s'amplifier avec, comme règle absolue de la part des autorités, le refus de tout dialogue sur la question kurde. Une question devenue aujourd'hui, de l'avis de tous ici, le problème numéro un de la Turquie, le principal danger auquel le pays est exposé.

Alors ? Alors, « il y a cinq ans encore, je ne me sentais pas kurde. Aujourd'hui, si », explique Cemal Ekingen. Est-ce à dire, pour autant, que ce dirigeant d'entreprise prospère, dont l'épouse est turque et qui, depuis 1985, a eu le temps de s'intégrer à la vie istanbouliote, revendique l'indépendance du Kurdistan

— un amalgame que les autorités sont promptes à faire ? Non. Il veut rester ce qu'il revendique aujourd'hui : être un « citoyen turc ». D'ailleurs, l'indépendance du Sud-Est anatolien est, à ses yeux, impossible. En premier lieu, les Kurdes vivent disséminés dans toute la Turquie. Ensuite, un Etat kurde ne serait pas viable étant donné la pauvreté de la région.

Beaucoup, en tout état de cause, estiment ici que la guerre au Kurdistan et la politique répressive abondamment pratiquée par les autorités ont eu pour principal effet une « montée du nationalisme kurde ». Comme le journaliste politique du grand quotidien *Milliyet*, Rusen Cakir, pour qui on assiste bien à une telle montée du nationalisme chez les Kurdes, même si c'est à des niveaux différents, « les jeunes étant les plus radicaux ». Rusen Cakir note, à cet égard, un fait nouveau, significatif d'une évolution certaine : aujourd'hui, dit-il en substance, les Kurdes se disent kurdes, revendiquent leur qualité de Kurdes, leur spécificité — même quand ils sont intégrés dans un cadre turc —, ce qu'ils ne faisaient pas avant.

« Les politiques ont abandonné le problème à l'armée. Ils s'en lavent les mains »

Cemal Ekingen se défend de tout nationalisme ; il appartient à une nouvelle formation politique présidée par une personnalité bien turque, Cem Boyner, le Mouvement pour une nouvelle démocratie, créé en décembre. Mais il constate que « les nationalismes, kurde comme turc, croissent avec les combats ». Quant à lui, l'attitude du pouvoir l'a, en quelque sorte, rendu kurde. « Sans cette politique, assure-t-il, je n'aurais pas pris conscience de mon identité. » Cemal est un industriel dont les affaires marchent visiblement très bien ; il dirige, avec son frère, une entre-

prise d'importation de matériel électronique. Loin du centre d'Istanbul où Cemal vient de racheter un immeuble vétuste qu'il a entrepris de faire rénover, le discours se fait plus dur dans la bouche de Mehmet, kurde lui aussi. C'est qu'à Gazi, le quartier périphérique où il habite, la moindre parcelle de rue défoncée, la moindre immeuble respirent la pauvreté, qui amplifie les tensions politico-ethnico-religieuses sensibles en Turquie. C'est ici qu'une série d'attentats, dimanche 12 mars, contre des cafés alevites ont provoqué des affrontements entre la population et la police, dont le bilan, selon la population locale, s'établit à vingt et un morts.

Reste que Gazi accumule les ingrédients dont la manipulation pourrait se révéler hautement explosive. Car ce quartier, peuplé majoritairement d'alevis musulmans appartenant à des chiites mais attachés à la laïcité de la société et honnis par les intégristes pour leur liberté de pensée, l'est également de nombreux Kurdes (dont une partie est également adepte des alevites) et est fortement marqué à l'extrême gauche. Mais si les attentats étaient dirigés contre les alevites, les slogans de la foule qui a protesté n'étaient pas de nature religieuse, mais reflétaient la colère de la population contre l'Etat.

Mehmet, un Kurde originaire de Sivas (en Anatolie centrale), se plaint des « pressions continues » exercées par la police contre la population kurde et alevite. « Kurdes, alevites, communistes sont tous potentiellement coupables » aux yeux des autorités, assure Mehmet — lui-même alevite, gauchiste, et nationaliste affilié au HADEP, parti kurde, de surcroît —, qui redoute d'être arrêté à tout moment. Or pour lui, qui identifie les autorités à des barbares, « on est kurde avant d'être alevite lorsque l'on est politisé ». « L'Etat doit mettre fin à la guerre dans l'est » de la Turquie, dit-il, se plaignant de ce que « les impôts finançant cette guerre, alors que le pouvoir ne fournit aucun service à la population ».

Pour Cemal Ekingen, le problème kurde a pris une telle ampleur que, tant qu'il n'est pas réglé, il ne faut pas espérer voir les autres diffi-

cultés de la Turquie se résoudre. Sa formule ? Se parler plutôt que de se faire la guerre. Son rêve ? D'abord, mettre fin au conflit, puis établir « la démocratie pour tout le monde, pour les Kurdes comme pour l'ensemble de la Turquie » et, enfin, reconnaître les droits culturels des Kurdes (éducation, information...). « Après, estime-t-il, tout peut être discuté. »

Pour l'heure, « les hommes politiques ont abandonné le problème à l'armée ; ils l'ont chargée de régler la question kurde et s'en lavent les mains, car ils n'ont pas le courage de résoudre le problème politiquement », condamne Cemal Ekingen. Le grand risque, redoute-t-il, est que l'attitude du gouvernement ne sépare de plus en plus les communautés nationales et que cela débouche sur des affrontements intercommunautaires. Or, insiste-t-on de tous côtés ici, il n'existe pas, jusqu'à présent, de conflits ethniques au sein de la population ; ses différentes composantes ont trop l'habitude de vivre étroitement entremêlées. « En Turquie, il est très difficile de vivre dans des ghettos », explique notamment Rusen Cakir, pour qui le danger vient des possibilités de manipulations et de provocations « de la part des pouvoirs ».

Cemal Ekingen, lui, n'a jamais senti la moindre marque de ségrégation à son égard depuis qu'il s'est installé en 1985 à Istanbul, où il a rejoint ses parents — eux-mêmes ont émigré sur les rives du Bosphore en 1977 — et qu'il ne veut plus quitter. « Ma vie est maintenant ici. » « Les gens savent que je suis kurde, mais ils s'en fichent. Il n'y a pas de problèmes entre communautés ; il y en a une entre la population et le gouvernement. » Cemal reconnaît toutefois que certains chefs d'entreprise turcs rechignent, par peur, à embaucher des Kurdes en raison de la situation dans le sud-est du pays. Pour beaucoup, le principe jacobin fondateur du kémalisme : tout ce qui vit en Turquie ne peut être que turc et uniquement turc, est à la source du problème. L'échec de cette volonté de nivellement, poursuivie par les héritiers d'Atatürk, est aujourd'hui de plus en plus patent.

Yves Heller et Nicole Pope

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

FRS0341 4 I 0359 FRA /AFP-IF90

Turquie-Kurdes

Les deux journalistes sont détenus par le PKK, selon une agence pro-kurde

ANKARA, 1er avr (AFP) - Les deux journalistes enlevés vendredi soir dans le sud-est anatolien sont aux mains du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a rapporté l'agence kurde Kurd-A, proche de cette organisation, dans un communiqué parvenu samedi à l'AFP à Ankara.

"Alors qu'on attendait la confirmation par le commandement (du PKK) de leur identité de journaliste, ils ont été emmenés pour leur sécurité par crainte d'une intervention de l'armée turque dans la zone", a indiqué Kurd-A, qui cite à son tour un communiqué de l'ARGK (Armée Nationale pour la Libération du Kurdistan), branche militaire du PKK.

"Ils sont en bonne santé. Ils sont nos hôtes", a précisé le communiqué.

Les deux journalistes, Kadri Gursel (AFP) et Fathi Saribas (Reuter), tous deux de nationalité turque, rentraient sur Diyarbakir après avoir passé plusieurs jours dans le nord de l'Irak où ils "couvraient" l'opération militaire turque contre les rebelles du PKK.

"Les deux journalistes ont été appréhendés lors d'un contrôle d'identité sur la route Cizre-Nusaybin", à la frontière syrienne, selon le communiqué kurde.

Selon le chauffeur du taxi des deux journalistes, Cengiz Aslan : "La voiture a été stoppée à proximité du village de Turgutlu, à une vingtaine de km de Nusaybin, par 4 à 5 hommes armés qui avaient déjà arrêté plusieurs véhicules. Les rebelles faisaient de la propagande contre l'offensive de l'armée et contrôlaient les papiers d'identité".

"Quand ils ont découvert que mes clients étaient journalistes, a-t-il ajouté, ils l'ont fait savoir par talkie-walkie et ont reçu l'ordre de quitter les lieux avec eux. Ils ont alors demandé aux deux journalistes de prendre leurs affaires et de les suivre, puis sont partis en direction de la montagne".

Cette route, qui longe la frontière syrienne, est coupée en de nombreux endroits par des barrages de l'armée turque ou de la gendarmerie, mais des enlèvements y ont déjà été commis dans le passé par le PKK et la méthode employée ressemble à celle de cette organisation.

YM/mb/lb

AFP /JO0245/011807

AVR 95

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

LE POINT - 1er avril 1995

La dépêche

PROTESTEMENT AUX TURCS

Journal Dusseldorf

Plus de 20.000 Kurdes ont manifesté samedi à Dusseldorf (ouest) pour protester contre l'offensive turque contre les bases des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, a indiqué la police. Les manifestants étaient venus par voiture ou par autobus de toute l'Allemagne, des Pays-Bas et de Suisse, a ajouté la police. Certains d'entre eux portaient des banderoles du PKK, interdit en Allemagne. Ils scandaient des slogans réclamant entre autres le retrait de l'armée turque du nord de l'Irak et l'arrêt des expulsions de Kurdes d'Allemagne. De son côté, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a appelé à nouveau la Turquie à retirer son armée du nord de l'Irak. Dans une interview à l'hebdomadaire Welt am Sonntag à paraître dimanche, il a précisé qu'il soulignera à son homologue turc, Erdal Inonu, qui se rendra lundi à Bonn, que l'attitude de la Turquie risque d'altérer ses relations avec les quinze pays de l'Union européenne et avec ses partenaires de l'OTAN.

Le ministre français des Affaires étrangères a donc promis, l'autre semaine, de la sympathie qu'il avait suscitée pour dire poliment, mais fermement, leur fait aux dirigeants turcs qu'il rencontrait au nom de la trêve européenne. Car ce pays charnière, dont la stabilité est, de ce fait, primordiale, réagit souvent avec un excès et une brutalité condamnable aux trois faiblesses qui sont les siennes.

► Chypre, dont la Turquie revendique les côtes aux « citrons acides » chères à Lawrence Durrell, est restée occupée depuis vingt ans la partie nord, dans une situation de guerre froide sous contrôle de l'Onu. L'acceptation par les Turcs de l'ouverture de négociations sur un statut fédé-

déral et bicommunautaire de Chypre, courant 1996, a contribué à désamier l'opposition d'Athènes à tout accord entre la Turquie et l'Europe. Mais cela ne satisfait ni les nationalistes ni surtout l'armée.

► Les îles de la mer Égée. Le pays qu'Atatürk, le « père de la nation », a voulu être, parfois tenté de se laisser entraîner sur la pente fédéraliste. Mais, en dépit de la floraison des schadors, le silence ne semble justifier ni les faiblesses du gouvernement ni les abus de la police. On remarque ainsi que les manifestations islamistes résonnent à peine le long de ce littoral turc qui peut rassembler quand un de ses villages est menacé par des terroristes.

► L'Irak. Le pays est plus lourd de menaces. C'est pourquoi la Turquie a ces dérapages les plus réguliers. Elle se présente au nom des démocraties au nom des droits de l'homme, mais elle agit de façon punitive, comme celle qu'Ankara a envoyée en Irak le 20 mars, au nord de l'Irak, contre les bases du PKK. Elle garde.

► L'Irak. L'opération militaire (35 000 hommes, 100 avions) a incité Alain Juppé à appeler les dirigeants turcs à faire preuve de retenue dans des ripostes qui, en France, ont été amples et de leur durée (« months », lui a dit le président Bouiref), s'apparentent plus à des actions d'occupation qu'à l'exercice d'un droit de suite légitime. Le ministre français a cependant reconnu qu'Ankara avait des raisons de vouloir mettre en tenue à des actions de terroristes venant d'ailleurs.

Cette situation serait d'ailleurs plus facilement gérable par une communauté internationale si le spectre des terroristes n'était pas dans le nord de l'Irak comparable à celui qui est dans le nord de la Côte d'Ivoire. Un « no man's land » dure à la même façon les Turcs, et dont il est urgent de décider qui en aura le contrôle, l'Irak, ou quelqu'un d'autre. La diplomatie a échoué en 1982.



FRS0302 4 I 0201 RFA /AFP-1A4U
Allemagne-Kurde

Plus de 20.000 Kurdes manifestent à Dusseldorf contre l'offensive turque en Irak

DUSSELDORF (Allemagne), 1er avr (AFP) - Plus de 20.000 Kurdes ont manifesté dans le calme samedi à Dusseldorf (ouest) pour protester contre l'offensive turque contre les bases des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, a indiqué la police.

Les manifestants étaient venus par voiture ou par autobus de toute l'Allemagne, des Pays-Bas et de Suisse, a ajouté la police. Certains d'entre eux portaient des banderoles du PKK, interdit en Allemagne. Ils scandaient des slogans réclamant entre autres le retrait de l'armée turque du nord de l'Irak et l'arrêt des expulsions de Kurdes d'Allemagne.

De son côté, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a appelé à nouveau la Turquie à retirer son armée du nord de l'Irak. Dans une interview à l'hebdomadaire Welt am Sonntag à paraître dimanche, il a précisé qu'il soulignera à son homologue turc, Erdal Inonu, qui se rendra lundi à Bonn, que l'attitude de la Turquie risque d'altérer ses relations avec les quinze pays de l'Union européenne et avec ses partenaires de l'OTAN.

jlp/jpa/cc

AFP /JO0245/011723 AVR 95

Gönensay to Christopher: Our operation is legitimate

He reassures US that the Turkish army will pull out as soon as 'objectives are met'

By Uğur Akinci
Turkish Daily News

WASHINGTON- Professor Emre Gönensay, top advisor to Prime Minister Tansu Çiller, on Thursday had a half hour meeting with U.S. Secretary of State Warren Christopher following his visits to Overseas Private Investment Corporation (OPIC) and U.S. Departments of Commerce and Treasury. Gönensay, at a press conference with Turkish journalists in Washington, said that Christopher supported Turkey's stability program discussed during the U.S.-Turkey Joint Economic Commission (JEC) meetings. "Christopher said he will continue to support us vis-a-vis international finance organizations," he said.

Christopher has told Gönensay that the United States will "do its best" to channel U.S. investments to Turkey as a "big emerging market." The United States will organize various activities to bring the potential of Turkey to the attention of U.S. investors, Christopher said. He also expressed his satisfaction with the new Turkish law drafted concerning Intellectual Property Rights (IPR). "There's no problem there," Gönensay said. It was understood that U.S. help would be available if Turkey wanted to educate the public and industry on IPR.

Oil pipeline

"The oil pipeline was one of the important agenda items," Gönensay said. "We proposed carrying out joint studies to determine through which countries the route of the pipeline should pass. We suggested Russia be made a part of such discussions. Christopher said he will initiate action soon to include Russia in the process."

Then we will discuss what the ideal distribution of oil shares would be among related countries as well as the financing of the pipeline. But the most important agreement we had was on having Russia join Turkey and the United States as a participant in the routing talks."

There is no preference right now as to which countries the

pipeline should pass through before it reaches Turkey, he added.

Agreements initialled

Free-trade issues between the United States and Turkey were also taken up during the Gönensay-Christopher talk. "Today we have initiated an agreement on the environment (during JEC working group sessions). Prime Minister Çiller will sign it when she arrives (in April). Turkish and U.S. Eximbanks have also initialled an agreement to co-finance and insure joint investments in third-party countries."

Concerning the agreement to avoid double taxation, "we could not initial it now since the Americans need to conduct further studies on the topic," he said. "but the agreement could be signed by the time the prime minister visits Washington. That is, the ball is in the U.S. court."

Gönensay said the joint communique, which will be released tomorrow, contained the above mentioned items. "It is a very positive communique," he added.

Operation in northern Iraq

Gönensay said the operation in northern Iraq was also among the things he discussed with Christopher. "I explained to Christopher what our goals are and that it is a legitimate operation. I told him we would pull out after we disrupt the PKK since then we would have reached our goal. But I also told him that if necessary we would go back in again," Gönensay said. "The United States had to react to us with understanding since Turkish national interests are involved," he said. "Christopher responded positively."

Testimony in Congress

In an international affairs committee meeting held earlier on Capitol Hill, Christopher said "the United States understands Turkey's need to deal firmly with the PKK, which is a vicious terrorist organization. At the same time, we will continue to insist that Ankara do everything possible to

avoid harm to the civilian population, and that it limit the scope and duration of its operation."

In another hearing held at an appropriations subcommittee, the representatives of the Greek-American community and Greek-American lobby firms lambasted the Turkish operation and demanded an immediate withdrawal on the grounds that Turkey was massacring Kurds. General Elmer Pendleton (reid.) of the American Turkish Council, testifying at the same subcommittee meeting, strongly objected to the Greek-American claims and recalled that the Turkish operation was against the PKK in particular, and not against Kurds as such.

No contacts with the Pentagon

"I have not mentioned any time period for our withdrawal and Christopher did not insist on such a period either," Gönensay said. Answering a TDN question, Gönensay said he did not have any contacts with Pentagon officials in Washington during his visit. "I have seen the newspaper stories (concerning the alleged Provide Comfort solutions in northern Iraq). But they are false," he said. "I suggested we talk to the allied countries that participate in Provide Comfort to find a solution. But I did not suggest that Provide Comfort itself should be changed or involved. There is a nuance difference there," he said. "I did not propose any security solutions (to fill the authority vacuum in northern Iraq) either," he added.

Gönensay said he emphasized two aspects of the operation, i.e. that it was a legitimate operation, and that the army would pull out as soon as the objectives were met.

Europe's reaction Gönensay said he had also complained to Christopher about Europe's reaction to the Turkish operation. "I told him that the reaction displayed a meaningless and irrational attitude on the part of the Europeans. I brought to his attention the fact that the disruption of Turkish-European relations might have dire consequences indeed."

LE MERIDIONAL - 1er avril 1995

La Turquie sur la mauvaise voie...

Coup de force contre le PKK, brutalité contre la communauté alevi, le gouvernement turc multiplie depuis quelques semaines les "dérapages sécuritaires"

Second temps de la manœuvre commencée le 20 mars dans le Kurdistan irakien, l'armée turque a lancé hier une nouvelle offensive dans la province de Tunceli. Une trentaine de milliers de soldats disposant de matériel lourd tentent de déloger les 3 000 hommes du PKK - le parti des travailleurs kurdes - réfugiés dans cette région montagneuse.

Ici, comme lors du précédent coup de poing, de nombreux civils sont les premières

victimes des combats et les militaires turcs ont interdit à la Croix-Rouge de leur porter assistance.

Une nouvelle fois la manière forte a été préférée à la négociation. Nul doute que les résultats ne seront pas meilleurs cette fois-ci. Les Kurdes pourtant ne demandent pas l'impossible: ils veulent que leur soient reconnus une certaine autonomie et le droit de pratiquer leur langue. C'est-à-dire pas plus que n'ont obtenu les Basques ou les Catalans.

La brutalité n'est pas l'apanage de la seule armée: au début de ce mois, la police en a usé avec beaucoup de sauvagerie vis-à-vis des manifestants d'Istanbul. Pourtant ceux que l'on a voulu faire passer pour de dangereux fondamentalistes n'étaient que des représentants de la communauté alevi, branche plutôt paisible de l'Islam; ils protestaient contre la mise à sac de certaine de leur boutique.

Ces dérapages sécuritaires se produisent dans un contexte

général très dégradé: l'économie du pays va mal, l'inflation décolle et le revenu national est en baisse. Le FMI s'inquiète devant l'ampleur des dépenses publiques.

En fait, depuis la ferme tutelle de Turgut Ozal dans les années 80, le pays manque de *leadership*. La coalition de centre-gauche issue des élections de 1991 ne parvient pas à trouver ses marques. Les choses ont encore empiré depuis l'accession au poste de Premier ministre de Mme Tansu Ciller dont l'autorité est battue en brèche.

C'est dommage pour la Turquie et c'est dommage pour l'Europe dont elle est le prolongement naturel et la flanc-garde sud-est.

Jacques RICHARD

LIBRE BELGIQUE - 1er avril 1995

Ankara souhaite l'aide des milices kurdes

L'ancien ministre Bülent Akarcali fait le point avec « La Libre »

La Turquie veut s'appuyer sur les formations kurdes irakiennes pour patrouiller à sa frontière avec l'Irak, à l'issue de son intervention militaire dans le nord de ce pays contre les rebelles du PKK, a indiqué vendredi le numéro deux de la diplomatie turque M. Ozdem Sandberk. Dans une interview avec l'AFP, M. Sandberk a réaffirmé que l'armée turque se retirerait « dès que possible » après avoir achevé sa mission, qui consiste à détruire l'infrastructure du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans la région.

Evoquant certaines « mesures temporaires » en atten-

dant un règlement du problème irakien lui-même, M. Sandberg a préconisé « une coopération et des contacts accrus entre les forces de sécurité turques et les forces du PDK et de l'UPK le long de la frontière » afin d'empêcher de nouvelles infiltrations en territoire turc du PKK. « La responsabilité de sauvegarder la sécurité de ces territoires leur appartient », a ajouté le diplomate, à propos du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

EXPLICATIONS

Par ailleurs, M. Bülent

Akarcali, député de l'Anap (le principal parti d'opposition, droite) depuis 83 et ancien ministre, a estimé vendredi, dans un entretien avec notre journal, que le gouvernement de Mme Tansu Ciller a agi avec légèreté en négligeant d'informer les alliés de l'opération en territoire irakien. La diplomatie turque, a-t-il déclaré, s'est comportée « comme si elle était seule au monde » alors que la Turquie a des alliés. « Ils n'ont pas été informés, tout comme l'opinion publique européenne. Et tout comme le Parlement turc ».

« Notre intervention était très logique et aurait pu être soutenue par nos alliés. Elle ne l'a pas été. C'est une faute inacceptable. Ils ont fermé la frontière aux journalistes. C'est une autre bêtise ».

ajouté M. Akarcali, « c'est un enfant qu'on nous a fait sur les dos avec la guerre du Golfe.

Nous payons presque autant que les Irakiens. La guerre nous coûte des milliards de dollars en pertes économiques directes, sans parler du coût du terrorisme. Les Américains ont essayé d'installer dans le nord de l'Irak un « système » avec Barzani et Talabani, qui se sont avérés n'être que des chefs de tribu et pas des hommes d'Etat.

Le PKK s'est installé là, pour attaquer la Turquie. L'Allemagne nous dit: « S'il y a un mort civil, vous devrez nous rendre des comptes. Il y deux cent morts entre Barzani et Talabani et personne ne dit quoi que ce soit... »

COMME EN BOSNIE

L'intervention en Irak, a

Selon M. Akarcali, l'armée

turque n'a pas l'intention de « participer au pouvoir », ni d'avoir une « présence accrue dans la vie politique turque » mais elle devient « beaucoup plus visible », notamment dans le sud-est, en raison, « surtout depuis deux ans, de l'incapacité quasi totale du gouvernement de gouverner le pays ». « L'ar-

mée reste où elle est; elle n'avance pas. C'est le gouvernement, qui n'apporte aucune solution concrète, qui recule ». Notre position à l'Anap est très nette, ajoute le député. « Nous disons ouvertement que nous refusons la présence de l'armée dans la région » du sud-est anatolien. « La lutte contre le PKK

doit être menée par des forces civiles, police, gendarmerie, etc. Et l'armée doit être responsable de la protection des frontières, uniquement ».

« C'est parce que la Turquie est un peu coincée qu'on gueule sur elle », estime enfin M. Akarcali qui croit que « l'approche intelligente » est un « contrôle »

international du nord irakien. « Nous ne pouvons pas attendre que le PKK devienne là une organisation solide et structurée, comme les Serbes autour de la Bosnie ». « Il faut qu'il y ait », dans le nord irakien, « un ordre de droit ».

Marc OPSOMER.

Libération - 1er-2 avril 1995

Les limites de l'intervention armée contre les Kurdes au nord de l'Irak

Ankara hésite sur les suites à donner à une opération mal préparée.

Ankara envoyé spécial

A lors que l'armée turque a intensifié hier ses opérations dans plusieurs provinces du Sud-Est anatolien contre les séparatistes du PKK, une solution exclusivement militaire du problème kurde en Turquie apparaît toujours impossible. Ce constat, évident dans un pays où les Kurdes représentent entre 17 et 23% —selon les estimations— de la population, était aussi, à l'automne dernier, celui du nouveau chef d'état-major de l'armée turque, le général İsmail Hakkı Karadevi. Le général semblait vouloir remettre publiquement en cause la stratégie de ses prédécesseurs. Il a pourtant lancé il y a dix jours l'« opération Acier ». Avec ses 35.000 hommes, ses blindés et son aviation, elle est la plus massive des six interventions effectuées en quatre ans par l'armée turque en Irak du Nord contre les bases des rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatistes kurdes) qui mènent depuis onze ans une guerre sanglante contre Ankara dans le Sud-Est anatolien. L'armée dément qu'il y ait là contradiction. Le but avoué de l'intervention est de « briser l'épine dorsale du PKK », et en premier lieu de désorganiser sa logistique.

« Aux yeux de l'armée, la seule faille restante est cette frontière avec l'Irak du Nord. »

Sefi Tazan, directeur du Centre d'études internationales à Ankara.

« A l'intérieur du pays, le PKK a subi des coups très sérieux depuis deux ans et la situation s'est nettement améliorée. Les infiltrations depuis la Syrie sont faibles depuis que Damas collabore plus ou moins. L'Irak joue le jeu. Aux yeux de l'armée, la seule faille restante est cette frontière avec l'Irak du Nord », explique le professeur Sefi Tazan, directeur du Centre d'études internationales à Ankara. Une fois les « terroristes » affaiblis, sinon mis hors jeu, il sera possible d'affronter politiquement le problème, estiment les responsables turcs. Pourtant, dix ans de répression féroce ont transformé le PKK, petit groupe terroriste d'extrême gauche à l'origine, en véritable mouvement de guérilla. Il est devenu un porte-drapeau, même pour l'écrasante majorité de Kurdes qui se disent hostiles à toute idée d'indépendance.

Malgré ses échecs, cette stratégie des militaires d'« éradication » du PKK continue néanmoins d'être soutenue par une classe politique quasi unanime, et notamment par la Première ministre, Tansu Çiller. Cette unanimité porte encore une fois les partenaires d'Ankara à s'interroger sur l'influence de l'armée (la seconde de l'Otan par ses effectifs) concernant les décisions des autorités civiles. Gardiens d'une certaine idée de la République laïque, une et indivisible, les



Des combattants kurdes irakiens prient devant les chars turcs en Irak.

militaires sont par trois fois sortis de leur caserne au cours des trente dernières années pour remettre de l'ordre avant de rendre le pouvoir aux civils. L'actuelle Constitution, élaborée après le coup d'Etat de septembre 1980, est leur œuvre. Leur rôle politique est institutionnalisé au travers du Conseil de sécurité nationale, où ils siègent aux côtés du chef de l'Etat et de la Première ministre pour prendre toutes les grandes décisions concernant l'intérêt du pays.

Le défunt président Turgut Ozal savait leur tenir tête. L'actuel chef de l'Etat et la Première ministre, malgré leurs promesses initiales d'une «reconnaissance du fait kurde», ont au contraire laissé, depuis deux ans, carte blanche à l'armée pour résoudre par la force la question kurde, considérée avant tout comme un problème d'ordre public. En endossant la responsabilité, au moins formelle, de l'«opération Acier», Tansu Ciller, première femme à diriger un gouvernement en Turquie, voit une magnifique occasion de montrer sa poigne et de rassurer les franges les plus conservatrices de l'opinion. Beaucoup d'intellectuels libéraux turcs et de diplomates espèrent qu'ainsi «crédibilisée» et en position de force, elle saura mettre en œuvre une partie des réformes nécessaires pour une solution politique du problème kurde.

Les Européens l'exigent comme préalable pour concrétiser l'association de la Turquie à l'Union douanière, jugée indispensable au développement de l'économie turque. Les protestations se font de jour en jour plus fortes, comme le montre la récente décision de l'Allemagne de geler ses ventes d'armes à la Turquie. Pour rassurer ses alliés occidentaux et en premier lieu les Européens, Tansu Ciller répète qu'il

ne s'agit que d'une opération «limitée dans le temps». Le chef de l'Etat, Suleyman Demirel, son mentor politique, n'hésite pas à parler au contraire d'une «opération d'au moins un an». Mme Ciller se contente de demander à la communauté internationale de trouver une solution pour mettre fin au vide du pouvoir dans la région kurde sous contrôle de l'ONU dans le nord de l'Irak.

Ces déclarations contradictoires illustrent autant la mauvaise préparation, sur le plan diplomatique, de l'opération que l'embarras des autorités turques sur la suite à lui donner. En novembre 1992, l'armée turque était déjà intervenue avec plus de 20.000 hommes. Deux ans plus tard, le PKK avait réinst-

tallé ses bases dans la montagne, près de la frontière. D'où la tentation, pour certains stratèges turcs, d'installer une véritable «zone tampon», à l'instar de celle créée par Israël au Sud-Liban. «Cela ne ferait qu'étendre les problèmes de 40 kilomètres vers le sud», ironise un expert militaire, sceptique comme la plupart de ses collègues. Nombre de politiques craignent des conflits croissants avec les Kurdes irakiens, qui amplifieraient encore les protestations internationales. «C'est l'enlèvement assuré», déclare Mumtaz Soysal, socialiste, ex-ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de coalition de Tansu Ciller.

La diplomatie turque souhaite en fait le rétablissement de la souveraineté de Bagdad sur le nord de l'Irak, au travers d'un compromis garantissant aux Kurdes irakiens la démocratie et un statut fédéral pour cette zone kurde sous protection de l'ONU. Une option inacceptable pour les Kurdes d'Irak, qui ne peuvent oublier les massacres perpétrés par Saddam Hussein ●

La Turquie

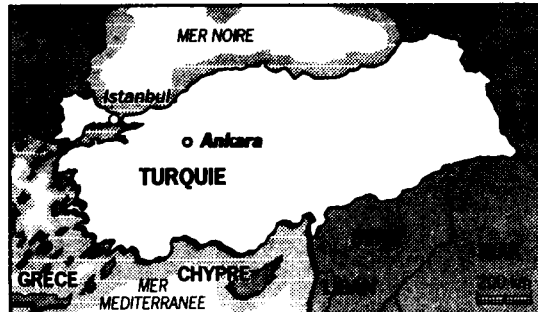
Population. 57 millions d'habitants dont 13 millions de Kurdes vivant pour moitié dans le Sud-Est anatolien.

Langues. Le turc (officiel). En 1991, l'usage du kurde dans le privé a été dépenalisé mais cette langue reste prohibée dans l'administration, l'enseignement et les télévisions privées.

Religion. Les Turcs sont musulmans à 98% dont 15 à 20 millions d'alevis, communauté musulmane progressiste issue du chiisme.

Histoire. La république de Turquie est proclamée en 1923 par Mustapha Kemal. Elle renonce au califat (le titre de commandeur des croyants détenu depuis cinq siècles par les sultans) en 1924 et devient un état laïque. Un ancrage vers l'ouest qui se concrétise dans l'après-guerre avec l'adhésion à l'Otan puis au Conseil de l'Europe. En 1963, la Turquie signe un accord d'association avec la CEE. Le 6 mars dernier a été signé le traité d'Union douanière qui doit encore être ratifié par le Parlement de Strasbourg.

ANALYSE



MARC SEMO

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Turquie-Kurdes-Presse

Prochaine libération des journalistes de l'AFP et de Reuter, selon un porte-parole kurde

ANKARA, 3 avr (AFP) - Les deux journalistes de l'AFP et de Reuter, enlevés vendredi soir dans le sud-est anatolien par les maquisards kurdes, "pourront être prochainement remis en liberté", a indiqué lundi un porte-parole du mouvement séparatiste kurde dans des déclarations rapportées lundi par le quotidien turc Milliyet.

Ali Garzan, porte-parole en Europe de l'ERNK, branche politique du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), n'a avancé aucune date pour une éventuelle libération. "Je crois qu'ils pourront être prochainement remis en liberté", a-t-il dit.

Les journalistes, Kadri Gursel (AFP) et Fatih Saribas (Reuter), tous deux de nationalité turque, revenaient d'Irak où ils avaient couvert l'opération de l'armée turque. Leur véhicule avait été stoppé par un groupe de rebelles du PKK sur la route entre Cizre et Nusaybin, pour un "contrôle d'identité".

Le porte-parole a affirmé que MM Gursel et Saribas "sont en bonne santé et ils sont nos hôtes".

Selon lui, il ne s'agit pas "d'enlèvement". Les journalistes ont "été pris" par les maquisards du PKK pour "leur propre sécurité" face à une éventuelle opération de l'armée turque.

ce/nj/br

AFP /J00245/031154

AVR 95

Turkey, US security plan in N. Iraq linked to Barzani & Talabani

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON— Richard Holbrooke, US Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs, on Friday admitted that he discussed the role to be played by two Iraqi Kurdish leaders, Mesut Barzani and Jalal Talabani, with senior Turkish officials who are in Washington to participate in Turkish-US Joint economic Commission meetings.

Holbrooke, during a press briefing at the State Department was asked if the Turkish officials informed him about a possible "local solution" to address Turkey's concerns about the security in northern Iraq, "a solution possibly involving an agreement with the two main Kurdish parties in the region, "i.e. Barzani's Kurdish Democratic Party and Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. Holbrooke Thursday and Friday met with Emre Gönensay, Prime Minister Çiller's top aide, accompanied by Ambassador Nüzhet Kandemir.

Holbrooke said "we've discussed this in general terms, but I think you'd have to address to the Turkish government what their position is on that. That's not for us to say."

When TDN asked Ambassador Kandemir later on to elaborate on Holbrooke's admission, Kandemir denied that any such discussion on the role of Barzani and Talabani ever took place. Currently a fierce fight is going on between the two Iraqi Kurdish leaders for control of the city of Erbil. Saddam's artillery has also reportedly joined the fray.

As to the duration of the Turkish operation in northern Iraq, Holbrooke said he did not expect it to last for months. "No specific date certain has been given for the end of the operation," Holbrooke said.

"Indeed, it's quite possible the operation would have different phases geographically or in terms of objectives." A Pentagon source also told TDN that the

pullout would be a "phased withdrawal." "So I don't have a clear answer to your question at this point," Holbrooke continued. "But it's not going to be a matter of months."

Human Rights meeting

TDN learned that Secretary of State Warren Christopher yesterday has asked John Shattuck, Assistant Secretary of State for Democracy, Human Rights and Labor, to meet with Gönensay and Kandemir to discuss human rights issues. The meeting went "very well" Holbrooke said. Turkish sources, on the other hand, refrained from commenting on the details of the meeting.

Holbrooke will be visiting Athens in ten days. Deputy Secretary Strobe Talbott, who will be visiting Moscow at the same time, will meet Holbrooke in Kiev. The two will then proceed on to Ankara to join Pentagon's Nye and Deutch there.

Importance of Europe

One concern aired by Holbrooke today in two different occasions was the possible fallout of the operation in northern Iraq on Turkish-EU (European Union) relations. In the State Department briefing mentioned above, Holbrooke emphasized Turkey's new role as the "front line state" in Europe. Turkey, previously only a "flank country" within the overall NATO security architecture, was increasingly replacing Germany and becoming "a centerpiece of US strategic interests in a very danger-

ous neighborhood," he said.

But, during a briefing that took place earlier in the morning and was cosponsored by Turkish American Council and DEIK (Foreign Economic Relations Commission), Holbrooke also said "We are extremely concerned that the events not adversely effect Turkey's becoming part of an undivided Europe." We support an integrated Europe more than any other administration since the Kennedy administration, and "Turkey is a part of Europe," he said. He added the US administration does not want the Turkish operation "to cause more problems than it solved."

Changing boundaries?

In probably even a more serious reference to possible unwanted consequences of the Turkish operation, Holbrooke raised the issue of "boundary changes" in his State Department briefing. He said he believed that Turks' "efforts to deal with the PKK are legitimate and their territorial integrity is critically important, not only of them but all of Europe, because I can tell you clearly that if the territorial integrity of the current boundaries of Europe, no matter what historical accidents created them, is changed, it will lead to chaos throughout the region."

The daily *Hürriyet* recently reported that former foreign minister Murat Karayalçın has discussed with German foreign minister Klaus Kinkel pulling the current Turkish-Iraqi border 25 kilometers south so that the high mountain ranges would totally remain inside Turkey, making the defense of the border a much easier task.

Turkish Daily News

SUNDAY, APRIL 2, 1995

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Irak-Turquie-Kurdes

La Turquie promet de compenser les villageois kurdes
De l'envoyée spéciale de l'AFP, Tolle ARAM

DERKARE (Irak), 3 avr (AFP) - Un responsable du ministère turc des Affaires étrangères a promis lundi de compenser les Kurdes irakiens s'il est prouvé que l'armée turque a infligé des dégâts à leurs villages dans le nord de l'Irak.

Accompagné de cinq représentants des ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur, le responsable turc, Mufit Ozdes, s'est rendu à Derkare, à une dizaine de kilomètres à l'est de Zakho, ville frontalière de la Turquie, pour enregistrer les plaintes des villageois.

"J'ai constaté que les plaintes qui m'ont été transmises étaient exagérées. L'armée turque est très disciplinée. Le pillage et le harcèlement ne se produisent que très rarement", a-t-il déclaré à l'AFP.

Des dizaines de camions militaires et une douzaine de chars et de canons sont déployés autour du village. Plusieurs tentes ont été érigées par les soldats.

Depuis le début, le 20 mars, de l'opération turque contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), les villageois de Derkare se sont plaints à plusieurs reprises de la conduite des troupes turques.

Plaintes des villageois

Arrivé sous une pluie battante, M. Ozdes pénètre dans une petite maison où l'attendent une dizaine de Kurdes irakiens venus lui présenter les problèmes des villageois.

"Des centaines de soldats turcs occupent nos écoles, prennent nos armes et détruisent nos cultures", raconte Serbesi Zakho, un représentant de l'administration kurde régionale parlant au nom des villageois.

"Il faut que les soldats quittent les écoles. Lorsque je connaîtrai le nom des propriétaires des champs endommagés et le montant des dommages, ils seront compensés", promet le responsable turc.

La commission turque enregistre toutes les plaintes des villageois, mais ils sont prévenus qu'il serait vain de réclamer la restitution d'argent liquide, d'objets en or ou d'autres biens, dont "il serait impossible de prouver" le vol.

"Je ne suis pas autorisé à restituer des objets aux gens. S'ils ont des preuves, ils seront compensés", explique M. Ozdes. "Je ne fais qu'enregistrer (les plaintes) et je les transmets ensuite aux militaires. Ce sont eux qui décident", explique-t-il.

"Les membres du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) récupéreront leurs armes", ajoute M. Ozdes, faisant référence au parti kurde irakien qui contrôle la région.

M. Ozdes doit rentrer mardi à Ankara à l'issue d'une mission d'une semaine dans le nord de l'Irak. Il doit être remplacé par un autre représentant turc.

Selon un collaborateur d'une organisation humanitaire étrangère à Zakho parlant sous le couvert de l'anonymat, l'enquête de M. Ozdes n'est qu'une "farce" destinée à répondre aux critiques formulées à l'encontre de la Turquie depuis le début de son opération dans le nord de l'Irak.

"Il a reçu tellement de plaintes qu'il les a tout simplement niées en bloc", ajoute-t-il.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P



WORLD AFFAIRS

Critical mass: Turkish troops in the 35,000-man force assembled to attack Kurdish rebel positions in Iraq

Thundering Into Iraq

Turkey: A massive drive against Kurdish rebels shakes up Ankara's allies

BY CHRISTOPHER DICKEY

NOT SINCE THE DAYS OF THE Ottoman Empire have so many Turkish troops marched across another country's borders. With American-made warplanes soaring overhead, 35,000 soldiers, along with tanks and a full array of NATO conventional weapons, poured into northern Iraq through mountain passes and across snowed tributaries of the Tigris River. Turkey's combat brigades occupied a swath of Iraq 25 miles deep. Their targets were the bases of Kurdish separatist guerrillas, but the few hundred rebels thought to be there melted away with little resistance, and the operation may have shaken up Ankara's allies more than its foes.

The European Union, which Turkey dearly wants to join, sent a trio of foreign ministers to call for a speedy pullout. "We are worried about the massive size of this operation," said France's Alain Juppé, "and the lack of a timetable for withdrawal." The United Nations fretted about human-rights abuses as civilian refugees were rounded up

and some reportedly disappeared. Turkish Prime Minister Tansu Ciller called President Clinton to brief him personally, and Washington gave a nod on Monday to the fight against "a vicious terrorist organization." But by Friday there were doubts about what Ciller's troops could accomplish—and at what cost. "The situation in northern



Iraq," one American official said privately, "is more dangerous than it ever has been."

That's because, when the dust clears, it's Iraqi dictator Saddam Hussein who stands to gain. Formally, he protested the incursion. But the Turks want someone to be accountable for what happens in northern Iraq. If Europe and the United States want to help Turkey impose order, fine. Otherwise, Saddam is OK with Ankara. "If Baghdad had authority and control over northern Iraq," said Foreign Minister Murat Karayalcin, "there would not be any need for such an operation."

Turkey's aim is to change the status quo on its eastern borders, left over from the 1991 gulf war. Ciller's government has led efforts to end the U.N. boycott of Iraq, which used to export much of its oil through a Turkish pipeline and was one of Turkey's leading trading partners. The boycott itself, Ciller insists, has contributed to the economic problems that fuel the conflict in eastern Turkey. And the all-out war against the guerrillas of the Kurdish Workers' Party (PKK) has bled the country for a decade.

The fight for control of frozen peaks and sun-scorched valleys far removed from Istanbul and Ankara is costing the Turkish economy \$7 billion a year—a third of the country's entire export earnings. Since 1985, 15,000 lives have been lost. The military has deployed 250,000 troops in eastern Turkey. It has razed 2,000 villages and displaced 2 million people. A country striving for democracy has put part of its territory under martial law. The military's own deadlines for victory have come and gone. Now, unable to win the war on their own land, the generals want to fight it on someone else's.

Not so fast: "The operation will last until the PKK is reduced to nil and a security belt is set up," Defense Minister Mehmet Golhan told Parliament last week, contradicting Ciller's initial assurances that the mission would be swift and short. After a smaller incursion in 1992, for instance, the PKK resurfaced almost as soon as the Turks pulled back. "This time," said Golhan, "the territory will remain continuously under the observation and control of the Turkish armed forces." To make such a buffer zone more effective, the Turks have been consulting with the Israelis, whose security zone in south Lebanon provides a model.

It's not just the rebel Kurds of the PKK whom Ankara fears and wants to keep out. When Saddam crushed the revolt by Iraqi Kurds after the gulf war, half a million refugees fled into Turkey, a precedent Ankara doesn't want repeated. The allies declared a no-fly zone to keep Saddam's air force out of northern Iraq and established "safe havens" to which Iraqi refugees were persuaded to return. Called Operation Provide Comfort, the arrangement quickly created a region for the Kurds of Iraq that was the closest any Kurds anywhere had ever come to a state of their own. But tribal pride has always made it hard for Kurds to unite, and the central governments of Iran, Iraq and Turkey have always found ways to play them off against each other. By last year Iraq's Kurds were making war on each other. One faction rashly enlisted in an attempted coup against Saddam that came to nothing last month, and now the region is vulnerable to his revenge.

In Ankara, there are few regrets over the incursion. Istanbul was shaken by riots only a week earlier when Alawites, a large secular-oriented sect, vented their rage against the increasing religiosity of their government. The PKK launched sympathetic protests, and after 17 people died, there were fears the traditional new year, Nowrouz, would be the occasion for even greater violence. Turks sighed with relief as the holiday came and went. "It has been a quiet, calm, lovely day," Ciller said. There was fighting, to be sure, but it wasn't in Turkey.

With SAMI KOHEN in Istanbul

Is Turkey Europe's Mexico?

BY MICHAEL ELLIOTT

HIGH ABOVE THE TURKISH CAPITAL of Ankara sits an enormous monument called Anit Kabir. It houses the body of Kemal Ataturk, who, from the moment he became president of Turkey in 1923, embarked on a campaign of astonishing ruthlessness and determination to modernize his country. But it isn't just Turks who have reason to remember Ataturk with gratitude. For more than 100 years before his reforms, Europeans had to cope with the deadly infections of the "sick man of Europe"—the Ottoman Empire. Now, after a period when the country seemed to have become almost a first cousin of the advanced industrial democracies, Europe is worried about Turkey once more. Turkey is in danger of turning into Europe's Mexico, a country that continually promises more than it delivers, that cannot sort itself out without demanding ever deeper engagement by its rich neighbors and whose instability could yet spill across its borders.

Mixed messages: Turkey's invasion of northern Iraq has drawn sharply differing reactions—not unnoticed in Ankara—from Washington and the European capitals. Bill Clinton's administration has been broadly supportive, recognizing that the Kurdish Workers' Party (PKK) is a brutal terrorist group and concluding that Turkey's actions could be justified under international law. Late last week, however, U.S. Secretary of State Warren Christopher sent a message to Turkish Prime Minister Tansu Ciller reiterating America's belief that the invasion should be limited in scope and duration—a clear signal that the Americans will not condone a Turkish "exclusion zone" within Iraq. The French and German governments have been highly critical of the invasion from the outset. Looming over all is an upcoming vote in the European Parliament on a recently concluded customs union (shades of NAFTA) between Turkey and the European Union.

Western Europe has large numbers of Kurdish residents—some refugees, most of them "guest workers." Most are in Ger-

many, where there are perhaps 500,000: one diplomat says bluntly, "Fighting in Kurdistan means fighting in Germany." Sympathy for Kurds and criticism of Turkey's human-rights record have always been sharper in Europe, particularly northern Europe, than in the United States. One European diplomat points out that with the recent accession to the EU of Sweden, Finland and Austria, the balance in the European Parliament may already have tipped against Turkey.

If so, there's trouble ahead. Turkey has more problems than the running sore in Kurdistan, and it won't solve them without access to European markets. After the glittering years of the mid-1980s, its economy is a shambles. For the customs union to be rejected, says Namik Tan, a counselor at Turkey's embassy in Washington,

would be "very counterproductive." And not just economically: Turks have always felt that Europeans have never given them their due, believing that Europe could not accommodate an Islamic (though officially secular) country with a per capita income only a third that of Portugal, the poorest Western European country. If the EU were now to reject the customs union, resentment could easily fuel a fundamentalist backlash in Turkey—not that the fundamentalists need encouragement.



ANATOLIA NEWS-AP

Ciller, with bust of Ataturk

Awful dilemma: Turkish diplomats claim the invasion of Iraq is a different matter, which should have no bearing on the European Parliament's vote. Civil order in northern Iraq had collapsed, they say, and the PKK, having been driven out of the cities of the southeast last year, had taken refuge over the border. Meanwhile, Western Europe finds itself in an awful dilemma. "Our recognition of Turkey's importance has been growing by the month," says one senior European diplomat, "but our ability to give Turkey the assurances it wants has been declining." If, under pressure from expatriate Kurds and human-rights groups, the customs union is vetoed in the European Parliament, that ability may vanish. Then keep your fingers crossed. ■



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, APRIL 1-2, 1995

Fahir Arikon/Agence France-Presse

Troops in Ankara lining up Friday next to a train loaded with tanks destined for the offensive against Kurdish rebels.

Pursuit of Kurds Strains the Army

Turkish Officers Say Offensive Is Slowed by Lack of Helicopters

Reuters

TUNCELI, Turkey — Turkey's offensive against Kurdish rebels in northern Iraq is slowing down a parallel operation in eastern Turkey by taking up needed air support, army officers said Friday.

The large number of helicopters sent to Iraq has left forces short of air transport in eastern Turkey, where about 15,000 troops are sweeping into rugged Tunceli Province.

"Tunceli is very mountainous so we have to land troops and artillery pieces from the air," a military official said.

"The operation is slow to start because we don't have the helicopters."

Soldiers said that the Tunceli operation against Kurdish Workers Party rebels would be on the same scale as the one in northern Iraq where 35,000 troops poured in nearly two weeks ago.

Troops fanned out to three districts in Tunceli on Friday, but many were waiting for arms and ammunition to be brought over winding mountain roads, the officials said.

Army units entering the province from the north through the 3,000-meter (10,000-foot) Munzur mountains clashed with the separatists Friday, military officials said.

There were no immediate re-

ports of casualties.

Troops backed by long-range artillery have been converging on the province since mid-week.

Military officials said that the total number of troops posted in Tunceli may soon top 30,000.

Turkey began a huge offensive on the rebels in Tunceli late last year, but the military later acknowledged few results.

Similarly, Turkish soldiers in Iraq have reported trouble finding the highly mobile rebels, many of whom fled their bases before the cross-border offensive began.

"It seems a lot may have got away before we got here," a Turkish commander on a hilltop near the mountainous Khwakurk district in northeast Iraq said Thursday.

The military said in a statement Friday that it had killed two rebels, apparently fleeing for Syria, bringing the rebel death toll in the operation to 271, compared with 22 Turkish soldiers.

But the Kurdish Workers Party says it has killed more than 500 troops while losing

only 17 rebels.

European Union members again warned Turkey the Iraq incursion could cost it a planned customs union with the EU much prized by Ankara.

"We are reaching a situation when it will be very difficult to help Turkey with ratification," Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany said after talks in Bonn with the British foreign minister, Douglas Hurd.

The trade pact was approved by EU foreign ministers in early March, but it awaits ratification by the European Parliament, long a critic of Turkey's human rights record.

Allegations of human rights abuses in Turkey's mainly Kurdish southeast have followed the army over the border.

An Iraqi Kurdish shepherd said that Turkish troops had forced him to act as a human mine detector by walking in front of them along hill paths.

The Turkish military dismissed the accusation as Kurdish Workers Party "propaganda."

Les rebelles kurdes d'Irak échappent aux filets turcs

Maigre bilan au treizième jour de l'opération Acier.

Hizova (Irak du Nord), envoyé spécial

Les drapeaux turcs écarlates et frappés du croissant blanc flottent sur les campements comme sur les antennes des blindés M60 alignés le long des routes ou postés aux carrefours. «*Montrer sa force est la meilleure des dissuasions*», explique un officier. A quelques centaines de mètres en contrebas, trois paysans retournent la terre d'un maigre champ encaissé entre deux collines rocailleuses. L'opération Acier, lancée pour «nettoyer» les bases des rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Irak du Nord, entre dans son 13^e jour, sans qu'on en voie la fin.

Hizova, un bourg de 150 familles sur les premiers contreforts de la montagne, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de la ville de Zakho et à 30 kilomètres à vol d'oiseau au sud de la frontière turque en territoire irakien, s'est installé apparemment dans une occupation sans histoires.

La prudence reste de mise: des officiers turcs accompagnent le premier petit groupe de journalistes étrangers autorisés à visiter pour vingt-quatre heures une partie du dispositif mis en place par l'armée turque pour boucler cette zone de 40 kilomètres de profondeur tout au long des 250 kilomètres de frontière montagneuse entre Turquie et Irak.

A Hizova, les rares peshmergas (combattants kurdes) présents sont des fidèles de Mahmoud Barzani, le leader du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), l'organisation kurde irakienne qui contrôle toute cette zone au nord du Kurdistan irakien. Ils n'ont même plus de pistolet à la ceinture. «*Les armes restent désormais à la maison*», explique, embarrassé par la présence de l'interprète officiel, Abdullah, un peshmerga de 35 ans.

Les soldats turcs ont pénétré sans combat dans le village, vingt-quatre heures après le début de l'intervention, et ont perquisitionné partout. «*Nous avons juste enregistré les armes, mais en les laissant à leurs propriétaires*», assure un officier supérieur, ajoutant avec un sourire: «*Je faisais du maintien de la paix en Bosnie centrale, ici c'est le même genre de mission, avec des méthodes différentes.*»

Dans d'autres zones où les combats continuent entre soldats turcs et guérilleros du PKK, des villages entiers ont été évacués. La Croix-Rouge et le UNHCR parlent de 2.500 familles «regroupées» dans la plaine selon les méthodes employées depuis plusieurs années déjà dans le sud-est de la Turquie. Les militaires turcs affirment qu'il s'agit de cas très limités dans une région de montagne déjà dépeuplée par les menaces du PKK. Des témoins occidentaux ont parcouru librement ces derniers jours une bonne partie de la zo-

ne sous contrôle turc. Ils n'y ont pas vu de hameaux détruits, et très peu de traces de combats, même à Kasan, touché par des bombardements il y a une semaine.

Des patrouilles passent sur la route d'Hizova. Là comme ailleurs, l'armée turque a installé son campement à quelques kilomètres hors du village, laissant en place les responsables kurdes locaux. Ceux-ci ré-

çoivent le même message obligé: «*L'armée turque nous a ramené la tranquillité.*» Ils se plient à la nouvelle autorité comme ils le faisaient avant à celle du PKK, qui avait installé une grande base dans la montagne près du col stratégique de Perbila, à une dizaine de kilomètres plus au nord. Une trentaine de grandes grottes à flanc de coteau abritaient les combattants du PKK et une partie de leur matériel. Elles ont à l'évidence été abandonnées précipitamment, presque sans combat. «*Un des*

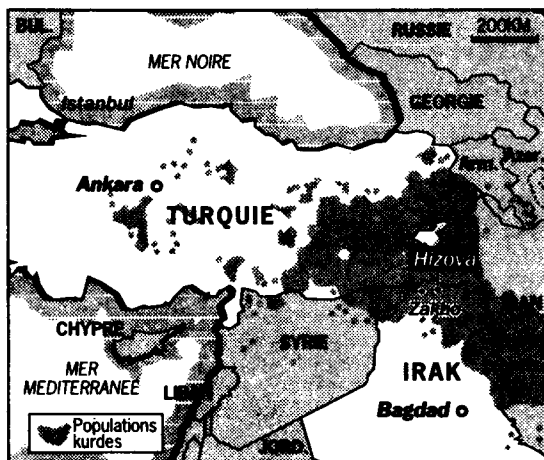
terroristes s'est rendu, les autres ont tout de suite décroché vers les montagnes», affirme un officier de la gendarmerie de frontière. Les canons des chars sont pointés dans toutes les directions. Des commandos contrôlent les crêtes.

La tâche des militaires s'annonce difficile: il leur faut ratisser quelque 10.000 kilomètres carrés de montagne, de canyons, des grottes que les hommes du PKK connaissent parfaitement. Le bilan à ce jour est maigre: 350 «terroristes» tués et 12 prisonniers en treize jours, alors que les forces turques estimaient à 2.400 les combattants du PKK dans la zone. Les quantités de matériel saisi sont elles aussi modestes. Sous un grand hangar de la base de Silopi, en territoire turc à quelques kilomètres de la frontière, l'armée expose fièrement ses prises: une demi-douzaine de mortiers, un petit canon antiaérien, quelques dizaines de lance-roquettes antichars, quelques centaines de vieilles kalachnikovs et deux machines à écrire...

Mais les accrochages continuent chaque nuit. «*La première phase de l'opération, l'occupation des bases des terroristes, est achevée. Mais la deuxième, celle de leurs recherches dans les montagnes, bat encore son plein*», explique le général Hussein Erim, un des responsables du secteur qui avec ses blindés boucle le sud du dispositif pour empêcher les hommes du PKK de «sortir de la nasse». Interrogé sur la durée de sa mission, il répond prudemment: «*C'est aux politiques de décider.*» ●

MARC SÉMO

REPORTAGE



«*La première phase de l'opération, l'occupation des bases des terroristes, est achevée. Mais la deuxième, celle de leurs recherches dans les montagnes, bat encore son plein.*» Général Hussein Erim

LIBÉTATION

3 AVRIL 1995

Kadri Gursel et Fatih Saribas

«Hôtes» des Kurdes



Fatih Saribas.

Le premier, journaliste à l'AFP, le second, photographe à Reuter, ont été enlevés vendredi soir sur une route déserte d'Anatolie par les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les deux journalistes turcs circulaient en taxi le long de la frontière syrienne quand ils ont été arrêtés par un barrage volant de la guérilla. «*Ils sont en bonne santé. Ce sont nos hôtes*», a affirmé dans un communiqué la branche militaire de l'organisation séparatiste, l'Armée nationale pour la libération du Kurdistan (ARGK). Ce double enlèvement survient alors que l'armée turque intensifie ses opérations dans plusieurs provinces du sud-est de l'Anatolie (Turquie) contre le PKK.

Relations internationales

Turquie

06.04 - Dans son intervention, *M. Alain LAMASSOURE* a présenté l'état de la situation en Turquie. Depuis le dernier débat au Parlement européen, le 14 mars, plusieurs événements justifient que l'on refasse le point.

Le ministre français a rappelé que l'Union souhaite une Turquie stable, prospère, démocratique et ancrée en Europe. De même, il a rappelé l'écho favorable qu'a eu l'accord politique d'union douanière au sein de l'opinion publique et de la presse turques, tout en soulignant les opportunités pour les entreprises européennes elles-mêmes.

Toutefois, depuis le 6 mars, des événements graves sont intervenus. Et d'évoquer les émeutes sanglantes d'Istanbul et leur répression, les opérations turques en Irak du Nord ainsi que le changement de gouvernement ayant entraîné le changement du ministre des affaires étrangères. Lors de la visite de la Troïka menée par *M. Alain JUPPE* le 23 mars, trois questions étaient à l'ordre du jour: l'union douanière, la question chypriote, et l'intervention turque en Irak du Nord. Concernant l'union douanière, *M. LAMASSOURE* a affirmé que beaucoup d'efforts devaient être déployés. Le Conseil concentrera son attention sur l'harmonisation du dispositif législatif et réglementaire (notamment le respect de la propriété intellectuelle).

Le Parlement européen et le Conseil sont particulièrement attentifs à la question des droits de l'homme. La référence pour l'Union est la résolution votée par le Parlement européen le 16 février dernier.

M. LAMASSOURE a affirmé que *Mme CILLER* s'est engagée à effectuer une réforme de la Constitution, à établir un projet de loi d'amnistie et à surveiller les comportements de l'administration et de la police. Cette réforme de la Constitution a été approuvée par les trois principaux partis du Parlement turc et est devenue ainsi formellement projet de loi. Le nouveau gouvernement, constitué le 27 mars, a affiché sa première priorité: l'accélération de la démocratisation.

Concernant le problème chypriote, le Conseil est favorable à la constitution d'une Fédération chypriote dotée d'une seule souveraineté, d'une nationalité unique et composée de deux communautés politiquement égales. A ce propos, la Troïka s'est attachée à démontrer à la communauté turque les avantages d'une telle fédération.

Quant à l'opération en Irak du Nord, l'Union européenne s'est montrée très préoccupée par le caractère massif de l'opération. La Troïka a d'ailleurs longuement évoqué cette action lors de sa visite à Ankara. Le Conseil a demandé le retrait des troupes turques dans les meilleurs délais. Par ailleurs, le Conseil s'est ému de l'intervention négative de certaines personnalités turques; c'est pourquoi il a fait une nouvelle déclaration le 5 avril, qui ajoute au contenu des déclarations précédentes que l'Union européenne exprime à nouveau sa vive préoccupation, exige le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire et, enfin, demande le retrait immédiat des troupes turques.

En résumé, *M. LAMASSOURE* s'est dit heureux qu'à l'occasion de ce débat, le Conseil et le Parlement européen, dans le même sens, rappellent fortement leur position, tant sur l'union douanière (basée sur la résolution du 16 février), que sur le problème turc (la condamnation du terrorisme).

Il a conclu que l'esprit général de la résolution, et en particulier le considérant J, alinéa 2, correspond à cette philosophie. "Le chemin que nous suivons est difficile et semé d'embûches, mais j'ai le sentiment qu'il est le seul praticable pour préserver la paix."

Dans son intervention, le commissaire, *M. Hans VAN DEN BROEK*, a souligné qu'il avait participé à la visite de la Troïka à Ankara. Des concertations bilatérales ont eu lieu avec *Mme CILLER* et le vice-premier ministre *M. CETIN*, le commissaire a noté que, lors de ces contacts, les autorités turques donnaient l'impression réelle de vouloir changer les choses et améliorer la situation démocratique. Un programme a été adopté par la nouvelle coalition au pouvoir, qui a compris que leur pays était encore à la traîne.

Strasbourg, 3 - 7 avril 1995

PARLEMENT EUROPEEN

Relations internationales

La Commission surveille de très près les progrès effectués et une attention particulière est accordée à l'amnistie des personnes emprisonnées pour délit d'opinion, au développement des institutions démocratiques, ainsi qu'à l'interdiction des pratiques arbitraires (tortures).

Le dialogue avec les autorités turques continue et le commissaire a affirmé qu'il ne manquerait pas de tenir au courant le Parlement européen des contacts.

En ce qui concerne l'intervention en Irak du Nord, la Troïka a demandé que les autorités turques présentent des garanties. Celles-ci ont promis la fin des actions militaires. Enfin, M. VAN DEN BROEK a annoncé la visite du vice-premier ministre M. CETIN la semaine prochaine à Bruxelles.

Mme Pauline GREEN (RU), au nom du groupe socialiste, a demandé au Conseil de préciser si les négociations d'adhésion de Chypre commenceront bien six mois après la CIG, même dans le cas où l'Union douanière ne serait pas conclue.

Le développement de la situation en Turquie rend, en effet, l'octroi de l'avis conforme de plus en plus difficile. Mme Green estime que la réforme constitutionnelle prévue ne sera pas suffisante pour résoudre les problèmes en suspens. Qu'en est-il, en effet, de la présence d'une force turque à Chypre? En Irak? Du respect des minorités? Quelle confiance accorder à un gouvernement qui ne semble pas contrôler son armée?

Au nom du PPE, M. Werner LANGEN (D), estime que l'Union douanière paraît, sous certaines conditions, acceptable. Il estime que le rôle que joue la Turquie dans la stabilité de l'Europe n'est pas suffisamment pris en compte. Il plaide pour le maintien du dialogue et félicite la Troïka pour son initiative. En coupant le dialogue on fait le jeu des intégristes et les turques ont montré qu'ils étaient dignes de notre confiance.

Ceci étant il se prononce contre tout terrorisme, y compris celui du PKK, qui ne peut cependant pas servir de prétexte à l'invasion. Revendiquant l'arrêt de l'intervention militaire, il espère que les Droits de l'Homme seront mieux défendus en Turquie.

Au nom du Groupe ELDR, M. Jan Willem BERTENS (NL), s'oppose à toute occupation

durable du territoire irakien. Ce problème ne se limite pas à un problème interne à la Turquie. L'attaque étant une violation flagrante de la "zone de sécurité" établie par les Nations-Unies.

Il plaide pour que le dialogue avec la Turquie fasse prévaloir des principes fermes. Il demande aussi que les ONG puissent se rendre dans les zones en conflit.

Au nom de son Groupe, Mme Laura GONZALEZ ALVAREZ (GUE, E), se prononce contre tout terrorisme, demande l'arrêt de l'intervention et le respect des droits de l'Homme. Elle demande que la pression des Etats membres sur le gouvernement turque se renforce et que l'on réfléchisse, à deux fois, avant de signer l'Union douanière

M. Luigi CALIGARIS (I), au nom du groupe FE, s'est demandé si une intervention militaire aussi massive était bien nécessaire. Ne risque-t-elle pas d'entraîner la Turquie dans une escalade de force de plus en plus disproportionnée. Il plaide pour la recherche d'une solution globale qui tienne compte de l'intérêt des kurdes et des pays de la région.

Au nom du Groupe RDE, M. Nikita KAKLAMANIS (G), estime que les réponses du gouvernement turque à la Troïka ne sont nullement satisfaisantes. La Turquie compte-t-elle partir après qu'elle ait terminé son troisième génocide (après le génocide arménien et grec)? Il a demandé que le Parlement rejette l'union douanière.

Mme Claudia ROTH (D), au nom du Groupe des Verts a rappelé les conditions auxquelles le Parlement européen soumettait son avis conforme à l'Union douanière.

Depuis la signature de l'Union douanière, la situation n'a fait que s'envenimer (menace d'annexion de Chypre, intervention militaire en Irak,...).

Les droits de l'homme et le droit international sont foulés au pied.

La Commission et le Conseil devraient geler l'Union douanière, exiger l'arrêt immédiat de l'intervention militaire et discuter avec les démocrates turques pour sortir de l'impasse.

Relations internationales

Au nom du Groupe ARE, *M. Gianfranco DEL-L'ALBA* (I), a déclaré que la Turquie devrait comprendre que l'Union n'était pas seulement une zone de libre-échange, mais aussi un espace de démocratie et de respect des Droits de l'Homme. Le pays qui répond à la violence par la violence ne pourra jamais établir des liens privilégiés avec une telle Union. C'est pourquoi son Groupe votera la résolution qui vise à mettre en garde la Turquie contre sa politique actuelle. Elle doit comprendre que dans l'état actuel des choses, il n'y aura pas de majorité pour voter l'avis conforme à l'union douanière.

Au nom du Groupe EDN, *M. Leen van der WAAL* (NL), déplore que les principales victimes de l'attitude turque soient la population kurde. La situation actuelle est sans issue et le gouvernement turc doit arrêter ses activités militaires et rechercher une solution politique.

Il a souligné une certaine connivence entre l'Irak et la Turquie. En effet l'Irak n'a pas véritablement condamné l'intervention militaire turque.

La Turquie doit comprendre que la solution militaire est inacceptable et ne peut prévaloir.

M. Jean-Yves LE GALLOU (F), considère comme une erreur historique géographique et culturelle de vouloir enclaver la Turquie en Europe. Ce pays appartient au monde ottoman et vouloir l'ancrer en Europe revient à vouloir étendre l'Europe jusqu'à l'Asie centrale. La Turquie appartient aussi au monde musulman en conséquence il se prononce contre une éventuelle adhésion et également contre l'union douanière.

Vote

(Résolution commune)

En adoptant une résolution commune déposée au nom des groupes PPE, ELDR, GUE/NGL, FE, Verts et ARE sur la visite "Troïka" à Ankara et l'intervention militaire de la Turquie dans le nord de l'Irak, le Parlement européen condamne énergiquement l'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak.

Il demande à la Turquie de retirer immédiatement ses troupes du territoire irakien et de rechercher une solution politique au problème.

Tout en condamnant les actes terroristes du PKK, il considère que la politique de répression à l'encontre des aspirations raisonnables des Kurdes ne manquera pas de renforcer l'audience du PKK.

Il demande à l'Union européenne et à ses Etats membres d'aider financièrement et techniquement le HCR. Il souhaite aussi que les délégués de la Croix-Rouge soient autorisés à se rendre dans le nord de l'Irak pour venir en aide aux populations civiles.

Priant les Etats membres de subordonner la fourniture de nouveaux équipements militaires à la Turquie au retrait des troupes de ce pays, il invite également les Etats membres à ne procéder à l'extradition d'aucun réfugié kurde, à l'exception des responsables de mouvements intégristes-terroristes.

Christopher Urges Wider U.S. Curb on Trade With Iran

By Elaine Sciolino
New York Times Service

WASHINGTON — Secretary of State Warren M. Christopher has concluded that the American strategy for isolating Iran is not working and has recommended that the United States ban most trade with the country.

The recommendation, presented in a recent meeting at the White House by the deputy secretary of state, Strobe Talbott, would prohibit U.S. companies from buying Iranian oil on the open market and from investing in projects in Iran, senior administration officials said.

"I regard Iran as a terrorist state," Mr. Christopher said in a television interview Sunday, adding that Washington would continue efforts to persuade Russia to stop cooperating with Iran on civilian nuclear technology, Agence France-Presse reported from Washington.

"I think we need to take a very strong stand against them," he said. "We have some sanctions against them. My position is that they should be toughened."

The State Department recommendation follows President Bill Clinton's executive order last month to block a \$1 billion project by Conoco Inc. to develop two offshore oil and gas fields with Iran. Mr. Christopher is asking for a broader executive order that could perhaps be followed by legislation, a senior official said.

His recommendation has met with fierce opposition from officials at the Defense, Commerce, Treasury and Energy departments. Representatives of those departments argued at the White House meeting that curbing U.S. trade would have little effect on Iran and could hurt American companies.

The rift in the administration over the recommendation replicates the positions taken by various agencies last year over whether to sell Boeing 747s to Iran. The Commerce and Treasury departments and some senior Pentagon officials strongly favored the deal, but Mr. Christopher opposed it and ultimately

prevailed. Iran bought European Airbus planes instead.

U.S. oil companies are allowed to buy Iranian oil if they sell it outside the United States. Last year, they were the largest purchasers of Iranian oil, buying about one-fourth of the nation's supplies, worth about \$4 billion on the open market.

The Commerce Department, which has aggressively promoted U.S. business interests abroad, insists that Washington should take only those actions that the allies can reasonably be persuaded to join. Iran's European and Japanese trading partners have no interest in a trade ban.

The president's national security adviser, W. Anthony Lake, is expected to preside over a higher-level meeting of cabinet officials this week that will debate the issue. The State Department's recommendation has a strong chance of succeeding, in part because Mr. Lake is said to believe that the current American strategy needs to be strengthened.

Mr. Christopher's move reflects his belief that the administration's international campaign to thwart Iran's ability to rebuild its military economy has been undercut by the oil companies and that if the administration does not impose a trade ban, Congress will do so.

Senator Alfonse M. D'Amato has introduced legislation to prohibit American companies or their foreign subsidiaries from doing business with Iran. The New York Republican has argued that the United States is "subsidizing Iranian terrorism by purchasing their oil."

The issue of the Iran trade ban poses a particularly difficult dilemma for the administration because it represents a

Ankara's Kurdish Quagmire? A Mobile Foe Eludes Turkey's Show of Force

By John Pomfret
Washington Post Service

BANIK, Iraq — The road to Kesan village is lined with Turkish tanks and the decade-old dream of the Turkish Army to stamp out Kurdish terrorism once and for all.

But the isolated border village, abandoned after Turkish artillery assaults killed a 25-year-old father of two, encapsulates the quandary Turkey faces in launching the biggest military operation in its modern history.

As a victim of Turkish firepower, Kesan is the exception in what appears to be a relatively

NEWS ANALYSIS

restrained military operation that has resulted so far in only two confirmed civilian deaths.

But the very act of using artillery fire to grope around a mountainside hamlet for terrorists underscores the futility of the Turkish assault against a wily and pernicious foe.

Like a butterfly collector wielding a fishing net, the Turkish Army invaded northern Iraq 14 days ago with 35,000 men, backed by U.S.-made M-60 tanks, self-propelled artillery pieces, Black Hawk helicopters and 120mm howitzers, to search for an incongruous enemy — lightly armed, highly mobile guerrillas of the outlawed Kurdish Workers Party, or PKK, who have been fighting Ankara for a separate state since 1984.

The Turkish military says that, so far, its soldiers have killed only 295 Kurdish guerrillas out of the 2,800 it said were operating in the area.

Ankara's commitment to eradicate its 11-year-old problem with Kurdish terrorists was underscored by reports that an additional 15,000 soldiers were being sent to Turkey's eastern province of Tunceli.

But by embracing a military answer to a terrorist question, Ankara risks bogging down its army in a vicious cycle of incursion and with-

drawal, followed by terrorist attacks and more incursions.

The Kurdistan Workers Party has based its battle for a homeland in Turkey's poor, hard-scrabble southeast, but its attacks against Turkish targets have stretched to Europe.

A suppression of their cultural rights and the harsh crackdown in Turkey has won the PKK hundreds of thousands of sympathizers among the Kurds, who make up one-fifth of the country's 60 million people. Now Western aid workers worry that the invasion of northern Iraq will win the PKK support among Iraqi Kurds as well.

Aid workers are already speaking of Turkey's quagmire.

"We learned our lesson in Vietnam," an American said. "Perhaps they'll learn theirs in northern Iraq. You can't wipe out a terrorist operation that operates on two continents by attacking the mountains.

Turkish soldiers also seem to understand their plight.

On a mountain road lined by blooming peach trees, a heavily armed column scanned a barren hillside, exploding with spring flowers, as snipers with high-powered rifles lay in bunkers.

"We have a big problem because we don't know who is a villager and who the PKK is," a young lieutenant said. "We can't do a thing."

Western officials said they are worried about what steps the Turks will take as they try to shut off the country from a Kurdish separatist movement that has left 15,000 people dead since 1984.

Aid workers are concerned that Turkey wants to depopulate a 10-kilometer (6-mile) zone south of its border and establish a permanent military presence. A veteran aid official said that 15,000 people are believed to have left the zone since the Turkish assault.

"We're watching that problem closely," the aid worker said. "That would complicate everything in northern Iraq."

clash between two pillars of its foreign policy: its desire to promote American business around the world and its determination to punish countries that it considers "rogue states."

Washington bans imports from Iran, but Tehran is allowed to buy a wide range of nonlethal U.S. goods, including consumer items, oil-drilling and engineering equipment, chemicals and gas turbines. The United

States is the eighth-largest exporter to Iran, far behind such countries as Germany, Japan, France and Britain.

Nearly two years after it unveiled a policy of "dual containment" to isolate both Iran and Iraq, the administration still considers Tehran an "international outlaw" that sponsors terrorism worldwide, opposes Middle East peace efforts and is involved in a crash program to

develop nuclear weapons.

Mr. Christopher has opened an international campaign to deprive Tehran of equipment useful to its military and to oppose international lending and the rescheduling of Iran's debt.

As for Iraq, the United States has headed off efforts by France and Russia to ease economic sanctions imposed after it invaded Kuwait in 1990.

Le Figaro - 3 avril 1995

Les Turcs en Irak : la chasse aux Kurdes

Après avoir détruit les bases arrière des séparatistes, les troupes d'Ankara ratissent les montagnes. Notre envoyé spécial les a suivies



Quelque part dans le nord de l'Irak, une colonne de chars turcs progresse dans une zone montagneuse, fief kurde où les séparatistes turcs trouvent refuge. (Photo Hurriyet/AFP.)

L'armée turque aura du mal à quitter l'Irak. Au quatorzième jour de l'intervention, les rebelles kurdes du PKK ont été dispersés. Mais ils ne renoncent pas.

● Les soldats d'Ankara sont passés à la deuxième étape. Après avoir dé-

truit les bases, d'où les « terroristes » venaient frapper en Turquie, il faut maintenant fouiller la montagne.

● Le PKK a enlevé deux journalistes turcs de l'AFP et de Reuter. Ses combattants continuent leurs incursions de l'autre côté de la frontière.

● Impossible de connaître la vérité sur le terrain. Les journalistes occidentaux, qui ont pu entrer dans le Kurdistan irakien, sont étroitement encadrés par les militaires turcs.

(Le reportage de Philippe GÉLIE,

Quatorzième jour de l'intervention militaire

Irak : l'armée turque aura du mal à partir

Les combattants kurdes du PKK ont subi des pertes. Mais, dispersés dans la montagne, ils ne renoncent pas. Deux journalistes turcs enlevés.

L'intervention de l'armée turque contre les rebelles kurdes du PKK se poursuivait, hier, dans le nord de l'Irak, pour la 14^e journée consécutive. Selon l'état-major d'Ankara, 295 rebelles kurdes de Turquie et 26 soldats turcs ont été tués depuis le 20 mars. Cette offensive a déjà provoqué l'exode de quelque 15 000 kurdes irakiens, a indiqué hier un responsable de l'ONU en Irak. Le ministre turc des Affaires étrangères, Erdal İnönü, a entamé hier une tournée d'explications auprès des Occidentaux. Il est attendu à Bonn, Washington et Paris. De son côté, le représentant à Ankara de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani), Shazad Salib, a déclaré que sa formation était d'accord pour coopérer avec Ankara et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani) afin de patrouiller sur la frontière irakienne après le retrait des troupes turques. Il s'agit d'empêcher les incursions du PKK, à l'origine de l'opération d'Ankara. (AFP, Reuter.)

HIZOVA (Irak) :
de notre envoyé spécial,
Philippe GÉLIE

A trente mètres au-dessus de la route, l'entrée de la grotte est protégée par un mur de sacs de sable. Des gamelles traînent par terre, au milieu de cendres éparpillées, de boîtes de conserve vides et de lampes à pétrole cassées. Cette caverne aux parois noires de suie et d'humidité abritait le campement de vingt à vingt-cinq combattants du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, jusqu'à l'arrivée de l'armée turque le 21 mars.

Dans cette région de Pîrbela, à une trentaine de kilomètres au sud de la frontière irako-turque, plusieurs dizaines de cachettes semblables ont été « nettoyées » par les troupes d'Ankara depuis le début de leur incursion militaire au nord de l'Irak. Un arsenal hétéroclite y a été saisi, qui va du mortier artisanal à de la littérature islamique en passant par des caisses de grenades et deux machines à écrire. Un lot de fascicules édités par l'UNICEF pour l'alphabétisation des enfants faisait même partie du butin. Le général Huseyin Erim, chef des unités blindées de l'« Opération acier », en a fait cadeau au village voisin de Hizova.

Devant le dispensaire installé par l'armée turque dans

ce hameau, à 45 kilomètres au sud-est du poste-frontière de Zakho, les Kurdes d'Irak paraissent en bons termes avec les soldats venus du pays voisin. « Les hommes du PKK s'étaient installés dans ces montagnes il y a un an, explique Abdullah, 35 ans. Depuis, ils nous empêchaient d'aller aux champs et de vivre normalement. Ils avaient promulgué un décret disant qu'ils étaient chargés par Saddam Hussein de diriger cette région. » Pas fâchés, apparemment, d'être débarrassés de l'autre mouvement kurde, ces paysans affirment, sous l'œil vigilant d'officiers turcs, que le déploiement au Kurdistan irakien de l'armée d'Ankara « les aide beaucoup ».

Abdullah souligne : « Ici, l'armée a fouillé les maisons, mais elle a rendu leurs armes à tous ceux qui avaient une carte d'identité du PDK », le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani.

La chasse aux terroristes

Dans sa chasse aux « terroristes », la Turquie semble prendre un soin inédit à ne pas confondre les cibles. Elle veut porter un coup sévère aux bases arrières du PKK, mouvement extrémiste entré en guérilla au Kurdistan turc depuis plus de onze ans. Mais elle

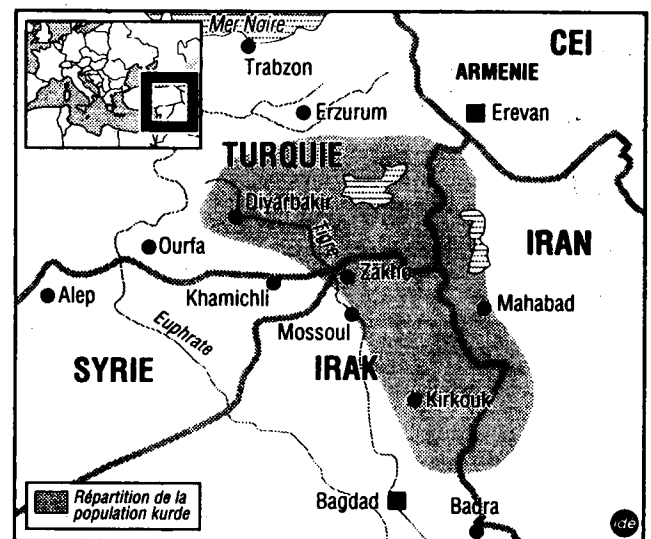
cherche l'appui ou la neutralité bienveillante des Kurdes d'Irak, notamment ceux se réclamant du PDK. Autant que l'on puisse en juger lors de visites encadrées par l'armée, elle évite de maltraiter les civils et les bavures seraient rares. Selon des témoins occidentaux, trois maisons sur les vingt-cinq que compte le hameau de Becile ont été détruites par l'artillerie ou l'aviation. Et les habitants de Kasan, à l'est de Zakho, attendent toujours l'autorisation de rentrer dans leur village évacué par les Turcs.

Rompu au « maintien de la paix » en Somalie et en Bosnie, le général Erim affirme : « Je fais la même chose ici, un travail de pacification. » Dans la région de Pîrbela, ses hommes n'ont pas avancé d'un mètre vers le sud depuis une semaine. Des dizaines de chars, canons pointés dans toutes les directions sur la montagne déserte, « tiennent » la zone soumise à un intense quadrillage. « La première phase de l'opération consistait à prendre les bases du PKK et à empêcher le retour des terroristes, explique l'officier. Elle

est terminée. La deuxième phase se poursuit, à la recherche des armes et de la logistique. »

Deux semaines après le début de l'opération, la stratégie des Turcs semble bien au point : « Les chars et l'artillerie lourde sont là pour montrer notre force et maintenir le PKK à distance pendant que nous fouillons la montagne, affirme le général Erim. La localisation et l'élimination des terroristes sont confiées aux unités de commando. » Autour de Hizova, on peut voir les « bérets noirs » postés sur chaque crête, à l'affût d'une incursion des rebelles. Le gros de leurs forces aurait été repoussé vers l'ouest, le long de la frontière irako-syrienne, et vers l'est, en direction de l'Irak. C'est dans ces deux « confins » du Kurdistan irakien que les combats seraient les plus intenses.

Le PKK n'a pas pour autant désarmé. « Là bas, il y a eu un accrochage avant-hier », remarque un pilote de char en montrant une colline face à la grotte de Pîrbela. La guérilla kurde s'est aussi permis plusieurs incursions en territoire turc. La semaine dernière, elle



a attaqué un village proche de Silopi, à l'extrême sud-est du pays, tuant quatre personnes, dont deux enfants. Samedi soir, six hommes armés ont arrêté plusieurs véhicules près de Nusaybin, là où la route principale entre Diyarbakir et Zakho longe la frontière syrienne. Après une communication par radio avec leurs chefs, ils ont enlevé deux journalistes turcs : un reporter de l'Agence France Presse, Kadri Gursel, et un photographe de l'agence Reuter, Fathi Saribas. Ces incidents fournissent un nouveau prétexte aux autorités turques pour empêcher les envoyés spéciaux non-résidents en Turquie de se rendre au nord-Irak autrement que sous escorte militaire. Une décision d'autant plus politique qu'une exception a été consentie, sous la pression de Washington, pour deux journalistes américains couvrant habituellement l'ex-Yougoslavie.



Des renforts turcs prennent le train à Ankara à destination du nord de l'Irak. (Photo Arikon/AFP.)

La presse étrangère refoulée

Difficile, dans ces conditions, d'avoir des certitudes sur le déroulement de l'« Opération acier ». A Eneçki, environ 80 kilomètres à l'est de Zakho, l'armée s'est retranchée depuis huit jours dans le « palais » de Ayn Shaleky, une ancienne « résidence d'été » de Saddam Hussein entièrement pillée à la fin de la guerre du Golfe. Sur cette tête de pont, apparemment pas encore « nettoyée » de la présence du PKK, une cinquantaine de soldats sous tension pactisent avec trois « commandants » locaux du PDK. « Peshmergas, peshmergas ! », dit fièrement le capitaine turc en tapant sur l'épaule d'un gros moustachu portant une veste militaire, les poches bourrées de chargeurs de kalachnikovs.

Cette alliance constitue sans doute la clé du succès pour Ankara. Alors que la bonne diplomatie exige un retrait rapide des forces turques, la logique militaire voudrait qu'on « maintienne un contrôle sur certains points stratégiques », estime le général Erim. Insistant sur les effets pervers créés par la vacance du pouvoir au nord-Irak, il ajoute : « On ne peut pas résoudre ce problème par nous-mêmes, nous avons besoin de nos alliés occidentaux. » Une solution pourrait consister à déployer des forces d'interposition de l'ONU, mais cela présenterait l'inconvénient d'« internationaliser » le problème kurde, ce que la Turquie ne veut à aucun prix.

Reste la suggestion faite

ces derniers jours par le représentant du PDK à Diyarbakir, Hadji Saleh Huseyin. Tout en demandant le retrait de l'armée turque, cet émissaire de Massoud Barzani n'exclut pas de créer « des postes de contrôle communs le long de la frontière ». Ils institutionnaliseraient de facto la coopération des Kurdes d'Irak dans la lutte contre le PKK et permettraient à la Turquie d'instaurer une

« zone tampon » sans paraître empiéter sur la souveraineté du voisin. Ce serait pourtant une alliance fragile et temporaire : Ankara ne cache pas son désir de voir Saddam Hussein récupérer à bref délai la maîtrise du nord du pays.

A Hizova, quand on demande à Abdullah, toujours entouré de soldats, ce qu'il pense d'un éventuel maintien de la présence turque, il répond pru-

demment : « Nous n'avons pas de problème avec les militaires. Qu'ils partent ou qu'ils restent, ça ne fait pas de différence. » Mais Jim Cousins, un député britannique qui a effectué une tournée au Kurdistan la semaine dernière, en tire une conclusion inquiète : « Cette opération me paraît plus facile à commencer qu'à finir. »

Ph. G.

L'armée turque en Irak depuis deux semaines

Les Turcs font donner aussi... la diplomatie

Quelque 15 000 Kurdes irakiens ont quitté leurs villages proches de la frontière avec la Turquie, fuyant l'offensive de l'armée turque, selon un responsable de l'ONU. Les soldats turcs auraient envahi dimanche leurs villages, dans la vallée de Barwari Bala, pillant les maisons, arrêtant six hommes et blessant par balles un villageois qui s'enfuyait. Trente-trois autres familles ont fui le village de Keshan vendredi. Le 20 mars dernier, 35 000 soldats turcs avaient pénétré dans la région du nord de l'Irak, pour réduire les bases arrière des maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). C'est pour répondre aux vives critiques suscitées par cette intervention militaire, que le nouveau ministre turc des Af-

aires étrangères a entrepris une tournée en Europe et aux Etats-Unis. Parallèlement à l'intervention en Irak, l'armée d'Ankara intensifie aussi ses opérations contre le PKK dans plusieurs provinces du sud-est de la Turquie. Les derniers chiffres officiels parlent de 350 morts des deux côtés de la frontière dans les rangs des séparatistes, et de 22 morts parmi les soldats turcs. Un journaliste de l'AFP et un photographe de Reuter ont été enlevés vendredi soir par les combattants du PKK sur une route du sud-est de l'Anatolie. L'enlèvement a été revendiqué par l'Armée nationale pour la libération du Kurdistan, branche militaire du PKK. Ils seraient en bonne santé et leur sécurité ne serait pas menacée. □

InfoMatin - 3 avril 1995

PKK revamps top political-military hierarchy

Öcalan aides elected, military chief replaced, cadres from Europe, rehabilitated veterans given responsible posts

Hayri Birler
Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has reshuffled the top party apparatus, electing new members to the leadership council and the central executive committee. An important change visible in the new setup, not publicized by the party officials but obtained by the Turkish security agencies, has been the replacement of Cemil Bayık, alias Cuma, as the head of the military bureau which controls the Kurdistan People's Liberation Army (ARGK), the military wing of the separatist organization.

The top hierarchy also includes cadres drawn from the PKK organizations in Europe as well as those who fell into disgrace but have been rehabilitated recently.

The top two decision making bodies to work under Abdullah Öcalan, the supreme leader whose title had been changed at the end of last year to "chairman" from the former secretary general, were kept as the seven-person leadership council and the central-executive committee comprising 30 members. Öcalan is a natural member of both bureaus.

The shake-up also covered the military bureau, front bureau, organization-education bureau, political bureau and ideological bureau, the sources said.

The following six members, listed with their real names and "noms de guerre," were reportedly elected to the leadership council beside Öcalan: Cemil Bayık (Cuma), Duran Kalkan (Abbas), Murat Karayılan (Cemal), Halil Ataç (Ebubekir), Mustafa Karasu (Hüseyin Ali) and Ali Haydar Kaytan (Fuat.) Beside Ataç and Karayılan, Süleyman Kaydı (Celal) was assigned to the military bureau responsible for the conduct of the war waged by the ARGK. Bayık, who headed the key bureau for long years, was deemed unsuccessful and assigned to another bureau, sources said. The PKK has been waging the separatist war in southeastern Turkey since 1984. Over 15,000 people have died in the fighting since then.

The front bureau, directing the activities of the ERNK, the party's political wing responsible for the organizational activities in the urban centers, was made up of Karasu of the leadership bureau as well as Faysal Ateş (Ferhan) and a third member identified only by his nom de guerre of Zuhat.

Karasu, imprisoned for long years after the 1980 military coup has been working in PKK's European organizations for three years after his release, but was recalled to the "center" by Öcalan who reportedly wanted him to gain "experience in the (battle) region."

The political bureau, another key post, is to be directed by Bayık, the former military boss, together with Numan Uçar (Mahir) and Ali Sapan, a Europe spokesman for the PKK.

The organization-education bureau was put under the responsibility of Bayık and Kalkan and a third member using the alias Sırzat.

Kalkan, who was given important posts in the leadership council and the specialized bureaus under its authority, was said to have been recalled and relieved of his posts years ago on orders of Öcalan and was tried and "punished" but was rehabilitated recently after he "recanted" and pledged to work more loyally.

Kaytan, another leadership council member who returned to active party work in Lebanon's Bekaa valley after his release from prison in Germany, was reportedly assigned to the ideological bureau, together with Kalkan and Dursun Ali Küçük, the third member who uses no aliases because he was known in Europe under his true name.

The central executive committee, comprising 29 members as well as Öcalan, is made up of the following personages in the new setup.

Cemil Bayık (Cuma), Duran Kalkan (Abbas), Murat Karayılan (Cemal), Mustafa Karasu (Hüseyin Ali), Halil Ataç (Ebubekir), Ali Haydar Kaytan (Fuat), Şemdin Sakık (büyük Zeki), Sabri Ok, Ahmet Uman (Baver), Hıdır Sarıkaya (Ekrem), Dursun Ali Küçük, Mehmet Eşiyok (Berxwedan), Mehmet Can Yüce, Mahmut Gün (Cemal), an unidentified Syrian national using the alias of Khabat, an unidentified northern Iraqi Kurd known as Halil, one of the officials in charge of northern Iraqi camps known as Ali, a member using the alias Kemal and responsible for the Garzan province — in the PKK's administrative division of the area not conforming to the official Turkish provinces and covering the Turkish as well as the Iraqi provinces — Ferhan, responsible for the (northern Iraqi region of) Khwakurk, militants identified with the code names of Sözdar and Hane and Amed (Diyarbakır) provincial coordinator known as "Yılmaz." The people elected as alternate members to the executive committee were Muzaffer Ayata, Nedim Seven (Behzat), Nedim Ateş (Kerem), Nizamettin Taş (Botan) and Sakine Altınmakas (Fatma).

The central disciplinary board reportedly consists of Mahmut Dora (Serhat), Selahattin Gün (Doğan), Engin Karaaslan (Haydar), Salih Kubat (Sinan) Osman Tekin (Sar—Blond—Sadun).

MONDAY, APRIL 3, 1995

Turkish Daily News

Turkey was fifth largest arms importer in 1993, US agency says

By Uğur Akinci
Turkish Daily News

WASHINGTON- Turkey is among the top military spenders in the world, according to the recent figures released by the U.S. Arms Control and Disarmament Agency (USACDA).

According to the agency's report, "World Military Expenditures and Arms Transfers, 1993-1994," Turkey ranked 16th in the world in 1993 in spending, with \$7.1 billion in military expenditures — Turkey's most recent proposed national budget was \$38 billion. Turkey had the seventh largest armed forces in the world in 1993, with 811,000 troops, according to the study.

Turkey was the fifth largest importer of arms in 1993 with \$975 million of arms, purchased mostly from the United States.

The top four arms importers were Saudi Arabia (\$5.1 billion), United States (\$1.4 billion), Egypt (\$1.1 billion), and Iran (\$1 billion).

Turkey's military expenditures doubled from \$3.5 billion (in constant dollars) in 1983 to \$7 billion in 1993. Military expenditures slightly increased as a percentage of GNP, rising from 5 percent in 1983 to 5.8 percent in 1993. But in terms of constant 1993 dollars, the increase in military expenditures per capita was very pronounced. In 1983, every man, woman and child in Turkey paid \$73 for military expenditures. In 1993, the figure shot up to \$116, according to the study. Some observers attribute the increase to the cost of Turkey's 11-year-old battle against Kurdish separatists.

Arms imports, measured in constant 1993 dollars, were \$747 million in 1983. Imports went up to \$1.3 billion in 1990 and leveled off at \$975 million in 1993. The share of arms imports within total imports fell from 5.7 percent in 1983 to 3.3 percent in 1993, the study said.

Turkey also had a modest export of arms, \$128 million worth in 1983, \$218 million worth in 1984, which tumbled to the \$20 million level in the 1990s.

In terms of cumulative figures for 1991-93, Turkey's largest source for arms imports was the United States. Out of a total of \$2.8 billion of arms imports, the United States supplied \$2.3 billion. Germany was the second important source of arms imports, supplying \$280 million, the study said.

Bonn-Ankara : dialogue sans conviction

Malgré les pressions allemandes, Erdal Inonu s'est refusé à préciser la durée de l'opération militaire en Irak du Nord.

Le plan de retrait de l'armée turque du nord de l'Irak est « prêt », a déclaré le général Hasan Kundakci, qui dirige l'opération turque en Irak du Nord contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le général a indiqué que l'armée turque « s'était installée dans la région à la place du PKK » et qu'elle avait « vu et connu » les voies de passage des militants armés kurdes. Selon un porte-parole de l'ERNK (branche politique du PKK), les deux journalistes de l'AFP et de Reuter, enlevés vendredi soir dans le Sud-Est anatolien par des maquisards kurdes, « pourront être prochainement remis en liberté ». Quant au journaliste norvégien Gunnar Hybertsen, porté disparu dimanche soir en Turquie orientale, il a été retrouvé hier et a regagné Istanbul dans la soirée. (AFP.)

BONN :
Jean-Paul PICAPER.

Le chef de la diplomatie turque, Erdal Inonu, a entamé hier à Bonn, une offensive diplomatique tous azimuts pour justifier l'offensive menée par son pays contre les Kurdes d'Irak du Nord. M. Inonu se rendra ensuite à Paris et à Washington.

Forts des relations privilégiées de Bonn avec la Turquie, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a de nouveau demandé hier le retrait au plus vite de l'armée turque du nord de l'Irak. M. In-

onu lui a répondu que les troupes turques quitteraient le territoire irakien « dès que les bases et les dépôts d'armes du PKK seraient détruits », sans préciser la durée de cette opération engagée depuis déjà deux semaines.

Protégé par un déploiement important des forces de sécurité, Erdal Inonu a tenté cependant d'apaiser la curiosité des journalistes : « Il n'est pas question que cette intervention dure longtemps », a-t-il assuré.

Une solution politique

M. Inonu a démenti que son

gouvernement avait l'intention de créer en territoire irakien une « zone de sécurité » à l'instar de celle établie par Israël au Sud-Liban. Une fois l'opération achevée, l'armée turque assurera la protection de la frontière avec l'aide des Kurdes irakiens avec lesquels elle aurait, selon M. Inonu, de bons contacts.

Klaus Kinkel ayant rappelé qu'Ankara a le droit de préserver sa sécurité et de mettre un terme au terrorisme du PKK, l'impression a prévalu que les critiques allemandes ont porté en privé sur des détails plus que sur les principes. En s'approchant à la Turquie d'avoir employé la manière forte, M. Kinkel a justifié néanmoins l'arrêt allemand des livraisons d'armes : « Pour autant que nous soyons informés, l'armée turque s'efforce de ne pas enfreindre les droits de l'homme, mais il y a déjà eu des civils tués. » Le ministre allemand a suggéré à son hôte une « solution politique » en accordant à la minorité kurde une « large autonomie culturelle ».

Le chef de la diplomatie d'Ankara n'a visiblement pas apprécié cette suggestion : « La Turquie est un État unitaire », a-t-il dit. Selon lui, la solution viendra par la voie parlementaire sous forme de « démocratisation ». Et, pour le moment, a-t-il ajouté, les activités du PKK font obstacle à cette démocratisation.

Vérités déplaisantes

Bonn a donc pu constater qu'Ankara estime n'avoir pas de conseils à recevoir de l'Allemagne. Ami de longue date de Klaus Kinkel, le socialiste Erdal Inonu, qui n'a pas la réputation d'être proche des militaires, n'a pas manqué de rappeler que « l'amitié germano-turque doit avoir la priorité absolue » et que « rien ne doit l'assombrir, même s'il y a des malentendus ». Il n'en a pas moins lâché quelques vérités déplaisantes, soulignant par exemple que la Turquie n'a pas engagé d'armes allemandes en Irak, mais qu'on a trouvé des armes allemandes dans les arsenaux du PKK.

J.-P. P.

Le Figaro - 4 avril 1995

Fundamental Trouble For Secular Turkey?

By Gerald Robbins

TURKEY'S treatment of its Kurdish population, many of whom it has pursued militarily into Iraq in recent weeks, has drawn sharp criticism, notably from the European Union. But many observers have another big concern regarding Turkey: Are its secular foundations in a tenuous state?

It's been a year since that nation's pro-Islamic Refah (Welfare) Party scored stunning victories in Turkish local elections; it now governs Istanbul and Ankara.

According to an emerging consensus, Muslim fundamentalism has replaced communism as Turkey's main geopolitical concern.

Refah's ascendance is based more upon populist discontent than a growing adherence to Islamic precepts, however. And although the West's positions on Bosnia and Chechnya, on Turkish membership in the European Union, and on the Kurdish conflict have undoubtedly alienated the traditionally Europhilic Turks, there's more going on here.

Turkey, like other rapidly industrializing countries, has been transformed by a quarter century of continuous migrations to the cities. Where vacant fields once existed, shantytowns known as *gecekondu* ("night built") ring the outskirts of Istanbul, Ankara, Izmir and other sizeable Turkish municipalities. Almost three-fifths of Turkey's population currently lives in urban settings, coping with poorly planned civic services and inept supervision. This is especially noticeable within *gecekondu* communities, the spawning grounds for Refah support.

Signs of Turkey's mainstream conservative and social democratic parties are practically nonexistent. But while worry beads and veiled women are ubiquitous through-

out *gecekondu* societies, these don't necessarily translate into support for Islamic culture.

"This is a fashion statement many *gecekondu* youth are adopting to protest against growing economic and political disparities," a Turkish sociologist confided to me. "Twenty years ago, they would have worn Mao caps and quoted from little red books."

The *gecekondu*s also reflect a regional dichotomy between eastern and western Anatolians. Nearly all *gecekondu* inhabitants hail from the underdeveloped east, a wide swath of territory roughly stretching from Ankara to Turkey's frontiers with the Caucasus and the Middle East. Kemal Atatürk's renowned modernization policies were essentially a Western Anatolian phenomenon. This legacy is much less profound in Eastern Turkey.

Another sociological insight that the emerging collective opinion fails to discern is the competent, even technocratic nature of Refah's apparatus. No matter what their ideological predilections, Istanbul's 10 million inhabitants unanimously concede that Refah's personnel are the best managers of essential civic services. Necmettin Erbakan, Refah's party chairman, has a knack for attracting talent from the "wrong side of the tracks."

It's worth noting that Turgut Ozal, Turkey's former prime minister and free-market advocate, began his political career as an Erbakan protégé in the early 1970s. A native of Malatya, a provincial city in eastern Anatolia, Mr. Ozal lacked the proper academic and social credentials for gaining access to established political networks. Certain analysts believe that Ozal's "outsider" status enabled him to confront Turkey's state-controlled orientation successfully and reform it.

The ascendance of the Refah (Welfare) Party is based more upon populist discontent than adherence to Islamic precepts.

Further overlooked is the fact that Refah is far from being a monolithic movement. Signs of growing differences between the party's old guard and younger, more ultranationalist members are increasingly evident. Islam's finite appeal is also reflected by Turkish

electoral history. Refah's forerunner, the National Salvation Party, was never able to garner more than one-fifth of the vote during its heyday more than 20 years ago. Could Refah's 19.3 percent approval rating last March suggest that its popularity has peaked?

Refah isn't the provoking factor behind Turkey's recent Sunni-Shiite clashes either. The causes of this strife need further clarification, but Shiite (Alawite) demonstrators were seen waving pro-Socialist banners on television. Russia was rumored to be behind this unrest, avenging Turkey's alleged covert aid to Chechnya's independence struggle, but this remains unfounded.

Another perspective conjectures a totally different connection, namely that most Alawites come from predominantly Kurdish districts of southeastern Anatolia. Assuming that Alawites are essentially Kurds is spurious logic, though, and doesn't explain Ankara's subsequent invasion of northern Iraq to arrest nascent Kurdish separatism. Whatever the case may be, Alawites aren't protesting against possible theological control by the Sunni majority, but age-old discriminations within Turkish society.

Turkey's political Islam is essentially anti-elitist. But until Ankara curbs a 150 percent inflation rate and a sense of political drift, the Islamic bogeyman will continue to be written about.

■ *Gerald Robbins writes about Turkey and Central Asia for Asian Wall Street Journal. He lives in New York and travels regularly to Turkey.*

LE SOIR - 3 avril 1995

La grève de la faim des candidats réfugiés stoppée au 27^e jour

Verviers: les Kurdes ne seront pas expulsés

Vendredi soir, au 27^e jour de leur jeûne, les 23 réfugiés kurdes qui observaient une grève de la faim dans la chapelle St-Lambert, à Verviers, ont décidé de stopper leur mouvement de protestation. C'est avec un soulagement bien compréhensible qu'ils venaient de prendre connaissance d'un fax du gouvernement leur apportant tous leurs apaisements sur leur avenir et celui de tous leurs compatriotes réfugiés en Belgique. Après avoir refusé à plusieurs reprises de répondre au conseil des médecins de se réaligner (*Nous irons jusqu'au bout de notre action, jusqu'à la mort s'il le faut*, répétaient-ils), huit grévistes de la faim étaient admis d'ur-

gence, dans un état d'extrême faiblesse, au Centre hospitalier Peltzer-La Tourelle, à Verviers. Deux d'entre eux devaient être alimentés par baxter.

Saisi vendredi par Melchior Wathélet, le vice-Premier verviétois, le Conseil des ministres n'a toutefois pas accédé à toutes leurs revendications. Notamment celle réclamant un statut de « personnes déplacées » pour tous les Kurdes qui ont trouvé asile en Belgique. Les grévistes de la faim proposaient que cette mesure soit instaurée tant que la guerre durait dans un Kurdistan inlassablement opprimé par un État turc qui vient même d'opérer des incursions en territoire irakien au mé-

pris des (timides?) motions de désapprobation de la communauté internationale.

Or, bien que cette expression de « personnes déplacées » fût évoquée en 1992 et 1993 lors de l'afflux de ressortissants bosniaques, un statut spécifique n'existe pas en tant que tel en Belgique.

Le gouvernement a toutefois fourni de solides assurances écrites aux grévistes de la faim. Après réexamen de leurs dossiers, ceux-ci obtiendront un statut temporaire qui, pour des raisons humanitaires, leur garantira de ne pas être expulsés du territoire belge aussi longtemps que la guerre persistera au Kurdistan.

En outre, ils ont obtenu que tous les Kurdes réfugiés en Belgique bénéficient de cette même mesure qui pourrait d'ailleurs être étendue à d'autres pays. Ce jeudi, en effet, l'eurodéputé verviétois Claude Desama (PS) proposera au parlement européen d'adopter une résolution invitant tous les pays de l'Union européenne à accorder l'asile aux ressortissants kurdes.

Satisfait de la solution intervenue après quatre semaines de jeûne, le Comité de vigilance des réfugiés annonce qu'il restera... vigilant afin que les promesses gouvernementales soient tenues.

Fr. D.

Unsplendid Little War

HAVING already launched a major military operation against Kurds across its border with Iraq, Turkey last week opened a second front - sending some 15,000 troops against Kurdish rebels inside its borders, in southeastern Turkey.

These events are disturbing. Turkey is a major Western ally, a member of NATO, and a European Union suitor, and sits at a number of ethnic, political, and geographic crossroads. Since 1984 Turkey has tried to militarily crush those Kurds who never accepted the Turkish identity forced on them in 1925 by Kemal Ataturk, the founder of modern Turkey. But military force has not worked.

At first, the White House went along with the Turkish incursion in Iraq, being told it was "quick." But the Kurds have not been rounded up; Turkish forces remain. Turkish Foreign Minister Erdal Inonu visits Washington tomorrow to assure US officials that civilians are being treated well and that Turkey will leave Iraq soon. But this is hardly good enough.

Ataturk may have created a secular democratic state out of the old Ottoman Empire. But he did not make it liberal or multiethnic. Thus, the Turk-

ish dilemma. Only recently, under liberalizing efforts of the late president Turgut Ozal, were Kurds legally allowed to speak their language. As late as 1989 some Turkish officials denied even having a Kurdish population.

Ozal's openness, however, was joined to a brutal crackdown on rebel leader Abdullah Ocalan in 1992. Thousands of Kurds were killed when 200,000 Turkish troops camped out in the southeast. They burned villages, killed civilians, and drove resisters across the borders - the same Kurds Ankara now defines as "terrorists."

Of course, there is a terrorist element among some who desire a separate Kurdish state. But Western officials ought to resist simplistic or convenient caricatures.

The question for Turkey's foreign minister, and for Prime Minister Tansu Ciller when she arrives April 16, is whether an all-out two-front state war against an ethnic group is in anyone's best interest.

There had been, at least, divisions among Kurds about pursuing military means. That now may be a more difficult argument for some. The danger is that Turkey and its supporters are making an enemy of all Kurds.

Monday, April 3, 1995

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Monday, April 3, 1995

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Turkish Military Perceived in Wrong Light

The editorial "Too Much Understanding," March 21, is inaccurate and misleading. Allow me to set the record straight:

■ The "Turkish military" is not engaged in a "war against Kurds." It is against the PKK, a Marxist-Leninist terror organization. This critical distinction between the Kurds and the terrorists is often overlooked and repeatedly resurfaces throughout the editorial.

■ The assertion that the "Kurds ... have few rights in Turkey" couldn't be further from the truth. Our Kurdish citizens enjoy equal rights, privileges, and responsibilities as all other citizens in Turkey.

■ The latest Turkish offensive against the PKK camps based in northern Iraq is meant to immobilize those terrorists. Again, this does not constitute "attacks on Kurds under UN protection." The Iraqi Kurds enjoy United Nations protection through Operation Provide Comfort, which is conducted from Turkish territory with Turkey's permission.

■ The press, whose whereabouts the editorial questions is in fact reporting extensively from northern Iraq during this latest Turkish operation.

■ The charge that "874 Kurdish villages were torched, and 1 million Kurds cleansed" is also misleading. It is in fact a piece of propaganda promulgated by the PKK to disguise its own campaign of destruction.

■ We would expect and certainly appreciate the "understanding" of the United States in this matter because our fight is against terrorism.

■ The "cluster bombs" sale referred to in the "Human Rights Watch" report simply does not exist.

Contrary to what the editorial asserts, "multiethnic rights" do exist within Turkey's sound democratic system. The press should print only the truth and not let itself be used as an instrument of propaganda for some fringe groups.

Nuzhet Kandemir

Washington

Turkish Embassy, Ambassador

LETTERS

Might Makes Flight in Two Rebel Wars

Turkey's military fails to find many PKK Kurd rebels

By David Rohde

Staff writer of The Christian Science Monitor

BANIK, IRAQ

ALONG the winding dirt road that threads its way through narrow mountain passes here, the Turkish Army has placed mammoth US-made M-60 tanks at strategic intervals. Soldiers trained to fight in the open eye the hills surrounding them nervously, waiting in vain for phantom guerrillas like so many frustrated conventional armies before them.

A few miles away, scattered on a rocky hillside beneath an abandoned discothèque used as a gun emplacement by United States troops here in 1991 in the aftermath of the Gulf war, 80 people from the village of Kasan are setting up a ramshackle tent city on a rocky hillside. The villagers fled their homes last Friday night, they say, after two unprovoked Turkish artillery attacks left three dead.



BANNER DAY: Kurds in Duesseldorf, Germany, display an image of Kurdish leader Abdullah Ocalan on Saturday. They want Turkey to pull out of northern Iraq after two weeks of chasing Kurdish rebels. About one-tenth of 2,800 PKK rebels have been killed.

"I don't know what [the Turks] think they can accomplish with this operation," says a Western official based in Northern Iraq. "What they're really doing is hitting a fly with a sledgehammer."

Thirteen days into Turkey's

military incursion against a Kurdish guerrilla group partially based in Northern Iraq, a 35,000-man military force that appears to be trying desperately to do everything right is seeing everything go wrong.

Kurd Rebels Elude Turkish Military

restraint."

At least three villages report being attacked, and two civilians have been killed and eight wounded, according to Kurdish and Western officials. Turkish soldiers have rounded up the residents of several villages, demanded identity cards, and searched homes, but apparently no mass abductions have occurred.

Some Kurds even expressed relief that the Turkish Army has arrived in the area. The PKK, a Marxist guerrilla movement fighting for a Kurdish homeland for the last eight years, had been recently setting up road blocks and demanding "tolls" at gunpoint, they say.

But bitter villagers from Kasan say they were the victims of two unprovoked attacks on March 30 and 31. Turkish military officials have blocked access to the abandoned mountain-village area, saying PKK guerrillas are active there.

Seated in a cloth tent in the temporary camp with a dozen others from Kasan, village leader Mahmud Osman Mahmud recounts the attacks. The Turkish officer "promised us there would be no harm done," he says as he slowly spools a chain of Muslim prayer beads through his fingers. Outside, women wash clothes in a stream, young men set up tents, and roosters and donkeys crow and bray.

Thirty minutes later, "15 rounds of artillery were fired into the village. They continued firing" for 24 hours, he adds.

A Turkish officer blames the incident on PKK guerrillas. He and other soldiers say one Turkish soldier was killed and two wounded when their forces were fired on.

at night by PKK guerrillas in or near the village. The officer says he was becoming increasingly frustrated with the operation. "The PKK shoots at us from the village so that we shoot at the village," he says. "Who is a villager and who is a PKK soldier? We don't know... We can't do anything."

Turkish Brig. Gen. Hussein Erim, a top commander in the operation, seems to agree. General Erim says that eradicating all PKK guerrillas from the area is impossible. "Terrorists, you don't know where they are," he says. "As long as you're here, you have to keep searching. It never ends."

Western aid workers fear that frustration in the Turkish military could lead to more atrocities and a massive increase in villagers fleeing their homes. An estimated 3,500 Kurds have already fled their villages as a result of the operation.

"All the Turks have to do is rattle their saber," says one aid worker, "and we'll have a real mess on our hands." Western officials warn the operation will not solve the long-term problems in the area, which include inter-Kurdish fighting and 80 percent unemployment.

The United States and its allies established a no-fly zone in Northern Iraq after the 1991 Gulf war to protect Iraqi Kurds from Saddam Hussein. But fighting be-

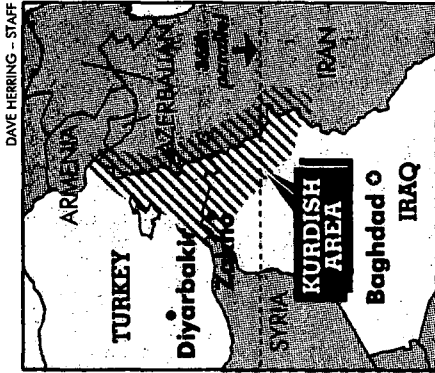
tween the two main Iraqi Kurd leaders - Masoud Barzani and Jalal Talabani - has created a power vacuum in the area that has allowed the PKK to move in and launch attacks that have destabilized neighboring Turkey.

Turkey's Erim, who Turkish newspapers recently compared to US Gen. Norman Schwarzkopf, agrees there is nothing to keep PKK guerrillas from returning to the area after his forces withdraw.

He says control of key mountain passes by Turkish forces or some kind of international body - such as the UN - is needed to keep the PKK from launching raids into Turkey from Northern Iraq again.

But Western officials in northern Iraq and Ankara, the Turkish capital, say the chances for an international force are close to none. They predict the \$1 billion operation will soon force the cash-strapped Turkish government to withdraw its forces from Northern Iraq.

The expectation of many Kurds - who fervently support the ongoing Western-enforced no-fly zone - is that the US will return. "America rules the whole world," says Adil Rasheed Zubeir, a Kasan resident who says Turkish soldiers fired on his car when he tried to complain to the authorities. "Why can't it rule the Kurds too?"



DAVE HERRING - STAFF

'The PKK shoots at us from the village so that we shoot at the village. Who is a villager and who is a PKK soldier? We don't know... We can't do anything.'

- Turkish Army officer

ber of atrocities carried out by Turkish forces so far.

Western officials here condemn the operation, but express surprise over how the Turkish military - which has long been criticized for committing atrocities against the Kurds - has conducted itself. "The whole thing is wrong," says Christopher Lee, deputy mission director for the United Nations High Commissioner for Refugees in Iraq. "But considering the number of troops ... there have been very, very few casualties. They've exercised a lot of

Tuesday, April 4, 1995

THE CHRISTIAN SCIENCE

US Zone for Iraqi Kurds Remains Hotbed of Conflict

By David Rohde

Staff writer of The Christian Science Monitor

ZAKHO, TURKEY

IT was once the bustling, spit-and-polish command post of the US Marine unit sent here to save Kurds from Iraqi President Saddam Hussein.

Today, cows, sheep, and goats graze in trash-filled corrals, a clothesline sways slowly in front of the dilapidated headquarters, and hundreds of Kurdish refugees are illegally squatting in ramshackle homes and crowded buildings.

"Living is very difficult, we're jobless," says Ishmael Fendi, one of 22 Kurdish refugees living in the one-floor former guard house. "We are worried about where to find bread."

Four years after the US led an allied effort to feed and protect the Kurds in northern Iraq, dire poverty, political instability, and Kurdish infighting still exist. Turkish officials say their recent incursion into northern Iraq is an attempt to fill a power-vacuum that allows Kurdish guerrillas to use the area as a base for mounting attacks on Turkey.

Western officials in northern Iraq say the United States-led effort — known as Operation Provide Comfort — was a tremendous success in the short term, but a major review of policy in the region is needed. Continuing to enforce a no-fly zone against Saddam's forces in northern Iraq, providing \$40 million in annual aid to the Kurds, and waiting for Saddam to fall are not producing long-term stability in the region.

"How you put Humpty back together again, I'm not sure," says one Western observer. "But we've got to face facts. If we don't reassess our underlying assumptions ... we're just buying ourselves in here for the long term."

The biggest problem, Western officials and some Kurds say, is infighting between the two main northern Iraqi Kurdish factions headed by Jalil Talabani and Masoud Barzani. Elections were held in 1993, but the parties deadlocked over who would become the leader of the area, which had long been under Saddam's repressive rule.

"The bottom line is that the Kurds have got to do more for themselves," says a Western hu-

manitarian aid official. "A lot of the money they could have used to rehabilitate their infrastructure has gone to pay for the fighting. The longer it goes on, the more ridiculous it becomes."

Unemployment in northern Iraq is running at 80 percent, and many villages destroyed by Sad-

DAVE HERRING — STAFF



dam in the late 1980s have still not been rebuilt. And the person it is helping the most may be Saddam. Desperate to circumvent a United Nations prohibition on the sale of Iraqi fuel, the Iraqi leader has found willing partners among poor Kurds and Turks and corrupt Turkish border officials.

Local Kurdish officials estimate that prior to last month's Turkish military incursion, up to 1 million gallons of diesel fuel a day was being smuggled into Turkey through northern Iraq. While not producing large revenues for the Iraqi government, the purchasing of fuel from the Iraqi city of Mosul eases other economic pressures on Saddam there.

"It's a barter business. They take flour to Mosul, and they bring diesel back," says Nazir Tahir, who has Donald Duck painted on his tank outside of Dahuk, in the no-fly zone in northern Iraq. "The [Turkish] invasion has affected business. If they withdraw, business will flourish again."

Hundreds of impromptu Kurdish gas stations have sprouted like weeds along a three-mile stretch of highway leading to the Turkish border.

The more sophisticated operations involve rickety, but colorfully painted, tanks pulled from the back of fuel trucks. Other Kurds have set up tents and sell diesel from 50-gallon barrels. "Diesel is cheaper than water in Mosul," says the Western aid official. "They can buy it for 10 cents a gallon in Mosul and sell it for 50 cents a gallon to the Turks."

ON the Turkish side of the border, more than 5,000 trucks parked along a 15-mile stretch of highway were seen this weekend waiting to cross into Turkey. Large, removable gas tanks have been welded between the front and rear wheels, nearly scraping the ground when the vehicles are fully loaded.

Drivers while away the time on the remote stretches of highway, living in their cabs for up to two weeks until they can cross the border.

Recent US protests over the smuggling led to an apparent crackdown by the Turkish government, but aid officials say the crackdown had more to do with the Turkish incursion into northern Iraq than to halt smuggling.

"The roads were literally blocked by trucks, three-abreast," the official says. "It's hard to maneuver tanks around that many trucks."

Whatever progress humanitarian aid groups are having in improving the economic situation in the region, aid officials say, is quickly being erased by new inter-Kurdish fighting.

Robert Blincoe, project director for the US aid group Northwest Medical Teams International, says the US should not give up on them.

"It's the demon of tribalism," Mr. Blincoe says, "but you've got a lot of people who really want to throw off their father's loyalties."

With the West rejecting a Turkish request for ground troops in the region last week, the chances for a major shift in policy here seem low.

Western observers say the troubles in northern Iraq will not just dissolve. "I see the American policy in the region as being ... all magic and mystery," says the Western observer.

TUESDAY, APRIL 4, 1995

Turkish Daily News

Former SHP deputy Ibrahim Aksoy presents the petition to establish the Democracy and Transformation Party (DDP) to an official from the Interior Ministry.

TDN Cengiz Uysal

'Democracy and Transformation' officially founded

Former SHP MP Ibrahim Aksoy appointed as chairman of the new party

Turkish Daily News

ANKARA- The founding members of the Democracy and Transformation Party (DDP) presented to the Interior Ministry on Monday the official petition which will establish their party. The DDP was created by circles close to Kemal Burkay, leader of the outlawed Kurdistan Socialist Party (PSK).

Former Social Democrat People's Party (SHP) Deputy Ibrahim Aksoy is the chairman of the new party, which was created with the participation of Turks and Kurds. Calling their party a "Turkish party," founding DDP members said they would focus on solving three basic remaining problems: democracy, the Kurdish question and a faltering economy.

At the meeting of the founding members On Sunday, the participants decided upon the name of their party and agreed on the chairman.

Following the submission of the petition to the Interior Ministry, the 65 new DDP members held a meeting to organize the new party. An election for the 30-person party assembly was held, and when that is formed, elections for the central executive board will be held.

In an interview with the Turkish Daily News, Aksoy said he and his colleagues emphasized that the founders were people who have not engaged in politics before.

However, Aksoy continued, the new members are people whom the democratic masses are familiar with and that the brain-trust of the party is a synthesis of the 1968 and 1978 generations.

Aksoy continued, "We will not have solved the democracy problem unless we find a just solution to the Kurdish question. We cannot solve economic matters without solving the Kurdish and democracy problems. These problems are those of everyone who lives in Turkey.

The question of democracy is a problem of those who live in Şırnak and those who live in Çanakkale." Referring to the present parliamentary parties as the parasites of the system, Aksoy said, "These parties do not want the system to be changed, because when the system changes, they will not be able to survive. A solution of these problems is not possible without a change in the system. Therefore, just as there are changes in the world, people in Turkey need a democratic change in our country."

He emphasized that his party would fill that need. Among the 65 founding members of the DDP are Refik Karakoç, Kemal Yüksel, Fehmi Demir and Bayram Karaca.

Ankara and Baghdad try a simplified end game

In the chess game of international politics, "peace" corresponds to a stalemate where no one can move without getting checkmated. Stalemates usually occur at the end of the game when few pieces are left on the board. Too many pieces make grand openings and stimulate strategical grandeur but it's no match for the tactical clarity provided by a clean board with only a few major pieces left standing around. A good reason why Turkey sent 35,000 troops into northern Iraq is that both Ankara and Baghdad are tired of endless attempts by different parties in the region to checkmate each other.

Right now, the PKK is not the only armed party under attack in northern Iraq. Barzani forces are also pounding Erbil in an attempt to crush the Talabani forces for good. It is not a secret that Ankara prefers Barzani over Talabani who is suspected to have given aid and comfort to the PKK. Recent reports indicate hundreds have already died within the last few days in clashes to control Erbil. More pieces are wiped off the chess board in a hurry. A lasting stalemate that restores the status quo ante is what both Turkey and Iraq are yearning for. The decision to remove pieces is a policy that flows naturally from such a premise.

Why else should Iraq be this comfortable with the Turkish "incursion" that looks like an "invasion" to the West? A senior Iraqi official quoted in *The Washington Times* explained why Baghdad was so relaxed by saying "why shouldn't we let (the Turks) do our killing for us?" Such a statement will not win any prizes in the halls of diplomacy but it certainly has its own blunt logic. Last week in an interview he gave in Baghdad to the oil daily *Energy Compass*, Iraq's deputy prime minister Tariq Aziz put it more politely. Turkey and Iraq have "common security interests" in the area, he said. "We have a political solution for the Kurdish problem," Aziz added. "It is now and has been on the table (for discussion), but the Kurds refused it under American pressure." He, of course, could have added that Halabja massacre of 1988 did not help either. "Turkey complicated the situation by allowing America's presence (in Operation Provide Comfort)," he said. If that was a "complication," then a "simplification" is under full swing now and Aziz must be popping champagne corks in Baghdad. Aziz was not alone. Iraq's ambassador to Ankara Raffi El-Tikriti had his beaming picture printed in Turkish press as the Turkish tanks were rolling past Zaku. "We trust you," he said—an odd "protest" from the representative of a country whose territory has just been "invaded." "We can solve the Kurdish problem alone with the Turks if the foreign powers leave the area," Tikriti said. Two days later, Emre Gönensay, prime minister Tansu Çiller's top advisor, suggested in Washington that the issue can be solved not with the "internationalization" of the issue but within the narrow context of Operation Provide Comfort. Gönensay said even Provide Comfort was too large a ref-

*Why else should Iraq be this comfortable with the Turkish "incursion" that looks like an "invasion" to the West? A senior Iraqi official quoted in *The Washington Times* explained why Baghdad was so relaxed by saying "why shouldn't we let (the Turks) do our killing for us?" Such a statement will not win any prizes in the halls of diplomacy but it certainly has its own blunt logic.*

erence frame and it should be narrowed down further to, let's say, only Turkey and the United States. When his words created waves back in Ankara, Gönensay reminded the Turkish journalists that those were only his "personal views," and nothing else. Ankara may try to present the determination of Turkey and Iraq to keep "foreigners" out of their unfinished business in northern Iraq as mere coincidence. But then, if you ask the same sources, they might also insist that chess is a game of luck played with dice.

There are many unanswered questions as to the operation as to future of the incursion code-name "Steel Operation." The PKK death toll is too low to justify a mop-up operation. Most observers admit that the PKK can slither back as soon as the Turkish troops leave. The Western governments and press are lambasting Turkey to leave northern Iraq, fearing that Turkey might have "territorial designs" on northern Iraq, and furthermore, an eye on the Kirkuk oil fields.

But all such concerns assume that Turkey is seeking a "permanent solution" and trying to force a checkmate in this bloody game. They fail to consider the possibility that a stalemate is not total victory but then a bird in hand is better than two in the bush. That might be why a senior Turkish official told a group of Turkish reporters in Washington that "lack of a solution" in northern Iraq actually serves Turkey's interests better. The new Turkish Foreign Minister Erdal İnönü also went on record saying that Turkey could solve the problem of northern Iraq with Baghdad if the two were alone. Trying to clean up the chess board and simplify the end game is an attempt in that direction.

Lord Archer tries to market oil for Northern Iraqi Kurds, says paper

Turkish Daily News

ANKARA - Lord Archer, British novelist and member of the House of Lords, has been trying to market oil from northern Iraq on behalf of the Kurds of the region the daily Observer claimed on Sunday. The oil, which the Kurds have been wanting to market since 1992 when they first asked for Archer's assistance, lies north of the 36th parallel.

A multinational force based in Turkey protects the Kurds, who live in the area north of the 36th parallel, against Baghdad's wrath.

The attempt to market this oil represents an effort by the Kurds in the region to free themselves from the adverse effects of the UN on Iraq

the Observer said. Lord Archer has been fighting for Kurdish causes since the Gulf War and has collected up to 57 million pounds sterling in aid from all over the world.

A former deputy chairman of the British Conservative Party, Lord Archer started his oil activities on behalf of the Kurds by holding meetings in his house with representatives of the Kurdish Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the two main Iraqi groups in the region. He is said to have introduced his hotel owner friend Henry Togna to the Kurds at these meetings.

Archer and Togna went on to propose the

drilling of the Tak Tak oil beds in Iraq, planning to register the company under the name of "Setco" in Panama, for which Archer would take on the role of Executive Chairman and Togna the role of Director. The deal has reportedly not been finalized due to the refusal by the Kurdish groups to accept the conditions put forward by Togna. Togna is said to have requested a 50 percent share. Togna was quoted as saying the deal failed to go through because the "Kurds don't know what they want," adding that the situation was made difficult by the embargo on Iraq. Lord Archer for his part stresses that he had no "financial interests" to gain from such a venture.

Le Quotidien de Paris - 4 avril 1995

OFFENSIVE TURQUE EN IRAK

Tansu Ciller : toutes les audaces

L'opération militaire turque contre les Kurdes d'Irak lancée lundi 20 mars par Tansu Ciller, le Premier ministre, n'en finit pas de finir au nez et à la barbe d'une opinion internationale qui condamne du bout des lèvres...

Au nom de France-Liberté Danielle Mitterrand s'est indignée que la France n'ait pas pris fermement position contre l'offensive turque en Irak. Elle n'avait pas tout à fait tort, même si ce n'était pas à elle de le dire...

Il n'empêche que Tansu Ciller se permet ce qu'aucun autre dirigeant n'oserait faire : humilier les pays de l'alliance.

Quelques jours après le début de l'intervention, elle avait le front de déclarer : «L'opération turque est destinée à supprimer la vacance d'autorité dans la région». Or, il faut savoir que, depuis la guerre du Golfe, cette région est sous la protection de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis. Elle affirme que «la Turquie a perdu beaucoup à cause de la guerre du Golfe. L'occident doit comprendre une chose : nous respectons beaucoup l'intégrité territoriale de l'Irak, mais nous prenons

des mesures pour prévenir les attaques contre notre territoire». On peut se demander ce que ce serait si elle ne respectait pas l'intégrité de ce territoire.

John Major a demandé à Ankara de retirer ses troupes d'Irak «dès que possible». Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les manœuvres. Le Premier ministre britannique a en outre déclaré : «Je comprends les inquiétudes turques à l'égard du terrorisme du PKK. Mais la Turquie doit rester dans les limites de la loi». Les Etats-Unis ont fermement défendu le droit de la Turquie d'envoyer son armée dans le nord de l'Irak pour lutter contre les rebelles séparatistes, mais ont pressé Ankara d'en finir rapidement. Comme si l'on ne voulait pas que l'opinion internationale ait le temps de se rendre compte...

D'ailleurs, pour éviter qu'elle soit informée, la

presse a été tenue à l'écart. Habur, le seul poste frontalier entre la Turquie et l'Irak, a été fermé à la presse turque et internationale. Aucune explication n'a été donnée. Les militaires ont annoncé leur intention d'organiser des visites en hélicoptères des sites de l'opération pour la presse, groupée en pools.

Les Kurdes multiplient les protestations. En vain... Le 28 mars, ils envahissaient le siège de l'ONU. C'était la première fois depuis des années que l'enceinte de l'organisation était ainsi violée. Cette manifestation a fait sept blessés.

A Paris, ils étaient deux mille à manifester samedi. En Allemagne, où la communauté turque est importante, vingt mille d'entre eux étaient descendus dans la rue à Dusseldorf samedi. Le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a appelé à nouveau la Turquie à retirer son armée. L'Allemagne a

d'ailleurs décidé de suspendre ses livraisons d'armes à Ankara tandis que la France prévoit de livrer prochainement les premiers hélicoptères de transport de troupes Cougar, sur les vingt commandés par la Turquie fin 1993.

En fait, il s'agit d'une opération soutenue du bout des lèvres par les alliés qui laissent les Turques régler comme il leur plaît le problème kurde, à condition qu'ils fassent vite... Cela ne semble pas être le cas et l'on peut s'inquiéter de ce défi turc alors que la pays frappe à la porte de l'Europe.

Il nous suffit de l'explosion yougoslave ; nous n'avons pas besoin d'intégrer les problèmes d'Ankara. Quant au facteur humain, envoyer l'armée d'un pays contre quelques rebelles isolés dans la montagne ne relève franchement pas d'une solution négociée ni des Droits de l'homme...

Le Monde — 4 avril 1995

Les Turcs veulent défendre leur opération armée auprès des Occidentaux

L'OPÉRATION de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les troupes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) se poursuivait dimanche 2 avril pour la quatorzième journée consécutive, avec de nouvelles pertes chez les rebelles et dans l'armée. Selon le dernier bilan de l'armée turque, les pertes du PKK dans le nord de l'Irak depuis le 20 mars se

montent à 295 morts, tandis que 26 soldats turcs ont été tués.

Le nouveau ministre turc des affaires étrangères, Erdal Inonu, a quitté dimanche Ankara pour Bonn, première étape d'une tournée qui le conduira le 4 avril à Washington et le 7 avril à Paris, pour expliquer l'opération turque dans le nord de l'Irak et tenter d'apaiser la réaction de l'Occident. Ankara affirme, depuis le début de l'opération, que ses troupes se retireront du nord de l'Irak, sans cependant donner une date exacte. Le représentant à Ankara de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), Shazad Saib, a déclaré dimanche que sa formation était d'accord avec le plan turc d'une coopération entre Ankara, l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) pour patrouiller à la frontière après le retrait des troupes turques.

Malgré les dénégations d'Anka-

ra, les populations kurdes d'Irak sont directement affectées par les combats. Quelque 15 000 Kurdes irakiens ont quitté leurs villages proches de la frontière, fuyant l'offensive de l'armée turque, a indiqué dimanche un responsable de l'ONU. Selon ce responsable, chargé de l'aide humanitaire dans le nord de l'Irak, les réfugiés « se sont rendus dans d'autres villages ou dans les villes de Zakho et Dohouk ». Le Croissant-Rouge turc a annoncé que ces populations allaient recevoir une aide humanitaire, notamment des vivres, d'un montant de 12 millions de dollars.

La fin de semaine a été marquée par l'enlèvement de deux journalistes, revendiqué par le PKK, sur la route entre Cizre et Nusaybin, dans le sud-est de la Turquie : Kadri Gursel (AFP) et Fatih Saribas (Reuter), tous deux de nationalité turque, revenaient d'Irak où ils avaient couvert l'opération de l'armée turque. — (AFP)

Libre Belgique — 4 avril 1995

■ Kurdistan irakien

Le plan de retrait des forces d'intervention turques est prêt

Le ministre Inonu a commencé en Allemagne une tournée pour expliquer la thèse d'Ankara

L'armée turque a entamé lundi sa troisième semaine d'intervention dans le nord de l'Irak où elle tente de détruire les sanctuaires des maquisards séparatistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste). Alors que les capitales occidentales insistent beaucoup pour que cette opération soit limitée dans le temps, le général Hasan Kundakci, qui commande les quelque 35.000 hommes engagés au Kurdistan irakien, a annoncé que le plan de retrait de l'armée turque était prêt. « Notre plan destiné à un retrait et à prévenir les terroristes (du PKK) de s'infil-

trer de nouveau en territoire turc (depuis le nord de l'Irak) est prêt », a-t-il indiqué dans une déclaration rapportée par le journal turc « Sabah ». Le général Kundakci a précisé que l'armée turque « s'était installée dans la région à la place du PKK » et qu'elle avait repéré et identifié les voies de passage des militants kurdes armés. « Nous allons les bloquer », a-t-il ajouté.

ETAT UNI

A Bonn, où il a entamé une tournée d'explications, le nouveau ministre turc des Affaires étrangères, M. Erdal Inonu, a indiqué que « nos soldats se re-

tireront » dès que l'on pourra considérer que les combattants du PKK ne seront plus en mesure de mener des attaques contre le territoire turc. « La terreur du PKK justifie notre action dans le nord de l'Irak », a ajouté M. Inonu qui a catégoriquement démenti qu'Ankara avait l'intention de constituer une zone de sécurité dans le nord de l'Irak, à l'instar de celle établie par Israël dans le sud du Liban. M. Inonu a encore déclaré que la Turquie était un « Etat uni » et qu'une solution politique au problème kurde ne pourrait être trouvée que dans ce cadre. Il a aussi relevé la nécessité de respecter l'intégrité territoriale dans toute la région, Turquie et Irak compris.

Son homologue allemand, M. Klaus Kinkel, a réitéré son

souhait de voir l'armée turque « se retirer rapidement » d'Irak, « demain si possible ». Il a ajouté que la question des Kurdes de Turquie devait être réglée par des solutions politiques qui passeraient par une autonomie culturelle en respectant l'intégrité territoriale.

DONT COUT

Par ailleurs, le général Kundakci, qui est aussi commandant en chef de la gendarmerie régionale turque basée à Diyarbakir, la super-préfecture d'où sont dirigées les opérations anti-PKK, a indiqué que, jusqu'à présent, le coût de l'intervention en Irak ne dépassait pas 740 milliards de livres turques, soit un peu moins d'un demi-milliard de FB.

M O.



Martin Gierlen/Agence France-Presse

Foreign Minister Klaus Kinkel of Germany, right, and his Turkish counterpart, Erdal Inonu, at a news conference Monday in Bonn on Turkey's incursion into Iraq.

Bonn Pressures Turkish Aide *Official on Tour to Explain Attack on Kurds*

By Rick Atkinson
Washington Post Service

BERLIN — Foreign Minister Erdal Inonu of Turkey, hoping to patch up strained relations with Ankara's Western allies, got a frosty reception Monday in Germany when he failed to specify a date for the end of his country's military campaign against separatist Kurds.

Foreign Minister Klaus Kinkel urged Mr. Inonu to end the offensive "tomorrow, if possible." Mr. Kinkel said Bonn would maintain the suspension of military assistance to Turkey, a NATO ally, imposed last week.

Following two days of talks in Germany, Mr. Inonu will fly to Washington to meet Secretary of State Warren M. Christopher and then to Paris for consultations with Foreign Minister Alain Juppé. Another senior Turkish official, Deputy Prime Minister Hikmet Cetin, hopes to hold parallel talks with the British foreign secretary, Douglas Hurd.

The diplomatic campaign is part of a Turkish effort at damage control, given the growing chorus of displeasure at Ankara's decision two weeks ago to invade northern Iraq with 35,000 troops in a hunt for Kurdish Workers Party (PKK) guerrillas. Germany has been particularly harsh in its criticism and it was

here that Mr. Inonu opened his public relations tour.

"The press is reporting things as if we were going to stay months or years, that Turkey was going to occupy this area. No, this is not true," he told a news conference in Bonn. "Our goal is and was from the beginning to take out PKK arms depots and to create a security situation in which the PKK cannot attack our country." He added, "When we accomplish this objective, our soldiers will immediately return to Turkey."

Mr. Inonu justified the invasion as a legitimate attempt to strike back at Kurdish rebels operating from bases in the political no-man's-land along the Iraqi-Turkish border.

"Imagine if there were a no-man's-land in Europe where only terrorists use it as a base to attack villages and kill people. Can you imagine that Europe would just look on? Would Europe say, that is not our territory and we cannot go in?"

Mr. Kinkel urged a political solution with "wide-ranging cultural autonomy" for the Kurds.

"We want to maintain good relations with Turkey," he said, "but we also have to say plainly and clearly that we think the opera-

tion in Iraq must end as quickly as possible, tomorrow if possible, so our ties will not be strained."

Ties between Ankara and Bonn have frayed since Germany froze credits for construction of two naval frigates and suspended delivery of military engineering equipment. In a sharp rebuke last week, Turkey suggested that Germany was turning its back on a North Atlantic Treaty Organization comrade in trouble.

But Mr. Kinkel also warned Monday that hammering out a customs accord between Turkey and the European Union had become "significantly more difficult."

Mr. Kinkel and the government of Chancellor Helmut Kohl have come under increasing pressure from Germany's opposition parties to take a more forceful moral stand against the Turkish invasion. Günter Verheugen, party manager for the Social Democrats, told a television interviewer Sunday that German-supplied weapons had given Turkey the "capacity to invade."

Of the West European nations, Germany has a unique relationship with Turkey, in part because 2 million Turks live here, including 400,000 Kurds.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 4, 1995

Russians Reaffirm Sale to Iran Of Reactors

Perry's Pressure Fails To Persuade Moscow To End Lucrative Deal

By Steven Erlanger
New York Times Service

MOSCOW — Russia made it clear Monday that it would sell light-water nuclear reactors to Iran despite the fierce American protests repeated here by the U.S. secretary of defense, William J. Perry.

The Russian prime minister, Viktor S. Chernomyrdin, shares U.S. concerns about Iran's nuclear ambitions, Mr. Perry said in a press conference Monday evening, and has agreed to arrange meetings of Russian and American experts concerned about the transfer of nuclear technology to Iran.

But the "Russian government did not agree to change their position to proceed with that sale," Mr. Perry said in an expressionless tone. "They did state that they will take actions to reduce the proliferation risk."

Earlier in the day, however, Mr. Perry had said he did not want to discuss ways to make the sale less dangerous. "Our first objective is to stop the sale," he said. "I consider constraints a very poor second choice."

While the Russian position appeared firm, senior American officials said Monday night that they did not consider the issue entirely closed, and that Washington would continue to bring up its objections, including at the summit meeting between Presidents Boris N. Yeltsin and Bill Clinton early next month.

[The White House spokesman, Michael McCurry, said Monday, "I suspect there will be a lot of diplomacy ahead on that subject well before the May summit," Reuters reported from Washington.]

The U.S. government has been pushing Moscow for weeks now to drop the sale of at least two and possibly four light-water nuclear reactors to Iran, a deal worth \$800 million to \$1 billion.

"The country is awash in oil," Mr. Perry said of Iran. "It is entirely clear, even to the casual observer, that Iran does not need nuclear reactors to generate electricity."

The U.S. secretary of state, Warren M. Christopher, has warned Russia against providing nuclear technology to its neighbor, Iran; Washington has given Moscow an intelligence report on Tehran's alleged

ambitions to build a nuclear bomb; and the United States has promised Russia "tens of millions of dollars" in projects to make up for the loss of the Iran contract. (Page 5)

But the Russian minister for atomic energy, Viktor N. Mikhailov, said Monday that the reactor sales would go ahead "in full measure."

Mr. Mikhailov, who has been skeptical of American intentions toward Russia, said the contract with Iran met concerns about nuclear nonproliferation and the standards of the International Atomic Energy Agency.

Mr. Perry said that atomic agency's regulations were not sufficient, voicing worries that there was no guarantee that Iran would comply.

The United States has also forced an American oil company, Conoco, to give up a legal \$1 billion agreement to pump more oil from Iran and has called for harsher sanctions against Iran. The American pressure is "absolutely unacceptable," Mr. Mikhailov told the Interfax news agency. "A disruption of the contract may result in a number of Arab states' refusal to extend the nonproliferation treaty."

Perhaps more important to Moscow, however, is the money and the chance to keep its nuclear industry at work. The contract with Iran, if measured at \$800 million, is nearly \$100 million more than the total request for aid to Russia that Mr. Clinton is putting to a skeptical Congress for the next fiscal year.

It is also double the financing for the U.S. programs that aid military conversion in Russia and help pay for the dismantling of the Russian nuclear arsenal as called for under arms-control treaties.

Both the Russian Foreign

Ministry and Atomic Energy Ministry deny that the light-water reactors to be built in Bushehr, Iran, can be used to create nuclear weapons, and say that Iran has not previously violated atomic agreements.

Mr. Perry acknowledged Moscow's quandary, saying: "This sale is a big economic factor for them. It is a very hard decision for them to make."

Washington had also complained of Moscow's intention to sell three quiet, diesel, Kilo-class submarines to Iran. Mr. Perry said Monday that that sale would also not be canceled, but that Moscow had reaffirmed its promise to sell no more submarines to Tehran.

Mr. Perry also said that Moscow had rebuffed American and European demands that Russia declare a cease-fire in the breakaway region of Chechnya.

But he said that the defense minister, General Pavel S. Grachev, supported similar demands for a permanent human-rights mission in Chechnya of the Organization for Security and Cooperation in Europe.

General Grachev also supports Russia's membership in NATO's Partnership for Peace program, Mr. Perry said.

General Grachev, however, warned publicly against a rapid expansion of NATO to include countries like Hungary and Poland, saying Moscow might resort to "countermeasures," including a refusal to abide by the 1990 treaty limiting the size of conventional forces in Europe.

That statement was viewed by American officials as intended for domestic Russian consumption.

Hoping to Scuttle Iran Reactor Deal, U.S. Shares Spy Data With Russians

By Steven Greenhouse
New York Times Service

WASHINGTON — The Clinton administration took the unusual step of providing Russian officials with U.S. intelligence on Iran in hopes of persuading them to drop a plan to build nuclear reactors there.

American officials said the written intelligence report shared with Moscow showed that Iran was pursuing a crash program to build nuclear weapons that would be accelerated by Russia's \$1 billion contract

to construct up to four reactors for Tehran.

The intelligence, the U.S. officials said, showed that Iran has imported equipment needed to build nuclear weapons, that it has sought to buy enriched uranium from former Soviet republics like Kazakhstan and that it has used many of the same smuggling techniques and routes that Iraq and Pakistan used in their efforts to build a nuclear bomb.

As an added inducement to get Russia to cancel the contract before a May 9 summit



Zwei türkische Soldaten in einer Stellung im nordirakischen Gebirge bei Sarsang. (Bild Reuter)

Teilabzug der türkischen Truppen angekündigt

Die ungelöste regionale Kurdenfrage im Vordergrund

Ankara hat dem aussenpolitischen Druck Rechnung tragen müssen und spricht seit diesem Wochenende von einem Teilabzug seiner Truppen aus dem Nordirak. Er könnte laut offiziellen Angaben bereits in den nächsten Tagen beginnen. Die türkische Militäroperation im Nordirak hat die ungelöste regionale Kurdenproblematik erneut in den Vordergrund gerückt.

it. Istanbul, 3. April

Der neue türkische Aussenminister, Erdal İnönü, hat am Sonntag eine Reise nach Bonn, Washington und Paris angetreten, um, wie er sich ausdrückte, «in diesen befreundeten Staaten gewisse Missverständnisse bezüglich der türkischen Militäroperation im Nordirak auszuräumen». Er wünsche seinen Amtskollegen zu erklären, dass, entgegen allen falschen Berichten, die Operation der türkischen Truppen im Nordirak von Umfang und Dauer begrenzt sein werde, teilte der hierzulande weitherum respektierter, Physikprofessor kurz vor seiner Abreise mit. Sobald die türkische Armee die Lager und die logistische Infrastruktur der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) in der gebirgigen Grenzregion des Nordiraks zerstört habe, werde sie sich zurückziehen. Die Türkei wolle aber diesmal die nötigen Massnahmen ergreifen, um eine Rückkehr der PKK in dieses Gebiet für immer zu verunmöglichen. Von welchen Massnahmen konkret er sprach, wollte der Aussenminister nicht erläutern.

Wachsender Druck

Türkische Kommentatoren vermuten, dass der Teilabzug bereits in den nächsten Tagen beginnen könnte. erinnert man sich an die martialischen Erklärungen türkischer Generäle, welche die Errichtung einer türkischen Pufferzone im Nordirak als unabdingbare Voraussetzung für die Sicherheit der Türkei sahen, dürfte die Wende der Politiker auf den nicht nachlassenden aussenpolitischen Druck zurückzuführen sein. Washington, das anfänglich sein Verständnis für die türkische Inter-

vention erklärt hatte, ging neuerdings gegenüber Ankara auf Distanz. Der amerikanische Aussenminister Christopher machte klar, dass die USA von Ankara einen sofortigen Truppenrückzug aus dem Nordirak erwarten. Im Gegensatz zu den USA drückte sich die Europäische Union (EU) von Beginn an negativ gegenüber dem militärischen Aufmarsch der Türkei im Nordirak aus. Nach Deutschland haben in der vergangenen Woche auch die Niederlande angekündigt, künftige Militärverträge mit der Türkei auf Eis zu legen. Frankreich, das gegenwärtig die EU-Präsidentschaft innehat, drohte mit einer Überprüfung aller für die Türkei bestimmten Lieferungen militärischer Güter durch die EU. Der britische Aussenminister Hurd betonte, die Militäroperation im Nordirak gefährde die europäisch-türkische Zollunion.

Die harsche Reaktion aus Europa stösst in der Türkei auf Unverständnis und wird mit Achselzucken oder Kopfschütteln kommentiert. Die Mehrheit der türkischen Bevölkerung fühlt sich von der PKK bedroht und glaubt, der Einmarsch der türkischen Truppen in den Nordirak beruhe auf dem legitimen Recht eines jeden Staates auf Selbstverteidigung. Die meisten türkischen Bürger sind weiter davon überzeugt, dass die PKK nicht ein Problem der Türkei sei, sondern lediglich das Werk und Instrument von feindlichen Kräften im Ausland. Dies wurde der Bevölkerung von den Massenmedien regelrecht eingetrichtert, seitdem die Armeeführung Anfang der neunziger Jahre beschlossen hatte, die Kurdenfrage auf dem

Dienstag, 4. April 1995 · Nr. 79

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Schlachtfeld zu lösen. Heute wollen die wenigsten wahrhaben, dass die PKK weder im Nordirak noch in Syrien, sondern vor allem in den gebirgigen kurdischen Regionen verwurzelt ist. Das europäische Insistieren gegenüber Ankara, im Einsatz gegen die Kurden die Menschenrechte zu respektieren, empfinden viele Türken als Teil der äusseren Verschwörung gegen ihr Land.

Unentschlossene Haltung des Westens

Der türkische Einmarsch im Nordirak hat die ungelöste regionale Kurdenfrage erneut in den Vordergrund gerückt. Völlig zu Recht behauptet die Türkei, in den kurdisch verwalteten Gebieten des Nordiraks herrsche ein Machtvakuum, das die gesamte Region destabilisieren könnte. Nach dem Golfkrieg 1991 hatte das Schicksal der mehreren hunderttausend kurdischen Flüchtlinge, die auf den verschneiten Bergen reihenweise an Hunger und Kälte starben, die Weltöffentlichkeit erschüttert. Die Regierungen der westlichen Golfkriegs-alliierten sahen sich dazu veranlasst, im Nordirak eine von Kurden verwaltete Zone zu errichten. Seither ist die Politik des Westens gegenüber ihrer Kreation im Nordirak unentschlossen und undifferenziert geblieben. Wegen des gegen den Irak verhängten Uno-Embargos und einer von Saddam verhängten Liefersperre gegen die aufmüpfigen Kurden im Norden seines Landes kam die Wirtschaft in diesem Gebiet faktisch zum Stillstand.

Wirtschaftliche Verelendung

Die kurdische Verwaltung in Erbil wurde immer mehr zum dankbaren Empfänger humanitärer Hilfe degradiert. Die Bevölkerung, welche bis zum letzten Golfkrieg dank den irakischen Petrodollars ein relativ hohes Lebensniveau genossen hatte, sah ihren Wohlstand täglich mehr schwinden. Dass dieser Zustand langfristig zu Konflikten um die seltenen Einkommensquellen führen würde, war schon lange absehbar. Die periodisch aufflammenden blutigen Kämpfe zwischen den Anhängern von Barzanis Demokratischer Partei Kurdistans (DKP) und Talabanis Patriotischer Union Kurdistans (PUK) lassen sich durch diese Umstände teilweise erklären. Solange die politische und wirtschaftliche Ungewissheit der nordirakischen Kurden bestehen bleibt, ist eine Lösung der innerkurdischen Probleme nicht in Sicht.

Türkischer Lösungsvorschlag

Heute gehört es in Europa offensichtlich zum guten Ton, die ganze Schuld für die Missstände im Nordirak allein der Türkei zuzuschreiben. Ankara befindet sich damit in einem schweren Dilemma. Einerseits fällt die Einsicht schwer, dass die Kurden eine Nation mit eigenen Wertvorstellungen und Wünschen bilden. Andererseits wird die Türkei mit ihrem ungelösten eigenen Kurdenproblem allein gelassen. Als es im Januar im Nordirak zu rumoren begann, hat Ankara den nordirakischen Kurden eine Annäherung zu Saddam Hussein empfohlen. Die türkische Regierung glaubte ohnehin, dass der irakische Regent noch lange an der Macht bleiben wird, und plädierte offen für eine Aufhebung des Uno-Embargos gegen den Irak. Ankara hoffte, nach der Aufhebung des Embargos würde endlich wieder Erdöl aus den irakischen Feldern durch die doppelt geführte, seit 1990 stillgelegte Pipeline in den türkischen Mittelmeerhafen Yumurtalik fließen und der stark angeschlagenen türkischen Wirtschaft neuen Auftrieb geben.

Für das tadellose Funktionieren der Pipeline ist aber die Billigung der nordirakischen Kurden erste Voraussetzung. Ein kleiner, rund zwölf Kilometer langer Pipeline-Abschnitt läuft bei der Ortschaft Fishhabur durch das von den nordirakischen Kurden kontrollierte Territorium. Ankara schlug laut Berichten der türkischen Presse den

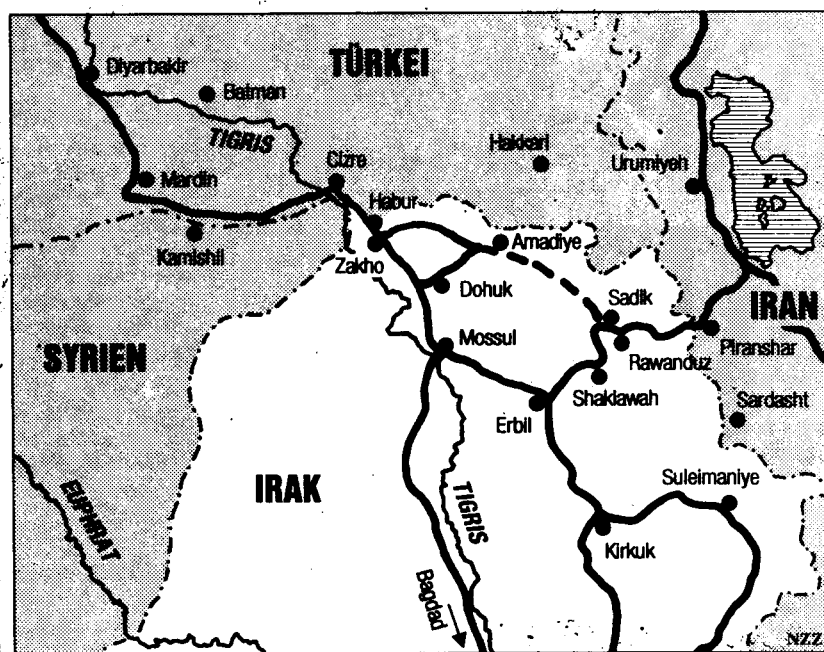
Kurden in Erbil eine Reaktivierung des Autonomieabkommens von 1970 vor. Dieses Abkommen zwischen irakischen Kurden und Bagdad räumte der kurdischen Bevölkerung eine relativ grosse kulturelle und verwaltungsmässige Autonomie ein. Es scheiterte 1974 allerdings an der Frage der Ölvorkommen in der Region von Kirkuk.

Ankaras Vorschlag dürfte hauptsächlich an der Frage des Öls gescheitert sein. Die kurdische Führung in Erbil hat seit 1991 daran festgehalten, dass nach der Aufhebung des Uno-Embargos die

Einkünfte aus dem Erdöl unter den zwei konstituierenden Völkern des Iraks, dem arabischen und dem kurdischen, proportional zur Grösse der Bevölkerung aufgeteilt werden müssen. Da die Kurden ein Drittel der Gesamtbevölkerung ausmachen, forderte Erbil auch ein Drittel der gesamten Öleinnahmen. Bei den letzten Gesprächen zwischen Ankara, Bagdad und Erbil um eine Lösung im Nordirak soll der Kurdenführer Talabani die Stadt Kirkuk gefordert haben. Bagdad und Ankara lehnten die Forderung des Kurden ab. Gleich nach ihrem Einmarsch haben die türkischen Soldaten den Pipeline-Abschnitt bei der Ortschaft Fishhabur unter ihre Kontrolle gebracht.

Gemässigte Töne

Die relativ mageren militärischen Erfolge der massiven Operation sowie der starke aussenpolitische Druck stärken inzwischen die Position der türkischen Politiker gegenüber der Armeeführung. Das ist ersichtlich an dem gemässigten Ton, den Ankara neuerdings gegenüber den nordirakischen Kurden eingeschlagen hat. Laut der Zeitung «Turkish Daily News» bemüht sich die türkische Regierung um eine Normalisierung der Lage im Nordirak, das heisst, um einen Dialog zwischen den Parteien Barzanis und Talabanis in die Wege zu leiten. Talabani soll auf die Einladung Ankaras bereits positiv reagiert haben, während die Antwort Barzanis noch ausstehe.



meeting in Moscow between President Bill Clinton and President Boris N. Yeltsin, the administration has offered it tens of millions of dollars for nuclear cooperation projects.

In interviews last week, senior administration officials disclosed that Secretary of State Warren M. Christopher told Foreign Minister Andrei V. Kozyrev of Russia at a recent meeting in Geneva that the United States would offer the money to the cash-starved Atomic Energy Ministry to help it build modern reactors in Russia and to clean up nuclear waste sites there.

As yet another inducement, the administration indicated to Russian officials that it might try to win Russia part of the work of building two light-water reactors, valued at \$2 billion each, that an American-led international consortium has promised North Korea.

An intelligence official who spoke on condition of anonymity said it was unusual for Washington to share such sensitive information with Moscow.

Administration officials acknowledged that the report given to Mr. Kozyrev was designed to trump a recent report by Russia's top intelligence agency, which said Tehran was not trying to develop nuclear weapons.

Pendant la chasse aux Kurdes, la diplomatie continue

Le conflit turco-kurde fait un boum en Allemagne



A gauche, le ministre turc des Affaires étrangères, Erdal İnönü, avec son homologue allemand, Klaus Kinkel.

En tournée à l'Ouest, le ministre turc des Affaires étrangères, Erdal İnönü, a entamé sa campagne de relations publiques par le plus difficile : un petit déjeuner d'une heure, hier matin à Bonn, avec son homologue allemand Klaus Kinkel. L'Allemagne, pays sensible, compte en effet près de 1,6 million de Turcs et quelque 400 000 Kurdes sur son territoire. Toute secousse à Ankara provoque donc inévitablement des ondes de choc sur le sol allemand. L'intervention turque dans le nord de l'Irak n'a pas failli à la règle.

Depuis lors, on ne compte plus les manifestations de protestations —

20 000 Kurdes ont encore défilé samedi à Düsseldorf — ou, plus grave, les attentats. Une dizaine à Berlin depuis le 25 février, visant pour la plupart des bureaux de voyages turcs ; une vingtaine depuis la mi-février en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où vivent 650 000 Turcs. Sur les 44 personnes interpellées, 32 étaient, selon la police, membres du PKK. On comprend mieux la position du gouvernement allemand qui, après de longues tergiversations, a fini par suspendre la semaine dernière une aide militaire de plus de 500 millions de francs et une livraison d'armes à Ankara. « L'action dans le nord de l'Irak doit se terminer au plus vite, si possible demain », déclarait hier matin Klaus Kinkel, à l'issue de son petit déjeuner. Cela permettrait à Bonn, qui redoute l'exportation du conflit turco-kurde sur son territoire, de respirer.

Blandine Milcent à Berlin

InfoMatin — 4 avril 1995

Bonn demande l'arrêt rapide de l'opération militaire turque en Irak

Ankara cherche à apaiser ses alliés occidentaux

BONN

de notre correspondant

L'armée turque s'est vu confier « un mandat limité pour une durée limitée » au nord de l'Irak, a indiqué Erdal İnönü, le ministre turc des affaires étrangères, lors d'une visite en Allemagne, lundi 3 avril. Bonn était la première étape d'un voyage qui devait mener le chef de la diplomatie turque, cette semaine, à Washington et à Paris. L'objet de cette tournée : apaiser les réactions des alliés de l'OTAN alors que la répression militaire

contre les Kurdes au nord de l'Irak se poursuit. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a demandé à son homologue turc de faire cesser l'opération militaire contre la rébellion kurde le plus vite possible, « si possible demain ». Mais Erdal İnönü n'a pas indiqué la date d'un éventuel retrait.

En n'excluant pas que des armes allemandes soient employées dans la répression contre les Kurdes — il est « absurde », selon lui, d'exiger

qu'elles ne le soient pas, comme le fait le gouvernement de Bonn —, le chef de la diplomatie turque n'a fait que rendre plus inconfortable la position de l'Allemagne, dont les rapports avec la Turquie n'ont jamais été aussi compliqués qu'aujourd'hui. Après avoir suspendu provisoirement, mercredi 29 mars, les livraisons d'armements au régime d'Ankara, les autorités allemandes sont divisées entre deux attitudes : doivent-elles adopter un semblant de discours « dur » vis-à-vis de leurs partenaires turcs, comme le préconise le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel (FDP), ou bien manifester une compréhension bienveillante à l'égard d'Ankara ? Cette dernière option est défendue par la CSU, la branche bavaroise de la démocratie chrétienne au pouvoir, dont les dirigeants estiment que la Turquie exerce une répression « légale » contre le terrorisme du PKK.

UNION DOUANIÈRE

Ces différences d'analyse au sein du gouvernement de Bonn le démontrent une fois de plus : rien, désormais, de ce qui se passe en Turquie n'est étranger à l'Allemagne. Celle-ci est aujourd'hui, avec les États-Unis, le principal allié occidental du régime d'Ankara. Or, plus qu'aucun autre pays en Europe, l'Allemagne a un intérêt direct à voir cesser l'offensive militaire turque dans le sud-est anatolien.

Bonn, comme Paris, continue à défendre avec force la ratification de l'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, consciente que seul un lien fort comme celui-ci devrait permettre d'élever un rempart efficace contre le fondamentalisme religieux (les Allemands n'ont cependant jamais été partisans, à terme, d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne). Les radicaux de l'islam ne

cessent de gagner de l'influence en Turquie, et menacent, selon une analyse de plus en plus courante en Allemagne, et leur action risque de créer une situation « à l'algérienne ».

« La Turquie appartient à l'Europe », a répété Klaus Kinkel lors d'une conférence de presse commune avec Erdal İnönü, lundi 3 avril à Bonn. Le chef de la diplomatie allemande a cessé d'établir un parallèle entre la fin de l'opération militaire au nord de l'Irak et la ratification de l'union douanière avec l'Union européenne. Le ministre turc des affaires étrangères a profité de cette volonté d'apaisement de la part de ses partenaires allemands. Il leur a

reproché de ne pas assurer suffisamment la protection des ressortissants turcs en Allemagne, qui vivent dans la peur : après avoir été la cible d'attentats d'extrême droite, ils sont désormais essentiellement menacés par leurs propres compatriotes.

Chaque nouvelle escalade de la violence en Turquie se traduit par des attentats en Allemagne. Avec 2 millions de Turcs sur son territoire (dont 400 000 Kurdes), l'Allemagne réagit comme un sismographe aux événements qui se déroulent en Turquie. Elle est en train de devenir, comme le déplorent de plus en plus de responsables politiques allemands, un « théâtre d'opérations secondaire » du conflit entre Turcs

et quatre activistes islamistes - outre deux innocents - tués, dimanche, dans l'explosion d'une bombe qu'ils étaient apparemment en train de fabriquer, sept à huit mille sympathisants du mouvement de la résistance islamique (Hamas) ont défilé, lundi 3 avril, dans le centre-ville de Gaza.

Laisant libre cours à la colère des manifestants, la police autonome ne s'est pas montrée. La nuit précédente, l'Autorité palestinienne avait discrètement fait ensevelir, au « cimetière des martyrs », les corps des activistes. Frustrés, les sympathisants du Hamas, qui a déclaré un « deuil national » de trois jours, ont tout de même organisé des funérailles symboliques pour les disparus.

de méfiance réciproque. Même à la deuxième ou la troisième génération, les Turcs, en Allemagne, restent Turcs, et n'obtiennent pas la nationalité allemande. Un phénomène d'autant plus étonnant que, comme le relevait un éditorial de la *Süddeutsche Zeitung*, « les Turcs payent chaque année 3,4 milliards de marks d'impôts, et 3 milliards de marks à l'assurance-retraite. Par le biais de l'impôt de solidarité, ils ont payé 500 millions de marks pour le redressement de l'Allemagne de l'Est. Et en tant que consommateurs aussi, ils sont indispensables pour le commerce allemand, auquel ils rapportent 10 milliards de marks chaque année ».

Lucas Delattre

Le Soir — 5 avril 1995

L'opération turque en Irak inachevée L'armée turque accusée de meurtres et de mutilations

L'armée turque, qui mène une vaste opération en Irak du Nord contre le PKK, ne semblait pas encore avoir atteint ses objectifs d'anéantir tous les éléments séparatistes 15 jours après le début de l'intervention de plus de 35.000 hommes. Au total 306 militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) auraient été tués dans le Kurdistan irakien depuis le début de l'opération de l'armée turque qui a perdu une vingtaine d'hommes, selon les chiffres officiels. A ces chiffres s'ajoutent les quelque 150 rebelles tués lors des opérations similaires en territoire turc. Les responsables turcs, l'état-major des armées comme le gouvernement, avaient au départ parlé de « vouloir anéantir quelque 2.500 à 3.000 séparatistes lors de cette opération, limitée, tout en les délogeant du nord de l'Irak » frontalier du Sud-Est anatolien où le PKK mène une lutte armée depuis août 1984.

L'armée turque n'a pas l'intention de quitter la région pour le moment comme le confirment les déclarations quasi quotidiennes des autorités qui « n'hésitent pas à garantir un retrait de l'armée turque, une fois ses buts atteints ». La présence militaire turque en Irak du Nord fait en effet l'objet de vives critiques occidentales. Ankara a, dans ce contexte, lancé une initiative di-

plomatique présentée par son nouveau ministre des Affaires étrangères, Erdal İnönü, pour expliquer les raisons de cette intervention à Bonn, Washington et Paris.

Sur le terrain, les responsables kurdes irakiens ont accusé, mardi, les soldats turcs d'avoir tué et mutilé sept bergers kurdes, parmi lesquels un père et son fils de 13 ans, dans le nord de l'Irak où Ankara mène une offensive contre les séparatistes kurdes turcs. Un journaliste de l'AFP a pu voir les cadavres de cinq bergers trouvés, lundi, près de Sersink : l'un avait l'oreille trouée, comme perforée par un couteau, un deuxième avait le crâne fracassé, un autre avait les pieds mutilés et le garçon avait un œil arraché...

Le ministère des Affaires étrangères turc a démenti, mardi, que les soldats turcs aient tué et mutilé ces bergers kurdes et en a accusé le PKK : *Il est évident que cet acte aussi a été effectué par le PKK dans le cadre de cette campagne de diffamation.* Mais le gouverneur kurde de Dohouk a exclu que les mutilations soient le fait du PKK, affirmant que cette formation *n'a jamais fait ça aux Kurdes irakiens.* Des envoyés turcs ont rencontré séparément les dirigeants kurdes irakiens, MM. Barzani et Talabani, à Salaheddine et Suleymanieh. (D'après AFP.)

L'Humanité — 5 avril 1995

Informations

Demandes de sanctions contre la Turquie

Dix associations des droits de l'homme, inquiètes de l'offensive turque au Kurdistan irakien, ont réclamé mardi que la France prononce un « embargo sur la vente d'armes à destination de la Turquie » et que l'Union douanière avec ce pays « soit annulée ». Le communiqué de France-Libertés, auquel s'associent notamment le MRAP, la Fédération internationale des droits de l'homme et Terre des hommes, demande que les 20 hélicoptères de combat qui devraient être livrés à la Turquie ne le soient pas. Il ajoute : « L'Europe doit signifier à Ankara que toute discussion avec l'ensemble des institutions européennes est suspendue jusqu'à ce que cessent les violations des droits de l'homme. Il est urgent que la communauté internationale et la France fassent respecter les engagements internationaux pris pour protéger les Kurdes. » A Ankara, le premier ministre turc, Tansu Ciller, a justifié hier devant les députés la poursuite de l'opération, s'en prenant très violemment aux critiques européennes. « Vos armes, vous pouvez les garder ! », s'est-elle écriée à l'adresse de Bonn qui a suspendu ses livraisons.

«L'Occident contribue à enfoncer la Turquie dans la guerre au Kurdistan»

Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris juge très tièdes les réactions de la communauté internationale. La Turquie risque de devenir une véritable poudrière avec une montée en force des islamistes.

Deux semaines après l'entrée au Kurdistan irakien de troupes turques qui ne semblent toujours pas avoir véritablement réussi à déloger les maquisards du PKK, le gouvernement d'Ankara cherche maintenant une porte de sortie diplomatique. Sur le terrain, la situation déjà précaire avec la guerre qui oppose les factions kurdes du PDK et de l'UPK, est devenue problématique pour des dizaines de milliers de Kurdes obligés de fuir devant l'avancée des troupes turques. Kendal Nezan, le président de l'institut kurde de Paris, évoque ce nouveau drame du peuple kurde qui le touche très directement. Né en 1949 à Diyarbakir au Kurdistan turc, docteur en physique de l'Université de Paris, Kendal Nezan a été déchu en 1981 de la citoyenneté turque par le régime militaire d'Ankara en raison de son combat pacifique pour faire connaître à l'opinion publique le sort et la culture de son peuple.

— Comment jugez-vous les réactions de la Communauté internationale après l'entrée des troupes d'Ankara au Kurdistan?

— Elles restent plutôt tièdes face à l'ampleur et à la gravité des violations du droit international commises par la Turquie. L'opinion publique est hélas habituée à cette politique de deux poids deux mesures.

— Comment s'explique la mansuétude dont semble jouir la Turquie?

— Outre les intérêts commerciaux, les Occidentaux justifient leur mansuétude pour des raisons stratégiques. La Turquie est censée être un relais régional stable et fiable de l'Occident dans une région troublée. C'est avec cette politique indulgente que l'Occident contribue en fait à enfoncer davantage ce pays qui a, rien qu'en 1994, dépensé 12,5 milliards de dollars, dans la guerre au Kurdistan. Cela se traduit par une marginalisation de couches entières de la population, faisant de la Turquie une véritable poudrière et préparant le terrain au

développement de toutes les dérives irrationnelles, islamistes et extrémistes.

— Les Kurdes peuvent-ils admettre que cette Turquie qui bafoue les droits de l'homme puisse rapidement entrer dans l'Union européenne?

— L'Union européenne affirme qu'en ouvrant progressivement la porte à la Turquie, on la ferait évoluer vers la démocratie. C'est avec les mêmes raisonnements

” *Le Kurdistan aurait pu être la Suisse du Moyen-Orient.* “

que ce pays fut intégré à l'OTAN et au Conseil de l'Europe. Les résultats n'ont pas été très encourageants!

— Que répondez-vous à ceux qui prétendent que le PKK n'est qu'une organisation terroriste et qu'il ne défend pas les intérêts des Kurdes de Turquie?

— Je ne suis pas le porte-parole du PKK, ni d'ailleurs d'aucun parti et je n'ai pas à répondre à sa place. Je récuse d'ailleurs la lutte armée qui dans toutes les parties du Kurdistan n'a apporté que malheurs et destruction de la population.

— La Turquie est touchée de plein fouet par la montée de l'islam comme force politique. Le Kurdistan turc l'est-il aussi?

— Ce risque existe d'autant plus que les autorités ont encouragé l'islamisme comme antidote au nationalisme kurde laïc, un peu à l'instar d'Israël qui pendant des années a encouragé le Hamas pour affaiblir l'OLP. Lors des élections municipales de mars 1994, le Parti prokurde de la démocratie (LEP) a été empêché de se présenter au scrutin. Comme le vote est obligatoire, les mairies kurdes sont tombées aux mains des islamistes avec des scores bien faibles. Mais le pour-

7

②4 HEURES

MERCREDI
5 AVRIL 1995

**TANSU CILLER
CRITIQUE
L'ALLEMAGNE**

Le premier ministre turc, Tansu Ciller, a réaffirmé hier le droit de la Turquie à se défendre et a fermement critiqué, sans la citer

nommément, l'Allemagne qui exige la non utilisation des armes allemandes dans l'opération turque contre le PKK dans le nord de l'Irak.

rissement de la situation actuelle, l'absence d'alternative kurde légitime, pourraient finir par pousser les Kurdes dans l'aventure islamiste. Alors, toute la Turquie basculera et l'Occident, comme dans le cas de l'Iran, n'aura compris la leçon que trop tard.

— **N'est-ce pas un peu difficile pour vous de défendre la cause d'un peuple martyr alors que dans le même temps, les Kurdes en Irak sont en train de s'entretuer.**

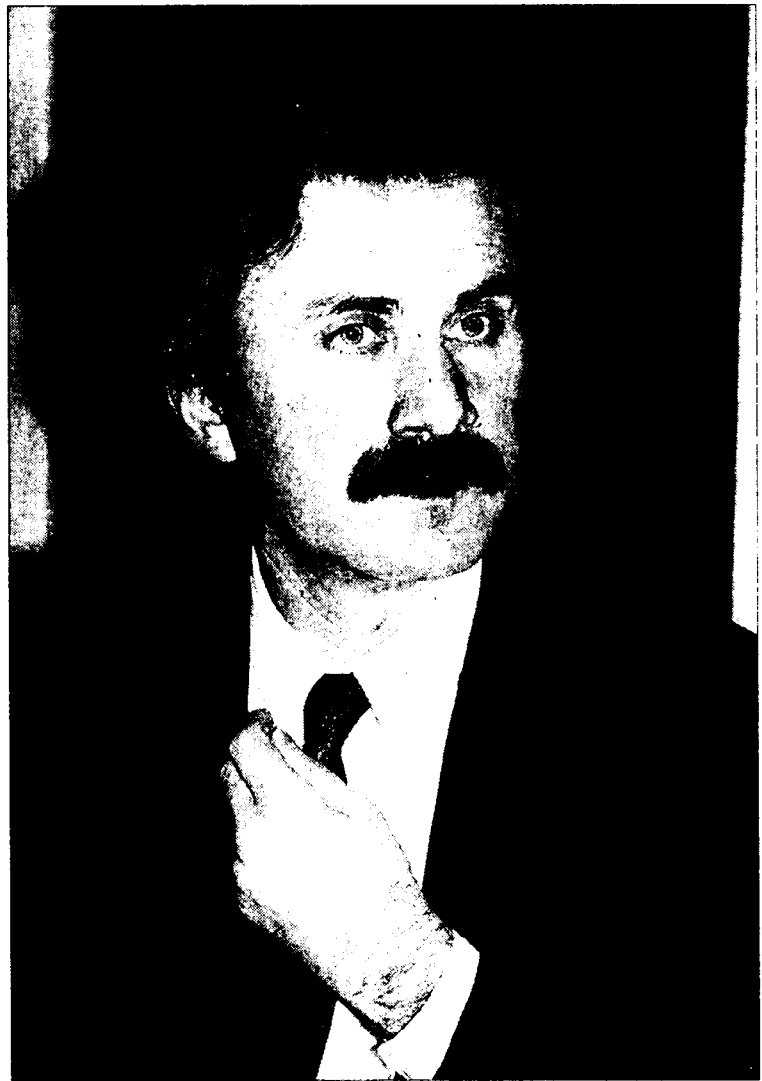
— J'avoue que c'est difficile. Mais j'ai toujours défendu et je continue à défendre la cause de la population civile victime de la guerre, de massacres, de déportations, pas celle des partis politiques kurdes. En disant cela, je ne dédouane en rien les chefs des principaux partis kurdes qui semblent sombrer dans leurs vieilles querelles. La misère assure rarement la paix des ménages.

— **Le PDK de Massoud Barzani aide l'armée turque dans sa lutte contre le PKK. N'est-ce pas navrant?**

— Si cela était confirmé, ce serait navrant. Mais en octobre 1992 les forces du PDK et de l'UPK avaient lancé ensemble des opérations militaires visant à déloger les bases du PKK des zones frontalières afin de ne pas fournir d'alibi à des incursions turques dans le Kurdistan irakien. L'armée turque était intervenue néanmoins pour «parachever» le nettoyage. A moins de s'exposer à l'occupation de leur territoire par les armées turques et iraniennes, les Kurdes d'Irak ne peuvent pas se permettre de laisser les combattants kurdes des Etats voisins mener des actions militaires à partir du Kurdistan irakien. C'est la dure loi de la géopolitique et du rapport des forces régionales.

— **La fragile «autonomie» du Kurdistan irakien est-elle maintenant menacée?**

— Oui, très gravement. Que peut faire une administration sans police, sans armée pour rétablir l'ordre et assurer la sécurité des citoyens qui dans leur immense majorité sont opposés à



Kendal Nezan se montre très critique à l'égard de l'Union européenne.

EPA

cette guerre fratricide.

— **Quels types de relations, les Kurdes devraient-ils entretenir avec les différents Etats de la région?**

— A la suite de septante-deux ans de guerre, le Kurdistan, qui avec ses richesses aurait pu être la Suisse du Moyen-Orient, est devenu une terre de désolation. Dans un ordre international idéal, on devrait, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, organiser un référendum sous l'égide de l'ONU pour permettre

à la population kurde de se prononcer enfin sur son destin. Mais cet ordre n'existe pas. Le Droit international n'est invoqué que pour des pays riches comme le Koweït. Dans ce contexte, les Kurdes revendiquent le droit de vivre sur leurs terres ancestrales, de conserver leur identité, leur culture, de jouir dans le cadre des frontières existantes d'une certaine autonomie.

Propos recueillis
par Philippe Dumartheray □

Wednesday April 5, 1995

Demirel: Western states condemn terrorism but not the terrorists

'Nobody asks how the weapons used by PKK were obtained, who financed them and how they were brought to the area'

By Inur Çevik
Turkish Daily News

BUENOS AIRES- President Süleyman Demirel complained this week that Western countries condemn terrorism but are reluctant to condemn terrorists and says this is a contradiction which hurts Turkey.

The president, speaking to the Turkish Daily News and daily Milliyet in a special interview on the first day of his official visit to Argentina, said the current Turkish military operation in northern Iraq is not against a territory but against armed bandits who are stationed in a land and that the Turkish forces are conducting their mission within a program and will be withdrawn.

The president said the military operation "has been blown out of proportion" both at home and abroad, hinting that the government had exaggerated the aims and the scope of the mission while some Western countries had made needlessly harsh reactions.

"This [the military incursion into northern Iraq] is a border security operation and nothing else," the president stressed. He said the incursion is just a part of the overall Turkish campaign against separatist terrorists.

The president said: "The military operation is not aimed at northern Iraqi territory but was against the armed bandits who are stationed in that land. It is not an invasion but it is an anti-terrorist operation. It is not a crossborder operation to gain land but it is operation against those who are on the other side of the border. We would not have launched such an operation if those bandits were not stationed at the other side of the border."

Demirel said the operation in northern Iraq is covering a border area 378 kilometers long and 40 kilometers deep. Soldiers are operating in mountains as high as 1,800 meters to 2,600

meters, "The mountains are full of arms depots and logistic materiel. All these are used to kill civilians and soldiers in Turkey."

"All we are doing now in northern Iraq is to incapacitate a band of terrorists," Demirel added.

The president said that, in international law terms, what Turkey has done in northern Iraq is called "state of necessity."

"After the Gulf war northern Iraq turned into a no man's land. The PKK [the clandestine Kurdistan Workers' Party] flourished there. The West expelled Iraq out of Kuwait but created a greater mess in Iraq itself. Iraq was left out of the international community, it is now facing the threat of disintegration and northern Iraq is in shambles. In August of 1991 I told Bush in Istanbul that the situation in Iraq was an impasse."

Demirel strongly denied the military operation in northern Iraq had targeted civilians. "The people of northern Iraq are our brothers. They are the relatives of our own people. We invited the Provide Comfort force to protect them. We wanted a deterrence to protect them. Let no one forget this."

Demirel insisted that the Western countries are mixing up terrorism and the Kurdish issue in Turkey. "We do not have a Kurdish problem in Turkey but we do have a terrorism problem. We have citizens of Kurdish origin who say they are Kurds and who are loyal people to the state. They go about their duties and serve as good citizens. Those who undertake

terrorist activities are not representatives of these people."

The president said those in the West who try to fan ethnic separatism in Turkey should remember that one day this could turn against them and they, too, could suffer very badly from ethnic problems.

In a bitter tone the president said the Western countries condemn terrorism but do not condemn the terrorists. "They [the Western countries] unenthusiastically condemn terrorism but they do not say they condemn the terrorists."

"This creates the impression that they do not want us to touch the terrorists. They do not say this openly but their actions and statements suggest such an attitude. This kind of contradiction has been going on for the past three or four years."

"I feel this is a great injustice committed against Turkey. We cannot tolerate suggestions that will lead to its disintegration," he said.

"No one should expect any moves from Turkey that will be regarded as a concession to terrorists," he warned.

The president complained that no one in the West "asks how the terrorists [PKK] obtain their weapons, who finances them and how these weapons are shipped to the area. This is what they have to ask. These are the weapons which kill innocent civilians, which kill teachers."

Turkish Leader Fires at Critics of Iraq Invasion

By John Pomfret
Washington Post Service

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller lashed out Tuesday at foreign critics of her country's invasion of northern Iraq and questioned the loyalty of Turkey's NATO allies, particularly Germany.

"We have one thing to say to those who threaten us about using their arms when they should be standing by us: We will use our right to defend ourselves under any circumstances," a testy Mrs. Ciller thundered to members of her conservative parliamentary faction. "You can keep your weapons."

The outburst was an allusion to Germany, which froze military aid to protest the push of 35,000 troops into northern Iraq on a mission against separatist Kurds.

Turkey's new foreign minister, Erdal Inonu, got a cold reception Monday in Germany when he refused to specify a date for Turkey's withdrawal. He was to travel next to the United States.

Mrs. Ciller's statement was the latest in a series of irritable pronouncements from the Turkish government about its operation in northern Iraq.

The incursion began before dawn on March 20 in an effort to wipe out a Turkish Kurd separatist group, the Kurdish Workers Party, or PKK, which has used the lawless, forbidding region as a base for attacks on Turkey.

Significantly, Mrs. Ciller also did not set a date for the withdrawal of the Turkish troops, although Turkish press reports have speculated that the pullout could begin before Mrs. Ciller meets with President Bill Clinton in Washington on April 18.

The United States has waffled in its reaction to the Turkish operation. Initially, it said it understood the Turkish attack. Then Secretary of State Warren M. Christopher raised concerns about human rights violations and called for a speedy withdrawal.

After that, however, a State Department spokesman called the incursion "legal."

Western European powers, particularly Germany and France, have been more consistently critical of Turkey's invasion, citing worries that Turkey was planning to establish a buffer zone in northern Iraq and that its troops would com-

mit human rights violations against civilians in the area.

Germany's foreign minister, Klaus Kinkel, warned Monday that a customs union between Turkey and the European Union, long sought by Mrs. Ciller's government, might fail to win approval in the European Parliament this fall if the operation continued much longer.

Reports from northern Iraq on Tuesday said that seven Iraqi Kurdish shepherds had been found dead and that relatives and Kurdish officials had blamed Turkish troops.

While only two Kurds have been confirmed killed by Turkish soldiers, a senior Western diplomat said he believed the total number of fatalities was "in the tens, perhaps more."

He stressed, however, that the main human rights problem was not the killing of civilians but the forced evacuation of Iraqi Kurdish villages by Turkish soldiers.

U.S. Warns Saddam Over Breaking Ban On Weapons

Clinton and Major Vow To Continue Efforts to 'Contain Iraqi Threat'

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President Bill Clinton said Tuesday that Iraq may be regaining the ability to build "weapons of mass destruction" and that the United States and Britain were determined to oppose any such development.

Mr. Clinton, at a news conference with Prime Minister John Major of Britain, said the two "vowed to continue working together to contain the Iraqi threat to stability in the Persian Gulf region."

"We are deeply concerned that Saddam Hussein could be regaining the ability to build weapons of mass destruction," Mr. Clinton said.

Iraq is under United Nations sanction to stop building weapons of mass destruction under terms of the truce that ended the 1991 Gulf War.

So far, United Nations officials in the region estimate that the Turkish thrust 40 kilometers (25 miles) into Iraq has roused 15,000 Iraqi Kurds from their homes.

Mrs. Ciller made her statement as Foreign Ministry officials and military officers began to spell out what type of solution they were seeking to their country's security problems in northern Iraq.

A Foreign Ministry delegation left to meet Iraqi Kurdish leaders to find a solution to the vacuum created in northern Iraq by the collapse of Baghdad's authority and the fighting among the two main Iraqi Kurdish factions there.

The U.S.-led Operation Provide Comfort has protected Kurds in that region from the

Iraqi leader, Saddam Hussein, since the Gulf War ended in 1991.

Ozdem Sanberk, Turkey's deputy foreign minister, said his country wanted to see Iraqi Kurdish forces take responsibility for the border region.

Military officers added that Turkey could provide the Iraqi Kurdish factions with materials to build border posts, as well as with other incentives to man the border.

Turkey adopted a similar approach to the Iraqi Kurdish factions in late 1992 after sending 20,000 Turkish soldiers into northern Iraq.

Agreements then broke down because the Kurds failed to provide men to patrol the border and the Turkish Army reneged on its promises to build observation posts, Western diplomats said.

Mr. Clinton stressed that he had no hard evidence that Iraq was in fact building weapons of mass destruction. He said, however, that such suspicions were fanned by the fact that UN inspectors had not been given full, unfettered means of ensuring that it was not doing so.

"The U.S. position, which the United Kingdom has supported and for which I am very grateful, is that we should not relax these sanctions until there is full compliance with the resolutions," Mr. Clinton said. "They are carefully worded resolutions."

Mr. Major, who visited Mr. Clinton at the White House to review a variety of mutual interests, said he agreed fully with what the president said on the Iraq issue.

Secretary of State Warren M. Christopher, meanwhile, said the United States had evidence that Iraq was trying to develop offensive biological weapons.

"We now have strong evidence that Iraq is conducting a large program to develop biological weapons for offensive purposes," Mr. Christopher said in a speech to the Anti-Defamation League, a Jewish civil rights group.

He charged that Iraqi officials, confronted with the evidence, "continue to dissemble and lie."

But Mr. Christopher's strongly worded statement was clouded later by confusion over whether he was referring to old or new evidence of a biological weapons program.

A printed text of his remarks issued later by the State Department said that there was evidence Iraq "was conducting" such a program, implying that it is no longer doing so. But it was unclear whether Mr. Christopher misread his speech or deliber-

ately changed it.

A State Department spokesman, David Johnson, asked to explain the different versions, left it ambiguous.

"My understanding is that this is evidence that we believe that they have been engaged in a biological weapons program," he told a news briefing.

He said the evidence to which Mr. Christopher referred was gathered by Rolf Ekeus, head of a UN commission to ensure that Iraq is dismantling means of building weapons of mass destruction.

Mr. Ekeus said last week after a visit to Baghdad that Iraq had failed to account for imported materials known as "growth media" that can be used to make anthrax and other biological weapons.

On another subject, Mr. Clinton and Mr. Major declared that their countries had largely patched up recent differences. Seeking to put the best face on their rift over Northern Ireland, the two acknowledged that some disputes were inevitable.

Asserting that the trans-Atlantic relationship is fundamentally healthy, Mr. Clinton said, "It is honest and open and endures occasional disagreements, but the agreements are far more numerous and should be shaping the matters of our relationship."

The relations took a serious turn for the worst last month when President Clinton, scorning Mr. Major's recommendations, invited Gerry Adams, head of the Irish Republican Army's political wing, to the White House and allowed him to do fundraising in the United States.

(Reuters, NYT)



Le monde en bref

KURDISTAN IRAKIEN

Trois Turcs tués par la foule

☐ Trois Turcs et cinq Kurdes irakiens ont été tués par balles lorsqu'une foule de Kurdes en colère a attaqué un véhicule du Croissant rouge turc près de Dohouk dans le nord de l'Irak. L'incident s'est produit alors que plus de 200 villageois se rendaient aux obsèques de sept bergers kurdes tués et mutilés selon eux par des soldats turcs. C'est la première fois que des civils kurdes irakiens attaquent ouvertement les Turcs, depuis qu'Ankara a lancé l'opération militaire contre les séparatistes du PKK dans le nord de l'Irak. L'Union européenne a réitéré hier sa demande d'un « retrait des troupes turques dans les plus brefs délais ».

Le Figaro — 6 avril 1995

Libération — 6 avril 1995

Une première bavure turque en Irak

Trois soldats turcs et quatre civils kurdes ont été tués près de Dohouk.

Ankara, envoyé spécial

De graves incidents ont fait hier sept morts dans les territoires d'Irak du Nord occupés par l'armée turque alors que l'Union européenne a réitéré sa demande « d'un retrait dans les plus brefs délais » des troupes d'Ankara. L'opération « Acier », entrée dans sa troisième semaine, commence à dérapier dans des affrontements avec des civils kurdes irakiens. Pour la première fois depuis l'intervention de 35.000 soldats turcs, le 20 mars, pour nettoyer les bases des rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) au nord de l'Irak, trois Turcs et quatre Kurdes ont été tués par balles près de Dohouk alors qu'une foule en colère attaquait un véhicule du Croissant-Rouge turc.

Quelque 200 villageois se rendaient en autobus aux funérailles de sept de leurs

parents, dont un enfant de 13 ans, trouvés morts dans la montagne. Une « bavure » qui serait à imputer, selon les autorités locales, à des soldats turcs. La foule désarmée, selon le témoignage d'une collaboratrice locale de l'AFP, a entouré le véhicule et l'un de ses occupants, pris de peur, a ouvert le feu. Les miliciens du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, qui ont le contrôle de cette zone, ont difficilement réussi à rétablir le calme. L'intervention turque dans cette bande de 40 kilomètres de profondeur tout au long des 250 kilomètres de frontière, n'avait apparemment jusqu'ici causé que très peu de pertes involontaires aux populations civiles. L'assassinat des 7 bergers, quoique nié par les autorités turques, qui en accusent le PKK, et les incidents d'hier ne peuvent que faire monter la tension. La position d'Ankara vis-à-

vis de ses alliés occidentaux devient ainsi de plus en plus difficile alors que le ministre des Affaires étrangères, Erdal Inonu, socialiste, continue sa tournée d'explication arrivant aux Etats-Unis après avoir quitté Bonn sans convaincre. « Les pays alliés doivent, entre eux, comprendre leurs problèmes respectifs. Cette opération vise seulement à nous défendre, comme le permet la loi internationale », répétait le ministre turc. Son homologue allemand Klaus Kinkel a exigé à nouveau « un retrait dès demain si possible ». La troïka européenne (France, Allemagne, Espagne) est revenue hier à la charge, exigeant au nom des Quinze « le retrait des troupes turques dans les plus brefs délais ». Venu à Ankara le 23 mars dernier, les ministres des Affaires étrangères de ces pays avaient mis en garde les autorités turques sur les

risques d'une remise en cause du traité d'Union douanière, signé le 6 mars, qui doit encore être ratifié par le Parlement européen. Face à cette levée de boucliers, le Premier ministre conservateur Tansu Ciller continue de répéter que l'opération continuera tant que ses objectifs n'auront pas été atteints. Mais, dimanche, dans une interview au grand quotidien populaire *Sabah*, le général Hasan Kundacki, responsable de l'opération « Acier », affirmait que « le plan destiné au retrait, mais aussi à empêcher de nouvelles infiltrations terroristes, était prêt » sans donner plus de précisions. Le bilan de cette intervention, la plus massive des six déjà effectuées par l'armée turque dans cette zone, reste toujours aussi maigre: à peine 300 combattants du PKK tués et 26 soldats turcs ●

MARC SEMO

Les tentatives de démocratisation de la Turquie se heurtent toujours à de nombreuses résistances

Divisées entre « puristes » et « rénovateurs », les autorités d'Ankara ne parviennent pas à consolider des libertés balbutiantes

A l'heure où la Turquie frappe à la porte de l'Union européenne, le caractère anachronique de son système politique apparaît de plus en plus évident. Le maintien d'une législation oppressive, héritée du coup d'Etat militaire de 1980, rend aléatoire la promesse d'une modernisation démocratique. Si l'avenir réside, de l'avis quasi unanime, dans la façon dont le pouvoir parviendra à gérer les revendications identitaires – et principalement le problème kurde –, l'attitude de l'armée, principal pilier et gardien du kémalisme, reste une inconnue de taille au moment où la société civile montre de plus en plus de signes d'impatience

ISTANBUL

de nos envoyés spéciaux

« Démocratisation » : le mot est sur toutes les lèvres, dans un pays toujours sous l'emprise du kémalisme et qui affronte une série de graves crises politiques, sociales et économiques. Sur toutes les lèvres, y compris sur celles de la plupart des dirigeants qui auraient le pouvoir de mettre en route cette démocratisation mais manquent de courage ou de réelle conviction pour se décider à le faire. Quand l'arsenal répressif, dû à une Constitution issue du coup d'Etat militaire de 1980, sera-t-il jeté aux oubliettes ? Quand le pouvoir acceptera-t-il une modernisation, notamment politique et économique, réclamée par de larges pans d'une société en pleine mutation ? Si ces questions sont au centre de toutes les préoccupations, personne, ici, ne semble en mesure de leur donner une réponse.

« Tout peut arriver, y compris le pire, c'est-à-dire un durcissement du pouvoir », s'accordent à dire universitaires et journalistes, qui relèvent des mouvements contradictoires, mélange de blocages et de petits signaux de détente. C'est que, explique une universitaire soucieuse de garder l'anonymat, le pouvoir est double. Il y a, d'une part, un « noyau dur, avec aucune assise au sein de la société, mais qui reste encore très puissant ; il est composé de ceux que l'on pourrait désigner comme les « puristes » du kémalisme et qui se considèrent comme les gardiens de l'orthodoxie et pour lesquels rien ne doit bouger ». En face, se situent les « rénovateurs », prêts à faire un bond en avant pour débarrasser le système politique de certains de ses oripeaux les plus archaïques. Mais ces « rénovateurs », relève-t-elle, sont « timides et ont raison de ne pas trop se manifester », étant donné la force des « puristes », qui sont, le plus souvent, d'un âge avancé.

Cette timidité se manifeste en une valse-hésitation des dirigeants, qui alternent déclarations radicales et progressistes, petites phrases et longs silences, ouvertures et rétractations. Les Turcs

ont noté, et ils en tont volontiers un sujet de moquerie, une nette propension chez leurs dirigeants à nuancer leur discours selon qu'ils sont à Ankara ou à l'étranger. Le premier ministre Tansu Ciller a ainsi, à plusieurs reprises, fait des déclarations allant dans le sens d'une ouverture à l'égard des Kurdes, avant de retirer ses propos à son retour au pays, une démarche interprétée comme le résultat d'une réprimande de la part des plus « durs » du régime.

Quant au président Suleyman Demirel, vieux routier de la droite, sept fois premier ministre, il a fait part de sa volonté de proposer, lors de l'ouverture de la session parlementaire en septembre, un nouveau « projet étatique » pour définir les relations entre l'Etat et la population. Ce nouveau modèle, qui introduirait les notions de démocratie et d'islam dans la définition de l'Etat, entraînerait une véritable révolution, car elle impliquerait la reconnaissance et la mise en œuvre de deux éléments contradictoires avec les principes de base du kémalisme – qui tient toujours le haut du pavé en Turquie –, à savoir le libéralisme et la compatibilité entre la laïcité de l'Etat et les aspirations musulmanes d'une majorité de la population. Reste à savoir si M. Demirel, qui a commis cette incartade lors d'un voyage à Copenhague en mars, ira jusqu'au bout de son projet. Sa reconnaissance de la « réalité kurde » en 1991, n'avait pas été suivie de résultats concrets.

Ces blocages apparaissent d'autant plus manifestes que, parallèlement, la société montre de plus en plus de signes d'impatience. Il n'est que de voir la multiplication des critiques, des débats, impensables il y a encore quelques années, qui transparaissent dans la presse, écrite ou audiovisuelle. Face à ces craquements – sans compter les incidents, parfois sanglants, qui émaillent la vie politique turque, comme ceux du quartier istanbulite de Gazi, en mars, qui ont causé la mort de plus de vingt personnes –, la seule évolution relevée dans les cercles politiques est essentiellement « discursive ». Mais la population, sans attendre les politiciens, adopte ces nouveaux concepts qui, une fois exprimés, font avancer le débat puisqu'ils représentent une reconnaissance implicite de la nécessité de dépoussiérer un système totalement sclérosé et incapable de faire face à l'évolution de la société.

Cette société civile s'éveille, remet en question les certitudes inculquées depuis des décennies et se rebiffe contre un Etat, présenté depuis soixante-dix ans comme seul juge de ce qui est bon ou

Les critiques et débats, impensables il y a encore quelques années, se multiplient dans la presse

mauvais pour le peuple et seul maître de sa destinée. D'autant que ce pouvoir a largement perdu de sa crédibilité par son incapacité, ou son manque de volonté, à régler des questions essentielles : le pays, avec une inflation de quelque 150 %, souffre d'une profonde récession et l'exemple le plus parlant de l'échec politique du pouvoir s'est manifesté dans le traitement de la question kurde.

Ce réveil de la société fait se réjouir certains universitaires et journalistes, qui veulent ainsi croire que « quelque chose bouge quand même ». Reste que cela met d'autant plus en lumière le caractère anachronique du système. Ainsi en est-il, à l'heure où la Turquie frappe à la porte de l'Union européenne, du maintien d'une législation oppressive, directement héritée du coup d'Etat militaire de 1980, qui, par le biais d'une « loi antiterroriste » au champ très large, donne des pouvoirs exorbitants à l'appareil policier, largement pénétré par l'extrême droite. Ainsi en est-il également des interdictions qui pèsent sur les fonctionnaires, mis dans l'impossibilité d'exercer la moindre activité politique ; ce qui a pour résultat, par exemple, d'exclure de la vie politique tous les universitaires – employés par l'Etat – et les oblige à quémander l'autorisation de leurs autorités de tutelle pour adhérer à la moindre association, ne serait-ce que de pêche ou d'alpinisme...

Après ce que tout le monde ici a perçu comme une bouffée d'oxygène et la promesse d'une modernisation démocratique (même lente) de la Turquie – le passage au pouvoir de Turgut Ozal, décédé il y a tout juste deux ans –, chacun a ressenti comme un couvercle qui se refermait et constaté un retour à la stagnation. Face au « noyau dur » kémaliste, il ne reste plus que des « rénovateurs » très discrets, qui tentent, selon le mot d'un universitaire d'Istanbul, de jouer un rôle de « taupe », le rapport de force au sein du pouvoir leur étant pour l'instant défavorable, malgré leur supériorité numérique. Ces rapports de force obligent, par exemple, le premier ministre, Tansu Ciller, à composer à chaque instant avec les radicaux,

dont bon nombre sont au sein même de son parti, « *partagée*, dit une universitaire, *entre les « pu-ristes » et les « rénovateurs »* ».

L'avenir ? Il réside, de l'avis quasi unanime ici, dans la façon dont le pouvoir parviendra – ou pas – à gérer les tensions, comme celles qui opposent (avec la montée de l'influence musulmane) les laïcs aux non-laïcs. Il dépendra surtout de sa capacité à résoudre les crises qui secouent la Turquie ; à commencer par la question kurde, « *clef* » de toute évolution future

vers une démocratisation, vers un durcissement du régime ou vers un « *chambardement* » général, selon l'expression d'un journaliste. Intervient là une inconnue, dont la solution conditionne tout le reste : l'attitude de l'armée, principal pilier et gardien du régime kémaliste. Sa « *vigilance* » l'a déjà amenée à prendre directement le pouvoir par trois fois en trente-cinq ans (1960, 1971 et 1980). Si les avis sont partagés sur son désir de rééditer ces expériences, tout le monde s'accorde à

déceler certains changements et à retrouver, en son sein, un clivage entre « *modernistes* » et « *archaïques* ». Tous les regards sont, à cet égard, tournés vers un homme : le général İsmail Karadayı, le chef d'état-major, en qui nombre d'observateurs voient un « *technicien* » plus qu'un « *politique* ». Son rôle est d'autant plus décisif que la classe politique s'est déchargée du problème kurde sur les militaires. Or l'enlèvement de l'armée dans des opérations à propos desquelles la population se

pose de plus en plus de questions met incontestablement en péril sa crédibilité.

Si les intellectuels d'Istanbul semblent plutôt optimistes, malgré les blocages actuels, quant à l'évolution du régime, chacun s'attend à « *passer encore de durs moments* » et, notamment, à assister à de nouvelles « *provocations* » en vue de faire échouer les tentatives de démocratisation.

Yves Heller
et Nicole Pope

Les curieux rapprochements entre Moscou et Ankara

La guerre menée par la Russie en Tchétchénie et l'offensive turque contre les Kurdes obligent les deux pays à se ménager

POUR MOSCOU, l'offensive de l'armée turque contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au nord de l'Irak tombe à point nommé. Engluée depuis quatre mois dans une guerre contre ses indépendantistes tchéchènes, la Russie, maintes fois critiquée par Ankara pour ses « *atrocités* » en Tchétchénie, est aujourd'hui trop heureuse de lui retourner le compliment en lui recommandant d'« *éviter les pertes de civils innocents* », estimant que l'opération turque « *dépasse les limites* ».

Ce nouveau tournant des affrontements entre Turcs et Kurdes, outre qu'il permet à la Russie de faire oublier la poursuite de sa sale guerre sur les contreforts du Caucase, pourrait, en fait, contraindre Moscou et Ankara à mettre un bémol à leurs tensions. « *Real-politik* » oblige.

Si l'époque soviétique avait été un moment exceptionnellement paisible pour les relations russo-turques, l'avènement, en 1985, de la *perestroïka*, qui sonnait pour l'Occident la fin de la guerre froide, allait précipiter les deux ennemis héréditaires, au passé jalonné par treize guerres, dans une nouvelle période de turbulence.

En 1994, alors que Moscou supporte de plus en plus mal les velléités d'Ankara de s'imposer dans une Asie centrale et une Transcaucasie, libérées de la domination soviétique, Ankara dénonce la politique impérialiste de sa rivale. En juin, le général Güres, alors chef d'état-major, vilipende la « *menace sérieuse* » que constitue « *l'expansionnisme russe* », et le premier ministre turc, Tansu Ciller, s'insurge contre « *la tendance de la Russie à s'ériger en seul protecteur de la Transcaucasie contre le reste*

du monde ».

SUSCEPTIBILITÉ MALADIVE

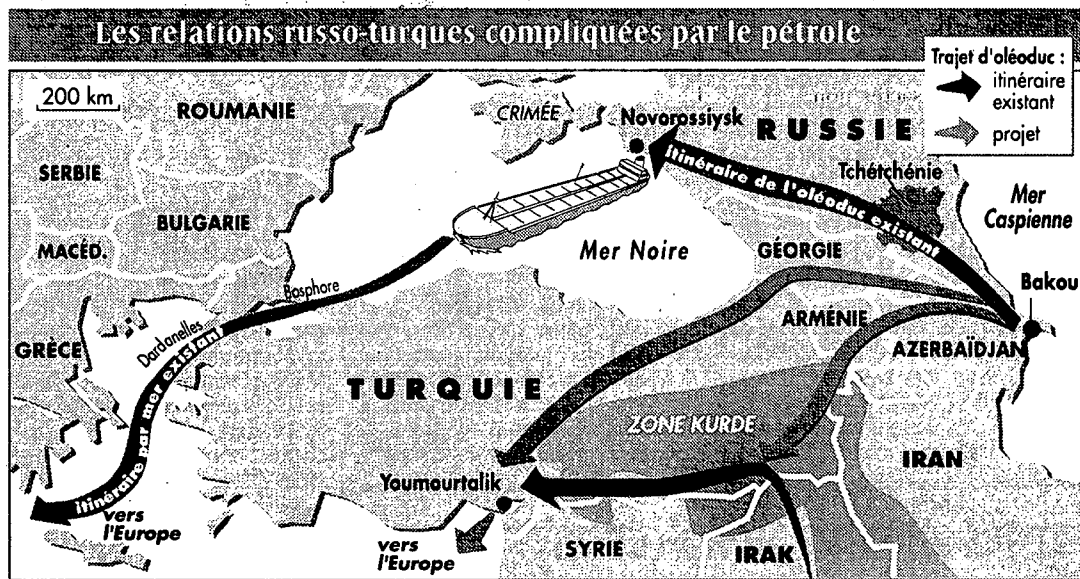
Les intérêts en jeu ne sont pas que politiques. Une nouvelle réglementation turque limite, depuis juillet 1994, le passage des pétroliers russes par le détroit du Bosphore et des Dardanelles, une des principales voies d'acheminement des hydrocarbures russes depuis le port de Novorossiysk sur la mer Noire. La rivalité pétrolière se joue aussi en Azerbaïdjan. Cette ancienne république soviétique a signé en septembre 1994 un contrat pétrolier avec un consortium de compagnies occidentales, dont British Petroleum et Amoco, portant sur l'exploitation d'une réserve estimée à 4 milliards de barils. La grande inconnue reste pour le moment le trajet qu'empruntera le pétrole de Bakou. Sera-t-il acheminé par la Russie, via la Tchét-

chénie, ou par la Turquie, via la Géorgie ou l'Arménie ?

Tout, à Moscou, est prétexte au discours antiturc. Ainsi, la très nationaliste *Pravda* dénonçait en juillet 1994 « *les hordes de paysans anatoliens en haillons* » chargés des travaux de rénovation du siège de la Douma. « *Pourquoi a-t-on fait appel à des Turcs, membres de l'OTAN, donc ennemis de la Russie, pour réparer nos bâtiments stratégiques alors que n'importe quelle société russe aurait fait l'affaire ?* », interrogeait le journal.

La question de la représentation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la capitale russe est un boulet de plus dans les relations entre les deux pays. Brava ! La susceptibilité maladive des autorités turques sur tout ce qui a trait à la question kurde, Moscou arbrite depuis 1993 une représentation du PKK.

En toute logique, la guerre en Tchétchénie aurait dû envenimer les choses. Pourtant, si la Russie accuse constamment Ankara de fournir armes et volontaires aux rebelles tchéchènes, les contacts entre responsables russes et turcs n'ont jamais été aussi fréquents que depuis le début de l'intervention militaire russe. Tandis que le ministre turc de l'intérieur, Nahit Mentese, affirmait, lors d'un séjour à Moscou, en février, que la guerre en Tchétchénie « *était une affaire intérieure de la Russie* », Sergueï Stepachine, le chef du contre-espionnage russe, déclarait, un peu plus tard à Ankara, que « *la Russie ne saurait permettre sur son sol aucune activité terroriste susceptible de mettre en péril l'intégrité territoriale de la Turquie* ». Ces échanges d'amabilité ont été scellés par un accord entre les services secrets des deux pays sur la coopération en matière « *de lutte contre le terrorisme* ». L'opinion publique turque, forte d'une communauté de 15 millions de personnes originaires du Caucase, a bien essayé de se mobiliser pour soutenir les « *frères tchéchènes* ». Mais c'est sans ménagement que les forces



de l'ordre ont réprimé une manifestation organisée à Istanbul par des Turcs d'origine tchéchène. Devant l'indignation générale, on limogea le responsable des forces de l'ordre : « Je croyais que c'était encore des Kurdes, je ne pouvais pas savoir qu'ils étaient Tchéchènes », expliqua ce dernier pour se justifier.

DE NOMBREUX POINTS COMMUNS

Les deux pays n'ont pas que des contentieux. De nombreuses sociétés turques, notamment les spécialistes du bâtiment Enka et Alarko, sont aujourd'hui bien implantées en Russie. Elles ont bénéficié de nombreux marchés de rénovation de bâtiments officiels dans la capitale russe, dont la remise à neuf de la « Maison Blanche » détruite en octobre 1993 lors de la rébellion des parlementaires. D'autre part, les ventes d'armes russes sont nécessaires à la Turquie, qui, depuis 1993, a in-

tensifié sa guerre contre la minorité kurde du Sud-Est anatolien, soupçonnée de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les deux pays ont, en plus, bien des points communs, notamment dans cette manière, bien à eux, de souffler le chaud et le froid dans leurs relations avec les démocraties occidentales : tandis que la Russie, à la veille de la signature de l'accord de partenariat commercial avec l'Union européenne et de l'attribution d'un important crédit du FMI, envoie 40 000 soldats en Tchétchénie, la Turquie a pour sa part attendu la confirmation du projet d'union douanière avec l'UE pour lancer une offensive de grande envergure contre le PKK.

Mais si la Turquie offre à l'Europe le visage d'une démocratie de plus en plus présentable, elle sait aussi habilement jouer sur la fibre nationaliste en Transcaucasie. Ainsi le colonel Türkes, chef de l'orga-

nisation d'extrême droite « Les loups gris », est de tous les voyages de M. Demirel, le président turc, en Azerbaïdjan. En Asie centrale et dans les républiques musulmanes de la Fédération de Russie, Ankara joue la carte turcophone. Ainsi, des imams turcs sont régulièrement envoyés par le Refah (Parti de la prospérité, de tendance islamiste) en Bachkirie, une petite République de la Fédération de Russie, peuplée de musulmans.

Une nouvelle donne se dessine actuellement en Transcaucasie, notamment en Azerbaïdjan et en Arménie. Encouragées par la mise à l'écart du parti nationaliste arménien Dachnak, la Turquie et l'Arménie esquissent un semblant de rapprochement. Alors qu'aucune solution n'est en vue dans le conflit du haut Karabakh, cette enclave située en Azerbaïdjan mais peuplée en majorité d'Arméniens, l'acheminement du pétrole de Bakou par le territoire arménien

pourrait, estiment certains, constituer une monnaie d'échange à la restitution par les Arméniens des territoires qu'ils occupent en Azerbaïdjan.

Les relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan – « deux Etats, une nation », dit-on – ont pris une tournure inattendue. Si l'Azerbaïdjan vient de satisfaire la Turquie en lui cédant 5% de sa part dans le consortium pétrolier, l'arrestation récente d'un citoyen turc impliqué dans la tentative de coup d'Etat perpétrée à Bakou en mars 1995 pourrait assombrir les relations entre les deux pays frères. La presse turque soutient qu'il s'agirait d'un proche de M. Demirel. « Y a-t-il un problème entre l'Azerbaïdjan et nous? », interrogeait récemment le quotidien turc *Milliyet*. Du pain bénit pour Moscou.

Marie Jégo

metro

TORS DAG 6 APRIL 1995

Turkiet dödar civila i jakten på PKK

Finska journalisters bevismaterial beslagtogs

De turkiska myndigheterna anhöll på onsdagen två finländska radio- och TV-journalister som återvände från krigszonen i norra Irak.

Samtidigt tog de turkiska säkerhetsstyrkorna journalisternas pass. De beslagtogs också deras material, som uppges innehålla ofördelaktiga bilder från den turkiska militärens operationer mot kurderna i norra Irak – bl a bilder på färaherdar som blivit dödade.

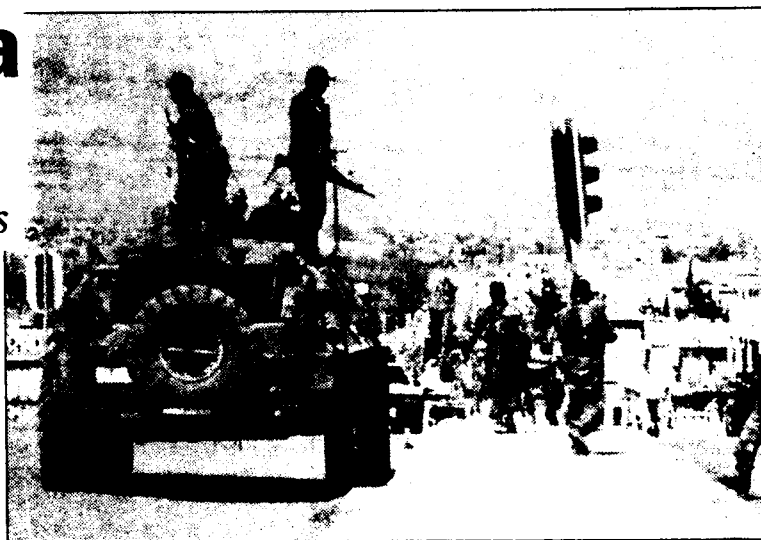
Det började i tisdags kväll då de två journalisterna, Tom Kankkonen och Leena Reikko utsända av det statliga radio- och TV-bolaget Rundradion (YLE), återvände från krigszonen i norra Irak till staden Diyarbakir i östra Turkiet.



Leena Reikko och Tom Kankkonen.

Då de skulle fortsätta sin resa från Diyarbakir till Istanbul genomletade säkerhetsstyrkorna deras bagage och beslagtogs deras videokassetter.

De två journalisterna kallades till förhör på onsdagen. Där blev de anhållna samtidigt som de förklarade sina pass, berättade en talesman för Rundradion.



En turkisk konvoj övervakar den intagna staden Zakho i norra Irak.

– Videobanden visar fem döda färaherdar, som enligt lokalbefolkningen har dödats av de turkiska trupperna, berättade Tom Kankkonen före gripandet.

Turkiet har hittills ständigt påstått att militäroperationerna

inte har krävt några civila offer.

Det statliga radio- och TV-bolaget har skarpt protesterat hos de turkiska myndigheterna. Finlands ambassad i Ankara och utrikesministeriet i Helsingfors är inkopplade. (TT)

D'ALEXANDRE ADLER

La stratégie dangereuse des généraux turcs

sur la légitimité d'un blocus renforcé de l'Irak. Comme les militaires turcs sont tout sauf ignorants de la politique internationale, il faut en conclure que leur action de force contre l'insurrection kurde intègre au moins partiellement ces données et produit une analyse claire – sinon juste – du contexte international. En posant le problème du PKK, la Turquie attaque implicitement la politique américaine de sauvegarde d'un réduit kurde en Irak et d'appui au régime ennemi d'Assad en Syrie, que Washington veut à tout prix engager dans une normalisation des relations avec Israël. L'état-major turc, qui a traité avec l'armée irakienne, qu'il espère ramener à ses côtés en cas d'affrontement avec Téhéran, envoie un message sans ambiguïté aux Américains : nous sommes vos véritables alliés et vous devrez nous suivre exclusivement si vous voulez demeurer une grande puissance au Moyen-Orient et préserver l'Arabie Saoudite, qui vous tient tant à cœur. Ceci passe par un abandon des pleunicheries humanitaires sur le sort des Kurdes et un retour à des rapports plus normaux avec l'Irak de Saddam Hussein. L'effondrement de l'unité politique des Kurdes d'Irak entre factions rivales et les dangers de l'affirmation croissante des ambitions de Téhéran donnent à l'évidence de la force à ce point de vue réaliste et brutal.

Si les Occidentaux entérinent cette approche, leur risque est de se retrouver bientôt prisonniers d'une redoutable politique des blocs au Moyen-Orient. La Turquie, par son importance stratégique vitale, leur impose une logique d'alliances avec l'Irak de Saddam Hussein, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, les Républiques pro-turques de l'ancien espace socialiste, de l'Albanie jusqu'à l'Ouzbékistan, sans oublier nos chers Tchétchènes, provisoirement sacrifiés par Ankara à la réalpolitik eltsinienne. Un tel menu – qui rejetterait péle-mêle Russes et Indiens, tentés par une alliance de revers avec Téhéran, de même qu'il impliquerait que l'on traite par profits et pertes le problème kurde, celui des frontières arméniennes, celui de Chypre et la question démocratique dans le monde sunnite –, un tel menu est pour l'instant par trop indigeste pour des Occidentaux que la fin de la guerre froide garantit contre un abus des traitements globalisants à l'ancienne. Cela n'empêchera malheureusement pas une armée orgueilleuse et inquiète de respecter imperturbablement son agenda, au risque de déstabiliser irrémédiablement une Turquie à la démocratie déjà bien fragile, peut-être au profit d'un islamisme radical qu'elle entend précisément combattre.

On peut comparer l'opération turque dans le réduit kurde irakien au Politburo défiant l'Occident en Afghanistan en 1979

Depuis deux semaines, *Courrier international* suit les événements dramatiques survenus au cœur du Moyen-Orient avec l'invasion par l'armée turque du nord du réduit kurde irakien, à la poursuite des forces insurgées du PKK, le Parti des travailleurs kurdes de Turquie. Nous aurons certainement l'occasion d'y revenir très bientôt. En effet, en franchissant le Rubicon que représente la frontière irakienne, l'armée turque a déclenché un réalignement considérable de tous les centres régionaux de pouvoir. On peut comparer son geste à celui du Politburo soviétique décidant de défier l'Occident en Afghanistan, à la Noël de 1979.

L'armée turque, toujours choyée par l'OTAN, se pense depuis fort longtemps comme la dépositaire de l'intérêt national, contrairement aux pouvoirs civils, qui, à ses yeux, procèdent pour leur légitimité de son approbation tacite. Bien que cette doctrine soit explicitement liée à la volonté de maintenir l'intention réformatrice du pouvoir modérateur d'Atatürk, elle remonte en réalité aux origines mêmes de l'Empire ottoman, où les janissaires intervenaient en dernière instance par-dessus la tête des oulémas, qui avaient, à l'époque du califat, la légitimité apparente qu'ont aujourd'hui les politiciens issus du suffrage universel.

Aux yeux des généraux turcs, la politique que mène une coalition de fils de famille libéraux et d'intellectuels de centre gauche hypnotisés par le mirage européen est en train de faire faillite, au moment où le pays affronte une série d'épreuves géopolitiques. L'empire soviétique, en s'effondrant, a laissé à la Turquie une immense responsabilité historique, en tout premier lieu vis-à-vis de l'Azerbaïdjan turcophone et pétrolier, qui possède les clés de son passage au statut de grande puissance émergente. Le flot montant de l'islamisme, y compris en Turquie, où il menace l'intégrité de l'Etat laïc en remettant en cause le statut de la minorité alévie, risque de faire basculer le pays dans l'affrontement, pour le plus grand profit de l'Irak, qui redevient plus que jamais l'ennemi héréditaire. Quant à l'insurrection kurde, soutenue en sous-main par Téhéran, Damas et Moscou – pour ce dernier au moins tant qu'Ankara apportera son appui à l'insurrection tchétchène –, elle est vécue comme le catalyseur de tous les dangers, en ce qu'elle menace à la fois l'unité de l'Etat turc et sa laïcité depuis la percée du parti islamiste turc Refah dans les régions kurdes de Turquie. Dans cette occurrence, l'armée a imposé à un pouvoir civil – qui n'en peut mais – un assaut contre les bases du PKK en Irak, au moment même où aboutissait l'union douanière de la Turquie avec l'UE, et dans un contexte marqué par des polémiques croissantes entre Américains et Européens

COURRIER
INTERNATIONAL

6-12 AVRIL 1995

TURQUIE A chaque offensive contre le PKK, le régime annonce simultanément l'adoption de mesures censées être favorables aux Kurdes. Le quotidien *Hürriyet*, compréhensif envers le gouvernement, plaide pour que, cette fois, l'effet d'annonce n'en reste pas là.

“Réfléchissez, gentlemen...” L'opération turque au Kurdistan expliquée aux Occidentaux

Ertugrul Ozkok
HURRIYET - ISTANBUL

La restauration de l'Anatolie du Sud-Est” [le Kurdistan turc] constitue un chapitre du protocole qui vient d'être signé entre le Premier ministre Tansu Çiller et son nouveau vice-Premier ministre, Hikmet Cetin [d'origine kurde]. L'article 6 prévoit que “des mesures seront prises pour faire disparaître les obstacles, les limitations, les déficiences légales et matérielles qui entravent le développement et l'expression libre des particularités d'identité culturelle et ethnique des citoyens, dans un esprit d'intégrité nationale”.

Cet article, exprimé plus ou moins de la même façon, faisait déjà partie du programme du gouvernement précédent. Mais cette fois, la chose est bien différente. Son contenu a été enrichi et scellé par un accord verbal. En voici les points les plus importants :

- Liberté de créer des instituts dispensant un enseignement en kurde.
- Libéralisation des chaînes de télévision et des radios privées en langue kurde, la TRT, chaîne publique, continuant à diffuser en turc.
- Les noms des lieux et des personnes en langue kurde seront autorisés.

Cet accord verbal offre, pour la première fois, un terrain d'entente sérieux au sein du Parlement. Le président de l'ANAP [Parti de la mère patrie, opposition du centre droit], Mesut Yilmaz, avait récemment proposé plus ou moins les mêmes mesures depuis les Etats-Unis, où il était en visite. Le gouvernement n'a donc plus aucun prétexte pour faire obstruction à certains droits, comme une télévision ou un enseignement en kurde.

Si ce programme se réalise, l'un des plus grands obstacles qui se dressait devant la démocratisation du pays serait franchi. L'affaire a d'autant plus d'importance que les réactions de l'Occident à l'opération menée au nord de l'Irak risquent de se faire de plus en plus dures les prochains jours. Quand trois des ministres européens des Affaires étrangères [français, allemand et espagnol] étaient à Ankara, le leader du Parti républicain populaire

(CHP), Hikmet Cetin, leur a fait la mise au point suivante concernant l'opération dans le nord de l'Irak : “Je vous le dis tout à fait amicalement : pendant la guerre du Golfe, nous nous sommes placés de votre côté. Pourtant, nous n'avions aucun problème avec l'Irak. La guerre finie, vous êtes partis en nous laissant tout le fardeau économique*. Vous dites que le territoire où nous intervenons militairement est irakien. Alors levez l'embargo et supprimez le 36^e parallèle ! [Le nord de l'Irak jusqu'au 36^e parallèle est interdit aux vols de l'aviation irakienne.] Deuxièmement, il y a des leaders kurdes là-bas. Négociez avec eux ! Troisièmement, nous avons des renseignements sur l'existence de foyers terroristes. Venez les nettoyer, vous-mêmes !”

Au terme de la visite à Ankara des ministres de la troïka européenne, il était clair que les Occidentaux étaient surtout gênés par l'envergure de l'opération au nord de l'Irak. D'autant que cette image est constamment grossie par les déclarations des autorités turques – à commencer par M^{me} Çiller –, qui en font un point d'orgueil à usage intérieur. Il est très probable que la région sera bientôt l'objet d'une plus grande attention et que la question kurde pèsera d'un plus grand poids dans les agendas politiques. Chaque jour, sa dimension humanitaire sera un peu plus mise en avant. La pression augmentera sur la Turquie.

Le gouvernement doit désormais réfléchir à cette question avec un autre état d'esprit. Lorsqu'il s'occupe de l'aspect militaire, il doit aussi faire des pas concrets sur le terrain de la démocratie à l'intérieur de la Turquie. En fin de compte, le Nord irakien n'est pas les “Falkland de la Turquie”. Et les gens en face de nous ne sont pas des Argentins. Il ne peut donc pas être question pour nous de devenir la Dame de fer en les piétinant [allusion à la Dame d'acier, surnom donné à M^{me} Çiller]. Il serait plus sage et plus réaliste d'être une dame de fer en rétablissant la paix et en élargissant la démocratie. ●

* La Turquie réalisait la partie la plus importante de ses exportations avec l'Irak et percevait des taxes sur l'oléoduc acheminant le brut irakien vers le port turc d'Iskenderun. A cause de l'embargo, Ankara ne reçoit plus le pétrole déjà payé à travers cet oléoduc.

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI - 6-12 avril 1995

ÉDITORIAL

**Kurdes : le drame
créé par l'Occident**

C'était l'une des conclusions hâtives de la guerre du Golfe : la création, en Irak même, d'un refuge pour les Kurdes. Saddam Hussein avait tenté de les exterminer, rasant les villages et gazant femmes et enfants. Le dictateur n'aurait donc plus accès à la région nord de son pays. Désormais protégés par l'aviation occidentale, les Kurdes se gèreraient de manière autonome. Une belle idée mais, quatre ans après, un désastreux bilan. En faisant croire au peuple kurde qu'il avait réalisé son vieux rêve - un territoire, une volonté symbolisée par un gouvernement, bref, un Etat -, l'Occident l'a trompé. Volontairement privée de pétrole, la région autonome kurde survit uniquement grâce à l'aide humanitaire. Elle ressemble à un Etat, mais ce n'est pas un Etat. Plutôt un très grand camp... Crevant de faim, privés de perspectives, les Kurdes s'entre-tuent aujourd'hui dans leur réserve humanitaire. Saddam, bien sûr, jette de l'huile sur le feu. Et l'armée turque n'a aucun scrupule à envahir, sous le prétexte de poursuivre ses rebelles kurdes, une région dans laquelle règne une anarchie née de la pauvreté et des espoirs déçus. P.P.

**Kurdes : le dilemme
de Tansu Ciller**

■ Que va faire Tansu Ciller, après les démarches américaines et européennes demandant l'arrêt de l'intervention militaire d'Ankara dans la région kurde incontrôlée du nord de l'Irak ? Le Premier ministre turc a le choix entre deux positions. La plus prudente, défendue par ses ministres économiques et par les milieux d'affaires, mais aussi par les services du ministère des Affaires étrangères - mais non par le ministre -, préconise l'établissement par l'armée d'une zone de sécurité à la frontière turco-irakienne (quitte à la vider de sa population), de manière à interdire tout renfort du PKK en provenance d'Irak. La thèse radicale pose, à l'inverse, comme principe qu'il est possible d'assurer l'étanchéité de la frontière, sauf à y déployer en permanence des forces très importantes, qui risqueraient d'être confrontées à une nouvelle guérilla menée à partir de la zone incontrôlée. L'intervention militaire doit donc, selon les tenants de cette thèse, servir à obtenir un règlement politique entre l'ONU et l'Irak. En d'autres termes, c'est seulement en rétablissant l'autorité de Bagdad sur la zone incontrôlée (ce qui implique un accord avec les organisations kurdes modérées) que l'on pourra éliminer toute aide extérieure au PKK. Cette thèse a les faveurs de l'état-major de l'armée et, en particulier, du général Hasan Kundakci, le chef de l'opération « Acier » menée dans le nord de l'Irak, mais aussi du ministre des Affaires étrangères, Erdal Inonu, qui a été chargé de convaincre Washington, Paris, Londres et Bonn.

JEUNE AFRIQUE - 6-12 avril 1995

A F P — A F P — A F P — A F P — A F P — A F P

FRS0796 4 P 0233 FRA /AFP-NV42

Politique-brèves

L'actualité politique en bref

PARIS, 6 avr (AFP) -

- Le député socialiste des Deux-Sèvres Ségolène Royal a reproché jeudi au ministre des Affaires étrangères Alain Juppé "qui se dit grand républicain", de recevoir vendredi son homologue turc Erdal Inonu "alors que la Turquie est responsable tous les jours des bombardements et du martyre du peuple kurde". "C'est ça le double langage", a-t-elle déclaré. "Ce ministre s'est tait pratiquement mettre à la porte par les Allemands qui ont d'autres intérêts en Turquie que la France. Et la France, qui se dit pays des droits de l'homme se comporte de cette façon avec un cynisme diplomatique", a-t-elle protesté.

pol/mc

AFP /J00245/061927

AVR 95

US understands principles but not goals of N. Iraq operation

The Turkish operation in northern Iraq, assailed daily in the major U.S. dailies, still raises questions as to its purpose despite the fact that the Turkish government had been very clear on the following principles governing the operation:

1) The Turkish troops will definitely be withdrawn, at a time chosen by Ankara, and only after Ankara is satisfied that the "mission" is accomplished.

2) There will not be any "buffer zones" between Iraq and Turkey.

3) Dialogue with Barzani and Talabani is continuing and will continue.

4) Such international entities like the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), NATO or Provide Comfort will not be involved in the solution to the security vacuum in northern Iraq.

5) No joint operations with Provide Comfort are on the agenda. But the allies will be informed of the developments.

6) Implementation of U.N. resolution 688 is an ideal solution. That is, Ankara's real counterpart in this deal is Baghdad and nobody else. Article 2 of resolution 688 says that an open dialogue will be maintained with Baghdad to ensure that the human rights of all Iraqi citizens are respected. Article 3 stipulates that Iraqi allows access to all international organizations and NGOs and provides them with the necessary facilities and assistance so they may carry out their work. Moreover, Article 7 the resolution also recognizes and guarantees the territorial integrity of Iraq — a premise shared by both Turkey and the United States.

What's the goal?

What is unclear to some observers in Washington is the real purpose of the whole operation. Some commentators in the United States likened the attempt to crush a mobile guerrilla force of 2,800 with a mechanized force of 35,000 to trying to smash a fly with a sledgehammer. So far there have been six different official versions of why the operation was launched.

1) Early in "Operation Steel," Prime Minister Çiller called U.S. President Clinton explaining that this was a "hot pursuit" operation. Clinton preferred to believe in this formula despite the fact that Turkish tanks and armed personnel carriers had piled up at the border three weeks earlier. The deputy prime minister and foreign minister at the time, Murat Karayalçın, answered the criticisms directed at the blatant nature of the preparations by saying that there's no way to keep an operation of that scale a total secret. Yet Çiller could still insist that "Operation Steel" was just an act of "hot pursuit."

2) Shortly after, Çiller also said that the operation was conducted to find the underground tunnels where Saddam had hidden his missiles. "We will destroy such tunnels," she said. It is not clear yet how many of those tunnels were found and destroyed.

3) It was said that the operation was conducted to deal a crushing blow to the Kurdistan Workers' Party (PKK), that is, to kill a majority of the PKK terrorists who were expected to be caught by surprise. After two weeks, Turkish sources could claim only 368 PKK deaths. It was clear that the PKK escaped through the net. Thus, the goal of the operation has been repositioned in the media.

4) The new formulation said that the Army did not go into northern Iraq to kill as many PKK guerrillas as possible in the first place, but to destroy the PKK's logistics infrastructure. Many caves were indeed found and demolished. But there has not been a healthy discussion in the Turkish media to assess whether the food supplies, weapons and the ammunition captured in those caves justify the TL 20 trillion cost of the operation.

5) The Newruz celebration of March 21 was also forwarded as one of the reasons why March 21 was chosen as the exact day on which the Turkish troops crossed the border into Iraq. In previous years the PKK used Newruz celebrations in the Southeast to whip up demonstrations and clashes between civilians and security forces. This year Newruz was celebrated peacefully without any casualties. But still it sounds to many as a flimsy and improbable excuse to send 35,000 specially trained troops into a neighboring country.

6) Turkish Chief of Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı is quoted by the Turkish press as saying that the principal reason behind the operation was to avoid the opening of a "Kurdish parliament in exile" in northern Iraq. In the existing conditions such a parliament surely cannot convene in the 320 kilometer x 45 kilometer area controlled by Mehmetçik. But after the troops pull out, as Ankara says they will "shortly," then how will the local Kurdish "forces" guarding the mountain passes along the border act as a deterrent to the gathering of such a parliament (i.e., 75 people) in some other part of the 14,400-square-kilometer area — an area as large as half of Belgium? That's also not too clear.

Whichever of the above was the "real goal" of the operation, the American observers think that the operation should have accomplished its purpose by now, or should do so any time soon, i.e., within a matter of days and weeks, not months or years. Until that is done, the resistance in the U.S. administration and media is likely to increase, not diminish, with or without the visit of high level Turkish officials to Washington.

European Union issues new warning on Turkish operation

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's European allies, weary of a lack of a timetable for a Turkish withdrawal from northern Iraq and with speculations of civilian casualties, issued a new warning to Turkey on Wednesday to withdraw its forces from the region. The statement, conveyed to Ankara by the ambassadors of the European Union's Troika of past, present and future term-presidents, called on full withdrawal of Turkish troops from northern Iraq as soon as possible.

The statement reminded Turkey that the European Union's concern about the effects of the operation on civilians in general and refugees in particular had been highlighted during the visits of the foreign ministers of the European Union Troika — Germany, France and Spain — on March 23.

The present communication to Turkey, which was initiated last week by France, the current term-president, reaffirms the EU concern over the aim and period of the operation, in view of "statements made by some Turkish officials."

Although no specific reference is made, this is believed to be a veiled reference to the remarks of President Suleyman Demirel, who told the Associated Press that Turkey may stay in Iraq up to a year; or some military officials' remarks that Turkey needs to maintain troops in the region for its domestic security.

The EU reference to "full withdrawal" is also interpreted as a EU red light to speculations that Turkey may establish a buffer zone in the region, or keep some of its forces there. On the other hand, the statement also said that the European Union "noted" the assurances made by Ankara that the operation would be limited in scope and operation. It also requested Turkey to respect international and humanitarian law during the operations.

The declaration was conveyed to Turkish Foreign

Ministry Undersecretary Ozdem Sanberk by the ambassadors of Germany, France and Spain — the past, present and future term-presidents of the European Union — and Ambassador Michael Lake, who represents the European Union Commission. The embassies remained determinedly silent on the content of the meeting, on the grounds that an explanation could be made either by the Foreign Ministry or one of the EU capitals.

Turkish diplomatic observers maintained that the declaration, although announced previously to be a "firm declaration" was not totally dissatisfactory to Turkey.

The same circles acknowledged that the declaration was more in the line of an "expression of concern" than "condemnation." Despite previous speculations that the European Union may be "lead to examine" its military ties with Turkey, the declaration made no reference to the possibility of an arms embargo.

The only point that seems to be dissatisfactory to Turkey is the absence of wording to condemn the terrorism of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and acknowledgement of Turkey's right of maintaining its security against attacks staged by the PKK which based itself in northern Iraq.

However, Ankara's resentment regarding the absence of this point is partially compensated by two statements from Paris and Brussels which condemn the PKK terrorism and acknowledge Turkey's right and obligation to fight terrorism.

The European Parliament is also expected to take up the question of the Turkish incursion in northern Iraq today, according to the Anatolia news agency. A declaration is expected to be made through putting together several proposals, two of which urge an umbrella arms embargo on Turkey by all EU countries.

France's European Affairs Minister Alain Lamassoure and EU External Affairs Commissioner Hans van den Broek is expected to brief the Euro-Parliament on the contacts of the Troika with Turkey in March.

US says Turkey abiding by human rights standards

Compiled by TDN Staff from Wire Dispatches

WASHINGTON- The United States believes Turkey is trying to abide by human rights standards in its military operation against Kurdish rebels in northern Iraq, a Pentagon spokesman said Tuesday.

"The indications we have had so far are that they are making sincere efforts to abide by human rights standards," Deputy Defense Department spokesman Dennis Boxx told reporters.

Boxx said he had not seen a report alleging that Turkish troops had murdered seven shepherds while on a hunt for members of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"We continue to receive assurances from senior Turkish officials that they too desire this to be of limited duration and limited scope, and hope to be in and out of there in a reasonably short period of time, but no one has set a time frame on that," he said.

Turkey's Foreign Ministry said an investigation had begun into the incident, but it denied Turkish troops had harmed any civilians and accused the PKK, fighting for a homeland in Turkey, of a "smear campaign."

Boxx said Turkey had killed about 200 PKK members and destroyed 26 of their camps, according to information he had received.

(Reuters, Anatolia)

THURSDAY, APRIL 6, 1995

Turkish Daily News

PUK envoy says N. Iraq operation understandable

Turkish Daily News

THURSDAY, APRIL 6, 1995

Raşit Gürdilek
Turkish Daily News

ANKARA- The Ankara representative of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) voiced understanding and conceded a "degree of legitimacy" for the current cross-border operation in northern Iraq against Turkish Kurdish separatists. But he warned that an extended stay could turn the local population against Turkey. In an exclusive interview with the Turkish Daily News, Shazad Saib said the best security for the border can be provided through the cooperation of Turkey, the PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP).

For that, Turkey had to work out a settlement between the warring Iraqi Kurdish parties, and pressure, if necessary, KDP leader Massoud Barzani to talk with the PUK, Saib said. He said his party had been unjustly discriminated against by the Turkish authorities "who needed a victim", when most of the PKK camps were in areas not controlled by the PUK.

The representative, a veteran of the PUK's struggle for self-rule in Iraq, said Turkey should not want democracy only for itself; it should forge closer ties with the Iraqi democratic opposition as well.

A key to effective border security



PUK representative Shazad Saib

would be Turkey's help to strengthen the regional Kurdish administration in northern Iraq because the previous divided, weak administration had been unable to cope with the PKK, Saib said.

Turkey to ask Kurds to guard mountain passes in N. Iraq

Kandemir to Talbott: 'No date for withdrawal'; multiple versions of operation's 'goal' confuse Americans

Turkish Daily News

WASHINGTON- According to an informed Washington source familiar with the Turkish operation in northern Iraq, Turkey is preparing to ask the two Kurdish leaders in northern Iraq, Masoud Barzani and Jalal Talabani, to guard treacherous mountain passes at the Iraq-Turkish border through which the PKK (Kurdistan Workers' Party) infiltrates Turkey.

Turkish military circles think that if those passes — two main and several secondary ones — are permanently secured, then the PKK would have much more difficulty crossing into Turkey.

Although the source disputed that the Turkish withdrawal will be a "partial" or "phased" one, he nevertheless confirmed that a small force of 1,000 to 1,500 might be left behind to organize and supervise this new security structure after the main body of troops withdraws.

It is not clear if the "force" in question will consist of regular army troops, special units, policemen, village guards or some combination.

Washington observers question the cost of such an arrangement, and point out that if Barzani and Talabani could secure peace in the area by keeping PKK at bay then there would not be a need for the current operation in the first place.

Kandemir meets Talbott

Yesterday Ambassador Kandemir met with Strobe Talbott, U.S. deputy secre-

tary of state, for 40 minutes. Asst. Sec. Richard Holbrooke and Director of Southern European Affairs Marshall Adair were also present. Talbott, on his way to Moscow next week, originally wanted to discuss non-proliferation issues with Kandemir as well as conventional forces in Europe treaties. But the situation in Iraq was the top item on the agenda.

Kandemir reconfirmed for Talbott that Turkey would withdraw from the area.

But he reportedly told Talbott Turkey would withdraw only after establishing the conditions to avoid the same power vacuum which originally created the situation.

Kandemir could not give Talbott a firm date, but apparently said, "Yet it won't be a matter of months," using a line Çiller's senior advisor Emre Gönensay used during his meeting with Holbrooke last week.

Kandemir reportedly also explained to Talbott and Holbrooke the Turkish plan to mountain passes in question with help of local forces.

Talbott will be visiting Moscow, meet with Holbrooke at Kiev on April 10, and then the two will travel to Ankara to join Joseph Nye of Defense Department on April 11. Deputy Secretary of Defense John M. Deutch, originally scheduled to fly to Ankara, will not be able to join. He will be testifying at his confirmation hearings on Capitol Hill to become the next Director of CIA.

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT - 6 avril 1995

Irak

LES SOUBRESAITS DU KURDISTAN

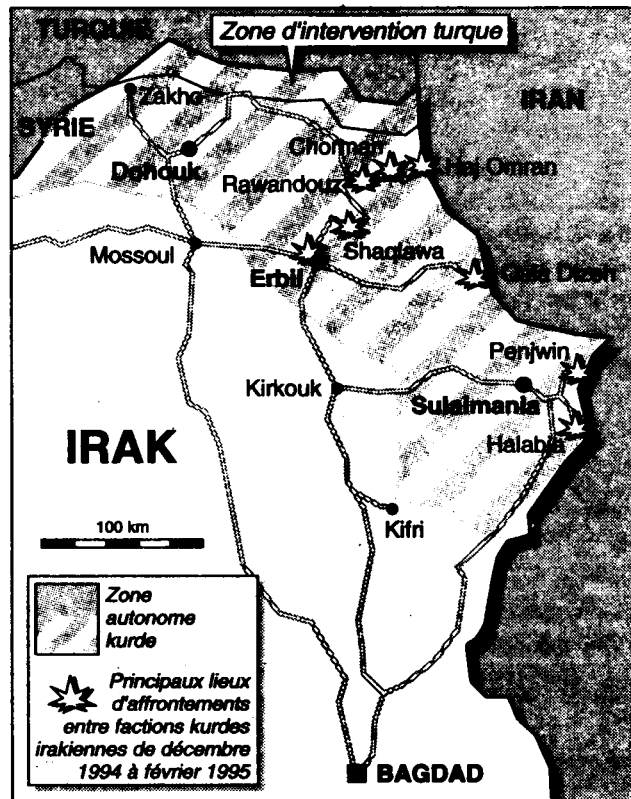
Quatre ans après la mise en place de l'autonomie, les factions kurdes se déchirent

Un territoire soumis à un double embargo et coupé en deux parties contrôlées par des milices rivales, une guerre civile qui a causé au moins 1 200 morts en huit mois, une population à bout de souffle renvoyant dos à dos les chefs de clan... Le Kurdistan irakien, dans lequel l'armée turque poursuit son offensive engagée le 20 mars, semble s'éloigner chaque jour des perspectives démocratiques dont rêvaient ses dirigeants après la guerre du Golfe.

Il y a quatre ans, le 5 avril 1991, le Conseil de sécurité de l'ONU se réunissait d'urgence pour voter la résolution 688 enjoignant l'Irak d'arrêter la répression contre ses populations civiles. Plus d'un million de Kurdes irakiens avaient franchi la frontière enneigée avec la Turquie pour fuir l'armée de Saddam Hussein chargée de mater la rébellion née dans l'euphorie de la victoire alliée. Le 7 avril, les États-Unis lançaient l'opération « Provide Comfort », combinant le parachutage de vivres et l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle. La France, la Grande-Bretagne et la Turquie s'associaient à ce dispositif toujours en vigueur.

Bataille d'envergure entre les milices

À l'ombre de ce parapluie allié, les 4 millions de Kurdes irakiens ont tenté de s'organiser en une « région autonome » dotée d'un Parlement élu durant l'été 1992. Les deux principales formations, le Parti démocratique



du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique kurde (UPK) de Jalal Talabani se sont entendus pour partager équitablement le pouvoir. Cet équilibre devait perdurer jusqu'aux élections « législatives » suivantes.

Cet édifice n'aura pas tenu deux ans. En mai dernier, un conflit foncier dégénère en une bataille de grande envergure entre les milices du PDK et de l'UPK. Un cessez-le-feu est doublé, le 22 juillet, d'un accord signé à Paris par les deux factions qui s'engagent notamment à créer une armée de conscription et à organiser en mai 1995 de nouvelles élections.

Ces projets sont à leur tour voués à l'échec lorsque, le 17 décembre dernier, la concurrence entre le PDK et l'UPK pour obtenir l'allégeance d'un clan pro-

travers les villes de Chormar et Haj Omran, est l'objet de vigoureuses offensives du PDK. Ce parti, dont l'influence s'exerce presque sans partage dans la moitié nord et ouest de la région, s'est ainsi assuré une bonne voie de communication avec le Kurdistan iranien. L'UPK, qui a conforté pendant les combats sa mainmise sur Erbil, « tient » la moitié sud-est, plus citadine.

Les combats ont fait entre 1 200 et 1 500 morts depuis mai dernier selon Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris. Et le Kurdistan irakien, hors des zones aujourd'hui contrôlées par l'armée turque, est un territoire patrouillé par des combattants dont les effectifs totaux sont estimés à plus de 150 000 hommes : le métier de « peshmerga » est l'un des mieux payés aujourd'hui dans la région autonome.

Les soutiens occidentaux s'affaiblissent

Cette division des Kurdes irakiens, qu'attise encore l'émergence de partis islamistes, s'instaure alors que leurs soutiens occidentaux s'affaiblissent. Les puissances régionales — Iran, Turquie, Syrie —, qui ont toujours été défavorables à l'expérience autonomiste du tandem Barzani-Talabani, de-

chages. L'UPK reproche en outre à son partenaire-adversaire de ne pas redistribuer le bénéfice des taxes sur les marchandises que le PDK perçoit à la frontière turque.

Les combats gagnent rapidement Erbil, la « capitale », Shaqlawa, Penjwin, Halabja, Ranya et Qala Diza. La principale route conduisant en Iran, à

Bibliographie

« Les Kurdes et les États », revue *Peuples méditerranéens* n° 68-69, 300 p., 145 F. Un remarquable ouvrage collectif, très érudit, qui questionne les notions d'ethnicité et de nationalités au Moyen-Orient.

Les Kurdes d'Irak, par Ali Babakhan. Diffusion par l'auteur, 10, allée Léo-Lagrange, 77186 Noisiel. Un retour sur les stratégies de déportation des Kurdes d'Irak. 350 p., 90 F.

La Prison n° 5, par Mehdi Zana, leader kurde de Turquie emprisonné. Éditions Arléa Le Seuil, 128 p., 85 F.

vaient tenir compte de la vigilance des États-Unis et des socialistes français. Or, les relations entre Paris et Bagdad se réchauffent rapidement tandis qu'augmentent les pressions internationales en faveur de la levée de l'embargo contre l'Irak. Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, est favorable à des négociations directes entre les Kurdes irakiens et le régime de Saddam Hussein.

L'offensive que mène aujourd'hui l'armée turque dans cette zone est dès lors observée avec distance par les capitales européennes, surtout soucieuses de leur opinions publiques. Les Kurdes eux-mêmes observent avec suspicion la dé-

cision prise par l'Allemagne la semaine dernière, de geler une aide militaire à la Turquie. Dans le passé, Bonn a toujours attendu que la situation militaire s'apaise pour reprendre ses livraisons à Ankara.

Sur la défensive, les dirigeants kurdes continuent de défendre l'idée d'une autonomie kurde au sein de l'État irakien et dont le statut serait garanti par la communauté internationale. « En Turquie comme en Irak, la question kurde est aujourd'hui une plaie brûlante, affirme Kendal Nezan, que la communauté internationale devra nécessairement aider à résoudre. »

Jean-Christophe
PLOQUIN

Libération - 7 avril 1995

Le Conseil de l'Europe épingle Ankara

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe envisage de demander la suspension de la Turquie de l'organisation paneuropéenne, en raison de la poursuite des violations des droits de l'homme et de l'intervention dans le nord de l'Irak. La mesure sera discutée lors d'un débat d'urgence le 27

avril à Strasbourg. Hier, 6.000 soldats turcs ont abandonné deux de leurs principaux camps de base au Kurdistan irakien, sans qu'on sache si ces mouvements préfigurent ou non un retrait de cette région où 35.000 soldats ont pénétré le 20 mars à la poursuite des séparatistes kurdes turcs du PKK.

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

FRS0635 4 I 0231 EXT /AFP-MW38
Europe-Turquie

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe examinera une demande de suspension de la Turquie.

STRASBOURG, 6 avr (AFP) - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe tiendra un débat d'urgence sur la Turquie le 27 avril à Strasbourg à l'occasion de sa session de printemps et examinera une demande de suspension de la représentation turque au Conseil de l'Europe, a-t-on appris jeudi auprès de l'organisation pan-européenne.

Une proposition de recommandation, présentée par une douzaine de parlementaires socialistes, s'indigne en effet de la poursuite des violations des droits de l'Homme en Turquie et de l'intervention des troupes d'Ankara dans le nord de l'Irak.

Le texte déplore également que "malgré les multiples demandes formulées (par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe) les autorités turques n'aient pas progressé sur le chemin des réformes constitutionnelles et législatives".

Les signataires souhaitent en conséquence que le Comité des ministres (organe exécutif du Conseil de l'Europe) demande à la Turquie de mener à bien ces réformes avant une date limite, de retirer "immédiatement" ses troupes d'Irak, de trouver un règlement pacifique du problème kurde et, enfin, de "suspendre la Turquie de ses droits de représentation jusqu'à ce qu'elle se soit conformée aux dispositions du statut du Conseil de l'Europe".

dro/jpa/sp
AFP /JO0245/061735

AVR 95

Germany fears underground war by Kurds

THE EUROPEAN

ON MOST mornings these days Germany's news bulletins open with an account of the havoc wrought the night before in towns and cities across the country.

They sound like this: *Molotov cocktail thrown into Turkish travel agency in Berlin - damage estimated at more than one hundred thousand marks; Hamburg mosque escapes being wrecked by fire after a petrol bomb failed to go off.*

The violence, allegedly perpetrated by members of the banned Kurdish Workers' Party (PKK), has been going on for almost six weeks. So far nobody has been hurt, but the police have proved unable to prevent further attacks, despite the Turkish embassy's calls for better protection.

Germany had almost grown used to sporadic violence within its population of nearly two million Turkish passport holders; violence which mirrored Turkey's political turmoil, but affected few Germans, and was therefore of secondary importance.

However, Ankara's dramatic decision two weeks ago to escalate its campaign by invading northern Iraq, in what it maintains is the legitimate pursuit of PKK separatists abroad, has set the alarm bells ringing.

It has suddenly dawned on German politicians that the underground feuding, not only between Kurds and Turks, but also right-wing fundamentalist Turks and members of Turkish Alawite secular religious groups in Germany, could explode into an "underground war".

Karl Lamers, a senior foreign affairs spokesman for Chancellor Helmut Kohl's Christian Democratic Party

Turkey's incursion into Iraq has outraged Kurdish immigrants, writes Tony Paterson

(CDU), said: "War in eastern Anatolia means that there is a danger of war in Germany as well."

Parliament is split. On the right, members of the Bavarian Christian Social Union (CSU) have gone out of their way to defend the Turkish invasion as wholly legitimate. "Turkey is defending itself against terrorism. This is legal," insisted Michael Glos of the CSU parliamentary group.

But Kohl's left-of-centre CDU Employment Minister Norbert Blüm, evidently outraged, warned: "Nato is ruining its reputation by doing nothing while human rights are being trampled upon in Turkey."

Klaus Kinkel, the foreign minister, has been making brave attempts to cast Germany's ambiguous relationship with Turkey in a more positive light. When his Turkish counterpart, Erdal İnönü, visited Bonn this week, Kinkel urged him to withdraw the troops "as quickly as possible, if possible tomorrow".

İnönü has not suggested a timetable for the withdrawal of Turkey's 35,000-strong army or offered any long-term proposals for solving the Kurdish problem.

Nonetheless, Kinkel said Germany would still back Ankara's strong desire to enter a customs union with the European Union, already approved by EU ministers and awaiting the endorsement of the European Parliament.

Although opinion polls suggest that seven out of ten Germans do not consider

Turkey a democratic country Bonn's policies appear to be in direct conflict with these views. Bonn has continued to be one of the main suppliers of heavy weaponry to its Nato partner on the alliance's southeastern flank. Embarrassed by its own constitutional inability to take part in the 1991 Gulf War with Saddam Hussein, Germany still ensured that as much military support as possible was given to Turkey to assist the American-led invasion of Iraq.

Since then Germany has continued to supply considerable amounts of weaponry, including 300 former East German army tanks, more than a quarter of a million Kalashnikov machine-guns, 100,000 anti-tank missiles, 100 Leopard tanks, 45 Phantom attack planes and 131 field guns.

Three times in the past three-and-a-half years, evidence has emerged that German tanks have been used against the Kurds. The first time, in 1992, Defence Minister Gerhard Stoltenberg was forced to resign. In 1994, television pictures clearly showed former East German tanks being used against the Kurds.

Bonn temporarily suspended arms shipments to Turkey, while a defence ministry investigation into the use of the tanks concluded that it could not be "conclusively proven" that they came from Germany.

An identical argument was used ten days ago when German television purported to show East German tanks being used in northern Iraq. Although Turkey's only other source for the tanks is Russia, which supplied 30 of them, as opposed to Germany's 300, Kinkel insisted that the use of German-

supplied tanks was "not proven".

As on previous occasions, Germany's response has been to suspend arms shipments. German politicians have meanwhile begun to realise that Bonn's policy of arming the Turks has fanned the flames of violence within Germany itself. While moderate Kurds such as Mehmet Sahin, leader of the 5,000-strong Komkar Kurdish association, confess that they are "beside themselves" when they see the tanks being used against their own people, even the police realise that Turkey's military foray has repercussions further afield.

Berlin police chief Hagen Saberschinsky said: "From a police point of view it is not particularly helpful that Turkey has sent 35,000 soldiers into Iraq to fight the Kurds. It considerably worsens the situation in Germany."

Of the estimated 450,000 Kurds in Germany, most of whom hold Turkish passports, 5,000 are thought to be PKK activists and another 40,000 PKK sympathisers. Germany attempted to curb the organisation's activities by officially banning it in 1993 and forcibly repatriating Kurds convicted of criminal offences. So far the policy has foundered because of concern about Turkey's appalling human rights record.

Instead of becoming more integrated, the Turks show every sign of becoming dangerously polarised along religious and ethnic lines.

As Halid Ali Bingöl, spokesman for the Alawite community in Berlin warned: "We want to stay calm, but if someone is killed, then it will be the same as in Istanbul."

Nato rues arming the Turks

THE Turkish military incursion into northern Iraq shows no sign of ending as Nato gloomily surveys the disastrous consequences of its massive programme to rearm both Turkey and Greece.

Under the Nato programme - known as "cascading" - thousands of surplus US and German tanks and other heavy military equipment were despatched free-of-charge to the less well-armed alliance members: Greece, Turkey, Norway, Denmark and Portugal.

The tanks would otherwise have been destroyed under the Conventional Forces in Europe arms control treaty, signed with the then Soviet Union. But Nato governments calculated that it would be cheaper to give them away.

Thus the arsenals of both Greece and Turkey have been upgraded at an unprecedented pace. Turkey is by far the biggest beneficiary. In 1993 Ankara received 1,017 main battle tanks, almost as many as the entire British tank inventory, as well as 600 armoured vehicles and 70 artillery pieces.

The transfers were subject to the requirement that the weapons would "not be used for internal security purposes".

But allegations have surfaced that Turkey is using some of them in northern Iraq.

Western governments have increased their pressure on Turkey to withdraw its 35,000-strong force, but Turkish Prime Minister Tansu Ciller said: "We have one thing to say to those who threaten us about using their arms when they should be standing by us: 'We will use our right to defend ourselves under any circumstances. You can keep your weapons'."

Nato now has to confront the fact that with no Soviet threat left, the only challenge to Greece or Turkey comes from the other. The quarrel has worsened as the two countries find themselves on opposite sides in the former Yugoslavia. Belgium's Willy Claes, Nato's beleaguered secretary-general, was

Ian Mather
Diplomatic Editor

to have travelled to Turkey and Greece to try to find a compromise, but was laid low with flu.

With the alliance in crisis over the Balkans and over relations with Russia, the Belgian bribes scandal involving Claes could not have come at a worse time. However, Claes twice broke his silence to proclaim his innocence of the corruption allegations linked to the armed services' Agusta helicopter deal in 1988.

Claes said he did not plan to resign. "I am hurt by the insinuations, but morally and politically I am standing on firm ground, so I will carry on," he said.

Officials indicate that Nato governments still back Claes, and will change their minds only if there is more evidence that he knew not only that bribes had been offered, but that they had been accepted.

THE EUROPEAN

Settle the Kurdish problem

A HEAVY price is being paid for the something-must-be-done diplomacy that passed for strategic thinking in the early 1990s. Then, European Union nations readily recognised Croatia, Slovenia and Bosnia, ignoring the threat to the region's stability. They also led the campaign to set up a Kurdish safe haven in northern Iraq without considering who would take responsibility for the region.

Southeastern Turkey and northern Iraq must not suffer Bosnia's fate. The humanitarian grounds are self-evident, but a conflagration could jeopardise relations between the EU and one of its staunchest allies. Ankara has done itself few favours. The invasion of Iraq just after signing the customs union strained to breaking point the patience of Britain, Germany and France, which had battled for months to negotiate the deal. Turkish diplomats have taken an abrasive stance and their soldiers have too often mistreated the very Kurdish people whose support they needed.

Prime Minister Tansu Ciller of Turkey and the EU must strip away the understandable but often misjudged emotion that accompanies debate on this question. EU leaders have rightly balanced legitimate criticism with a determination not to isolate Turkey.

They also accept that many Kurds have been integrated into the political and economic system and no government would stand aside when confronted with an organised terror campaign.

Turkish leaders often believe that Europe fails to distinguish between the PKK (Kurdistan Workers' Party) terrorists and the Kurdish people. Europe should clearly make this distinction, but so should Turkey's military leaders.

Any solution must meet the legitimate aspirations of the majority of Kurds while maintaining a firm stand against the terrorists. Mrs Ciller has promised to phase out the state of emergency, remove restrictions on unions and students, and amend the anti-terrorism laws. These measures should be rapidly put on the statute book. The Kurds should also be offered cultural autonomy. A date for the withdrawal of Turkish troops must also be fixed.

In return, the EU and US should support measures to build a new, stable political structure in northern Iraq. EU governments could also make clear that, if Turkey tries to reach a peaceful settlement, there will be no question of withdrawing the customs union. The Kurdish solution will ultimately be political, not military. Only if this is acknowledged by Turkey, and insisted on by the West, will there be the basis for a viable settlement.

L'HUMANITÉ — 7 avril 1995

Turquie

Qui gouverne à Ankara ?

M. Inonu, ministre turc des Affaires étrangères, vient demander à Paris de soutenir l'opération militaire en Irak, comme l'ont fait les Etats-Unis, et de fermer les yeux sur les droits de l'homme. Il se passe de drôles de choses en Turquie, où il est difficile de savoir qui tire les ficelles d'un gouvernement dont le sourire de M^{me} Ciller n'est qu'une façade.

De notre envoyée spéciale en Turquie.

ERDAL INONU, ministre des Affaires étrangères de Turquie, peut être satisfait : il arrive à Paris oint de la bénédiction américaine. Avant sa visite en France, où il risque de se faire admonester au nom de l'Union européenne, il est passé par Washington. Le secrétaire d'Etat Warren Christopher lui a donné 20 sur 20 pour l'opération de l'armée turque en Irak. La Turquie a été qualifiée d'« allié fidèle », encouragée dans « son légitime combat contre le terrorisme », félicitée pour ses « progrès en matière de droits de l'homme ».

Il n'y a pourtant pas de quoi paivoiser. La semaine dernière à Istanbul, j'ai assisté à la conférence de presse que donnait une jeune avocate, Eren Keskin, avant d'aller en prison pour deux ans. Son crime : avoir écrit « Kurdistan » au lieu de « provinces de l'Est »...

Tout le monde en est conscient ici : de la manière

dont sera dénoué ou tranché le nœud du problème kurde dépendra l'avenir démocratique ou non de 60 millions de citoyens turcs.

« Le plus curieux, explique Naciye, enseignante à Ankara, c'est que tous les chefs d'Etat et de gouvernement qui se sont succédé depuis cinq ans promettent une solution politique et finissent par faire le contraire. Ozal est mort juste après avoir autorisé les Kurdes à parler leur langue et leur avoir promis une télévision et une radio. Demirel et Ciller ont promis eux aussi des tas de choses au début. Finalement ils font la guerre. »

Personne n'ose parler

Même interrogation à la Fondation des droits de l'homme où Yavuz Onen remarque : « Tansu Ciller avait dans son programme une solution politique au problème kurde. Quinze jours après sa nomination, elle était convoquée au Conseil de sécurité national. Elle en est sortie en disant qu'il fallait réduire la rébellion par des moyens militaires. »

De là à penser que « M^{me} Ciller est une marionnette entre les mains des militaires », il n'y a qu'un pas. Beaucoup de gens, en Turquie et ailleurs, n'hésitent pas à le franchir.

« Il y a en réalité deux gouvernements en Turquie, explique Rasi Nuri Illeri, écrivain, qui vient de publier un livre sur « Atatürk et les communistes ». Le gouvernement officiel et le Conseil national de sécurité, composé de généraux. Ils donnent au gouvernement des « conseils » qui sont toujours acceptés. Ils disposent de fonds secrets et de services qui le sont

tout autant dans l'armée, la police, la gendarmerie. Aucun des services secrets en Turquie n'est contrôlé par l'Etat. »

L'une des spécialités de ces « services », où pullulent l'extrême droite et les islamistes, est l'assassinat ou la provocation contre les forces de gauche, comme ce fut le cas le 19 mars contre la communauté alévie d'une banlieue ouvrière d'Istanbul : 39 morts et toujours 25 disparus. Il faut savoir qu'en quatre ans, il y a eu 1.250 meurtres non élucidés en Turquie. Et si certains connaissent les assassins, personne n'ose parler.

L'attitude du pouvoir à l'égard des extrémistes nationalistes et religieux est d'ailleurs ambiguë. En fait, il présente un double visage. Celui de Tansu Ciller, jolie, moderne et tout sourire, chargée de persuader l'Occident de ses bonnes intentions démocratiques. Ses efforts portent sur l'Europe, les Etats-Unis, dont elle est citoyenne, étant acquis d'avance.

Double visage du pouvoir

Celui du président Demirel, membre du même parti de la « Juste Voie », chargé de « l'Est ». Vieux routier de la politique, il fut sept fois premier ministre et trois fois renversé par un coup d'Etat militaire. Il s'est fait une spécialité des pays musulmans et turcophones de l'Est. Il s'y fait accompagner par le chef du mouvement fasciste des Loups gris, le colonel Turkes ou par Erbakan, chef du parti islamiste Refah, qui a déjà conquis en 1994 les mairies des principales villes de Turquie et compte bien ga-

gner les élections générales de 1996.

Tous ces gens s'accrochent fort bien des restrictions aux libertés publiques et des pratiques antidémocratiques héritées du coup d'Etat de 1980. Quant aux sociaux-démocrates qui font partie de sa coalition, ils ont accepté tant de compromis avec la droite et les militaires que personne n'ose plus les classer à gauche. Leur chef, Hikmet Cetin, vice-premier ministre, un Kurde, est considéré comme un traître par une partie sa communauté d'origine. Dans l'opposition, l'Anap, parti de l'ancien président Ozal, a beau clamer son attachement à la démocratie, il a fait voter la loi « antiterroriste » qui permet d'emprisonner pour propagande séparatiste quiconque prononce les mots « Kurdistan » ou « peuple kurde ».

Les démocrates sont orphelins dans une Turquie forte du soutien inconditionnel des Etats-Unis et confortée dans son rôle régional par le désordre du monde qui l'entoure. « Après tout, me confiait Bulent Akarcali, vice-président de l'Anap, les Etats-Unis et l'Europe nous ont payé des années pour être leurs gendarmes contre le communisme. Pourquoi ne continueraient-ils alors que l'effondrement de l'URSS a ouvert la boîte à Pandore des ambitions ethniques, religieuses et tribales ? »

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

● Un rassemblement pour exiger la liberté de Leyla Zana et les autres parlementaires kurdes du DEP aura lieu samedi 8 avril à 11 h 30 à la fontaine des Innocents (métro les Halles) à l'initiative de l'Union des femmes françaises.

Parlement européen

L'HUMANITÉ — 7 avril 1995

L'intervention turque condamnée

LE Parlement européen a « condamné énergiquement » hier « l'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak et les violations du droit international et des droits de l'homme qu'elle a entraînées ». La résolution, sévère pour Ankara, a été adoptée par 411 voix pour, 0 contre et 6 abstentions. Elle « demande fermement à la Turquie de retirer immédiatement ses troupes du territoire irakien et de se mettre en quête d'une solution politique propre à apaiser, dans le droit-fil des règles du droit international, la tension qui rè-

gne dans ses provinces orientales ».

Le Parlement réaffirme en outre son refus d'approuver l'Union douanière, signée le 6 mars dernier entre la Turquie et l'Union européenne, estimant que la « situation des droits de l'homme est trop grave pour que l'Union douanière envisagée puisse être mise en œuvre actuellement ».

Les députés s'étaient déjà prononcés contre cette Union lors de la session de février. Mais le Conseil des ministres européens était passé outre et avait signé l'accord avec la Turquie le 6 mars. Cet accord doit,

pour entrer en vigueur, obtenir l'approbation du Parlement. Il doit lui être soumis à nouveau à l'automne. Conduisant une mission de la troïka européenne à Ankara le 23 mars, Alain Juppé avait dit qu'il serait rejeté si de sérieuses réformes démocratiques n'étaient pas effectivement mises en œuvre en Turquie.

Les députés ont « appuyé les mises en garde adressées par la présidence française au gouvernement turc, ainsi que la décision du gouvernement allemand de suspendre toute aide financière à la Turquie pour l'achat de navires de guerre et la fourniture à ce pays de nouveaux

équipements militaires ». Ils ont demandé aux Etats membres de ne pas fournir de nouveaux équipements militaires à la Turquie tant que ses troupes seront en Irak.

Intervenant au nom du Groupe de la coalition des Gauches unies européennes, Aline Pailler a également rappelé que « le régime d'Ankara maintient en prison le député kurde du DEP et continue d'exercer une dictature de fait à l'encontre des militants des droits de l'homme et des Kurdes ». « Assez de complaisance et de complaisance ! », a-t-elle conclu.

FRS0800 4 I 0251 USA /AFP-HD74

Europe-Turquie lead

Demande de "suspension" de la Turquie du Conseil de l'Europe

STRASBOURG, 26 avr (AFP) - L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé mercredi la "suspension" de la Turquie si elle ne se plie pas à son ultimatum la sommant de se conformer d'ici deux mois aux normes de l'organisation en matière de droits de l'homme et de démocratie.

Les parlementaires, réunis à Strasbourg pour leur session de printemps, ont adopté par 112 voix contre 29 et 15 abstentions, une recommandation au Comité des ministres (organe exécutif du Conseil de l'Europe) sans précédent contre Ankara. La Turquie est l'un des pays-membres fondateurs du Conseil de l'Europe, créé en 1949 pour défendre les principes de démocratie et des droits de l'homme, et qui compte aujourd'hui 34 pays.

Le texte de l'Assemblée demande au Comité des ministres "d'envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie, à moins que (le Comité) puisse rendre compte de progrès significatifs" en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme, notamment dans le cadre du conflit kurde lors de la prochaine session de l'Assemblée du 26 au 30 juin prochain.

D'ici là, exige l'Assemblée, Ankara devra avoir "retiré ses forces du nord de l'Irak", entamé "la recherche d'une solution pacifique au problème kurde" et donné "un délai précis dans lequel la Turquie devra rendre sa Constitution et sa législation conformes aux principes et normes du Conseil de l'Europe".

dro/mfr/cc

AFP /JO0245/261948

AVR 95

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

Turquie : l'enrôlement des paysans kurdes

Depuis dix ans, quelque 50 000 montagnards anatoliens luttent au côté des troupes d'Ankara contre les rebelles du PKK. Ils n'ont pas eu vraiment le choix.

Dans une résolution adoptée hier par 411 voix pour, 0 contre et 6 abstentions, le Parlement européen a condamné « énergiquement l'intervention militaire turque dans le Nord de l'Irak et les violations du droit international et des droits de l'homme qu'elle a entraînées ». Les députés européens ont affirmé que « le problème kurde ne peut être résolu militairement » et que la « situation des droits de l'Homme est trop grave pour que l'Union douanière envisagée puisse être mise en œuvre actuellement ». (AFP.)

KARPUZLU (Turquie) :
de notre envoyé spécial,
Philippe GÉLIE

Le comité d'accueil campe à l'entrée du village : une bande de barbus en treillis qui brandissent des kalachnikovs vers le ciel. De leur blindé posté sur une hauteur, les commandos de la « Jandarma » les observent d'un œil tranquille. Un insigne à leur manche fait de ces miliciens kurdes des alliés de l'État turc.

Adossé à des collines rocailleuses, en contrebas de la route qui mène de Diyarbakir à Ergani, le hameau de Karpuzlu se donne d'étranges allures martiales. Cinq cents moutons s'égayent au milieu d'une trentaine de petites fermes mal entretenues, à la lisière d'une plaine qui s'étend à perte de vue. Pas la moindre silhouette au travail dans les champs : ici, les hommes ont échangé la charrue contre le fusil.

« En 1987, le PKK (1) a commencé à attaquer les villages de la région qui refusaient de payer l'impôt révolutionnaire, explique Osman Kaya, 35 ans, chef des gardes de Karpuzlu. Nous nous sommes réunis avec les anciens et nous avons décidé de nous mettre aux ordres du gouvernement. » Quinze hommes de 23 à 50 ans ont été choisis pour porter un uniforme militaire, une kalachnikov et un talkie-walkie. A charge pour eux de patrouiller 24 heures sur 24, de riposter à toute tentative d'approche des « terroristes » et d'alerter les gendarmes sur le moindre événement suspect.

Depuis 1985, la Turquie a ainsi enrôlé quelque 50 000 paysans pour participer à la lutte contre le PKK. Sur le district d'Ergani, ils sont 800, répartis entre 42 municipalités. Leur présence autorise le « super-préfet » de Diyarbakir, Unal Erkan, à prétendre : « Il n'y a pas de problème kurde. Nous avons un problème de terrorisme

contre lequel tous les citoyens se mobilisent. »

Le système des « gardes de villages » présente de nombreux avantages pour Ankara : il permet de tester la « loyauté active » des Kurdes, qui pourraient être tentés par les revendications autonomistes ; il met sous tutelle des bourgades isolées et contraint les habitants à se surveiller mutuellement ; surtout, il instaure un quadrillage du terrain qui accroît l'efficacité de la répression armée.

Une population entre deux feux

Mais la population connaît ses effets pervers. Prise entre deux feux, elle n'a souvent d'autre choix que la fuite. Les villages qui acceptent de créer leur milice deviennent une cible pour les rebelles, ceux qui refusent sont écrasés par l'armée. Diyarbakir regorge de réfugiés dont la maison a été rasée par la troupe ou brûlée par le PKK.

« Ici, nous sommes tous volontaires », affirme Osman Kaya. Apparemment, la petite communauté qui l'entoure ne regrette pas sa décision : le hameau n'a jamais été visité par la guérilla et chaque garde – un par famille – reçoit du gouvernement 6 millions de Livres turques par mois (environ 140 dollars). Si cette manne devait s'interrompre, Karpuzlu n'y survivrait pas. « Il n'y a pas de travail et la terre est pauvre, explique Osman. C'est grâce à l'argent de l'État que nous pouvons rester. »

La motivation économique l'emporte de loin sur les préférences politiques et les soucis de sécurité. Pour ces montagnards, c'est une aubaine d'être payé à jouer au petit soldat contre un ennemi invisible : « On a même le droit de s'entraîner au tir », souligne avec gourmandise Nurettin, numéro 2 de la milice.

La rémunération des soldats-paysans est l'une des rares politiques « négociées » par An-

kara au Kurdistan turc. Pour le reste, la majorité ethnique n'a pas voix au chapitre. « Il n'y a pas de lien entre la lutte anti-terroriste et la démocratisation politique, affirme, contre toute évidence, Unal Erkan, qui gouverne les 13 provinces du sud-est anatolien soumises à l'état d'urgence. Beaucoup de progrès ont été réalisés en dix ans et ça va continuer. »

Comme exemple de la mansuétude du pouvoir, le « super-préfet » cite : « Le droit de parler kurde dans la rue. La loi qui l'interdisait était inapplicable et nous l'avons abrogée. » Mais cette langue commune à 12 millions de personnes en Turquie n'a toujours pas droit de cité à l'école ni à la télévision. Ceux

qui osent protester s'entassent dans des prisons où, selon un rapport de la Fondation des droits de l'homme, la torture est quasi systématique.

Tant que dominant les rapports de force dans la région, les « gardes de villages » peuvent se pavaner les armes à la main : leur avenir est assuré. Mais Unal Erkan veut croire que « le gouvernement est près de gagner la bataille contre le terrorisme. L'opération en Irak amorcé la dernière étape ». Cette hypothèse est loin de plaire aux fermiers de Karpuzlu : les seuls alliés d'Ankara dans cette guerre n'ont aucun intérêt à la victoire.

Ph. G.

Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle

Plusieurs associations et organisations ont adressé le texte suivant aux candidats à l'élection présidentielle. Le Figaro en publie quelques extraits.

Les associations Agir ensemble pour les Droits de l'homme, Cimade, Comité national de solidarité au peuple kurde, Cridev, Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme, Fondation France-Libertés, FSU, Licra, Maison du monde, Médécins du monde, Mrap, Peuples solidaires, Snes, Snes-sup, SOS-Racisme et Fédération internationale des SOS-Racisme, Terre des hommes France, Union des femmes françaises, se faisant les interprètes des sentiments de nombreux Français (...), aimeraient connaître la politique que vous entendez suivre en cas de votre élection à la présidence de la République vis-à-vis des pays suivants :

L'Irak qui dans les années 1980 a mené avec des armes fournies par nombre de pays, dont hélas le nôtre, une politique d'extermination des Kurdes qualifiée par des missions d'ONG et par le rapporteur spécial de l'ONU de génocide et de crimes contre l'humanité (...).

La Turquie qui refuse de reconnaître l'existence de ses 15 millions de citoyens kurdes, qui a rayé de la carte plus de 2 000 villages kurdes, déplacé plus de 3 millions de Kurdes, assassiné en deux ans par des escadrons de la mort ou sous la torture 3 840 civils, jeté en prison des députés kurdes a pu signer le 6 mars un traité d'Union douanière avec l'Union européenne.

L'Iran, qui depuis le « djihad » décrété en avril 1979 par l'ayatollah Khomeiny, est en guerre contre ses 8 millions de Kurdes, a porté celle-ci en Europe par l'assassinat de plusieurs dirigeants kurdes.

La Syrie refuse de reconnaître à ses 1,5 million de citoyens kurdes leurs droits culturels élémentaires.

FRIDAY, APRIL 7, 1995

Turkey says ICRC may visit operation zone for aid to northern Iraqi Kurds

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- Turkey said on Thursday that officials from the International Committee of the Red Cross (ICRC) may freely visit the zone of military operations in northern Iraq to evaluate the needs of civilian Iraqi Kurds there.

"ICRC officials may visit all parts of the military operation zone in northern Iraq to evaluate the needs of northern Iraqi civilians," a senior Foreign Ministry official told the Turkish Daily News.

"We're informing the ICRC and several governments of this decision," he said.

But the official said ICRC teams that go to the region would be given escorts for security reasons.

ICRC's aid activities could only target northern Iraqi Kurds, he added.

The ICRC last Thursday complained that it had been barred access to areas of northern Iraq where Turkish forces are fighting the outlawed Kurdistan Workers' Party, or the PKK.

Turkey has replied by saying it will cooperate with the ICRC which has been appealing to Turkey to let it evaluate the needs of civilians in the operation zone. But Ankara's concrete move to announce it would let the ICRC enter the military zone came this Thursday.

The ICRC has also called on Ankara to comply with international law, particularly the Fourth Geneva Convention guaranteeing protection of civilians during armed conflict. Ankara has signed the 1949 pact.

Turkey says what is going on in northern Iraq is not an

armed conflict with another state but a security operation against separatists. But it has pledged not to harm the civilians in the region.

In this context, Turkey says handling of PKK members and their protection when captured are only subject to Turkish laws and that ICRC involvement is unacceptable.

Turkey has launched an aid campaign worth \$12 million to Iraqi Kurdish civilians, which includes food to several regions of northern Iraq and electricity to the Dohuk region near the Turkish border.

PKK sets preconditions for freeing of reporters

In a separate development, the PKK on Thursday set conditions for the release of two Turkish journalists — working for international news agencies — it kidnapped in southeastern Turkey last weekend.

A PKK statement released by the pro-separatist Kurd-A news agency, based in Germany, said Fatih Saribaş from Reuters and Kadri Gürsel from Agence-France Presse could be released "safely" only with the involvement of the United Nations, the ICRC or similar international organizations.

But Ankara traditionally rejects involvement of such organizations in similar events in Turkish territory, since it considers the fight against separatist terrorism as its internal issue.

Political analysts say the PKK wants to internationalize the situation in the Southeast by urging U.N. or ICRC involvement. The PKK statement said Saribaş and Gürsel were safe and well.

Sen. Pell Asks Turkey to leave N. Iraq 'Now'

Pell withdraws his resolution condemning 'Turkish invasion'

Turkish Daily News

WASHINGTON- Senator Claiborne Pell (Democrat—Rhode Island), the ranking minority member of the United States Senate Foreign Relations committee, today asked Turkey to "withdraw now" from northern Iraq. He said "the Turkish incursion puts at risk thousands of Kurdish civilians living in northern Iraq. To my mind, the Turkish incursion is a violation of international law, that should be brought to an end."

The influential senior senator previously submitted on March 23 a resolution condemning the "Turkish invasion of Iraq." Senators Biden, D'Amato, Sarbanes and Simon were cosponsors. In a written statement, Pell said "until today, I had intended to offer it as an amendment to the pending legislation." But he said he decided "not to offer a foreign policy amendment to this bill." When questioned the morning after his meeting with Foreign Minister Erdoğ İnönü at the U.S. Senate, Pell said he had not yet made up his mind yet whether he was going to withdraw the draft bill or not.

The apparent reason Pell gave for his change of mind did

not seem to have anything to do with İnönü's presentation. "Fluidity of the floor situation — particularly the difficulties involving the Jordan debt amendment and the need to send that matter to the president as soon as possible," was the reason he mentioned for withdrawing his own amendment.

Alleged "shift" in the administration

But Pell also commended President Clinton and Secretary Christopher for taking a more critical approach to the Turkish incursion in recent days. "I welcome the apparent shift in the administration's approach to the troubling aspects of this invasion," he said. "The administration seems much more willing to question Turkey's motives and behavior, and to confront Turkey on these disturbing issues." Thus the real reason behind Pell's decision not to push on with his resolution might be his belief that the administration is adopting the very same radical attitude advocated by his bill although Erdoğ İnönü cited Pell's decision as a proof that his meetings did have a positive effect on the U.S. lawmakers.

Inönü in Washington to try to correct 'misunderstandings'

Rep. Gilman is concerned with 'extensiveness and length' of the operation

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Turkish Foreign Minister Erdal İnönü said, during his first day of talks in Washington on Wednesday, that he had tried to correct misunderstandings on the part of U.S. members of Congress and the administration concerning the Turkish operation in northern Iraq.

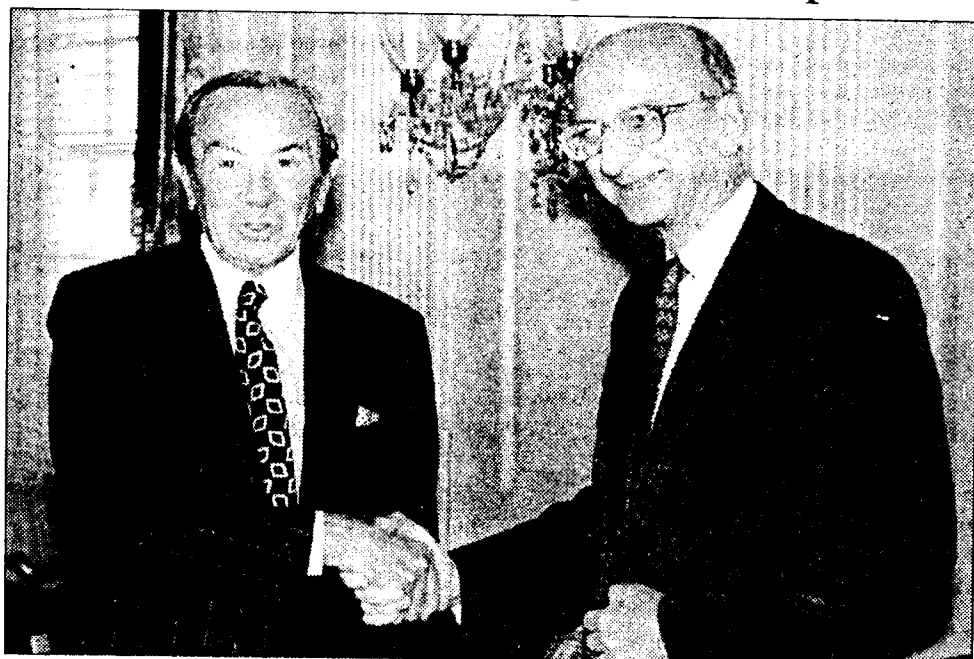
At a press conference he held for the Turkish press at the Turkish Embassy, İnönü said there were misunderstandings on two issues: some people thought that Turkish troops would continue their southward expansion with the aim of ultimately controlling the oil fields around Kirkuk and that Operation Steel had caused civilian casualties.

Inönü said he reminded the members of the House International Relations and Senate Foreign Affairs committees that what they were presented as evidence of Turkish brutality against civilians in northern Iraq was nothing but Kurdistan Workers' Party (PKK) propaganda aimed at influencing U.S. lawmakers. As to the alleged designs Turkey had on the oil fields in Iraq, İnönü said he assured his American colleagues that Turkey did not have any such intentions and that the troops would leave northern Iraq as soon as the mission was over. "I was pressed to give them a withdrawal date but I couldn't do so," he said. İnönü told them, "It is not an operation that will last long."

Inönü had a breakfast meeting at the Capitol with Republican Rep. Ben Gilman, New York, of the House Relations Committee. Accompanying Gilman were Democratic Rep. Alcee L. Hastings, Florida, Democratic Rep. Donald M. Payne, New Jersey, and six congressional aides. İnönü was accompanied at all his meetings by Turkish Ambassador to Washington Nuzhet Kandemir, Amb. Baki İlkin and two other Turkish Foreign Ministry officials.

After the meeting, Gilman told the Turkish journalists that he emphasized to İnönü "our concern for the extensiveness of the operation" in northern Iraq "and the length of the operation." Gilman said they also discussed "human rights, Cyprus, the Humanitarian Aid Corridor Act, and the situation with Armenia." He added, "We had a good exchange of views."

Inönü also had a press briefing for Turkish journalists after the meeting. He said his aim was to tell the truth to correct misunderstandings concerning the operation in northern Iraq. "This operation, which has a purely defensive purpose, should contribute to the strengthening of relations between the United States and Turkey instead of its deterioration," he said. "We have to differentiate facts from false stories." İnönü said he told Gilman that the operation was limited in scope and duration; its purpose was to clean up the caves in the mountains



Secretary of State Warren Christopher (L) welcomes Turkish Foreign Minister Erdal İnönü prior to holding talks at the State Department.

Reuters

and deprive the PKK of its logistics support and when that was accomplished, we would pull back. "Gilman seemed to be satisfied with our explanation," he said.

Cyprus was another topic taken up with Gilman. "A lasting and just solution that does not push the Turkish Cypriot community back from where it is today and would respect the rights of both sides," is what İnönü said the Turkish side expected in Cyprus. "Gilman listened carefully," he said.

"The Armenian issue looks different from Turkey than it looks from here," İnönü told Gilman. When Armenia occupied 20 percent of Azeri land and the United States applied an embargo on Azerbaijan, Turkey could not be expected to lift its own embargo on Armenia, İnönü explained. "That constitutes double standards," he said.

"I explained there would be no changes in the status of Operation Provide Comfort," he said. "I explained the measures to be taken to prevent the repetition of PKK infiltrations were to be local in nature and no buffer zones would be involved." But he conceded that Iraq had to satisfy the resolutions of the U.N. Security Council. "There is no doubt about that," he confirmed.

A question concerning the authority of some senior Turkish officials to announce policy positions on foreign policy matters without the prior approval of Turkish Foreign Ministry was left unanswered by İnönü.

Inönü had his second meeting of the day with Republican Sen. Jesse Helms, North Carolina, and his Senate Foreign Relations Committee.

Present at the meeting were Democrat Sen. Paul Sarbanes, Maryland, Democrat Sen. Claiborne Pell, Rhode Island, and four Senate aides. Following the meeting, Pell said he found İnönü "very articulate," and that their discussions pointed in the "right direction."

He added that he had not made up his mind yet whether to withdraw his draft bill (S.R. 91) which condemned the "Turkish invasion of northern Iraq." Some interpreted this as İnönü's positive effect on the committee members. Leaving the meeting, İnönü said he again had tried to correct the misunderstandings concerning the northern Iraq operation. "We also dwelled on the strength of U.S.-Turkish bilateral relations," he said.

Inönü was also asked what a newspaper clip that Sarbanes and Pell showed him was all about. "That was a newspaper story alleging that civilians died during the operation. I told them that these were actually murders committed by the PKK but presented as though they were committed by our security forces. Thus I reiterated my request that they had to be careful about such misinformation," he said.

Inönü was invited to the State Department for lunch with Asst. Secretary of State Richard Holbrooke, Acting Secretary of Defense Walt Slocumbe, Asst. Secretary of Defense Joseph Nye, Asst. Secretary of State John Shattuck, Maj. Gen. Clark, and a National Security Agency official.

Inönü summarized his lunch discussions by saying: "They are understanding about why we are carrying out this operation but they are also concerned that it might give rise to misunder-

standings. Therefore they want us to withdraw as soon as we complete our mission." He added, "They approach the issue from a technical point of view."

Later in the afternoon İnönü met with U.S. Secretary of State Warren Christopher. Accompanying Christopher "was an impressive team," İnönü said, consisting of Deputy Secretary Strobe Talbott, Holbrooke, Nicholas Burns, Asst. Secretary John Shattuck, and Director of South European Affairs Marshall Adair. During the 45-minute meeting "we had a frank exchange of ideas" on northern Iraq.

Cyprus and Azerbaijan (i.e., the Humanitarian Aid Corridor Act). Turkish-U.S. relations are progressing at a very satisfactory level. I had the impression that the U.S. administration would extend its help in stopping the congressional resolutions and helping explain our position better to the Europeans," İnönü said.

At a meeting sponsored by Europe magazine, Holbrooke said he would not join the "public assault on a NATO ally (i.e., Turkey) at a moment like this. It's too sensitive," Holbrooke was apparently referring to the recent criticisms directed at Turkey in the U.S. media.

Concerning the questions targeting the effectiveness of the Turkish operation, Holbrooke said, "It is not likely that a single military incursion of this sort will successfully eliminate a widespread terrorist organization whose leadership is outside the military area of operations and which has cells throughout other parts of the world."

Commenting on Holbrooke's words, İnönü said that there was a false expectation that Turkey would catch every PKK member in northern Iraq. He acknowledged that that was too unrealistic a goal at which to aim.

Turkey to continue N. Iraq relief despite the murders

TDN with wire services

ANKARA- Turkey will continue with a massive relief operation for Iraqi Kurds despite the murder of three Red Crescent officials by a mob inside northern Iraq, officials said on Thursday.

The bodies of the three relief officials, killed and mutilated by a frenzied mob outside the city of Dohuk on were brought to Turkey yesterday.

Addressing the ceremony held at the Habur customs point, Muhammad Majid Isa, the governor of the Iraqi border city of Zakho voiced regrets over the murders and said they should not affect the aid program.

Ender Tamer, the deputy president of the Turkish Red Crescent Association - the Muslim equivalent of the Red Cross - assured that Turkey would continue aiding the Kurdish population of northern Iraq.

Turkey recently announced a 12-million-dollar aid program for the Iraqi Kurds battling hardships and poverty due to the effects of the U.N. trade sanctions against Iraq as well as Baghdad's blockade of their Western-protected enclave. Last year, Turkey again emerged as the leading aid provider, having sent 13 million dollars' worth of foodstuffs and other relief supplies.

Over 100 trucks, laden with supplies to be distributed at main Iraqi Kurdish cities have already been crossing into Iraq from Habur in recent days.

On Wednesday, a group of Iraqi Kurds, reported to be the relatives of seven murdered shepherds, attacked a Red Crescent vehicle supervising the transport of relief, at a petrol station on the outskirts of Dohuk, killing the relief officials. Four Iraqi Kurds were also reported dead, according to witnesses shot by one of the Red Crescent officials before he died.

Some reports said the dead attackers were relatives of seven Kurdish shepherds discovered killed and similarly mutilated earlier in the week. An Iraqi Kurdish official blamed Turkish troops for the killings while Turkey denied the charges but promised an investigation.

Turkish military officials said there were at least a hundred bullet wounds on the bodies of the murdered Red Crescent officials whose noses and ears were cut off and eyes gouged out. Turkish foreign ministry suspected the militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), hunted by some 35,000 Turkish troops inside northern Iraq since March 20, for the murders of both the Red Crescent officials and the shepherds which it

saw as a plot to poison the relations between Turkey and the Iraqi Kurds.

Meanwhile, the separatist rebels have killed seven men they kidnapped from a hamlet in Turkey's Hatay province on the Syrian border, the Anatolian news agency said on Thursday. Quoting provincial governor Utku Acun, it said guerrillas of the Kurdistan Workers Party (PKK) seized eight men late on Wednesday from a small community of summer homes on a plateau of the Amanos mountain range.

Troops searching the mountain ridge later found the bodies of seven of them. The eighth man, who was wounded and left for dead, managed to alert security forces, Acun said.

Security sources said the rebels, despite increased Turkish vigilance and Syrian assurances they would seal the border against PKK infiltration, managed to enter and hide on the Amanos mountains.

So far this was the biggest PKK attack in Hatay where mobile guerrilla groups have carried out small-scale action recently, one source said.

PKK has been fighting a separatist war in Turkey's Kurdish-dominated southeast for the past 11 years. The fighting has claimed the lives of over 15,000 people.

LE SOIR - 6 avril 1995

Mortelle tension à Dohouk, dans le Kurdistan irakien

Ankara sommé de quitter l'Irak

L'Union européenne a demandé, mercredi, le retrait « dans les plus brefs délais » des troupes turques présentes dans le nord de l'Irak dans le cadre d'une intervention contre les séparatistes kurdes du PKK, dans une déclaration diffusée à Paris, qui assure la présidence de l'UE. L'UE « exprime à nouveau sa vive préoccupation, réaffirme la nécessité d'un strict respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et demande le retrait des troupes turques dans les plus brefs délais ». Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a précisé qu'une démarche avait été effectuée, mercredi matin, par les ambassadeurs des pays de la troïka auprès du ministère turc des Affaires étrangères.

Sur le terrain, trois Turcs et quatre Kurdes irakiens ont été tués par balles, mercredi, près de Dohouk (Irak), lorsqu'une foule de Kurdes en colère a attaqué

un véhicule du Croissant-Rouge turc. Des villageois kurdes se rendaient à bord de bus aux obsèques de sept bergers kurdes tués selon eux par des soldats turcs, lorsqu'ils ont aperçu une voiture du Croissant-Rouge turc arrêtée à une station-service et gardée par deux Kurdes irakiens armés, à une dizaine de kilomètres de Dohouk, dans le nord de l'Irak.

Des Kurdes non armés sont alors descendus des bus et ont attaqué le véhicule turc. Un des passagers turcs a alors tiré sur les assaillants avec un pistolet, tuant quatre frères d'un des bergers tués, selon un témoin, Mustafa Hussein. Les autres villageois se sont alors précipités sur le véhicule, se sont emparés des mitrailleuses et ont abattu les trois Turcs.

C'était la première fois que les civils kurdes irakiens attaquaient ouvertement les Turcs, depuis qu'Ankara a lancé une opération militaire contre les séparatistes kurdes turcs du Parti

des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, le 20 mars. Le Croissant-Rouge turc, qui a une base à Dohouk, a lancé, dimanche, un nouveau programme d'aide humanitaire d'un montant de 12 millions de dollars destiné aux populations du nord de l'Irak.

Par ailleurs, les autorités turques ont placé en détention, mercredi, deux journalistes finlandais, dont elles ont confisqué le passeport, à leur retour d'un reportage dans le nord de l'Irak. Ils sont détenus dans une prison de Diyarbakir depuis mercredi en milieu de journée et leur cassettes vidéo ont été confisquées par les autorités turques, mardi soir. Les bandes enregistrées comportent des images de bergers tués lors des opérations, selon la Finnish Broadcasting Corporation pour qui les journalistes travaillent. La Turquie a affirmé jusqu'ici qu'aucun civil n'avait été tué dans cette offensive. (AFP.)

The Best Way for Turkey

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 7, 1995

Essentially, Turkey has four ways to deal with the grave problem posed by its separatist terrorist Kurdish minority. It helps to run through these possibilities to see how the Turks can avoid making their dilemma worse, as they now are doing.

1) Pursue the Kurdish guerrillas into neighboring Iraq. This is what the Turks are doing. The Iraqis stand still for it because it helps them with their own Kurdish problem. But repeated raids — and deep raids like the current one, which has a come-to-stay quality — muck up the countryside and trouble many of Turkey's NATO allies without coming anywhere near decommissioning the guerrillas.

2) Set up a permanent security zone along the border. The Israeli buffer in Lebanon is both model and caution. It provides temporary relief but permanent provocation. It gives the international human rights movement an inviting target, and doesn't work well on the ground.

3) Work out a deal with the "good" Kurds, those who already enjoy a measure of American protection in northern Iraq. These Kurds are themselves at odds. They cannot be eager to become soldiers of Turkish foreign policy. Such an effort draws Turkey into an internal Kurdish

political equation it has proven unable to manage for its own purposes so far.

4) Redefine the basic problem. This is the smart policy. Stop treating the Kurds as being first and foremost a military threat to the integrity of Turkey. Some of them do pose a military threat, but this is far from the whole of it. Instead, treat the Kurds as a problem of a basically political cast: the accommodation of a large minority (20 percent of Turkey's population of 60 million) whose cousins are dispersed through neighboring Iraq, Iran and Syria.

Are there too few "moderate" Kurds — favoring autonomy rather than independence, democracy rather than extremism — to help make a moderate Turkish policy work? There are many such people. Is the Turkish military too strong to allow the politicians to move in this direction? That is not yet finally demonstrated. Are the politics of the region too strained to permit a coordinated international approach to the Kurds? Then Turkey could start by focusing on its own share of the problem.

In this way it could give itself a chance — where it seems to have little now — to ease a crisis that otherwise threatens to get entirely out of hand.

— THE WASHINGTON POST.

EU Deputies Condemn Turks' Drive Into Iraq

Parliament Threatens To Scuttle Trade Deal Over Rights Violations

Compiled by Our Staff From Dispatches

BRUSSELS — The European Parliament voted overwhelmingly Thursday to condemn the Turkish Army's drive into Iraq to pursue Kurdish rebels and warned that it would refuse to ratify a customs union with Turkey unless the country improved its human rights record.

"The state of human rights in Turkey is too grave to allow for the formation of the proposed customs union at present," said a resolution passed by the European Union

assembly meeting in Strasbourg.

The resolution was approved by 411 deputies from the 15 EU nations. None voted against it and six abstained.

The resolution "strongly condemns Turkey's military intervention in northern Iraq and the resulting violations of international law and human rights."

The Union concluded a deal last month with Turkey that would dismantle trade barriers. It is scheduled to go into effect on Jan. 1, but must first win Parliament's approval.

Declaring the agreement "historic," EU and Turkish officials said it would increase prosperity in Turkey and help defend against Islamic fundamentalism.

But some Parliament deputies threatened to vote against the deal unless Turkey improved its human rights record.

Reports of civilian casualties during the offensive, mounted March 20 by 35,000 Turkish soldiers against separatists in Kurdish-controlled northern Iraq, have further concerned some Parliament members.

The resolution also called on EU governments not to extradite Kurdish refugees for the duration of the Turkish action, "except for leaders of terrorist fundamentalist movements."

In addition, it called for the EU to draw up rules to prevent the export of weapons that may be used in the conflict between Turkey and the Kurdish rebels.

As the Parliament was debating the cen-

sure proposal, officials said that up to 6,000 of Turkey's troops have pulled out of two of their main bases in northwest Iraq.

About 2,000 to 3,000 troops evacuated their camp at Inishke, east of the border town of Zakho, on Wednesday, Turkish officials said.

Another 3,000 Turkish troops have left a base at a former Iraqi Army fort in Fayshkhabur, in the triangle bordered by Syria and Turkey, said Kurdish officials and international workers in the region.

It was not clear if the troops were simply redeploying or the movements were the start of a withdrawal.

A Turkish officer at the Zakho border crossing, speaking on condition of he not be identified further, said tanks from Fayshkhabur were merely moved to another camp, at Derkare, about 10 kilometers (six miles) east of Zakho.

"We're not leaving Iraq yet," he said.

But fighters of the Iraqi Kurdish group in the border region, the Kurdistan Democratic Party, reported no major Turkish Army movement from Zakho to Derkare through its checkpoints.

And an international aid worker said the troops from Fayshkhabur returned to Turkey during the night.

In Brussels on Wednesday, Turkey's foreign minister, Erdal Inonu, sought to reassure Secretary of State Warren M. Christopher of the United States that Turkey's goals in northern Iraq were limited.

(AP, AFP)

L'intervention turque en Irak condamnée par le Parlement européen

Un nouveau bilan fait état de 334 morts kurdes

LE PARLEMENT EUROPÉEN a condamné « énergiquement », jeudi 6 avril, l'intervention militaire de la Turquie dans le nord de l'Irak et « les violations du droit international », nous rapporte notre correspondant à Strasbourg, Marcel Scotto.

Le texte parlementaire, présenté par l'ensemble des groupes à l'exception de celui des « vultures » et voté par 411 voix pour, 0 contre et 6 abstentions, « avertit le gouvernement turc que la poursuite de sa politique de répression à l'encontre des Kurdes ne manquera pas de renforcer l'audience du PKK, quels que soient les succès des opérations militaires en cours ». Outre le retrait immédiat des troupes turques du territoire irakien, la résolution demande aux pays de l'Union non seulement de suspendre, à l'instar de

l'Allemagne, leurs livraisons d'armes à Ankara mais aussi de « ne pas procéder à l'extradition de réfugiés kurdes ».

À la mi-février, l'Assemblée européenne avait fait savoir qu'elle ne ratifiera pas l'accord sur l'union douanière conclu entre Ankara et l'Union européenne aussi longtemps que les droits de l'homme ne seront pas mieux respectés en Turquie. Jeudi, Alain Lamassoure, le ministre français des affaires européennes, a abondé dans ce sens en déclarant que la Turquie devait encore déployer « beaucoup d'efforts » pour obtenir la ratification de l'Assemblée. La présidence française a ajouté que « les émeutes meurtrières d'Istanbul et leur répression », ainsi que l'opération militaire en Irak ont justifié la position de Stras-

bourg.

ANKARA MISE SUR BARZANI

A Ankara, un responsable du ministère des affaires étrangères, de retour d'une visite dans le nord de l'Irak, a déclaré jeudi que son gouvernement avait l'intention de confier la sécurité frontalière turco-irakienne au groupe de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), après le retrait de ses troupes.

« Nous nous sommes mis d'accord pour une coopération sur la sécurité à la frontière turco-irakienne » (par où s'introduisent les rebelles du PKK), a déclaré M. Cenk Duatepe, sans préciser la façon dont serait organisée cette coopération. Selon lui, les modalités doivent en être définies avec M. Barzani, attendu dans les jours qui viennent à Ankara. En 1992 déjà, après une première opération d'envergure de l'armée turque contre le PKK dans le nord

de l'Irak, la décision avait été prise de créer des postes communs de contrôle à la frontière, mais cela n'avait jamais été réalisé.

Par ailleurs, environ six mille soldats turcs ont abandonné deux de leurs principaux camps de base au Kurdistan irakien, à Inichke et Fichkhabour, respectivement à 60 kilomètres à l'est et 10 kilomètres au sud-ouest de Zakho. Il était impossible de préciser si ces mouvements constituaient un redéploiement dans le nord de l'Irak ou préfiguraient un retrait turc de cette région où trente-cinq mille soldats ont pénétré le 20 mars à la poursuite des séparatistes kurdes turcs du PKK.

Selon un nouveau bilan officiel, l'opération aurait fait trois cent trente-quatre morts dans les rangs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et dix-sept parmi les soldats turcs.

Turkey stands against internationalization

Ankara urges Kurdish leaders to clean up their houses so PKK cannot reestablish itself in N. Iraq

Turkish Daily News
ANKARA - As proposals for an "international formula" in northern Iraq started pouring in, Ankara reaffirmed its stance against the internationalization of the complex problem of northern Iraq.

Deputy Prime Minister Hikmet Çetin, who made a swift visit to London to assure Britain that Turkey's northern Iraqi incursion would be limited in scope and duration, underlined that Turkey was against the "internationalization" of the northern Iraqi problem. Çetin said he made that point clear to his British counterpart Douglas Hurd.

The Turkish stance against an international solution was also put forward to Washington by Foreign Minister Erdal İnönü. "There is no need for internationalization. It is a local problem. The United Nations cannot do anything against terrorism ... It's a local problem; it will be solved locally," he said. Ankara's countermeasure to an international solution is a "local one" in which the role of preventing the establishment of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is given to the local forces.

In Ankara, a high-level Foreign Ministry delegation that has just returned from northern Iraq for talks with the Kurdish leaders maintained that the best way was for the Kurdish leaders to clean up their own houses, so that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) would not reestablish itself in N. Iraq. "It is clear to us that an international force cannot be dispatched to the area. We also think it is not suitable to extend the mandate of Operation Provide Comfort. The 1992 plan of border stations does

not work, either," Cenk Duatepe, the head of the FM intelligence department, said. "So we think it would be best if the local leaders and people themselves prevented the settlement of the PKK. We would give the local forces any means of support for that."

Duatepe denied that Turkey had taken any "package of proposals" to northern Iraq and carefully refrained from going into specifics, saying that further debate would take place when and if Masoud Barzani, the leader of Kurdistan Democratic Party (KDP), came to Ankara.

The three-man delegation invited Barzani for talks in Ankara, but failed to reach the other Kurdish leader, Jela Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) for consultations. "We see Barzani as a reliable person and for this reason we want to talk with him in Ankara," Duatepe said.

Ankara's "local formula" mainly counts on Barzani, who claims to have the control of the border area starting from the Iraqi-Syrian border.

"But there are also PKK forces in the area controlled by Talabani," Duatepe said.

Duatepe also admitted that the Turkish delegation, which was scheduled to visit Talabani, was unable to find him "due to technical reasons."

Talabani, who was supposed to meet the three-man delegation in Erbil, said that he was in Suleymaniyah. The Turkish delegation, unable to go there, asked Talabani to name another place in the north of the 36th parallel — this

time, the PUK leader suggested Dukan, which is exactly on the 36th parallel. The Turkish delegation, was unable to go there because of technical reasons.

"We are in constant touch with his representative, we will go to the region if he gives us a plausible place of appointment," Duatepe said.

The remarks of the Turkish side, despite its determined praise of Barzani, indicated that the meeting had been strained at times. For example, Barzani reportedly complained of certain incidents between the villagers and the Turkish forces.

The Turkish side asked Barzani to report such incidents to Lt. Gen. Hasan Kundakçı, the commander of the operation. Ankara, in turn, bitterly complained of the statements made by the governor of Dohuk after the death of seven shepherds and asked Barzani to stop his men from making statements that would excite and provoke the public. "It was during our meeting with Barzani that the news of a mob killing the Kızılay (Red Crescent) workers came," Duatepe said. "We asked Barzani to make statements that would calm the public." However, Barzani merely promised that he would look into the matter.

Duatepe and the accompanying delegation firmly ruled out that they would try to get the two leaders together to make peace so they can cooperate in eradicating the PKK in the area. "Their domestic problems are not our job," Duatepe said.

İnönü: European Parliament will regret its decision on N. Iraq

'Democracy within unitary structure is best solution for Turkey'

Turkish Daily News

WASHINGTON- On Thursday, the last day of his first visit to Washington as Turkish foreign minister, Professor Erdal İnönü wrapped up the results of the meetings he had on that day at a press conference he held for Turkish journalists at the Turkish Embassy.

İnönü said that in general he was very satisfied with his talks with American officials. "I am leaving Washington satisfied with my contacts," he said. "The approaches of both Congress and the administration to Turkey were positive. I saw that the value of the Turkish-U.S. alliance is well understood in Washington. They realize that Turkey has a new significance given the developments in the Balkans, Caucasus and Central Asia."

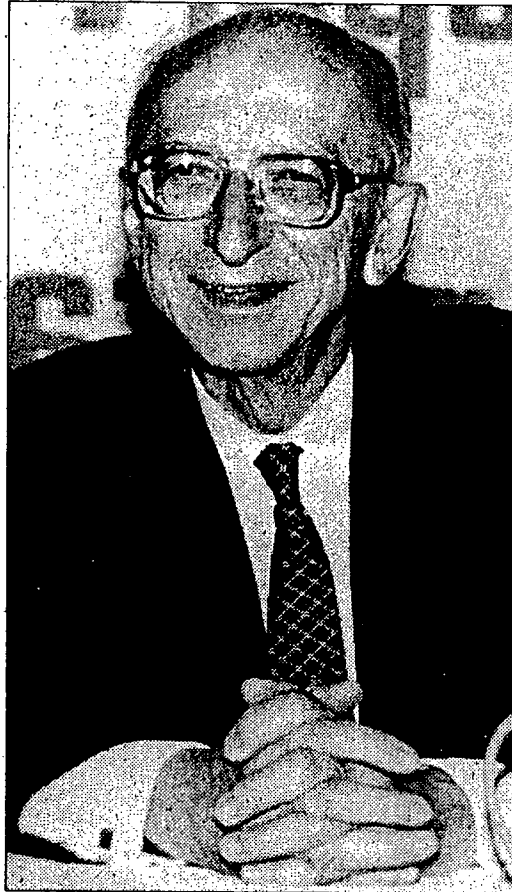
When asked what he thought about the European Parliament (EP) decision which criticized the Turkish incursion into northern Iraq and asked Turkey to leave Iraq immediately, İnönü said the EP decision was based on misinformation. "We will correct such biases when we enter the EP," he said.

"The European Parliament has adopted an attitude on a matter which it does not know well, and regarding which it did not even show an effort to ask and learn more about," İnönü said. "I don't take this decision seriously at all. Soon they will discover that they are wrong and regret it."

İnönü started his day with a visit to the editorial board of The Washington Post. On the same day, in an unsigned editorial, the Post recommended that Turkey listen to "moderate Kurds" who favor "autonomy rather than independence." İnönü said the ideas he heard at the paper regarding a solution to the Iraqi situation were ideas proposed by people with "good will, but who did not know the situation well."

"They are not in a position to guide us," he added. "What guides us are the ideas of our people, our citizens, and our parties who have followed the situation for a long time. It is our aim to have our citizens live in Turkey with democracy, under a unitary structure, with a loving solidarity between them. It is possible to institute a full-fledged democracy under a unitary structure. It takes some time and requires some effort, but that's what we are trying to accomplish. That's the best solution for Turkey."

A Turkish journalist asked İnönü what he thought about U.S. Asst. Secretary of State Richard Holbrooke's reference to a "Vietnam analogy" while he had lunch with İnönü on Wednesday at the State Department. Reportedly, Holbrooke told İnönü that Turkey should refrain from setting goals that are too general in the Iraqi operation. If you do that, then even when you accomplish 70 percent of



FM Erdal İnönü

your goals, you will still look unsuccessful. Try to limit your goals, Holbrooke allegedly told İnönü. The Turkish foreign minister acted surprised that the Turkish journalist could claim to know such details of his conversation with Holbrooke. "I respect your information and you can write anything you like. But it doesn't mean that it is true," he said.

The Turkish foreign minister also met with Anthony Lake, President Clinton's National Security adviser, on Thursday. Commenting on the meeting, İnönü said: "Lake said he understands Turkey's right to defend its citizens against terrorism. But he said the administration was concerned that others could interpret the Iraq operation differently." Regarding Lake's statement, İnönü said: "Real friendship proves its worth in times like this. They have to believe us. A friend is he who believes in you in times of need."

During the press conference İnönü hailed a draft bill proposed to the Turkish Parliament recently, i.e., the one sponsored by Aydın True Path Party Deputy Tunç Bilget to eliminate the death penalty. He also commended the agreement between True Path Party State Minister Bekir Sami Dağ and the Republican People's Party Justice Minister Mehmet Moğultay to eliminate Article 8 of the

SATURDAY, APRIL 8, 1995

Turkish Daily News

Anti-Terrorism Law. "When I mentioned these two important developments to the Americans, they forgot to ask me any questions on human rights in Turkey," he quipped.

Inönü said the Americans asked him how he was planning to make peace between Mustafa Barzani of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Celal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

The two factions have been fighting for the last month to control Erbil. "How will you mediate when they hate one another?" the Americans asked. "Such things are normal in politics," Inönü replied.

Inönü also met with Richard Beattie, President Clinton's special envoy to Cyprus. "It was a very short meeting," he said. "He is rather new to this job. We will continue our talks back in Ankara," he said.

Inönü flew to Paris on Thursday afternoon where he will meet with the French foreign affairs and defense ministers.

Settle the Kurdish problem

A heavy price is being paid for the something-must-be-done diplomacy that passed for strategic thinking in the early 1990s. Then, European Union nations readily recognized Croatia, Slovenia and Bosnia, ignoring the threat to the region's stability. They also led the campaign to set up a Kurdish safe haven in northern Iraq without considering who would take responsibility for the region.

Southeastern Turkey and northern Iraq must not suffer Bosnia's fate. The humanitarian ground are self-evident, but a conflagration could jeopardize relations between the EU and one of its staunchest allies. Ankara has done itself few favors.

The invasion of Iraq just after signing the customs union strained to breaking point the patience of Britain, Germany and France, which had battled for months to negotiate the deal. Turkish diplomats have taken an abrasive stance and their soldiers have too often mistreated the very Kurdish people whose support they needed.

Prime Minister Tansu Çiller of Turkey and the EU must strip away the understandable but often misjudged emotion that accompanies debate on this question. EU leaders have rightly balanced legitimate criticism with a determination not to isolate Turkey.

They also accept that many Kurds have been integrated into the political and economic system and no government would stand aside when confronted with an organized terror campaign.

Turkish leaders often believe that Europe fails to distinguish between the PKK (Kurdistan Workers' Party) terrorists and the Kurdish people. Europe should clearly make this distinction, but so should Turkey's military leaders.

Any solution must meet the legitimate aspirations of the majority of Kurds while maintaining a firm stand against the terrorists. Mrs. Çiller has promised to phase out the state of emergency, remove restrictions on unions and students, and amend the anti-terrorism laws. These measures should be rapidly put on the statute book. The Kurds should also be offered cultural autonomy. A date for the withdrawal of Turkish troops must also be fixed.

In return, the EU and the United States should support measures to build a new, stable political structure in northern Iraq. EU governments could also make clear that, if Turkey tries to reach a peaceful settlement, there will be no question of withdrawing the customs union. The Kurdish solution will ultimately be political, not military. Only if this is acknowledged by Turkey, and insisted on by the West, will there be the basis for a viable settlement.

This comment is reproduced from the European of April 7, 1995.

Russia wants 'international presence' in northern Iraq

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- Russia, opting for an international solution to the northern Iraq problem, is considering proposing the deployment of a multinational mission in the region, possibly under the umbrella of the United Nations, diplomatic sources said on Friday.

The sources told the Turkish Daily News that Russia was likely to officially announce concrete proposals regarding the creation of the mission in the coming days.

The new Russian plan was outlined for the first time on March 30 in an article in the Moscow-based daily Komsomolskaya Pravda which is known to be close to the Russian Foreign Ministry.

The article said the proposed mission could mainly monitor the human rights situation, control distribution of humanitarian aid, and in the mid-term, organize planned elections in northern Iraq following the pullout of the Turkish military from the region.

It suggested that the mission could be created under the United Nations or the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), but analyst note that an OSCE umbrella is out of the question since northern Iraq falls outside the organization's area. "Keen to resume its Soviet-era influence in the Middle East, Moscow is interested in actively taking part in an international presence in northern Iraq," one diplomatic source told the TDN, explaining the main idea behind the expected Russian move to call for the creation of a multinational mission. "In this way Russia wants to have a greater say in the region," he said.

The OSCE is trying to endorse a similar mission to the Chechnya region in southern Russia where Moscow forces have regained control against Chechen rebels. But, a final decision has yet to be made.

The sources say Russia may even call for simultaneous assignments for international missions for Chechnya and northern Iraq.

Editorial

by İlinur Çevik

The mess created in northern Iraq

The military operation in northern Iraq has become a secondary issue while stories of atrocities surface in abundance and the international community tries to increase the pressure on Ankara to withdraw its forces involved in the incursion.



Turkey has attempted to launch a diplomatic offensive on several fronts with Deputy Prime Minister Hikmet Çetin and Foreign Minister Erdal İnönü touring Western capitals and trying to convince them that Turkey wants to combat separatist terrorists and has no other ulterior motive. But it seems despite showing certain understanding the West is not buying the Turkish story as a whole...

We have been told the Turkish troops have to be withdrawn and the advice is "the sooner the better." So even with her so-called propaganda machine working full speed in Washington without the start of such a withdrawal Çiller may have a very bumpy ride when she visits Washington in the coming weeks... But this is not the only problem we face on the diplomatic front. Ankara has had serious problems in its bid to contact Iraqi Kurdish leaders. A Foreign Ministry delegation sent to northern Iraq to meet Jalal Talabani and Massoud Barzani returned empty-handed. They were unable to meet Talabani and Barzani has agreed to disagree with them...

So on the diplomatic front despite all the goodwill and charm displayed by Çetin, İnönü and the Foreign Ministry we do not seem to be in safe waters.

On the other hand our adversaries are now busy trying to create stories of atrocities committed by our troops in northern Iraq to discredit Turkey.

The series of incidents which started with the killing of seven Iraqi shepherds are still continuing. The PKK has reportedly tried to blame Turkey for the events...

On Friday a family of eight Iraqi Kurds died in a rocket attack on their car which Iraqi Kurdish police said was the work of the PKK in the hope that the attack would be blamed on Turkish troops. Four of the dead were children and the attack had all the characteristics of a PKK-led massacre. Is it a secret that the PKK has killed its own Kurdish people in Turkey including women and children?

So Turkey is facing some hard times on several fronts and is unfortunately paying dearly for its past mistakes as it alienated people like Talabani. Now those who slated Talabani a PKK collaborator and banned him from coming to Ankara, including those who advised Prime Minister Tansu Çiller to do so, should be held accountable for the problems we face today. Ankara cannot get its act together as long as it does not approach Barzani and Talabani with an open mind.

Menteşe: Operation in N. Iraq will be completed after establishing a secure zone

Turkish Daily News

ANKARA- Interior Minister Nahit Mentese said Friday that the operation in northern Iraq would be completed after the roots of the terrorist organization were eradicated and after a secure zone was formed in the area.

Menteşe spoke at a meeting organized by his office in order to brief the governors on security and the cross-border operation. In addition to the governors of 76 provinces, Security Director General Mehmet Açar and Emergency Rule Regional Governor Ünal Erkan attended the meeting.

Menteşe said that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had lost nearly the number of militants it had lost in the past decade.

He said 1995 would be the year when terrorism would no longer be an item on Turkey's agenda. He said that the fact that the PKK had been neutralized and peace and security restored in the region and that Turkey was about to enter the customs union had made those circles who are enemies of democracy worry.

He said due to the setbacks it had suffered in Turkey, the PKK had been using northern Iraq, where there was a power vacuum, for statistical support. He said that the operation in northern Iraq was being carried out in line with the rules of international law.

Speaking in Antalya at a symposium titled "The Tourism Sector from the Viewpoint of Turco-German Relations," Feriye Uygün, the Tourism Ministry official responsible for the promotion of Turkey, said the tourism sector contributed to the reinforcement of brotherhood and friendship among people. Uygün urged German citizens to come to Turkey for holiday without any fear.

SATURDAY, APRIL 8, 1995

Turkish Daily News

Porter: Turkey is committing genocide in N. Iraq

State Dept.'s Lynn Davis defends Turkey

Turkish Daily News

WASHINGTON- Rep. John Edward Porter, an Illinois Republican, has condemned the Turkish incursion into Iraq with the harshest language ever used in the U.S. Congress concerning the operation launched to eliminate the PKK's logistical infrastructure in northern Iraq.

Porter, speaking at a House Foreign Operations subcommittee meeting, claimed that Turkey was killing innocent Kurds and said "Turkey is committing genocide."

Rep. Porter, the co-chair of the House Human Rights Caucus, is known for his previous sponsorship of many bills and

resolutions that condemned Turkey for its alleged violation of the rights of Kurds, Greek-Cypriots and Armenians.

United States Undersecretary Lynn E. Davis, appearing before the same subcommittee, defended Turkey's position. "With regard to Turkey's incursion into northern Iraq, the United States understands Turkey's need to deal firmly with the PKK, which is a vicious terrorist organization," she said.

"At the same time we will continue to insist that Ankara do everything possible to avoid harm to the civilian population and that it limit the scope and duration of the operation," she added.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0344 4 I 0427 IRK /AFP-AH64

Turquie-Irak-Kurdes

L'armée turque distribue des tracts appelant le PKK à se rendre par Tollé ARAM

ZAKHO (Irak), 8 avr (AFP) - L'armée turque a commencé samedi à distribuer des tracts dans le nord de l'Irak appelant les séparatistes kurdes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) à se rendre.

Des soldats postés à trois barrages sur la route entre la ville frontalière irakienne de Zakho et Batoufa, à 30 km plus à l'est, remettaient ces tracts par paquets aux passants de chaque voiture.

Ces tracts "doivent être remis aux combattants du PKK. Ils les appellent à se rendre et à ne pas avoir peur car ils ne seront pas mis en prison", a affirmé un soldat turc à l'AFP.

Selon lui, des hélicoptères ont lâché "des millions" de ces tracts au-dessus de la région.

"Je vais jeter ces communiqués, je ne connais personne du PKK", a déclaré à l'AFP un kurde irakien, qui passait près de Batoufa.

"Ces tracts n'auront aucun effet. Les Kurdes irakiens qui connaissent les gens du PKK ne les transmettront pas", a affirmé un autre civil.

Par ailleurs, quelque 500 soldats turcs ont traversé vendredi soir à pied les montagnes qui marquent la frontière avec l'Irak pour regagner la Turquie, selon des membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) dans le village de Kani Masi, à quelques centaines de mètres de la frontière.

Le porte-parole de l'état-major turc à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), le colonel Dogu Silahcioglu, a indiqué samedi qu'une brigade, composée de 3.000 hommes, "qui a terminé sa mission dans une zone du nord de l'Irak", était rentrée en Turquie. "Il n'y a pas d'autre retrait de prévu pour le moment", a-t-il ajouté.

La Turquie a envoyé le 20 mars quelque 35.000 hommes, appuyés par des blindés et l'aviation, dans le nord de l'Irak pour y traquer les rebelles du PKK et détruire leurs bases.

"Nous ne savons pas ce que (ce retrait) signifie car nous avons vu samedi sept hélicoptères venant de Turquie survoler la région au sud de Kani Masi. Nous pensons qu'ils acheminent des troupes fraîches", a déclaré à l'AFP un responsable local du PDK, Hassan Madullah.

Dans le même temps, des dizaines de camions chargés de ravitaillement ont traversé le poste-frontière d'Ibrahim al-Khalil et se dirigent vers trois camps de l'armée turque, entre Zakho et Batoufa. Tous les 100 mètres, un char était déployé, a constaté l'AFP.

Des soldats turcs ont déchargé des camions des centaines de sacs de pain, de bouteilles d'eau, de conserves de viande et de cigarettes.

ta/at/jmc

AFP /J00245/081747

AVR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

LE SOIR — 8-9 avril 1995

Sur le problème kurde en Turquie et en Irak.

■ Kurde de Syrie, vous vous êtes exilé en France il y a 11 ans, où vous avez obtenu la nationalité après avoir francisé votre nom. Comment évaluez-vous les chances de voir le dossier kurde sortir de l'impasse en Turquie?

□ Les structures kémalistes de l'État sont figées depuis 70 ans, qui rendent impossible la reconnaissance des droits des minorités. De plus, la Constitution de 1982 adoptée sous une junte militaire est toujours en vigueur. Les militaires dirigent toujours le pays, en fait, à travers le Conseil national de sécurité. Le président de la république, Suleyman Demirel, fut par deux fois chassé par les militaires dans le passé. La situation a empiré depuis l'arrivée de Ciller au poste de Premier ministre et l'intervention en Irak prouve sa faiblesse vis-à-vis de cette hiérarchie militaire. La presse elle-même est contrôlée par les militaires. Les escadrons de la mort ont tué quelque 3.000 intellectuels, syndicalistes, journalistes, avocats, écrivains kurdes. Les Turcs méritent la démocratie, et il suffirait que leurs dirigeants commencent par respecter les conventions internationales qu'ils ont signées.

■ Voyez-vous des signes positifs?

□ La classe politique commence à se ren-

Akil Marceau

Chercheur à l'Institut kurde à Paris

dre compte qu'il faut une solution, mais n'en a pas le courage. La population aussi, depuis dix ans, ouvre peu à peu les yeux.

■ Que demandent les Kurdes?

□ Même le PKK a fini par renoncer au séparatisme. Les Kurdes demandent à être acceptés comme tels, à obtenir des droits culturels, une autonomie administrative. Il a fallu attendre 1990 et la présidence de feu Turgut Ozal pour voir l'usage de la langue kurde supprimé de la liste de délits, mais elle reste interdite dans les secteurs de l'éducation, de l'impression ou de l'audiovisuel. Pourtant, une majorité des Kurdes se rallierait à une solution d'autonomie.

■ Les méthodes — la terreur, notamment contre les civils qui collaborent avec l'État turc — utilisées par le PKK peuvent-elles être justifiées?

□ Les durs dans les deux camps se font face. Mais on a assassiné les modérés, brûlé deux mille villages. En fait, il n'y a pas de place pour les modérés, alors que la population kurde espérait que le changement pourrait survenir par des voies légales. Les parlementaires kurdes emprisonnés en décembre pour de lourdes peines de 3 à 15 ans de prison ne demandaient pas la lune, ils réclamaient une solution politique! Même le ministre d'État turc aux droits de l'homme a récemment admis qu'il existait un terrorisme d'État, qui ne distingue pas entre les civils et les combattants, qui détruit tout village suspecté de collaboration avec le PKK.

■ Comment expliquez-vous que les Kurdes irakiens aient en quelque sorte pactisé avec la Turquie?

□ Depuis la mise en place du sanctuaire kurde autonome, durant l'été 91, les trois États voisins, l'Iran, la Turquie et la Syrie, se réunissent régulièrement pour endiguer l'expérience, ce qui poussa les Kurdes irakiens à se résoudre à cette alliance contre-nature. Les Kurdes ont historiquement toujours été victimes de la géopolitique.

■ En attendant, les Kurdes d'Irak du Nord autonome se divisent en sanglantes querelles tribales pour l'argent...

□ Il s'agit de la première expérience d'auto-administration depuis l'éphémère république kurde de Mahabad en 1945 qui ne dura pas un an. Les élections s'y sont déroulées en 92 de manière satisfaisante, sans incidents, et la population se montrait enthousiaste. Mais cela n'arrangeait personne dans la région, et tous les États cherchent à saboter l'expérience: l'Iran harcèle à l'Est, la Turquie en est à sa sixième intervention militaire, les espions irakiens interviennent quotidiennement. La zone subit un double blocus, celui de l'ONU et celui imposé par Saddam Hussein. Tout le pays est à reconstruire, il y avait eu 4.500 villages détruits sous Saddam. Le statut était particulier à l'époque: les Kurdes irakiens disposaient de droits culturels — leur langue est reconnue comme seconde langue nationale — alors que la répression se révélait de loin la pire dans la région!

Depuis l'établissement du sanctuaire, l'Occident ne considère la question que sous l'angle humanitaire, car il ne veut pas déplaire aux pays voisins. Pour ceux-ci, l'émergence d'une expérience démocratique est bien trop dangereuse. Ce qui n'empêche pas la responsabilité des deux principales formations, le PDK et l'UPK, dans les troubles. La population est contre les luttes fratricides et l'a montré dans des manifestations.



La Turquie mène une opération militaire de grande envergure. Photo EPA.

Propos recueillis par
BAUDOUIN LOOS

On Turkish-Iraqi Border, Bootleg Shipments Profit All Sides

By John Pomfret
Washington Post Service

DAHUK, Iraq — When the Turkish Army invaded northern Iraq to hunt down separatist Kurds, it disrupted a triangular sanctions-busting scheme involving shipments of bootlegged Iraqi diesel fuel into Turkey. Now, less than three weeks later, the smugglers are back in business, and the cash is flowing again.

The reinvigorated trade in Iraqi diesel fuel among Iraqis, Kurds and Turks is a case of money vying with geopolitics in the Kurdish area of northern Iraq.

It illustrates the limitations of the UN Security Council's economic sanctions imposed on President Saddam Hussein, which in theory prevent Baghdad from selling its petroleum products.

And it underscores how greed is hurting the Iraqi Kurds, whom the U.S.-led Operation Provide Comfort helped to protect from Mr. Saddam's army and bring down from mountain refugee camps where they had fled in 1991 after the Gulf War.

The renewed trade, which peaked late last year at 40 million gallons of diesel a day, according to estimates by experts monitoring the flow, is reflected in the smile of Narzi Tanir, 38, the proprietor of the Donald Duck filling station. His establishment has joined about 50 other makeshift pumps on a traffic circle outside this northern Iraqi Kurdish town.

"Business is business," Mr. Tanir said. "The Turks are coming back."

While neither Mr. Tanir nor Western diplomats expect the new trade to rival amounts of diesel fuel that flowed through northern Iraq late last year, they acknowledge it helps Mr. Saddam by providing his government with urgently needed foreign exchange.

"No doubt Iraq benefits, as we do, and Turkey, too," said Abdulaziz Tayyib, the Kurdish governor of Dahuk. He said the tax that his U.S.-protected Kurdish administration levies on fuel shipments, as they move from Iraq through the Kurdish area into Turkey, is the only thing keeping the Kurdish administration afloat.

Western diplomats said that despite mild protests from the United States to Turkey, they expect the trade to continue. In February, Turkey began to limit the amount of diesel per truck to about 750 gallons. Previously, trucks with almost 10 times that amount had been crossing the border.

The reason the trade must go on, they say, has to do with the shifting alliances and contradictory needs of the three main groups involved.

The Turks tolerate the trade because much of the money is going to southeastern Turkey, and Western diplomats said the Turkish government views this as a

good idea. Since 1984, the southeast has been the scene of separatist battles between Turkish Kurds and the Turkish government, and 15,000 people have died in the fighting. An economic boom in the region could do much to dampen the fires of separatism, Western diplomats said.

Indeed, one Western embassy estimated that 60,000 Turkish Kurd truckers ply the black market diesel route into Iraq and back. With the average size of extended Kurdish families in the region at about 10, one official said, that makes 600,000 people who live off the technically illegal trade.

Recently, more than 5,000 trucks and 10,000 drivers, in a line that snaked for almost 32 kilometers (20 miles), waited in southern Turkey to get into northern Iraq.

Kurdish groups in northern Iraq back the trade because it provides them with huge amounts of tax revenue, which they say they need to run an

autonomous region they established for the 2.5 million Kurds in 1991 under the cover of Operation Provide Comfort. Western officials in the region said, however, they believe that officials of the Kurdistan Democratic Party, one of the two main Iraqi Kurdish factions there, pocket most of the money, estimated to have peaked late last year at \$100,000 a day.

Iraq, of course, likes the trade because it provides Mr. Saddam's government with badly needed hard currency and with food. Much of the trade flows through the Iraqi city of Mosul, where truckers get 2,250 gallons of diesel for every 1.5 tons of flour they bring from Turkey.

Western officials first began to worry about the trade late last year when huge tractor-trailers, equipped with jury-rigged tanks, left Iraq and passed into Turkey carrying 5,000 to 6,000 gallons of diesel fuel each. The trade soon became a major hole in the UN economic embargo.

Huge profits were the reason

Suspected Rebels in Camps Must Go, Turkey Tells UN

Compiled by Our Staff From Dispatches

ZAKHO, Iraq — The commander of Turkey's cross-border offensive against Kurdish rebels in northern Iraq urged the United Nations on Friday to stop what he said were guerrilla operations in two UN refugee camps.

"The camps are under UN auspices and outside our operation zone so we don't want to go in, even though we could," Lieutenant General Hasan Kundakci said in northern Iraq. "But if they attack us from there they will be punished."

The Turkish general, visiting a military post 45 kilometers (30 miles) east of the Iraqi town of Zakho, said Turkey would try to persuade the United Nations to expel suspected rebels from the two camps near the village of Atrush.

"If they don't sort it out, we'll have to think of something from a military point of view,"

he said, adding that if the rebels "sit in the camps doing nothing, we won't act, but if they come and kill our innocent civilians and soldiers they will be punished." He did not say whether his troops would attack the camps.

Officials of the UN High Commissioner for Refugees denied that rebels of the Turkish Workers Party were in the camps but said there were party sympathizers among the refugees.

Prime Minister Tansu Ciller leaves Saturday for a weeklong visit to the United States. Diplomats hope she will announce an end to the operation soon. She meets President Bill Clinton next Wednesday.

On Friday, Turkish troops killed 19 Kurdish Workers Party rebels in northern Iraq and at least nine in eastern Turkey, military officials reported in Ankara. (Reuters, NYT)

for the rapid growth in cross-border traffic. Turkish truckers would head to Mosul, about 50 kilometers south of Dahuk, and buy a gallon of fuel for the equivalent of about 15 cents. In Turkey, they would sell it for 10 times that amount. So drivers routinely could pocket \$3,000 on one trip. Even now that Turkey has begun limiting the amount of fuel allowed across the border, a driver can still make \$500 a trip, officials said.

As the trade rose, the Kurdish groups that control northern Iraq began to tax the trucks as they came over the Habur River Bridge into Turkey.

The Kurdistan Democratic Party, which controls the bridge, cleared \$4.5 million over about two months, Western officials said.

In December, the other main Iraqi Kurdish faction, the Patriotic Union of Kurdistan, demanded a cut of the border tax, saying it had run out of money. The Kurdistan Democratic Party refused, and on Dec. 13 fighting flared and has continued ever since.

Turkey Adamant On Iraq Incursion

Reuters

SANTIAGO — Turkey will keep its forces in northern Iraq as long as they are needed to hunt down Kurdish rebels, although Turkey has no territorial designs on Iraq, President Suleyman Demirel of Turkey said Friday.

Mr. Demirel, asked by Chilean reporters about Turkey's military drive against Kurdish separatists, implied the world was forgetting the plight of Turks killed by Kurdish "terrorists" in cross-border raids from Iraq.

Asked how long Turkey's incursion, which began nearly three weeks ago, might last, Mr. Demirel replied: "The people in charge of security, when they feel operations have concluded, will withdraw from the area." Mr. Demirel, who arrived in Chile on Thursday from Argentina, will fly Sunday to Brazil, the third and last stop on his South American tour.

CE QUE J'AI VU EN TURQUIE

Invité de Cem Boyner à Ankara pour le lancement du «Mouvement pour une nouvelle démocratie», Bernard Kouchner brosse le portrait de ce jeune entrepreneur qui ose parler de démocratie, de l'Europe, des droits des Kurdes et même des Arméniens. L'ex-ministre de la Santé et député européen a rencontré aussi les députés kurdes emprisonnés, à l'heure où l'armée turque poursuivait le PKK sur le territoire de l'Irak. Voici son analyse.

I N T E R V I E W

Propos recueillis par Marc Kravetz

Bernard Kouchner: *Il faut dépasser l'étape du kémalisme, qui*

Vous revenez de Turquie: son armée est entrée massivement au nord de l'Irak pour y nettoyer, dit-elle, les bases arrière du PKK. Dans le même temps, les deux principales organisations kurdes d'Irak se livrent un combat meurtrier. Ce sont des questions qui vous touchent de très près, mais vous vous êtes rendu à Ankara, également, pour participer au congrès fondateur du «Mouvement pour une nouvelle démocratie». Il y a un lien entre tous ces événements, mais d'abord qu'est-ce que ce mouvement au titre prometteur?

BERNARD KOUCHNER. L'histoire commence avec Cem Boyner, un industriel turc prospère, jeune et médiatique – comme on dit –, le roi du textile dans son pays. Il y a vingt mois, estimant que le pays court à la catastrophe, Cem Boyner réunit ses amis, des cadres d'entreprises, des intellectuels, des sociologues, beaucoup de femmes et, ensemble, ils passent en revue les maux dont souffre la Turquie: ses problèmes économiques, le sort des émigrés turcs, l'entrée dans l'Union européenne, les rapports avec les Grecs, le problème de Chypre et, bien évidemment, la question kurde qui s'aggrave et qu'ils jugent aussi mal abordée que mal traitée. Conclusion: il faut faire de la politique. Les mêmes lancent, il y a cent jours, ce «Mouvement pour une nouvelle démocratie» et, en cent jours, récoltent 40000 adhésions. Le 31 mars, le mouvement naissait officiellement avec un meeting dans un stade d'Ankara.

Pouvez-vous nous en dire plus sur Cem Boyner?

B. K. Nous l'avions invité récemment au nom du Forum européen pour la prévention des crises – Jan Bertens, Daniel Cohn-Bendit, José María Mendiluce, Pierre Pradier, Jack Steward-Clarck et moi (1). Il a produit une grosse impression sur tout le monde, y compris – ce qui, pour un dirigeant turc, n'est pas rien – sur les représentants grecs du Parlement, par l'idée qu'il affiche qu'on ne sortirait

des impasses actuelles qu'avec plus de démocratie et plus de développement, par une référence constante aux droits de l'homme, si peu habituelle dans cette région. Je me suis donc rendu à Ankara, au nom de notre Forum et à l'invitation de Cem Boyner. Ce voyage coïncidait avec la formation du nouveau gouvernement turc, où la social-démocratie fait un retour en force. Le vice-Premier ministre est M. Cettin, ex-ministre des Affaires étrangères et Kurde de Diyarbakir. Le ministre des Affaires étrangères est M. İnönü, un homme intègre.

Avant de revenir au fond, un mot peut-être sur l'ambiance de ce rassemblement, son audience...

B. K. Signe qui ne trompe pas: tous les ambassadeurs étaient présents, y compris l'ambassadeur irakien, ainsi qu'une forte représentation de la presse internationale, à l'exception des Français. Je ne crois pas être dupe de ce que peut être la ferveur d'une foule dans un meeting. Là, on peut dire sans risque qu'une dynamique nouvelle se fait jour. Et puis, un fait frappant: beaucoup de femmes, dont certaines en tchador. Là encore, du jamais vu. Le conseiller du président a démissionné pour venir conseiller Boyner. Il a même fait adhérer des généraux!

Son discours?

B.K. Très ouvert, très direct. Du Kennedy modernisé. Il aborde à la fois le problème le plus important pour ses interlocuteurs, le chômage, le développement inégal du pays, et celui de l'entrée dans l'Union européenne, puis un par un, le problème kurde, la politique extérieure, la situation régionale, les rapports avec l'Irak et avec l'Iran, avec le monde musulman, etc. Il a même prononcé le mot tabou: «arménien». Sur le Kurdistan, il est visiblement prudent parce que, déjà, on lui reproche un langage qui témoignerait de son inclination pour le dialogue. Vous connaissez la suite: dialogue, mais avec qui? Surtout pas avec le PKK terroriste, autre sujet tabou... Ce sont des

assassins, on ne parle pas avec eux...
Précisément, comment s'exprime cette différence?

B. K. Dans la volonté de régler les problèmes par plus de démocratie et de modernité dans l'Etat. Il y a un problème kurde, disent les amis de Boyner. Abordons-le franchement! Il faut dépasser l'étape d'un kémalisme qui fut indispensable. Cesser de se taire sur le problème kurde ou alévi, sous prétexte que le kémalisme a déjà tout résolu et qu'à l'image de la République le pays est indivisible...

Y-a-t-il un enjeu spécifiquement européen?

B. K. Evidemment, le mouvement de Boyner s'inscrit dans la volonté d'adhésion à l'Union européenne. Les opposants sont principalement l'armée et les fondamentalistes. De l'autre côté, outre la Nouvelle Démocratie, il y a le gouvernement actuel, Mme Çiller et l'aile sociale-démocrate, mais aussi les Kurdes. Oui, tous les Kurdes pour qui la solution passe par le développement de la démocratie, dans le cadre de l'Europe. L'alternative à l'Europe, c'est le Moyen-Orient et la marche en arrière vers le fondamentalisme. C'est grâce à l'Europe qu'on pourra changer ces fameux vingt et un articles de la Constitution turque [qui traitent notamment du «séparatisme», limitent la liberté d'expression et fondent le crime d'opinion, ndr], ce «paquet démocratique» qui doit être porté devant le Parlement d'Ankara.

Vous avez pu également rencontrer les parlementaires kurdes en prison. Comment cela s'est-il passé?

B. K. Il y a toujours devant ces sinistres bâtiments une foule silencieuse un peu honteuse, surtout des femmes, en vêtements populaires, avec des foulards, avec des enfants, qui attendent sans oser être turbulents. L'odeur de la prison, presque partout la même, saleté et détergents. Avec ce sol qu'on lave tout le temps mais qui n'est jamais propre, ces meubles élémentaires, ces tables, ces chaises. La cellule de Leila

fut indispensable. Ne plus se taire sur le problème kurde ou alévi.

Zana – la seule à disposer d'une petite pièce personnelle –, bien chauffée d'ailleurs, alors que ses collègues masculins vivent ensemble dans la même pièce avec une petite cour qu'un filet de volley-ball n'arrive pas à égayer. Ils ne peuvent se promener que dans la cour, pas dans la prison. Mais on sent chez eux une détermination intacte, émouvante. Pas de lassitude: une analyse aigüe, même si on n'est pas d'accord sur tout. Mehdi Zana est arrivé plus tard, avec Leila, ils sont les plus émouvants. Ce sont des prisonniers politiques solides et militants. L'un des parlementaires a fait l'analyse de la situation; pour supprimer la violence en Turquie, il faut d'abord en supprimer les causes, disent-ils. Il faut des garanties constitutionnelles pour l'identité, la culture kurdes, le droit de fonder un parti, l'abolition des gardiens de villages, les traîtres, les «*jash*» (2)... Ils disent que la pression européenne doit continuer à s'exercer mais ils craignent aussi que le changement des vingt et un articles ne soit pas suffisant, et ils ajoutent qu'il n'y aura pas de vraies garanties sans une modification profonde de la Constitution. Ils insistent sur un point et ils veulent le faire savoir au monde: il faut une amnistie générale, pas seulement pour eux, pour tous les politiques. Ensuite, ils demandent d'abolir le Conseil national de sécurité, sans quoi rien n'est possible. Ils veulent enfin que l'Etat soit aussi représenté par des citoyens de la société civile.

Y-a-t-il une chance de les voir libérés?

B. K. Eux ne se disent pas optimistes. L'hypothèse ne doit pas non plus être exclue. La Cour suprême peut casser les condamnations. Le Parlement peut voter une nouvelle loi qui leur rendrait l'immunité. Ce sont deux possibilités. Une précision, encore: les parlementaires détenus souhaitent absolument que le Parlement européen vote en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union douanière.

Comment considère-t-on en Turquie cette opération militaire qui est en**cours dans le nord de l'Irak?**

B. K. Certains de mes interlocuteurs kurdes affirment que cette opération avait d'abord pour but de mettre fin à l'administration civile, Parlement et gouvernement, installée par les Kurdes d'Irak dans la région placée sous leur contrôle. Cela donnait un mauvais exemple en Turquie, il fallait donc détruire l'expérience réussie. Certains intellectuels kurdes disent aussi que, pour la Turquie, il vaut mieux que le pouvoir soit exercé sous des formes tribales par les chefs de guerre traditionnels, MM. Barzani et Talabani, et qu'on laisse la protection du territoire à une force étrangère. Ils insistent du reste sur le fait que les protecteurs des vieilles structures sont aussi les adversaires de l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Qui sont-ils? L'armée, le gouvernement dans sa partie la plus réactionnaire, mais également les Américains.

Et sur la guerre elle-même?

B.K. On sait très peu de choses. La presse est bloquée à Diyarbakir. Hormis les deux journalistes enlevés par le PKK, qui auront quelque chose à raconter quand on les libérera, les autres doivent se contenter des communiqués du commandement militaire. Nous sommes dans une pure logique d'affrontement. Je pense, et je ne suis pas le seul, qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit avec les Kurdes. Ceux qui ont enclenché l'opération pensent le contraire. Dans cette mesure, quand on a rasé des villages et tué des milliers de gens sans résultat militaire tangible, il fallait alors passer la frontière pour détruire les bases arrière de leurs ennemis. Les militaires ont toujours fait ça, la France l'a fait en Algérie, ça n'a jamais servi à rien. L'actuel ministre de la Justice, qui travaillait sur les lois à changer, m'a affirmé vouloir faire disparaître le délit d'opinion en Turquie. Lui et d'autres se prononcent contre toute solution militaire. Mentent-ils? Ils se demandent en même temps comment en finir avec le terrorisme puisque, selon eux, le PKK continue ses exactions. J'ai répondu que

le seul moyen était de parler avec ses ennemis. Mais il n'en est visiblement pas question. Or, d'après les documents que j'ai lus, le PKK ne souhaite plus un Etat autonome et reconnaît les frontières de la Turquie existante.

Les deux partis kurdes irakiens, l'UPK de Talabani et le PDK de Barzani, s'entretiennent. Vous connaissez personnellement les deux hommes, et depuis très longtemps; que pensez-vous de cette situation?

B. K. Elle est consternante, imbécile, criminelle. Car, malgré tout, la Turquie se transforme. Et de l'autre côté, c'est une régression. Ce combat est un véritable attentat contre la raison et l'intelligence. J'ai rencontré les représentants des deux formations en Turquie. J'ai demandé qu'ils ne parlent pas du passé, seulement d'un cessez-le-feu possible. **Est-ce qu'ils vous ont demandé d'intervenir personnellement?**

B. K. Oui. Mais je ne le ferai que si un véritable cessez-le-feu a été décidé et qu'il est respecté. Ou alors, je veux qu'ils me donnent une garantie écrite que je peux négocier ce cessez-le-feu. Ce qui se passe en Turquie est fragile mais encourageant. Or le Parlement européen peut jouer un rôle effectif dans le processus. Parce qu'il dépend de lui de décider si la Turquie entre ou non dans l'Union douanière. Or il faut pour cela qu'Ankara satisfasse à trois conditions. D'abord, le retrait des troupes, la présidence française est désormais très ferme sur ce point. Ensuite, ce «paquet démocratique», autrement dit des progrès dans la Constitution et dans les lois démocratiques de la Turquie, ce serait en bonne voie d'après le ministre de la Justice. Enfin, selon moi, et je l'ai dit à Ankara, il faut un signal, celui d'un dialogue politique avec les Kurdes. A ces trois conditions, tout ne sera pas résolu, loin de là, mais on pourra parler de progrès. ■

(1) Tous députés européens.

(2) *Jash*, qui signifie littéralement «mulet» en kurde, désigne les «collaborateurs» kurdes des autorités en place, qu'il s'agisse de l'Irak ou de la Turquie.

Le point de...**Alexandre Adler****Le message d'Ankara**

Se posant en rempart contre la montée de l'islamisme, la Turquie prône une rupture avec tous les mouvements kurdes et, donc, une levée des sanctions contre l'Irak.

Faut-il ou non relâcher la pression sur Saddam Hussein ? Paradoxalement, le raid turc qui se poursuit sur la zone nord kurde de l'Irak et qui constitue, au moins sur le plan formel, la plus importante violation de la souveraineté irakienne depuis bien longtemps repose le problème dans toute son ampleur.

Au-delà des explications officielles que fournissent avec un visible embarras les personnalités civiles turques, l'armée turque, qui dirige en totalité les opérations contre le PKK, envoie un message simple et clair : la révolution islamiste bat son plein dans le monde, de l'Algérie jusqu'aux lointaines Philippines. Si le môle turc se brise ou simplement commence à se craqueler, les conséquences peuvent en être incalculables. Or deux puissances hostiles se liguent aujourd'hui contre la Turquie et jouent contre sa solidité comme elles l'ont fait par le passé : la Russie et l'Iran, de plus en plus associés, notamment par les ventes d'armes et les contrats nucléaires.

L'une, la Russie, soutient les extrémismes orthodoxes, serbes, grecs, ou encore la cause arménienne du Karabakh, écrase de bombes la Tchétchénie et soumet à diverses pressions les nouveaux Etats turcophones d'Asie centrale. Son objectif est qu'ils relâchent leurs nouveaux liens avec l'Occident, qui passent essentiellement par Ankara.

L'autre, l'Iran, se précipite dans la brèche islamiste pour conjurer ses graves difficultés intérieures. Les toutes récentes émeutes de Téhéran, cette semaine, après celles de Qazvin il y a trois mois, confirment l'ampleur du mécontentement de la population. Mais pour l'instant cette montée des périls semble jouer en faveur des « durs » du régime massés autour du « Guide de la Révolution », Khamenei, accroissant la propension à l'explosion du terrorisme. Sa seule politique consiste à affaiblir tous ses voisins pour y ménager une place à ses cinquièmes colonnes : Téhéran a tout fait pour qu'explode l'unité nationale en Afghanistan après le retrait des Soviétiques, ses hommes complotent la main dans la main avec l'Inde pour affaiblir Benazir Bhutto au Pakistan, avec les Russes contre Aliiev en Azerbaïdjan, avec les Syriens contre l'indépendance du Liban... et même avec les Occidentaux, pourtant haïs, afin de renverser Saddam en Irak et de faire basculer ce pays entre les mains d'une fragile coalition de Kurdes sunnites et d'Arabes chiites.

Avec la retraite de l'idéologie panarabe, laïque et conquérante du Baas, la Turquie redécouvre, à Bagdad comme à Sarajevo, Tirana ou Bakou, le vieux socle ottoman qui la relie à ces peuples, étrangers à l'idéologie kémaliste, mais non à la réalité turque. Or la forte minorité arabe sunnite qui dirige l'Irak depuis sa fondation en 1922 est restée très longtemps fidèle à l'empire ottoman, elle a une tradition militaire qui, comme en Albanie et en Bosnie, éveille des souvenirs dans l'armée turque. Après avoir caressé un temps l'idée de protéger tacitement un réduit kurde irakien, dont les chefs, Massoud Barzani et Jalal Talabani, pressés par les Américains, auraient donné certaines garanties de non-soutien au PKK, Ankara juge aujourd'hui que l'heure est venue de rompre avec tous les mouvements kurdes où qu'ils soient, et donc, de concert avec la France et des minorités influentes en Grande-Bretagne et en Israël, de plaider pour une levée progressive des sanctions contre Bagdad.

Avec une présidence américaine affaiblie et l'islamisme qui rôde au cœur du Moyen-Orient, les militaires turcs s'estiment trop importants pour ne pas être entendus, et préfèrent renforcer leurs liens avec le Pentagone et le Mossad plutôt que de courtiser le Parlement de Strasbourg. ■

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0559 4 I 0355 IRK /AFP-BL09
 Irak-Turquie-Kurdes
 Bagdad hausse le ton contre Ankara

BAGDAD, 8 avr (AFP) - L'Irak a nettement haussé le ton samedi contre la Turquie, l'accusant de porter atteinte aux droits de l'homme dans le Kurdistan irakien et de violer sa souveraineté en traitant directement avec le chef kurde irakien Massoud Barzani.

"Le gouvernement irakien fait assumer à la Turquie l'entière responsabilité" des incidents meurtriers dans lesquels des civils Kurdes irakiens ont trouvé la mort ces jours derniers dans le nord de l'Irak, a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, cité par l'agence INA.

Le porte-parole a appelé Ankara à "retirer immédiatement ses troupes et à respecter les conventions internationales en matière de droits de l'homme".

L'armée turque a lancé le 20 mars une offensive d'envergure contre les rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) installés dans le nord de l'Irak.

Trois graves incidents, faisant 25 tués dont 22 Kurdes irakiens et trois Turcs, se sont produits cette semaine dans la région. Ces incidents ont tous été imputés au PKK par Ankara ou par des sources proches de l'armée turque.

Le porte-parole irakien a néanmoins indiqué que l'Irak "rejette tout prétexte ou justification déchargeant la Turquie de sa responsabilité dans ces événements".

Il a également condamné la rencontre entre une délégation du ministère turc des Affaires étrangères et "certains traîtres kurdes irakiens dans le but d'établir une coopération avec l'armée d'invasion turque et assurer la sécurité de la frontière".

Selon lui, il s'agit de "l'une des violations de la souveraineté de l'Irak commises par la Turquie".

Le porte-parole se référait aux entretiens mercredi dans le nord de l'Irak entre des officiels turcs et M. Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des principales factions kurdes de l'opposition qui contrôlent la région depuis 1991.

A la suite de cette rencontre, Ankara a annoncé avoir confié au PDK la charge de garantir la sécurité à la frontière entre les deux pays après le retrait des troupes turques.

elf/tp/eg/bg

AFP /JO0245/082309 AVR 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Le Monde

9-10 avril 1995

Erdal İnönü, ministre turc des affaires étrangères

« L'opération militaire en Irak, limitée dans ses objectifs devrait être terminée en quelques semaines »

Après Bonn et Washington, le ministre turc des affaires étrangères, Erdal İnönü, était, vendredi 7 avril, à Paris, où il a rencontré le

ministre de la défense François Léotard avant de s'entretenir, samedi, avec son collègue Alain Juppé, en marge du Forum euroméditerranéen de Sainte-Maxime. Malgré l'intervention de l'armée turque dans le nord de l'Irak, la France va, prochainement, livrer à Ankara des hélicoptères de transport de troupes, tout en souhaitant une fin rapide de l'opération. Dans un entretien au Monde, M. İnönü a exposé la position de son pays et tenté de répondre aux critiques des Occidentaux.

Un physicien pour la diplomatie turque



ERDAL İNÖNÜ

FILS D'ISMET PASCHA, dit İnönü, qui fonda la Turquie moderne aux côtés d'Atatürk, Erdal İnönü vient de quitter son laboratoire de physique des particules afin de diriger la diplomatie au sein du gouvernement de Tansu Ciller, dans lequel il avait déjà été vice-premier ministre jusqu'à l'automne 1993. Ce social-démocrate de soixante-neuf ans a la tâche ingrate d'expliquer les raisons de l'intervention militaire de son pays dans le nord de l'Irak, contre les séparatistes kurdes du PKK. Après Bonn et Washington, il a été reçu, vendredi 7 avril, à Paris. Dans un entretien au Monde, il insiste sur la durée « limitée » de l'opération anti-PKK et souligne la volonté de son gouvernement de faire progresser les réformes démocratiques. La France, pour sa part, n'a pas l'intention de suspendre la livraison prochaine d'hélicoptères de transport de troupes que la Turquie a commandés à Eurocopter pour plus de 1 milliard de francs.

- Vos arguments ont-ils convaincu vos interlocuteurs occidentaux ?

- L'essentiel est de faire comprendre que l'opération en Irak a une durée, des objectifs et une envergure limités. Elle est dirigée contre les camps et les bases installés par le PKK dans la région, au cours des derniers mois, pour attaquer les villages situés du côté turc de la frontière. C'est une frontière très montagneuse, difficile à contrôler ; c'est pourquoi nous avons engagé quelque 35 000 hommes. Une partie des gens du PKK s'est enfuie, mais il s'agit d'abord, pour nous, d'éliminer les bases. L'idée était de terminer l'opération en quelques semaines et je pense que, prochainement, on en verra la fin.

- Quand ?

- Je ne veux pas donner de date précise. Les caches d'armes étant nombreuses, on ne peut pas dire quand ce sera terminé ; c'est pour cela que je parle de quelques semaines. Les effectifs engagés ont donné l'impression que nous voulions nous installer en Irak du Nord, mais c'est inexact.

- Le président Demirel a parlé d'un an...

- C'était au début ; il n'a pas voulu donner l'impression aux terroristes qu'on se retirerait rapidement.

- Comment ferez-vous pour surveiller la frontière, après la fin de l'opération militaire ?

- C'est un problème difficile parce qu'il y a là-bas un vide d'autorité provoqué par la guerre du Golfe, par la fuite des Kurdes à la suite de la répression menée par Saddam Hussein, qui a ensuite retiré ses troupes. Pendant quelque temps, les Kurdes installés dans cette région ont pu établir un contrôle ; nous les avons aidés d'ailleurs, et nous continuons.

- Militairement ?

- Nous leur fournissons une aide matérielle ; les ONG dépendent de la Turquie pour le passage de l'aide humanitaire et elles continuent à travailler. L'opération à la frontière ne les a pas perturbées. On s'efforce de ne pas porter préjudice aux populations sur place. On a dit qu'il y a eu des morts dans des villages, mais c'étaient des victimes du PKK. Le PKK a pu s'installer aussi à cause du conflit entre les deux partis kurdes d'Irak : celui de Massoud Barzani et celui de Jalal Talabani. Mais j'espère que, après la fin de l'opération, ils comprendront qu'il est de leur intérêt de s'entendre pour contrôler cette région ; et nous les y aiderons, pour éviter une hégémonie du PKK.

- Le PKK a-t-il des bases en Syrie ?

- Il est bien connu que le leader du PKK réside en Syrie. Au début, les gens du PKK étaient entraînés dans les camps de la Bekaa, au Liban. Nous avons fait des démarches, auprès du gouvernement syrien, qui ont porté des fruits. Quand nous parlons du leader du PKK, nos interlocuteurs à Damas disent qu'il ne réside pas en Syrie et qu'ils ne soutiennent pas le terrorisme.

» Mais il ne faut pas donner trop d'importance à ce problème. Notre objectif est aussi le perfectionnement de la démocratie en Turquie. Nous avons beaucoup de projets de réforme déposés devant le Parlement. Il est vrai que les députés ont du mal à les accepter dans cette atmosphère de réaction à la terreur. C'est un dilemme que nous ne pouvons pas résoudre facilement. L'essentiel, c'est la volonté du peuple turc d'arriver à une démocratie plus parfaite ; on a donc besoin de ces réformes. L'alliance des deux partis sociaux-démocrates dans le nouveau gouvernement a donné une impulsion à cette démocratisation. J'ai espoir que, avant l'été, le Parlement accepte quelques réformes importantes, notamment un ensemble de vingt et un articles qui amendent la Constitution.

- Envisagez-vous des mesures spécifiques en faveur de la population kurde ?

- Dans la déclaration du premier ministre et du président du nouveau parti de gauche, un paragraphe indique que le gouvernement fera tout son possible pour écarter les obstacles à l'expression de l'identité culturelle des différents secteurs de la population. C'est une manière de dire qu'il existe une identité culturelle de nos citoyens kurdes, par exemple.

- Ce discours est tenu depuis longtemps. Mais les mesures concrètes ne suivent pas...

- C'est vrai qu'on a l'impression qu'on n'a pas bougé. Mais l'empoisonnement de l'atmosphère par la terreur ne permet pas d'apercevoir ces ouvertures. Les réformes démocratiques ont besoin d'un soutien populaire ; or la terreur encourage les conservateurs. Ce n'est pas une raison pour ne pas continuer ; les réformes prendront peut-être beaucoup de temps, mais on y arrivera.

- Le gouvernement envisage-t-il de lever l'état de siège dans les provinces de l'Est ?

- Un projet de loi a été déposé devant le Parlement, qui, s'il est voté, permettra de lever l'état de

Au Kurdistan d'Irak, des civils fuient les bombardements turcs

siège. D'autre part, le ministre de la justice et le ministre d'Etat compétent sont d'accord pour supprimer l'article 8 de la loi anti-terroriste. Cet article, hérité de l'ancien régime (militaire), est rédigé de telle sorte que n'importe quelle allusion à l'existence de différentes ethnies en Turquie peut être assimilée à de la propagande séparatiste. Je pense que cet article sera supprimé avant l'été.

- Croyez-vous que le Parlement européen se contentera de ces réformes ?

- J'ai l'espoir d'expliquer aux parlementaires européens qu'ils doivent avoir une vue juste des choses avant de prendre une décision ; qu'ils doivent avoir une attitude équilibrée par rapport à la Turquie.

- L'attitude des Européens a-t-elle une influence sur le Parlement turc ?

- Tout ce que vous critiquez comme violations des droits de l'homme nous touche nous-mêmes, avant de concerner le Parlement européen. C'est d'abord pour nous qu'il faut procéder à des réformes. C'est à nous de changer la situation, et nous ne le faisons pas parce que d'autres nous le demandent. Nous espérons qu'il y aura assez de réformes importantes avant que la question de notre participation à l'Union douanière se repose devant le Parlement européen.

*Propos recueillis
par Claire Tréan
et Daniel Vernet*

Un millier de Kurdes irakiens ont fui leurs villages du nord de l'Irak, cibles de raids aériens turcs, alors que les troupes d'Ankara intensifiaient leur action malgré le retrait de 3.000 hommes sur les 35.000 engagés depuis le 20 mars contre les bases arrières des rebelles kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Les villageois ont déserté les villages de Yekmale, Markacia, Heze et Chrabe, sur le front nord de la chaîne montagneuse de Metin, au nord-est de la ville frontalière de Zakho, après que les avions turcs eurent bombardé leurs villages à six reprises vendredi. Samedi, des centaines de familles campaient sous la belle étoile près de la route principale de Batifaseida et de nouveaux groupes de réfugiés arrivaient à pied ou avec leurs ânes. Par

ailleurs, le porte-parole de l'état-major turc à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), le colonel Dogu Silahcioglu, a annoncé samedi qu'une brigade, composée de 3.000 hommes, « qui a terminé sa mission dans une zone du nord de l'Irak », était rentrée en Turquie, soulignant toutefois « qu'aucun autre retrait n'était prévu pour le moment ». L'inquiétude des occidentaux sur cette opération a été renforcée par trois incidents survenus en trois jours qui ont fait au total 23 morts parmi les civils - 20 Kurdes irakiens et trois employés turcs. Malgré l'ampleur des protestations internationales, les autorités turques affirment toujours par la voix du porte-parole du gouvernement Yildirim Aktuna que la durée de cette opération militaire « se comptera en semaines ». (D'après AFP)

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0704 4 I 0267 TUR /AFP-KH83

Turquie-Kurdes-Irak

Massoud Barzani d'accord pour coopérer à la sécurité de la frontière

ANKARA, 10 avr (AFP) - Le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), un des deux principaux mouvements kurdes irakiens, a confirmé lundi son accord pour une coopération avec Ankara sur le contrôle de la zone frontalière, où l'opération de l'armée turque contre les rebelles kurdes de Turquie est entrée dans sa quatrième semaine.

"Chacun doit contrôler sa partie. Les soldats turcs et les peshmergas (combattants kurdes irakiens) ne doivent pas être mélangés pour établir la sécurité", a déclaré le chef du PDK Massoud Barzani dans une interview devant être diffusée lundi soir par la chaîne privée turque Show-TV et dont des extraits ont été publiés lundi par le quotidien Sabah.

Ces propos confirmaient l'intention exprimée jeudi dernier par Ankara de confier au PDK, qui est déployé le long de la bande frontalière, la sécurité de la frontière (côté irakien), après le retrait des troupes turques du nord de l'Irak.

Le PDK ne veut pas que les troupes turques restent dans le nord de l'Irak, "leur présence causant des incidents". M. Barzani est d'accord pour entreprendre des entretiens avec Ankara pour discuter des modalités de cette coopération.

Plus de 35.000 soldats turcs sont entrés le 20 mars dans le nord de l'Irak, sous contrôle kurde irakien, pour "anéantir les camps et positions du parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK, séparatiste). Depuis, l'opération a fait 417 morts dans les rangs du PKK et une quarantaine parmi les soldats, selon un nouveau bilan officiel.

YM/hc/mfr/mmr

AFP /JO0245/101813

AVR 95

Kurdistan's Second Front

Germany: Skirmishes are breaking out far from home in Turkey's war against ethnic insurgents



ANDREAS FROESE—ACTION PRESS

Is worse yet to come? A bombed-out Turkish travel agency in Berlin, hit by Kurdish terrorists

THE TWO BOMBS WENT OFF IN A BERLIN travel agency about 10:30 last Thursday evening, when no one was around. The middle-aged Turk who works there smiles nervously when asked about the attack. It was, he says, nothing to worry about. Just two Molotov cocktails and a lot of broken glass. "No big deal, really. But please," he asks, "don't use my name."

Firebombs went off in a dozen German cities that night: Munich, Berlin, Hanover, Cologne. All across the country, there were smashed windows, damaged offices and an ominous sense that worse is yet to come. If the nasty war between Turkey and Kurdish separatists has a second front, it is Germany. Home to nearly 1.8 million Turks (about 400,000 of whom are Kurdish), Germany has experienced already this year 80 assaults against Turkish homes and businesses here. Most are believed to have been carried out by Kurds sympathetic to the separatist PKK, or Kurdish Workers' Party. The PKK does not try hard to discourage that impression. Last week a spokesman denied authorizing the Thursday-night attacks, but added: "They are a normal reaction to the oppression of Kurds."

German authorities worry that what has hitherto been low-grade harassment could turn much more lethal. Faruk Ustün, for one, thinks they're right. A translator in Kreuzberg, a heavily Turkish neighborhood of Berlin, he immigrated to Germany in 1962. "I didn't used to worry," he says. "In the late '80s [PKK sympathizers] just threw stones." But a month ago his storefront—with its Turkish Airlines sign prominently displayed—was smashed when someone tossed Molotov cocktails through the window. Luckily, they did not ignite.

Violence on the home front, and the prospect for more, has prompted the Germans to toughen their already hard-line stance against Turkey's incursion into Iraq. Last week Bonn informed Turkish Prime Minister Tansu Ciller that the Federal Republic was suspending arms shipments to Turkey. Foreign Affairs Minister Klaus Kinkel also threatened to withdraw Germany's support for Turkey's entry into the European customs union. "The way of violence is not the way toward Europe," Kinkel said.

All that infuriates the Turks. "We must protect the people in our country," said Onur Oymen, Turkey's ambassador to Ger-

many, justifying the army's pursuit of Kurdish guerrillas into Iraq. Noting that no other Western nation has moved to cut arms shipments to Turkey, Ankara accused Germany of violating NATO solidarity—and curtly announced it would send its foreign minister to Bonn and Washington this week "to clear up misunderstandings."

To date, Bonn's protests have had little effect on Turkish policy. "We consider this [operation] to be as legitimate as the gulf war," said a senior Turkish official on a visit to Washington. Last week Ciller dispatched another 15,000 troops into Tunceli province in eastern Turkey, where 18 soldiers were killed in a PKK ambush. Across the Iraqi border, meanwhile, hundreds of Kurds fled into United Nations refugee camps before being hunted down by pursuing Turkish soldiers.

Ten thugs: For neighborhoods like Kreuzberg, there's almost certainly more trouble in store. A poster plastered on a store window next to a Kurdish cafe shows a bombed-out building and a Kurdish family huddled amid the rubble. "Enjoy your vacation to Turkey," it reads. "See all our tourist attractions." Shops like these raise money for the PKK in Berlin and elsewhere in Germany, and Kurdish patriots are not shy about their methods. Some donors give

willingly; others have to be persuaded. One Kurdish video-store owner recounts how a group of 10 thugs visited his store in hope of getting a "contribution" to the cause. He told them he wasn't interested. But they visited a friend—a Turk who works in the same store—"three different times" at home. "Finally I gave them a few marks," says the Turk. "I have to protect my family."

German police recognize such threats as all too real. In Berlin and in lower Saxony, also home to large Turkish populations, police are increasing their presence in Turkish neighborhoods. And for Turks like Faruk Ustün, who came to Germany as guest workers during the booming 1960s and stayed, the increased tension is particularly painful. More than any other ethnic group, the Turks have managed to integrate themselves into everyday German life. That they are now tormented "by Kurdish people whom we have lived next to for thousands of years is crazy," he says. But he is not naive. After getting his window blasted out a month ago, he spent an extra 1,000 marks on especially thick glass—to try to protect himself against the next attack.

BILL POWELL in Berlin

InfoMatin
10 avril 1995

L'opération anti-kurde d'Ankara dans le nord de l'Irak

Pas de date au retrait turc

Voilà quatre semaines que l'armée turque mène son opération Acier contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), installés dans le nord de l'Irak, et Bagdad commence à s'impatienter. Il a exigé, une nouvelle fois, le retrait des troupes turques et a imputé à Ankara l'entière responsabilité des incidents dans lesquels des civils kurdes irakiens ont été tués la semaine dernière.

Il lui reproche surtout ses contacts avec «des traîtres kurdes irakiens dans le but d'établir une coopération avec l'armée d'invasion». Une allusion à une rencontre entre une délégation officielle turque et Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des principales factions qui contrôlent la région depuis 1991.

Ankara cherche à convaincre les Kurdes irakiens, le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Djalal Talabani de faire la paix, en espérant qu'une fois réconciliés les frères ennemis qui s'affrontent depuis décembre dernier pourront empêcher toute infiltration des

combattants du PKK en territoire turc.

En attendant, la Turquie, qui a envoyé 35 000 hommes, poursuit son opération Acier et refuse de préciser quelle en sera la durée, malgré l'insistance de la communauté internationale. La date du retrait sera connue « quand l'opération sera terminée », a encore répété hier le nouveau ministre turc des Affaires étrangères Erdal Inonu, à l'issue d'un entretien avec son homologue français Alain Juppé, en marge d'un Forum réunissant onze pays méditerranéens à Sainte-Maxime (Var).

A Ankara, un porte-parole a annoncé le retour de 3 000 hommes, et a affirmé que c'était bien la preuve que la Turquie n'entendait pas s'éterniser en Irak. Il a ajouté que d'autres brigades seraient rappelées quand elles auraient accompli leur tâche, mais sans préciser si elles seraient remplacées. Le bilan officiel turc est de 399 morts dans les rangs du PKK. Parallèlement, dans l'est de la Turquie, l'armée de l'air et l'artillerie ont intensifié leurs attaques contre les cachettes des rebelles kurdes. S. F.

USA-sändebud till Turkiet

Offensiven mot kurderna i norra Irak fortsätter

Turkiet förberedde sig på söndagen inför måndagens besök från USA – två högt uppsatta UD-talesmän kommer till Ankara för att ge uttryck för USA:s oro över att den turkiska offensiven i Irak drar alltför mycket ut på tiden.

Under hårt tryck från bland andra allierade inom Nato meddelade Turkiet i lördags att 3 000 av de totalt 35 000 turkiska soldater som för tre veckor sedan tågade in i Irak för att utplåna PKK-gerillans fästen på andra sidan gränsen nu kommer att tas hem. Något slutdatum för den turkiska Irakoperationen gavs dock inte:

– Jag har sagt att jag inte vet när det blir. Jag har också sagt att operationen kommer att avslutas inom kort. Först när den är slut kan vi säga vilket datumet är, sade Turkiets utrikesminister Erdal İnönü när han på söndagen träffade kolleger från elva Medelhavsländer i Frankrike.

Samtidigt meddelades från Ankara att två inbördes stridande irakiska kurdgrupperingar nu har enats om en vapenvila. Kurdistans patriotiska union (PUK) och Kurdistans demokratiska par-



Turkisk militär anländer till Batufaregionen ungefär 35 kilometer öster om Zakho.

ti (KDP) ska ha enats om vapenvila.

USA:s vice utrikesminister Strobe Talbot kommer tillsammans med biträdande utrikesminister Richard Holbrooke till Ankara på måndagen för att försöka se till att den irakiska operationen avslutas så snabbt som

möjligt. USA har förståelse för den turkiska operationen och har terroriststämplat PKK.

Men Holbrooke sade förra veckan i USA att Washington är "mycket oroligt" för att offensiven i Irak kan leda till att Turkiets önskan om en integrering i Europa försvåras. (TT)

MÅNDAG 10 APRIL 1995

metro

MONDAY, APRIL 10, 1995

Turkish Daily News

İnönü calls for Mediterranean solidarity against terrorism

Turkish Daily News

ANKARA- Foreign Minister Erdal İnönü, in the French Riviera resort of Sainte-Maxime over the weekend for a two-day forum on relations between the European Union and non-member Mediterranean countries, called for solidarity between the countries in the region in the fight against terrorism. Indicating that Turkey, as a country which is faced with terrorism, expected support in combatting this scourge, İnönü said Turkey's desire was to see the Mediterranean be a region of peace and stability.

Inönü's made these remark to a gathering of 11 foreign ministers from countries in the region, including Alain Juppe of France who was hosting the forum.

Turkey's operation in north Iraq against the Kurdistan Workers' Party (PKK) and Algeria's war with Islamic fundamentalists became two key items during the forum because of the pressing nature of these developments, diplomats say. These issues have also underlined the difficulty of the heterogeneous bloc finding a cohesive front on specific issues that are of vital interest to the various members of the grouping.

For example, while İnönü was stressing the need to maintain solidarity in the fight against terrorism, French Foreign Minister Juppe used the occasion of the forum for added pressure on Turkey to get it to announce a date for the end of the northern Iraqi operation.

Juppe put this request while meeting İnönü for bilateral talks on Sunday.

Referring to reports that Turkey had pulled 3,000 soldiers out of northern Iraq,

France and Arab League host country Egypt renew calls for early withdrawal of Turkish troops from northern Iraq

Juppe told reporters "that is a step in the fight direction but we have told the Turks that we would like to know when there will be a withdrawal."

Inönü told the French daily *Le Monde* in an interview published the previous day that the incursion would end within weeks but he set no precise date.

Inönü also held a bilateral meeting with Egyptian Foreign Minister Amr Moussa during the forum.

The Anatolia news agency quoted sources close to the talks as saying that Turkey's northern Iraq operation had been discussed during the meeting, and that Foreign Minister Moussa had "expressed understanding" for this military undertaking by Turkey.

The sources also reported that Moussa had called for an early withdrawal of Turkish troops, maintaining that this would serve Turkey's interest better.

The Arab League, which has its offices in Cairo and is chaired by former Egyptian Foreign minister Esmad Abdelamgud, officially condemned Turkey's incursion into northern Iraq shortly after this operation was mounted.

French officials said that in terms of the broad agenda Islamic fundamentalism, political violence, economic woes and

countries.

Treading cautiously however, France and other EU and/or NATO members — including Turkey — are keen to dispel notions that this is a grouping that is in the making which is being formed specifically against Islamic fundamentalism.

A recent "gaffe" by NATO Secretary-General Willy Claes to the effect that these efforts were directed at confronting fundamentalism was disowned by almost all NATO countries.

The general feeling was that such a notion could leave moderate Islamic governments in a difficult situation vis-à-vis their general public suggesting, as it does, an effort to establish a "cordon sanitaire" against Islam itself.

The countries participating in the forum project this overall initiative for enhanced Mediterranean cooperation as being essentially economic in nature even though important political issues such as terrorism and religious violence are being discussed in this context.

The driving force behind their idea is that increased development and better standards of living for the people will lessen the appeal of Islamic fundamentalism for the masses of impoverished people in the region.

But the French inspired initiative faces a tough challenge in terms of persuading the other major EU paymasters, Germany and Britain, to spend more on the south for the sake of speeded development.

"We are here to prove that cooperation can lead somewhere, Juppe told the gathering on Saturday.

human rights dominated the two days of informal talks with Italy, Portugal, Spain, Greece, Turkey, Egypt, Algeria, Morocco, Tunisia and Malta. Algerian Foreign Minister Mohamed Salah Dembri, pointed to a continuing dialogue between his government and opposition parties — the banned Islamic salvation Front (FIS) excepted — as evidence his country was making progress towards elections.

"The political dialogue has been relaunched and that will reaffirm democratic principles. We invite humanitarian groups to come to Algeria and see for themselves that democratic rules are respected," he told reporters.

Potential threats to EU stability cited by strategists include "boat people" fleeing the fighting in Algeria, a wave of economic refugees or violence spilling over from North Africa and Turkey to large immigrant communities in Europe. France, the current EU president, has made itself a champion of south Mediterranean neighbors who fear that the EU's rush to bring the former communist East in from the cold will shift the 15-nation bloc's center of gravity too far away from them. Events in Algeria, which have begun to spill over into France, is also leading Paris to formulating a security cooperation network among Mediterranean

Arab Human rights group calls for Turkish pullout

Reuters

CAIRO- The Arab Organization for Human Rights urged Turkey on Sunday to halt its military operations in northern Iraq and to withdraw its troops.

A statement by the organization, the Arab world's main human rights group, said the Turkish operation aimed at wiping out Kurdish guerrilla bases included gross human rights violations.

"The Arab Organization for Human Rights followed with deep worry the developments of the Turkish military intervention in northern Iraq and what it has led to in terms of killing civilians, arbitrary arrests of hundreds and violating Iraq's sovereignty," the statement said.

"The Organization believes that this intervention violates international law and (U.N.) Security Council resolutions, and calls upon the Turkish government to halt its military operations, put an end to severe violations of human rights and to immediately pull out its troops from Iraq's territory."

The Turkish incursion by up to 35,000 troops has been criticised by several western countries who have also expressed concern for the safety of civilians in the region.

Ankara has consistently denied its troops have harmed civilians in northern Iraq and has accused Kurdish separatists fighting for a homeland in Turkey, of a "smear campaign".

N. Iraq expected to loom high in talks with US team

Talks are prelude to PM Çiller's visit to US later in April, to include a meeting with President Clinton

Turkish Daily News

ANKARA- A high-level U.S. delegation, headed by Deputy Secretary of State Strobe Talbott, is due to start talks in Ankara today with Turkish officials on a wide range of topics with Turkey's cross-border operation in northern Iraq expected to loom high on the agenda.

Principal Deputy Undersecretary of Defense for Policy Jan Lodal, Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs Richard Holbrooke and Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Joseph Nye are accompanying Talbott.

"This is a further demonstration of the U.S. commitment to a healthy bilateral relationship and to working cooperatively on regional policy objectives with Turkey," the United States Information Service in Ankara said in a statement on the visit.

The visit is also a prelude to the visit of Prime Minister Tansu Çiller to the United States later this month, including a meeting with President Bill Clinton.

The U.S. delegation, which will depart from Turkey on Wednesday, held talks in Athens over the weekend before its planned arrival in Ankara.

Greek Prime Minister Andreas Papandreou and U.S. Assistant Secretary of State Richard Holbrooke discussed Greek-Turkish relations on Saturday.

They also talked about Greece's improved relations with neighboring Albania and tensions remaining between Athens and the former Yugoslav Republic of Macedonia, a Greek spokesman said.

He said Holbrooke handed Papandreou a letter from U.S. President Bill Clinton but did not disclose its content.

Holbrooke also met Greek Foreign Minister Karolos Papoulias and discussed Greece's relations with its neighbors and especially problems with Turkey.

"... it's a common evaluation that the Cyprus problem poisons Greek-Turkish relations," Papoulias told reporters.

Turkish Daily News

MONDAY, APRIL 10, 1995

'Turkey's cross-border operation was a must'

Turkish Daily News

ANKARA-Sait Kemal Mimaroglu, the European Council Turkish group chairman, said on Sunday that Turkey's incursion into northern Iraq was a necessity created by the Gulf War, reported the Anatolia news agency on Sunday.

Mimaroglu, addressing the European Council Refugees Commission in Paris, indicated that after the Gulf War, northern Iraq emerged as an area lacking authoritative control. Mimaroglu, who said that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants were exploiting

this situation, pointed out that Turkey was only using its right to protect its borders. Talking about the negative attitude of Western countries regarding Turkey's cross-border operations, Mimaroglu said his group was determined to convince the West about the actual facts.

Iraq slams Turkey for talking to Kurds and distributing aid

Foreign Ministry spokesman says these are 'part of a series of violations against Iraqi sovereignty by Turkey'

Turkish Daily News

ANKARA- Evidently worried that the military option in northern Iraq by the Turkish Armed Forces is gradually giving way to diplomacy — with cooperation with the local Kurds at the center of Ankara's efforts — Baghdad slammed Turkey over the weekend for sending ranking envoys to talk to the Iraqi Kurdish leadership in the region last week.

Clearly reflecting a concern that Turkey may be spreading its political influence in the region, Baghdad also had strong words for Turkey for distributing humanitarian aid in the region. Condemning the visit of the Turkish delegation, led by Cenk Duatepe, a senior diplomat and the director general for information and intelligence at the Turkish Ministry for Foreign affairs, Baghdad said on

Saturday that this visit "implies official recognition of the rebel factions" in northern Iraq.

The official Iraqi News Agency, monitored in Nicosia by Reuters, quoted a Foreign Ministry spokesman in Baghdad as saying: "This visit is considered

one of a series of violations which Turkey is carrying out against Iraq's sovereignty." The unidentified spokesman also reiterated Baghdad's condemnation of the March 20 incursion by the Turkish Army and repeated Iraq's call for an immediate withdrawal of Turkish troops.

The Iraqi news agency INA on Sunday carried another condemnation of Turkey by an unnamed Foreign Ministry spokesman, this time over the fact that Turkey is dis-

tributing humanitarian aid to northern Iraq.

The spokesman was quoted as indicating that such aid by Turkey would not provide stability and security for the refugees in northern Iraq, adding that this stability and security would only return when the legal power, Iraq, was allowed to exercise sovereignty in the region again.

The spokesman also said that the distribution of aid by Turkey without Baghdad's permission represented an interference in Iraq's internal affairs.

The Anatolia news agency reported on Saturday that Iraqi Foreign Minister Muhammad Said Al-Sahaf sent a letter to the U.N. Security Council calling for pressure on Turkey so it will withdraw from Iraqi territory immediately.

Al-Sahaf was quoted by the Iraqi News Agency (INA) as saying in his letter that Turkey should not be so defiant in the face of its actions which violated Iraq's territorial integrity. He also recalled that the Security Council had not condemned or taken any steps at all over Turkey's incursion into Iraq.

Rejecting Turkey's argument concerning the need to fight the PKK, Al-Sahaf added that if Iraq were permitted to exercise its sovereignty over northern Iraq then Kurdish terrorists would not have used the authority vacuum there to establish bases.

On Sunday an unnamed Foreign Ministry spokesman in Baghdad was reported by Anatolia as condemning Turkey's incursion once more and of arguing that this represented a violation of the human rights of the Kurds in the region.

Baghdad had condemned Turkey before for violating its territorial integrity but it appears to be particularly incensed by Ankara's dispatch of a team of diplomats to northern Iraq to meet with the leaders of the main Iraqi Kurdish factions — the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) — to persuade them to stop sheltering the PKK. While in the region the Turkish officials also called on the two factions, traditional rivals who have been

feuding for the last 11 months, to agree to a settlement to end the chaos in the self-rule zone the PKK has been exploiting.

Diplomats said that adding to Baghdad's concern would be the unilateral cease-fire announced by the KDP on Friday which came immediately after the Turkish team returned to Ankara.

This suggests, they say, that Turkey's talks with the Kurdish leadership were not in vain and that some form of cooperation between Ankara and especially the KDP is in the making. Ending the internecine fighting between the rebel factions in northern Iraq is not something Baghdad wants, since it weakens the factions, these diplomats added.

The Iraqi Foreign Ministry official denounced the envoys' contacts with "these outlaw gangs" and said this recognition of them will "encourage them to continue their criminal schemes against the legitimate authority" in Baghdad, according to the Reuters report.

It is being taken for certain that reports in the Turkish media to the effect that the Iraqi Kurdish leaders or their representatives will be in Ankara

soon for talks will have been registered with discomfort by the Iraqi administration. Reports that KDP leader Massoud Barzani has accepted in principle to cooperate with Turkey to provide security along the border between Turkey and northern Iraq is also likely to have angered Baghdad, officials say.

Turkish officials indicate, however, that Ankara is more than aware of the need to maintain an open channel of dialogue with Iraq as the sovereign power over northern Iraq.

They underline that Ankara has been calling for a solution to the problem of Iraq within the context of U.N. Security Council resolution 688, which establishes a framework where this sovereignty is reinforced.

Deputy Foreign Minister Hikmet Çetin on Saturday during a press conference in Ankara spelled this out openly and indicated that unrealistic as it may be presently due to Iraq's problems with the United Nations Turkey's ultimate preference is to discuss northern Iraq with Baghdad with a view to solving the authority vacuum in the region.

Economist: Kurds are not the only minority who need protection in Turkey

Kurdish television and radio 'would be only a start,' says magazine

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- In an essay that starts with a positive premise, the weekly Economist confirmed the misgivings of the Turkish establishment concerning allowing more cultural freedoms for Turkish Kurds. In the April 1 issue of the weekly, Prime Minister Çiller is encouraged to let Kurds enjoy cultural freedoms. "If she is serious, at a minimum Kurds should have the right to watch television and listen to the radio in their own language, and to use it in the classroom."

Yet the Economist goes on to say "but that would be only a start. Turkey's human rights problem is not just Kurdish. Nor are Kurds the only minority in need of protection." The weekly does not specify who those other minorities might be.

The Turkish establishment is concerned that if it recognizes Kurds as a legal minority today, other groups will ask for similar rights and privileges tomorrow and thus eventually lead to the demise of

the unitary state structure. Especially the phrase "protection of minorities" conjures up the painful memories of the National liberation War era when Western powers used "protecting the Christian minorities" as an excuse to invade Anatolia.

The Economist said Çiller "could learn from Spain's experience" to solve the Kurdish problem. The "Spanish government granted the Basques a wide measure of autonomy within a decentralized but still united Spain ... Most Turkish Kurds, largely for economic reasons, already live outside would-be Kurdistan. Yet some form of devolution of power over local government and policing is needed in Turkey's Southeast."

Some time ago Çiller mentioned the "Basque model" solution to a group of journalists on a plane taking her to Europe. But when her suggestion was heard back in Turkey, she said her words had been simply misunderstood.

MONDAY, APRIL 10, 1995

Turkish Daily News

Le Monde

MARDI 11 AVRIL 1995

Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle

QUELLE POLITIQUE VIS-À-VIS DES KURDES ?

Depuis notamment l'exode kurde d'avril 1991 une grande partie de nos concitoyens est très sensible au sort de ce peuple de 30 millions d'âmes, victime de tant d'injustices.

Les associations soussignées, se faisant les interprètes des sentiments de nombreux Français convaincus que l'honneur de notre pays exige qu'à défaut de pouvoir venir au secours des populations victimes nous nous abstenions au moins d'armer et de financer leurs bourreaux, aimeraient connaître la politique que vous entendez suivre en cas de votre élection à la Présidence de la République vis-à-vis des pays suivants :

L'Irak qui dans les années 1980 a mené, avec des armes fournies par nombre de pays, dont hélas le nôtre, une politique d'extermination des Kurdes qualifiée par des missions d'ONG et par le rapporteur spécial de l'ONU de génocide et de crimes contre l'humanité. La France qui vient d'ouvrir une Section d'intérêts à Bagdad et qui a reçu sans états d'âme Tarek Aziz, haut responsable d'un régime auteur du génocide kurde, se fait l'avocat de la normalisation des relations avec Bagdad sans proposer aucune garantie internationale sur le devenir des 5 millions de Kurdes de ce pays. Êtes-vous d'accord avec cette politique ? Que deviendra l'opération alliée *Provide Comfort* de protection de la zone kurde ? Quel statut proposeriez-vous pour les Kurdes d'Irak ?

La Turquie qui refuse de reconnaître l'existence de ses 15 millions de citoyens kurdes, qui a rayé de la carte plus de 2000 villages kurdes, brûlé une dizaine de millions d'hectares de forêts, déplacé plus de 3 millions de Kurdes, assassiné en 2 ans par des escadrons de la mort ou sous la torture 3840 civils, jeté en prison des députés kurdes, rejeté toutes les offres de cessez-le-feu et de recherche d'une solution politique dans le cadre du respect des frontières émanant du PKK, a pu, malgré l'avertissement ferme du Parlement européen, signer le 6 mars un traité d'Union douanière avec une Union européenne présidée par la France. Encouragée par ce soutien politique, elle a lancé le 20 mars la plus importante opération militaire de son histoire récente sur le territoire du Kurdistan irakien, en violation manifeste du Droit international. Plusieurs pays ont suspendu leurs ventes d'armes à ce pays en guerre contre sa population kurde ; le nôtre, qui est aussi le premier investisseur étranger en Turquie et qui doit lui livrer cette année 20 hélicoptères Super Puma, s'est contenté d'une simple condamnation verbale.

Êtes-vous d'accord avec cette politique de soutien actif à un régime que les démocrates turcs comme l'écrivain Yachar Kémal qualifient de « *fascisme masqué* » ? Sinon, envisagez-vous de stopper les ventes d'armes à Ankara et de reporter l'entrée en vigueur de l'union douanière jusqu'à ce que ce pays devienne une vraie démocratie, en paix avec ses citoyens kurdes et respectueuse de leurs droits ?

L'Iran, qui depuis la « djihad » décrétée en avril 1979 par l'Ayatollah Khomeiny est en guerre contre ses 8 millions de Kurdes, a porté celle-ci en Europe par l'assassinat de plusieurs dirigeants kurdes, dont Dr. A.R. Ghassemlou, par des commandos de la République islamique. Bien qu'identifiés, les tueurs ont pu regagner Téhéran. Le terrorisme d'État iranien bénéficie d'une impunité quasi totale en Europe, y compris en France. Que comptez-vous faire à cet égard ?

Quelle politique envisagez-vous de mener envers **la Syrie** qui refuse de reconnaître à ses 1,5 millions de citoyens kurdes leurs droits culturels élémentaires ?

C'est parce que le problème kurde touche des États où la France et l'Europe ont des intérêts majeurs et parce que la présence en Europe de 3 millions de Turcs et de Kurdes fait de ce problème un problème européen, donc français, que nous pensons que le débat présidentiel devrait aborder ces questions. Comment refuser l'asile à des personnes qui fuient des régimes aussi répressifs ?

Dans son soutien à la dictature irakienne, la France a perdu beaucoup de son crédit moral et plus de 24 milliards de francs d'argent de ses contribuables. Le même désastre risque de se produire demain avec la Turquie pour le malheur des Kurdes et des Turcs et le déshonneur de nos démocraties. Les citoyens ont le droit d'être traités en adultes, y compris en politique étrangère, et de voter en connaissance de cause.

ACAT, Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Agir ici, CIMADE, Comité de défense des Libertés et des Droits de l'Homme, Comité national de solidarité au peuple kurde, CRIDEV, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Fondation France-Libertés, FSU, Maison du Monde, Médecins du Monde, MRAP, Peuples Solidaires, SNES, SNESup, SOS-Racisme & Fédération Internationale des SOS-Racisme, Terre des Hommes-France, Union des Femmes Françaises.

Robert Hue
Candidat du
Parti communiste
à l'élection
présidentielle

n/réf./JF/BR

Paris, le 7 avril 1995

Monsieur Jean-Marie Fardeau
Secrétaire national d'Agir Ici
Pour le Collectif d'Associations
14, Passage Dubail
75010 Paris

Monsieur,

Robert Hue a bien reçu votre lettre concernant la question kurde et vous en remercie. Etant pleinement engagé dans la campagne, il m'a chargé de vous adresser cette réponse.

Il nous paraît tout d'abord nécessaire d'agir pour faire reconnaître les droits nationaux du peuple kurde, et le droit au respect de sa culture, qu'il vive en Turquie, en Irak, en Iran ou ailleurs encore.

Concernant les Kurdes d'Irak, nous pensons nécessaire de faire bénéficier aux représentants du gouvernement autonome kurde en France, voire dans l'Union européenne, d'une reconnaissance politique internationale et donc d'un statut adapté sur le plan diplomatique. Un tel choix devrait s'accompagner de l'expression d'une solidarité active avec les forces de l'opposition démocratique kurdes, mais aussi irakiennes.

La France, l'Union européenne et les Nations-Unies devraient exiger avec force, du régime de Bagdad, la cessation des attaques et l'arrêt du blocus de fait contre la région autonome kurde. Nous sommes favorables à ce que le système de protection de la région autonome soit appliqué sans défaillance, quel que soit l'agresseur (autorités irakiennes, turques ou iraniennes), cela sous le contrôle de l'ONU. La même fermeté doit prévaloir vis-à-vis de la Turquie qui doit retirer ses troupes du Kurdistan (comme l'a exigé le Parlement européen) et vis-à-vis de l'Iran qui doit cesser ses bombardements périodiques.

Dans cet esprit, il nous semble indispensable que soit maintenu un strict embargo sur les armes à destination de l'Irak, tandis que l'embargo économique actuel, qui tend à faire du dictateur Saddam Hussein une victime et dont les graves conséquences humaines et sociales pèsent sur le peuple irakien, devrait être levé dans les plus brefs délais. Nous pensons de la même manière que la France, les "Quinze" et l'ensemble des Etats concernés devraient prendre l'engagement de ne pas livrer d'armes à l'Iran et la Turquie. La France - fournisseur important de la Turquie - devrait donner l'exemple et prendre des initiatives dans ce sens.

.../...

Le peuple kurde doit pouvoir bénéficier de l'assistance humanitaire nécessaire (en particulier par les ONG). La France et l'Union européenne devraient s'engager dans un effort de coopération et d'aide économique et financière pour la reconstruction et le développement du Kurdistan d'Irak.

Concernant la Turquie, force est de constater que malgré le mépris des libertés et des droits de l'homme manifesté par le gouvernement de ce pays, l'accord sur l'Union douanière a été signé avec l'appui des autorités françaises.

Nous sommes favorables à la suspension immédiate de cet accord d'Union douanière tant que la Turquie ne s'engagera pas dans une politique plus conforme aux normes habituelles de la démocratie. Nous pensons en particulier que les élus kurdes injustement emprisonnés doivent être libérés sans délai. La France s'honorerait à exiger une telle mesure avec une détermination bien plus forte que celle ayant caractérisé jusqu'ici ses timides déclarations.

Concernant l'Iran, les assassinats de progressistes de ce pays, notamment celui d'Abdulrahman Ghassemlou, voici plusieurs années, montrent la nécessité d'une protection individuelle rapprochée pour les représentants de l'opposition démocratique iranienne (comme cela a pu se faire pour les représentants d'autres causes démocratiques). Les menaces qui pèsent contre Salman Rushdie, par exemple, montre que les risques d'actes terroristes sont toujours réels. Il nous semble urgent de mettre un terme à la tolérance politique et la bienveillance policière dont bénéficient des agents du régime iranien. Ici aussi la France et les "Quinze" devraient s'entendre, en particulier pour accorder le statut politique nécessaire aux représentants de l'opposition démocratique iranienne et s'engager à ne pas extradier les personnes menacées par un régime qui fait si peu de cas des Droits de l'homme, comme la sanglante répression de récentes manifestations l'a encore montré.

Nous voudrions souligner enfin, pour l'ensemble de ces questions, l'importance de l'opinion publique. Le poids de cette opinion, l'impact de l'engagement des forces progressistes françaises dans leur diversité sont très importants pour contribuer à amener les autorités françaises et européennes à exercer les pressions internationales qui s'imposent sur les régimes pratiquant l'oppression contre les Kurdes et à faire d'autres choix que ceux qui tendent, hélas, à s'imposer aujourd'hui, pour de strictes raisons stratégiques et mercantiles. Nous nous félicitons des initiatives prises par l'ensemble des organisations et associations signataires de la lettre que vous avez adressée à Robert Hue. Nous sommes persuadés que l'effort de tous, les initiatives convergentes qui peuvent être prises, sont une contribution très utile à la solidarité.

Nous vous adressons nos meilleures salutations.

Pour le secrétariat de Robert Hue



Bernard Vasseur

Paris, le 10 avril 1995

Edouard
Balladur

AGIR ICI
Monsieur Jean-Marie FARDEAU
14 Passage Dubail
75010 PARIS

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre que j'ai lue avec attention. Vous avez bien voulu vous enquerir de ma position sur le sort des Kurdes.

Je suis très attaché à ce que les populations kurdes puissent vivre dans les différents pays où elles se trouvent dans la paix et le respect de leur identité. Dans cet esprit, tout en condamnant le terrorisme et en réaffirmant mon attachement à l'intégrité territoriale de la Turquie, j'ai rappelé en toute occasion au gouvernement turc que la lutte contre le PKK ne saurait excuser la violation des droits de l'homme et que le respect de ceux-ci constituait le fondement des relations entre la Turquie et l'Europe.

La Turquie vient de conclure un accord d'union douanière avec l'Union européenne. J'ai le ferme espoir que les autorités turques sauront tirer les conséquences de leur choix européen en respectant les valeurs qui sont les nôtres notamment vis-à-vis des populations kurdes.

J'estime que l'Irak doit appliquer l'ensemble des résolutions du Conseil de sécurité qui lui ont été imposées à la suite des actions contraires à la paix, au droit international et au respect des droits de l'homme que ce pays a conduites ces dernières années. Tout en étant attaché à l'intégrité du territoire irakien, je suis convaincu que la pleine intégration de ce pays dans la communauté internationale ne pourra se faire sans garantie concernant le sort des populations kurdes.

La France doit continuer, avec ses partenaires de l'Union européenne, à exercer une pression constante, sur les autorités iraniennes au sujet des droits de l'homme. A la suite de l'entretien que j'ai accordé à M. RUSHDIE, j'ai pris un certain nombre d'initiatives afin que les autorités iraniennes renoncent aux menaces qui pèsent sur la vie de l'écrivain britannique.

En espérant avoir répondu à votre attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.



Edouard BALLADUR

PRESIDENTIELLE 95

LIONEL JOSPIN

Monsieur Jean-Marie FARDEAU
Secrétaire National d'Agir ici
14, passage Dubail
75010 - Paris

Paris, le 11 AVR. 1995

Monsieur,

Vous m'interrogez au nom d'un certain nombre d'associations, dont je connais et admire l'engagement dans le domaine de la solidarité internationale, sur le problème kurde. Je voudrais d'abord vous dire que j'ai suivi cette question depuis de nombreuses années. C'est en 1975 que j'ai fait notamment connaissance du Docteur Abderrahmane Ghassemou ; il est devenu pour moi un ami, et nous nous sommes revus régulièrement jusqu'à sa fin tragique en Autriche.

S'il est un peuple qui mérite cette définition, selon tous les critères admis, histoire, culture, volonté, ce sont bien les Kurdes. J'ajoute que la communauté internationale, pour leur avoir fait depuis soixante-dix ans trop de promesses non tenues, a, à leur égard, des responsabilités particulières. Il est cependant sage de dire, comme le font la plupart des organisations politiques kurdes, qu'une solution ne peut être recherchée que dans le cadre des Etats existants, étant donné la terrible complexité de l'histoire récente et du Proche-Orient actuel.

En ce qui concerne l'Irak, la résolution 688 fixe de façon nette et claire au régime de Bagdad l'obligation de respecter ses "minorités", les Kurdes et les Chiïtes qui sont au demeurant plus que cela dans ce pays. Je crois qu'il

appartient à la France et à l'Union Européenne, d'explicitier cette obligation, et d'en proposer des moyens de contrôle et de garanties aussi efficaces que possible. reste qu'aucune solution ne sera durable tant qu'on assistera pas à une véritable

démocratisation politique à Bagdad. Les principaux dirigeants kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talabani, que j'ai rencontrés dans des réunions internationales, en sont conscients.

Le cas de l'Iran est aussi tragique, hélas ! Le mouvement kurde y a connu après la révolution une grande activité, mais il a ensuite reçu des coups très durs, et vu ses dirigeants successifs assassinés à l'étranger. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs été inhumés à Paris. J'ai été scandalisé par la faiblesse de certaines démocraties à l'égard de ces crimes, et des marchandages qui ont pu conduire, y compris en France, à renvoyer dans leur pays de présumés assassins. L'histoire et l'expérience m'ont appris que c'est non seulement moralement choquant, mais contre-productif : c'est évidemment par une politique ferme et claire que les démocraties peuvent se faire respecter.

La situation de la Turquie est aujourd'hui la plus brûlante. L'ambition légitime de la Turquie de coopérer chaque jour plus étroitement avec l'Europe lui impose à l'évidence des obligations, dont celle de résoudre la question kurde qui se pose avec force chez elle par des voies politiques et démocratiques, et non militaires. S'il n'est pas question pour moi d'accepter le terrorisme, d'où qu'il vienne, il ne saurait non plus être question de se taire devant l'ampleur des opérations militaires en cours en Turquie et sur le territoire irakien. L'Union Européenne me paraît devoir être le lieu privilégié pour pousser à des changements significatifs et rapides en Turquie.

Permettez-moi, enfin, d'ajouter que je suis attentif à la montée de la question kurde en Syrie ces derniers temps.

Mon engagement personnel sur le problème kurde est connu et sans ambiguïté. J'espère, par ces quelques précisions, vous avoir convaincu que je n'entendais pas m'en tenir au seul niveau des grands principes, et que je répons par là à votre attente et à celle de l'opinion publique française que vous représentez.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Lionel JOSPIN

Arlotte LAGUILLER

Lutte Ouvrière
B.P. 233
75865 Paris Cedex 18

Tél : (1) 44 83 03 77
Fax : (1) 44 83 96 73

A PROPOS DU PROBLÈME KURDE

L'offensive déclenchée par l'armée turque contre la population kurde d'Irak expose au grand jour, une fois de plus, l'hypocrisie des grandes puissances et de leur prétendu "droit international".

Lorsque les troupes irakiennes ont menacé les puits de pétrole des féodaux koweïtiens, alliés et partenaires en affaire des compagnies pétrolières occidentales, les grandes puissances n'ont pas hésité à déclencher une guerre coûteuse et meurtrière pour "punir" Saddam Hussein au nom de ce "droit international". Mais quand la vie de milliers de réfugiés kurdes est menacée par l'incursion en territoire irakien de 35.000 soldats turcs, cela ne trouble pas l'ordre des pays riches. Qu'importe le fait que cette offensive de l'Etat turc se déroule précisément dans cette zone d'exclusion que l'ONU a interdit aux avions de Saddam Hussein sous prétexte, justement, de "protéger" les camps de réfugiés kurdes. C'est à peine si l'on entend les gouvernements occidentaux émettre un murmure de désapprobation. Quant à remettre en question l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, au nom du respect des droits de l'homme qui figure pourtant à ses statuts, il en est encore moins question.

Pas plus que tant d'autres peuples opprimés de part le monde, le peuple kurde ne peut compter sur l'appui des instances internationales. Car les intérêts qui dominent ces instances, ceux du capital, n'ont rien à voir avec ceux des peuples, encore moins avec ceux des peuples pauvres.

En tant que communiste révolutionnaire, qui combat pour un monde débarrassé de toutes les oppressions, sociales mais aussi nationales, je me sens profondément solidaire du peuple kurde, écartelé entre quatre pays par les rivalités passées des grandes puissances. Et c'est au nom de cette solidarité que je dis au peuple kurde qu'il ne doit compter ni sur les grandes puissances repues qui tiennent avant tout à préserver le statu quo régional dont elles profitent. Pas plus qu'il ne doit compter sur les régimes au pouvoir en Irak, en Iran, en Syrie, ni bien sûr en Turquie, dont l'existence est basée sur l'oppression de leurs propres populations. Même quand ils se montrent temporairement concernés, en apparence, par le sort du peuple kurde, ces régimes ne cherchent tout au plus qu'à se servir de lui pour affaiblir leurs rivaux dans la lutte qu'ils se livrent les uns aux autres pour le pouvoir régional.

Si le peuple kurde peut espérer trouver des alliés dans sa lutte, c'est d'abord et avant tout parmi les masses pauvres qui, dans toute la région, subissent comme lui le joug des régimes militaro-policiers et, au travers eux, celui des grandes puissances. Ce sont ces masses pauvres qui, en s'émancipant socialement du joug des classes privilégiées, balayeront les dictatures entretenues par l'impérialisme et mettront fin du même coup aux oppressions nationales.

Dominique Voynet

Pour l'Écologie d'aujourd'hui, pour Transformer notre société

Paris, le 15 avril 1995

Réponse au questionnaire du collectif de défense du peuple kurde

(Agir Ici, FIDH, France-Libertés, Peuples Solidaires, MRAP, UFF, Terre des Hommes-France, Agir Ensemble, Cimade, Maison du Monde, Comité National Solidarité aux Kurdes)

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous exprimer mon entier accord avec les préoccupations que vous exprimez quant au respect des droits du peuple kurde dans les différents pays où il se trouve.

En témoigne l'abondant et constant travail des Verts, depuis leur création, tant au niveau français qu'europpéen, en appui au peuple kurde, aux associations représentatives de ses intérêts aux démocrates des pays concernés. De nombreux Verts militent activement dans le Comité National de Solidarité aux Kurdes, membre de votre collectif, et ont contribué à l'adoption de maintes résolutions en faveur du peuple Kurde, au Parlement européen (puisque le mode d'élection français n'a jamais permis qu'un seul député écologiste soit élu au Parlement national). J'espère que cette somme de travail ne vous aura pas totalement échappé malgré le peu d'écho que ces diverses actions et prises de position rencontrent généralement dans la presse.

J'en viens maintenant vos questions précises :

Question de la levée de l'embargo envers l'Irak :

Je pense nécessaire, pour des raisons humanitaires, la levée de l'embargo envers l'Irak, à l'exclusion bien sûr de toute vente d'armes ou de matériel pouvant avoir une finalité militaire, et avec des garanties pour le respect des droits de l'être humain dans ce pays gouverné par un dictateur sanguinaire. Ce respect des droits de l'Homme est pour moi une priorité car la levée de l'embargo ne peut avoir de sens que dans l'optique d'une réduction générale des souffrances des populations irakiennes. Je fais évidemment référence ici au massacre des Chiïtes, notamment par l'assèchement des marais dans le Sud, au double embargo externe et interne à l'Irak, qui pénalise les Kurdes de la région placée sous le contrôle de l'opération "Provide Comfort", eux-mêmes rescapés

Campagne présidentielle
de Dominique Voynet
La candidate de l'écologie
107, avenue Parmentier - 75011 Paris
- Téléphone (1) 43 55 10 01
- Télécopie (1) 43 55 16 15



Les Verts



AGIR



CONVENTION POUR UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE



TERRE DES HOMMES

du génocide des années 80 et de la guerre menée contre eux au printemps 1991, ou encore aux innombrables assassinats, emprisonnements et maintenant amputations dont se rend quotidiennement coupable le régime irakien. Je rappelle que les Verts ont toujours dénoncé la duplicité occidentale qui a consisté à le laisser au pouvoir, au lendemain de la guerre du Golfe, dans une illusoire optique de stabilité régionale.

Il est donc bien évident que la levée de l'embargo est conditionnée pour moi à des assurances quant à la protection à long terme des droits de l'homme en Irak. Je suis pour que la France exige l'application rigoureuse de la résolution 688 du Conseil de sécurité qui exige de l'Irak l'accès sans restriction pour l'aide humanitaire et le respect des droits élémentaires des populations civiles, qui est continuellement violée. La levée de l'embargo correspond à la nécessité, le régime irakien étant ce qu'il est, de réduire les souffrances des populations privées de soins et de nourriture, plongées dans une désolation indescriptible. Mais la plus grande fermeté internationale sur la question des droits de l'homme est nécessaire pour réduire la capacité de nuisance d'un régime dont il est évident qu'il instrumentalise et renforce les souffrances de sa population pour mieux se maintenir au pouvoir. La seule souveraineté qui compte à mes yeux est celle du peuple irakien dans ses diverses composantes, et non celle du régime barbare qui le musèle. Le refus de Saddam Hussein, réitéré ces jours derniers, des diverses résolutions autorisant la vente de quotas de pétrole irakien à des fins humanitaires n'a donc évidemment pas de légitimité à mes yeux. Soyez assurés de ma ferme volonté de libérer le peuple irakien du dictateur qui le tient en otage, tout en agissant d'urgence pour alléger par tous moyens possibles ses souffrances.

Il est bien clair, par ailleurs, que je ne saurais accepter la présence sur le sol français de criminels envers l'humanité comme MM. Saddam Hussein ou Ali Hassan Mejdid, pas plus que je n'ai accepté la présence en France de l'ex-dictateur haïtien Duvalier, d'un Mobutu, de divers responsables du génocide rwandais, etc.

En ce qui concerne la Turquie :

Je ne saurais vous mentionner les innombrables interventions des Verts pour la démocratisation de la Turquie et le respect des droits du peuple kurde sur son territoire, tant leur liste est longue. Sachez toutefois que nous avons intercedé par lettres aux autorités françaises et turques, par voie de communiqués de presse, par l'envoi de plusieurs missions, et dans le cadre du Parlement européen — par le dépôt et le soutien de nombreuses résolutions —, afin que la Turquie s'engage dans une solution pacifique de la question kurde et respecte les droits de l'homme et les libertés publiques. Nous sommes bien sûr intervenus à maintes reprises pour les députés de l'ex DEP poursuivis, notamment à l'occasion de l'assassinat de Mehmet Sincar et de leur condamnation, en décembre dernier, Leyla Zana en tête. A chaque fois nous avons demandé une ferme attitude de la France et de l'Union européenne, conditionnant clairement le maintien et le développement des relations avec la Turquie à sa démocratisation, au respect des droits de l'homme et du peuple kurde. Sans succès jusqu'ici, vous savez pour quelles considérations commerciales et géo-stratégiques. Récemment encore nous nous sommes élevés

contre la conclusion de l'accord douanier qui, l'encre à peine séchée, a donné lieu à l'invasion par l'armée turque du nord de l'Irak. J'ai toujours dénoncé la vente d'armes par la France à la Turquie, qui favorise l'escalade de la violence, la politique de répression du gouvernement turc, et qui contribue à alimenter la stratégie de lutte armée du PKK plutôt qu'à y mettre un terme.

En ce qui concerne l'Iran :

Savez-vous que les Verts ont été les premiers à dénoncer immédiatement la responsabilité de l'Iran dans l'assassinat de Chapour Bakhtiar et de différents autres opposants iraniens en exil, à intercéder par maints courriers à MM. Dumas puis Juppé, ministres français des affaires étrangères, pour qu'enfin soient prises des mesures de sécurité pour les réfugiés politiques iraniens en France, notamment M. Ali Chakeri, président du Mouvement de la Résistance Iranienne en France. Nous n'avons eu de cesse, y compris au Parlement européen, de dénoncer le régime intégriste de Téhéran, responsable de terrorisme national et international, et de négation systématique des droits de l'être humain, demandant par exemple au président Mitterrand de renoncer à sa visite à Téhéran quand elle paraissait imminente, insistant sur la nécessité de conditionner les échanges commerciaux au respect des droits de l'homme et à la démocratisation, intervenant à maintes reprises pour la défense de Salman Rushdie, victime d'un obscurantisme d'un autre âge tout comme pour son alter-égo du Bangla-Desh, Taslima Nasreen. Nous avons protesté contre l'extradition par les autorités françaises, en juillet 1990, d'Anis Naccache, puis, en décembre 1993, de deux présumés assassins remis à la justice française par les autorités suisses. C'est dire que nos préoccupations en la matière rejoignent totalement les vôtres.

Espérant avoir répondu à l'essentiel de vos interrogations, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs mes plus sincères sentiments militants et humanistes.

Dominique Voynet

Libération - 11 avril 1995

La Turquie en grand danger

PAR KENDAL NEZAN

Depuis la mort subite, et suspecte, du président Ozal, en avril 1993, en pleine période de recherche d'une solution négociée au problème kurde, le parti de la guerre ne cesse de marquer des points à Ankara. L'élimination physique des «colombes» dans l'armée et la police politique (MIT) a conduit à la mise en œuvre de la stratégie de la «guerre totale» sous l'égide du général Güres, chef d'état-major des armées. Dans ce cadre, la classe politique a été rappelée à l'ordre, le seul parti incontrôlable par l'armée, celui de la démocratie (DEP), interdit; ses députés embastillés ou forcés à l'exil. La presse d'opposition a été muselée, les grands médias, largement subventionnés par le pouvoir, sommés, au fil des «briefings» tenus dans les locaux de l'état-major, de se contenter de communiqués militaires sur la guerre du Kurdistan. Les régions kurdes sont soumises au black-out, interdites d'accès à la presse et aux observateurs étrangers.

Cette «guerre totale» mobilisant plus de 350.000 soldats, gendarmes, commandos et autres supplétifs appuyés par l'aviation et les blindés a jusqu'ici conduit à la destruction de plus de 2.000 villages (1) et d'une dizaine de millions d'hectares de forêts kurdes. On compte au cours des deux dernières années au moins 3 millions de personnes déplacées et 3.840 civils tués (2) par des escadrons de la mort ou sous la torture. Soumis à l'arbitraire total, le Kurdistan turc, qui a passé 49 des 72 années de la République turque sous les régimes d'exception, de la loi martiale et d'état de siège, est devenu une zone qualifiée récemment de «*Kurdish Killing Fields*», par le *New York Times*, où l'État peut tuer n'importe qui. La guerre kurde a coûté en 1994 12,5 milliards de dollars (3) au budget turc.

Elle est à l'origine d'une crise économique se traduisant par une inflation de 156%, une chute du PNB de 6% et une baisse moyenne du pouvoir d'achat de 45% en 1994, selon les statistiques officielles. Elle a réduit à la misère des couches entières de la population, polarisé les tensions ethniques et les clivages confessionnels, transformé en véritables poudrières les grandes métropoles turques où les millions de Kurdes déplacés et les Turcs marginalisés cohabitent de plus en plus difficilement.

Les mouvements islamistes et extrémistes se développent sur ce terreau où la grande misère voisine avec l'étalage ostentatoire des fortunes mal acquises.

Mise en vitrine pour son image moderniste destinée à mieux «vendre» la politique de l'armée à l'opinion occidentale, la très ambitieuse Mme Çiller est décriée dans son propre pays comme un pantin des généraux. Engluée dans les affaires de corruption et des dérives ma-

jeuses, la classe politique turque ne compte pas d'hommes d'État d'envergure capables de remettre l'armée à sa place et d'imposer, dans le cadre de la démocratie et des frontières existantes, une solution au conflit kurde qui mine l'existence même du pays. L'État de droit et la démocratie, ou le peu qui en tenait lieu jusqu'ici, sont en train de sombrer dans le feu dévastateur de la guerre.

La Turquie, dirigée par un pouvoir militaro-policier, va actuellement tout droit dans le mur. Pour le plus grand malheur de ses populations kurde et turque. Ce pouvoir n'attend de l'union douanière et plus généralement de ses relations avec l'Occident que de nouveaux crédits pour parer au plus pressé et poursuivre obstinément la même politique suicidaire.

Spéculer sur le rôle stratégique d'un pays miné par une guerre civile, ayant des relations conflictuelles avec pratiquement tous ses voisins, est un pari plus hasardeux encore que celui fait hier sur le chah d'Iran qui avec sa «*cinquième armée du monde*» devait assurer le rôle du gendarme régional de l'Occident. Si celui-ci tient vraiment à la Turquie, il devrait se mobiliser pour sauver ce pays de ses vieux démons nationalistes et de sa paranoïa de «*séparatisme kurde*». Les Kurdes de Turquie, dans leur grande majorité, y compris ceux proches d'un PKK diabolisé à souhait par Ankara, acceptent de vivre avec les Turcs. Mais sur un pied d'égalité, dans le respect de leur identité et de la démocratie. Depuis deux ans, le PKK ne cesse de faire des offres de cessez-le-feu et de paix. Il faut le prendre au mot, libérer tous les prisonniers politiques kurdes, y compris et surtout les députés kurdes incarnant les espoirs d'une alternative démocratique et pacifiste de la population kurde, et amorcer sous l'égide de l'Union européenne, avec le soutien de Washington, un processus de paix. De l'embargo sur les armes au blocage des crédits en passant par les rétorsions commerciales, les pays occidentaux disposent d'une vaste panoplie de moyens de pression sur la Turquie, qui, contrairement à d'autres pays de la région, n'a en vérité aucune alternative à l'alliance occidentale et ne peut survivre sans elle.

Toute politique de «complaisance», de «compréhension», de «petits pas», serait interprétée par les faucons d'Ankara comme un encouragement à leur politique jusqu'au-boutiste de négation de l'existence et des droits des 15 millions de Kurdes, d'évacuation et de destruction de leur pays. Elle compromettrait davantage le crédit moral des Occidentaux sans pour autant ramener à la raison et à la démocratie les dirigeants actuels d'Ankara. L'offensive massive de l'armée turque dans le Kurdistan d'Irak, deux semaines à peine après la signature à Bruxelles d'un avantageux traité d'union douanière destiné en principe à accrocher solidement ce pays à l'Europe démocratique, montre une fois de plus que les dirigeants européens se trompent de méthode et d'interlocuteurs, et qu'à l'expérience les promesses d'Ankara ne valent guère plus que celles de Bagdad ●

(1) Après avoir longtemps nié ces destructions, le ministre de l'Intérieur, cité par le quotidien turc *Hürriyet* du 26 mars 1995, reconnaît l'«*évacuation de 1.386 villages et hameaux*».

(2) Cf. le quotidien turc *Milliyet* du 11 décembre 1994.

(3) Selon le ministre turc de l'Intérieur cité par le *Turkish Daily News* du 29 janvier 1995.

Kendal Nezan est président de l'Institut kurde de Paris

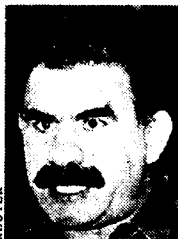
LIBÉRATION- 11 AVRIL 1995



Abdullah Ocalan

prêt à négocier avec la Turquie

47 ans, surnommé «Apo», chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, en guerre depuis onze ans contre Ankara dans le sud-est anatolien) a affirmé hier «être prêt à une solution politique» avec la Turquie qui poursuit, depuis le 20 mars, une vaste opération contre ses bases en Irak du Nord. Dans une interview au quotidien libanais *An-Nahar*, il affirme que «l'échec de l'invasion turque imposera une solution politique» et estime que l'armée d'Ankara est «en train de s'enliser» en Irak du Nord. Démentant «recevoir de l'aide de la part d'Etats de la région, notamment la Syrie et l'Iran», il n'en affirme pas moins dans un autre entretien à l'hebdomadaire arabe, *al-Wassat*, que son «parti apprécie beaucoup les relations d'amitiés avec les Présidents de la Syrie et de l'Iran». «Apo»



séjourne souvent dans la plaine de la Bekaa, au Liban, ou à Damas. Washington considère le PKK comme une organisation «terroriste» et souhaite que la Syrie cesse d'abriter ses maquisards.

Turkey Defends Anti-Kurd Drive

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller on Monday defended Turkey's sweep into Iraq as she prepared for a visit by a U.S. official who is expected to pressure Ankara to limit its three-week-old drive against rebel Kurds.

"I know there are people in Europe and elsewhere who do not fully understand the murderous nature of this organization," Mrs. Ciller said, referring to the separatist Kurdistan Workers Party.

"They do not grasp why, for a strictly limited period, we have had to take our struggle into a narrow strip of Iraqi territory," she told visiting European journalism students.

A U.S. delegation led by Deputy Secretary of State Strobe Talbott was due in Ankara late Monday amid exasperation in the West over Turkey's vague promise to end the incursion at an unspecified time.

The United States has so far stopped short of joining Paris and Bonn in overtly criticizing the push, but there are signs that Washington also wants an exit date, preferably before Mrs. Ciller begins a trip to the United States on Sunday.

Assistant Secretary of State Richard Holbrooke, due in Ankara with Mr. Talbott, said last week that the United States viewed the rebels as terrorists and understood why Turkey, a North Atlantic Treaty Organization ally, would want to act against them. But he said Washington was "extremely con-

cerned" lest the drive harm Ankara's further integration with Europe.

Mrs. Ciller said Turkey's removal a few days ago of 3,000 of its 35,000-strong incursion force showed that it kept its promises. She also offered partial amnesty to dozens of people jailed for speaking or writing about the Kurdish problem.

Mrs. Ciller said her government was committed to a democratization program which would include the gradual lifting of emergency rule in south-east Turkey.

Under emergency rule, civilian authorities maintain extraordinary powers in the region, gripped by Kurdish terrorism. The Kurdistan Workers Party has been fighting for autonomy in the south-east, where half of Turkey's 12 million Kurds live, since 1984.

In another development, the Kurdish guerrilla chief, Abdullah Ocalan, said he was ready to seek a political solution once Ankara's current anti-rebel drive had ended.

"Militarily, the Turkish state has slipped into quicksands and a quagmire which are hard to come out of," Mr. Ocalan was quoted as saying Monday by a Beirut newspaper, *An Nahar*. "When the latest military operation ends we may be able to talk about ways to find a political solution, not just from our side but from the Ankara government's side as well."

"We are open for the political solution and are ready to give what is asked of us in order to achieve progress in this regard," Mr. Ocalan said. (*Reuters, AP*)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE - APRIL 11, 1995

Assyrians left to face Saddam after Turks withdraw

Abu Ashur : The Turks were a distraction but they never really bothered us. Our only enemy is Saddam. It's about time the West got rid of him. There are not enough of us to do it.

By Alistair Bell

Reuter

FISHKHABUR- The withdrawal of Turkish forces from a key point on the Tigris river in northern Iraq has left a small Christian militia group free to get back to a four-year routine, warily eyeing Iraqi forces nearby.

A 10-man Assyrian Democratic Movement (ADM) unit is the front line Iraqi opposition force facing troops loyal to President Saddam Hussein perched on a hill in the Fishkhabur district, the northernmost point of government control. "Christianity is a religion of peace but we must carry arms to defend against Saddam," local ADM commander Oner Abu Ashur told Reuters.

Turkish troops had occupied a hilltop fortress in Fishkhabur in their three-week-old, 35,000-man drive against Kurdish rebels, but they pulled out late last week.

The estimated 300,000 Assyrians scattered in remote pockets in the Iraqi Kurdish mountains worship under the Eastern Rite. They say their ethnic links stretch back to the Assyrian empire of the antiquity.

Assyrian villagers have charged that Turkish soldiers abducted and tortured them in their cross-border offensive. Turkey denies harming

civilians in the operation.

On Saturday, Nebil Giorgis Shamoön, 27, told Reuters that 300 Turkish troops came to his village on April 6 and took him, his father and a cousin into the mountains by force, beating him and twisting his testicles to get him to reveal PKK positions.

The Turkish incursion has been slammed by many Western countries concerned for the safety of civilians.

But the Fishkhabur group, billeted in an abandoned school in the shadow of the fortress, had no complaints.

"The Turks were a distraction but they never really bothered us," Abu Ashur said. "Our only enemy is Saddam. It's about time the West got rid of him. There are not enough of us to do it."

Iraqi Kurdish guerrillas estimate the ADM's strength at less than 1,000 men.

The militia's purple flag flies over the school. On the wall is a photo of Francis Shavo, an Assyrian leader the ADM says was killed by gunmen hired by Saddam in the city of Dohuk in 1993.

The ADM says it was set up in 1979 in alliance with Iraqi Kurdish rebels after successive Iraqi governments refused to recognize minority

rights for Assyrians.

The dwindling Assyrian community has gone through a minor rebirth since Kurds broke from Baghdad after the 1991 Gulf War and U.S., British and French warplanes imposed a no-fly zone over northern Iraq to prevent possible attacks from Baghdad.

Five Assyrian representatives sit in the Kurdish region's administration, which has been paralyzed for the last four months due to a dispute among Iraqi Kurd guerrilla factions. Assyrian schools, which the ADM says were banned under Saddam, have sprung up throughout the Kurdish region, Abu Ashur said. Two of them, in the city of Erbil, teach primary education, he said.

The Iraqi Kurd guerrillas leave the Assyrian militia in Fishkhabur, more or less to their own devices.

"They have a small party so they want to have security posts. Why not?" said guerrilla Fariq Abduljabbar. Despite the small revival under Kurds, the militiamen are losing touch with their religion.

They have had no priest at small Fishkhabur church since 1975. They say they pray each day but do not have a proper service.

Iraq warns Turkey against talking to Iraqi Kurds

By Leon Barkho

Reuter

BAGHDAD- Iraq said on Monday Ankara would jeopardize its relations with Baghdad if it continued talks with Iraqi Kurdish rebel leaders on the situation in northern Iraq.

Turkey has sent 32,000 troops into northern Iraq in a drive against separatist Kurdistan Workers Party (PKK) rebels. Ankara is negotiating with Massoud Barzani, leader of Kurdistan Democratic Party (KDP) of Iraq, on means to prevent PKK from using the area to attack Turkish targets. Iraq's ruling Baath party newspaper al-Thawra said Turkey risked losing its trading ties with Iraq and its own security if it did not put an end to contacts with rebel leaders.

"Turkey has relied in this abnormal step on a fragile wall comprising a heterogeneous terrorist group torn by extortion, differences and personal interests," it said in a commentary. Iraq views the Turkish incursion as a step undermining its authority over the region which is controlled by Iraqi Kurdish rebels.

The KDP and its rival the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) have declared a temporary ceasefire after four months of fighting which killed hundreds of people and virtually destroyed the local Kurdish administration they ran together. The two turned down a Baghdad offer last year for dialogue to solve the Kurdish issue in Iraq, aligning themselves with other Iraqi opposition groups abroad bent on toppling the govern-

ment of President Saddam Hussein.

"Through this behaviour, it (Turkey) is squandering the balance of its relations with Iraq," Thawra said.

"We reject this as a violation and an end should be put to it immediately," it said.

Thawra said instead of talking to the Iraqi government on how to spread its authority over the region, Ankara opted for "talks with terrorist gangs, committing a grave sin against itself and international and legal norms guiding relations with Iraq."

Iraq's foreign ministry has issued three statements in the past two days, calling Turkey's military incursion an invasion and demanding Ankara to immediately withdraw its troops.

Flykting i sitt eget land

DIYARBAKIR (Expressen).

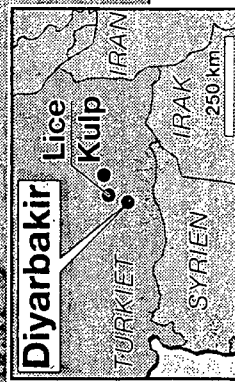
- Jag skulle kyssa varje meter, hela vägen hem!

Åtta mil - för kurden Mehmet Berdani, 28, är flykting i sitt eget land Turkiet, bara åtta mil från sitt hem i Lice. Sedan drygt ett år bor han, fru och två små barn i ett utjänt och smutsigt flyktingkomplex i Diyarbakir. Och de tillåts inte flytta hem till sitt fina hus i Lice, de tillåts inte ens åka dit.

”Vi fick order att lämna våra hem”

Lice var en PKK-stad - liksom Dicle och Kulp. Alla tre småstäder ligger vid kanten av de berg i norra Kurdistan som är PKK-nästen sedan tio år, så länge som "det smutsiga kriget" har pågått. Det marxistiska kurdiska PKK (Kurdernas arbetarparti) mot den turkiska armén, Natos näst största med en halv miljon man. Kanske har över 15 000 människor dödats sedan 1984.

Turkiet håller cirka 300 000 soldater i detta sydostra hörn av landet. Här råder undantagsställstånd och pågår ett inbördeskrig som kostar Turkiet över 50 miljarder kronor om året. Det anar knappast tur-



Even, 72, såg sin fattiga hemby ödeläggas av den turkiska militären. Attacken var en hämndaktion för att byn hyste misstänkta PKK-anhängare. Över 3000 byar och småstäder på den kurdiska landsbygden har utsatts för liknande övergrepp det senaste årtiondet.

karna i resten av landet för nyheterna härifrån tystas effektivt.
 Samma Turkiet har över 150 procents inflation och långt över 20 procents arbetslöshet.

Två miljoner flyktingar

Men Mehmet Berdani hade bra jobb. Han var kreaturshandlare, van att röra sig med stora sedelbuntar. Nu gör han ingenting - i likhet med andra män i de över 500 familjerna i flyktingbarackerna.

Lice, Dicle, Kulp är bara tre av kanske "över 3 000" - en ofta upprepad siffra - småstäder och byar som tvångsevakuats, raserats, helt förstörts eller bränts ner här i sydöst, sedan sex år. Ett kollektivt straff mot den befolkning som misstänks samarbeta med PKK-gerillan.

Regeringen hävdar oftast att de brända och raserade husen är PKK:s hämnd, att det är PKK som tvingar hela byar på flykt.

Byförstörelsen har gjort över två miljoner kurder till flyktingar i eget land. Många har hamnat i Diyarbakir, som för sex sju år sedan hade 300 000 invånare. I dag sprängs den av mer än 1,5 miljoner. Det urgamla Diyarbakir vid Tigris stinker: de sanitära förhållandena är nu usla, och farliga. Gatorna är fulla av lemlästade och fattiga, barn som tigger.

Historien om Lice har sippat ut, trots censuren. Det var i november 1993 som armén beslöt göra upp med "PKK-nästet" Lice.

- Det började som rent krig, med ett bombanfall! Men sedan stoppades aktionen av en turkisk general. Samma kväll mördades den generalen och mordet skylldes på PKK, berättar Mehmet, som inte gör hemlighet av sina PKK-sympatier.



I det väl bevakade flyktinglägret i Diyarbakir har männen inte mycket annat att göra än att dricka te, kaffe och spela kort.

Bara när två civilklädda poliser kliver in på det solkiga kaféet i flyktinglägret tystnar Mehmet.

- Men generalen mördades av sina egna, hävdar Mehmet.
 - Sedan satte det i gång igen: bombflyg, stridsvagnsanfall mot oss alla där inne i husen. Kanonerna sköt rakt in i husen.

Flyktinglägret inhägnat

Uppgifterna är hemligstämplade, men antalet döda anses vara 200 till 300! Lice hade över 10 000 invånare, i dag tillåts bara ett tusental bo kvar. De andra har skingrats.
 - Vi fick order att lämna våra hem, vi fick inte ta med någonting, berättar Mehmet.

Flyktinglägret är inhägnat och bevakat, på kaféet dricker männen och pojkar te, kaffe, spelar kort. De väntar på att få åka hem, alla, men utan stort hopp. Regeringen i Ankara ska nu bygga nya marknadsmissiga kollektivjordbruk" där de som tvingats lämna sina hem ska starta på nytt. Ett första står snart

klart ett par kilometer utanför Diyarbakir, nära USA:s bas i Pirincik.

Männen på kaféet har alla samma historia som Mehmet. Är de då alla PKK-anhängare?
 - Nej... Men någon måste slåss för oss!

- Nu, när armén jagar PKK inne i norra Irak, för att döda så många som möjligt, så skaffar den i stället tusentals nya rekryter till PKK.

Ankara kastar oss i armarna på PKK.
 Men Even, 72, har inga sympatier för PKK.

Hon är "inte ens" kurdiska, hon är turkiska född i byn Demiklar, där hon bott hela sitt liv och där hon vill dö. Redan för sex år sedan förstördes halva byn av armén, i en hämndaktion.

För att komma till Evens lilla fattiga bondby kör vi på krokvägar i mer än en timme, från Diyarbakir - för att undvika de många vägspråren, och tvingas vända. Besök är inte tillåtet för främlingar.

I dag finns bara sju av de ursprungliga familjerna kvar i byn.
 - PKK använde tre hus i



Bara några få familjer bor kvar i byn efter militärens angrepp då vartannat hus raserades. Nya familjer flyttar dock in - flyktingar från andra förstörda byar.

byn. Ågarna angavs och greps. Under förhören erkände de alla: "Ja, vi hjälpte PKK!"

Räknade sina döda

- Först förstördes deras tre hus helt, sedan kom säkerhetsstyrkorna tillbaka nästan varje dag och natt och sökte igenom alla hus i byn.

- Två bybor ville hämnas på den som tjuallat för armén. De förde bort honom i bil, de tänkte kidnappa honom men de upptäcktes.

- Sedan kom helikoptrarna, de hängde i luften över byn. Och plötsligt var det full strid! PKK-män mot armén, en hel dag, minns Even.

Byborna kunde räkna "sina" döda när striden var över: 29. Hur många soldater och hur många PKK-män som dog i slaget om Demiklar vet varken Even eller någon annan.

Sedan förstörde armén 15 av byns 35 hus. Alla som kunde flydde eller flyttade. Even stannade.

Enligt Amnesty Internationell har PKK mördat "hundratals barn, lärare, lokalpolitiker". Folket i byarna är klämda mellan PKK - som alltså kräver hjälp och beskydd, och annars hotar med vedergällning - och säkerhetsstyrkorna som slår ner hårt på alla som hjälpt eller skyddat PKK.

Nu är det "lugnt" i Evens by, de förstörda husen försvinner snabbt in i marken igen - för alla är byggda av torkad dynga och trä.

- För tillfället litar dom på oss! Det finns en polisinformator i byn, förklarar Even.

FOTNOT. Byn Demiklar heter något annat, liksom Mehmet, Even och Erhan.



Christel Persson

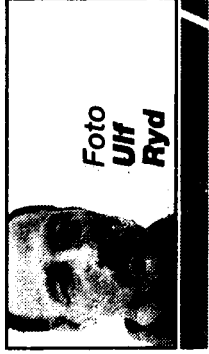


Foto Ulf Ryd

LE MONDE / MERCREDI 12 AVRIL 1995 /

Des incidents meurtriers ont éclaté entre civils à la frontière de l'Irak et de la Turquie

Onze personnes ont été tuées lors de violents affrontements

Le ministre turc des affaires étrangères, Erdal İnönü, est arrivé mercredi 5 avril à Washington pour la deuxième étape, après Bonn, de son of-

fensive diplomatique. Sur le terrain, outre les affrontements de populations dans le nord de l'Irak, des combats de nouveau contre les ma-

quisards du Parti des travailleurs du Kurdistan dans la province turque de Tunceli ont fait vingt-quatre morts dans les rangs des rebelles.

ISTANBUL

de notre correspondante

Onze personnes ont été tuées, mercredi 5 mars, à une dizaine de kilomètres de la ville de Dohuk. Selon les informations du ministère des affaires étrangères turc, trois employés du Croissant-Rouge turc, quatre peshmergas kurdes irakiens qui les escortaient et quatre villageois ont trouvé la mort lors d'un affrontement, révélateur de la tension accrue entre la population locale du nord de l'Irak et la Turquie.

Le porte-parole du ministère, Ferhat Ataman, a indiqué qu'un véhicule du Croissant-Rouge s'était arrêté pour faire le plein d'essence lorsqu'il a été attaqué par un groupe de villageois en colère venus à Dohuk pour réclamer les corps des sept bergers dont les cadavres mutilés avaient été retrouvés, le jour précédent, près du village d'Azadi, à 35 kilomètres de la frontière turque.

Au cours de l'affrontement qui a suivi, les trois Turcs ont été tués par la foule, qui leur a ensuite arraché les yeux et coupé les oreilles ; leurs gardes du corps ont tiré sur le groupe, tuant quatre villageois, avant d'être abattus à leur tour.

Selon d'autres versions qui font état de huit morts, les employés du Croissant-Rouge, qui se trouvaient en Irak du Nord pour participer à une distribution d'aide humanitaire à la population locale, auraient ouvert le feu à l'approche du groupe de villageois.

La Turquie, qui a accusé le PKK d'être responsable de la mort des sept bergers, a affirmé que les employés du Croissant-Rouge, escortés par des peshmergas armés, ne portaient pas d'armes.

Le ressentiment des Kurdes irakiens et les appels au retrait qui résonnent de toutes parts n'ont pas affaibli la détermination de l'armée turque, qui poursuit son offensive, au cours de laquelle, selon les chiffres officiels, trois cent vingt et un combattants du PKK et vingt-sept soldats turcs auraient perdu la vie depuis le 20 mars dernier. Le PKK de son côté fait état de cinq cents soldats et vingt militants kurdes tués durant la même période.

Le ministre des affaires étrangères Erdal İnönü est pour sa part arrivé mercredi à Washington, en provenance de Bonn, pour la seconde étape de son offensive diplomatique.

A l'issue de son entretien avec le vice-secrétaire d'état américain Richard Holbrooke, attendu en Turquie la semaine prochaine, M. İnönü a déclaré qu'il n'y avait aucun besoin d'internationaliser le problème. « Les Nations unies ne peuvent rien faire contre le terrorisme... C'est un problème local, il sera résolu localement », a-t-il déclaré, indiquant ainsi que les autorités turques, qui avaient initialement demandé l'aide de la communauté internationale pour combler le vide de pouvoir au nord de l'Irak, ont changé d'avis.

EFFORT DE CONCILIATION

La visite dans le nord de l'Irak d'une délégation turque composée de représentants de l'armée et du ministère des affaires étrangères, qui devait rencontrer Masoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan, témoigne également de la recherche d'une solution régionale pour maintenir l'ordre au nord du trente-sixième parallèle.

Les autorités d'Ankara estiment que l'apaisement des conflits entre Kurdes irakiens est nécessaire pour que s'établisse une nouvelle coopéra-

tion entre la Turquie et ces derniers. Jusqu'à présent, Ankara, malgré ses efforts, n'est pas parvenue à réconcilier les deux groupes kurdes irakiens engagés dans une lutte meurtrière pour le pouvoir depuis des mois.

Les Etats-Unis, clairement déçus de n'avoir pas obtenu de M. İnönü une date précise pour le retrait des troupes turques, continuent cependant de soutenir la position d'Ankara, mais Richard Holbrooke a remarqué qu'« il est improbable qu'une seule incursion militaire de ce type puisse éliminer une organisation terroriste bien implantée dont les dirigeants sont hors de la zone d'opération et qui dispose de cellules dans d'autres parties du monde ».

Les combats qui ont causé la mort de vingt-quatre combattants du PKK dans la province turque de Tunceli, mercredi - alors que les forces de sécurité affirment avoir presque entièrement éliminé le PKK dans le Sud-Est anatolien -, confirment les doutes de la communauté internationale et démontrent une fois de plus que la question kurde ne pourra pas être résolue par la force uniquement.

Nicole Pope

Talbott says only Iraqi Kurds can prevent PKK infiltration of Turkey

'In a struggle with violent secessionists, force alone is not the answer' says Washington's leading diplomat

Turkish Daily News

ANKARA- U.S. Deputy Secretary of State Strobe Talbott, discussing Turkey's security concerns regarding northern Iraq, said on Tuesday that only in the short-term could the Iraqi Kurds control the border and prevent the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) from infiltrating terrorists into Turkey. "Therefore the U.S. and Turkey must renew the efforts to bring to a halt the violence between Kurdish factions in northern Iraq," Talbott told a conference at Ankara's Bilkent University. The U.S. officials's remarks were in support of Turkey which has already moved to harness the rival Iraqi factions — the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan — into a united front against the PKK, fighting for an independent state in southeastern Turkey.

Talbott's speech covered a wide range of issues from Turkey's military incursion into Iraq, to political elements in any solution to the secessionist insurgency, from Turkey's role in Europe and its prospects to be a big emerging market, to the need for an end to the Cyprus question.

On Turkey's on-going military campaign in northern Iraq, Talbott emphasized that the U.S. understood Turkey's need to deal firmly with the PKK, "which is a vicious terrorist organization," but also reiterated Washington's request for a "limited" military operation.

Regarding Turkey's wish to bring an overall solution to the northern Iraq problem with the "legitimate Iraqi leadership," Talbott implied that Ankara should not rely on Saddam Hussein's administration, but instead wait for the creation of a new and democratic regime in Baghdad.

"As a result of its wanton disregard for basic standards of behaviour, the (current) regime of Baghdad has lost the allegiance of the majority of the Iraqi people, including the Kurds of northern Iraq; it has shown itself to be the enemy of neighboring states and the international community. For these reasons, it has, quite predictably, lost control over its borders," Talbott said.

"Over the long run, the only way to eliminate the threat

Turkey faces along its southeastern border is to restore the rule of law to northern Iraq. That depends on the formation of a government in Baghdad that represents all the Iraqi people and that maintains peaceful relations with all its neighbors. In the meantime, only the Iraqi Kurds can control the border and prevent the PKK from infiltrating terrorists into Turkey.

Thus, the U.S. and Turkey must renew our efforts to bring to a halt the violence between Kurdish factions in northern Iraq," he added. But for a comprehensive solution to separatist terrorism, Talbott emphasized the need for a political approach inside the country.

"In trying to deal with violent secessionists, force alone is not the answer. Force can alone make a bad situation worse. The way to defeat outlawed groups is to deprive them of popular support by addressing legitimate needs and grievances. Inclusive democracy is the best antidote to extremism," he said. Talbott's remarks on Turkey's expected role in Europe were a relief for Ankara.

"Turkey has been an important part of the European system since the 16th century.... The March 6 European Union customs union agreement will link Turkey more closely to the peoples of Western Europe; and it will also help to ensure that you (Turkey) will be a full participant in the process of integrating the nations emerging from Soviet-style communism into the European economic system."

With its close connections with Central Asia and the Caucasus and being the only country in the Middle East with a water surplus as well as being an important gateway for trade and investment, Turkey had enormous economic potential, Talbott said.

The U.S. official also promised deepened economic ties with Turkey which would have a liberal economy.

"As Turkey liberalizes its economy, we see trade and investment strengthening the link between our two nations. The Clinton administration has designated Turkey as one of the 10 so-called big emerging markets. That means, (Washington) makes it a top priority market to access, provides financing, and otherwise supports U.S. companies that are seeking trade with and to invest in Turkey," he said.

"As allies in the post-Cold War world, we must redouble our efforts to deepen and broaden the U.S.-Turkish relationship to meet the challenges of this post-Cold War era."

On the Cyprus question, Talbott said President Bill Clinton believed that the time was right to seek a lasting solution that will benefit both communities on the island.

"We hope that direct talks under United Nations auspices will resume soon after this Saturday's (presidential elections) in north (Turkish) Cyprus."

High-level Turkish-US talks held

Full spectrum of issues was discussed, officials say

Turkish Daily News

ANKARA-Turkey and the United States held high-level diplomatic talks on Tuesday covering many topics of critical importance to both countries.

Topics included Turkey's operation in northern Iraq against bases of the Kurdistan Workers Party (PKK) and the means by which the authority vacuum in this part of Iraq can be overcome, officials said.

Turkish-Greek relations, Cyprus, the future of European security and its relation to NATO's southern flank were also discussed. The U.S. delegation is headed by Deputy Secretary of State Strobe Talbott, one of Washington's most senior diplomats, while the Turkish side was headed by his counterpart Özdem Sanberk, the undersecretary for the ministry of foreign affairs. Talbott and members of his high-powered delegation also conversed with Foreign Minister Erdal İnönü and State Minister for Human Rights Algan Hacaloğlu on Tuesday.

While Ankara's operation in northern Iraq was the backdrop of the talks, officials on both sides said it was not the sole item on the agenda, contrary to stories in the Western media. "Among other aspects of Turkish-U.S. relations, the situation in northern Iraq will be discussed," a Turkish foreign ministry official told reporters before the meeting.

"Turkey will again explain the objectives of its military operation and reiterate that the operation will end when these objectives are reached. Turkey will explain that a solution must be found locally," the official added.

"We have a lot to talk about," Deputy Secretary of State Talbott said prior to meeting Foreign Minister Erdal İnönü, and he indicated that he would hold a press conference today where he would elaborate.

Following his meeting with Talbott, İnönü indicated that this was a planned visit taking place under normal circumstances. He said that they had discussed a wide range of topics concerning the two countries — as they always did.

He said that the topics would be taken up in greater depth by the Turkish and U.S. delegations when they sat down to roundtable talks.

For his part Talbott drew attention to the richness of Turkish-U.S. ties and said his country had very close and important relations with Turkey.

He said there was a lot that the two countries had to act on together, indicating that their talks with İnönü had taken up not just bilateral but also regional issues of close interest to the two countries.

Talbott, due to meet Prime Minister Tansu Çiller and Deputy Prime Minister Hikmet Çetin later in the day, was accompanied by Principle Deputy Undersecretary of Defense for Policy Jan M. Lodal and Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs Richard C. Holbrooke.

Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Joseph S. Nye, also a member of the delegation, arrived in Turkey later in the day to join his colleagues for talks with Turkish military and civilian officials.

Following their stop at Atatürk's Mausoleum on Tuesday morning Talbott and his delegation met with State Human Rights Minister Hacaloğlu.

No statement was made after the talks but sources indicate that the United States tried to explore the government's plans for further democratization in Turkey and for the improvement of Turkey's human rights record.

The Turkish Daily News Parliamentary Bureau also reported that the U.S. delegation had sounded out the prospects for a delegation to the Southeast from the Organization for Security and Cooperation (OSCE) to investigate human rights violations. This possibility was reportedly quashed by Hacaloğlu on the grounds that this would constitute interference in the internal affairs of Turkey.

Hacaloğlu is reported to have said that civilian groups, journalists and non-governmental organizations were welcome to come and see the situation for themselves, but that Turkey could not accept an international organization such as the OSCE coming and investigating it.

During the meeting both sides are said to have concurred that the Kurdish question in Turkey should not be confused with PKK terrorism. Hacaloğlu is also reported to have said that providing for the cultural requirements, including the educational rights for citizens of Kurdish origin, would pose no difficulty for Turkey.

The state of press freedom, freedom of expression and the imprisoned deputies of the now banned pro-Kurdish Democracy Party were among the other topics discussed.

Time running out for Turkey, despite promises to Europe

Despite raised hopes, PM Çiller's democratization and human rights pledges bear no fruit at all so far

By Aytül Gürtaş
Turkish Daily News

ANKARA- Over a month has elapsed since Turkey concluded a customs union accord with the European Union amid promises by the government to take steps toward improving Turkey's democracy and human rights image by June.

Facts however indicate that there have been no steps of any significance during this month to suggest the government is preparing to fulfil its promises in this respect.

As far as Prime Minister Tansu Çiller is concerned, she has done little during this period, when valuable time has been lost say analysts, other than to repeat her promises, as she did on Monday when addressing journalism students from Europe. In fact even Deputy Prime Minister Hikmet Çetin conceded to reporters during his flight to London last week that Turkey today in terms of its image is even behind where it was on March 6 when the customs union accord was initialled, as a result of its incursion into northern Iraq.

Part of the reason for the lack of movement in this area are the difficulties within the Republican People's Party (CHP), which superseded the Social Democrat People's Party (SHP) as junior coalition partner after the recent merger between the two parties.

The internal struggle for influence within the party following the merger has been continuing to the extent that the CHP has been unable to establish its parliamentary grouping as different factions compete for the deputy chairmanships of the parliamentary group.

This has not only stalled the implementation of the coalition protocol the CHP initialled with its senior coalition partner, the True Path Party (DYP), but it has also stalled legislative changes promised within the context of the customs union accord by the government.

There is also the question of whether there is a serious will vis-à-vis the promised democratization and improvements in human rights.

More and more analysts doubt

WEDNESDAY, APRIL 12, 1995

Turkish Daily News

this, given the fact that the old position of "first we get rid of terrorism then we improve human rights" is still being used as a fall-back argument in this sphere.

But there is the fact that Ankara, and especially the CHP wing of the government, has given clear signals to its European interlocutors, that movement can be expected in the spheres of democracy and human rights within the first three to four months of the conclusion of the customs union.

As matters stand nothing has been done to merit confidence that steps will in fact be taken within this time frame. Nevertheless the promises are still being made.

Prime Minister Çiller, while speaking at the opening ceremony of the European Young Journalists Forum in Ankara University on Monday, repeated almost to the letter the promises she first made during a speech at Bilkent University on March 15 in Ankara concerning democratization and human rights.

About 10 days after the signing of the custom union accord, Çiller itemized, in her Bilkent address — delivered in English to an international as well as local audience — the steps the government proposed to take in these areas and generally drew a rosy

picture for her European listeners.

In both her address on Monday and her Bilkent address Çiller said all restrictions on the rights of workers and students would be lifted, indicating that the constitution would be amended to enable these groups within society to participate in the political process.

What has happened so far, however, can be summarized in one word: Nothing.

Çiller said that the Anti-Terrorism Law, which restricts freedom of expression, would be amended, that an amnesty would be declared for those convicted of crimes of thought, thus enabling intellectuals currently in prison to be released. What happened in this respect was also nothing and almost to add insult to injury the minister for justice, Mehmet Mogultay, who is a CHP deputy, even made statements that suggested an early amnesty in this respect should not be expected given the current legislative framework.

Even though both wings of the coalition government appeared on the whole to have reached some agreement on the need to change Article 8 of the Anti-Terrorism law, under which most of the intellectuals in prison have been convicted, little has been done thus far to indicate that there is serious political will to carry out this amendment.

Çiller said new steps would be taken to safeguard citizens from torture. News subsequently emerged that she had ordered the Interior Ministry to send a circular to police stations around the country demanding an end to torture and for "torture equipment" to be destroyed.

What has happened in this respect to far? Apart from continuing allegations about torture around the country even a deputy from her junior coalition part-

ner, Mustafa Kul of Erzincan — alleged his brother had been tortured in police detention only recently.

The Human Rights Association for its part is claiming a rise — not decline — in the number of reported torture cases since Çiller's circular and that most of these reports are coming from the emergency rule provinces of the Southeast.

Çiller also said this emergency rule would start to be gradually phased out. But what has happened is that the term of this rule was extended by another four months in March, after the customs union accord, and there was no suggestion in the way it was extended that "gradual phasing out" is on the way. In the meantime, the government announced a draft bill which effectively gives the same authority to all provincial governors, that the emergency rule governor has. This ultimately means that all 76 of Turkey's provinces will be governed under a kind of emergency rule with governors having martial law rights. At the beginning it appeared in fact that Çiller was going to keep some of her promises when the government announced that everyone could celebrate Newroz — which the Kurds see as their new year and the celebration of which was previously banned. But the manner in which the Newroz celebrations were hijacked by the "Turkish" manner of celebrating this holiday — which is also marked in the Turkish world — to the exclusion of any Kurdish celebrations cast serious doubts over Çiller's sincerity in this respect.

The government labelled March 21, Newroz day, as "the day of the Turkish world" and official celebrations were held nationwide with no citizens of Kurdish origin whatsoever being invited.

Editorial by **linur Çevik**

Tougher times for the customs union

Since the signing of the customs union agreement between Turkey and the European Union the Turkish government has been making all kinds of promises that democratic reforms will be undertaken and that the country will improve its poor human rights image. The prime minister even promised to pardon those who have been convicted for expressing their views...



So for more than a month we have been listening to endless promises. Yet, not one single action has been taken to amend the anti-democratic articles in the Constitution, legislate democratic reforms or improve the country's human rights image. A few weeks ago former Foreign Minister Murat Karayalçın met with the foreign ministers of Germany, France and Spain, representing the European Union, and told them that Parliament would legislate the reforms by the end of June. Now we only have about two-and-a-half months to go and unfortu-

nately there has been no action...

Deputy Prime Minister Hikmet Çetin, a well-respected former foreign minister who came to office after the signing of the customs union agreement, is one of the very few people who realizes the challenges Turkey is facing, especially at the European Parliament, and that the situation is getting desperate with the passage of time. He is aware we are racing against time and if we do not act soon we will be the losers. Yet, he is also aware that the rather negative sentiment displayed against Turkey in the European Parliament has further deteriorated with the Turkish military incursion into northern Iraq.

Prime Minister Tansu Çiller seems to have forgotten that the customs union agreement is subject to the approval of the European Parliament. Even as the agreement was being signed on March 6 in Brussels the European Parliament had said it will not approve the deal as long as Turkey fails to make substantial progress in improving its human rights image and legislating democratic reforms...

Çetin says this set up a hurdle for Turkey to overcome. So Turkey's task was to take the necessary steps to overcome the hurdle. But instead of taking these measures Turkey, with its cross border operation into northern Iraq, has added a second hurdle for itself at the European Parliament. Thus our task of convincing the European Parliament to approve the customs union has further increased.

WEDNESDAY, APRIL 12, 1995

Turkish Daily News

Despite all this Turkey is still acting as if it was sailing through calm waters in the European Parliament.

There is very little hope that the government will take the initiative to at least start acting to introduce reform bills to Parliament. The prime minister is off on a visit to the United States and will not be back until next weekend... So some very valuable time is being wasted as the prime minister charts her own course and not the course that will gain approval for the customs union agreement in the European Parliament...

FROM THE COLUMNS

The price tag on cooperation with Barzani: \$ 200 million

From an April 11 article by SABAH's **Mehmet Ali Birand**: The most important part of the interview I conducted with Massoud Barzani for Monday night's TV news program the "32nd Day," was the part which involved his suggestions concerning the proposed new cooperation with Turkey, an issue now being publicly debated.

During our lengthy conversation, Barzani spoke in detail about the proposed arrangements, saying, "In the past there used to be some 300 villages situated along the Turco-Iraqi border. The people living in those villages, situated far from one another amongst the mountains, controlled the region. Almost all of the villagers were peshmergas. When the Iraqi government forces' 1992 offensive began, all of these villages were evacuated. The villagers all first fled to Turkey, and then when the Poised Hammer (the Turkey-based Operation Provide Comfort force) was created, returned home. But they could not return to their former homes. Since their villages had been burned by the Iraqi government forces, they settled further south. In other words the northern part became empty. And the PKK was able to enter the region freely and settled there. Since there was no one there, there was no way we could assign forces for that region. As part of the agreement we concluded with Turkey in 1992, these villages were to be rebuilt. But the project did not materialize."

This project, which is now being discussed anew, can still be realized, according to Barzani:

"Turkey would provide the materials needed for the reconstruction of these villages, build the roads, and help the construction effort. That is, Turkey would ensure the gradual rebirth of these villages according to a program. The villagers would return to the region. They would get their homes back, while Turkey would gain the support of 300 friendly villages in the region. The villagers in the region would see that they had a

personal interest in supporting Turkey. They would know that every time the PKK entered the region that would pose new problems for them, endangering their own interests. That way, Turkey would have thousands of eyes and ears along the border." Barzani does not want any money to be paid directly to them. He said that everything can be organized by Turkey, and the project can be realized through cooperation with the Turkish Red Crescent or other nongovernmental organizations. He said, "Let us not become involved. You plan everything."

Who would ensure security during the construction activity? Barzani said there should be no doubts on this subject: "The moment such work began, the villagers themselves would immediately get involved. The peshmergas would not let even a bird enter the region since they would be adamant to protect their own assets."

It has not been calculated in detail how much the reconstruction of 300 villages would cost. According to a rough estimate this would cost \$200 million. The important thing is, all of that money would not come out of Turkey's pocket. The United States administration, various western nongovernmental organizations and the United Nations are prepared to provide most of the money needed for such a project provided that Ankara agrees to organize such a drive.

Now our leaders can be expected to oppose this scheme, saying, "Brother, we will be spending money on this project but there will be no guarantees. What happens if the villagers turn their backs on us after the villages are rebuilt?" Such remarks would be applauded by narrow-minded circles.

Turkey is dead wrong if it believes that it can keep up the PKK manhunt via military operations. Though difficult to implement, the project Barzani is speaking about is a reasonable one. If this project can be realized, Turkey can easily have the border region sealed against the PKK. This would be a much more effective method than having a Turkish military presence there. I think that Barzani's proposal is worth consideration.

EN COUVERTURE



Le risque turc

La Turquie est-elle un pays à risques ?

La réponse est oui, évidemment. Depuis la chute du communisme soviétique, elle se retrouve au centre d'un faisceau de tensions, entre Occident et Orient, face à des voisins – les Européens, la Russie, l'Iran, le monde arabe – aux visées souvent antagonistes. Sa nouvelle importance stratégique, si elle peut donner à son personnel politique des désirs de puissance, ne fait que mieux mettre en lumière ses propres faiblesses. Les Turcs, écrit l'éditorialiste de *Cumhuriyet*, n'étaient pas prêts pour assumer le rôle que leur confère le nouveau désordre mondial. *Il y a deux façons de voir ce pays.*

La première dit que la Turquie est le pays le plus modernisé du monde musulman, l'un des rares qui ne connaît pas le règne du parti unique ou de la monarchie absolue, le seul vraiment laïc, qu'il faut donc soutenir face à la menace islamiste,

interne et externe. La seconde rappelle le poids de l'armée, toute-puissante dans la répression féroce des Kurdes. Toute-puissante, aussi, sur la justice : 150 intellectuels et 5 députés kurdes légalement élus, tous prisonniers d'opinion, croupissent dans les geôles turques après des simulacres de procès. *Cette Turquie-là est-elle soluble dans l'Europe ?* Ankara le souhaite, son lobby s'active à Bruxelles. Mais l'Union européenne, Allemands en tête, s'inquiète. On l'a vu, il y a de quoi. A peine les Turcs ont-ils signé un accord d'union douanière avec l'UE qu'ils se lancent dans une opération de ratissage massif dans la "zone de sécurité" kurde au nord de l'Irak, enfreignant toutes les règles du droit international. Ils risquent, également, de faire plonger toute une région, déjà passablement troublée, dans un chaos plus grand encore.

● Assurer la route du pétrole

Pour le chroniqueur du quotidien libano-saoudien *Al Hayat*, Ankara a envahi le nord de l'Irak parce qu'au terme d'une expérience de trois ans "les Kurdes ont montré qu'ils n'étaient pas une entité stable, capable de prendre des responsabilités précises dans

une zone plus que vitale pour la sécurité de la Turquie", en particulier concernant la sécurité de la route du pétrole traversant le Kurdistan irakien vers le terminal anatolien. Cette entité aurait pu être un modèle pour l'Irak démocratique et aider à mettre fin au "régime dictatorial

de Bagdad". L'échec est donc aussi celui de l'opposition irakienne. "Les opposants irakiens réfugiés au Kurdistan ont rendu le plus grand service au régime puisqu'ils ont montré qu'ils n'étaient en aucune façon une opposition digne de ce nom", poursuit le quotidien.

La Turquie – ou plus précisément son institution militaire – est donc passée aux actes, sachant que "d'autres forces régionales auraient été prêtes à remplir le vide : l'Iran, la Syrie dans une certaine mesure... ou même le régime irakien lui-même".

Une offensive militaire qui ne sert que Saddam Hussein

Vers une internationalisation du problème kurde

L'équilibre précaire qui prévalait depuis la fin de la guerre du Golfe dans la région névralgique située entre la Turquie, l'Irak et l'Iran risque de voler en éclats du fait de l'intervention militaire d'Ankara au Kurdistan irakien.

Patrick Cockburn
THE INDEPENDENT - LONDRES

ANKARA

Dans le ciel du nord de l'Irak, au-dessus des vil- lages kurdes, c'est le règne de l'illogisme. Les habitants sont protégés des attaques aériennes de Saddam Hussein par les appareils américains et britanniques, alors que, dans le même temps, l'aviation turque les bombarde. Or les avions qui les protègent et ceux qui les bombardent décollent peut-être des mêmes pistes turques. Dans la zone d'exclusion aérienne mise en place par les alliés (au nord du 36° parallèle) depuis la fin de la guerre du Golfe, en 1991, il faut aujourd'hui faire la distinction entre le bombardement des Kurdes en Irak par les Turcs, lequel est autorisé, et le bombardement par les Irakiens, qui, lui, est interdit.

En acculant les alliés de la guerre du Golfe à une politique aussi contradictoire, l'invasion turque du Kurdistan irakien a bouleversé l'équilibre précaire qui a prévalu pendant quatre ans dans la région. Le retrait de l'armée irakienne a permis à 3 millions de Kurdes dans trois provinces du nord de l'Irak d'acquiescer une quasi-indépendance, sous la protection aérienne des alliés. Tout cela est aujourd'hui menacé.

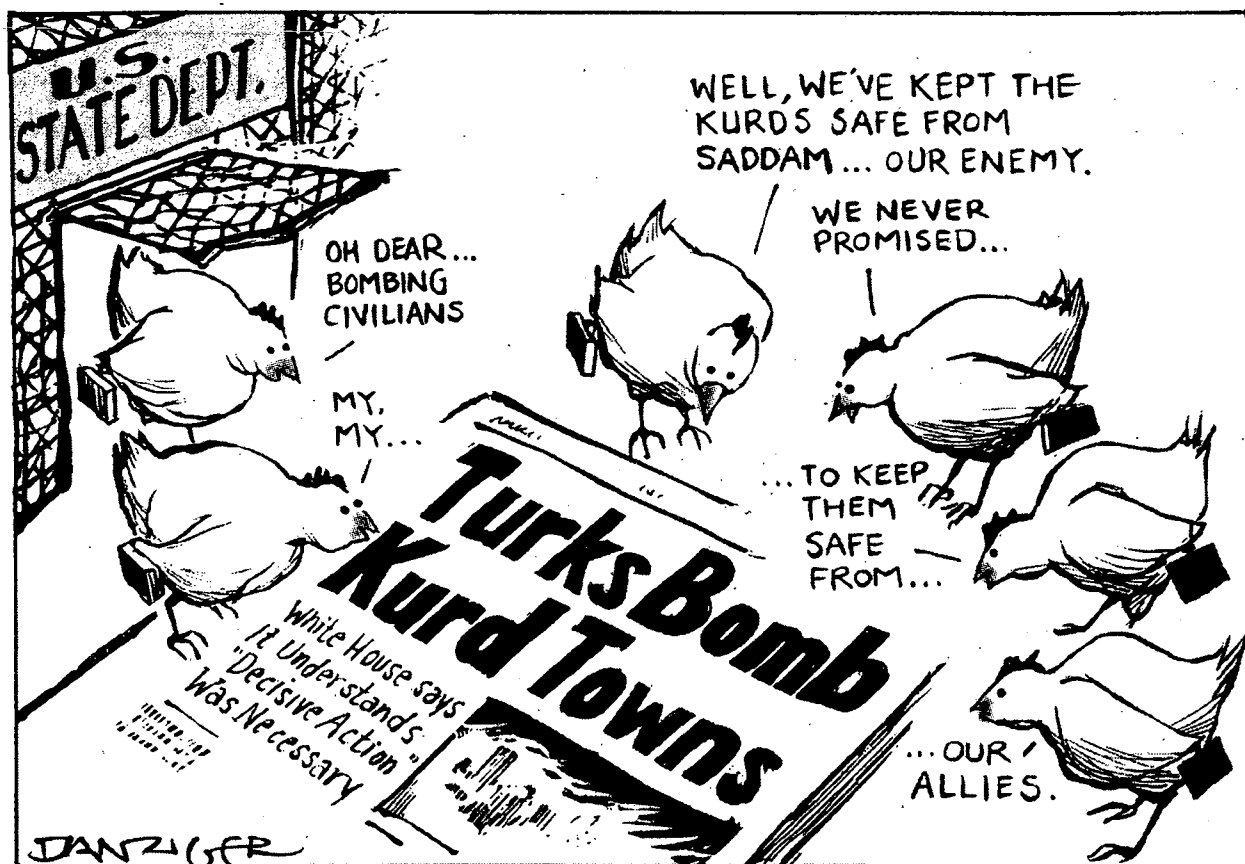
En privé, les responsables turcs s'avouent surpris que leur incursion ait suscité une condamnation internationale aussi étendue. Ils affirment que, dans leur longue guerre contre leurs propres rebelles kurdes du PKK [Parti des travailleurs du

Kurdistan] depuis 1984, ils aperçoivent enfin le bout du tunnel. "Nous en avons presque fini avec eux en Turquie", déclare Murat Ersavci, conseiller du Premier ministre Tansu Çiller. Tous les soirs, la télévision diffuse des nouvelles des opérations, et l'on voit des soldats tirer complaisamment à la mitrailleuse et au canon dans la direction, vague, des montagnes enneigées où le PKK serait retranché. Mais, jusqu'à présent, il n'y a pas grand-chose d'autre à montrer pour illustrer l'offensive. Le seul butin exhibé devant les caméras de télévision jusqu'ici consistait en une tente de toile tendue sur des branches, quelques fusils-mitrailleurs et des mines anti-personnel. Ce qui semble suggérer que le PKK aurait réussi à se replier vers le sud avant l'offensive.

Le gouvernement turc garantit que ses forces armées se seront retirées d'ici à quelques semaines, car, ayant détruit les bases de ravitaillement du PKK, elles auront obligé les Kurdes à passer six mois à se regrouper. Mais, d'après les partis kurdes d'Irak, qui connaissent le moindre pouce de ce terrain montagneux, les Kurdes de Turquie disposent - à quelques exceptions près - de campements mobiles et de très peu d'armes lourdes.

En tentant de résoudre son problème kurde par une invasion en Irak, la Turquie n'a peut-être réussi qu'à l'internationaliser. La guerre entre le PKK et l'armée dans le sud-est de la Turquie, qui a déjà causé la mort de 15 000 personnes et chassé 2 millions de Kurdes de leurs foyers, a été fort peu médiatisée, si l'on considère la couverture des malheurs des Kurdes d'Irak depuis la fin de la guerre du Golfe. Soudain, les Kurdes de Turquie font l'objet d'une attention aussi soutenue que leurs frères d'Irak. Avec cette offensive, la Turquie a permis au monde d'avoir finalement une vision unique du destin des deux peuples.

La progression des chars turcs dans les montagnes enneigées du Kurdistan et les colonnes de réfugiés fuyant leur avancée nous remettent en mémoire le grand exode des Kurdes en 1991, quand l'armée irakienne avait, pour une courte période, réoccupé le Kurdistan, jusqu'à ce que les alliés interviennent pour les protéger. La Turquie a ➤



Département d'Etat. Sur le journal : Les Turcs bombardent les villages kurdes. La Maison Blanche comprend la nécessité pour la Turquie d'agir avec détermination. "Oh là là, ils bombardent les civils." "Ça alors..." "Nous avons toujours protégé les Kurdes de Saddam... notre ennemi". "Nous n'avons jamais promis..." "... de les protéger contre..." "... nos alliés." Dessin de Jeff Danziger paru dans *The Christian Science Monitor* - BOSTON

sans aucun doute sous-estimé l'impact de son opération. Ainsi Klaus Kinkel, le ministre des Affaires étrangères allemand, et Alain Juppé, son homologue français, ont-ils déclaré qu'ils empêcheraient la ratification du traité d'adhésion de la Turquie à l'union douanière avec l'Union européenne, un accord [signé quelques jours avant le début de l'offensive] sur lequel les Turcs plaçaient de grands espoirs.

Pour l'heure, rien de tout cela ne gêne M^{me} Çiller. C'est l'armée qui a pris l'initiative d'envahir l'Irak. Mais, grâce à l'opération, le gouvernement a pu donner de lui-même [sur le plan intérieur] une image plus décidée. Ainsi, il lui a été possible de faire passer au second plan les difficultés des mois précédents : les émeutes de la minorité alévie - qui représente environ 20 % de la population - et leur répression sauvage

par la police, qui a récemment entraîné la mort de 15 personnes [voir CI n° 230 du 30 mars].

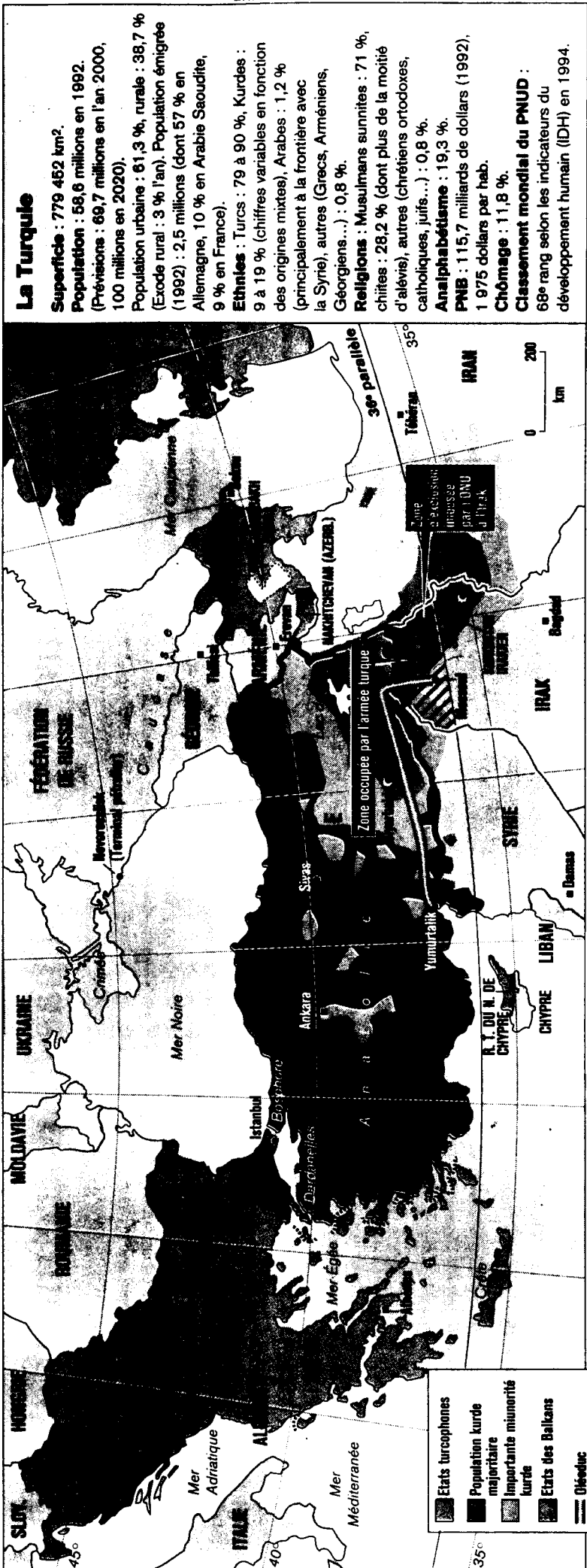
Quant aux Turcs, ils ont bien du mal à savoir ce qui se passe vraiment dans cette guerre contre le PKK. Beaucoup pensent - malgré les rapports des organisations de défense des droits de l'homme prouvant le contraire - que les atrocités sont en réalité le fait du PKK, qui cherche ensuite à en rejeter la responsabilité sur l'armée. Dans les campagnes, le prestige de cette dernière est encore considérable.

Dans les provinces du Sud-Est anatolien, le PKK, selon certaines estimations, aligne quelque 3 000 combattants, face à 315 000 soldats turcs environ. Malgré la destruction massive des villages par l'armée, rien ne porte à croire que les hostilités vont cesser. Les critiques l'affirment : comme si souvent depuis les

années 80, l'armée turque ne laisse aux Kurdes de Turquie aucune alternative légale au PKK, lequel, écrasé dans une région, réapparaît ailleurs. Les partisans de M^{me} Çiller, eux, estiment qu'elle profitera de la popularité que lui confère l'opération militaire pour démocratiser le pays et amnistier les prisonniers.

Reste le principal bénéficiaire de l'invasion turque, à savoir Saddam Hussein. La "zone de sécurité" instaurée en 1991 était déjà fragilisée par la guerre civile entre les deux partis kurdes d'Irak, qui a éclaté en mai 1994. L'offensive turque a définitivement discrédité l'idée même d'une "sécurité" pour les Kurdes au nord de l'Irak. Enfin, l'intervention turque signifie l'effondrement de l'étrange équilibre en vigueur dans la région depuis la fin de la guerre du Golfe ; et aucun des vainqueurs ne sait par quoi le remplacer. ●

Sources : OCE, PNB, "Newweek", "The Economist", "The New Encyclopedia Britannica", "L'Asie" n° 67



EST OU OUEST ? LA TURQUIE DOIT CHOISIR

MICHAEL ELLIOTT NEWSWEEK - NEW YORK

pas. La chute de l'Empire ottoman puis la fin de la guerre froide lui ont donné des frontières avec huit pays : la Grèce, la Bulgarie, la Syrie, l'Irak, l'Iran, l'Azerbaïdjan via le Nakhitchévan autonome, l'Arménie et la Géorgie. Un environnement qui est loin d'être sûr, quand on sait que le seul de ces pays qui ressemble à une véritable démocratie est la Grèce, avec laquelle la Turquie entretient des relations échauffées. Des Balkans au Caucase, du Proche-Orient au Moyen-Orient, la situation dans cette région du globe exige qu'Ankara ait un gouvernement sûr, déterminé à éviter tout aventurisme. Ce gouvernement, la Turquie ne l'a pas. De sorte que se montrer compréhensif envers ce pays ne suffit pas.

L'ultime rempart de l'Occident

Pourquoi la Maison Blanche doit aider Ankara

contre le fondamentalisme islamique et d'ancrer Ankara au sein de l'alliance occidentale. Ce sont là de sages objectifs, mais qui nécessitent une double orientation politique : les Etats-Unis doivent faire leur possible pour aider la Turquie à combattre le terrorisme, tout en renforçant les partis laïcs turcs afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir des islamistes.

La Maison Blanche ne peut donc se permettre de faire du conseil d'Al Gore - "rester neutres" - un principe politique. Il faut à tout prix éviter la neutralité. La Turquie doit être considérée comme un rempart contre l'expansionnisme potentiel de la Russie, un élément vital face à l'Irak et aux pays du Golfe arabo-persique, et crucial pour la stabilité des Balkans. La Turquie peut également servir de modèle pour le monde islamique - à la condition de rester un pays démocratique et pro-occidental. Quand l'ambassadeur américain rencontre le chef du parti fondamentaliste turc - ce qui s'est passé récemment -, les Etats-Unis, en fait, affaiblissent la Turquie sécuritaire et favorable à l'Occident. Une telle rencontre est un signe implé- tite du fait que les Etats-Unis recon- naissent la vitalité politique des fon- damentalistes et espèrent tirer profit de tels contacts. ●

* Reporter international, Lally Weymouth est la fille de Katherine et Donald Graham, res- pectivement ancienne rédactrice en chef et actuel rédacteur en chef du *Washington Post*.

nouvelle incursion du PKK. En cela, il ressemblerait un peu à l'arran- gement peu satisfaisant obtenu par la Turquie dans le sillage de l'opé- ration militaire de moindre enver- gure qu'elle avait déjà lancée il y a plus d'un an.

En bref, il faut s'attendre que le PKK continue à se servir du nord de l'Irak comme d'une base arrière. Si Washington veut aider la Turquie à lutter contre le terrorisme, il serait avisé de faire pression sur la Syrie afin de la dissuader d'accueillir le PKK sur son territoire. De hauts res-

Les Etats-Unis ne peuvent faire leur le conseil du vice-président Al Gore : "Rester neutres"

ponsables turcs m'ont récemment déclaré que le soutien syrien au PKK n'a pratiquement pas cessé. De plus, les Etats-Unis devraient éga- lement fournir à la Turquie davan- tage de renseignements sur les acti- vités du PKK - sur le modèle de l'échange d'informations conclu avec Israël contre le Hezbollah et les groupes extrémistes palesti- niens. Enfin, les Etats-Unis ne peu- vent pas non plus ignorer le soutien constant que l'Irak accorde au PKK.

Washington a pour but affiché de soutenir la Turquie dans la lutte

à l'armée irakienne au nord du 56^e parallèle) - de se joindre à la Turquie et de déployer avec elle des troupes sur le terrain.

Washington a repoussé les pro- positions de Gönensay. Les Etats- Unis ont aussi clairement fait savoir à la Turquie qu'ils n'étaient pas dis- posés à réviser leur politique pour le nord de l'Irak, ni à abandonner Provide Comfort. Chez les Euro- péens, on parle de plus en plus de faire pression pour exiger un retrait rapide des forces turques. Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères français, a effectivement averti des responsables turcs que cette invasion risquait de compro- mettre l'admission de la Turquie au sein de l'union douanière avec l'UE.

Dans l'intervalle, les dissensions ont commencé à dominer le débat politique turc. Dans ce contexte, la Turquie a fini par plier face aux pressions américaines et euro- péennes. A la fin mars, Holbrooke déclarait que Gönensay et Christo- pher, le secrétaire d'Etat américain, étaient en parfait accord et que l'étendue et la durée de l'interven- tion turque seraient limitées. Il semblait que la Turquie soit fina- lement obligée de se retirer sans avoir pu établir la zone tampon qu'elle souhaitait (*voir CI n° 230 du 30 mars*). Ankara, selon toute vrai- semblance, cherchera à obtenir un accord de sécurité avec les deux partis rivaux des Kurdes d'Irak, qui garantirait la Turquie contre toute

Vue de Washington, "la Turquie doit être consi- dérée comme un barrage contre l'expansionnisme potentiel de la Russie, un élément vital face à l'Irak et aux pays du Golfe arabo-persique, et crucial pour la stabilité des Balkans".

Lally Weymouth*
THE WASHINGTON POST

P eu après le début de l'incur- sion, Tansu Çiller - qui a appa- remment confié les opérations de sécurité à l'état-major gé- néral turc - a envoyé un représentant extraordinaire, Emre Gönensay, à Washington. L'émissaire turc est venu expliquer qu'Ankara avait l'intention de résoudre le problème du vide sécuritaire du nord de l'Irak. Il aurait apparemment sug- géré aux responsables américains qu'une des façons d'y parvenir était d'envoyer des troupes américaines et turques occuper la région ou bien de persuader la Grande-Bre- tagne, la France et les Etats-Unis - les trois pays qui souscrivent aujourd'hui à Provide Comfort (la mission humanitaire destinée à aider les Kurdes dans le nord de l'Irak et à interdire l'accès aérien

La mal-aimée de l'Europe

La Turquie n'était pas prête pour son nouveau rôle stratégique

D'Ankara, l'Union européenne est considérée comme un "club de chrétiens" tournant le dos à une Turquie peu démocratique et pourvoyeuse d'immigrés musulmans.

Ergun Balci
CUMHURİYET - ISTANBUL

Les grands changements survenus avec la fin de la guerre froide ont placé la Turquie dans un rôle auquel elle n'était pas préparée : celui d'agir comme une puissance régionale ou, mieux, d'être une puissance régionale. Ce "soldat bon marché", qui a servi pendant des années de gendarme du flanc sud-est de l'OTAN, est brusquement devenu un centre d'intérêt. Dans la vaste région allant de la Bosnie-Herzégovine à la Chine, près de 70 millions de Turcs ont les yeux tournés vers Ankara et des millions de musulmans turcophones des Balkans et du Caucase ont le regard rivé sur la Turquie. Mais comment devenir une puissance régionale avec un revenu annuel de seulement 2 000 dollars par habitant, avec des exportations d'à peine 15 ou 16 milliards de dollars par an et un taux d'inflation de 150 % ? Malgré tout, la Turquie a acquis une nouvelle importance stratégique aux yeux de l'Occident, car elle est un pont entre l'Europe et l'Asie, une porte qui s'ouvre sur le Caucase.

Quant aux relations avec l'Occident, les gouvernements turcs ont toujours considéré leur pays comme faisant partie de l'Europe, avec laquelle ils n'ont cessé de vouloir resserrer leurs relations. L'Europe a toutefois préféré limiter ce rapproche-



Sur le panneau : Europe.
Dessin de Bedri Koraman
paru dans *Milliyet* - ISTANBUL

ment. A court et même à moyen terme, l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est un rêve. Les Quinze ont d'autres candidats qui attendent à leur porte : la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie... L'Allemagne, en position d'accorder le plus fort soutien à la demande d'adhésion d'Ankara, a peur que des millions d'ouvriers turcs ne déferlent sur l'Europe en profitant du principe de la libre circulation. En outre, les Européens ne souhaitent pas l'intégration à leur Union d'un pays musulman qui aura une population de 70 millions d'âmes à la fin du siècle. Quand l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, en avait ouvertement parlé voilà quelques années, cela avait créé une tempête dans notre pays. Mais Delors disait la vérité : l'Union européenne est un "club des chrétiens".

Mis à part le rêve lointain de s'intégrer à l'Europe sur les plans économique et politique, les relations de la Turquie avec cette dernière ne sont pas satisfaisantes non plus en matière de sécurité. Alors que la Grèce est admise comme membre à part entière de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui

constitue le prolongement militaire de l'UE, le statut de la Turquie est seulement celui de membre associé. Après la désillusion créée par son maintien à l'écart de l'UEO et de l'UE, il reste à la Turquie une seule organisation sur laquelle fonder ses espoirs en Europe : l'OTAN.

Par une intéressante coïncidence, l'OTAN remplit la même fonction pour les Etats-Unis en Europe. Toutefois, l'importance de cette organisation a considérablement diminué depuis l'effondrement du communisme. De plus, si demain les pays d'Europe de l'Est y sont admis, l'OTAN pourrait être beaucoup trop absorbée par ses problèmes internes pour s'occuper de la sécurité de la Turquie. On se souvient encore combien l'Allemagne était peu désireuse de fournir à la Turquie une protection militaire lors de la guerre du Golfe. Ce pays promet d'être le partenaire le plus problématique d'Ankara au sein de l'OTAN, après la Grèce.

C'est encore l'Allemagne qui a l'attitude la plus dure envers Ankara sur la question kurde. Bonn redoute en fait qu'une Turquie devenue plus active dans la région ne ramène les problèmes propres à son espace géographique au sein de l'OTAN et n'implique l'Organisation dans les conflits régionaux. Cette crainte s'est d'ailleurs très clairement manifestée après la guerre du Golfe. L'un des objectifs de la politique extérieure de l'Allemagne, qui voit la Croatie et la Slovénie dans sa zone d'influence, est d'étendre cette influence dans les Balkans. On peut prévoir que cette ambition de Bonn aura une portée suffisamment grande pour gêner la Turquie. Les deux pays seraient alors en situation de rivalité – sans oublier le sentiment d'hostilité grandissante qui se manifeste en Allemagne envers les ouvriers turcs. Ecartée de l'UEO et de l'Union européenne, la

Turquie peut se trouver de plus en plus repoussée vers les Etats-Unis. Les intérêts des deux pays semblent d'ailleurs aller dans le même sens, qu'il s'agisse de conserver le pouvoir et le poids de l'OTAN ou de freiner l'expansionnisme russe dans le Caucase. Toutefois, de la même façon qu'avec l'Europe, la question des droits de l'homme constitue un problème épineux entre Ankara et Washington. D'ailleurs, bien qu'aujourd'hui les Etats-Unis semblent appuyer la thèse turque concernant le projet d'oléoduc pour le pétrole de la Caspienne*, ils peuvent virer demain vers la Russie si un changement important surgit dans la conjoncture politique de la région. De toute façon, ce n'est jamais très recommandable d'avoir des liens trop étroits avec une seule superpuissance.

Voilà un tableau qui n'est pas tout rose. Mais il y a cependant un dernier élément à considérer : l'Occident ne souhaite pas admettre la Turquie dans son "club", mais il ne veut pas non plus la perdre. Car elle est le seul pays musulman doté d'un régime démocratique, même s'il s'agit d'une démocratie qui semble parfois bégayer. Pays laïc et ouvert à l'Occident, la Turquie est un facteur de sécurité dans la région contre les mouvements islamistes radicaux en pleine expansion.

Il est essentiel que la Turquie comprenne que l'insouciance de la période de la guerre froide est bel et bien révolue, et qu'elle n'est plus l'alliée indispensable de l'Occident. Ankara doit donc faire des efforts pour se conformer à certains critères : mettre la démocratie sur de bons rails, restaurer la paix dans le Sud-Est [Kurdistan turc] et compléter son développement économique. Vivre sur la péninsule anatolienne, au centre d'une des zones géographiques les plus tumultueuses du monde, a un prix : celui d'être fort. ●

* La question du tracé de l'oléoduc transportant le pétrole d'Asie centrale à partir du terminal de Bakou vers la Méditerranée fait l'objet d'un litige entre Ankara et Moscou.

UNION EUROPÉENNE

Cette Turquie-là n'est pas de notre monde

Comment l'Union européenne peut-elle s'y prendre avec une Turquie qui sape jour après jour ses propres revendications d'appartenance à l'Europe ? C'est une question que ne peuvent manquer de se poser ceux-là mêmes qui envisageaient des liens plus étroits entre Bruxelles et ce pays perçu comme rempart des valeurs occidentales face au fondamentalisme islamique, avant-poste de la démocratie, passerelle vers l'Orient et, enfin, facteur de stabilisation dans une région en effervescence.

Aujourd'hui, la Turquie est tout sauf un facteur de stabilité ou un phare des principes occidentaux. Le "professeur d'économie" Tansu Çiller l'a plongée dans une crise économique grave, avec une inflation de 150 %, une croissance négative, un budget de l'Etat pléthorique. Idéologiquement, le pays est de plus en plus la proie des fondamentalistes. Politiquement, c'est une semi-démocratie qui vit à l'ombre pesante des militaires. Socialement, elle est le théâtre de clivages profonds. Or la politique kurde du gouvernement empoisonne tout : la politique, l'économie et la société.

L'expérience l'a depuis longtemps démontré : quand on a pour seul outil un marteau, tous les problèmes deviennent des clous. Quand l'imagination politique fait défaut, l'armée a les mains libres. Qu'en est-il de l'enseignement du kurde, des émissions de radio et de télévision en kurde, de la reconnaissance du kurde comme langue administrative et juridique ? Quelques timides tentatives avaient été ébauchées au temps de la présidence de Turgut Özal (1989-95). Le pou-

voir actuel, lui, ne veut pas en entendre parler. Il préfère employer la force. Le bilan des dix dernières années est décourageant : 15 000 morts, 2 000 villages rasés, 2 millions de Kurdes déplacés, des centaines d'opposants disparus sans laisser de traces, des peines pour délit d'opinion infligées à des députés élus, la moitié de l'armée engagée dans le combat contre les Kurdes, un cinquième du budget de l'Etat englouti par la guerre. Comme il n'y a aucune alternative légale [au nationalisme kurde], les rangs du PKK grossissent sans cesse. Et, en appliquant une politique contraire aux droits de l'homme, on finit par violer sciemment ces mêmes droits, en intervenant avec 35 000 hommes sur le territoire d'un pays voisin, l'Irak. Quelle absurdité ! Cette zone d'exclusion établie par l'Occident pour les Kurdes au nord de l'Irak et dont le survol est interdit aux Irakiens, les Turcs peuvent la bombarder sans être condamnés ! L'Europe ne peut pas, ne doit pas accepter cela. Il est juste d'interrompre toute livraison d'armes à la Turquie - car il est évident qu'elle ne fait plus l'objet d'aucune menace extérieure. Il faut paralyser la ratification du traité d'union douanière signé en mars dernier. De même, il est essentiel de forcer la Turquie à respecter des réglementations civilisées en termes de droit des minorités, comme l'Union européenne a persisté à le faire avec les pays d'Europe de l'Est. Et si tout cela n'y change rien, pourquoi ne pas envisager une exclusion du Conseil de l'Europe ou même une suspension du statut de membre de l'OTAN ?

Theo Sommer DIE ZEIT - HAMBURG

Madame le Premier ministre est une piètre politique

Fort comme un (militaire) turc, faible comme Tansu Çiller

Nommée chef du gouvernement en 1993 parce qu'elle donnait de la Turquie une image féminine et moderne, le Premier ministre a multiplié les échecs et perdu toute indépendance, au profit de l'armée.

Birgit Cerha
DIE ZEIT - HAMBURG

Aussi télégénique et charmante soit-elle, Tansu Çiller est une lutteuse. *"La plus belle Première ministre au monde"* – pour reprendre les termes utilisés par le quotidien à grand tirage *Hürriyet* lors de son accession à la tête du gouvernement, en 1993 – se heurte désormais à une tâche délicate : plaider auprès des amis occidentaux de la Turquie afin qu'ils se montrent compréhensifs devant cette violation éclatante du droit international que constitue l'entrée de plus de 35 000 soldats sur le territoire irakien pour combattre la guérilla kurde du PKK.

Tandis que les informations sur les pillages et les tracasseries de l'armée d'invasion turque à l'encontre des populations civiles se multiplient, M^{me} Çiller prétend haut et fort que ses forces armées respectent à la lettre les droits de l'homme et qu'elles se retireront *"dès que possible"*. Et elle présente les Turcs – et non pas les Kurdes, dont les droits sont menacés dans l'Etat d'Atatürk – comme la véritable

victime de la politique internationale : Ankara, dit-elle, n'a-t-il pas payé sa fidélité à l'alliance occidentale contre Saddam Hussein par des pertes économiques se chiffrant en milliards et par une menace croissante de la *"terreur du PKK"* contre des *"civils innocents"* ?

Cette présentation des faits est symptomatique de l'inexpérience de M^{me} Çiller. Les Turcs n'ont pas hérité du problème kurde en raison de la guerre pour le Koweït en 1991, puis de la limitation de la souveraineté irakienne au nord. La lutte de la minorité kurde opprimée pour ses droits fait rage depuis onze ans déjà et s'envenime en raison de la répression croissante et du refus exacerbé de l'Etat de reconnaître les intérêts légitimes de ce peuple. Les propos du Premier ministre se heurtent au scepticisme, même dans les rangs de ceux qui lui étaient jusque-là acquis. *"En vingt mois à la tête du gouvernement, les erreurs incroyables qu'a commises M^{me} Çiller ont entraîné la Turquie dans une crise profonde"*, écrit *Hürriyet*.

Il y a moins de deux ans, les Turcs fêtaient dans la liesse la première femme accédant au pouvoir dans cette République patriarcale. *"Nous avons changé l'histoire de la Turquie"*, exultait M^{me} Çiller le 13 juin 1993, après que les délégués du Parti de la juste voie (DYP) l'eurent choisie comme chef du gouvernement. Cette femme dynamique aux allures d'adolescente a fait souffler un vent frais sur les structures poussiéreuses de son parti et du gouvernement d'Ankara. Son élection, commenta alors le libéral *Milliyet*, *"signifie que la société veut le changement"*.

La société voulait, en l'occurrence, prendre ses distances avec ces *"figures de père"* traditionnelles

d'un monde dominé par les hommes. Quelques délégués du DYP ont avoué par la suite qu'ils n'avaient pas élu M^{me} Çiller pour ses capacités politiques, mais parce qu'ils voulaient donner à leur parti encroûté, et même à la Turquie tout entière, une image de marque moderne, attrayante, pro-occidentale. De fait, cette femme émancipée personnifiait la volonté d'avoir une place en Europe.

"Lady Tansu", comme on appelait gentiment cette femme élégante aux cheveux châtain, faisait grande impression. Née en 1947 dans une famille aisée d'Istanbul, elle a suivi des études de sciences économiques à l'université Yale aux Etats-Unis. Dès l'adolescence, Tansu a montré son extraordinaire capacité à s'imposer. A dix-sept ans, elle a convaincu son fiancé d'adopter son nom à elle et répondu ainsi au désir ardent de son père, qui n'avait pas de progéniture mâle. Avec son mari, homme d'affaires et banquier, cette mère de deux garçons possède un solide patrimoine, estimé à 50 millions de dollars.

Elle n'est entrée en politique qu'en 1989, lorsque l'actuel président Demirel, à l'époque encore dans l'opposition, l'a intégrée dans son équipe comme conseillère économique. Un an plus tard, après la victoire électorale du DYP, Tansu

L'interminable guerre contre les Kurdes engloutit chaque année plus de 8 milliards de dollars

Çiller devenait ministre d'État chargée des questions économiques. Mais, après son ascension fulgurante, l'étoile de M^{me} Çiller a très vite commencé à pâlir. Dans son domaine de prédilection – l'économie –, sa crédibilité s'effrite de plus en plus. A son accession au pouvoir, elle avait promis de réduire de moitié en quelques mois une inflation qui s'élevait à 71 %. Au lieu de cela, la hausse des prix a atteint en janvier dernier un record historique : plus de 150 %. Son programme d'austérité annoncé en 1994 n'a pas eu, jusqu'à présent, les effets escomptés. Sa libéralisation économique a renforcé les antagonismes sociaux et fait grimper de manière alarmante le chômage. Rien qu'en 1994, plus de 500 000 personnes ont perdu leur emploi.

Les salaires réels sont en baisse, les problèmes sociaux en hausse, l'impatience des ouvriers grandissante. La crise s'accroît du fait de l'interminable guerre contre les Kurdes qui, chaque année, engloutit plus de 8 milliards de dollars. Le sentiment de frustration parmi les déshérités nourrit le désir d'un changement radical et pousse de plus en plus de Turcs dans les bras du Refah (Parti de la prospérité, islamique). Même les milieux d'affaires ne

cachent plus la déception que leur inspire cette économiste si fermée aux conseils des experts.

L'étonnante naïveté politique de M^{me} Çiller transparait régulièrement. Ainsi, fraîchement arrivée au pouvoir en 1993, elle déclare : *"L'armée m'aime"* – une armée qui, en soixante ans, s'est pourtant emparée trois fois des rênes pour sauver l'héritage d'Atatürk. Très rapidement, de l'avis même de nombreux commentateurs turcs, elle se lance dans une *"funeste alliance"* avec l'armée. M^{me} Çiller a noué d'étroites relations avec le chef de l'état-major, Dogan Güres, qui ont profondément irrité beaucoup de démocrates. Jusqu'à son départ en retraite l'automne dernier, c'est le général Güres qui a apporté le plus fort soutien politique au Premier ministre, lorsqu'elle s'est trouvée sous les feux croisés de la contestation.

A l'arrière-plan, le pouvoir et l'influence des officiers se sont de nouveau renforcés. M^{me} Çiller a laissé le champ libre aux forces armées, notamment pour ce qui est de la question kurde. A son avènement, elle avait promis d'*"embrasser"* les 12 millions de Kurdes *"avec l'amour d'une mère"*, de faire la différence entre la guérilla du PKK et le peuple. Depuis, un plan d'autonomie sur le modèle du Pays basque en Espagne a fini

dans les tiroirs, tout comme un programme de développement, avorté, destiné à combattre l'effroyable pauvreté dans le Sud-Est anatolien. M^{me} Çiller s'est ralliée aux nationalistes ultras au sein de l'armée.

Ceux-ci ne voient dans la question kurde qu'un *"problème de terreur"*, qui ne se résoudra que par la force. Le chef du gouvernement a donc fait marche arrière sur toutes les timides tentatives d'ouverture. Les associations culturelles et les journaux kurdes sont interdits. Avec une grande fierté, M^{me} Çiller a déclaré l'an dernier qu'elle avait évacué du Parlement *"d'un coup de pied"* les députés kurdes du Parti de la démocratie (DEP), qu'elle a ensuite interdit. Depuis, cinq d'entre eux ont été condamnés pour *"séparatisme"* à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison.

Les promesses de garantir davantage de liberté aux citoyens ont été oubliées, les entorses aux droits de l'homme se sont multipliées sous son régime à un degré jamais connu sous aucun gouvernement civil précédent. Sur les questions sécuritaires et à l'égard des Kurdes, M^{me} Çiller a perdu toute influence. Son manque de vision politique, sa faiblesse en tant que leader et, en partie aussi, les profondes dissensions qui déchirent son parti promettent à la Turquie, secouée par les crises, un avenir peu stable. ●

Les militaires complices de l'islamisme

Les généraux ont trahi Atatürk au nom d'Atatürk

L'islamisme turc, qui a surgi en force en 1994, n'est pas tombé du ciel. Les généraux au pouvoir après 1981 en ont fait le lit, obsédés qu'ils étaient par le "péril rouge". Aujourd'hui, ils mesurent leur erreur, mais un peu tard.

Oktay Akbal
MILLIVET - ISTANBUL

Il est vrai que le Refah [Parti de la prospérité, islamiste] a remporté un grand nombre de municipalités l'an dernier. [Il a notamment gagné la mairie d'Istanbul, avec 24 % des voix, et celle d'Ankara. Son score a été de 19 % sur l'ensemble du pays.] Comment a-t-il réussi ? C'est une longue histoire, allant des bulletins de vote qui finissent dans les pou-

belles aux divisions absurdes entre les candidats des partis de gauche.

Cela fait donc un an que les islamistes dirigent des municipalités, un anniversaire qu'ils ont récemment célébré par une grande fête. L'épouse du leader du Refah, M^{me} Nermin Erbakan, a reçu une ovation quand elle y a déclaré : *"Ce ne sont pas les douze millions d'habitants d'Istanbul, ni les soixante millions de Turcs, mais un milliard cinq cents millions de musulmans du monde entier qui nous*

attendent. J'espère que, demain, nous fêterons la révolution."

On sait très bien ce qui se passerait si, d'aventure, un homme de gauche exprimait aujourd'hui ouvertement le souhait de "fêter demain la révolution". Il serait aussitôt accusé de tentative de "changement ou abolition de la Constitution par la force" et vite conduit derrière les barreaux. Or les intégristes expriment, par l'écrit et la parole, l'idée de changer le régime. Ils n'hésitent pas à se référer au massacre de Sivas en le qualifiant de "glorieuse émeute". [En juillet 1993, des islamistes avaient incendié un hôtel de cette ville où se tenait une réunion en hommage à un poète alévi du xvr^e siècle : 37 intellectuels avaient péri.] Mais, là, les procureurs de la République ferment les yeux !

Les partisans de la charia progressent un peu plus chaque jour. En nous regardant droit dans les yeux, en plus. Qui faudra-t-il accuser si un jour ils répandent le sang, comme en Egypte ou en Algérie ? Ceux qui ont piétiné les principes laïcs depuis des années dans leur chasse aux votes n'y sont-ils pas pour quelque chose ? Le problème ne date pas d'aujourd'hui, il remonte à la fin des années 40. Son aggravation dans les

années 50 a pu être freinée en 1960 [avec le coup d'Etat d'officiers progressistes], pour se transformer après en une force redoutable sous les gouvernements Demirel (1975-77 et 1979-81). Puis vinrent le putsch de 1981 et le régime de Turgut Özal [Premier ministre désigné par les militaires, il fut ensuite élu président par le Parlement]. Les écoles coraniques, les "séminaires" d'imams poussèrent alors comme des champignons. Les aides aux partisans de la charia ouvrirent la voie à ceux qui voulaient changer le régime laïc.

Même ceux qui minimisaient ce danger jusqu'à récemment commencent à se réveiller. Nous savons tous que le Conseil national de sécurité et le général Kenan Evren [qui avaient dirigé le putsch de 1981] ont écrasé la gauche pendant qu'ils protégeaient la droite. Ils ont détruit toute l'œuvre d'Atatürk en se camouflant derrière son nom, qu'ils ânonnaient du matin au soir. Evren avait d'ailleurs récité des passages du Coran sur les places publiques pour étayer ses arguments et même tenté de défendre la charia.

Or, que vient nous dire ce même monsieur (aujourd'hui général en retraite) dans un récent discours télévisé ? "Si une menace risque de

dénaturer la République et ses caractéristiques, notre réaction sera légitime. Dans un tel cas, on abandonne le principe du maintien de l'armée hors de la politique. Si un système fondé sur la charia avance, même par des voies démocratiques, les forces armées turques ne sauraient rester spectatrices."

"Comme si ce n'était pas lui", rappelle le chroniqueur du quotidien *Cumhuriyet* Server Tanilli, "qui avait introduit dans la Constitution les leçons obligatoires de religion dans les écoles et les lycées, chose qu'aucun pouvoir civil n'aurait jamais osé faire ! Seraient-ce des djinns qui ont signé la loi de 1983 ouvrant les portes de l'administration aux diplômés des établissements religieux, alors que normalement ces élèves, pour leurs études supérieures, ne pouvaient être admis que dans les facultés de théologie conformément à leur vocation ?"

La Turquie n'est ni l'Algérie, ni l'Afghanistan, ni même l'Égypte. Les héritiers d'Atatürk formés depuis soixante-dix ans ne se plieront certainement pas à un retour de plusieurs siècles en arrière. Ni eux, ni sans doute le général Evren, qui a pourtant ouvert la voie, sciemment ou non, aux forces de la charia, mais qui commence à voir maintenant, lui aussi, le terrible danger ! ●

POLITICIENS Aux abonnés absents

Qui gouverne à Ankara ? Les principaux dirigeants sont éternellement absents aux moments critiques, s'insurge Metin Toker, chroniqueur de *Milliyet*. Ainsi, alors qu'avaient lieu le massacre des Alévis à Istanbul et l'intervention militaire au Kurdistan irakien, la formation du dernier gouvernement était sans cesse repoussée : "Après la visite au Japon" du Premier ministre, entendait-on, "ou plutôt après les fêtes" ou "après la visite du président Demirel au Pakistan" et - pourquoi pas ? - "après sa tournée sud-américaine". "Quelle est l'importance de ce problème comparé à celui de l'union douanière avec l'Union européenne ?" demandait Tansu Çiller sans vergogne. "Poussant le cynisme à son paroxysme", ajoute M. Toker, elle n'a pas hésité "à distiller une image ridiculement maquillée de l'accord avec l'UE, présenté par la presse à sa botte comme un coup de baguette magique qui transformera la vie du jour au lendemain", alors même qu'on ne savait toujours pas qui irait le signer en qualité de ministre des Affaires étrangères...

Cette vacance du pouvoir, la légèreté avec laquelle sont traitées même les situations les plus graves en inquiètent plus d'un, à commencer par les militaires, "à qui on a inculqué l'idée, tout au long de leur formation, qu'ils sont le dernier rempart du pays en cas de besoin", poursuit le chroniqueur. "Aujourd'hui, écrit-il, chacun sait que l'opération en Irak a été une initiative de l'armée, qui a cru en sa nécessité dans un pays sans réel gouvernement. D'où le manque de plans politiques préalables à l'opération, pour ce qui allait suivre après. Depuis, le semblant de gouvernement qui a pu enfin se former essaie de compenser cette impréparation au prix de mille difficultés."

Conclusion de *Milliyet* : il est vain de dénoncer des "généralistes têtus qui n'obéissent pas au pouvoir civil" tant que ce pouvoir civil est "inexistant", au niveau non seulement gouvernemental, mais aussi parlementaire - les députés ne venant pratiquement plus à l'Assemblée que pour voter l'augmentation de leurs salaires... ●

La diaspora kurde tient à La Haye des états généraux dominés par le PKK

- La capitale des Pays-Bas accueillait hier, après le refus de Bruxelles, le « Parlement en exil » kurde
- Objectif: convaincre l'Occident de faire pression sur Ankara en vue d'une solution négociée.

C'est finalement à La Haye, et non à Bruxelles, que s'est ouverte hier la session inaugurale du « Parlement en exil du Kurdistan ». La Belgique, qui devait accueillir ces premières Assises de la diaspora kurde, a en effet cédé aux fortes pressions diplomatiques et commerciales de la Turquie... Ce contretemps – le secrétariat provisoire du Parlement, domicilié à Bruxelles, croyait jusqu'à la semaine dernière que la réunion pourrait avoir lieu dans l'eurocapitale – n'a pas empêché plusieurs centaines de délégués venus de toute l'Europe de célébrer hier leurs retrouvailles.

Après le traditionnel discours d'ouverture, les « députés » sont montés un à un à la tribune pour prêter serment, déclenchant presque à chaque phrase des tonnerres d'applaudissements. Les Kurdes de nationalité turque sont, de loin, les plus nombreux dans cette assemblée nettement dominée par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mène depuis quinze ans la lutte armée en Tur-



Sous un tonnerre d'applaudissements, Abdurrahman Durre, comme tous les autres « députés » du Parlement en exil du Kurdistan, prête serment.

quie, et ses organisations satellites. Mais le Parti de la démocratie (DEP) qui était en Turquie, jusqu'à son interdiction il y a quelques mois et la condamnation de ses députés à quinze ans de prison, la seule formation légale à exprimer la spécificité kurde, y est également représenté. Un « Parlement en exil » pour quoi faire? Pour Remzi Kartall, vice-président du

et admettre que son offensive contre le PKK en Irak a échoué. L'attitude qu'adopteront alors les alliés occidentaux de la Turquie sera déterminante. Nous sommes là pour les pousser à faire pression sur le gouvernement turc afin que celui-ci reconnaisse le fait national kurde et accepte l'ouverture du dialogue. »

Claude Monique à La Haye

DEP, il devrait notamment permettre aux Kurdes de « nouer un dialogue politique avec diverses capitales et les institutions internationales ». Ali Sapan, membre du Front national de libération, une organisation très proche du PKK, souligne pour sa part la représentation des minorités alévie et chrétienne, même s'il reconnaît que l'influence du PKK est prédominante au sein de l'assemblée de La Haye. Mais n'est-ce pas lui, ajoute-t-il, qui « lutte sur le terrain »?

Un point de vue partagé par la quasi totalité des « députés ». « Dans les semaines à venir, confie l'un d'eux, Ankara devra bien se rendre à l'évidence

Des mouvements kurdes fondent un Parlement en exil itinérant

La Haye, envoyé spécial

Plus de 400 Kurdes ont officiellement fondé, hier à La Haye, le premier Parlement kurde en exil. Nombre d'associations démocratiques kurdes ont pris leurs distances de cette initiative jugée prématurée, lancée dans la mouvance du PKK, (le Parti des Travailleurs du Kurdistan), qui mène depuis 11 ans la guérilla contre Ankara dans le sud est anatolien. Malgré les protestations du gouvernement turc, qui avait notamment convoqué samedi l'ambassadeur des Pays-Bas à Ankara pour lui faire connaître son mécontente-

ment, le gouvernement néerlandais a souligné qu'il ne s'opposait pas à l'inauguration du Parlement kurde sur son territoire « tant que la loi est respectée et qu'aucun appel à la violence n'est émis ». Certains journaux néerlandais craignaient de graves incidents entre la communauté turque, composée de 400.000 personnes, et les 50.000 Kurdes qui cohabitent aux Pays-Bas. Mais hier, alors que vers 10 heures le drapeau kurde était hissé sous les ovations dans le hall du Congresgebouw de La Haye (palais

des congrès), aucune manifestation n'était signalée aux abords du bâtiment.

La création du Parlement kurde en exil a été inaugurée par un discours d'ouverture du professeur Ismet Srik Vanli, directeur de l'Institut kurde de Berlin: « Ce Parlement représente les peuples du Kurdistan et leur lutte dans l'arène politique internationale. Il entretendra des relations politiques et diplomatiques dans cette optique. » Cette assemblée, composée d'hommes politiques en exil dans différents pays d'Europe, d'Amérique du

Nord et d'Australie, ne sera pourtant pas aux Pays-Bas. « Notre Parlement des Kurdes en exil sera itinérant pour bien souligner son caractère », expliquait hier un responsable. Parmi les 65 parlementaires qui ont prêté serment à La Haye et ont prononcé de brefs discours salués par des applaudissements nourris, on trouve 15 membres de l'ERNK, l'aile politique du PKK engagée dans la lutte armée contre le gouvernement turc. Quant au Parti démocratique (DEP), qui siégeait jusqu'à l'année dernière au Parlement turc avant d'être interdit alors que plusieurs de ses députés étaient emprisonnés, il n'aura que six sièges dans le Parlement kurde en exil.

S. E.

LE MONDE

13 avril 1995

Dans le nord de l'Irak, l'armée turque poursuit la destruction des bases séparatistes kurdes

Ankara recherche avec les Kurdes irakiens le moyen de se protéger des incursions du PKK avant d'envisager un retrait total

Trois semaines après le début de l'opération dans le nord de l'Irak, 3 000 soldats, sur les 35 000 engagés, ont regagné la Turquie. Ankara fait valoir, auprès de ses interlocuteurs occidentaux, la menace que représentent les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et la difficulté de protéger la frontière dans cette zone montagneuse. Cette opération pourrait aussi avoir pour but d'aider le gouvernement à faire passer au Parlement certaines mesures de démocratisation annoncées.

S. DI (nord de l'Irak)
de notre envoyée spéciale

Des silhouettes à peine plus hautes que des allumettes se dessinent sur fond de ciel gris, perchées sur les rochers escarpés qui dominent la plaine. Le passage de Sindi a une importance particulière pour la Turquie, car la route tortueuse qui monte en pente raide depuis le village de Darkar Ajam, en contrebas, au nord-est de la ville de Zakho, était un des principaux accès à la frontière turque pour les combattants armés du PKK. Au-delà du col de Sindi, le paysage s'ouvre et la route, asphaltée, se divise en trois branches qui aboutissent à la frontière turque, située à moins de 20 kilomètres plus au nord. C'est là que le PKK avait établi des bases logistiques.

Trois semaines après le début de leur offensive contre le PKK au nord de l'Irak, les forces armées turques ont commencé à se retirer. Une première brigade (3 000 hommes) est rentrée au pays. Mais les soldats ne quitteront définitivement Sindi que lorsqu'une solution aura été trouvée pour empêcher durablement le PKK d'utiliser à nouveau ce passage.

A Darkar Ajam - l'un de ces ensembles d'habitations déprimants construits par Saddam Hussein pour reloger les Kurdes dont il avait détruit les hameaux -, le PKK vivait en maître, affirment les officiers turcs qui ont établi leur quartier général dans l'école primaire. Tous les militants et leurs partisans ont fui dès le début de l'offensive turque. Des enfants rieurs, superbes et crasseux dans leurs vêtements colorés, inconscients des jeux politiques, se pressent autour du réservoir d'eau installé par les troupes turques, qui veulent prouver leur bon vouloir envers la population locale.

Vue d'hélicoptère, la zone frontière semble incontrôlable. Les collines ondulantes font place en altitude à un relief crevassé, à la fois inhospitalier et idéal pour les combattants du PKK, qui peuvent s'y cacher facilement. A Pibela, une trentaine de cavernes formaient un de ces « camps » du PKK que l'armée turque s'acharne à détruire. Dans l'une des grottes, la partie supérieure est un poste d'observation parfait, le rez-de-chaussée est protégé par une muraille de sacs de sable. Du riz, de la levure sont éparpillés sur le sol, autour des pierres noircies où l'on faisait le feu. Dans ces refuges sommaires qui trouvent la montagne, des quantités importantes d'armes et de munitions ont été saisies par les forces turques.

L'appui américain

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Strobe Talbott, a déclaré, mardi 11 avril à Ankara, que « seuls les Kurdes irakiens peuvent contrôler la frontière turco-irakienne et empêcher le PKK d'infiltrer des terroristes en Turquie ». Le numéro deux du département d'Etat a ajouté que, dans cette optique, les Etats-Unis et la Turquie « devaient renouveler leurs efforts pour mettre un terme à la violence entre les factions kurdes dans le nord de l'Irak ».

« Sur le long terme, a-t-il estimé, le seul moyen d'éliminer la menace à laquelle fait face la Turquie à sa frontière sud est de restaurer l'Etat de droit dans le nord de l'Irak. Cela dépend de la formation à Bagdad d'un gouvernement qui représente tout le peuple irakien et entretienne des relations pacifiques avec tous ses voisins. En attendant, seuls les Kurdes irakiens peuvent contrôler la frontière. » Le diplomate américain a également invité indirectement la Turquie à régler le problème kurde par d'autres moyens que « la force seule ».

« NETTOYAGE »

Tout au long de la zone frontière, les forces turques ratisent systématiquement. Une entreprise de longue haleine, en terrain lourdement miné. « Le déroulement classique d'une opération de nettoyage », affirment les experts militaires occidentaux à Ankara. Les troupes suivent les instructions qui leur ont été données, sans se préoccuper de l'« après-retrait », un problème entre les mains des politiciens.

Si le but de l'incursion était d'anéantir physiquement les combattants du PKK, le « succès » dont se flatte Ankara n'est pas évident, puisque l'armée fait état de 417 morts, parmi les 2 400 à 2 800 militants qui, selon elle, occupaient la région et dont des centaines ont fui, vers la Syrie, la Turquie ou l'Iran. En revanche, si, comme le pensent les experts militaires occidentaux et comme l'affirme Ankara, le but était de handicaper le PKK en détruisant ses bases, il aura été atteint. En outre, à l'intérieur, le gouvernement turc, par cette opération, a marqué des points auprès des « faucons », qu'il doit maintenant convaincre d'accepter certaines réformes démocratiques.

Ankara est aux prises avec le problème de l'instabilité au nord de l'Irak. La Turquie s'est à nouveau tournée vers les Kurdes irakiens dans l'espoir de remettre sur pied les accords signés avec eux en 1992, après l'offensive conjointe contre le PKK, qui prévoyait la construction de postes-frontières contrôlés par les peshmergas kurdes irakiens.

Après la visite au nord de l'Irak d'une délégation turque, un cessez-le-feu unilatéral, pour une période de deux semaines, a été annoncé par le dirigeant du PDK, Masoud Barzani, dont l'organisation est en-

gagée depuis des mois dans une lutte fratricide avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. C'est un premier pas dans la direction souhaitée par les Turcs. Toutefois Masoud Barzani, qui demande le retrait des soldats turcs, s'est plaint à la presse turque de l'impossibilité de patrouiller efficacement à la frontière. Il propose la reconstruction, avec l'aide de la Turquie, des villages de la zone frontière précédemment détruits, dont les habitants fourniraient « les yeux et les oreilles » qui permettraient de détecter les éventuels mouvements du PKK.

Ces contacts renouvelés entre Ankara et les Kurdes irakiens ont déplu à Bagdad, qui a violemment critiqué la Turquie pour ses discussions avec « les gangs kurdes, traîtres et illégaux ».

Si les Turcs sont parvenus à rencontrer Masoud Barzani, qui a été invité à venir à Ankara, ils ont pour l'instant eu moins de chance avec son rival Jalal Talabani. Un rendez-vous avait été pris, il n'a pas eu lieu pour des « raisons techniques ». Méfiants à l'égard de M. Talabani, jugé trop indulgent à l'égard du PKK, les Turcs sont cependant conscients qu'une réconciliation entre l'UPK et le PDK et un accord de sécurité triangulaire fourniraient les meilleures garanties pour la sécurité de leurs frontières.

Nicole Pope

■ Trois intellectuels « séparatistes » ont été acquittés mardi 11 avril par un tribunal turc. Il s'agit de trois militants des droits de l'homme accusés de « séparatisme » pour avoir prononcé en 1992 des discours sur la question kurde. Ali Yildirim, Akin Birdal et Husnu Okcuoglu risquaient jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. - (Reuter.)

U.S. Fails to Secure Date For Turks to Quit Iraq

Reuters

ANKARA — A U.S. envoy had little to show for his talks with Turkish leaders Wednesday, failing to secure a date for Ankara to remove thousands of troops from northern Iraq.

The deputy secretary of state, Strobe Talbott, dodged the question when he was asked how long the Turks had told him the operation of hunting rebel Kurds would last, repeating the government's line that it would be limited in scope and duration. Ankara was no more specific.

"Turkey has made clear its strategy on withdrawal of troops," said the spokesman for the Foreign Ministry, Ferhat Ataman. "Troops which complete their task are withdrawing."

Turkey withdrew 3,000 of its 35,000 soldiers during the weekend.

Meanwhile, a Kurdish parliament-in-exile convened in the Netherlands, including members of the Kurdistan Workers Party.

Foreign Minister Erdal Inonu of Turkey said he viewed the Dutch sponsorship of the meeting with "profound regret," and added that it was "nothing less than the encouragement of terrorism."

Mr. Talbott arrived in Ankara on Monday, days after Secretary of State Warren M. Christopher had said that Washington was waiting for Turkey to announce a date for removing its forces.

U.S. officials said last week that Washington had made clear to Ankara that Prime Minister Tansu Ciller's meeting with President Bill Clinton in Washington next Wednesday would be "more productive" if a date were set.

Washington has been more cautious than some European countries in criticizing the offensive, because it is concerned about Turkey's key location between the volatile areas of the Caucasus, the Middle East and Balkans.

Turkey opened the offensive, the biggest of its modern-day history, on March 20, arguing that the Kurdistan Workers Party was using northern Iraq as a springboard in its fight for a homeland in Turkey.

Turkije boos over parlement Koerden

Van onze verslaggever
Joris Cammelbeek

DEN HAAG

Tegen de uitdrukkelijke wens van de Turkse regering is gisteren in Den Haag het Koerdische parlement in ballingschap feestelijk geïnstalleerd. Het parlement telt 65 leden en zal in de komende vier dagen vergaderen over resoluties, een uitvoerende raad samenstellen en een voorzitter kiezen. Het eerste Koerdische parlement heeft geen vaste standplaats en zal een reizend karakter hebben.

De plechtigheid werd bijgewoond door ongeveer vierhonderd Koerden uit binnen- en buitenland en een zestigtal genodigden, met name Europese politici van veelal linkse signatuur. Voorafgaande aan de eedaflegging door de parlementariërs werd een minuut stilte in acht genomen voor de tienduizenden die om het leven zijn gekomen bij de strijd voor een vrij Koerdistan.

Tijdens de bijeenkomst werd niet opgeroepen tot de gewapende strijd tegen de landen waarin de meeste van de 25 miljoen Koerden leven: Turkije (de helft), Irak, Iran, Syrië en de voormalige Sovjet-Unie. De ongeveer twee miljoen Koerden die buiten dit gebied wonen zijn in het parlement vertegenwoordigd. Alleen zij konden stemmen.

Minister Van Mierlo van Buitenlandse Zaken had eerder te verstaan gegeven dat de Koerden hun parlement in Den Haag konden oprichten, mits zij binnen de wet zouden blijven. Vanuit Ankara liet de Turkse minister van Buitenlandse Zaken, Erdal İnönü, weten 'diep teleurgesteld' te zijn dat de Nederlandse regering de inauguratie van een zogenaamd 'Koerdisch parlement in ballingschap' door een 'terroristische organisatie' heeft toegelaten. De Turkse minister hoopt dat de regering terugkomt van haar dwaling. In Washington zei woordvoerder Burns van het ministerie van Buitenlandse Zaken dat zijn regering er bij Nederland vergeefs op heeft aangedrongen de oprichting van het Koerdische parlement te verbieden. Washington beschouwt de PKK als een 'brute terreurbeweging', aldus Burns.

Er werden verkiezingen gehouden onder Koerden in Rusland, Kazachstan, Armenië, Georgië, de VS, Canada en Australië. In het parlement in ballingschap hebben vijftien le-

den van de politieke vleugel van de guerrillabeweging PKK, de ERNK, zitting.

Gevraagd naar de invloed van de PKK, het geweld in Duitsland en het huidige Turkse offensief in noord-Irak, zei tijdelijk parlementsvoorzitter Ismet Vanly: 'Wij vermoorden geen sportlieden zoals de PLO in 1972 in München, wij kapen geen vliegtuigen, maar als de Duitse regering wapens levert aan Turkije, dat mijn taal verbiedt, mijn identiteit ontkent en mijn volk uitmoordt, dan heb ik geen keus dan me te verdedigen'.

Parlementariër Ali Sapan verweet de VS en West-Europa Turkije te steunen in de onderdrukking van de Koerden. 'Zij offeren de Koerden op aan hun politieke, economische en militaire belangen. De realiteit is dat Duitsland met wapenleveranties aan Turkije, die de oorlog naar Duitsland brengt'.

Een van de kersverse Koerdische parlementariërs, Ali Yigit, zei niet te vrezen dat het parlement zal opgeroepen tot geweld tegen Turkije. Yigit leeft in ballingschap in Nederland nadat zijn partij, de pro-Koerdische Democratische Partij (DEP), vorig jaar door de Turkse justitie werd verboden. Zes DEP-parlementariërs werden tijdens een proces wegens 'separatisme' tot gevangenisstraffen van drie tot vijftien jaar veroordeeld. Anderen vluchtten naar het buitenland.

Behalve de ERNK en de DEP, die respectievelijk vijftien en zes zetels in het parlement bezetten, zijn ook Assyriërs, Alevieten en een vrouwenorganisatie vertegenwoordigd. Vanuit zijn gevangenis in Turkije liet DEP-leider Hatip Dicle in een boodschap aan het parlement weten: 'Wij staan aan de vooravond van onze vrijheid'.

Verscheidene minderheden in Europa - Wales, Noord-Ierland, Catalonië - en van de Tamils uit Sri Lanka, feliciteerden de Koerden met hun historische stap. In welke richting die wordt gezet, is niet duidelijk. Volgens Vanly moet het Koerdische volk beslissen of gestreefd zal worden naar onafhankelijkheid, autonomie of een federatie van alle Koerdische gebieden in de regio. 'Een ding staat vast. De geschiedenis is aan onze zijde en Turkije kan deze oorlog van nationale bevrijding niet winnen'.



Abgeordnete des kurdischen Parlamentes vor der ersten Sitzung in Den Haag. (Bild ap)

Bildung eines Exilparlamentes der Kurden Kampf für Rechte mit friedlichen Mitteln

pmr. Brüssel, 12. April

In Den Haag ist am Mittwoch unter besonderen Sicherheitsvorkehrungen der Polizei ein Parlament der Kurden im Exil errichtet worden. Diplomatische Beschwerden aus Ankara gegen die Zusammenkunft von rund 400 Kurden waren von der niederländischen Regierung mit dem Hinweis auf die verfassungsrechtlich garantierte Versammlungsfreiheit zurückgewiesen worden. Die Initiative für die 65 Mitglieder zählende Exilvertretung geht auf die im vergangenen Jahr in der Türkei verbotene prokurdische Demokratie-Partei (DEP) zurück. Sieben Abgeordnete dieser Partei im türkischen Parlament waren unter heftigem ausländischem Protest vor Gericht gestellt und wegen Separatismus zu Gefängnisstrafen zwischen 3 und 15 Jahren verurteilt worden. In dem Exilparlament sind jedoch nicht nur Anhänger der gemäßigten DEP, sondern auch Vereinigungen vertreten, die der militanten Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) nahestehen.

Das Vorbereitungscommittee hat allerdings versichert, dass es nicht die Abspaltung des kurdi-

schen Gebiets von der Türkei anstrebe, sondern lediglich den legitimen politischen, sozialen und kulturellen Interessen der Kurden eine Stimme verleihen wolle. Auf die Bildung einer Exilregierung sei deshalb ausdrücklich verzichtet worden. An der Gründungsversammlung wurde der 24 000 Opfer gedacht, die der Kampf der Kurden bereits gefordert habe. Sprecher verschiedener Organisationen wiederholten jedoch, dass sie die Sache der Kurden mit friedlichen Mitteln verteidigen wollten. Das Parlament will innerhalb einer Woche einen Präsidenten wählen. Es wird jedoch nicht einen festen Sitz in Den Haag beziehen, sondern sich an verschiedenen Orten treffen.

Ein Sprecher der PKK richtete am Mittwoch in Den Haag scharfe Kritik an die Adresse Deutschlands, das den Türken die Waffen für ihren Vernichtungsfeldzug gegen die Kurden geliefert habe. Er stellte einen Zusammenhang mit den zahlreichen Anschlägen der letzten Wochen gegen türkische Einrichtungen in Deutschland fest. Wenn der türkische Krieg gegen die Kurden beendet werde, so erklärte er, würden auch die Anschläge in Deutschland aufhören.

Moralischer Beistand der USA für die Türkei

Warnung vor einer Annäherung an Saddams Regime

Nach Gesprächen mit der türkischen Regierung hat eine hochrangige amerikanische Delegation am Dienstag ihr Verständnis für die türkische Militäroperation im Nordirak erklärt. Gleichzeitig machten die Amerikaner klar, dass die USA eine längerfristige Präsenz der Türkei im Nordirak oder eine Annäherung Ankaras an Saddams Regime nicht dulden werden.

it. Istanbul, 12. April

Der amerikanische stellvertretende Aussenminister, Strobe Talbott, hat am Dienstag abend in Ankara die Türkei-Politik seiner Regierung deutlich umrissen. Washington habe Verständnis für das Bedürfnis der Türkei, gegen die Kurdische Arbeiterpartei (PKK) entschlossen vorzugehen, erklärte er in einem vollbesetzten Saal der Bilkent-Universität. Dass der zweite Mann im amerikanischen Aussenministerium noch einmal sein Verständnis für den türkischen Einmarsch im Nordirak unterstrich und die PKK eine «verwerfliche Terrororganisation» nannte, hat die türkische Regierung sowie das türkische Publikum moralisch gestärkt.

Starker Druck aus Europa

Seit Beginn des türkischen Einmarsches im Nordirak vor zwei Wochen steht Ankara unter internationalem Druck, seine Truppen aus dem Nachbarland zurückzuziehen. Der Druck aus Europa ist dabei besonders gross. Für viele europäische Regierungen bedeutet die türkische Militäroperation einen klaren Verstoß gegen internationales Recht und eine Verletzung der irakischen Souveränität. Exakt in dieser Frage dürfte indessen der grösste Unterschied zwischen der Türkei-Politik der USA und derjenigen Europas liegen. Die USA kümmern sich wenig um die Souveränität des Iraks. Laut Talbott hatte das irakische Regime die Kontrolle über den Nordirak aus eigenem Verschulden verloren.

Was der amerikanische Politiker in der Bilkent-Universität weiter erzählte, wich dann aber stark von den Wunschvorstellungen der türkischen Führung ab. Die USA würden eine längerfristige Präsenz türkischer Truppen im Nordirak nicht dulden, sagte er. Unmissverständlich lehnte Talbott auch die bis vor kurzem noch von Ankara angestrebte Annäherung an Bagdad ab. Ankara solle besser abwarten, bis im Irak ein neues, demokratisches Regime an die Macht gelange. Bis dahin könnten die irakischen Kurden das Grenzgebiet zur Türkei effektiv gegen eine Infiltration der PKK schützen. Die USA würden deshalb Ankaras Bemühungen, einen Friedensdialog zwischen den Führern der nordirakischen Kurden einzuleiten, unterstützen. Die Frage, ob diese Unterstützung ein stärkeres Engagement der USA im kurdischen Nordirak bedeutet, liess allerdings Talbott bis zuletzt unbeantwortet.

Forderung nach einer politischen Lösung

Der Besuch der amerikanischen Delegation zeigte deutlich, dass sich die USA um die Zukunft der Türkei ernsthafte Sorgen machen. Die Regierung Clinton ist offensichtlich davon überzeugt, dass der türkische Südosten sicherheitsmässig gefährdet ist. Anders als die türkische Führung bezweifeln aber die Amerikaner, dass diese Gefahr allein mit militärischen Mitteln behoben werden kann. Talbott forderte Ankara recht ungeduldig dazu auf, endlich eine politische Lösung für die Kurdenfrage in der Türkei anzustreben. Gewalt mache eine schlechte Situation noch schlimmer, sagte er.

Richard Holbrooke, der im amerikanischen Aussenministerium für Europa und Kanada zuständig ist und Talbott nach Ankara begleitet hatte, wies darauf hin, dass die türkische Militäroperation im Nordirak die geplante Zollunion Ankaras mit der EU ernsthaft gefährde. Wegen der ungelösten Kurdenfrage und der immer noch nicht durchgeführten Demokratisierungsschritte laufe die Türkei Gefahr, sich von Europa abzukoppeln. Dies könnte laut Holbrooke mittelfristig den türkischen Islamisten Auftrieb verleihen und die Türkei ihre strategische Rolle als Frontstaat inmitten der krisengeschüttelten Region kosten.

Zweifel am Sinn der Offensive

Zakho, 12. April. (Reuter) Der türkische Brigadegeneral Hüseyin Erim hat Zweifel am militärischen Sinn des türkischen Truppenaufmarsches angemeldet. Mit der Grossoffensive wird es nach seiner Einschätzung nicht gelingen, die Rebellen der PKK dauerhaft aus der Region zu vertreiben. Die PKK-Kämpfer kehrten in ihre alten Stellungen zurück, sobald die Soldaten abgezogen seien, sagte der General am Mittwoch in der nordirakischen Grenzstadt Zakho. Erim erklärte, die 35 000 türkischen Soldaten reichten nicht aus, um die PKK aus dem 40 Kilometer tiefen Grenzstreifen im Nordirak zu vertreiben. In der Umgebung von Zakho seien rund 600 PKK-Rebellen vor den türkischen Truppen südwärts in irakische Dörfer geflüchtet. Die Kämpfer der irakischen Kurden müssen nach Ansicht Erims der Türkei garantieren, dass strategisch wichtige Grenzplätze sowie umliegende Dörfer nach einem Abzug der Truppen kontrolliert werden. Doch selbst dann wären gelegentliche Luftangriffe der türkischen Armee notwendig, sagte Erim.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0839 4 I 0325 GRE /AFP-NC29

Turquie-Irak-Kurdes

Retrait des troupes turques d'Irak: une "question de semaines", selon M. Inonu

ATHENES, 14 avr (AFP) - Le chef de la diplomatie turque, Erdal Inonu a affirmé vendredi à Vouliagmeni (sud-est d'Athènes), que le retrait de l'armée turque du nord de l'Irak était une "question de semaines".

M. Inonu a déclaré qu'il ne pouvait "prédire exactement" la date du départ des forces turques engagées depuis le 20 mars dans une vaste opération contre des maquisards kurdes séparatistes, mais que "celle-ci approchait".

Pressé de questions par la presse, à l'issue de la 5-ème conférence ministérielle des pays de la Coopération économique de la Mer Noire (CEN), il a encore estimé que "le malheur est que le territoire de l'Irak est contrôlé par des terroristes".

M. Inonu a repoussé toute possibilité de dialogue avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), affirmant: "on ne peut pas discuter avec les terroristes".

Il a critiqué les Pays-Bas pour avoir accepté la création mercredi dernier à la Haye "d'un parlement kurde en exil" dont la principale composante est l'ERNK, le Front de libération du Kurdistan, branche politique du PKK.

"Nous avons un passé d'amitié avec les Pays-Bas et une compréhension de longue date mais ils n'ont pas su stopper l'ouverture de cette chambre, qui constitue en réalité une nouvelle action terroriste", a-t-il dit.

"Le gouvernement néerlandais va bientôt comprendre que ces gens sont des terroristes et vont fermer" ce "parlement", a estimé M. Inonu. Ankara a rappelé jeudi pour consultations son ambassadeur aux Pays-bas.

Interrogé sur la condamnation par le Parlement européen de l'opération lancée par l'armée turque, il a affirmé pouvoir convaincre "nos amis du Parlement européen qu'il ne s'agit pas d'une opération visant les droits de l'Homme, qui sont entièrement protégés par la Turquie, mais d'une action contre le terrorisme".

RS/an/mnv/cc

AFP /JO0245/142144

AVR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 14, 1995

Turkey Condemns Dutch Over Kurdish Parliament-in-Exile

Reuters

ANKARA — Turkey said Thursday that it would immediately recall its ambassador to the Netherlands for consultations after Kurds inaugurated a parliament-in-exile in the Hague.

A government spokesman, Yildirim Aktuna, said after a cabinet meeting that Ankara was "saddened" that the Netherlands, a North Atlantic Treaty Organization ally, had allowed the Kurds to set up the parliament-in-exile Wednesday despite protests from Ankara.

"This attitude by the Netherlands constitutes an open breach of its international responsibilities concerning the fight against terrorism," the spokesman said.

The United States criticized the establishment of the parliament-in-exile but said the Netherlands had no legal means to stop it.

The parliament-in-exile has an elected 65-seat assembly that draws its members from among all exiled Kurds, including members of Turkey's outlawed

pro-Kurd Democracy Party and the Kurdish Workers Party, or PKK, which is the focus of a military incursion into northern Iraq by 35,000 Turkish troops.

A State Department spokesman, Nicholas Burns, said, "We think the PKK is a brutal terrorist organization and we obviously don't support the creation of any kind of parliament-in-exile that is associated with the PKK."

A powerful Iraqi Kurdish faction also denounced the new organization.

"We feel it is purely a propaganda exercise and very much under the influence of the PKK," said Safeen Dizayee, Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party. "We have nothing whatsoever to do with it."

FRS0893 4 I 0280 TUR /AFP-EN68

Turquie-Kurdes-Pays-Bas

Ankara rappelle son ambassadeur aux Pays-Bas pour "consultations"

ANKARA, 13 avr (AFP) - L'ambassadeur de Turquie aux Pays-Bas a été rappelé à Ankara pour "consultations", après l'inauguration d'un "parlement kurde en exil" mercredi à La Haye, a-t-on appris jeudi de source diplomatique.

Ankara va procéder à une "évaluation de la situation" avec son ambassadeur, Zeki Celikkol, indique-t-on de même source.

De son côté, l'ambassadeur des Pays-Bas à Ankara, Jan Horak, devait être convoqué jeudi au ministère des Affaires étrangères pour être informé du mécontentement d'Ankara face à cette inauguration, selon la même source.

Un "parlement kurde en exil", dont la principale composante est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste, en rébellion armée contre Ankara), composé de 65 élus a été inauguré mercredi à La Haye au cours d'une cérémonie à laquelle ont assisté environ 300 Kurdes venus du monde entier.

L'ambassade de Turquie aux Pays-Bas avait tenté de faire interdire l'ouverture de ce "parlement", mais le ministère des Affaires étrangères néerlandais et la municipalité de La Haye avaient indiqué qu'ils n'avaient pas d'objection à une telle initiative tant que la loi néerlandaise était respectée.

Mercredi, le ministre des Affaires étrangères turc Erdal Inonu avait appelé le gouvernement néerlandais à reconsidérer sa position vis-à-vis du "parlement kurde en exil".

"Cela est incompatible avec les engagements internationaux des Pays-Bas. Cette attitude contrarie les valeurs communes de l'OTAN (dont font partie la Turquie et les Pays-Bas) et les relations d'amitié entre nos pays", avait-t-il dit.

CE/hc/ms

AFP /JO0245/131346

AVR 95

Turquie : les alévis entrent en résistance

Maltraités par le pouvoir, ces quinze millions de musulmans modérés commencent à s'organiser face à la poussée islamiste.

Le secrétaire d'État adjoint américain, le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, a simplement renouvelé l'assurance que l'opération militaire contre les rebelles du PKK serait « limitée en ampleur et en durée ».

Après l'inauguration d'un « parlement kurde en exil », mercredi à La Haye, Ankara a rappelé son ambassadeur aux Pays-Bas et convoqué l'ambassadeur hollandais pour l'informer de son « mé-

contentement ». La principale composante de ce parlement est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste en guérilla contre la Turquie depuis onze ans.

D'autre part, trois militants d'extrême gauche ont été tués hier lors d'une opération policière dans une banlieue de la capitale turque. (AFP.)

LE FIGARO - 14 avril 1995

ISTANBUL :
de notre envoyé spécial
Philippe GÉLIE

« On va noyer les fascistes dans le sang qu'ils ont versé. » Le graffiti a été peint à la va-vite sur un mur de briques nues. Des feuilles de plastique remplaçant quelques vitres brisées. Dans la rue gît une carcasse de voiture calcinée. Ces vestiges semblent conservés à dessein, pour ne pas effacer le souvenir des « martyrs » de la mi-mars.

Gaziosmanpasha, banlieue ouvrière née d'une urbanisation anarchique au nord d'Istanbul, se remet à peine de la flambée de violence qui l'a secouée pendant cinq jours. Au départ, le mitraillage de quatre cafés et d'une pâtisserie par des inconnus dans le quartier de Gazi Mahallesi, où vivent 70 % d'alévis, membres d'une secte musulmane dissidente du chiisme. La police réagit brutalement... le lendemain, contre la foule qui participe aux funérailles des trois victimes. Il faudra l'intervention de l'armée pour ramener le calme. Bilan : 29 morts, 128 blessés - dont 7 graves, toujours à l'hôpital - et 23 disparus.

Un tiers de Kurdes

« Le mitraillage du 12 mars ressemble fort à une provocation », dit le *dédé* (sage) Huseyin Gülen, autorité morale des 80 000 habitants. Gazi Mahallesi forme une enclave dans la municipalité de Gaziosmanpasha, conquise en mars 1994 par les islamistes (sunnites) du Refah, le « Parti de la prospérité ». Deux versions de l'islam que tout oppose. Les alévis ne vont pas à la mosquée pour les cinq prières quotidiennes, refusent le pèlerinage à La Mecque, ne s'interdisent ni de boire ni de fumer, bannissent le voile et accordent à la femme un statut égal à celui de l'homme. Aux yeux des fondamentalistes, ils sont plus dangereux que des athées.

Dans le *gemevi* (lieu de réunion et de prière) de

900 mètres carrés dont il surveille la construction, Huseyin Gülen, descendant d'une des douze familles fondatrices du culte, explique la « philosophie » qu'il enseigne à ses fidèles : « Un alévi est un homme sûr de son cœur, de sa langue, de ses mains et de son ventre, dit ce petit paysan aux gestes puissants et au verbe vif. Si l'un de nous commet une faute, personne ne va boire le thé chez lui. Mais Dieu est dans tous les cœurs et il n'y a qu'un seul peuple sur la Terre. »

Ces préceptes ont poussé la communauté, déjà opprimée sous l'empire ottoman, à soutenir le kéralisme, dont les principes laïcs sont inclus dans ses prières. Conjugés à la misère et à l'exclusion, ils l'amènent aujourd'hui à voter pour les partis de gauche et d'extrême gauche, empêchant le Refah de régner sans partage sur les banlieues. « C'est une lutte pour le travail, pour le pain et la liberté », proclame un slogan sur un mur.

Depuis les affrontements intercommunautaires de Sivas, en juillet 1993 (37 morts), des villages entiers ont quitté leur Anatolie natale pour se retrouver à Gazi Mahallesi. Ils y ont découvert une autre forme de pauvreté, génératrice de tensions sociales. La municipalité islamiste a mis au chômage des milliers d'alévis employés dans le secteur public. L'entreprise de distribution d'eau a même changé de nom pour pouvoir licencier ses 1 200 salariés et recruter 1 400 « fidèles ».

Le fait qu'entre un quart et un tiers des alévis appartiennent à l'ethnie kurde ajoute à leur mauvaise réputation : « Toute revendication de notre part est perçue comme une dissidence », explique Ali Densiz, directeur du Centre culturel de Gaziosmanpasha.

Cet équilibre fragile expose le quartier aux « complots » des forces qui, en marge du pouvoir, « refusent le rapprochement avec l'Occident capitaliste et impie », estime le

docteur Izettin Dogan, professeur de droit à la faculté d'Istanbul.

Le mythe de l'unité turque

Deux jours avant les incidents, alors que la Turquie venait de conclure un accord d'union douanière avec l'Europe des Quinze, un éditorialiste du *Milliyet* écrivait : « Quand on parle de démocratisation, c'est le moment où je redoute un attentat ou des émeutes confessionnelles. »

Il n'est pas sans risque de pousser à la révolte quinze millions de musulmans modérés. Pour défendre leurs valeurs, « la séparation de la religion et de l'État, la démocratie, le développement, le respect des droits de l'homme », les alévis envisagent pour la première fois de s'organiser sur la scène publique.

D'abord à travers des associations culturelles comme celle d'Ali Densiz. Et peut-être en formant un parti politique à l'échelon national. « Nous y réfléchissons », explique Huseyin Gülen. *Le gouvernement se dit attaché à la laïcité des institutions, mais il ne cesse de reculer devant l'intégrisme nationaliste.*

L'irruption de cette revendication identitaire menace de ruiner le mythe de l'unité turque, déjà mis à mal par onze ans de guérilla séparatiste kurde. Pour apaiser les esprits, le pouvoir a muté tous les policiers de Gazi - notamment infiltrés par les islamistes - qui avaient tiré sur la foule. Mais les alévis ne se limitent plus aux divergences confessionnelles avec l'orthodoxie sunnite : « La résistance politique à l'islamo-nationalisme turc a commencé », affirme un jeune du quartier.

Pacifiste imperturbable, le *dédé* Gülen continue à dire : « Aucun attentat ne peut remettre en cause notre philosophie. » Il est pourtant des graffiti qui devraient l'inquiéter.

Ph. G.

THE DENVER POST Friday, April 14, 1995

Why Turkey invaded Iraqi Kurdistan

Erdal Inonu, the new Turkish foreign minister, was charming and forthright. On the surprising mid-March Turkish military operation into Iraqi Kurdistan, he kept reiterating several phrases: "vacuum of authority . . . short-term excursion . . . rapid withdrawal . . . only weeks."

"Northern Iraq had become empty, a no-man's land," he said. "The PKK (the Marxist-Leninist Kurdish Workers Party) had moved out of Turkey, and were attacking us from there. But our security forces won't stay for a long time; in fact, they will stay a very short time. It's not a year. It's not months. It's more like weeks."

"The operation itself has a limited purpose: to clean out the PKK bases and encampments and return and try to establish a system in which attacks on Turkish land will not be possible."

Inonu — head of the Turkish Social Democrats and the son of the famous second president of modern Turkey, Ismet Inonu — was on a goodwill trip to Europe and the United States to explain the Turkish "incursion."

But in fact, with 35,000 Turkish soldiers and lines of huge M-60 tanks involved, it is the biggest single military operation in the history of the Turkish Republic, as well as the largest in the Middle East since the end of the Gulf War in 1991.

Turkey's intention upon launching the invasion on March 20 seems indeed to be, for the most part, as straightforward as Inonu said. Kurdistan, a land of towering mountains and staggering historical injustice, is home to 20 million Kurds divided among Turkey, Syria, Iraq, Iran and Azerbaijan. It is the kind of thwarted and tragic place where the Great Powers believed a "balance of power" alone could keep a small

modicum of peace.

However, in the last months, the two major Kurdish leaders, Masoud Barzani and Jalal Talabani, not having enough to do with battling the oppressive government in Baghdad, started bitterly fighting among themselves. This left Inonu's "vacuum," into which moved the PKK's Marxist-Leninists, who are usually attacking from the Kurdish regions in southeastern Turkey.

The Turkish intervention, then, could best be seen as an attempt not only to humble the PKK but to warn the other Kurdish factions that they must get back to controlling the area. The Turks clearly fear that ongoing fighting in northern Iraq might lead to the establishment of a separate Kurdish state.

But the confusion, so typical of today's fissionary post-Cold War world, is only beginning. For the area in which the Turks are attacking is the "Operation Provide Comfort" zone, protected by American troops, that came out of the Gulf War. Indeed, Turkish cooperation has been key to maintaining U.N. economic sanctions against Iraq — and thus key to the isolation of Iraq.

The situation becomes further complicated when one realizes that American planes for that operation fly out of the southern Turkish base of Incirlik, and that the Turks would like the Americans and others to support them in their invasion into the same Kurdish area those same Americans are supposed to

be protecting from Baghdad.

When the new foreign minister stopped in Germany on the way to the U.S., German officials feared this new little war in the Middle East would further exacerbate the already tense (and always potentially violent) relations between Kurds and Turks living in Germany. And no one can quite figure out yet what the incursion will mean to Turkey's ties with NATO and/or the European Union. Finally, there's the ethnic-religious conundrum. To point to only one recent example of the problems presented by countries that want to link themselves to the larger world but feel themselves constantly forced by history to look inward to the past, NATO has said recently that Eastern European countries will not be taken in unless and until they settle their ethnic claims on other countries.

Turkey has that kind of problem, but in reverse: Certain Kurds, such as the PKK, are making claims on Turkey. At the same time, Turkey, which has been the model of a secular Islamic state ever since Kemal Ataturk's reforms in the era of Ismet Inonu, is threatened within by Islamic fundamentalists whose Islamic Refah (Welfare) Party scored stunning victories in the last elections. It now governs Istanbul and Ankara.

It is hard not to wonder whether the Kurdish invasion was waged partly to impress the fundamentalists with the power of the secular Turkish state. Indeed, Foreign Minister Inonu said that "the terrorists were using the present weakness within the country as a pretext for creating problems."

So there it is: the modern world in one violent nutshell. As my mama used to say, the more things change, the more things change.

Georgie Anne Geyer writes on world affairs for Universal Press Syndicate



GEORGIE ANNE GEYER

White House rules out working lunch for Çiller on April 19

Erdal İnönü will not accompany Prime Minister Çiller

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- The tentative program of Prime Minister Tansu Çiller's private visit to the United States raised some questions in Washington concerning the composition of the delegation as well as the aims of the visit itself. Çiller, arriving in New York City on April 15, will stop by in Washington on April 18 and 19 on her way to the Houston International Festival in Houston, Texas.

The climax of Çiller's program is her meeting with President Bill Clinton at the White House on April 19. The appointment has been confirmed but a "working lunch" between Clinton and Çiller that the Turkish side requested apparently could not be arranged. Since a certain prestige and status is attached to such working lunches with the U.S. president, this is seen by some observers in Washington as the equivalent of a mild diplomatic rebuff. Others say, with some justification, that the sheer number of presidents and prime ministers visiting the White House every day makes it impossible for every VIP visitor to share a lunch with Clinton, especially if the visit in question is unofficial, like Çiller's.

A second question has been raised regarding the absence of Foreign Minister Erdal İnönü. İnönü himself hinted before he left Washington last week that he might not be back any time soon. Turkish officials maintain that İnönü has said all he had to say to U.S. officials already and there was no point in him returning with his prime minister. But from a protocol point of view, it is also a fact that Secretary of State Warren Christopher would not have his counterpart when Çiller visits Clinton.

White House meeting

The TDN has learned that each side at the White House meeting on April 19 would be represented by a delegation with a "one-plus-five" formula. The U.S. side is expected to be represented by President Clinton, Vice President Al Gore, Secretary of State Christopher, National Security Advisor Anthony Lake, Deputy Secretary of State Strobe Talbott, and Assistant Secretary of State Richard Holbrooke.

The Turkish delegation, on the other hand, is expected to consist of Prime Minister Tansu Çiller, Turkish Ambassador Nüzhet Kandemir, Senior Advisor (to Çiller) Emre Gönensay, Ambassador Yalım Eralp, Ambassador Volkan Vural and one more unnamed official. Critics claim that neither Christopher, nor Gore or Lake have their correct counterparts in the Turkish delegation.

The status of Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk is still up in the air. If Sanberk comes, he will most likely be present at the meeting between Clinton and Çiller at the Oval Office.

Yet... observers in Washington remember that when late President Turgut Özal visited the White House in 1990 he kept Foreign Minister Ali Bozer waiting outside at the door while Bush's Secretary of State Jim Baker was inside, attending the meeting between Bush and Özal at the Oval Office. Bozer resigned soon after.

Since the U.S. Congress is in recess until May 1, Çiller will not be able to meet with any legislators. There are no plans for any meetings with anyone from the State Department, International Monetary Fund or World Bank officials, the TDN was told. "But this is just a tentative program. Things can change at any moment," the official added.

The delegation

The delegation will consist of 69 people, 15 of whom are security officers. Of the remaining 54, 31 will be press members, including TV crews from TRT, ATV, Kanal D, TGRT InterSTAR, Kanal 6 and Flash TV. There will be 17 officials in the group.

The officials in the group are: Prime Minister Tansu Çiller (accompanied by Özer Çiller), Minister of Culture Ercan Karakaş, Senior Advisor Emre Gönensay, Prime Ministry Deputy Undersecretary Ali Naci Tuncer, Ambassador Volkan Vural, Ambassador Yalım Eralp, Barlas Özener, Murat Ersavcı, Cenk Duatepe, Akın İstanbullu, Mehmet Bican, Can Altan, Ataman Yalgon, Bülent Şahinalp, Aydın Karaöz, Sensu Yemişçi, Aydan Kadaloğlu, Sedat Gürkaya, Alpaslan Berik, Uğur Arıner, Şevki Mütevellioğlu, Ayten Tanboğa, Yalım Erez.

The junior coalition partner Republican People's Party will be represented on this visit only by Minister of Culture Ercan Karakaş, and Salih Sümer, Diyarbakır deputy.

Five Turkish businessmen are also said to be in Çiller's party, including Jefe Kamhi. The two deputies in the group are Mehmet Dönen (DYP) of Antalya, and Salih Sümer (CHP) of Diyarbakır.

Tentative agenda

According to Turkish sources in Washington, Çiller will most probably discuss the following issues with Clinton:

- 1) Turkish incursion into northern Iraq;
- 2) Measures and visits to further strengthen U.S.-Turkish ties;
- 3) Human rights and the democratization package;
- 4) Operation Provide Comfort;
- 5) Turkish-Greek relations;
- 6) Privatization drive and the recent status of Turkish economy.

Program Highlights

Some highlights of Çiller's visit are as follows: April 15, arrives New York City. April 16, nothing scheduled. April 17 and 18: She will attend

- 1) a business seminar organized by American Turkish Council (ATC), Business Council of International Understanding, and DEIK;
- 2) another public event hosted by ATC and council on Foreign Relations; and
- 3) a special reception hosted in her honor by Ahmet Ertegun of Atlantic Records.
- 4) ABC-TV, Peter Jennings interview;
- 5) meeting with the leaders of major Jewish organizations;

FRIDAY, APRIL 14, 1995

Turkish Daily News

6) an interview with Public TV's McNeil-Lehrer Hour. Çiller will also visit the editorial board of the New York Times and TIME magazine.

In Washington DC: April 18 & 19: Çiller will visit

- 1) the Washington Times for a meeting with editorial board, followed by,
- 2) a meeting with Newsweek editors. She'll also attend
- 3) a reception given for such "American Opinion Makers" as David Epshire of CSIS, Ambassador Morton Abramowitz of the Carnegie Endowment, Lawrence Eagleberger, James Schlesinger, Rep. Bob Livingston of House Appropriations Committee.

4) Meeting President Clinton at the White House.

5) Interview with CNN International.

6) Washington Post editors.

7) A speech delivered at CSIS.

8) Press conference with Turkish Press.

9) Meeting with U.S. press and influential members of the "administration circle," including Stephen Rosenfeld of the Washington Post and Assistant Secretary of State Richard Holbrooke.

Çiller will be in Houston between April 20 and 22, to attend the International Festival which this year is devoted to Turkey. Among the dignitaries she'll be meeting are former President George Bush and the Republican Senator from Texas, Kay Bailey Hutchinson. She will hold a meeting with Houston businessmen and academics and attend the Topkapi Exhibition. Prime Minister will return to Turkey on April 22.

Press relations criticized

The many meetings that Çiller will have with the editorial

boards of major U.S. dailies and weekly magazines — by visiting them at their headquarters at that — also raised questions, given the poor results such goodwill gestures have yielded in the past. Foreign Minister Erdal İnönü followed the same tactic by, for example, paying pilgrimage to the Washington Post editorial board at the paper's 15th Street headquarters.

The same night, İnönü wined and dined a select group of journalists at Washington's most expensive French restaurant. But the stories and editorials that were written on the Turkish incursion during İnönü's visit did not seem to have benefited from his explanations.

Michael Elliot of Newsweek, for example, was among those İnönü invited to the restaurant. Yet the story Elliot wrote a week later, "The Sick Man Coughs Again," was probably the harshest piece any U.S. journalist has written so far on the Turkish incursion into Iraq, prompting a pointed reply from Amb. Kandemir.

Some observers in Washington recall that Çiller has also suffered from either a total lack of or negative media coverage in her previous visits. William Safire's scathing essay, "Ally for Sale" in the New York Times, is still mentioned in that regard. And yet Çiller again seems to be bent on devoting sizable chunks of her time to visiting major U.S. dailies, and some weeklies, in their offices.

"If Turkish officials did not always pay their respects at the offices of the U.S. press and instead invite the editorial boards in question to the Turkish embassy, or better yet, don't invite them at all and let them scramble for coverage if they are interested at all, the results couldn't possibly be worse than this," the observers claim.

KDP delegation expected next week

Turkish Daily News

ANKARA- A high-level Iraqi Kurdish delegation is expected to arrive in Ankara in the middle of next week for discussion of the details of a projected security cooperation, Kurdish sources told the Turkish Daily News on Thursday.

The delegation comprised of top officials of the mainstream Kurdistan Democratic Party (KDP) is to meet with government, Foreign Ministry and military officials and the talks are expected to pave the way for a visit by KDP leader Massoud Barzani himself at the end of May.

The delegation will include Nechirwan Barzani, the nephew of the KDP leader and seen as No. 2 in party hierarchy, as well as Sami Abdurrahman, a member of the KDP's political bureau, as well as Karim Sinjari, the intelligence chief.

The visit had been proposed by the KDP as a necessary interim step when a Turkish Foreign

Ministry delegation which had an early round of talks with KDP leadership in northern Iraq last week invited Barzani to Turkey.

In the talks held at Salahuddin, Barzani's stronghold near Erbil, the Turkish side led by Cenk Duatepe, proposed joint measures for the protection of the borders against the infiltration of Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists after the Turkish troops end their current operation against them in northern Iraq. Turkey has also urged a peaceful settlement between the KDP and its rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Ankara has been blaming the months-long violent conflict between the KDP and PUK for the "authority vacuum" which it says has allowed the PKK to entrench itself in northern Iraq. The Turkish Foreign Ministry delegation was unable to meet with PUK leader Jalal Talabani for "technical reasons" during last week's trip, but Talabani has sent a letter to the Turkish Foreign Ministry indicating his will-

ingness to meet Turkish representatives at a future date.

The KDP negotiators are expected to focus primarily on the resettlement of the border villages destroyed by the forces of Saddam Hussein after the Iran-Iraq war and left uninhabited because the PKK rebels were deterring the villagers from returning or former Turkish bombings have been hampering the efforts to rebuild them.

KDP sees the resettlement of some 350 such villages as a key component of the security plan since they are expected to provide logistics support to the KDP peshmergas to man the projected string of border posts, which, otherwise, will be left exposed and isolated.

The Kurdish sources said the plan would cost Turkey some 50 million dollars at most, including the rebuilding of the villages, which would need only the provision by Turkey, the United Nations or other international organizations of some roof beams, doors, windows, etc.

Police confiscate first issue of new pro-Kurdish daily

Turkish Daily News

ANKARA- Police confiscated the first issue of the new pro-Kurdish daily "Yeni Politika" (The New Policy) on Thursday, the first day it hit the stands, on orders of the Istanbul State Security Court (DGM) prosecutor.

After the banning in succession of three pro-Kurdish newspapers, *Gündem*, *Özgür Gündem*, and *Özgür Ülke*, *Yeni Politika* was the fourth pro-Kurdish daily to be printed in Turkey since the 1980 coup.

Five news articles, including the editorial, caused the confiscation of *Yeni Politika*, according to the DGM decision.

The DGM prosecutor said the articles cited: "committed separatist propaganda against the indivisible unity of the country; provoked enmities among the people; printed the speech of the outlawed PKK (Kurdistan Workers' Party) leader Abdullah Öcalan; and singled out security officer Ibrahim Adli as a terrorist target."

In its first issue *Yeni Politika* appeared to have a more moderate editorial policy compared to previous pro-Kurdish dailies.

Previous pro-Kurdish dailies were confiscated almost regularly and their workers and buildings were targeted in fatal attacks. A total of 19 employees of the banned papers, including journalists, distributors and others were killed by assassins who were never found, and many other employees were tried on various charges and sent to prison.

The government describes the pro-Kurdish dailies as being "organs of the PKK" and their journalists as "PKK militants."

Gündem, the first pro-Kurdish daily since the 1980 military coup in Turkey, was started in spring 1992 and banned in early 1993. *Özgür Gündem* lasted from early spring 1993 until late 1994 and *Özgür Ülke* was published from April 1994 until Feb. 3, 1995.

Turkish Daily News

FRIDAY, APRIL 14, 1995

New European mission to probe Kurdish rights

Agence France Press

STRASBOURG- A team of European rights investigators left for Turkey on Wednesday in a new mission to probe alleged abuses against Kurds in the southeast of the country, officials said. The team of three lawyers from the European Human Rights Commission, on the second such mission in a month, will spend three days in Ankara gathering eyewitness accounts stemming from Kurdish separatist unrest.

During their stay they will hear evidence from police, legal officials, doctors, lawyers and other witnesses who have fled the southeast Anatolia region.

The commission investigates allegations of human rights abuses on behalf of the Council of Europe. Most complaints are submitted to it by individuals, and its findings can then be examined by the European Court on Human Rights.

A Commission team visited the region for four days last month, travelling in particular to the cities of Diyarbakır and Cizre. Such visits are rare, but have been made by the commission in the past to Greece and Northern Ireland. A decision to send investigators was taken after official protests of rights abuses were deemed admissible by the Commission, in particular involving accusations of torture, killings and lootings by Turkish government forces. Ankara has for several years been clamping down in southeastern Turkey against ethnic Kurds who want to set up a separate homeland. The action more recently was extended into northern Iraq.

Iran closes border with Turkey to Kurds

'Iran does not allow any activity by Turkish opposition groups in the border region'

Agence France Presse

TEHRAN- Iran has closed its borders with Turkey to Kurdish terrorist groups, Interior Minister Ali Mohammad Besharati said Thursday.

"After the Turkish military operation launched in northern Iraq, no more Kurds have entered Iran from Turkey or Iraq," said Besharati, quoted by the official agency IRNA.

"Iran does not allow any activity by Turkish opposition groups in the border region," he added. Turkey sent more than 30,000 troops across the border into northern Iraq on March 20 to eradicate the bases of outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) using the region to launch attacks inside Turkey.

The Turkish Army said Thursday it had killed 427 PKK rebels since the start of the offensive with the loss of 39 soldiers.

Iran called for the immediate end to the Turkish operation earlier this month, saying it was concerned about the fate of hundreds of Turkish refugees of Kurdish origin in northern Iraq.

Turkey is linked by several security accords to Iran and Syria, which both have Kurdish minorities among their populations.

SATURDAY, APRIL 15, 1995

Turkish Daily News

US State Department: No autonomy for Turkish Kurds

Turkish Foreign Minister İnönü gives guarantee to US Secretary of State Christopher about Provide Comfort

Turkish Daily News

WASHINGTON- "We do not support autonomy for Turkish Kurds within Turkey," U.S. State Department spokesman Nicholas Burns said Tuesday.

His statement clarified one made the previous day by State Department spokeswoman Christine Shelly. She had said the United States did not support an independent Kurdish state, however when probed on the "autonomy" issue had commented that "autonomy is something that has to be worked out in the context of the regions where there are Kurdish populations, in the context of the states in whose borders they fall and within... territorial integrity."

Some interpreted her answer as implicit support for autonomy arrangements within Turkey. With his statement, Burns put that assumption to rest.

"However," Burns continued, "the Kurds represent a sizable percentage, I believe upwards of 10 percent, of the Turkish population, and so we do have a very great interest, as does the Turkish government, in making sure that the human and civil rights of the Kurds are protected, and indeed advanced."

Burns implied that the United States would be partial to some sort of de facto autonomy arrangement in northern Iraq since Baghdad is not allowed to exercise full authority in the north. "The Iraqi Kurds are in a precarious situation, in a very unusual situation."

We recognize of course the protective zone in northern Iraq to be part of Iraq's territorial integrity, but we obviously for the last four years have not recognized Iraq's right to enforce its rule in northern Iraq.

That's why we established Operation Provide Comfort, and that's why it's so important that Provide Comfort continue, so that the Kurdish population might be protected."

İnönü says yes to Provide Comfort

The U.S. State Department spokesman also told reporters that Turkish Foreign Minister Erdal İnönü had given assurances to Secretary of State Warren Christopher that Turks would extend and continue to support Operation Provide Comfort. "The Turkish foreign minister was here last week, had a good meeting with Secretary Christopher and gave us every indication that the Turkish government supports Operation Comfort and will continue to participate in it. We have no doubts about that," Burns said.

Emre Gönensay, Prime Minister Tansu Çiller's senior advisor, who visited Washington before İnönü, had told reporters in Washington that this year the Turkish Parliament may vote to extend the operation a couple of months earlier than June, its regular extension date.

Talbott's visit

Burns evaluated the purpose of Deputy Secretary of State Strobe Talbott's and Assistant Secretary Richard Holbrooke's visit to Turkey as follows: "(The first purpose of his visit) was to review our relations with Turkey — which is very important to us. And to review in detail the situation in northern Iraq.

Number two: to talk about Russia, the Caucasus, Central Asia, areas of the world in which we and the Turks have common interest and in which we continually share ideas." Burns also said Talbott talked about bilateral issues with his Turkish counterparts, including Cyprus. "It was a very broad agenda," he said.

PUK leader Talabani wants to come to Turkey

We respect territorial integrity of Iraq, says Foreign Ministry spokesman Ataman

Turkish Daily News

ANKARA- Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two main Kurdish factions in northern Iraq, sent a letter to the Turkish Foreign Ministry on Monday expressing his readiness to meet with Turkish officials, Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said on Wednesday. Recalling Foreign Ministry envoy Cenk Duatepe's recent meeting in northern Iraq with Massoud Barzani, leader of the other main Iraqi Kurdish faction, the Kurdistan Democratic Party (KDP), Ataman confirmed that a delegation from the KDP and Barzani himself would visit Turkey for talks with Turkish officials, but the dates had not yet been fixed.

Duatepe went to northern Iraq and met with Barzani last week, while the Turkish Army was continuing its operation in the region. During the meeting it was decided that Barzani would come to Turkey to discuss a possible settlement and border security in the region after the withdrawal of security forces. But Talabani, who is considered a "PKK (Kurdistan Workers' Party) supporter" by the Turkish authorities, was not invited by Turkey for any meeting.

Ataman said the KDP delegation was expected to come to Turkey prior to Barzani's meeting to make the necessary preparations, but the date of their arrival was also not yet decided. Responding to the reaction from Iraq's Foreign Ministry to the Turkish military operation in northern Iraq and the meetings with Kurdish leaders, Ataman said Turkey has respected Iraq's territorial integrity and the military incursion was a limited operation against the outlawed PKK.

Ataman noted the power vacuum in northern Iraq and said: "Since, the central Iraqi government has not been able to fill the power vacuum in the region, it's only Turkey's very natural right to take the necessary measures with other elements who are considered an indivisible part of the Iraqi nation. If the local people can stick to their responsibilities, Turkey will not need to carry out



PUK leader Jalal Talabani

such military operations."

Ataman said the withdrawal of some Turkish troops from northern Iraq was not a tactical maneuver, it was a part of Turkey's strategy to withdraw its troops once their mission was completed.

He continued that during the military operation in northern Iraq, no civilians were harmed by Turkish forces but by the PKK. "If Iraq abides by U.N. Resolution 688 and lifts the embargo on the region, there will be no need for Turkey to help those people," he said.

Last week, Iraq accused Turkey of violating its integrity and sovereignty and gave its reaction to Turkey's relationship with Iraqi Kurdish leaders.

While confirming Iraq's invitation to Foreign Minister Erdal İnönü, Ataman said it had not been decided when İnönü would make the trip.

Meanwhile, Ataman said the Syrian, Iranian and Turkish authorities would come together in Iran to discuss the recent developments in the region at the end of April, continuing their series of tripartite meetings.

He did not give any specific timetable, but said it was possible Turkish officials would speak with the Syrians about Abdullah Öcalan, the PKK leader, who is supposedly living in Syria.

Kurdish refugees keep close ties to rebels

By Alistair Bell

Reuters

ATRUSH, Iraq- Kurdish refugees in two U.N. camps in northern Iraq said on Thursday they had close ties to Kurdish rebels but denied reports that the camps were used as guerrilla bases against Turkish forces.

U.N. security sources and foreign aid workers said, however, that rebels of the Kurdistan Workers' Party (PKK) often stayed in the camps, nestled in valleys either side of the hilltop village of Atrush, about 80 km (50 miles) from the border with Turkey.

The guerrillas hid their weapons nearby before entering the camps and frequent searches had revealed no arms, they said. "We are the PKK," said a refugee member of the committee that helps run the camp, dressed in a khaki combat jacket. "The PKK are our children and brothers. We like the rebels because they protect our rights," said the committee member. Other refugees said they were not guerrillas but supported the PKK's aim of a Kurdish homeland in southeast Turkey where the refugees originally come from. Many are women and children. Turkey launched its biggest military operation of modern times on March 20, sending 35,000 troops into northern Iraq in pursuit of PKK rebels who maintain bases there. The United Nations moved several thousand civilians to the safety of Atrush, swelling the camps' population to about 13,000.

Turkish troops say many rebels slipped into Atrush after fleeing their mountain camps further north at the start of the cross-border operation.

Turkish Brigadier-General Hüseyin Erim told Reuters on Wednesday that he had a list of PKK members hiding in the Atrush camps. He did not say how many he believed were there or if Turkish forces planned to take any action.

The U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) in Geneva has denied there are Kurdish militants in Atrush but a spokesman said on Tuesday the camps were

extremely tense amid rumors among refugees that Turkish troops would attack.

The nearest Turkish troops to Atrush withdrew from their positions 20 km (12 miles) away a week ago. Turkey has repeatedly said its troops have not harmed civilians. "We've done all we can to ensure that these camps are not of interest to the PKK, that they're not there. We patrol the camp, we have a 24-hour presence and we've seen nothing to support suggestions that the PKK are in there," UNCHR spokesman Rupert Colville said on Thursday.

He said he was not aware of any Turkish government request for UNHCR to make a list to check whether PKK rebels were in Atrush, as reported by Turkish newspapers.

Teachers at a camp school — a marquee put up by the U.N. children's fund UNICEF — were teaching radical Kurdish history to attentive children.

"Before, they didn't know about Kurdish history," head teacher Raman Saleh, 26, said. "We teach them that Turks, Arabs and Persians are their historical enemies," he added. Another teacher gave a lesson entitled "protecting their homeland" to a class of about 40 nine-year-old girls and boys. "You must know the enemy and the difference between friends and enemies," he wrote on the blackboard for pupils to copy. "Everyone knows the PKK are there, it's obvious," said a Western aid worker who visits the camps regularly. "The camp committees are controlled by the PKK. If you ask them to do something they give orders and it's done immediately."

Groups of young men at one of the camps lazed around outside tents and straw huts. There was no sign of weapons. The UNHCR official in charge of the camps denied a rebel presence among the refugees.

"If you ask me if there are any activists I would say no," John Andrew said. "Every one of the refugees is a PKK sympathizer. How would you feel if a relative was shot by the Turkish army?"

Turkey warns Kurdish rebels in U.N. refugee camps

Reuters

ZAKHO- The commander of Turkey's cross-border operation against Kurdish rebels in northern Iraq warned the guerrillas on Friday they would be attacked if they used two U.N. refugee camps at Atrush as bases, Reuters said. "The camps are under U.N. auspices and outside our operation zone so we don't want to go in, even though we could. But if they attack us from there they will be punished," the agency quoted Lieutenant General Hasan Kundakçı as saying.

Kundakçı, inspecting a military post 45 km (28 miles) east of the Iraqi town of Zakho, said Turkey would try to persuade the United Nations to expel suspected rebels from the two camps near the village of Atrush, which hold about 13,000 refugees. "If they don't sort it out, we'll have to think of something from a military point of view. If they (the rebels) sit in the camps doing nothing we won't act but if they come and kill our innocent civilians and soldiers they will be punished," he said. The general did not specifically say his troops would attack the camps.

But Kundakçı later told the Anatólia news agency that he was misquoted, clarifying that he had said the rebels from the camp would be punished if they again infiltrate Turkey for terrorist attacks after the Turkish troops return home.

Officials of the U.N. High Commissioner for Refugees have denied that separatist rebels of the Kurdistan Workers Party (PKK) are inside the camps but say there are PKK sympathisers among the refugees who have fled fighting in Turkey and Iraq.

Turkish Daily News

SATURDAY, APRIL 15, 1995

Thursday April 13, 1995

Turkish Daily News



U.S. Deputy Secretary of State Strobe Talbott

US not after independent state but says respect Kurds

Turkish Daily News

ANKARA- U.S. Deputy Secretary of State Strobe Talbott on Wednesday reiterated that Washington is not seeking an independent Kurdish state in northern Iraq or anywhere else. He underscored, however, that they wanted to see the Kurds in whatever country they may be living treated with respect and to have their human and civil rights acknowledged.

The deputy secretary of state also had words of caution for Turkey, where some officials have been suggesting recently that dialogue with Saddam Hussein should resume in order to address issues such as northern Iraq.

Talbott indicated that Turkey stood to lose more than any other country if Iraq continued to refuse to carry out the will of the internationally community.

He added that conversely Turkey would be the primary beneficiary should Baghdad comply with U.N. Security council resolutions.

On Turkey's cross-border operation into northern Iraq, Talbott said on Tuesday that Ankara reiterated at the highest level its previous assurance that the operation would be limited in scope and duration and that civilians would be safeguarded. He did not, however, give any intimation as to whether he had secured a deadline for the withdrawal of Turkish troops during his talks in Ankara on Tuesday that included meetings with

Foreign Minister Erdal İnönü and Prime Minister Tansu Çiller. Talbott, who was in Ankara for two days of official talks with Turkish officials and representatives of unofficial groups, made these remarks at a joint press conference with U.S. Ambassador to Turkey Marc Grossman and U.S. Assistant Secretary of State Richard Holbrooke.

Prior to the press conference the high-level U.S. delegation headed by Talbott, presently Washington's most senior diplomat, in addition to talks with İnönü and Çiller, also had talks with State Minister Algan Hacaloğlu — who is responsible for human rights — representatives of human rights organizations and representatives of American business concerns in Turkey. Talbott, whose delegation included Principle Deputy Undersecretary of Defense for Policy Jan M. Lodal, Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs Richard C. Holbrooke, and Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs Joseph S. Nye, also held talks with senior military officials on Wednesday.

Referring to his talks in Ankara as "politically substantive" and "intellectually stimulating," Talbott told the large number of local and foreign reporters during his joint press conference that the size of his delegation, as well as the broad range of their portfolios, gave a good indication of the continued importance of Turkey for his country.

"These talks and Prime Minister Çiller's visit to Washington are the latest in a series of high-level consultations aimed at developing an increasingly comprehensive U.S.-Turkish partnership that will enhance regional stability, promote democracy and spur economic growth," Talbott said in opening remarks.

"Turkey is a front line state in the post-Cold War world just as it was a front line state in the Cold War world," he said, adding that Ankara was currently, and in a positive manner, engaged in "some of the most important and daunting issues that we face now that the Cold War is over."

Listing the focus of their discussions with Turkish officials, Talbott named security and human rights issues in northern Iraq, political and economic developments in Russia, Ukraine and the Caucasus, international efforts to end the carnage in the former Yugoslavia, and the prospects for a lasting political settlement in Cyprus.

"We also discussed ways to ensure that NATO remains a vital force for stability in Europe, and last but certainly not least, we explored opportunities to ensure that Turkey stays strong at home by promoting economic development, democracy and human rights," Talbott said.

Turkish Foreign Ministry spokesman Ataman said on Wednesday during his weekly briefing that Turkey's operation in northern Iraq was discussed with the high-level U.S. delegation during the officials talks on Tuesday.

He said that while acknowledging Turkey's reasons for the operation, the U.S. side nevertheless stressed the need to end it soon.

Ataman said the U.S. side also expressed the need to work with the local people in northern Iraq to address Turkey's security concerns.

He added that the U.S. side did not mention the possibility of sending an Organization for Security and Cooperation in Europe delegation to the Southeast.

He said, however, that they had heard that this issue came up during the meeting Talbott and his

aids had with State Minister Hacaloğlu on Tuesday.

Following his opening at his joint press conference, Talbott responded to a question on the apparent difference of view between Ankara and Washington on how to deal with the regime in Baghdad.

"Let me start by acknowledging both with realism and with gratitude that Turkey has, of course, had to pay a price for its critically important role in the implementation of the will of the international community, and in the continuing impositions of the sanctions against the Iraqi regime. We realize that and we appreciate it. We do not belittle the hardships that this means for Turkey," he said.

"But at the same time for precisely the reason that Turkey does bear those hardships, mainly its proximity to Iraq, it also stands more than many members of the international community to gain if the U.N. policies are ultimately successful and if the sanctions work, and conversely if the sanctions do not work and there is not a fundamental change in Iraqi behavior, Turkey stands to lose more than any other country. So I would say that while we have some issues that we perhaps have some tactical disagreements on, we are very much together with Turkey on the fundamental questions and on the grand strategy," Talbott said. Interjecting at this stage, Ambassador Grossman said that "in terms of strategy and tactics there is considerable agreement between the Turkish government and the American government on the question of Provide Comfort."

He was referring to the multinational operation deployed in Turkey after the Gulf War to protect the northern Iraqi Kurds and other minorities north of the 36th parallel in Iraq. Grossman recalled the hundreds of thousands of Kurdish refugees that entered Turkey in 1991 in flight from Saddam's forces and referred to operation Provide Comfort as an "astonishing success" for ensuring that these refugees returned to their homes, adding that this operation was still continuing successfully today as a result of the participation of Turkey, the United States, France and Great Britain.

"Second ... I think that Turkey and the United States also see absolutely together on the need for the people of northern Iraq and specifically Mr. Talabani and Mr. Barzani to end their fighting and to focus on their responsibilities for peace and security in the area, and that is why we have sent delegations there, including members of the Turkish Ministry of Foreign Affairs, and I know just last week a Turkish MFA delegation was in the area trying to make those points," Grossman said. "So on both Provide Comfort and our policy towards the Kurdish people of northern Iraq and the people of northern Iraq, I think there is considerable connectivity between Turkey and the United States."

Asked about Turkey's current operation into northern Iraq, Talbott said both Prime Minister Çiller and Foreign Minister İnönü had used the occasion of their talks on Tuesday "to reiterate the commitment, the assurances that they have already conveyed to our government including to President Clinton and Secretary Christopher that Operation Steel will be limited both in duration and scope."

"We were glad to hear that reiteration, and we have already passed it back to Washington and we attach considerable importance to it," Talbott said.

Asked about the U.S. position on Turkey's democratization and whether this was a precondition

tion in Turkish-U.S. ties, Talbott said: "The starting point and the continuing point of our policy towards Turkey is support, friendship and alliance. "Now precisely because we do support Turkey, because we consider both Turkey in its own right, and Turkish-American relationship as important we want to see Turkey prosper; we want to see it the strongest most secure and stable state possible. "Our view of that vision requires us to always add in public fora such as this and in our ongoing dialogue with the Turkish government that we believe democracy, respect for human rights, and an inclusive political system that makes all citizens of a state to feel fully empowered citizens of that state is critical to the stability of the state and indeed the security of the state."

Asked another question Talbott denied that there was a contradiction in underscoring the territorial integrity of Iraq and talking to northern Iraq Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani who according to some are ultimately after establishing an independent Kurdish state.

"There is no contradiction in our position whatsoever. We have never said anything that suggests we supported a separate Kurdish state. That is not the issue here. We have repeatedly said ... that we support the sovereignty and territorial integrity of all the states in the region," Talbott said. "Our policy is concerned with the Kurdish people wherever they live. It is our view that Kurds like members of every other cultural, linguistic, religious or ethnic group deserve to be treated with respect, they deserve to have their human and civil rights respected by the government of whatever state they live in," he added.

"And among other things that is important for the long term and fundamental security and stability of the state in question," Talbott said.

Asked about allegations of atrocities in northern Iraq by the Turkish Army, Talbott said they had been in close consultation with Ankara at the highest level after Turkey started Operation Steel, the code name for the Turkish military incursion into that region.

"There have been many issues, of course, but two issues were caught in center in our minds and I think in the Turkish government's minds. The first of those issues we have already discussed. And that is the scope and duration of the operation as well as its mission ... The other issue is that the human rights of the people living in northern Iraq be respected and that any collateral civilian casualties be kept to an absolute minimum, one would hope to zero, if at all possible," Talbott said.

"We made that concern clear to the Turkish government at the very beginning. The Turkish government has given us repeated assurances on that score including once again at the highest level during the course of this visit," he added.

Asked about the Cyprus issue Talbott said they supported the implementation of the so-called Confidence-Building Measures proposed by the U.N. secretary-general to the two communities on the island.

Commenting on this issue, which is part of his portfolio, Assistant Secretary for State Richard Holbrooke said he was reluctant to go into details on the eve of elections in Northern Cyprus.

"Let me stress why we are making an additional effort with Cyprus despite the fact that many observers of the Cyprus problem think that it is not ever going to change," Holbrooke said.

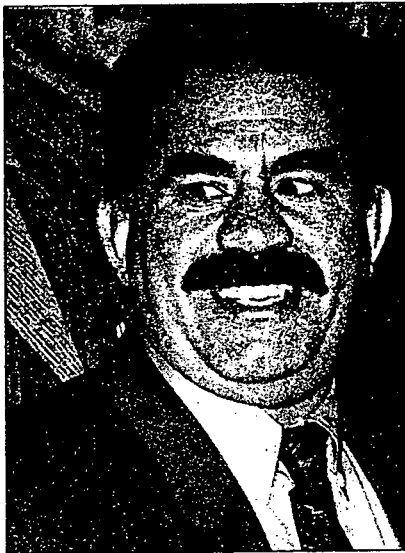
"As we have said repeatedly this part of the world is very volatile right now with the end of the Cold War. In this part of the world by which we mean all of Southeastern Europe, the Balkans, Central Europe, Ukraine and the areas to Turkey's east, Iran, Iraq, Nagorno-Karabakh, Chechnya, in this area there are two NATO allies of equal importance to our nation — Greece and Turkey.

"And between Greece and Turkey there is deep tension which manifests itself in many ways. That tension is not a healthy thing and a normal relationship between Turkey is essential for stability and that normal relationship is not possible unless the Cyprus problem is addressed and progress is made," Halbrooke said.

"So President Clinton has directed that we support an intense effort — we are not going to get into diplomatic details now — but I do stress our commitment to work closely with the Turkish government, the Greek government and both communities in Cyprus towards a federation that takes in account the legitimate rights of both communities on that troubled and divided island," he said.

In response to another question Holbrooke confirmed that a basic message he had given in Athens just before coming to Ankara was that what is bad for Turkey is not necessarily good for Greece.

Asked if this message had sunk in on the other side of the Aegean, Holbrooke said he could not answer that question which would have to be directed to the Greeks.



Abdullah Öcalan

Marxist Öcalan declares 'jihad' against the West

By Hussein Dakroub
Associated Press Writer

BEIRUT- The leader of Turkey's Kurdish rebels has threatened to launch a holy war against the United States and Europe for their tacit support of Turkey's military blitz in northern Iraq.

Abdullah Öcalan, who heads the Kurdistan Workers' Party, or PKK, also said in an interview published Friday in the London-based, Arabic-language newspaper Al-Hayat that he is staying in Lebanon.

Saturday April 15, 1995

Turkish Daily News

He accused the United States as well as European and Middle Eastern countries which he did not name of supporting Turkey. "We will exercise our natural right to resistance and jihad (holy war) in the name of humanity and Islam ...

"If the West has unjust interests, they will undoubtedly be harmed in retaliation for America's and Europe's support of the unbalanced war" between Turkey and PKK fighters.

Öcalan, known among his 10,000 hardcore rebels as Apo, called on the United States and Europe to open a dialogue with the PKK to reach a settlement of the Kurdish problem. He warned that Turkey would pay "a heavy price" for its attempt to liquidate PKK bases in northern Iraq and southeastern Turkey.

On March 20, Turkey sent 35,000 troops storming into northern Iraq, where Iraqi Kurds control a self-rule enclave established by the Gulf War allies in 1991.

The onslaught, backed by armor and air strikes, was aimed at eliminating the estimated 2,400 to 3,000 PKK guerrillas holed up in the enclave. The incursion drew international condemnation.

Öcalan said: "The failure of the military operation" in northern Iraq was bound to push Turkey into

"revolutionary-style reforms." He did not say what these reforms might be.

He charged that the late Turkish President Turgut Özal, who died two years ago, was probably killed on the day he was supposed to begin talks with the PKK.

Öcalan said the Kurdish "parliament-in-exile" announced by the PKK in The

Hague Wednesday was "the first necessary step" toward creating federal cantons for the 20 million Kurds concentrated in Iraq, Turkey, Syria and Iran.

The 65-member parliament, with no state to govern, has been dismissed as "null and void" by the Turkish government, which also denounced the Netherlands for allowing the Kurdish conclave. Öcalan said he had frequently visited Syria "where I met with Kurdish people to obtain their support." But he denied that Syria was secretly helping his group against Turkey. The Turks said last week that Öcalan was staying in northern Syria near the Turkish border.

But he said in Al-Hayat's interview "I have chosen Lebanon as a main place for my presence."

The daily carried the interview under a London dateline without saying where it was conducted.

There was no immediate comment from the Lebanese government to Öcalan's claim of sojourn here.

Öcalan long maintained a main PKK training base in east Lebanon's Bekaa Valley, where he frequently held news conferences in the last two years.

But under Turkish pressure the base was closed by Syrian and Lebanese army troops last year. Syria maintains 40,000 soldiers in Lebanon as peacekeepers to prevent the reigniting of the 1975-1990 civil war.

More than 15,000 people have been killed since the PKK launched its guerrilla campaign in 1984. It seeks autonomy for Turkey's 12 million Kurds, who comprise one-fifth of the population.

A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP

FRS0339 3 I 0531 TUR /AFP-PS42

Turquie-Kurdes-Irak prév

L'armée turque a subi l'attaque la plus meurtrière depuis le 20 mars

ANKARA, 15 avr (AFP) - L'armée turque a perdu 11 de ses soldats dans une embuscade des militants du PKK, l'attaque la plus meurtrière dont elle ait fait état depuis le début de son opération le 20 mars dans le nord de l'Irak contre la rébellion kurde de Turquie, a-t-on appris de sources informées samedi à Diyarbakir (sud-est).

Ces soldats sont tombés dans une embuscade tendue dans la nuit de vendredi à samedi par des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatiste) dans la région de Hamambogazi en territoire irakien, près de la frontière avec la Turquie, en face de la localité turque d'Uludere.

Après la découverte des corps ensevelis de neuf militants armés du PKK tués dans cette région montagneuse, ces soldats menaient une opération de recherche en prévision de la présence d'un groupe de rebelles dans la zone.

Si ce bilan est confirmé officiellement, il portera à 52 le nombre de soldats turcs tués depuis le début de cette opération qui vise à exterminer le PKK dans le nord de l'Irak. Jusqu'alors, le bilan de l'opération présenté par les autorités turques était de 446 tués chez les rebelles kurdes et 41 chez les soldats turcs.

"Cette affaire ne peut être réglée ainsi. D'abord la Turquie, et puis la force multinationale (de l'opération alliée "Provide Comfort" de la base turco-américaine d'Incirlik de surveillance du nord de l'Irak et d'aide aux Kurdes irakiens) doivent se retirer et l'administration de la région (le nord de l'Irak) doit être à nouveau confiée à l'Irak", a dit l'ambassadeur d'Irak à Ankara Raffi Dahham Midjvel al-Tikriti, dans une déclaration à l'agence Anatolie.

Mécontentement irakien

L'Irak du nord échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991 et est contrôlé par les Kurdes d'Irak.

L'ambassadeur irakien a exprimé le mécontentement de son gouvernement des contacts entre Ankara et Kurdes d'Irak pour assurer la sécurité de la frontière avec l'Irak après le retrait des troupes turques, qui restait encore inconnu au 27ème jour de l'opération.

Le premier ministre turc a quitté samedi Ankara pour New York pour une visite d'une semaine aux Etats-Unis au cours de laquelle elle rencontrera le président Bill Clinton, mercredi à la Maison Blanche.

L'entretien portera notamment sur les relations bilatérales et l'opération turque dans le nord de l'Irak. Washington soutient Ankara dans son opération contre le PKK mais il souhaite qu'elle soit de courte durée.

Par ailleurs, une délégation du ministère turc des Affaires étrangères s'est rendue vendredi soir à Téhéran pour remettre dimanche un message écrit du chef de la diplomatie turque, Erdal Inonu, à son homologue iranien, Ali Akbar Velayeti, sur l'opération de l'armée d'Ankara, selon Anatolie.

Les ministres des Affaires étrangères turc, iranien et syrien doivent se réunir fin avril, probablement à Téhéran, sur la situation dans le nord de l'Irak dans le cadre du mécanisme semestriel de consultations tripartites, mis en place en novembre 1992 à Ankara.

A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP A F P - AFP

CHRISTIAN SCIENCE MONITOR - Friday, April 15, 1995

US Assesses Downing of Helicopters by F-15s in Iraq

By Peter Grier

Staff writer of The Christian Science Monitor

WASHINGTON

TWO US Blackhawk transport helicopters were downed over Iraq Thursday in the most deadly incident in the region for United States forces since the end of the Gulf War.

Pentagon officials indicated that the aircraft had been hit by missiles fired from two US F-15 jets in a tragic incident of "friendly fire." Earlier, Iraqi Kurdish rebels claimed that the Blackhawks were the victims of Iraqi

leader Saddam Hussein's air force.

The helicopters were carrying over 20 US, British, French, and Turkish officers to a meeting with Kurdish leaders in Salahaddin, near the center of the zone now controlled by Kurdish rebels with US-led allied air protection. Kurdish sources said there were no survivors of the crash.

US military officials said the F-15s apparently mis-identified the two Blackhawks for Iraqi "Hind" choppers and that a special-radar AWACS plane was in the area at the time.

President Clinton ordered a full inquiry of the circumstances by the Pentagon. And he asked the country to "join in sorrow" at what he calls a "terrible" event.

The problem of friendly fire was a major military issue to emerge from the lessons of the Gulf War. A post-war study identified 28 times in which US forces inadvertently targeted their fellow soldiers, resulting in 35 dead and 72 wounded. The bulk of these mistakes were ground-to-ground incidents, however. Nine involved US aircraft misidentifying and attacking

ground troops, and none involved air-to-air combat.

US aircraft typically carry electronic devices, called IFF (Identification Friend or Foe), which mark them as friendly when "interrogated" by the electronics of other US planes. But these are not foolproof, and the capabilities of new air-to-air missiles enable combat to take place at distances beyond the ability of the human eye to identify targets.

US and other allied warplanes have been patrolling the "no-fly" zone over northern Iraq since shortly after the end of the 1991 Gulf War.

US forces involved in the protection of the Kurdish enclave have been on alert in recent weeks as Saddam Hussein has built up his forces in the north, perhaps preparatory to some sort of offensive. Analysts have long said that the resilient Saddam might try some sort of attack if he felt US attention was diverted elsewhere - such as Bosnia, where tensions are still running high.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

Turquie-Kurdès-Pays-Bas

Ankara appelle La Haye à "respecter ses engagements internationaux"

ANKARA, 15 avr (AFP) - La Turquie a de nouveau appelé samedi les Pays-Bas à "respecter ses engagements internationaux" concernant la lutte contre le terrorisme après l'inauguration d'un "parlement kurde en exil", dont la principale composante est le PKK, mercredi à La Haye.

"La réunion de La Haye a été organisée sous l'égide d'une organisation terroriste (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste) qui menace l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Turquie. La non-prévention de cette réunion est expliquée (par les autorités néerlandaises) par le droit intérieur. En faisant cela, les Pays-Bas ne peuvent pas se débarrasser de la nécessité de remplir leurs engagement internationaux", a dit le porte-parole de la diplomatie turque Ferhat Ataman.

Le porte-parole a indiqué que la Turquie "attend des Pays-Bas, avec lesquels elle partage une amitié de 400 ans, qu'ils respectent leurs engagements internationaux et la philosophie fondamentale de l'OTAN".

Vendredi, les Pays-Bas avaient affirmé qu'ils ne reconnaissent "en aucune façon" le "parlement kurde en exil", tout en appelant Ankara, qui avait émis une protestation, à "respecter les principes de l'Etat de droit inscrits dans la Constitution néerlandaise".

La Turquie a rappelé jeudi son ambassadeur à La Haye pour consultations.

CE/hc/pt/cc

AFP /J00245/151631

AVR 95

Despite promises of democratization, Human Right Association records increasing rights violations in March

Turkish Daily News

ANKARA- Amid expectations of democratization and human rights improvements in Turkey in light of the customs union accord with the European Union, human rights violations continued to mount last March, according to The Human Rights Association (IHD). In a press conference Sunday Akın Birdal, the chairman of the IHD, said that last month 40 people disappeared, 29 people were tortured, 19 villages in southeastern and eastern Turkey were evacuated, and 12 people were killed and eight were wounded in attacks by unknown assailants.

Releasing IHD's March report, Birdal said human rights violations had increased despite promises made by the government and that disappearances are at the top of the list. He noted that the disappearance since March 21 of Hasan Ocak in Istanbul was the latest such case.

"Prime Minister [Tansu] Çiller expects to talk about efforts toward further democratization in Turkey while she is in the United States but unfortunately, while she talks about it, human right violations mount in the country," he added.

Çiller left Saturday for a week-long visit to the United States, where she is expected to talk of the "positive steps that Turkey is taking in the areas of democratization and the human rights" during her visit.

Birdal also criticized the killings of three young people by the police in Ankara's western suburb Batıkent last week and he termed the event an "extra-judicial executions."

Last week in Batıkent police killed three people whom they said "were members of an outlawed organization. Despite calls to surrender, they fired on the police," they said.

A delegation including lawyers and human rights activists, however, said that, on the contrary, there was no firing from the apartment the police raided.

Birdal stressed that the IHD figures did not include all violations in the country because 14 of the IHD branches in the southeastern and eastern region had been forcibly closed by security forces and it was not possible to get informa-

Below is the list provided by IHD of alleged human rights violations in March 1995:

Taken into Custody:	1,227 people
Arrested:	127 people
Disappearances while in custody:	40 people
Tortured:	29 people
Mysterious attacks:	12 killed, 8 wounded
People killed in clashes:	358 people
Evacuated-burned down villages:	19
Raided associations, unions, publication	25 offices :
Banned association, union and publication	10 offices:
Confiscated publications :	18
Bombed premises:	30
Imprisoned intellectuals, unionist, publishers, journalists, scientists and human rights activists:	166



Akın Birdal: Prime Minister [Tansu] Çiller expects to talk about efforts toward further democratization in Turkey while she is in the United States but unfortunately, while she talks about it, human right violations mount in the country.

tion from the region. The area is predominantly Kurdish populated and has been under state of emergency rule since 1987 due to the Kurdish separatist insurgency there. Below is the list provided by IHD of alleged human rights violations in March 1995:

OSCE members and later with Hikmet Çetin, deputy prime minister and chairman of the junior coalition partner Republican People's Party (CHP), Yekta Güngör Özden of the Constitutional Court, Foreign Minister Erdal İnönü, State Minister Algan Hacaloğlu, responsible for human rights, and finally with Prime Minister Tansu Çiller.

On May 3, the delegation members will go to Diyarbakır and meet with the emergency rule regional governor, Diyarbakır mayor and the chamber of industry and commerce. On May 5, they will return to Ankara and meet with Yavuz Önen, the head of the Human Rights Foundation and former Foreign Minister Mümtaz Soysal. After meeting with New Democracy Movement (YDH) leader Cem Boyner and Doğu Perinçek of the Labor Party (İP) in İstanbul, the OSCE delegation will leave Turkey on May 7.

During their visit to Cindoruk, Wimmer said he and his colleagues were pleased with the content of the itinerary prepared for them. Wimmer, who is also the deputy president of the OSCE Parliamentary Assembly started by requesting a meeting closed to the press, noting that he had some special remarks to make. Cindoruk replied, "We have nothing secret from the press. You can say what you like in front of them." Wimmer drew attention to the press comments that he and his colleagues were on "a critical mission."

Wimmer said, "The purpose of our visit is linked with three issues which caused the Parliamentarians' Assembly to focus its attention on Turkey. The first is the critical situation in some regions of Turkey. The second is to emphasize the utmost importance the Assembly attaches to Turkey's integrity and protection of its borders. The third is linked with the case of the imprisoned former deputies."

Wimmer said it was not only he and his colleagues who had concerns about the jailed deputies but that some Turkish parliamentarians had the same concerns. He said he and his colleagues did not have any hidden agenda against Turkey in their respective countries. He quoted a minister of the Turkish government as saying that the "state should be tolerant." Wimmer repeated that he and his colleagues were ready to give political support for the protection of Turkey's borders and its integrity.

Wimmer continued that this required not only military measures but also economic, social and political measures.

Wimmer said that the sentences given to former

parliamentarians in the Turkish courts, which he described as being the most active member of OSCE, exceeded the decisions of the courts in the OSCE member countries.

"We request that the jailed parliamentarians be set free. Certainly it will be you who makes the decision and, as friends, we hereby express our wish that you will take this decision," Wimmer said.

Cindoruk said Turkey is a democratic country, that it is an open regime and that there is no censorship in the country. Cindoruk said, "The members of the press have also heard your request. There are 17 private TV stations which broadcast nationally.

The rating of the state TV has dropped to 10 percent. There are more than 2000 radio stations. Citizens inquire why the OSCE delegation has come to Turkey. Now the press will relay this to them. You have requested that former DEP deputies be released. The judiciary is independent in Turkey. I could not have relayed your request to the chief judge of the High Appeals Court. Your call will be aired on TVs. The chief judge of the High Appeals Court will also listen. I wonder if your words will have any effect or not but I can have no influence on the independent judiciary in this regard." Cindoruk said Greece had put the mufti of Xanthi in Western Thrace in jail however since he believed in the independence of the judiciary he could not intervene in Greece for the correction of the relevant court ruling.

DSP Chairman Bülent Ecevit, who met with the OSCE delegation, stressed that the National Security Council (MGK) did not put any pressure on the government. Ecevit said he had worked with MGK when he was in office as prime minister and that except for the military eras there was no pressure involved. He said there were similar organizations in other countries and that the organization of such nature was in the most respectable position in the United States.

The OSCE members later visited Şevket Kazan, deputy chairman of the RP parliamentary group. In reply to a question, Kazan said, "At present, the south-east Anatolia region is not represented in Parliament.

Sixteen of the 22 vacant seats in Parliament are in that region. For the past eight months, we have been proposing to hold an election however our proposals are not taken into consideration. No reaction has come from Europe in this regard because OSCE does not perform its duty."

L'Humanité - 17 avril 1995

Kurdistan de Turquie

Une offensive massive de l'armée turque

VINGT-CINQ MILLE SOLDATS turcs, soutenus par des hélicoptères de combat Super-Cobra, se sont lancés dimanche à l'assaut du quartier général clandestin du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans la province de Tunceli, au Kurdistan de Turquie, a-t-on officiellement annoncé de source militaire à Ankara.

Plus de 10.000 autres, arrivés en renfort à bord de camions et de cars militaires, ont pris position autour du ravin d'Alibogazi, un défilé de 30 ki-

lomètres d'accès très difficile, qui sépare les localités de Hozat et de Cemisgezek. Les deux localités sont totalement encerclées. « Les membres du PKK qui sont dans la zone seront pris, morts ou vifs », a affirmé un officier turc cité par l'agence Reuter. Selon lui, le commandant régional du PKK, Semdine Sakik, surnommé « Zeki sans doigt » depuis qu'une roquette lui a emporté un pouce, serait pris au piège dans le ravin avec environ 500 hommes. Les Turcs cherchent depuis des mois à cap-

turer Zeki, espérant ainsi donner le coup de grâce à la résistance kurde.

Cette opération d'une envergure sans précédent fait suite à la mort de 11 militaires turcs tués dans une embuscade tendue samedi par le PKK dans la région d'Uludere, à la frontière turco-iranienne. C'est la contre-attaque la plus meurtrière lancée par le PKK depuis le début de l'opération « Acier » menée depuis le 20 mars en Irak du Nord par l'armée turque qui y a déployé plus de 30.000 hommes. Celle-ci se poursuit, malgré les

protestations internationales qu'elle soulève.

Le premier ministre turc, M^{me} Tansu Çiller, a réaffirmé dimanche, dans l'avion qui l'emmenait aux Etats-Unis, que l'armée turque « ne se retirera pas du nord de l'Irak avant d'avoir rempli ses objectifs » et « y reviendra si nécessaire car c'est une légitime défense ». « Il n'est pas question, a-t-elle ajouté, de communiquer une date exacte de retrait » au président Clinton, qu'elle rencontrera mercredi.

A noter que le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a lancé, samedi, un appel à un cessez-le-feu bilatéral et à une solution politique du problème kurde, demandant aux pays occidentaux d'agir en ce sens et de cesser de fournir des armes à Ankara.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0226 4 I 0194 RFA /AFP-WK66

Allemagne-Turquie-Kurdes

Les onze Allemands arrêtés dimanche en Turquie ont été relâchés, selon Bonn

BONN, 17 avr (AFP) - Onze militants allemands des droits de l'homme qui avaient été arrêtés dimanche en Turquie par les services de sécurité pour avoir pris la défense de Kurdes ont été relâchés lundi, a annoncé le ministère allemand des Affaires étrangères.

Ces Allemands, originaires de Munich (sud) et de Darmstadt (ouest), ont été remis en liberté après avoir comparu devant un juge, a ajouté un porte-parole.

Le bureau d'information kurde Newroz dont le siège est à Francfort (ouest de l'Allemagne) avait annoncé plus tôt dans la matinée que neuf Allemands avaient disparu, tandis que l'on était sans nouvelles de deux autres. Les neuf Allemands avaient été arrêtés à Silvan, dans la province de Diyarbakir (sud-est), où ils avaient manifesté "contre les mauvais traitements et l'arrestation de villageois kurdes".

Ils entendaient protester contre l'arrestation vendredi de toute la population du village de Kurucayir qui avait refusé de coopérer avec l'armée turque contre les séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

jlp/eg/mfo

AFP /JO0245/171610

AVR 95

FRS0254 4 I 0176 TUR /AFP-WO79

Turquie-Kurdes-Allemagne

Prochaine expulsion de 11 Allemands arrêtés dans le sud-est

ANKARA, 17 avr (AFP) - La Cour de Sûreté de l'Etat de Diyarbakir a décidé lundi d'expulser onze Allemands arrêtés dimanche dans la région de Silvan (sud-est) pour avoir "manifesté contre les mauvais traitements et l'arrestation de villageois kurdes".

Ces Allemands, parmi lesquels des enseignants, un journaliste et un représentant des Verts, étaient accusés d'avoir "procédé à une manifestation illégale et non autorisée" pour protester contre "l'arrestation de 80 habitants" du village de Kurucayir, en brandissant des pancartes réclamant leur libération, selon les autorités locales citées par l'agence Anatolie.

Arrêtés par les forces de sécurité turques, ils ont comparu lundi devant la justice à Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde.

Originaires de Munich, ils étaient arrivés en Turquie comme touristes, selon les autorités locales. Celles-ci ont par ailleurs démenti que les villageois de Kurucayir "aient été arrêtés".

CE/hc/mfo

AFP /JO0245/171639

AVR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

« La solution, nous devons la trouver ici, ensemble, entre Turcs et Kurdes »

Le député kurde Mahmut Alinak réclame une réforme de l'Etat turc.

Ankara, envoyé spécial

Mahmut Alinak, 43 ans, est l'un des huit députés kurdes jugés en décembre dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour «séparatisme». Condamné à trois ans et demi de prison, actuellement en liberté conditionnelle dans l'attente du verdict définitif de la Cour suprême, il avait été l'un des fondateurs du DEP (Parti de la démocratie), qu'il quitta quelques mois avant son interdiction, en mars 1994, jugeant sa politique trop sectaire.

Quelles sont les véritables raisons de l'intervention de l'armée turque en Irak du Nord contre les bases arrière des combattants kurdes turcs du PKK?

La lutte contre le PKK n'est qu'un aspect secondaire de cette opération. Le gouvernement de Tansu Ciller veut, entre autres, détourner l'opinion turque des problèmes intérieurs en un moment particulièrement difficile aussi bien sur le plan politique qu'économique. Les dirigeants turcs, les politiques comme les militaires, savent qu'une intervention militaire extérieure, aussi massive soit elle, ne peut résoudre ce qu'ils appellent la question du terrorisme. La solution est à Ankara, et elle est politique.

Les Européens pressent pour cette solution politique du problème kurde en Turquie. Quelles sont les mesures les plus urgentes?

La liberté d'opinion et d'organisation. La fin de l'état de siège dans les départements du sud-est anatolien et la suppression des gardes de villages (milices kurdes progouvernementales, nldr) qui multiplient les excès en toute impunité. Si ces mesures de démocratisation étaient mises en route, le sang s'arrêterait de couler. L'Etat ferait ainsi disparaître les principales sources de la violence. Le PKK, même s'il ne le veut pas, serait contraint d'arrêter la lutte armée. La question centrale reste celle d'une reconnaissance de l'identité kurde. Le

sujet reste tabou. Il est donc essentiel de mettre dans la Constitution turque une disposition sur l'existence des Kurdes, et cela pourrait être le début d'une vaste discussion publique. Seulement ainsi, au travers d'un large débat, il sera possible de préciser ce que sera concrètement cet «être Kurde» en Turquie. Ce problème est en effet aussi celui des Turcs qui, dans leur majorité, souhaitent que cesse le bain de sang. Malgré les provocations et ces années de violence, les deux peuples, turcs et kurdes, ne s'affrontent pas. Ensemble ils pour-

ront trouver une solution. Il ne peut y avoir d'union viable entre Turcs et

Kurdes que si elle est pleinement volontaire. Une vraie démocratie représente la meilleure garantie de l'unité de la République turque.

Qu'attendez-vous de l'Europe?

Depuis que je suis en âge de m'intéresser à la politique, j'entends répéter par nos gouvernements et par ceux de l'Occident que la Turquie fait pleinement partie de l'Europe. Nous restons pourtant une démocratie bancal. Déjà, sous la pression de l'Europe, l'empire ottoman, à la fin du XIX^e siècle, avait dû mettre en œuvre des réformes. Elles sont restées très superficielles et, sur le fond, rien ne changea. Ainsi, aujourd'hui, la garantie d'une réelle liberté d'opinion ne se limite pas à quelques modifications constitutionnelles. Il faut changer aussi une bonne partie du code pénal et surtout le comportement des représentants de l'Etat, ces bureaucraties de l'état-major et de la haute administration. Les opinions publiques européennes sont très mobilisées, mais je n'ai guère d'illusion sur les gouvernements occidentaux. La solution, nous devons la trouver ici ensemble entre Turcs et Kurdes ●

Recueilli par MARC SEMO

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

Kurdes-Turquie

Le "parlement kurde en exil" veut la création d'une fédération turco-kurde

BRUXELLES, 18 avr (AFP) - Le "parlement kurde en exil", constitué la semaine dernière à La Haye, veut discuter avec le gouvernement turc de la création d'une fédération entre les Kurdes et les Turcs, a déclaré mardi son président Yasar Kaya.

"Nous ne sommes pas séparatistes. Les Turcs et les Kurdes peuvent vivre côte à côte dans une fédération", a déclaré M. Kaya au cours d'une conférence de presse à Bruxelles. "Notre souhait est de discuter avec le gouvernement d'Ankara, nous voulons une solution pacifique au problème", a-t-il poursuivi.

Le parlement kurde en exil, composé de 65 membres, a été inauguré le 12 avril à La Haye. Depuis, il a tenu une session de quatre jours, dans un lieu tenu secret "pour des questions de sécurité", a précisé M. Kaya. Ce parlement compte 12 membres du Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK), branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ankara, qui mène actuellement des opérations militaires d'envergure contre le PKK en Irak et dans l'Est de la Turquie, avait vivement protesté contre les Pays-Bas, parce qu'ils n'avaient pas interdit la réunion de ce parlement en exil.

hr/jmc

AFP /J00245/181326

AVR 95



Préparé par Emmanuel Thévenon

ONZE ANS DANS LES GEÔLES TURQUES

Rien ne peut entamer la détermination de Mehdi Zana, figure de proue du mouvement démocrate kurde. Rien. Pas même les onze années de prison infligées par les autorités militaires turques, pour «atteinte aux sentiments nationaux». *La prison n° 5* est le récit halluciné de la réalité quotidienne des geôles de la République turque.

De 1980 à 1991, Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir, principale ville kurde de Turquie, jusqu'au coup d'Etat militaire de 1980, a noté les interrogatoires, les tortures quotidiennes, les transferts, les révoltes, les répressions violentes, le sadisme des geôliers et la solidarité des détenus

dans les divers établissements pénitentiaires, la redoutable prison n°5 notamment, où il a été incarcéré. L'épouvante, le mot n'est pas trop fort, nous est contée dans une langue simple, noble, qui confère à ce témoignage grandeur et dignité.

A peine sorti de prison, Mehdi Zana, qui n'a jamais recouru à la violence, a repris le combat des idées. En 1992, cet homme de «dialogue et de paix», selon l'expression de son ami Kendal Nezan, est venu témoigner du sort du peuple kurde au Parlement européen. Deux ans plus tard, cette prise de position lui valait d'être à nouveau condamné à quatre années de prison. Tous les jours détenu aujourd'hui,

Mehdi Zana, considéré par Amnesty International comme un prisonnier d'opinion depuis sa première incarcération, est privé à vie de ses droits politiques.

Pour les mêmes motifs, sa femme, Leyla Zana, députée, a été condamnée à quinze années d'emprisonnement par un tribunal d'exception. Circonstance aggravante, elle avait eu l'audace de prononcer une phrase dans sa langue maternelle, devant le parlement de Turquie!

La prison n°5, onze ans dans les geôles turques, Mehdi Zana, éd. Arléa, 130 p., 85 F.

Amnesty international
tél. (1) 49 23 11 11



Mehdi Zana, lors de son passage à l'Institut culturel kurde, à Paris.

Iranian FM Velayeti gets Turkish message on operation in northern Iraq

Iran urges Ankara to end incursion 'as soon as possible'

Compiled by TDN from Dispatches

TEHRAN- A ranking Turkish official met with Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayeti here on Sunday and gave him a written message by Foreign Minister Erdal İnönü about the on-going Turkish military operation in northern Iraq.

Iran reportedly urged Ankara to end the military incursion "as soon as possible" and in reply Turkey promised to pull back its troops as soon as their mission to wipe away the separatists in northern Iraq was completed.

Speaking to the Anatolia news agency, Ambassador Gün Gür, the head of the Africa and Middle East Department of the Foreign Ministry, said he was satisfied with his contacts in Tehran. Gür told Anatolia that Iran, Turkey and Syria are the most interested parties in northern Iraq and thus Turkey has been in very close contact with Tehran on the Turkish incursion into the area.

"Our foreign minister has had the chance to make direct contacts with his Syrian counterpart. This was not possible with Mr. Velayeti, since he was out of the country when the Turkish operation began, so Mr. İnönü preferred to send an envoy and present a written message," he said.

Gür said Velayeti told him Iran expected Turkey to withdraw from northern Iraq as soon as possible, and he replied to the Iranian minister that Turkey shares the same view and

Turkish forces will pull out as soon as their mission is completed.

"It is hard to determine a date for withdrawal because of the operational conditions in northern Iraq. However, once our forces complete their mission they will return home and we will continue to defend Iraq's territorial integrity," Gür reported he had told the minister.

Ambassador Gür also said he briefed the officials in Tehran about the Kurdish separatist organization PKK (the Kurdistan Workers' Party) and said the Iranians showed understanding that the PKK is a threat to all regional countries.

Agence France Presse had reported earlier that Iran had closed its borders with Turkey to Kurdish opposition groups. Interior Minister Ali Mohammad Besharati told official news agency IRNA last Thursday that "after the Turkish military operation launched in northern Iraq, no more Kurds have entered Iran from Turkey or Iraq."

"Iran does not allow any activity by Turkish opposition groups in the border region," he added.

The remarks seemed to be in response to claims that PKK militants had slipped into Iran, Syria and deeper into Iraq when the Turkish military incursion into northern Iraq started on March 20.

Turkey starts new offensive against PKK in Tunceli

Turkish Daily News

ANKARA-- About 25,000 Turkish soldiers launched a fresh offensive against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels in eastern Turkey on Sunday, Reuters said.

Quoting villagers in the Alibogazi valley of the rugged Tunceli province, Reuters said the troops that attacked the PKK positions were backed by Cobra helicopter gunships.

The news of the offensive, the latest of several reported in the province since Turkey launched a massive cross-border operation against the PKK in northern Iraq, followed reports of a wide-scale transport of troops to the area and towards the Iranian border in an apparent bid to prevent PKK infiltrations from Iran.

The bulk of about 2,500 PKK separatists entrenched in northern Iraq were reported to have fled into Iran before

the Turkish cross-border offensive, alerted by weeks of visible preparations. Iran later denied that PKK rebels had entered its territory from Iraq.

Meanwhile the Turkish troops in northern Iraq killed 18 rebels in a clash Saturday which started when the PKK killed 11 soldiers in an ambush near the Turkish border, a military spokesman said.

Colonel Dogu Silahçioğlu, the spokesman for the Turkish General Staff, told reporters that the clash occurred at Hamambogazi pass.

The deaths have raised the total rebel death toll to 464 killed, according to the Turkish officials who put the Turkish losses at 50 soldiers killed. The PKK claims it has killed about 800 soldiers while it lost about 20 militants.

MONDAY, APRIL 17, 1995

Turkish Daily News

Human rights activists at Diyarbakır DGM trial

International observers to watch trial of Human Rights Association members

Turkish Daily News

ANKARA- Diyarbakır's State Security Court (DGM) will continue the trial of the seven board members of Human Rights Association (IHD) Diyarbakır on Monday on charges of "being members of an outlaw terrorist organization."

In Ankara the IHD told the Turkish Daily News that international nongovernmental organizations (NGOs) including Amnesty International, the International Federation of Human Rights Associations and the Union of International Jurists sent observers to

Diyarbakır to monitor the trial.

Four of the board members of IHD Diyarbakır branch, Secretary General Mahmut Sakar, Nimetullah Gündüz, Abdullah Çağır and Melike Alp were arrested on Dec. 12, 1994 and the DGM issued an order for the arrest of two others, Hayri Veznederoğlu and Halit Temli.

It decided to try Hüseyin Yıldız without arrest for the book entitled, "1992 Report of the State of Emergency Region" that describes human rights abuses in the Southeastern and Eastern provinces.

Turkey's southeastern and eastern regions have been ruled under the State of Emergency rules since 1987, due to clashes between the outlaw Kurdistan Worker's Party (PKK) clashes and the Turkish Security Forces.

Diyarbakır DGM prosecutor accused the human rights activists of being members of the PKK under Turkish Penal Code Article 168 and making propaganda in favor of that organization, illegal under Anti-Terror Law Article 8, asked for 15-year sentences or more in the indictment.

Future of the Kurdish 'parliament-in-exile'

Depending on the reactions from Western countries and the functioning of the parliament, other Kurdish groups will decide whether or not to participate

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The opening of the so-called Kurdish "parliament-in-exile" is seen as a significant step in terms of the "legalization" of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The opening caused a strong negative reaction from the United States and Turkey and has led to diplomatic tension between Turkey and Holland.

The parliament-in-exile is expected to announce the foundation of a "government-in-exile" in the coming days. Depending on the reactions from western countries and the function of the parliament, other Kurdish groups will decide whether to participate or not.

The United States and Turkey have reacted negatively against the parliament-in-exile which was declared to have been established in the Hague. Emphasizing that the PKK is a terrorist organization, the United States has said that the parliament lacked any legal basis.

Turkey has been continuing its diplomatic efforts since it was known that the announcement of the parliament-in-exile would be made public. It was expected that the parliament was to be set up in Belgium but at the last minute it was shifted to The Hague.

By allowing this action Holland has given significant support to the PKK. Since there is no international procedure which allows recognition of a parliament-in-exile by other countries, the fact that Holland has remained silent has been perceived as support given to the legalization of the PKK.

Kurdish
parliament-in-
exile is expected
to announce a
'government-in-
exile' in the
coming days

Turkish Daily News

MONDAY, APRIL 17, 1995

The PKK, which has been trying to rid itself of the terrorist label, is very happy with this situation. Holland's statement that it will allow meetings of any type of unarmed and nonviolent political organization is also an important development for the PKK. Abdullah Öcalan, the PKK leader, has been making overtures to Turkey for a political solution but he knows that this is not possible through the PKK and is hoping that the exile parliament will come to the forefront. It is claimed that Öcalan will be more tolerant towards the parliament than to other PKK organizations. It is also claimed that if the parliament acquires some measure of international recognition as an organization which represents the Kurds, this will also make the PKK's task easier.

According to moderate Kurdish groups, Turkey, which will never agree to sitting down with the PKK, may in the future come to accept the parliament as an "alternative." These groups claim that Turkey lost a valuable card against the PKK in the past by "disqualifying" Kurds who carried on a legitimate struggle. These moderate Kurds also allege that Turkey's mistaken foreign policy is not helping matters and give as an example the official reaction to the parliament-in-exile.

"Turkey is criticizing Holland without reason, because no one applied to any Dutch government offices for approval to found the parliament.

They were just notified that a meeting would be held. Such a meeting can be held in any democratic country. What will be talked or what sort of decision will be taken in such a meeting will not bind that country, because what is done is not an illegal action," moderate Kurds added.

At present, other Kurdish groups are cautious in their approach to the parliament-in-exile which has been set up with the backing and organization of the PKK. Kemal Burkay, leader of the outlawed Kurdistan Socialist Party (PSK), said that the parliament had been set up without their participation and there was no question of them becoming involved. Other Kurdish groups reacted similarly.

However, it is being said that this attitude may not last for long and, depending on the reaction of the western countries and on the functioning of the parliament, the other groups may join in because, with the exception of Burkay's, they are too weak to be influential on their own.

Moreover the view that "if they want to play soccer, they must appear on the soccer field" is widespread. It appears that the Western countries have not yet assumed a negative stance in this regard and will apply a "wait-and-see" policy.

Turkish Leader Says Troop Pullout Is Under Way in Iraq

By CHRISTOPHER S. WREN

Turkey has started withdrawing some of the 35,000 troops it sent into northern Iraq four weeks ago to attack Kurdish separatists who set up bases there, Prime Minister Tansu Ciller said yesterday.

"Now that we have achieved our primary objectives, we have begun to bring our troops home," Mrs. Ciller said in a speech in New York City. "We will continue this carefully staged withdrawal in the coming weeks as we bring maximum stability and security to this difficult territory."

The Prime Minister avoided saying how quickly the military offensive, which the Turkish Government has said is the largest in the history of the Turkish republic, will wind down or when it will end. An Ankara newspaper reported Sunday that Turkey's National Security Council recommended completing the withdrawal by mid-May.

But Mrs. Ciller refused to be pinned down to a date. "We will withdraw with minimum casualties in the shortest time possible, but the goals need to be achieved," she said after her speech, at Hunter College, which was sponsored jointly by the Council on Foreign Relations and the American Turkish Society.

She said Turkey would not create an armed security zone along the Iraqi frontier, as Israel has done on its northern border with Lebanon.

The Prime Minister, who is scheduled to meet with President Clinton in Washington on Wednesday, is here defending her country at a time when Turkey's invasion of northern Iraq has been widely criticized, particularly by European countries. The Clinton Administration, while also calling for a withdrawal, expressed more understanding of Ankara's use of force against the separatists.

The military incursion into northern Iraq had scattered the rebels' command and control structure, Prime Minister Ciller said, but more time was needed for Turkish troops to search the caves where arms and ammunition were hidden. She said

the searches were taking place in rugged terrain up to 8,200 feet high.

On Sunday, another 25,000 troops were sent to Tunceli province of eastern Turkey to flush out more Kurdish rebels. The Turkish Government has been carrying out a major crackdown on Kurdish separatists through the winter.

While combating separatists, the Government has also suppressed the culture and language of its Kurdish minority, who account for 12 million of Turkey's more than 60 million citizens. Other Kurds live in Iraq, Iran and Syria.

More than 15,000 people have died since 1984 in the Kurdish separatists' struggle for independence from Turkey.

Acknowledging the crackdown on dissent, Mrs. Ciller promised to modify Turkey's anti-terrorism law, under which, she conceded, "highly publicized prosecutions have been brought against writers, journalists and academics. These proceedings have been a growing source of contention at home and abroad. They must and will end."

The Prime Minister implied that such restrictions, which critics say fuel anti-Government sentiment, had not yet been lifted because of resistance in the Turkish Parliament. "Like the head of any democratic government, The Turkish Prime Minister has neither a magic wand nor unilateral powers," she said.

She portrayed the separatists, who belong to the banned Kurdish Workers Party, as ruthless terrorists who killed innocent Turkish citizens, including Kurds, in pursuit of their goal of a Kurdish homeland.

"Any Western government bordered by a no-man's land that is used as a terrorist base to invade its own country and kill its citizens would not stand idly by," Mrs. Ciller said.

"I must tell you that the Turkish people are deeply disappointed by the harsh criticism from some of Turkey's allies," Mrs. Ciller said, "just as we are grateful for the support of President Clinton and the United States Government."

Journal de Genève - 18 avril 1995

TURQUIE

Ankara ressort son étai autour des rebelles kurdes

L'armée turque a poursuivi lundi son offensive dans les montagnes de l'est du pays contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Quant à son expédition dans le nord de l'Irak, elle entre dans sa cinquième semaine. Ankara a réaffirmé sa volonté d'y rester tant que le problème kurde n'est pas réglé dans la région.

Quelque 25 000 soldats turcs, soutenus par des hélicoptères, ont été lancés à l'assaut dimanche du quartier général clandestin du PKK dans le ravin d'Alibogazi (province orientale de Tunceli), a-t-on déclaré officiellement de source militaire. Plus de 10 000 autres hommes sont arrivés à Tunceli à bord de camions et de cars militaires.

L'armée turque n'a jamais réussi, depuis cinquante ans, à prendre le contrôle du ravin. Près de 500 rebelles seraient retranchés dans l'étroit défilé de près de 30 km de long. Le commandant régional du PKK, Semdine Sakik, appelé «Zeki sans doigt» depuis qu'une roquette lui a emporté un pouce, y serait pris au piège. Les autorités militaires turques estiment que le commandant Sakik est mort ou a été blessé. (Agences)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 18, 1995

Ankara's Troops Are Leaving Iraq, Turk Leader Says

By Christopher S. Wren
New York Times Service

NEW YORK — Prime Minister Tansu Ciller of Turkey said Monday that her country had started withdrawing some of the 35,000 troops it sent into northern Iraq four weeks ago to attack Kurdish separatists who set up bases there.

"Now that we have achieved our primary objectives, we have begun to bring our troops home," Mrs. Ciller said in a speech at Hunter College here. "We will continue this carefully staged withdrawal in the coming weeks as we bring maximum stability and security to this difficult territory."

The prime minister did not say how quickly the military offensive, the largest in the history of the Turkish republic, would wind down or when it would end. A newspaper in Ankara reported Sunday that Turkey's National Security Council had recommended completing the withdrawal by mid-May.

But Mrs. Ciller would not be limited by a date. "We will withdraw with minimum casualties in the shortest time possible, but the goals need to be achieved," she said at a news conference after her speech, which was sponsored by the Council on Foreign Relations and the American Turkish Society.

She said Turkey would not create an armed security zone along the Iraqi frontier, as Israel has done on its northern border with Lebanon. "No, we don't want that," she said.

The incursion into northern

Iraq had scattered the rebels' command and control structure, Mrs. Ciller said, but more time was needed for Turkish troops to search the caves where arms and ammunition were hidden. She said the searches were taking place in rugged terrain up to 8,200 feet high. An additional 25,000 troops were sent to Tunceli Province in eastern Turkey to flush out more Kurdish rebels.

While combatting separatist terrorism, Ankara has also repressed the culture and language of its Kurdish minority, who account for 12 percent of Turkey's nearly 70 million citizens. Other Kurds live in Iraq, Iran and Syria.

Acknowledging the crackdown on Kurdish dissent, Mrs. Ciller promised to modify the country's anti-terrorism law; under which, she admitted, "highly publicized prosecutions have been brought against writers, journalists and academics."

"These proceedings have been a growing source of contention at home and abroad," she added. "They must and will end."

The prime minister, who is scheduled to meet with President Bill Clinton in Washington on Wednesday, is in the United States to defend the invasion of northern Iraq, which has been widely criticized, particularly by European countries.

The Clinton administration, while joining the demands that Turkey withdraw, has expressed more understanding of Ankara's use of force against terrorists.

Libération - 18 avril 1995

La Turquie expulse onze Allemands suspectés de «manifestation» prokurde

La Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a décidé hier d'expulser onze Allemands arrêtés dimanche dans la région de Silvan, au sud-est de la Turquie. Ces Allemands, parmi lesquels des enseignants, des journalistes et un représentant des Verts, étaient accusés d'avoir «procédé à une manifestation illégale» prokurde pour protester contre «l'arrestation de 80 habitants» du village de Kurucayir. Cette expulsion intervient alors que l'opération de l'armée turque contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) dans le nord de l'Irak est entrée lundi dans sa cinquième semaine. Selon plusieurs témoins, les quelque 10.000 soldats turcs déployés dans le triangle de Chouarkouk se sont retirés de cette région de l'extrême nord-est du Kurdistan

d'Irak. Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, actuellement aux Etats-Unis, seul pays à se montrer plus compréhensif que critique devant l'opération, a déclaré qu'elle «ne donnerait pas de calendrier» du retrait de l'armée turque au cours de son entretien prévu avec Bill Clinton, mercredi à la Maison Blanche. Au total, 464 rebelles du PKK ont été tués et 12 autres capturés depuis le début de l'opération du 20 mars, selon les chiffres officiels. Les pertes chez les soldats turcs s'élèvent à 56, dont 11 samedi en un seul incident, les soldats étant tombés dans une embuscade rebelle. Parallèlement à l'intervention dans le nord de l'Irak, l'armée turque poursuit ses opérations en territoire turc. Elle a tué samedi et dimanche au total 41 mquisards du PKK. (AFP)

Turkey to deport 11 Germans for pro-Kurdish protest

Reuters

DIYARBAKIR- A Turkish court on Monday ordered 11 Germans to be deported for taking part in an illegal pro-Kurdish demonstration in southeast Turkey.

Diyarbakır state security court, after a five-hour hearing, ruled that there was enough evidence to prosecute the Germans, but that they should be deported instead. The 11 were detained on Sunday near the town of Silvan in Diyarbakır province after unfurling banners in protest at the alleged detention of Kurdish villagers.

Turkey's Human Rights Association

said the 11 were arrested for taking photographs and said three of them were journalists. The Germans were expected to be put on a Monday evening flight from Diyarbakır to Istanbul and deported from there, security officials said.

In Bonn, a German government spokeswoman said nine of the Germans were members of pro-Kurdish solidarity groups. Relations between NATO allies Germany and Turkey have soured since Turkey launched a military offensive against PKK rebels in northern Iraq on March 20. Bonn strongly criticized the incursion out of concern for civilian lives and froze military aid.

Western human rights activists had gone to Diyarbakır to monitor the trial of IHD members charged with separatism. The Diyarbakır state security court released four IHD members on Monday but the trial against them will continue with the next hearing in June, IHD chairman Hüsnü Öndül told Reuters in Ankara.

Prosecutors have charged that the Diyarbakır IHD branch essentially served as an information office for the PKK. The four face up to 17 years in jail if found guilty.

"Today's decision is positive but the charges against them are unfair," Öndül said.

Diyarbakır DGM releases human rights activists

Court still looking for two others charged in internationally-watched case

Turkish Daily News

ANKARA- Diyarbakır's State Security Court (DGM) released on Monday four board members of Human Rights Association, currently charged with acting as "spokesmen of outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK)," but extended the arrest order for two others.

The four members of the Human Rights Association's (IHD) Diyarbakır branch, Secretary General Mahmut Sakar, Nimetullah Gündüz, Abdullah Çağır and Melike Alp, were arrested on Dec. 12, 1994 and the DGM issued an order for the arrest of two others, Hayri Veznederoğlu and Halit Temli.

It decided to try Huseyin Yıldız, without arresting him, for the book enti-

tled, "1991 and 1992 Report of the State of Emergency Region," that describes human rights abuses in the southeastern and eastern provinces, and another book titled "Scenes from the burned down villages — 1993."

The Diyarbakır DGM trial was monitored by representatives of Amnesty International and a parliamentarian from Germany, the Anatolia news agency reported.

DGM refused a Belgian lawyers's request to defend the accused on the grounds that "only lawyers registered in Turkey's Bar Associations" could do so.

In its decision, DGM decided that because "all the evidence had been collected against the four, they could be

released, although the trial would continue.

Turkey's southeastern and eastern regions have been under State of Emergency rules since 1987, due to clashes between the outlaw Kurdistan Worker's Party (PKK) and the Turkish Security Forces.

The Diyarbakır DGM prosecutor has accused the human rights activists of being members of the PKK, illegal under Turkish Penal Code Article 168, and making propaganda in favor of that organization, illegal under Anti-Terror Law Article 8.

He is asking for 15-year sentences or more in the indictment. The next hearing will be held in June.

Writers testify at Istanbul State Security Court

Turkish Daily News

ISTANBUL- Istanbul State Security Court (IDGM) started to take the depositions yesterday of the self-claimed contributors to the book "Freedom of Thought and Turkey". The book, a collection of 11 articles by various authors including Yaşar Kemal who have been charged with violating the law concerning crimes of thought.

Kemal's article in the book, which had appeared earlier in the German magazine *Der Spiegel*, accused the government of suppressing Kurds in southeastern Turkey. Kemal was charged with promoting Kurdish separatism following the article's publication.

1080 Turkish intellectuals consisting of artists, writers, journalists and labor unionists have also claimed to be the publishers of the book in support of Kemal and Erdal Öz, the real publisher of the book. An additional 50,000 have signed petitions declaring their support.

Yesterday about fifty people including Cenk Koray, Halil Ergün, Abdurrahman Dilipak, Ferhat Tunç, Munzur Pekgüleç, Cezmi Ersöz, Şanar Yurdatan, Prof. Gencay Gürsoy and Prof. Bülent Taner came to the IDGM to testify although the IDGM had subpoenaed only seven.

The group, saying they had done so "to make it easier for the prosecutor",

started testifying to the IDGM Prosecutor's Office at 11:30 in the morning. Speaking on behalf of the 50, Şanar Yurdatan said, "Either thought will be freed from jail, or else we will go to jail" noting that there was still no freedom of thought in Turkey.

Some of the 1080 self-claimed publishers of the book "Freedom of Thought and Turkey" on March 10 had declared themselves responsible for publishing the book.

According to the Article 162 of the Turkish Criminal Code they can be prosecuted for "publishing thoughts considered criminal under the law".

Unsolved killings report paints a picture of horror Yet some commission members said to dislike 'anti-state' passages

By Kemal Balci
TDN Parliament Bureau

ANKARA- The Parliament's Unsolved Political Killings Commission (FMS) issued its report after two years of research, but some commission members are reportedly refusing to sign it because it has many 'anti-state' elements.

The 220-page, eight-chapter report examines many political killings, but also discusses different security concepts. One of the most striking chapters is the fourth, "The general View in the Emergency Ruled Area". A part of this chapter — "people who confessed to crime" —

includes very important allegations. "Those who have confessed to crime reside in state-provided houses, especially in Diyarbakir," the report says. "Due to absence of strong state controls over these people, they set up criminal organizations and are engaged in arms smuggling, killing, drug smuggling, etc...."

The report also claims these people are protected by the state itself. "Instead of the state using them they reached the point where they can push very hard and benefit from the state," the report said. The report also alleged that the security personnel of the area cooperated with the confessed criminals in to illegal acts.

Noting that confessed criminals can be freed after 15 days, the report underscored the arbitrary application of this law. The report's section "Village Guards" analyzes that institution, where there are similar allegations of corruption. The report alleges the Guards have come to be seen only as a way of getting money from the state. It was reported that those agas (landlords) who became the head of village guards were more violent than before and more exploitive. "Most of the village guards are involved with arms smuggling and they kill their rival ashiret members and claim that they were members of PKK," claimed the report.

PM Çiller says no deadline for Clinton

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller, currently on a visit to the United States, said she would not offer a deadline for the withdrawal of the Turkish troops in northern Iraq when she meets with President Bill Clinton on Wednesday, contrary to media reports.

But she "thinks" that the withdrawal will be complete next month, the Anatolia news agency reported from New York. "I have neither an account to give to the outside world, nor a deadline (for troop withdrawal).... There was a need for such an operation and we did it. If it becomes necessary I'll do it again," Anatolia quoted Çiller as telling the Turkish reporters

covering her visit.

Turkey sent 35,000 troops, backed by jets, helicopters and tanks into northern Iraq to dislodge outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels from their bases and hideouts in the mountains across the border. PKK has been fighting a separatist war in southeastern Turkey for the past 11 years and nearly 16,000 people have died in the conflict.

The massive incursion triggered strong Western reactions and a warning from European Union officials that it could scuttle a customs integration Turkey has been seeking.

But Çiller told reporters that the most understanding of Turkey's allies had been the United

States, and she said she hoped that this would continue.

Çiller said the priority following her return for the coalition government of her True Path Party (DYP) and the Republican People's Party (CHP) would be privatization and democratization — but in "democratization", no distinction of ethnic background would be made.

In Çiller's talks with Clinton, a broad range of bilateral issues will be discussed in addition to the issue of troop withdrawal.

Çiller is also scheduled to meet with U.S. media representatives in Washington before attending a Turkish cultural festival in Houston.

Turkish consulate in Swedish town attacked; arson attacks against Turks continue in Europe

Turkish Daily News

ANKARA- A window was broken in the Turkish Consulate in the southern Swedish city of Malmö and cans of paint were thrown into the premises, the national news agency TT reported on Monday. The consulate is located in the same building as a shop where Oriental carpets are sold and several carpets were damaged in the attack which occurred late Sunday or early Monday, said TT. Malmö is 500 kilometers (312 miles) southwest of Stockholm and police are investigating the incident. No threats or political statements have been noted in connection with the attack. There were no casualties, nor messages left in the attack, police said.

A Sunday fire in Utrecht, the Netherlands, that caused slight damage to a Turkish mosque was being treated as arson, police said on Monday.

"We found certain objects in the mosque which lead us to believe the fire was started deliberately, and we are taking the affair very seriously," a spokesman said.

A neighbour called firemen at about 3 a.m. and the fire, which caused minor damage to an outside wall, was quickly extinguished. For a week, police

have stepped up surveillance of mosques in the Netherlands after three people narrowly escaped death in an arson attack at a mosque in the eastern town of Hengelo. Anxiety in the Turkish community has increased following the establishment in The Hague on Wednesday of a Kurdish "parliament-in-exile", prompting strong criticism of the Dutch government by Turkish authorities.

A Turkish sport and community club was gutted by fire in an arson attack early on Monday and police said they found a banner of the separatist Kurdish Workers' Party (PKK) at the scene.

A fire in Backnang outside Stuttgart, detected shortly before 2 a.m., spread quickly. Flames engulfed both floors and firefighters had to evacuate people from neighboring homes. A second Turkish culture and sport club, this one in Ludwigsburg, was also the target of a firebomb attack overnight.

A Molotov cocktail was thrown into the club's prayer room but did not ignite, said police, who were alerted by residents who smelled gasoline.

Petrol bombs were thrown at two Turkish sports clubs in southern Germany overnight, causing heavy damage to one of them, police said in Bonn

on Monday. They said they suspected Turkish left-wing extremists of carrying out the attacks in the towns of Backnang and Ditzingen. No one was hurt. Four Turks have been arrested in connection with Saturday's petrol bomb attacks on five Turkish banks in the western city of Cologne, believed to be the work of the banned militant left-wing group Dev-Sol.

Turkish premises in Germany have been the target of several waves of attacks in the last two years, most recently in the last two months.

Sympathizers of the PKK are blamed for dozens of firebombings and other attacks this year on Turkish banks, travel agencies and clubs in Germany.

The PKK has been fighting for autonomy in southeastern Turkey since 1984 in a war that has claimed more than 15,000 lives. The struggle has spilled over to Germany, where some 450,000 Kurds live among the country's 2 million Turkish residents. In an attempt to stem the wave of attacks on Turkish establishments in their country, Germany authorities are threatening to deport violent Kurds to Turkey, where human rights groups say they face torture and even death.

Arab League condemns Turkey for operation in N. Iraq

Compiled by TDN Staff from Wire Dispatches

ANKARA- Bowing to Iraqi pressure, the Arab League has presented Turkey with a second, more severe worded, condemnation over its operation to eradicate bases of Kurdish Workers' Party (PKK) in northern Iraq, Agence France Presse reported.

General Esmat Abdel Meguid, the league's secretary, "underlined the necessity of withdrawing Turkish troops from northern Iraq," said Yasar Yakis, Turkish ambassador to Egypt, after Abdel Meguid presented him

with the written protest. Yakis said Turkey would not remain in Iraq for an extended period.

But he added: "We cannot fix a date for withdrawal of all the troops down to the last soldier because the military operations are governed by conditions Turkey cannot control." Ankara sent 35,000 troops pouring across its border with Iraq on March 20 to stamp out PKK rebels it said were using bases there to carry out guerrilla attacks against Turkey. Since then, Ankara has withdrawn 3,000 soldiers and rumors indicate that the operation

may be over by May.

The league has already condemned the "Turkish invasion" on March 26 and called for a removal of the troops.

The pan-Arab body announced its "total support for Iraq in the defence of its sovereignty and its territorial integrity." A spokesman for the Turkish Foreign Ministry told the Turkish Daily News that Ankara also respected the territorial integrity of Iraq "as much as any member of the Arab League." "Turkey will not make a formal reply to the Arab League condemnation," he added.

TUESDAY, APRIL 18, 1995

Le président irakien se montre hostile à tout compromis sur la levée de l'embargo

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de l'ONU a « regretté », lundi 17 avril, le rejet par l'Irak de la résolution 986 de l'ONU qui assouplit les conditions de ventes limitées de pétrole irakien. M. Boutros-Ghali a néanmoins indiqué qu'il espérait que « le gouvernement réexaminera sa position ». Mais le ton n'est guère au changement à Bagdad, où les déclarations se succèdent sur le même thème. Cette résolution « ne sert que les intérêts américains et prive les Irakiens de leur droit légitime d'exporter leur pétrole » - c'est-à-dire de voir l'embargo pétrolier totalement levé -, a affirmé, lundi, le vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan. Le gouvernement, le président du Parlement, le Conseil du commandement de la révolution et la direction du parti Baas n'avaient pas dit autre chose (*Le Monde* daté 16-17 avril). Le Parlement ne se prononcera pas avant une semaine. Reste le maigre espoir que le premier ministre, Tarek Aziz, rentré de New York, ne réussisse à convaincre Saddam Hussein de la nécessité de coopérer avec le Conseil de sécurité.

L'Irak aurait eu tout intérêt à accepter la résolution 986, ne serait-ce que pour trois raisons. D'une part, la population qui, jusqu'à maintenant, rejetait sur les Occidentaux la responsabilité de ses souffrances, consécutives à l'embargo, comprendrait mal aujourd'hui pourquoi on la priverait ne serait-ce que d'une amélioration limitée de ses conditions de vie.

L'hostilité de Washington à la levée de l'embargo pétrolier, même si l'Irak remplissait la seule condition *sine qua non* requise par la résolution 687 - le désarmement total -, devrait d'autre part faire réfléchir Bagdad sur l'opportunité de pratiquer la politique du tout ou rien. Les Etats-Unis vont entrer en période électorale et la fermeté à l'égard de Bagdad est pratiquement le seul dossier de politique

étrangère qui fasse l'unanimité. Enfin, s'il acceptait la résolution 986, qui autorise la vente limitée de pétrole pendant cent quatre-vingts jours, pour une « période initiale » - ce qui laisse la porte ouverte à un renouvellement et qui ne préjuge pas de la levée de l'embargo -, l'Irak fournirait un argument supplémentaire à ceux qui, au sein du Conseil de sécurité, tels la France et la Russie, tentent de faire valoir la « bonne volonté » de Bagdad pour obtenir la levée de l'embargo.

Mais le président irakien a montré à ce jour qu'il ne savait pas mesurer l'équilibre des forces. Lui-même et ses proches, de même que la garde républicaine qu'il continue de choyer - et qui est sa principale arme de répression - n'étant pas touchés par les effets de l'embargo, M. Hussein semble préférer utiliser encore les souffrances de son peuple comme un argument de poids pour faire lever l'embargo.

Au demeurant, des ventes même limitées de pétrole saboteraient les exportations clandestines de brut, dont les principaux bénéficiaires sont son fils, Oudaï, et son gendre, Hussein Kamel Hassan el Majid. Pour la seule année 1994, ces ventes se sont élevées, selon le

New York Times, à 800 millions de dollars. Or, selon la résolution 986, l'ensemble du processus d'exportation des ventes limitées de brut doit se faire sous la haute surveillance des Nations unies.

M. Na.

■ Le ministre de la défense des Emirats arabes unis a demandé la levée de l'embargo imposé à l'Irak en 1990. « Jusqu'à quand le peuple irakien souffrira-t-il de l'embargo économique et de l'isolement ? », s'est interrogé Mohamad Ben Rached El Maktoum, dans une déclaration publiée, samedi 15 avril, par le quotidien saoudien *El Chark el Awsat*. - (AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 19, 1995

A Setback for Saddam

Iraq's Own Tormentor

Saddam Hussein, who had put Iraq in a bad spot in regard to sanctions, has now put it in a worse one. He had apparently counted on United Nations disarmament inspectors to give him a clean bill of health, which he would then present to the Security Council as evidence that it is time to remove the Gulf war sanctions. But the inspectors found that he has withheld information on what seems to be a continuing biological warfare program. Not even the Russians and the French could blink this away. It is a heavy setback for the Iraqi leader's policy.

Saddam Hussein has also failed to accept a method of relaxing the sanctions partially. The Security Council had agreed to a relaxation, permitting Iraq to sell \$2 billion in oil every six months with two-thirds of the take to go to emergency relief (including some for the Iraqi Kurds whom the United States and others protect in the north) and one-third to war reparations. Saddam Hussein had to decide whether these terms amounted to a step on the road back to normalization or a gesture that would ease the pressure for permanent sanctions removal. He chose the latter and turned the United Nations' offer down. Thus he

further undercut his diversionary effort to blame others for his people's distress. He is unlikely to get a better offer soon.

The cabinet meeting that rejected the UN plan took five hours. Was there also a discussion of the new complications in northern Iraq? Turkey, whose airfields launch the American and British planes that protect the insurgent Kurds, would no doubt prefer to see Baghdad tighten its sovereign authority in Iraq's north. But Turkey's immediate requirement for relief from Kurdish separatists is pushing it toward an American policy which effectively loosens Baghdad's authority in the north. Saddam Hussein has to consider that the longer he remains the odd man out in his region's turbulent affairs, the harder it will be for him to restore a sovereign Iraq and keep it whole.

The international sanctions isolate Iraq. Saddam Hussein's policy isolates Iraq more. The American effort to invigorate an internal opposition to him has so far not produced visible results. But the effort does serve the lesser but necessary purpose of crimping a revitalized Iraqi regional threat. The UN inspectors' warning about Saddam Hussein's germ warfare ambitions freshens the point. He is Iraq's tormentor.

— THE WASHINGTON POST.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0660 4 I 0260 CHY /AFP-LM04

Libye-Kurdes

Le colonel Kadhafi favorable à la création d'un Etat kurde

TRIPOLI, 19 avr (AFP) - Le numéro un libyen, Mouammar Kadhafi, a appelé à la création d'un Etat kurde et demandé aux Nations unies de mettre un terme à toute action hostile envers le peuple kurde, a rapporté mercredi l'agence libyenne JANA.

"La cause kurde est une cause sacrée, à l'instar de celle des Palestiniens. Les Kurdes forment une nation qui a le droit d'être indépendante sur son territoire comme toute autre nation", a déclaré le colonel Kadhafi.

"En fin de compte et grâce à leur lutte, les Kurdes réussiront à obtenir leur indépendance. Tout le monde devrait les aider à réaliser cet objectif", a-t-il dit.

Selon lui, "c'est une erreur de considérer leur lutte comme une action terroriste, car le combat d'une nation qui veut être indépendante est un combat sacré qui n'a rien à voir avec le terrorisme", a-t-il poursuivi.

Déplorant l'action militaire menée par la Turquie contre eux, il a affirmé que "les Kurdes ont une terre, le Kurdistan, ainsi que leur propre entité nationale". "La Turquie est une nation soeur, mais je soutiens la nation kurde qui lutte pour obtenir son indépendance", a-t-il ajouté.

"Les Nations unies devraient assumer leurs responsabilités, appuyer l'indépendance kurde et mettre un terme à toute action menée contre eux" selon lui.

La Turquie a lancé le 20 mars une opération de grande envergure dans le nord de l'Irak contre les séparatistes kurdes turcs du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

ag/jhd/tp/cc

AFP /JO0245/191738

AVR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

FRS0438 4 I 0210 TUR /AFP-KG51

Turquie-Kurdes

Ankara appelle la communauté internationale à ne pas tolérer les activités de propagande du PKK

ANKARA, 19 avr (AFP) - La Turquie a appelé mercredi la communauté internationale à "ne pas tolérer" les activités de propagande du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984.

Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Ferhat Ataman, a lancé cet appel après l'annonce, mardi à Bruxelles, de la formation d'un Conseil exécutif émanant du "parlement kurde en exil", inauguré le 12 avril à La Haye.

"Cette initiative de l'organisation terroriste (PKK) fait partie des activités de propagande qu'elle tente de mener sur la scène internationale", a dit M. Ataman. "La communauté internationale ne doit pas tolérer ni servir d'instrument aux activités de propagande menées sous l'égide de l'organisation terroriste", a ajouté le porte-parole.

L'inauguration du "parlement kurde en exil" a créé une tension dans les relations entre la Turquie et les Pays-Bas. Ankara a rappelé le 13 avril pour "consultations" son ambassadeur aux Pays-Bas et le chef de la diplomatie turque Erdal Inonu a déclaré mardi que "d'autres mesures seront envisagées" contre ce pays.

CE/php/sp

AFP /JO0245/191512

AVR 95



Le Figaro - 19 avril 1995

En Turquie, la chasse aux Kurdes

Ces quatre prisonnières font partie d'un groupe d'une dizaine de combattantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK séparatiste), arrêtées lors d'une vaste offensive de l'armée turque dans la région de Tunceli, au nord-est de Diyarbakir. (Photo Anatolian/Reuter)

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0863 4 I 0603 USA /AFP-MQ56

USA-Turquie

M. Clinton a confirmé à Mme Ciller le soutien des Etats-Unis à la Turquie

WASHINGTON, 19 avr (AFP) - Le Premier Ministre turc Tansu Ciller a personnellement assuré mercredi Bill Clinton que le retrait des troupes turques d'Irak était "une question de semaines", le président américain renouvelant le soutien de Washington à son gouvernement et l'incitant à aller de l'avant dans la démocratisation de la Turquie, indiquait-on de source américaine.

Durant une entrevue d'une heure avec M. Clinton à la Maison Blanche, le chef du gouvernement turc n'a présenté "aucun calendrier détaillé" pour ce retrait d'Irak, à en croire le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes et canadiennes, Richard Holbrooke.

Quelque 35.000 soldats turcs ont franchi la frontière séparant la Turquie de l'Irak le 20 mars dernier pour détruire les camps et les caches d'armes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), un mouvement issu de la communauté kurde de Turquie qui mène des actions de guérilla contre les autorités turques à partir du nord de l'Irak.

Les Etats-Unis avaient alors indiqué qu'ils "comprenaient" la décision d'Ankara, qui avait, en revanche, été sévèrement citiquée par l'Union européenne. Dans un deuxième temps, les Etats-Unis avaient insisté auprès d'Ankara sur la nécessité d'une opération de courte durée et qui épargne la population civile et ses biens.

A en juger par les propos de M. Holbrooke, la Maison Blanche n'a pas pris ombrage du refus de Mme Ciller de s'engager en public sur une date ferme pour le retrait des troupes turques d'Irak. Mme Ciller, a-t-il dit, a expliqué "de manière directe" qu'il n'était pas possible de discuter publiquement des détails d'une opération militaire. "Cela nous semble raisonnable, a-t-il commenté.

Démocratisation

Il n'a en tout cas laissé planer aucun doute sur le soutien des Etats-Unis à l'initiative de Mme Ciller. L'incursion militaire turque en Irak "ne viole pas la loi internationale", car il s'agit d'un acte "d'autodéfense", a-t-il dit, ajoutant que le PKK était "une organisation terroriste".

M. Holbrooke a assuré que les mesures à prendre sur le terrain pour garantir la sécurité de la Turquie n'avaient pas été abordées à la Maison Blanche, mais qu'elles devaient l'être au Pentagone lors d'un déjeuner offert en l'honneur de Mme Ciller.

Mme Ciller a aussi assuré à M. Clinton que son programme de démocratisation "irait de l'avant" et espéré qu'il serait adopté par le parlement turc "partiellement ou dans sa totalité", a précisé le secrétaire d'Etat adjoint.

Il a souligné qu'Américains et Turcs étaient conscients du fait que le sort de ces réformes influencerait le vote du parlement européen prévu pour septembre ou octobre sur la ratification de l'accord d'union douanière signé en mars par Ankara et l'Union européenne. M. Clinton a souligné "l'importance" qu'il attache à cet accord, que les Etats-Unis considèrent comme vital pour ancrer la Turquie à l'Europe et à la démocratie.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Les troupes turques pourraient quitter l'Irak en mai

ISTANBUL

de notre correspondante

Alors que le premier ministre turc, Tansu Ciller, en visite aux États-Unis, se prépare à rencontrer, mercredi 19 avril, le président Bill Clinton, les Américains, pourtant moins critiques que les Européens face à l'offensive militaire turque en Irak, montrent certains signes d'impatience à l'égard d'Ankara, malgré un désir de ne pas irriter un allié stratégiquement si important.

En fait, un mois après le début de cette offensive, l'attention n'est plus fixée sur le nord de l'Irak, où les opérations militaires se poursuivent au ralenti, mais sur Ankara même, où des décisions politiques doivent être prises. Les autorités se refusent à annoncer une date précise pour le retrait de leurs troupes, mais les rumeurs, qui ont filtré dans la presse turque après la dernière réunion du Conseil national de sécurité et qui ont été apparemment confirmées par le Pentagone, indiquent qu'il devrait être terminé à mi-mai.

Critiquée à l'étranger, l'opération militaire est plutôt populaire auprès de l'homme de la rue en Turquie, grâce à la presse qui publie régulièrement des photos de soldats aidant la population kurde irakienne ou même sauvant des militants

du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) blessés, abandonnés par leurs camarades. La campagne « Allez la Turquie, main dans la main avec les Mehmetcik (soldats) », destinée à recueillir des fonds en faveur de l'armée, aurait déjà récolté plus de 50 millions de francs.

LA CAROTTE APRÈS LA BÂTON

Ces sentiments nationalistes sont créés par la présence de soldats turcs à l'étranger mais aussi par la perception d'une menace - le PKK - venue de l'extérieur. Les combats, qui ont récemment opposé le PKK et les forces armées sur le territoire turc, ont toutefois démontré, une fois de plus, que le véritable problème se situe en Turquie même. Malgré l'offensive militaire de grande ampleur qui se déroule parallèlement dans le nord de l'Irak et en Turquie, le PKK continue à tendre des embuscades aux forces de sécurité. Ainsi, vendredi 14 avril, onze soldats ont été tués et huit autres blessés à Cizre, près de la frontière irakienne.

Dans la province de Tunceli, théâtre d'opérations militaires depuis l'automne 1994, près de 25 000 hommes ont encerclé l'étroite vallée de Alibogazi où, selon les autorités militaires, était installé Semdin Sakik, un commandant du PKK

mieux connu sous le nom de « Zeki sans doigt ». Les autorités militaires, qui affirment que 108 militants du PKK ont été tués récemment dans cette gorge, admettent que « Zeki » semble être, une fois de plus, passé au travers les mailles du filet qui lui avait été tendu.

Après le bâton, la carotte : la « démocratisation » est à nouveau à l'ordre du jour. Le premier ministre Tansu Ciller, si elle n'est pas forcément convaincue que la démocratisation permettra la résolution du problème kurde, a, semble-t-il, compris au moins que des réformes légales sont la condition *sine qua non* de son rapprochement avec l'Europe, et du maintien de ses bonnes relations avec les États-Unis. Ainsi, l'abrogation de l'article 8 de la loi antiterroriste, qui permet aux tribunaux de condamner des intellectuels ou des écrivains pour leurs écrits ou leurs déclarations - « une source de honte », a déclaré M^{me} Ciller aux États-Unis - est une priorité. Reste à savoir si M^{me} Ciller et son partenaire social-démocrate Hikmet Cetin parviendront à rallier à leurs vues les irréductibles conservateurs qui siègent au Parlement, et notamment dans le parti même de M^{me} Ciller.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 20, 1995

Iraq Calls the UN Oil Plan a 'Vicious' U.S. Ruse

Reuters

BAGHDAD — Iraq said Wednesday that it had no choice but to reject a United Nations resolution that would allow it to sell limited amounts of oil to pay for urgent humanitarian needs.

The UN plan would allow Iraq to sell up to \$2 billion of oil over 180 days, renewable for another six months, to raise cash to pay for urgently needed food and medicine.

Iraq said the terms infringed on its sovereignty, particularly the United Nations' monitoring of food distribution inside the country and the earmarking of \$130 million to \$150 million for

a UN relief program to aid rebel Kurds in northern Iraq.

The ruling Baath party newspaper dismissed the resolution as "mean and vicious," and said Iraq would settle for nothing less than a total lifting of the ban on its oil exports, which was imposed by the United Nations when Iraqi troops invaded Kuwait in 1990.

"Our rejection of this conspiratorial, vicious American resolution stems from the fact that the Iraqi people shall not allow foreigners to make use of its national wealth until doomsday," the news paper said in a front-page editorial.

The statement was the latest

in a series of pronouncements that indicate Iraq will ultimately reject the UN offer.

Over the weekend, Iraq's cabinet spurned the plan, and Baghdad newspapers carried an address by President Saddam Hussein in which he said Iraq's enemies were "astonished with the Iraqi people's attitude rejecting the American resolution."

The Baath Party newspaper said the only way out of the impasse was for the United Nations to acknowledge that Iraq has complied with the cease-fire terms imposed at the end of the Gulf War, which required it to dismantle its weapons systems, and to lift sanctions entirely.

"The only solution is for the Security Council to honor its obligations and apply paragraph 22 of Resolution 687," the paper said.

The resolution ties the removal of curbs on Iraqi oil exports to full compliance by Baghdad with the 1991 cease-fire demands.

Iraqi officials said that they are very close to meeting those demands and they have pledged to do their utmost to fulfill them.

But UN inspectors are still concerned about Iraq's biological weapons program. The Iraqi press has said those comments are a ruse to prolong sanctions.

KURDISTAN IRAKIEN Les Etats-Unis ont accepté un léger assouplissement de l'embargo sur le pétrole irakien. En réalité, depuis la guerre du Golfe, le commerce de carburants n'avait jamais cessé à la frontière turco-irakienne, les forces de la mission Provide Comfort, stationnées aux abords, laissant faire.

Pendant la fermeture, le trafic continue

Turcs, Irakiens et Kurdes y trouvent leur compte



John Pomfret
THE WASHINGTON POST

Lorsque l'armée turque a envahi le nord de l'Irak pour venir à bout des séparatistes kurdes, il y a un mois, elle a perturbé un moment un système triangulaire destiné à contourner les sanctions (de l'ONU) qui permettait de faire passer en Turquie en contrebande des cargaisons de gas-oil irakien. Mais, aujourd'hui, les contrebandiers ont repris leurs activités, et l'argent recommence à affluer. Avec ce regain des trafics de gas-oil irakien entre Irakiens, Kurdes et Turcs, c'est l'économie qui tente de reprendre ses droits face à la géopolitique dans la zone kurde du nord de l'Irak.

Les sanctions économiques décidées par le Conseil de sécurité à l'issue de la guerre du Golfe, censées empêcher Bagdad de vendre ses produits pétroliers, montrent ici leurs limites. Les Kurdes d'Irak, grâce à l'opération Provide Comfort lancée par les Etats-Unis, ont pu échapper à l'armée de Saddam Hussein. Aujourd'hui, on le voit sur le terrain, ces Kurdes sont surtout mobilisés par l'appât du gain.

Le trafic - qui a atteint jusqu'à 151,4 millions de litres de gas-oil par jour l'an dernier, au dire des experts - a bel et bien repris. Témoin le sourire radieux de Narzi Tanir, trente-huit ans, propriétaire de la sta-

tion-service Donald Duck. Son établissement a rejoint une cinquantaine de pompes improvisées à la périphérie d'une ville kurde du nord de l'Irak. "Les affaires sont les affaires, se réjouit-il. Les Turcs sont de retour."

Si ni M. Tanir ni les diplomates occidentaux ne s'attendent que ce nouveau trafic rivalise avec les quantités de gas-oil acheminées à travers le nord de l'Irak à la fin de l'année dernière, ils reconnaissent que cela aide Saddam Hussein à alimenter son gouvernement en devises étrangères, ce dont il a un besoin pressant. "Incontestablement, l'Irak en profite, tout autant que nous, et cela vaut aussi pour la Turquie", fait valoir Abdulaziz Tayyib, le gouverneur kurde de Dahuk. Il ajoute que la taxe que son "gouvernement" kurde sous protection américaine prélève sur les cargaisons de carburant lors de leur passage entre l'Irak et la Turquie, via cette zone kurde, est la seule chose qui le maintienne à flot.

Les Américains, selon les diplomates sur place, ont protesté - mollement - auprès d'Ankara

Si l'on en croit certains diplomates occidentaux, les Américains ont protesté - mollement - auprès d'Ankara,

et le trafic devrait continuer. En février, la Turquie a commencé à limiter les quantités de gas-oil par camion à environ 3 000 litres. Auparavant, des camions transportant presque dix fois plus de carburant traversaient la frontière. Le trafic continuera, assurent ces mêmes diplomates, en raison des renversements d'alliances et des besoins contradictoires des trois principaux acteurs sur le terrain.

Les Turcs tolèrent ce trafic, parce qu'une bonne partie de l'argent va au sud-est de la Turquie, ce qui, selon les diplomates, n'est pas pour déplaire au gouvernement turc. Depuis 1984, le Sud-Est anatolien est le théâtre de combats opposant les séparatistes kurdes de Turquie et le gouvernement - combats qui ont déjà fait 15 000 morts. Or certains diplomates occidentaux [tout comme de nombreux Turcs] sont d'avis qu'un boom économique dans cette région contribuerait largement à tempérer les ardeurs séparatistes.

Une ambassade occidentale a évalué à 60 000 le nombre des camionneurs kurdes qui font régulièrement la navette entre l'Irak et la Turquie pour vendre du gas-oil au marché noir. Sachant que la famille kurde étendue compte chaque fois une dizaine de personnes dans cette région, cela fait pas moins de 600 000 personnes qui vivent de ce trafic théoriquement illégal. Récemment, on a pu voir plus de 5 000 camions faire la queue sur près de 32 km, attendant de pouvoir passer dans le nord de l'Irak.

Les partis kurdes du nord de l'Irak soutiennent eux aussi ce trafic, parce qu'ils en tirent de considérables recettes fiscales. Ils en ont besoin, disent-ils, pour gouverner la région autonome qu'ils ont créée en 1991, sous couvert de l'opération Provide Comfort, pour les 2,5 millions de Kurdes. Toutefois, certains responsables occidentaux dans la région estiment que les dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des deux principales formations représentant les Kurdes d'Irak, se taillent la part du lion - une part qui aurait atteint 100 000 dollars par jour à la fin de l'année dernière.

L'Irak, bien entendu, y trouve lui aussi son compte. Ce trafic rapporte au gouvernement de Saddam Hussein les devises fortes et les vivres dont il a tant besoin. Une bonne part passe par la ville de Mossoul, tenue par l'Irak, où les camionneurs obtiennent 8 500 litres de gas-oil pour chaque cargaison de 1,5 tonne de farine acheminée de Turquie. Fin 1994, des responsables occidentaux ont commencé à s'inquiéter de cette contrebande, lorsque de très gros semi-remorques, aux citernes fixées avec les moyens du bord, ont commencé à quitter l'Irak pour passer en Turquie, transportant chacun de 18 000 à 22 000 litres de gas-oil. Un trafic qui n'a pas tardé à ouvrir une sérieuse brèche dans l'embargo des Nations unies.

La croissance vertigineuse de ce trafic frontalier s'explique par les énormes bénéfices qu'il générerait.

Les camionneurs turcs se dirigeaient vers Mossoul, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Dahuk. Là, ils achetaient un gallon de carburant [3,785 litres] pour l'équivalent de 15 cents [75 centimes], avant de le revendre dix fois ce prix en Turquie. Ainsi, les chauffeurs pouvaient se mettre dans la poche jusqu'à 3 000 dollars par voyage [pour un transport d'environ 2 200 litres]. Encore aujourd'hui, bien que la Turquie ait commencé à limiter la quantité de carburant admise à traverser la frontière, un camionneur peut empocher 500 dollars par voyage, reconnaît-on de source officielle turque.

Avec l'augmentation du trafic, les groupes kurdes qui contrôlent le nord de l'Irak ont commencé à taxer les camions avant leur passage en Turquie par le pont qui enjambe le Khabur. Le PDK [Parti démocratique du Kurdistan, dirigé par Masoud Barzani], qui contrôle ce pont, aurait raflé 4,5 millions de dollars en un peu plus de deux mois.

Au mois de décembre 1994, l'autre grand parti kurde, l'Union patriotique du Kurdistan [UPK, dirigée par Jela Talabani], a exigé une réduction de la taxe aux frontières, prétextant qu'il n'avait plus les moyens de la payer [pour s'approvisionner lui-même]. Le PDK a refusé. Résultat : le 13 décembre, les hostilités entre les deux organisations kurdes ont repris, et elles n'ont pas cessé depuis. ●

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, APRIL 20, 1995

Clinton Asks Turks To Pull Out From Iraq

By Douglas Jehl
New York Times Service

WASHINGTON — President Bill Clinton urged Turkey on Wednesday to withdraw its troops soon from northern Iraq, but Prime Minister Tansu Ciller

said she could not yet say when the operation would end.

During a private visit to the White House, Mrs. Ciller would say only that "the majority of the job is done."

And while Mr. Clinton repeated the administration's view that Turkey was justified in its cross-border crackdown on Kurdish rebels, he reflected some of his administration's mounting impatience at the extent of the monthlong operation.

"The biggest threat to human rights is the reaction caused by terrorism everywhere," Mr. Clinton said, suggesting concern at how the Turkish operation was affecting Kurdish civilians.

In public remarks Wednesday, Mr. Clinton and his top advisers said they recognized that security reasons made it unwise for Turkey to declare publicly when the operation would end.

Mrs. Ciller made that case in strong terms, saying that to announce a date for withdrawal "would not be fair" to Turkish soldiers who were still searching mountain caves in northern Iraq for weapons and ammunition that rebels from the Kurdish Workers Party, known as the PKK, were believed to have hidden there.

Senior administration officials also said that Mrs. Ciller had promised again that the operation would be limited, as the

Le Soir - 20 avril 1995

United States has repeatedly said it should be.

Richard Holbrooke, assistant secretary of state for European affairs, told reporters that Mrs. Ciller had said during her 45-minute meeting with Mr. Clinton that the mission would last no more than "a matter of weeks."

But after what have now been more than four weeks of military operations involving 35,000 Turkish troops, the officials spoke with some exasperation about the mission, which has been strongly criticized by France and other European countries.

"We attach high importance to their statements about limited scope and duration," Mr. Holbrooke said. "And we have repeatedly stressed our deep concern about the danger of what the military euphemistically calls 'collateral damage' and which you all understand to mean something less attractive than that."

The administration nevertheless used Mrs. Ciller's visit to reiterate its admiration for the role that Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization, has played in a region in which it is bordered, among others, by Iran, Iraq, Syria, Armenia and Azerbaijan.

"No other country is surrounded by more problems," Mr. Holbrooke said.

■ 21 Arrested in Istanbul

The Istanbul police said Wednesday that they had detained 21 people suspected of belonging to a far-left group planning to assassinate Mrs. Ciller, Reuters reported from Istanbul.

The anti-terrorist police seized a pistol and a hand-drawn map of an area in the city where Mrs. Ciller has a mansion on the Bosphorus, the Anatolian News Agency said.

M^{me} Ciller l'affirme à Washington L'opération turque en Irak « approche de sa fin »

Pour l'intervention militaire turque en Irak du Nord, c'est l'heure des bilans. Et, selon un haut responsable militaire turc, les objectifs fixés par l'armée turque pour son opération contre les rebelles kurdes de Turquie ont été atteints et l'opération *approche de sa fin*.

Une appréciation confortée par le Premier ministre, M^{me} Tansu Ciller. Hier, juste avant de rencontrer Bill Clinton, le président américain, à la Maison-Blanche, elle a affirmé que les troupes turques avaient terminé *le plus gros (de leur) travail* dans le nord de l'Irak et qu'elles se retireraient *très bientôt*. M^{me} Ciller a cependant refusé de préciser la date d'un tel retrait. Selon elle, donner une date précise pour le retrait des troupes turques ne serait pas « juste » pour les soldats turcs qui procèdent actuellement à la recherche dans les montagnes irakiennes des caches d'armes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

LE TERRAIN « NETTOYÉ »

Sur le terrain, les unités turques ont *presque totalement nettoyé* la région de Khakourk, selon le général Yoney, qui annonce que les activités de l'armée turque se poursuivent dans les régions de Sinath et Khaftanine. *Notre objectif n'a jamais été une chasse à l'homme. L'opération est destinée à supprimer les campements du PKK, à partir desquels il assurait le soutien logistique de ses attaques contre le territoire turc*, a ajouté le général — le dernier bilan annoncé était de 464 tués du côté des rebelles du PKK et 12 autres capturés, et 56 tués chez les soldats turcs depuis le 20 mars.

Cette opération a permis à l'armée turque de stopper le déplacement des rebelles du PKK vers le territoire turc à partir du nord de l'Irak et de priver les rebelles kurdes présents en Turquie de soutien extérieur, a assuré le général. Il ajoute qu'une quantité de matériel militaire suffisante pour former une force de près de 2.000 hommes et des vivres pour plus d'un an, ainsi que quelque 4,5 tonnes de drogue, ont été saisis lors de

l'opération dans le nord de l'Irak.

En corollaire à son action, Ankara a appelé la communauté internationale à *ne pas tolérer* les activités de propagande du PKK. Un appel lancé par les Affaires étrangères turques juste après l'annonce, mardi à Bruxelles, de la formation d'un Conseil exécutif émanant du « parlement kurde en exil », inauguré la semaine dernière à La Haye.

Mais Ankara n'est pas aux prises uniquement avec le PKK. La police d'Istanbul a annoncé, hier, qu'elle avait arrêté 21 personnes soupçonnées d'appartenir à un mouvement d'extrême gauche, le DHKP-C, qui projetaient d'assassiner le Premier ministre. Ils ont été arrêtés en possession des plans et croquis des routes menant à la maison de M^{me} Ciller sur le Bosphore, dans le quartier de Yenikoy, sur la partie européenne d'Istanbul. Le DHKP-C (parti révolutionnaire et populaire de libération, dissous) est une émanation du mouvement de guérilla urbaine Dev Sol, qui a tué des militaires et des hommes d'affaires occidentaux ainsi que des dirigeants des forces de sécurité turques.

YACHAR KEMAL EN JUSTICE

Par ailleurs, l'écrivain turc Yachar Kemal a comparu hier devant le parquet de la république d'Istanbul pour les délits par voie de publication. En cause : un article publié en janvier dans l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel », où il accusait l'État turc *d'opprimer les Kurdes de Turquie*. Il est accusé de *mépris et atteinte à la république par voie de publication*. L'écrivain est passible d'un à six ans de prison d'après le code pénal turc.

Âgé de 72 ans et considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, Yachar Kemal a porté plainte auprès de la Commission européenne des droits de l'homme après la saisie en Turquie du livre « La Liberté d'opinion et la Turquie », comprenant 20 articles émanant de plusieurs auteurs, dont celui publié dans l'hebdomadaire allemand. (D'après AFP et Rtr.)

US tells Çiller: Democracy is only solution to Kurdish issue

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- While expressing understanding for the need for Turkey's cross border operation into Iraq the U.S. administration on Wednesday informed

Prime Minister Tansu Çiller at the highest level that there was no other solution but a democratic one for Turkey's Kurdish problem.

American officials briefing the press after a 50-minute meeting between President Bill Clinton and Prime Minister Tansu Çiller said that Turkey had agreed on a major concession to open up the air corridor to Armenia.

Both sides at the meeting reportedly confirmed the growing importance of Turkish-American relations.

Çiller talking to reporters in Turkish, a move which drew criticism from the American media, after her meeting with Clinton said she would do her best to push the democratic reforms through Parliament.

U.S. Assistant Secretary of State Richard Holbrooke and Ambassador Marc Grossman briefing the press in English, however, said the Americans see no military solution to the Kurdish problem and urge a settlement though democratic means. Çiller reportedly said democratization and the so-called political solution to the Kurdish issue should not be mixed up. Çiller also said she discussed 'help given to Turkey's Kurdish separatists by some neighboring countries' with Clinton. Çiller also said she asked for U.S. support for Azerbaijan and the flow of Azeri oil through a proposed pipeline over Turkey.

There were reportedly substantial discussions on Cyprus as Clinton told Çiller of his personal commitment to a bicomunal and federal solution to



Turkish Daily News

THURSDAY, APRIL 20 1995

this problem in the next few years. Before they started their meeting the two leaders posed for the press for a photo session but in an unusual way started answering questions. The photo session which was to last five minutes extended to 20 minutes.

Çiller did most of the talking as she talked about Turkey's military operation into northern Iraq.

Clinton called Turkey a "valuable and important ally" and added "our relations will become even more important in the years ahead."

Clinton said he would discuss with Çiller democratization in Turkey, northern Iraq, economic reforms, Cyprus "and any issue the prime minister (Çiller) would like to raise."

Pressed by Greek journalists to comment on Turkey's poor human rights record the American president said "we have to understand each others problems. But I try to view them within the context of the imperative of terrorism."

Clinton said "preserving democracy with freedoms is a delicate operation.

It needs discipline. Developments have shown dictatorial political systems don't work."

Clinton drew attention to car bombs in the Middle East and religious extremist terrorism in Japan and added "all these threaten human rights."

The U.S. president also said his country understands why Turkey had to launch a military operation into northern Iraq but added "we hope civilian casualties will be limited. We also hope the operation will be limited in duration and scope." Çiller in return said most of the operation in northern Iraq has been completed but added she could not give a date when the withdrawal of the Turkish forces will be completed "because this would not be fair to those who are now involved in the operation in the mountains seeking weapons and terrorists."

Çiller was accompanied by Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk, her aides Prof. Emre Gönensay, Volkan Vural and Yalın Eralp, and Turkish Ambassador Nuzhet Kandemir. Clinton had eight aides entering the meeting including Secretary of State Warren Christopher, Holbrooke, Grossman, as well as his national security and economic advisors.

Yaşar Kemal says no democracy in Turkey

'This is my fight for democracy. I am striving for democracy and I am ready to drag myself to the courts and drag you (reporters) along, too'

By Ahmet Balan

The Associated Press

ISTANBUL- Yaşar Kemal, one of Turkey's best-known writers, on Wednesday walked out of an interrogation session in a probe of his writings and promised to fight for democracy in Turkey.

"There is no democracy in this country. In democracies court papers are not filed on basis of concocted laws," he said as he emerged from a public prosecutor's office.

Kemal said he was questioned on an article in the German newsmagazine *Der Spiegel* in which he alleged that the army was burning Kurdish villages in its fight against a separatist Kurdish rebellion that has claimed more than 15,000 lives since 1984. It was the second time Kemal faced questioning in an investigation into whether he made separatist Kurdish propaganda. In January, he was questioned for the article after it appeared in the German newsmagazine. Wednesday's hearing was in connection with the same article after its appearance in the pro-Kurdish weekly "Azadi," published in Istanbul.

"This is my fight for democracy. I am striving for democracy and I am ready to drag myself to the courts and drag you (reporters), too, along," he said with a smile.

Kemal, who has publicly called on Turks to help stop the war against the Kurdish militants, faces trial for the *Der Spiegel* article and could be sentenced up to five years in jail, if convicted.

Kemal, 71, best known for his book "Memed My Hawk," which won him international fame in 1955, has been nominated for the Nobel Literary prize several times. He has written 36 books, many of them translated into foreign languages.

Earlier this week he applied to the European Human Rights Commission to protest the seizure of one of his books by Turkish authorities.

"Freedom of Expression and Turkey" was ordered seized in February on grounds it provokes "hatred and enmity, on the basis of differences in peoples' races and locations where they live." It criticizes government opposition to Kurdish autonomy and says there is lack of freedom of expression in the country.

PM Çiller's media blitz takes Americans by storm

Turkish officials complain of bias in Turkish press reports

By Uğur Akıncı

Turkish Daily News

WASHINGTON- Prime Minister Tansu Çiller's "working visit" to the United States is turning into a veritable media blitz aimed at trying to inform the American public about some basic facts about Turkey.

On Tuesday her day had started in New York City with an interview with Peter Jennings, ABC TV Nightly News anchor, which was to be aired that evening.

Later, Çiller met with leaders of the Jewish-American community, then was interviewed on Public TV's McNeil/Lehrer News Hour. The afternoon was devoted to further interviews with the editorial boards of the New York Times and TIME magazine.

Murat Ersavcı, Prime Ministry press and information director general, said such intensive interviews with the U.S. media were one of the main goals of the trip. "Meeting with President Clinton is the other one," he added.

After arriving in Washington on Wednesday, Çiller was whisked from the airport directly to the offices of the Washington Times to meet with the conservative-republican daily's editorial board. Then after going to her hotel, Çiller met with two editors of NEWSWEEK magazine, including Michael Elliott, who wrote the "Sick Man of Europe Coughs" piece published in last week's edition.

The Turkish prime minister concluded her day with an exclusive dinner given for the U.S. "Opinion Makers," including David Abshire (CSIS), Ruth Harkin (OPIC), Ambassador Jeanne Kirkpatrick, Ambassador Charles Freeman, Ambassador Morton Abramowitz (Carnegie Endowment), Former Secretary Lawrence Eagleburger, Former Secretary James Schlesinger, Senator Warren Rudman, Chester Crocker (USIP), Ambassador Paul Wolfowitz. Çiller was accompanied at the dinner by Ambassador Nuzhet Kandemir, Undersecretary of Foreign Affairs Özdem Sanberk, Ambassador Emre Gönensay, Ambassador Volkan Vural and Ambassador Yalim Eralp. Chuck Pucie and Sema Sungar of the Capitoline lobby firm and Bülent Ali Rıza of CSIS were also among the guests.

Highlights

The New York Times: When the issue of "rights of Kurds in Turkey" was brought up during her meeting with the New York Times editorial board, Çiller said the fact that there are over 100 deputies in the Turkish Parliament who are of Kurdish origin is proof that Kurds have all kinds of rights in Turkey. Çiller said she was working to repeal the famous Article 8 of the Anti-Terrorism Law, under which quite a few writers, journalists and academics have ended up behind bars. She relayed her intention to have Article 8 repealed in almost every meeting she attended. She also promised that inflation would start to drop beginning in May.

"The economy is in good shape. To wit, we have \$2 billion in currency reserves," she reportedly said. The GAP project was another topic Çiller dwelled on. When it is completed, the dam will irrigate an area larger than the Benelux countries combined, she said. As a result, cotton production will increase fivefold within 18 months and bring prosperity to the region, she explained. The prime minister added

that Japan and Israel were interested in investing in the area.

TIME magazine: Çiller had lunch in New York with 12 editors of the international weekly. It was "a very positive meeting," as described by a Turkish official. As the cameras kept snapping pictures of the photogenic prime minister, "you'll soon be on every cover," quipped a TIME editor. Çiller emphasized the assistance Turkey was giving to the Iraqi Kurds, including food and electricity. When asked if the Turkish army took care not to hurt innocent civilians, "we have conducted one of the cleanest operations in history," Çiller reportedly replied. She referred to an Agence France Press report showing Kurdish kids playing on top of Turkish armored vehicles as proof that the Turkish incursion did not hurt civilians.

The Washington Times: The operation in northern Iraq was the main focus of Çiller's meeting with the 10 members of the editorial board of Washington's conservative daily. Murat Ersavcı and Emre Gönensay were also present in the meeting. When asked if she would give a definite withdrawal date to President Clinton on Wednesday at the White House, she said she would not. "It would not be fair to the Turkish troops still conducting operations in the region," she said, in the sense that giving such a date might trigger escalated attacks on the Turkish troops, just like a similar announcement of a pullout date in Somalia is believed to have prompted fresh attacks on the U.S. troops in Somalia.

However, she said, when she met with Clinton she would thank him for the support the United States gave Turkey in terms of the EU customs union and the

Caspian-Mediterranean oil pipeline. As to the "democratization package," Çiller said she would start with getting rid of "Article 8." She mentioned that she did not sleep for three nights to pass the privatization bill in the Turkish Parliament. "I will work just as hard to pass the democratization package," she promised the editors. On Cyprus, the prime minister suggested that the issue would be solved "on its own" after Turkey becomes a member of the European Union just like Greece, then the problem will be solved automatically. That's what the prime minister meant," a Turkish official explained.

Welfare Party warning

On fundamentalism, she said it was financed with "oil money" and that Turkey was the last obstacle between fundamentalism and Europe. Fundamentalism was an issue Çiller also dwelled on heavily at a private dinner party hosted Monday night in New York City by Atlantic Records owner Ahmet Ertegun. Çiller reportedly equated the Welfare Party (RP) with the dangers of fundamentalism and according to a reliable source, warned those present that if the RP wins a general election, then the Turkish army might indeed intervene.

McNeil/Lehrer Report: Çiller's interview with Robin McNeil of Public TV was to be aired yesterday evening at 7 p.m.. Following a video report shot in northern Iraq, Çiller, dressed in one of her classic white outfits, answered McNeil's questions in flowing English and with solid comebacks some of which she had employed during her New York meetings.

THURSDAY, APRIL 20 1995

Turkish Daily News

The preceding video showed Turkish heavy armor advancing in Iraq and disputed the thesis that it was a "hot pursuit," or an "U.N.-style peace keeping operation." An aerial bombardment and howitzer shelling, the commentator said. Describing the operation as a "Turkish invasion," the PKK can easily return once the Turkish troops withdraw, the video noted. "A classic guerrilla advantage," the commentator said.

During the interview, when asked by Robin McNeil if she was planning to form a "security zone" in northern Iraq and stay there up to a year, "not true" she replied and explained that the mission is to destroy the infrastructure of the PKK. "I didn't want to go into Iraq but I had to do it," Çiller said, meaning that the PKK forced her hand to do so. The Gulf War left a burden for Turkey to bear, she said. Çiller added that any country would have done so to prevent terrorism launched from across the national boundaries. She recalled the determined manner in which the Japanese countered the terror acts in the Tokyo metro and the way Americans responded to the World Trade Center bombing. "You have to do it. It has nothing to do with (becoming or not becoming a member of the) European Union," she said.

Turkey is the only secular democracy among 52 Muslims nations, she said. "There are only two models for these countries: the Iranian model, and the Turkish model," she said. "We have all the institutions of a democracy, a parliament, and a free press." Çiller also pointed out that Turkey also had the advantage of speaking the same language as 250 million people in the "Turkic speaking countries" and she included Tajikistan among these. "Turkey is not a country to be neglected, with important water reserves," she reminded.

When McNeil asked a question concerning Turkey's latest operation launched in Tunceli to "fight the Kurds inside Turkey," Çiller replied by saying "I reject that vigorously." She explained that there were 10 million Kurds living in a country of "70 million" and Turkey was fighting the PKK, a terror organization, but not Kurds as such. She emphasized again that she would fight to eliminate Article 8 of the

Anti-Terrorism Law as a part of the democratization process.

When challenged by McNeil to reveal which route Turkey would take, the fundamentalist East or the secular West, Çiller shot back saying "If Turkey is rejected from Europe, then Turkey will reject Europe as well."

American Jewish leaders

One non-media event that prime minister participated in was the meeting she had in New York with the following leaders of major American-Jewish organizations: Thomas Baer, president of B'nai B'rith International; Paul Berger, Council of Jewish Federations, and also of the Washington law firm Arnold & Porter; Kenneth Bialkin, past chairman of the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations (PMAJO) and the Anti-Defamation League of B'nai B'rith; Abraham Foxman, national director of the Anti-Defamation League of B'nai B'rith; David Harris, executive director of the American Jewish Committee (AJC); Leon Levy, chairman-elect of the PMAJO, and president of the American Sephardi

Federation; Daniel Mariaschin, director of the center for public policy, B'nai B'rith; Rabbi Israel Miller, past chairman of PMAJO; Robert Rifkind, president of the AJC; and David Steinman, president of the Jewish Institute for National Security Affairs. In the meeting, the American Jewish leaders reportedly expressed their gratitude for Turkey saving the persecuted Jews of Spain 500 years ago. The Turkish tradition of providing refuge for the persecuted might even provide a model for the peace process negotiated between Israel and the Arabs, one speaker suggested. Further cooperation between Israel and Turkey, including the Manavgat water project, was another topic discussed with Çiller.

Alleged bias of Turkish press

Turkish officials, as well as some journalists accompanying the prime minister, told TDN that they felt an enthusiasm and goodwill on the part of both the U.S. establishment and the U.S. press that they had not felt on previous visits. The official motorcade that escorted the press bus to the hotel from National Airport was cited as a sign of this genuine welcome.

However some Turkish officials complained that some members of the Turkish press produced reports which made it sound as if Çiller's visit had failed before it started. A report by daily *Hurriyet* showing Çiller and her husband coming out of a fish restaurant in New York claiming that the Çillers were in New York to "enjoy a vacation," and another headline claiming 18 limos were rented during Çiller's "expensive trip" were mentioned as examples of such allegedly biased coverage.

A Turkish official told TDN that only two armored limousines were used for Çiller's motorcade in New York City, and not 18 as reported. Mehmet Bican, Çiller's press adviser, went even further and said that there was only one such limo rented, and that was for Çiller herself. "Other than that there was one bus rented for the press, one truck to carry the luggage, six vans to carry various officials, and six sedan cars to carry other members of the entourage. But 18 limos were not rented," he said. Bican also added that all those who traveled with Tansu Çiller other than the Turkish officials, were paying for their own airplane tickets, boarding, meals and all other expenses. That included all members of the press and the businessmen accompanying Çiller.

NYT ad with Ihlas as star

The past month has seen an explosion in U.S. press coverage on Turkey. Almost every day, one or more news stories and/or commentary appeared in the major dailies and weeklies — all concerning the operation in northern Iraq.

Following the long evaluation in the Washington Post Monday, warning against the rising tide of Refah fundamentalism, an interesting three-full-page advertisement appeared Tuesday in the New York Times, in addition to a Page-3 news story focusing on Çiller's Hunter College address.

The NYT advertisement supplement, "Turkey: A New Era," contained articles by such VIPs as Çiller and Ambassador Marc Grossman as well as half-page ads by Sabancı Holding and Ihlas Holding, plus smaller ones by Ziraat and Vakıfbank. But the

fact that the supplement also contained a piece on the success of Ihlas Holding written by as prominent a figure as Ali Tigrel, director of foreign investments, gave rise to speculations in Washington that Ihlas Holding might be the force behind the idea.

Protests

Çiller's visit prompted the anti-Turkish coalition of Kurds, Greeks and Armenians into action in Washington, just like it did in New York. On Tuesday a group of about 40 Kurds, Greeks and Armenians, carrying Greek flags, red-yellow-green scarves, a yellow Armenian flag depicting a black Armenian eagle, and various placards accusing Çiller of murder, demanding that the Turks get out of Cyprus, and referring to

"Kurdistan" etc., marched in front of the White House. TDN learned that the crowd consisted of members of the American Kurdish Information Network, Kurdish National Congress of America, Armenian Revolutionary Federation, and American Hellenic Institute.

Amnesty International on Tuesday released a copy of the letter sent to President Clinton concerning the continuing human rights violations in Turkey.

An AI press statement with the slogan "Hold Turkey Accountable!" invited the public to join AI today to protest "Turkey's atrocious human rights record" in front of the CSIS building at 4:30 p.m. where Çiller would be delivering a speech.

Libyan leader Kadhafi chides Turkey on northern Iraq intervention

Agence France Press

LONDON- Libyan leader Colonel Moamer Kadhafi on Tuesday chided Turkey for its military operation against Kurdish rebels in northern Iraq, describing the struggle for an independent Kurdistan as a "sacred cause" that deserves UN recognition.

"The Turkish (people) are a sister nation," Kadhafi told Libyan television in a broadcast monitored here by the BBC, "but I support the national struggle of any nation in the world, among them the Kurdish nation."

The Libyan leader was speaking in English, according to Libyan television, in a statement recorded for a British television company. He said he regretted Turkey's month-long military drive against camps in northern Iraq operated by the sepa-

ratist Kurdistan Workers' Party (PKK). But he added that he respected Turkish Prime Minister Tansu Çiller "as a sister."

"I consider the (Kurdish) cause ... a holy cause, like the Palestinian cause. It is a nation like the Arab nation, like the Turkish nation, like the Belgian nation. In the end they will ... get their independence and their future ... It is not true to look (at) this struggle as a terrorist action. Its struggle is a sacred struggle ... It is not terrorism at all.

"It is Kurdistan. They have a land, and they have their own nationalism, and they have the right to be independent like other nations.

"The United Nations must carry its responsibility ... to support the independence of the Kurdish nation and to stop all this action against them ..."

LE MONDE - 21 avril 1995

TURQUIE : YACHAR KEMAL PORTE PLAINTE

L'écrivain turc Yachar Kemal a porté plainte auprès de la Commission européenne des droits de l'homme, après la saisie, début février, dans son pays, d'un livre intitulé *La Liberté d'opinion et la Turquie*, ouvrage collectif pour lequel il a rédigé une contribution. Rappelons que l'auteur de *Mémed le Mince*, qui est âgé de soixante-douze ans, a été inculpé, le 24 janvier, par le parquet général de la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour « propagande séparatiste », à la suite d'un article paru dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, dans lequel il accusait l'Etat d'« opprimer les Kurdes de Turquie ». Une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement a été requise. Par ailleurs, des intellectuels ont comparu lundi, à leur demande, devant la même cour, pour avoir publié un livre intitulé *Liberté à la pensée*. Cet ouvrage, qui reprend des déclarations de huit députés, aujourd'hui emprisonnés, du Parti - pro-kurde - de la démocratie (DEP, dissous), contient également des contributions de Yachar Kemal, du sociologue Ismail Besikci et des universitaires Fikret Bas-kaya et Hâlık Gerger, eux aussi incarcérés. - (AFP)

The European - April 21-27, 1995



Captured: Turkish soldiers flank two Kurdistan Workers' Party fighters arrested in the military campaign in northern Iraq

Offensive against rebel Kurds focuses on mountain ravine

TURKISH troops have killed 23 Kurdish guerrillas in a huge offensive against their mountain stronghold in the province of Tunceli, military officials said on 17 April.

The officials said the Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters were killed on 16 April after 25,000 Turkish troops, backed by assault helicopters, launched an offensive against rebel bases in the Alibogazi ravine, a 30km-long cut in the Munzur mountains.

The PKK regional commander, Semdin Sakik, one of exiled PKK leader Abdullah Ocalan's most trusted commanders, is believed to have been killed

TURKEY

or wounded in the attack. "Once we get Sakik, one of the last PKK leaders holding out inside Turkey, the rest will surrender," an officer said.

Military officials said that 25,000 Turkish troops had surrounded Alibogazi. "The area is completely in our control. The PKK in the area will be taken, dead or alive, soon," he added.

The assault is part of a military campaign against the PKK in Tunceli which began in March to coincide with Turkey's cross-border

drive against the PKK in northern Iraq on 20 March.

Troops out: Foreign Minister Erdal Inonu said that Turkey's military operation in northern Iraq would be over in weeks but declined to give a specific date for withdrawal.

Speaking on 14 April at a press conference in Greece where he was attending a meeting of the 11-nation Black Sea Economic Cooperation Pact, Inonu said: "It's a matter of weeks. How many, I don't know. We will leave when the objective is achieved."

Resisting pressure from Turkey's western allies to give a specific date for the

end of its military campaign against Kurdish separatists, he added: "The state must protect its citizens. It can't tell its citizens 'we can't protect you because our friends are protesting'."

Activists expelled: Eleven German human rights activists who claimed to be investigating military atrocities against Kurdish villagers in southeastern Turkey were ordered to be expelled from the country by a court on 17 April.

The activists were arrested on 16 April for taking part in an illegal pro-Kurdish demonstration in Silvan, a community 90km east of Diyarbakir.

The European - April 21-27, 1995

PKK linked to bank bombings

SIX Turkish nationals were held after five Turkish banks in Cologne were hit by firebomb attacks before dawn on 15 April. The bombings were the latest in a wave of violent attacks on Turkish targets throughout Europe since Ankara's offensive against Kurdish rebels in northern Iraq.

Police said that they suspected the Kurdistan Workers' Party (PKK) were responsible for the attacks, which caused only minor damage.

The PKK has been banned in Germany, where it is considered a terrorist group,

and assailants also attacked the Turkish consulate in Malmö in southern Sweden early on 17 April.

Russians rebuffed: German foreign minister Klaus Kinkel rejected threats by senior Russian officials that Nato's continued expansion eastwards might trigger a third world war.

Responding to comments in a Czech newspaper by General Alexander Lebed, a rival of President Yeltsin, Kinkel said: "Such remarks don't fit into our friendly relations and partnership."

He added: "No one wants to attack Russia, least of all Nato. We want to bring

wing to centrist and religious through to social democratic - that *will* be contesting the election.

He also says that the Kurds and Alawites are "unmentionable", but by whom I wonder? Hikmet Getin, the deputy prime minister and leader of the Social Democratic Party (OHP), is a Kurd, and Azimet Köyliüglu, minister for human rights until a recent cabinet reshuffle, is Alawite.

C Kirkpatrick (Letters, issue 255) refers to the "genocide against the Kurds", but the presence of millions of Kurdish citizens who live in peace throughout the country hardly fits in with the notion of the extermination of a race.

Elizabeth Yurdum
Istanbul, Turkey

Russia into our European security architecture."

Kinkel stressed that there could be "no Russian veto" over Nato membership for Poland, Hungary, and the Czech Republic, in what was widely interpreted as a rebuff to a threat by Pavel Grachev, the Russian defence minister. Grachev had warned that Russia could ignore conventional arms reduction treaties if former Soviet bloc countries were admitted to Nato.

Inmates rampage: More than 40 people staged a riot at a detention centre for foreigners awaiting deportation, setting fire to mat-

tresses and tossing them out of windows, authorities said.

The six-hour disturbance in the western town of Buren ended when 80 police officers, including a commando unit from Dortmund, stormed the building. There were no injuries.

The incident began on the night of 15 April, when six inmates grabbed the keys from a guard and locked themselves into their section. The rioters, including asylum-seekers from northern Africa, Russia, India and Pakistan, demanded to meet justice ministry officials to complain about their conditions, but got no response.

Turkey's behaviour towards the Kurds

WHATEVER one may feel about Turkey's attempt to cleanse northern Iraq of Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists, it is important to be accurate with regard to the facts.

The Kurdish journalist Hazhir Teimourian writes ("Time to bang heads together", issue 254): "The liberal parties will be banned from this election [next year's parliamentary elections], believing, for example, that it is wrong for the writing of Kurdish, the mother tongue of 15 million citizens, to be classified as a separatist crime."

I don't know how Teimourian defines "liberal parties" but it certainly cannot include the six major mainstream parties - ranging from right-

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0429 4 I 0202 TUR /AFP-QU77

Turquie-Kurdes

769 rebelles du PKK tués en un mois en Turquie et en Irak

ANKARA, 20 avr (AFP) - Au total 769 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors d'opérations militaires qui se poursuivent de puis un mois en Turquie et en Irak.

Au total 464 maquisards du PKK ont été abattus et 12 capturés depuis le début le 20 mars de l'opération de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les campements de la rébellion armée kurde de Turquie, selon le gouvernement turc.

Par ailleurs, 305 "terroristes" (dénomination officielle des rebelles du PKK) ont été tués et 49 capturés lors d'opérations de l'armée turque dans l'est et le sud-est anatoliens depuis le 20 mars, selon un bilan de l'agence turque Anatolie.

En territoire turc, les opérations militaires ont été notamment renforcées, surtout dans les zones montagneuses de la province de Tunceli (est) dont les vallées et grottes sont utilisées comme abris et caches de matériel militaire par les rebelles du PKK.

Une centaine de rebelles kurdes ont été tués dans cette région, selon des sources informées locales. Un bilan officiel fait état de 50 rebelles tués dans cette région depuis le 21 mars.

CE/ms

AFP /JO0245/201423

AVR 95

OTAN-Turquie

Réunion spéciale du Conseil de l'OTAN à la demande de la Turquie

BRUXELLES, 20 avr (AFP) - Une réunion spéciale du Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a eu lieu jeudi à la demande de la Turquie pour discuter des conséquences de la réunion à La Haye du Parlement kurde en exil, a-t-on indiqué auprès de la représentation turque à l'OTAN.

La Turquie entendait attirer l'attention de ses quinze partenaires de l'OTAN, dont les Pays-Bas, sur les conséquences de l'autorisation donnée par les autorités néerlandaises à la réunion de ce parlement kurde en exil.

Celui-ci, qui s'est réuni pour la première fois à La Haye le 12 avril, a pour principale composante le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre lequel Ankara mène actuellement une opération dans le nord de l'Irak.

Selon un diplomate turc, aucune décision n'a été prise lors de cette réunion, destinée à faire connaître aux autres délégations le point de vue d'Ankara.

(La réunion inaugurale du Parlement kurde en exil avait été qualifiée "d'attaque contre l'intégrité territoriale de la Turquie" par des diplomates turcs à Ankara qui avaient indiqué que la Turquie allait effectuer des démarches auprès des autorités néerlandaises pour qu'elles interdisent cette réunion).

Celle-ci avait cependant eu lieu le 12 avril. L'ambassadeur néerlandais auprès de l'OTAN a indiqué jeudi à ses homologues que les Pays-Bas ne pouvaient empêcher pour des raisons constitutionnelles la tenue d'une telle réunion sur le territoire néerlandais si elle ne troublait pas l'ordre public, a-t-on indiqué de source proche de l'OTAN.

jld-jb/ms

AFP /JO0245/201926

AVR 95

Turkish Probe April 21, 1995

5

Turkey Angered by Dutch Permission for 'Kurdish Parliament-in-Exile'

Angered by the opening of a "Kurdish parliament-in-exile" in The Hague on April 12, Turkey this week warned the Netherlands that it would bear the consequences of allowing the creation of this body despite Ankara's objections.

"If the Dutch do not stop this movement [by separatist Kurds], we will take strong measures and they [the Dutch] will have to bear the consequences," Foreign Minister Erdal İnönü told Parliament on April 18.

"What they did is incompatible with the Netherlands' international commitments. This attitude is contrary to the values of NATO and friendly relations between our countries," he said.

The Dutch foreign office, however, said that it had no objection to the parliament-in-exile provided it did not violate any Dutch laws.

The 65-member parliament-in-exile is dominated by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which has been waging a separatist war for an independent state in southeastern Turkey since 1984. Over 16,000 people, including PKK militants, members of security forces and civilians, have been killed in PKK-related violence since then.

Turkey recalled its ambassador to the Netherlands for "consultations" immediately after the separatist Kurds opened the parliament-in-exile. On April 19, Turkey called on the NATO Council to convene for an extraordinary session the next day to discuss Ankara's complaint over the Netherlands.

Turkey told the meeting that the Netherlands had gone against NATO agreements that urge member countries to guarantee territorial integrity of other members, diplomatic sources said. "The Netherlands has apparently turned a blind eye to an action that undermines Turkey's territorial integrity," one source told the Turkish Probe. The Council's members are the permanent representatives of NATO's 16 member states at the alliance headquarters in Brussels.

Meeting at an "unidentified location" in Europe at the weekend, the parliament-in-exile elected Yaşar

Kaya, ex-chairman of the defunct pro-Kurdish Democracy Party (DEP), as its "speaker". Zübeyir Aydar, another prominent member of DEP, was elected the chairman of the "parliament's executive council." The Turkish Foreign Ministry said on April 19 that both the exile parliament and its executive council set up by separatist Kurds were an internationally staged propaganda effort of the PKK.

"The terrorist group (PKK) had indicated earlier that it would announce a so-called parliament in exile and create a so-called executive body from it,"

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman told a news briefing.

"This initiative goes no further than PKK propaganda efforts that it is trying to stage internationally."

"It is very important that no member of the international community, mindful of its international obligations, tolerates such initiatives guided by the terrorist organization and becomes a tool to (PKK) propaganda," Ataman said.

"We would have expected the Netherlands not to allow this initiative but it has."

He said Dutch Foreign Minister Hans Van Mierlo told a senior Turkish diplomat in New York that the "parliament", could not be banned under their domestic laws.

"For us these arguments are not valid," Ataman said. "In all our contacts we say it is a requisite of international obligations that such initiatives are not permitted."

Meanwhile, The United States protested the Kurdish parliament-in-exile, saying the group representing violent "terrorists" had no business establishing such a body. "We have seen the reports that the PKK parliament in exile will be meeting in the Netherlands," said State Department spokesman Nicholas Burns on April 14.

"We've expressed our view both to the government of Turkey and to the government of the Netherlands that we think the PKK is a brutal terrorist organization and we obviously don't support the creation of any kind of parliament-in-exile," said Burns. Two major northern Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan, also both denounced the parliament-in-exile, saying it was a tool of the PKK. ■



FM İnönü warns the Netherlands

Turkey Counts Costs and Benefits of Iraq Incursion

Raşit Gürdilek

With a month passed since Turkey sent 35,000 troops into northern Iraq to clear the border area from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) separatists dug in there, and with about a month to go before the last soldiers come back home, the balance sheet shows a profit in official and neutral estimates. Barring any unexpected developments, it has become clear after a meeting last week of the National Security Council — which groups top state, government and military leaders — that the pullout will be completed by the middle of May.

Prime Minister Tansu Çiller, who met with President Clinton on Wednesday during her current visit to the United States, was widely believed to have given assurances that there would be no foot shuffling.

In an indirect confirmation of the reports of a May pullback, a senior military official said the objectives of the operation had been already attained.

Maj. Gen. Orhan Yoney, the Chief of Operations Planning Division at the Turkish General Staff Headquarters, on Wednesday told the semiofficial Anatolia News Agency that the operation had foiled PKK's plans to set up "liberated areas" in northern Iraq adjoining Turkey. Of these, the rugged Khwakurk area in the east had been totally purged of the rebels while there were still some resistance at the Sinadh and Haftanin areas in the west, the general said.

Another result of the operation was that it preempted a spring offensive inside Turkey the rebels have been preparing for a long time, Gen. Yoney said. If the separatists had been able to mount their offensive with \$50 million worth of arms now in Turkish hands, it would have cost the security forces at least 1,500 dead, he added. The separatist war, waged by the PKK in eastern and south-eastern Turkey, has already claimed nearly 16,000 lives over the past 11 years.

By driving a wedge between the PKK rebels inside Turkey and those pursued in Iraq, the cross-border operation has also led to a recent series of successes against the separatists in the country by depriving them of bases and supply lines for weapons and trained personnel. Since last week, more than 25,000 soldiers were combing the Aliboğazi gorge in the Tunceli province, hunting for some 500 rebels holed up there, including one of their top commanders. Some 50 rebels were reported killed in recent fighting.

In its own evaluation of the gains and losses for Turkey from the incursion published on Monday, the Turkish Daily News also said the pros outweighed the cons at the end of the first month and the balance sheet may change only for the positive if there is no delay in the withdrawal.

ENHANCED BORDER SECURITY: On the plus side, the TDN identified enhanced border security as topping the list although it was not immediately clear how long the long border strip will remain cleared of rebel forces. But there seemed little doubt that the PKK will not be able to mount any serious attacks from Iraq for some time, having lost at least a fifth of its troop strength as well as thousands of weapons and large stocks of food and ammunition. The Turkish military put the rebel losses at around 500 killed at the end of the first month.

A more lasting security, however, will depend on Turkey's success in mediating a truce between two main Iraqi Kurdish parties, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and reaching an arrangement with them for the policing of the border.

INCREASED DETERRENCE: By successfully conducting an operation of this scale, Turkey has served notice to friend and foe alike of its ability to respond effectively to any cross-border threat to its security and its determination not to tolerate direct or indirect support of separatists by its neighbors.

MILITARY EXPERIENCE: The Turkish Army, one of the largest in NATO, had already gained a counter-insurgency capability over the past decade fighting the PKK. The use of 35,000 soldiers, however, across the country's borders for an extended period has given the military a chance to test its vital combat leadership and logistic skills on the battlefield.

The operation has also provided an opportunity to test new tactics and gained the army experience in the use of modern weaponry.

THE TRYING OF ALTERNATIVE CARDS: Perhaps the most important result of the cross-border operation has been the recognition it forced on the government to take serious steps to try out alternative cards to counter PKK separatism, instead of exclusive reliance on military options.

Needing to secure the cooperation of the Iraqi Kurds to seal the border against PKK infiltrations, the government seems to have realized the inevitability of a closer interaction with the Kurdish regional administration in northern Iraq. So far it has shunned regular contacts for fear of strengthening the Kurdish self rule — seen to be a seed of an independent Kurdish state — and antagonizing Baghdad.

The realization that the border security is inseparable from better ties with the Iraqi Kurds has prompted Turkey to mediate in their conflict and drop its inhibitions about the Kurds longing for self rule and democratic institutions. Some analysts see increased contacts between Turkish and the Iraqi Kurdish officials as a field laboratory where political

and democratic solutions can be tried out. A successful co-habitation is also seen as a way of drawing Kurdish moderates away from the PKK's radicalism.

INCREASED SAY IN REGION'S AFFAIRS: The incursion has heralded Turkey's emergence as a key player in the region's power game and the discarding of its previous role as a passive bystander. The Iraqi Kurds — who used to see the United States, Britain and France, and their Provide Comfort jets based in Incirlik, as their chief benefactors — have turned towards Turkey in step with its rising assertiveness.

The operation has shown Turkey's determination and ability to deliver a powerful blow when its security interests are threatened. It also raised the Kurds' esteem for Turkey, thanks to the leading role it took in the provision of relief, eclipsing the United Nations, Western relief agencies and NGOs.

On the loss side:

FINANCIAL COST: After initial exaggeration by the Turkish media, military officials say that the immediate material cost of the operation has been much lower than the press estimates, as many of the units involved had been already in active combat against the PKK inside Turkey.

Top military officials have told the TDN that the monthly cost of the operation will be 10-15 trillion lira (\$250-375 million) which is not more than the quarter of the press estimates. It is also a fraction of the annual \$6.7 billion cost of the government's combat with PKK inside the country. The officials have also justifiably argued that there could be no ceiling for the cost of security and that Turkey was capable of spending much more to make the nation safe.

DETERIORATING TIES WITH BAGHDAD: The operation has adversely affected Turkey's relations with Baghdad, which Ankara has been trying to normalize despite the pressures of the West. After an initial silence, Baghdad's statements against the Turkish incursion became increasingly hostile as it became clear that Turkey was seeking a lasting solution in cooperation with the Iraqi Kurds. The deteriorating relations with Baghdad is expected to reflect on the outcome of talks for the re-vitalization of the Iraq-Turkey oil pipeline — pending an accord between Baghdad and the U.N. for the resumption of Iraqi oil exports — that would restart the flow of royalties for Turkey.

TENSIONS WITH THE WEST: The massive incursion has harmed Turkey's ties with the West, which are already less cozy since the end of the Cold War. From the very start, the European allies denounced the cross-border operation, with Germany leading the pack. It suspended its military assistance, saying the arms it supplied had been used without authorization. This caused an angry retort from Prime Minister Tansu Çiller, who said that if it was to attach conditions, Bonn could keep its arms to itself.

The United States, more understanding at first, was forced later to join the Western chorus for an immediate pullback, if less forcefully.

The biggest casualty promises to be the finalization of Turkey's customs integration with the European Union, waiting for the European Parliament's verdict on the country's human rights performance in October.

A senior U.S. State Department official noted in a recent press statement that if a vote were to be taken now at the European Parliament, the customs union would not pass. Çiller and Deputy Prime Minister Hikmet Çetin have made clear that Turkey has no illusions about the measure of support they can expect from the mainstream EU countries, but have also made clear their expectations for Washington to help turn the tide by October.

A program of democratization and a human rights face lift was being readied in a bid to effect a change of wind also in Europe.

POLITICAL COST: The political price of the operation

has been the increasing Western responsiveness to the PKK's diplomatic offensive to "internationalize" the conflict. The heavy use of force in northern Iraq has caused the West to ignore the PKK's behind-the-scenes manipulations of the ostensibly independent Kurdish movements in Europe. Even when the PKK emerged as the driving force, the Dutch government refused to bar the meeting of the "Kurdish parliament-in-exile" in The Hague last week despite Turkey's strong protests.

After Holland, Belgium has turned a blind eye to the announcement of an exile government for the Kurds in Brussels on Tuesday. Many other EC countries can be expected to follow suit in allowing the PKK to employ its political cards in similar ways. Turkey can counter the PKK's drive for tacit or open recognition only by fielding political weapons of its own instead of the exclusive application of the military card. ■



A turn may open new avenues for the government

Turkish Probe April 21, 1995

19

Human Rights Diary

Human rights violations increase in March- Amid expectations of democratization and human rights improvements in Turkey in light of the customs union accord with the European Union, human rights violations continued to mount in March, according to The Human Rights Association (IHD).

In a press conference on April 16 Akın Birdal, chairman of the IHD, said that last month 40 people disappeared, 29 people were tortured, 19 villages in southeastern and eastern Turkey were evacuated and 12 people were killed and eight were wounded in attacks by unknown assailants.

Releasing IHD's March report, Birdal said human rights violations had increased despite promises made by the government and that disappearances are at the top of the list. He noted that the disappearance since March 21 of Hasan Ocak in Istanbul was the latest such case.

"Prime Minister [Tansu] Çiller expects to talk about efforts toward further democratization in Turkey while she is in the United States but unfortunately, while she talks about it, human right violations mount in the country," he added.

Çiller left Saturday for a week-long visit to the United States, where she is expected to talk of the "positive steps that Turkey is taking in the areas of democratization and human rights" during her visit.

Birdal also criticized the killings of three young people by the police in Ankara's western suburb Batıkent last week and he termed the event an "extrajudicial execution."

Last week in Batıkent police killed three people whom they said "were members of an outlawed organization." The police also claimed that "despite calls to surrender, they fired on the police."

However, a group of lawyers and human rights activists alleged that there had been no firing from the apartment raided by the police.

Birdal stressed that the IHD figures did not include all violations in the country because 14 of the IHD branches in the southeastern and eastern region had been forcibly closed by security forces and it was not possible to get information from the region. The area is predominantly Kurdish populated and has been under state of emergency rule since 1987 due to the Kurdish separatist insurgency there. (April 17, *Turkish Daily News*)

List provided by IHD of alleged human rights violations in March 1995:

Taken into Custody	1,227 people
Arrested:	127 people
Disappearances while in custody:	40 people
Tortured:	29 people
Mysterious attacks:	12 killed, 8 wounded
People killed in clashes:	358 people
Evacuated-burned down villages:	19
Raided associations, unions, publication offices :	25
Banned association, union and publication	10
offices:	
Confiscated publications :	18
Bombed premises:	30
Imprisoned intellectuals, unionist, publishers, journalists, scientists and human rights activists:	166

IHD and CHD officials claim 'extrajudicial execution' in Batıkent raid- Officials of the Human Rights Association (IHD) and Contemporary Jurists Association (CHD) claimed that three members of terrorist group Dev-Sol (Revolutionary Left), who were killed on April 13 in a raid by security forces on an apartment in the Batıkent district of Ankara, were the victims of an "extrajudicial execution," the Anatolia news agency reported on April 14. Officials claimed that the three Yeter Özhan, Seyhan Ayyıldız and Mustafa Enma Selçuk had been shot dead after being ordered to lie down on the floor. (April 15, *Turkish Daily News*)

FROM THE COLUMNS

The bloody instrument of imperialism: The PKK!

From an April 20 article by Cumhuriyet's İlhan Selçuk: Intellectuals are under fire in today's Turkey. The wave of "mystery murders" is continuing. For those clever types who want to protect themselves from the fear which these bullets and bombs inspire, there is a safe haven. You can get yourselves into a safe haven by stroking the pro-Shariah circles, by flirting with the pro-Ottoman circles, by condoning the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party), by verbally attacking those defending the principle of secularism, Atatürk and the Kemalists, by carefully refraining from making any reference to "imperialism" and by praising the "new world order." If you do all this, your life will be secure. Desperate to rid themselves of this fear many intellectuals now tend to embrace a "defeatist" attitude under the guise of "upholding democracy." Let us not get angry at them. They are simply trying to avoid the danger of being assassinated.

The PKK is a terrorist organization which has its main base on Syrian soil. And Turkey and Syria have a number of disagreements. They have a water dispute, as well as a territorial dispute related to the Hatay province. Syria keeps the PKK card in its hands so that it can have leverage over Turkey on these issues. It uses the PKK as a weapon. Syrian President Hafez Assad could easily destroy the PKK's Syrian-controlled main base if he wanted to. The point is, he does not want to do any such thing. This is because in the Middle East, sharing out of water is an issue which causes a clash of interests as fierce as the oil problem.

Imperialism wants to keep the oil regions in the Middle East under its control. Imperialist forces incite the peoples of the region against one another in a region characterized by the existence of numerous small powers and primitive conflicts. To have a free hand in the region themselves, they provoke clashes between the states, using this one at this point and another one at another point. They have an overall picture of the region's developments. They perpetuate their dominance in the region by throwing their weight behind different players depending on their needs at a given point.

In this game will there now be a new player, that is, a small Kurdish state in northern Iraq affiliated to the United States? One may say, "So what? Is not Ankara itself under U.S. guidance?" Yes, it is. But Turkey has a special position in the region. In our country there is always the possibility of a democratic movement which could organize Anatolia's working population against imperialism and raise the level of their consciousness. No other Middle Eastern country has such potential. Unfortunately, in Turkey, ethnic conflicts have been pushed to the forefront due to terrorism, relentlessly fanning hostility between Turks and Kurds and bolstering chauvinistic attitudes. PKK's bloody terrorist campaign is creating the perfect climate for imperialism. This is exactly the mission the PKK is fulfilling.

In Turkey, terrorism serves the interests of imperialism — regardless of its being "state terrorism" or "PKK terrorism." And the ruling powers use the existence of the PKK as an excuse, saying that there can be no progress in the democratization sphere under the circumstances. Their contention is, "As long as the PKK terrorism continues, any step in the area of democratization would be a concession made to terrorism." And the PKK is saying, "Let the officials of the Turkish Republic sit down for talks with us." In this world, no state, democratic or otherwise, would agree to bargain with terrorists, rejecting the use of arms against those launching an armed struggle against it.

Today, the aims of those who want to partition Anatolia and those who want to serve imperialism's interests in the Middle East

are converging. The PKK is being used to create a particular climate which greatly pleases those powers who are still dreaming about reviving the Sevres Treaty (which envisaged partitioning Anatolia). The PKK is a bloody instrument which the imperialists are using in Anatolia. Rather than protecting the Kurds' rights, it functions as a factor which prevents not only the Kurds but the Turks too from achieving their democratic rights.



Tons of narcotics in PKK caves

SABAH said Turkish troops dealt a serious financial blow to the separatist terrorist organization PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) by seizing four and a half tons of narcotics hidden in caves in northern Iraq. The Europeans should be grateful since most of it would have been destined for foreign countries had the Turkish Armed Forces not staged their ongoing "Operation Steel" against the PKK camps in northern Iraq, said head of the Chief of Staff's Plan-Operation Department, Gen. Orhan Yöney. Making an assessment of the one-month-old operation he said that the predetermined goals had been reached. "We are approaching the end of the operation," he added. A ZAMAN headline said "Shocking disclosures." Gen. Yöney said: "Had we not launched this operation we would have lost some 1,500 persons inside Turkey. Without such an operation a group of 1,500-2,000 PKK terrorists would have crossed into Turkey to launch a wave of terrorist attacks during the spring months. We have calculated that some 1,500 persons would have been martyred in the effort which would be needed to render that terrorist group ineffective within Turkey. We have disrupted the organization's plans to 'proclaim' the creation of 'liberated zones' in regions adjacent to Turkey." He also said there were 250-350 terrorists in the Atrus-1 and Atrus-2 refugee camps under United Nations protection, and that Ankara was making diplomatic efforts to deal with this issue.

FRIDAY, APRIL 21, 1995

Turkish Daily News

Time running out for Turkey-EU customs union

By Guy Dinmore

Reuter

ANKARA- A month after Turkey sent 35,000 troops into northern Iraq to crush Kurdish rebels, time is running short for Turkey to satisfy European Union (EU) conditions over human rights for closer economic ties.

Withdrawal from Iraq, plus legislation to improve human rights, are the main conditions of the European parliament before it will agree to ratify the Turkey-EU customs pact — a crucial step towards eventual Turkish membership in Europe. "The Turkish incursion into northern Iraq has been a serious distraction from the overall goal of Turkey's integration into Europe via a customs union," Michael Lake, head of the European Commission to Ankara, told Reuters. "The sooner it's all over the better," he added, welcoming statements that Turkey was pulling out its troops. Prime Minister Tansu Çiller said on Wednesday her forces had begun withdrawing but did not set a deadline for the end of the operation against the separatist Kurdistan Workers Party (PKK).

"The majority of the job is done and over with," Çiller said at the start of talks with President Bill Clinton in Washington.

Diplomats in Ankara said Turkey still had over 30,000 troops in Iraq and there had been no substantial pullout as yet.

"Even the Turks are not entirely sure how the withdrawal will happen...They went in without a clear exit strategy. Now they are trying to work it out," one diplomat commented. Another described Turkey's plan to secure its borders from PKK attacks by a pact with two Iraqi Kurdish groups as a "day-dream" because of the vendetta-like rivalry between them. Aside from Iraq, there are fears that Çiller's coalition government will not be able to deliver on promises of its "democratization" package of human rights reforms before the European parliament meets on the customs pact in October. "Instead of an eight-day holiday in the United States, Çiller should have stayed home and forced her government and parliament to work overtime to push through the democratic reforms," the Turkish Daily News said in an editorial. Ambassador Lake disagreed.

"It's not only perfectly possible, it's the determined goal

of all parties...that a customs union will be achieved. So much is at stake. It's in the European Union's interest to have a democratic, stable and prosperous society in this turbulent region," he said.

Washington and its Western allies are keen to draw their NATO partner closer to Europe, seeing Turkey as a secular democracy and a bulwark against Islamic fundamentalism, an island of relative stability amidst the turbulent Balkans, Caucasus and Middle East.

The main customs union issue is freedom of opinion — namely article 8 of the anti-terror law which has led to the imprisonment of many journalists and effectively prohibits debate on the issue of Turkey's Kurdish population of about 10 million people.

"We're expecting amendments of 21 articles of the constitution and a substantial rewriting of article 8," Lake said, quoting party managers as saying the package might be passed by the end of June.

Others are less sanguine. "Time is running short and there's considerable pressure within the government from conservative elements in Çiller's own True Path Party...It's a very difficult balancing act for her," said one Western diplomat.

"I'm not at all hopeful of Çiller persuading parliament to lift article 8 of the anti-terrorism law. Members of her own party have proved time and again to be against that. It would be interesting to see a Çiller who has promised democratization to America trying to get it past her own party," Oral Çalışlar, commentator for Cumhuriyet daily, told Reuters.

Çalışlar was sentenced to two years in jail last October under article 8 for publishing interviews with exiled Kurdish leaders. He is free pending appeal.

Also at stake are six Kurdish members of the Turkish parliament jailed last year on separatism charges. They have appealed.

The Socialists and the Christian Democrats, who control a majority in the European parliament, both said release of the six MPs was a condition for ratification of the customs pact. Both parties have asked for the vote to be put off until the end of the year to allow Turkey more time.



Michael Lake: It's not only perfectly possible, it's the determined goal of all parties...

that a customs union will be achieved. So much is at stake. It's in the European Union's interest to have a democratic, stable and prosperous society in this turbulent region'

Die Türkei bläst zum Rückzug

Die Regierung in Ankara betrachtet die Invasion in den Nordirak als Erfolg, die Kurden sprechen von einem Fehlschlag

■ VON WERNER VAN GENT, ZAKHO

Ein türkischer Soldat rennt mit einer roten Flagge in der Hand nervös von der einen auf die andere Strassenseite und versucht, die ungeduldigen kurdischen Fahrer anzuhalten. Diese reagieren aber erst, wenn einer der im Feld positionierten Panzer mit brüllendem Motor losfährt. Erde wirbelt auf, hinter dem Panzer entsteht eine schwarze Rauchwolke. Ein Offizier, der aus einer Luke herauschaut, gibt dem irgendwo tief im Innern des Ungetüms versteckten Fahrer Anweisungen, dieser hört entweder nur die Hälfte oder hat das tonnenschwere Gefährt noch nicht ganz unter Kontrolle. Mit gewaltigem Getöse donnert der Panzer jedenfalls haarscharf an den abgestellten Personenwagen und Traktoren vorbei. Kinder, die im Nordirak scheinbar zu jeder Tageszeit die Strassen bevölkern, springen erschreckt weg, nur durch ein Wunder kommt es nicht zu einem Unfall.

Schokolade für die Kurdenkinder

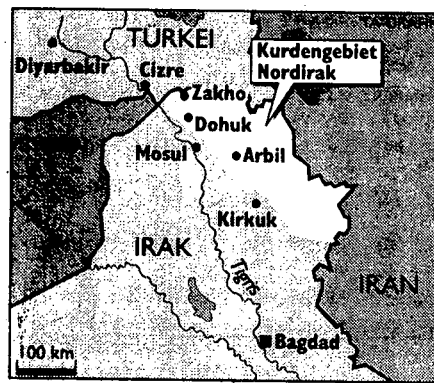
Weiterfahren dürfen die wartenden Kurden nach diesem Zwischenfall allerdings immer noch nicht. Denn jetzt hat sich ein weiter vorne am Strassenrand wartender Truppenkonvoi in Bewegung gesetzt. Rund tausend Soldaten werden aus dem Nordirak abgezogen. In einiger Distanz dürfen wir dem Konvoi folgen. In Zakho sichern Panzer die Strassenkreuzungen. Das Städtchen, in dem wenige Stunden zuvor noch reges Geschäftsleben herrschte, liegt nun ausgestorben da. Die Ladenbesitzer haben die Rolläden runtergezogen. Entlang der Strasse stehen nur unzählige Kinder, die den Soldaten enthusiastisch zuwinken. Irgend jemand muss ihnen dies nahegelegt haben. Anders lässt sich nicht erklären, wieso die Kurden die Soldaten entweder mit dem Handzeichen der Grauen Wölfe, der türkischen Rechtsextremisten, oder mit dem erhobenen Daumen, der muslimischen Fundamentalisten begrüßen. Unser kurdischer Fahrer meint, einige Tage zuvor hätten Soldaten, die offenbar zu den Extremisten gehören, in Zakho Schokoladetafeln verteilt.

Die kurdischen Kinder sind eine beliebte Zielgruppe türkischer Propaganda. Türkische Medien berichteten in den letzten Wochen immer wieder darüber, wie «Ausbildungsoffiziere» ganze Scharen von Kindern über die Grundgedanken des türkischen Staates aufklärten. Die Bilder am Fernsehen und in den Zeitungen wirkten aber nicht überzeugend. Zu sehen war nämlich immer nur, wie Offiziere den Kurdenkindern inmitten blühender Obstbäume auf Schultafeln Wörter wie Mehmetcik (Soldaten), Atatürk (der Staatsgründer der Türkei) und Kemalim (Grundprinzipien des türkischen Staates) beizubringen versuchten. Der Erfolg dürfte minimal gewesen sein; wenn die Kinder überhaupt lesen können, dann sicher nicht Wörter in lateinischer Schrift. Im Gegensatz zu den türkischen Kurden verwenden die irakischen Kurden nämlich die arabische Schrift.

Die türkische Öffentlichkeit konsumiert solche Bilder aber noch immer gerne. Gerade haben die staatlich kontrollierten Medien eine Kampagne mit dem Slogan «Hopp Türkei, Hand in Hand mit deinen Soldaten!» gestartet. Landauf, landab wird der Einmarsch mit Volksfesten, Fanfaren und Fernsehshows als grosser militärischer Erfolg gefeiert. Frau Cillers Popularität hat seit Beginn der «Operation Stahl» spürbar zugenommen.

Unzählige Dörfer durchsucht

Rund 40 Kilometer östlich von Zakho sieht alles etwas anders aus, als es die staatliche Propaganda wahrhaben will. Inmitten des imposanten Gebirges wirken die fünf an einer Strassenkreuzung eingegrabenen Panzer leicht grotesk. Die



Läufe zielen zwar alle in nördliche Richtung, also dorthin wo die türkische Grenze in etwa verläuft und wo die türkische Armee die Kämpfer der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) vermutet. Für die Guerillakämpfung im Gebirge eignen sich die schweren Kampfpanzer aber kaum. Wirksamer sind die Sonderkommandos. Unzählige Dörfer im Grenzgebiet sind von ihnen durchsucht worden, viele Bewohner wurden dabei vertrieben.

PKK-Kämpfer tauchten unter

Ob die Armee im Kampf gegen die PKK wirklich einen durchschlagenden Erfolg erzielt hat, wird von den irakischen Kurden mittlerweile stark in Zweifel gezogen. Ein Mann aus Zakho erzählt, wie rund zehn Tage vor dem Einmarsch plötzlich alle Benzinverkäufer aus Zakho und Umgebung verschwunden seien. Erstaunt habe man in Zakho feststellen müssen, dass die PKK dieses einträgliche Geschäft offenbar schon seit geraumer Zeit kontrollierte. Als die ersten Meldungen über Truppenkonzentrationen entlang der Grenze durchsickerten, waren die gut getarnten PKK-Guerillas offenbar geflohen.

Auch die türkische Armeeführung muss gewusst haben, dass eine so gross angelegte Operation kaum im Geheimen vorbereitet werden kann und dass die Guerillas somit Zeit genug haben würden, das Weite zu suchen. Möglicherweise hatte die Armeeführung aber damit gerechnet, dass die PKK-Guerillas sich, wie vor zwei Jahren, zu einer offenen Schlacht provozieren lassen würden. Da-

mals töteten türkische Truppen bei einer Invasion in den Nordirak einige hundert PKK-Kämpfer. Diesmal fehlen die Leichenberge, die türkische Medien damals ausgiebig zur Schau gestellt haben.

In der Provinzhauptstadt Dohuk sagt der Kurdenführer Fadel Mirani, rechte Hand von KDP-Führer Masud Barsani, dass der türkische Einmarsch ein Fehlschlag gewesen sei und dass die türkische Führung nun nicht wisse, wie sie sich politisch aus der Affäre ziehen soll. Dies würde immerhin den grossen propagandistischen Aufwand erklären, mit dem der türkische Staat zurzeit den Rückzug «nach teilweise vollendeter Mission» schmackhaft zu machen versucht.

Einmarsch brachte keine Lösung

Gelöst hat der Einmarsch im Nordirak in Wirklichkeit aber nichts. Es ist zu erwarten, dass die PKK, sobald der letzte Soldat abgezogen worden ist, in Zakho wieder Benzin verkaufen und in den Bergen Stützpunkte errichten wird. Auch das machtpolitische Vakuum, das die Regierung von Frau Ciller zum Anlass des Einmarsches nahm, besteht unvermindert fort. Der Bürgerkrieg zwischen der KDP Masson Barzanis und der PUK Jelal Talabanis wurde zwar vorübergehend eingestellt. Der Grundkonflikt zwischen den Kurdenfraktionen bleibt aber weiterhin ungelöst.

Dieser Konflikt ist auch nichts weiteres als die Verlängerung der unterschiedlichen, sich bekämpfenden Interessen der umliegenden Staaten, die alle versuchen, mal mit Erpressung, mal mit guten Worten, die Kurden Nordiraks auf ihre Seite zu ziehen. Einig sind sich die Nachbarstaaten nur in einem Punkt: Es darf im Nordirak kein funktionierendes Staatsgebilde heranwachsen.

Drei verschiedene Kriege

Zurzeit gibt es mindestens acht bewaffnete Gruppen, die immer neue Allianzen untereinander und mit den umliegenden Staaten eingehen. Die Folge ist, dass in diesem Gebiet heute gleichzeitig drei Kriege wüten: der Krieg der türkischen Armee gegen die PKK, der Bruderkrieg zwischen irakischen Kurdenfraktionen sowie der immer wieder aufflammende Krieg zwischen den Truppen Saddam Husseins und den irakischen Kurden.

Fast groteske Formen nehmen dabei die Flüchtlingsströme an. Während das Uno-Flüchtlingshilfswerk einerseits Tausenden während des Golfkriegs in den Iran geflüchteter Kurden bei der Rück-

kehr in den Nordirak behilflich ist, muss es ausserhalb des Gebietes Flüchtlinge aus dem Nordirak betreuen, die vom Bruderkrieg bedroht werden. Gleichzeitig gibt es rund 30 000 kurdische Flüchtlinge aus der Türkei, die schon vor gut einem Jahr Zuflucht im Nordirak gesucht hatten und nun von der türkischen Armee erneut in die Flucht getrieben worden sind.



Die irakischen Kurden bezweifeln, dass die türkische Invasion in den Nordirak ein militärischer Erfolg gewesen sein soll.

BILD REUTER



AT THE PENTAGON- Defense Secretary William Perry (R) escorts Turkish Prime Minister Tansu Çiller past an honor guard during arrival ceremonies at the Pentagon. Çiller later met with President Clinton. Reuters

US buys Çiller's claim: I am in charge here

Promise: Democratization in return for US support in Iraq, EU

By Uğur Akıncı/ *TDN Analysis*

WASHINGTON- Prime Minister Tansu Çiller's second day in Washington was radically different in style and content from the first one. She had spent Tuesday in a series of private gatherings with media bosses in town. On Wednesday she was out there in the bright public spotlight, meeting with the top managers of the nation: President Bill Clinton, Secretary of State Warren Christopher and Secretary of Defense William Perry.

Çiller raised many points in her meetings at the White House, Pentagon and Center for Strategic and International Studies (CSIS). But after all is said and done, there remains a single loud tune that she whistled wherever she went: "I'm in charge here." She mentioned that she did not sleep for days due to her efforts to get the Privatization Law passed. She promised she would work equally hard to pass the democratization package, at least repeal Article 8 of the Anti-Terrorism Law. She even threw in the promise of a "partial amnesty" for good measure. Her rested, suntanned looks in an innocent white outfit did not hurt the sale either.

How effective was she? Consider this: The TDN reported two months ago on a CSIS senior fellow who suggested on record that maybe it was time Turkey sat down and negotiated with the PKK. The same scholar, who is also a well-known political-military consultant for a major TV network, was present at Çiller's CSIS speech. When Çiller finished, he was among the unabashed couple of hundred guests who gave her a standing ovation. When TDN approached him later to get his view, he said it was time for the PKK to live up to its words if it wants to pass for another PLO-bent-on-peace. "The United States will never accept terrorism. The PKK got plenty of opportunities to prove its sincerity," he said. Just when you thought you'd seen all the hairpin turns there are to see...

Back to Çiller's melody line, though, and the message blasted in stereo: "The ship of Turkish state may look frail and listing, but it'll make it through the dire straits." And Americans chose to buy that line as well, taking her at her word in return for a head-start, if not the sole franchise rights, to turn (Holbrooke's emphasis) the "front-line state" into a real big emerging market for U.S. business.

The fact that Çiller again refused to give a definite date for the withdrawal of Turkish troops from northern Iraq didn't matter to Assistant Secretary of State Richard Holbrooke, who did not spend the 1980s worrying about human rights in godforsaken corners of the earth like Assistant Secretary of State for Democracy, Human Rights and Labor John Shattuck did, but in Wall Street, busy making his personal fortune.

"She said very bluntly, and it seems reasonable to us, that you don't announce in public the exact details of an ongoing military operation, which the Turkish government believes is having considerable success," Holbrooke said at the White House press conference following the Çiller-Clinton meeting. The doubles game between Holbrooke-Grossman and Çiller-Gönensay ended up like a reasonable family picnic. It appeared that Deputy Secretary Talbott — the Slavophile who played on the Russian horse and lost — and Shattuck had been sent out on an errand somewhere, lest they spoiled the party.

The repositioning of the Turkish-U.S. rapprochement was out there for all to see, except for the human rights NGOs, pro-PKK Kurds, Greek Cypriots and Dashnak Armenians raining barbs on Çiller with placards and chants in front of Hunter College, the Turkish Embassy, and CSIS. The sizzle and scandal headlines in some Turkish dailies, which detailed the number of limos Çiller allegedly rented, or the factual mistakes she made during her speeches — and they were quite a few — also missed the main point: Çiller offered a deal and the offer was accepted by Washington, with time ticking away.

She thanked Clinton at every opportunity for standing in Turkey's corner concerning the country's prospective integration into the European customs union, as well as bearing with the "technical difficulties" Western allies say they are experiencing with the channel they're watching northern Iraq on. In return, Çiller — Benazir Bhutto's rival in the unspoken contest to inherit Margaret Thatcher's mantle in the developing world — promised to eliminate crimes of thought, dance the necessary legal steps to thin out jail populations by default, step on the gas for the privatization drive, and do it all in a hurry before Shattuck and the Dutch and the Danes showed up with even a bigger clubs. That was the deal.

The importance the United States attaches to business was evident in the make-up of the team that accompanied Clinton at the meeting held with Çiller in the Cabinet Room. Çiller was accompanied by four representatives from the Foreign Ministry. The U.S. side, included Larry Summers, Deputy Undersecretary of the Treasury, and Laura Tysons, head of the National Economic Council.

During the White House press conference, Holbrooke mentioned that the two economy experts would discuss with Çiller "Turkey's economic situation, which is extremely critical." All the eyebrows went up immediately in the Turkish press section. "Extremely critical?" Was Holbrooke talking about the same entity touted at every opportunity as a big emerging market? But talking to the press afterwards, Summers said such was not the case. "I met with Çiller last year," he said. Turkey's situation was "very, very critical last year. And it is certainly off the critical list right now." Summers also explained that they were "applauding some of the substantial steps taken in recent months that are going to result in a new agreement between the IMF and Turkey." TDN learned this was nothing more than an extension of the IMF stand-by agreement at the end of this month by another four months, for an additional \$100 million. Not much. But every bit helps, as they say.

FRIDAY, APRIL 21, 1995

Turkish Daily News

Business, in all fairness, is not the only gear that meshed Turkish and U.S. interests pretty well, if on borrowed time, under Washington's warm April skies. Fear of fundamentalism and terrorism was the second factor that Çiller focused on. Washington listened attentively on precisely the same day that Oklahoma City was rocked by a mega explosion. It played right into Çiller's hands. She mentioned the blast several times and in the same breath mentioned the poison gas attack in the Tokyo metro and the bombing of the World Trade Center in New York. A true tragedy of massive proportions became Çiller's sharp rhetorical device as did the "Turkish citizens of Kurdish ethnic origin." Reflecting on the massive effort that will now inevitably go into finding the perpetrators of the Oklahoma outrage, everybody started to see Çiller's point that fighting terrorism might indeed justify sending 35,000 troops into Iraq.

Christopher at the White House meeting did his share by revealing that he had the operation studied by lawyers at the department. The legal eagles of the Washington district of Foggy Bottom decided Operation Steel violated no international laws. "It was an act of self-defense," Holbrooke said. But would it still be deemed as such if Turkey had to go into northern Iraq a couple times a year to tune-up the stalling engine of peace down there? Nobody knew.

Çiller jumped over this justified concern to protect democracies against terrorism with her usual warning against the spread of fundamentalism. She never let anyone forget even for a second that "Turkey is the only secular democracy among 52 Muslim nations." As if reading her mind, The Washington Post, on the same day that Çiller went with that message to the White House, published the story of a pro-Islamic TV station in Istanbul, complete with the picture of Serpil Ocalan, the iconoclast anchorwoman of Channel 7, in a scarf. "There are two models," Çiller said. "The Iranian model, and the Turkish model." The West has to choose.

Sensing that she had captured the high ground in the battle for U.S. trust and authentication, Çiller lowered her guard with gestures that might signal her eventual transformation from a bumbling politician-in-training, the economy professor who ran the economy aground, to a stateswoman willing to take risks to push Turkey through longstanding policy deadlocks. She was careful at the CSIS, for example, not to brand Refah as "fundamentalist" outright. Refah is "not really a fundamentalist party," she said. It's just "more radical than others," she noted, almost offhandedly. Both she and Ambassador Kandemir also denied and corrected a story that appeared in some dailies that Çiller had mentioned Refah's name along side "fundamentalism" at Ahmet Ertegun's dinner party in New York City, and talked about a "military intervention" if and when Refah won the general elections. Iran might be the devil incarnate, but she was extending an olive branch to Refah, it seemed, hinting at the wonders that a warm hour spent at the White House does for one's self-confidence.

Çiller's decision to open the air corridor to Armenia was another downpayment toward securing the continuation of U.S. support for the European customs union. Until Tuesday, Turkey had maintained that unless and until the Armenians withdrew their troops from the 20 percent of Azerbaijan they were occupying, Ankara would not lift the embargo. "But this has nothing to do with lifting the embargo on land transportation," reasoned Ambassador Volkan Vural, as though Kalashnikovs and howitzer rounds could not possibly be sent to Nagorno-Karabakh via air. "What did you get in return?" a journalist asked Çiller point blank. She could have said "nothing." Instead, "we agreed with President Aliyev to start a dialogue with Armenia to convert the 11-month cease-fire into lasting peace," Çiller waxed, playing the magnanimous stateswoman that could let go off the rope a little bit now that she has the full force of Holbrooke-Grossman tradewinds in her sails.

There were many other topics raised during Çiller's breezing through Washington, like the Caspian-Mediterranean oil pipeline, the Cyprus issue and Turkish-Greek tensions. Even Bosnia was discussed during Çiller's "private visit" that wasn't. But the way Çiller consolidated her leadership vis-a-vis Washington was the real story behind all the others. Çiller might not be going back to Turkey with the \$10 billion worth of MOUs that Benazir Bhutto returned to Pakistan with. But still, she received an enthusiastic green light on her political platform, if not the greenbacks to breathe more life into it. That's why her trip can certainly be considered a success, if only a qualified one.

Turkey condemns the Netherlands at NATO

Sources: NATO documents have strict terms against terrorism and actions undermining territorial integrity of member countries

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey denounced the Netherlands, which has allowed the opening of a "Kurdish parliament-in-exile" in The Hague, at an extraordinary session of the NATO Council in Brussels on Thursday, diplomatic sources said.

They said Turkish ambassador to NATO Tugay Özçeri had accused the Dutch government of failing to fulfill its obligations towards a fellow NATO member by allowing the exile parliament, a mouthpiece of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), to hold its first meeting in The Hague.

Ankara says the parliament-in-exile is a propaganda tool of the PKK, waging a separatist war in southeast Turkey that has cost 16,000 lives since 1984.

The NATO Council meeting was called under a section of the NATO treaty used when one ally considers its territorial integrity threatened by the action of another member state, a senior Turkish diplomatic source said.

"The Dutch said they couldn't ban the so-called parliament meeting as long as their laws were not violated. But the terrorist nature of this so-called parliament and the people speaking there is obvious," he said.

"NATO documents have strict terms against terrorism and

FRIDAY, APRIL 21, 1995

Turkish Daily News

actions undermining territorial integrity of member countries. If the Dutch don't meet these NATO requirements, what are they doing in the alliance?" said the diplomatic source. The Council meeting was attended only by ambassadors of NATO's 16 members. No public declaration was made after the session. Turkey recalled its ambassador in The Hague last week as a protest against the exile parliament's April 12 meeting there. Ankara has also said it will take further action if the Netherlands did not stop the Kurdish separatists from going ahead with their meeting.

"If they do not stop this movement we will take other measures and they will have to bear the consequences," Foreign Minister Erdal İnönü told parliament on Tuesday. İnönü said Turkish protests prevented Belgium from

allowing the separatist Kurds to set up their assembly there. In a separate development, the Parliamentary Assembly of the Council of Europe will meet next week to discuss a recommendation draft prepared by the Socialist Group to suspend Turkey's membership to the Council, the Anatolia news agency said on Thursday.

The Socialist Group says Turkey, if it wants to stay as a member of the Council, should solve its southeastern problem in a peaceful way and according to the Council of Europe's standards.

The Socialist Group's proposal must be approved by a two thirds majority at the Council's Parliamentary Assembly before it could be submitted to the Council of Ministers for further approval.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0297 4 I 0383 HOL /AFP-JQ03

Pays-Bas-Turquie-Kurdes

Manifestation turque contre l'inauguration d'un parlement kurde en exil

LA HAYE, 23 avr (AFP) - Des milliers de Turcs venus des Pays-Bas, d'Allemagne et de Belgique (25.000 selon la police, 100.000 selon les organisateurs) ont manifesté dimanche à La Haye contre l'inauguration d'un parlement kurde en exil le 12 avril et l'attitude du gouvernement néerlandais qui n'avait pas interdit cette assemblée.

La manifestation s'est déroulée dans le calme, hormis quelques incidents lors du passage des manifestants devant la résidence de l'ambassadeur de Grèce aux Pays-Bas.

Selon la police, le drapeau hellénique était hissé et de jeunes Turcs, y voyant une provocation, ont bombardé la façade de pierres, brisant quatre fenêtres.

Brandissant des drapeaux turcs et lançant des slogans hostiles au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), les manifestants ont marché pendant trois heures dans le centre-ville.

Une association de travailleurs turcs aux Pays-Bas a condamné dimanche la manifestation, affirmant qu'elle allait "semer la division parmi les communautés turque et kurde" dans ce pays.

Samedi soir, deux Turcs avaient été blessés par balles lors d'une altercation dans un café de La Haye avec un groupe de 14 autres Turcs, membres d'une organisation d'extrême-gauche anti-fasciste, qui entendait les dissuader de participer à la manifestation de dimanche, selon Ruud Peetof, de la police municipale.

Quatre suspects ont entre-temps été arrêtés, dont l'un des tireurs. Les deux victimes, le patron du café et un client, ont été blessés l'un au ventre, l'autre au bras. Leur état est jugé satisfaisant.

L'inauguration d'un parlement kurde en exil, composé de 65 députés dont 12 du Front de Libération nationale du Kurdistan (ERNK, aile politique du PKK), avait créé une tension entre La Haye et Ankara.

La Turquie avait rappelé le 13 avril pour "consultations" son ambassadeur aux Pays-Bas, n'excluant pas d'autres mesures.

Quant au gouvernement néerlandais, il avait maintenu sa position, expliquant qu'il ne reconnaissait "en aucune façon" le nouveau parlement mais qu'il ne pouvait pas lui interdire de se réunir aux Pays-Bas, la Constitution de ce pays garantissant la liberté d'expression.

LB/eg/cc

AFP /JO0245/231729

AVR 95

Turkije heeft 'Koerdisch parlement' zelf uitgelokt

Carolien Roelants en Froukje Santing

De oprichting van het Koerdische parlement in ballingschap vorige week woensdag in Den Haag, is de oorzaak van een diplomatieke crisis tussen Nederland en Turkije, die de gemoederen in beide landen sterker verhit dan aanvankelijk leek.

Nederland van zijn kant hamert erop dat het Koerdische parlement in ballingschap niet wordt erkend, laat staan dat er officiële contacten worden onderhouden met de 65 afgevaardigden. Den Haag onderstreept bovendien dat het de Koerdische Arbeiders Partij (PKK) wel degelijk beschouwt als een terreurorganisatie. Maar de in de grondwet verankerde vrijheid van meningsuiting en van vereniging verhindert de regering om tegen een internationaal politiek platform op te treden zolang deze de wet niet heeft overtreden. Minister van buitenlandse zaken Van Mierlo beschikte formeel niet over juridische middelen om de oprichtingsvergadering op 12 april in Den Haag te verhinderen.

Turkije staat daarentegen op het standpunt dat de tolerante Nederlandse houding weliswaar levenswaardig is, maar dat er situaties denkbaar zijn waarin andere criteria, in dit geval de bestrijding van internationaal terrorisme, hadden moeten prevaleren. Voor Ankara stond het van het begin af aan vast dat het Koerdische parlement in ballingschap slechts een façade is voor de separatistische PKK om zich politiek in Europa te kunnen manifesteren. Dat op papier slechts 12 van de 65 afgevaardigden tot de politieke arm van deze organisatie behoren, doet daaraan niets af. Nederland wordt in dit opzicht een naïeve houding verweten.

Turkije bestempelt Nederland wat al te eenzijdig als zondebok. Ook in enkele voorzichtige commentaren in de Turkse kranten wordt de vraag opgeworpen of Ankara zelf de oprichting van dit Koerdische parlement in ballingschap niet heeft vergemakkelijkt. Het heeft immers de officiële

Koerdische politieke partij, de HEP, verboden (en vervolgens haar opvolgers DEP en HADEP), de parlementaire onschendbaarheid van de Koerdische afgevaardigden opheven, en vervolgens hen voor het Staatsveiligheidshof vervolgd. Zes van hen zitten nu gevangenisstraffen tot vijftien jaar uit; twee zijn op vrije voeten. Zes anderen weken tijdig uit naar België om vanuit Europa de strijd voor democratische rechten voor het Koerdische volk voort te zetten.

De PKK werd hierdoor in staat gesteld om een al eerder beproefd, maar grotendeels mislukt plan voor de oprichting van een Koerdische vertegenwoordiging in ballingschap, opnieuw op te poetsen door samenwerking te zoeken met de uitgeweken Koerdische parlementariërs. Het feit dat de oud-voorzitter van de DEP, Yaşar Kaya, is gekozen tot voorzitter van het Koerdische parlement in ballingschap en een afgevaardigde van de DEP, Zubeyr Aydar, tot voorzitter van de Uitvoerende Raad, onderschrijft dat de PKK er veel aan gelegen is om dit Koerdische platform een democratisch imago te geven. De PKK verschuilt zich zo achter de DEP om makkelijker internationale erkenning af te dwingen.

In Turkije wordt wel geopperd dat als de DEP-afgevaardigden nog in het Turkse parlement hadden gezeten, de PKK toch wel over zou zijn gegaan tot een heroprichting van een Koerdisch parlement in ballingschap. Maar in dat geval zou het voor het Westen veel duidelijker zijn geweest dat het een initiatief van een separatistische organisatie betreft. De oprichtingsvergadering ervan zou dan ook in Nederland heel wat kritischer zijn bekeken.

Met het verbod van de pro-Koerdische partijen maakt Turkije het naar voren treden van een gematigde Koerdische gesprekspartner en een politieke oplossing

van de Koerdische kwestie onmogelijk. Door deze harde opstelling wordt het vraagstuk van de Koerden verengd tot een probleem van separatisme en terrorisme dat met wapengeweld kan worden neergeslagen. Wellicht kan het Koerdische parlement in ballingschap, nu het toch een feit is, als katalysator fungeren. Turkije zou moeten erkennen dat de Koerden hun politieke rechten hebben — anders zullen de meer radicale krachten binnen de Koerdische gemeenschap van de democratische vrijheid in Europa gebruik maken om langzaam maar zeker internationale erkenning af te dwingen.

De vraag blijft waarom Van Mierlo bijvoorbeeld het parlement of anders de commissie buitenlandse zaken, niet in een vroegtijdig stadium op de hoogte heeft gebracht dat het Koerdische parlement in ballingschap in Nederland werd opgericht. Hij was er immers van op de hoogte hoe gevoelig de kwestie van de PKK niet alleen in Turkije zelf ligt, maar ook bijvoorbeeld in het buurland Duitsland waar de Koerdische terreur een steeds groter probleem wordt, en in de grote Turkse gemeenschap in Nederland zelf. Evenmin lijkt de zaak te zijn besproken binnen de Europese Unie, waarvan de ministers van buitenlandse zaken twee dagen voor de oprichtingsvergadering in Luxemburg bijeen waren. Althans, er is in Luxemburg geen gezamenlijk standpunt bepaald. Nu blijft het onduidelijk welke houding de EU-partners aannemen met betrekking tot het diplomatieke conflict tussen Nederland en Turkije. Dat geeft Turkije niet alleen de mogelijkheid om Nederland als de grote zondebok af te schilderen, maar ook om het met politieke en economische sancties eenzijdig onder druk te zetten.

Carolien Roelants is redacteur van NRC Handelsblad en Froukje Santing correspondent in Turkije.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0145 3 I 0608 /AFP-EP02

Conseil-Europe prév

Ankara en position inconfortable au Conseil de l'Europe

Par Denis ROUSSEAU

STRASBOURG, 22 avr (AFP) - La Turquie est la cible de critiques de plus en vives au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui examinera cette semaine, à l'occasion de sa session de printemps à Strasbourg, une demande de suspension de la représentation turque auprès de l'organisation en raison des violations des droits de l'Homme par Ankara et de l'intervention militaire en Irak.

La situation des droits de l'Homme en Turquie, notamment dans le cadre du conflit kurde, sera pour la quatrième fois en un an au centre des préoccupations des parlementaires réunis en session plénière.

Avant même l'intervention turque en Irak contre les séparatistes kurdes, des voix s'étaient élevées en janvier dernier des bancs socialistes pour réclamer la suspension de la Turquie. "Les Turcs nous demandent depuis des années de leur laisser du temps: ma patience est à bout", avait tempêté le travailliste britannique Thomas Cox.

En revanche, le président de l'Assemblée, le socialiste espagnol Miguel Angel Martinez, s'était déclaré hostile à une telle sanction.

Jusqu'ici, les partisans de la clémence vis-à-vis de la Turquie présentaient le régime d'Ankara comme un rempart contre l'intégrisme islamique. Cependant, cet argument est aujourd'hui battu en brèche: "Le conflit kurde a objectivement favorisé l'intégrisme dans la population kurde", selon le secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, Peter Leuprecht, interrogé par l'AFP.

Un lourd dossier

La position d'Ankara est de plus en plus inconfortable, d'autant que son intervention en Irak, en dépit d'un récent retrait partiel de ses troupes, ne fait qu'alourdir le dossier des accusations d'entorses au statut de l'organisation pan-européenne dont la vocation est la défense des droits de l'Homme et de la démocratie.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe s'est en effet élevée à plusieurs reprises contre la condamnation de huit députés d'origine kurde à des peines de prison et réclamé leur libération.

En outre, les parlementaires dénoncent la mauvaise volonté d'Ankara dans les pourparlers visant à mettre fin à l'occupation de la partie nord de Chypre.

Enfin, plusieurs centaines de plaintes alléguant des violations des droits de l'Homme dans le cadre du conflit kurde s'accumulent devant la Commission européenne des droits de l'Homme. Les trois premières ont été déclarées recevables et, fait inusité, ont fait l'objet de deux missions sur place de juristes de Strasbourg.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale - membres de fraîche date ou candidates à l'adhésion - ne manquent pas de s'étonner du contraste entre les exigences du Conseil de l'Europe à leur égard en matière de respect de la démocratie et des droits de l'Homme et sa mansuétude à l'égard d'Ankara, reconnaît M. Leuprecht

La Russie - dont la procédure d'adhésion a été gelée en raison du conflit tchéchène - ne sera sans doute pas la dernière à s'indigner de ces différences de traitement.

Depuis la fondation en 1949 du Conseil de l'Europe, seule la Grèce des colonels a fait l'objet d'une demande de suspension de la part de l'Assemblée. Athènes s'était alors retirée sans attendre le verdict définitif du Comité des ministres (organe exécutif de l'organisation).

Par ailleurs, la délégation parlementaire turque n'avait pu siéger à Strasbourg de 1981 à 1984 du fait même de la dissolution de l'Assemblée par le régime militaire, mais Ankara avait continué d'être représenté au Comité des ministres.

FRS0278 4 I 0248 TUR /AFP-FN19

Turquie-Irak-Kurdes

L'armée turque rejette les accusations de pillage dans le nord de l'Irak

ANKARA, 22 avr (AFP) - L'armée turque a rejeté samedi les accusations faites par les kurdes d'Irak selon lesquelles "les soldats turcs déployés dans le nord de l'Irak continuent de piller des maisons".

Des kurdes irakiens avaient affirmé auparavant à l'AFP que "l'armée turque "continuait de piller des maisons et d'occuper des écoles" dans le nord de l'Irak, où elle mène une vaste opération depuis le 20 mars contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

"Il a été définie que la personne qui a parlé à l'AFP a agi sur ordre de l'organisation terroriste (terminologie officielle pour le PKK). Il s'agit d'une anti-propagande", annonce un communiqué de l'état-major rendu public samedi après-midi.

"Aucune plainte n'a été jusqu'à présent déposée concernant un tel événement auprès du bureau de liaison du ministère turc des Affaires étrangères", ajoute le texte de l'état-major.

Ce bureau, créé pour "accueillir les plaintes et résoudre les problèmes de la population du nord de l'Irak", se trouve dans la ville kurde irakienne de Zakho.

"Les mesures prises pour empêcher un quelconque incident se poursuivent minutieusement", précise également le communiqué.

La déclaration accuse enfin certaines organes de la presse étrangère de "soutenir les activités de propagande de l'organisation séparatiste, pour des buts bien connus par les autorités".

YM/frb/mfo

AFP /JO0245/221524

AVR 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Commentaire
Par Marc OPSOMER

Libre Belgique - 22-23 avril 1995

Ankara : fallait-il intervenir en Irak ?

L'état-major turc a annoncé mardi la fin du retrait de 20.000 soldats qui opéraient dans le nord de l'Irak où l'armée d'Ankara traque les maquisards sécessionnistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Il devrait rester environ 10.000 soldats sur place. Leur rapatriement aura lieu lorsque leur mission sera accomplie, a-t-il été précisé.

L'« Opération Acier », qui en sera ce mercredi à son 37^e jour, est ainsi sur le point de se conclure et les capitales occidentales (Washington compris) qui insistent beaucoup pour que l'intervention turque soit limitée dans le temps (et dans l'espace) s'en féliciteront. La question qui se pose maintenant aux autorités turques est de savoir si cette opération a modifié la situation.

Au plan strictement militaire, les pertes du PKK s'élèveraient à 505 tués et 13 prisonniers (il y a 58 tués côté turc) alors que le nombre de maquisards a été évalué à un peu moins de 3.000. Le PKK n'a donc pas subi de pertes très importantes en hommes. C'est très certainement dû au fait que, loin d'engager le combat, les « rebelles » se sont repliés devant les brigades turques pour gagner l'Irak ou des caches situées dans des montagnes quasiment inaccessibles à une armée régulière. Mais, précise-t-on à Ankara, l'objectif n'était pas de tuer un maximum de combattants du PKK mais de détruire les bases de l'organisation séparatiste et, surtout, ses stocks d'armes et de vivres. Cet objectif-là a été atteint et même de manière spectaculaire.

Politiquement par contre,

rien n'a avancé. Alors qu'Ankara espérait pouvoir miser sur les partis autonomistes kurdes du nord irakien - l'Union patriotique du Kurdistan, dirigée par Jalal Talabani, et - surtout - le Parti démocratique du Kurdistan, de Massoud Barzani - pour interdire à l'avenir les incursions des séparatistes kurdes de Turquie au départ de l'Irak, ces deux formations en sont toujours

à en découdre et, occupés par ces combats « fraternels », ne sont pas à même de jouer en sus aux gendarmes pour le compte d'Ankara.

Les autorités turques sont ainsi confrontées à un lancinant dilemme : faut-il ou non - et si « oui » comment y arriver ? - contribuer à restaurer l'autorité du gouvernement de Bagdad sur l'ensemble de l'Irak ? Pour Ankara, qui adopte en l'occurrence une position strictement égoïste, seul l'Etat irakien est à même de résoudre le problème de la présence du PKK à l'intérieur de ses frontières (même si un « retour » des hommes de Sad-

dam Hussein dans le nord implique un terrible danger pour les Kurdes... d'Irak).

On est, à ce niveau, pratiquement devant une impasse car il bien évident que les alliés d'Ankara n'accepteront pas sans plus que le dictateur de Bagdad soit à nouveau hissé sur le pavois. Ankara refusant par ailleurs toute négociation avec le PKK, dont les maquisards sont considérés comme des terroristes et des sanguinaires assassins, on est également dans une impasse de ce côté-là...

La guerre peut encore durer longtemps.

SATURDAY, APRIL 22, 1995

Turkish Daily News

Claims made that Turkish troops are looting villages in northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA - Turkish troops are occupying schools and looting homes during their military offensive against Kurdish rebels in northern Iraq, Kurdish villagers have complained.

A total of 769 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have been killed in the past month in southeastern Turkey and northern Iraq in Ankara's military operations against the separatists, a Turkish news agency said Thursday. The Anatolia news agency said 464 rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK) had been killed and 12 more captured in northern Iraq since Turkish troops moved into the area March 20.

In addition, 305 militants have been killed and 49 captured in southeastern Turkey, the news agency said.

The move has been strongly condemned by the international community, and Turkish Prime Minister Tansu Çiller said in Washington Wednesday that Ankara would withdraw all troops from northern Iraq within weeks.

Semira Abdul Rahman, who fled her border village of Chanke under Turkish air-raids 10 days ago, said Wednesday she was met with a scene of devastation when she returned to her home. "All our houses were empty, destroyed. Not a single woollen blanket remained," she said.

Some 2,000 Turkish soldiers were camped in tents taken from villagers' homes, Abdul Rahman added.

"They didn't camp in military tents but in our white tents we had received from the United Nations after we returned in 1992," following an offensive by Baghdad in the

Kurdish-controlled north, she said.

"They also used our blankets, I saw it with my own eyes." Villagers from Hizawa, 10 kilometers (six miles) east of the border town of Zakho, said, another 2,000 troops had moved into the village school to use it as a military camp.

"They kicked 500 children out of the lessons they were attending," one inhabitant said.

But Kurds living around an army camp near Batufa, 30 kilometers (19 miles) east of Zakho, are faring much better at the hands of the Turkish Army. Troops at the camp have distributed Turkish Red Crescent supplies of rice and lentils, as well as soft drinks, cooking oil and biscuits to Kurdish inhabitants living nearby.

A foreign aid worker in Zakhko said: "They want to please the villagers near their positions."

Turkish Prime Minister Tansu Çiller, under mounting international condemnation, said Wednesday that all troops would be withdrawn within weeks.

But the foreign aid worker said Ankara appeared to be bolstering its forces around Zakhko.

"I saw four big lorries packed with soldiers coming in on Tuesday and when the lorries left three-quarters of them were empty," he said.

FROM THE COLUMNS

Çiller secures conditional support from Clinton

From an April 21 article by Sabah's Mehmet Ali Birand: During her U.S. visit Prime Minister Tansu Çiller held comprehensive talks with American officials in meetings on an unprecedented scale. The Turkish side did most of the talking, first at the White House and then at the Pentagon. Those taking part in the Pentagon meeting included intelligence and defense aid officials along with the defense secretary and the chief of staff. Bilateral relations have not undergone such a thorough examination for a long time.

The United States is gaining an extremely significant place in Turkey's relations with the West. Turkey, which feels it faces the danger of being rejected by Europe, has turned its face to Washington. For now Washington seems to have decided to support the Çiller government's policies, with conditions.

Now everything depends on the steps Ankara will take in the next few months, and the nature of the bills to be passed by Parliament. The U.S. administration has made it clear that it considers Turkey a "front line country" and that its support will continue to the extent that its expectations will be fulfilled. To sum up, Çiller has told the people in Washington what they wanted to hear and managed to persuade them. But this is only the beginning. What really counts is what happens in practice after she returns to Ankara.

Green light given regarding northern Iraq

It was relatively easy for Çiller to secure U.S. support on the northern Iraq issue. President Clinton noted, quite clearly, that Turkey does not have any ulterior motives regarding northern Iraq, that the withdrawal of Turkish troops has begun already, and therefore there is no problem.

The Americans have made it obvious that they will not make a fuss about Turkish statements to the effect that fresh cross-border operations can be staged in the future should the need arise. That was quite clear from the way Secretary of State Warren Christopher said that the American jurists

looked into the ongoing Turkish military operation in northern Iraq and found that Turkey had not violated any international agreement, that Turkey had acted only in self-defense. So the United States will react with understanding to further cross-border operations, if any. But the rest is not so certain. The Americans want Turkey to act in cooperation with the Iraqi Kurdish leaders when taking long-term measures regarding the region. If Turkey keeps a certain military presence in northern Iraq when withdrawing the bulk of its troops this will not pose a problem as long as Ankara engages in some kind of cooperation with Barzani and Talabani. Washington also agreed in principle to cooperate with Turkey regarding the sophisticated equipment needed for border security, for example sensitive sensors. Washington has finally seen that Turkey had no intention at all of proceeding to Mosul and Kirkuk or to stay in northern Iraq for a long time. Turkey, on the other hand, has failed to obtain from the United States any sign indicating that no independent Kurdish state will be set up in the region.

For one thing, Washington is still insisting on the continuation of the Turkey-based Poised Hammer (Operation Provide Comfort force). Çiller told the American side further extension of the force's mandate beyond next June would be very difficult since the Turkish public had serious misgivings about it. As a bargaining point, Çiller threw the ball into the court of the Iraqi Kurdish leaders, saying that the Poised Hammer's mandate could be renewed if Barzani and Talabani agree to cooperate with Turkey against the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party).

Kurdish problem: Differences in approach

While denouncing the PKK as a terrorist organization, the Americans still call for a "political solution" to the Kurdish problem. Speaking to the press following the meeting Çiller ruled out a "political solution." Washington believes that if Turkey delays democratic reforms any further Turkish citizens of Kurdish origin may start sympathizing with the PKK and that the self-styled "Kurdish parliament-in-exile" would be taken seriously.

European Commission urges Turkish Parliament to act fast

Turkish Daily News

ANKARA- The European Union (EU), impatient over the slowness of ratification of technical harmonization and the promised democratization legislation, urged the Turkish Parliament on Friday to act quickly in passing the necessary laws before it went on holiday.

"There is a pressing delay," Serge Abou, the European Commission's director general for the Mediterranean region, told a press conference after his talks in Ankara.

Abou said that Turkey had done a great deal in terms of formulating the technical legislation that would harmonize Turkey's laws with that of the European Union. "It is going

rather well in terms of regulations such as technical quotas and property rights... but the bulk of this work is still waiting at the Turkish Grand National Assembly," he said.

He adopted the same line with Turkey's efforts for democratization: "There are elements of progress, but once again, the decision is in the hands of the Parliament," he said. Unwilling to give a deadline for both, Abou added: "Parliament has its own agenda... but I would say that the crucial time is between May and July.

The bulk of work has to be done in July or it will not be done, I am afraid. We are running out of time." Taking pains to stay away from what he termed political issues such as Turkey's incursion into Northern Iraq to eradicate the Kurdistan Workers' Party (PKK) bases or Cyprus, Abou said that he had discussed with Turks the details of the financial cooperation that would go parallel with the customs union. "We, the EU, have made a commitment, but we have to work out the details," he said.

American columnist describes Turkey as a 'killing machine'

Syndicated writer Colman McCarthy blasts "Turkey's gang of hotheaded torturers and butchers"

Turkish Daily News

WASHINGTON- In an opinion page article notable for its ferocity, the nationally syndicated U.S. columnist Colman McCarthy has blasted away at Turkey's treatment of the former-DEP deputies and the recent incursion into northern Iraq.

In his article published in the Los Angeles Times on March 31, 1995 and entitled "Turkey is a Killing Machine in a War With Itself," McCarthy lambasted the treatment of Ali Yigit in particular, a former-DEP deputy in exile who visited Los Angeles last month. He recounted Yigit's complaints of continuing torture in Turkey.

Concerning the operation in northern Iraq, "the Clinton administration supports the latest belligerence," he notes. "Why wouldn't it? By what logic does an arms seller demur when the arms buyer uses the product." Turkey has purchased \$2.3 billion worth of arms from the United States between 1991 and 1993.

McCarthy hits the PKK as well. "The PKK are no angels. They are a killing machine too, though of far lesser lethality than the Çiller government, which produces a variety of U.S.-designed weapons in its own factories." But "going after PKK forces means more indiscriminate death-dealing to civilians and villagers."

"Turkey's war against the Kurds is a war against itself," McCarthy concludes, "starting with the country's economy, which is in tatters, and including a decreasing chance of getting into the European Union. Its members have trouble enough without taking in Turkey's gang of hotheaded torturers and butchers."

Turkish Daily News

SATURDAY, APRIL 22, 1995

CRS asks if N. Iraq operation aims to boost PM Çiller's popularity

More anti-Turkish United States bills could be on the way

Turkish Daily News

WASHINGTON- Congressional Research Service (CRS), the federal research institute that generates intelligence reports for the U.S. Congress members, in a new report on Turkey questioned if there might be more to the Turkish incursion into northern Iraq than meets the eye.

The report "Turkey's Military Offensive in northern Iraq," written by Carol Migdalovitz, specialist in Middle Eastern Affairs, quotes the Turkish journalist Mehmed Ali Birand that "the military has persuaded Çiller that in the short term they could help her to win popularity to last her to the (parliamentary) elections in 1996 or earlier."

Migdalovitz cited, among other reasons, that "Çiller's weak government also may be using the operation to deflect public attention from an inflation rate of 150 percent, to shore up support among nationalists who have been silent partners to the regime and to increase domestic popularity."

"Under Çiller, the military controls security affairs absolutely," Migdalovitz said in her report prepared for the US legislators.

"Polls and media reports indicate that the operation is exceedingly popular at home, also indicating that military's prediction had been accurate."

But the author ends this particular line of thought by reminding readers that, "even if the government's popularity is increased by the operation's success, its primary motive may be the stated one, i.e. to eliminate the PKK."

More anti-Turkish bills?

Migdalovitz raises the possibility that this operation might whip the U.S. Congress members into action once the Congressional recess ends on May 1.

She says when Çiller rejected the conditions Congress attached to the 10 percent of U.S. assistance to Turkey in FY1995 bill, (Congress) members were offended by her reaction.

"The invasion (of N. Iraq) has seemed to pique members' impatience with Turkey's policy toward its Kurds and might prompt passage of additional legislative restrictions on military aid and use of arms," she predicts. "Congressional voices that may be supportive of Turkey's action have yet to be heard," she adds.

Nine anti-Turkish bills were submitted to the 104th Congress during its first 100 days..

Drei offene Fronten bei den Kurden im Nordirak Gerangel der Einheimischen mit Ankara, Bagdad und Teheran

Der türkische Einmarsch in den Nordirak hat die irakischen Kurdenführer irritiert und die Bevölkerung des Grenzgebiets zu Gegnern der Türkei werden lassen. Als Folge des türkischen Truppenaufmarsches hat der Einfluss Teherans zugenommen. Weil eine politische Lösung der Kurdenfrage fehlt, drohen in diesem politisch labilen Grenzdreieck unkontrollierte Konflikte auszubrechen und zu einer neuen Zerreißprobe für die Region zu werden.

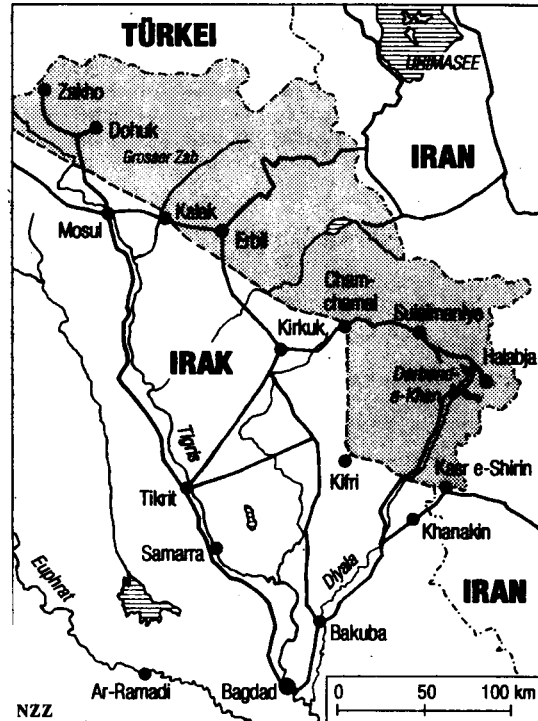
it. Dohuk, 21. April

Auf den ersten Blick hat sich am irakisch-türkischen Grenzübergang Habur in den letzten Monaten nichts verändert. Gleich nach der kurzen Brücke über den gleichnamigen Fluss, der die natürliche Grenze zwischen der Türkei und dem Irak bildet, steht noch immer die Tafel mit der Aufschrift «Willkommen in Kurdistan». Kurdische Grenzbeamte kontrollieren wie auch in den vergangenen drei Jahren ohne Eile die Reisedokumente. Doch auf dem Dach des niedrigen kurdischen Grenzpostens haben sich unübersehbar türkische Soldaten eingerichtet. Türkische Panzer stehen beidseits des Flusses. Der Einmarsch der türkischen Armee hatte am 20. März begonnen, um, laut offiziellen Angaben Ankaras, die Guerilla der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) zu bekämpfen. In Wirklichkeit aber hat die militärische Intervention die Lage im Nordirak grundlegend verändert.

Verspielte Sympathie der Einheimischen

Von der ehemals vorhandenen Sympathie der einheimischen Bevölkerung gegenüber der Türkei ist nicht mehr viel zu spüren. Das Gebiet entlang der Grenze wird traditionell von der Demokratischen Partei Kurdistan (KDP) unter der Führung der Barzanis kontrolliert. Der Barzani-Stamm sowie die KDP standen noch bis vor kurzem im Ruf, von allen Kurden im Nahen Osten der Regierung in Ankara am nächsten zu stehen. Dass die türkische Armee in das Grenzgebiet einmarschierte, ohne zuvor die KDP-Führung zu informieren, hat nun aber die Stimmung gegen Ankara umschlagen lassen. Der sonst mit Äusserungen äusserst vorsichtige KDP-Führer Masud Barzani sprach von einer Besetzung und forderte die türkische Armee auf, ihre «Invasion» rasch zu beenden.

Spätestens seit dem international viel beachteten gewaltsamen Tod von sieben kurdischen Hirten hat sich der Unmut der Einheimischen gegen den türkischen Truppenaufmarsch artikuliert. Die sieben Hirten waren laut den Angaben von Angehörigen im Dorf Azadi von türkischen Soldaten verschleppt worden. Einige Tage später wurden ihre entsetzlich verstümmelten Leichen gefunden. Die Augen seien ihnen ausgestochen, die Nasen und Ohren abgeschnitten worden, und einem greisen Hirten habe man den ganzen Hinterkopf zertrümmert, sagte ein Arzt im Spital von Dohuk. Die türkische Armee behauptete, die grausame Mordtat sei von PKK-Leuten verübt worden. Täter konnten bisher keine gefasst werden. In diesem Gebiet, wo Greuelthaten der irakischen Zentralgewalt gegen kurdische Zivilisten das kollektive Bewusstsein prägen, wurde der ungeklärte Mord aber zum Schlüsselereignis der fremden Militäroperation. Eine Mischung aus Angst und Hass kennzeichnet seither das Verhältnis der Einheimischen zu den Soldaten Ankaras. Dass die türkische Armee mehrere Dörfer zwangsevakuierete und Bauern verbot, ihre Felder zu bestellen oder Tiere auf die Weide zu treiben, hat eine



explosive Lage geschaffen. Internationale Organisationen warnen deshalb davor, dass es zu Gefechten zwischen irakischen Kurden und türkischen Soldaten kommen könnte, die von keiner Partei mehr kontrollierbar wären.

Resignation in Salahedin

Die nördliche Route von Dohuk nach Salahedin führt durch das Barzan-Tal, berüchtigt als ehemalige Todeszone zu Zeiten von Saddams Herrschaft. Der Diktator in Bagdad liess in dieser malerischen, von zerklüfteten Bergketten gezeichneten Region nach dem kurdischen Aufstand Mitte der siebziger Jahre alle bewohnten Ortschaften dem Erdboden gleichmachen und die Bevölkerung vertreiben. Inzwischen sind entlang dem Fluss Grosse Zab sowie auf den Hügeln Dutzende von einfachen Dörfern entstanden, Felder und Gärten werden wieder kultiviert. Es handelt sich um eine beachtliche Leistung, die hauptsächlich dank dem Einsatz der Hilfsorganisation Caritas Schweiz möglich geworden war. Trotz dem Wiederaufbau der regionalen Infrastruktur stellt sich in der Region das Problem fehlender Strassen und Kommunikationsmittel. Nachrichten werden lediglich von Besuchern übermittelt. Von der türkischen Operation, die sich wenige Kilometer weiter im Norden abspielt, haben die Bewohner des Barzan-Tals von Vertriebenen erfahren. Auf rund 20 000 Personen schätzt das Uno-Hochkommissariat für Flüchtlinge (UNHCR) die Kurden, die von türkischen Soldaten vertrieben oder aus Angst vor Repressalien

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

4 Samstag/Sonntag, 22./23. April 1995 · Nr. 93

der türkischen Armee im letzten Monat südwärts geflohen sind.

Das auf einem hohen Hügel gelegene Hauptquartier der KDP in Salahedin wirkt im grellen Licht der Aprilsonne seltsam von seiner Umgebung abgehoben. In den Parteigebäuden spekulierten ratlose Kurdenführer noch immer über die Beweggründe der Militäroperation Ankaras. Die türkische Armeeführung hat laut dem Direktor der kurdischen Nachrichtendienste damit gerechnet, mit ihrem Aufmarsch die PKK zu einem offenen Waffengang herauszufordern. Doch die PKK-Rebellen seien darauf nicht eingegangen und hätten die türkischen Truppen in fremdem Territorium ohne Gegner stehenlassen. Die im Guerillakrieg bewanderten Kurdenführer in Salahedin sind sich darin einig, dass aus militärischer Sicht die türkische Operation ihre Ziele im Nordirak verfehlt habe. Der einflussreiche KDP-Funktionär Rosh Shawais bezeichnet die türkische Operation auch in politischer Sicht als einen Fehlschlag. Mit dieser Operation habe Ankara das Vertrauen seiner Parteiführung verspielt und sich die KDP-Anhänger zu Gegnern gemacht. Hinzu habe die Türkei Iran das Argument geliefert, im Nordirak einzumarschieren, um hier vermeintliche Gegner zu bekämpfen.

Depressiv ist die Stimmung in Salahedin aber weniger als Folge des türkischen Aufmarsches denn wegen des anhaltenden kurdischen Bruderkriegs im Nordirak. Der blutige Konflikt zwischen der KDP und der Patriotischen Union Kurdistans (PUK) unter der Führung Jalal Talabanis war im vergangenen Dezember neu entflammt. Im Laufe der Kämpfe gelang es der PUK, ihre Gegner aus der Metropole Erbil zu vertreiben. Die selbsternannte kurdische Lokalregierung und das Parlament waren damit faktisch aufgelöst. Alle der KDP angehörenden Regierungsmitglieder zogen nach Salahedin um. Anfang April vereinbarten die Streitparteien einen bis zu diesem Wochenende befristeten Waffenstillstand. Eine wirkliche Beendigung des Bruderkrieges ist aber kaum absehbar. In dieser Region gebe es ungeschriebene soziale Werte und Gesetze, sagt ein einflussreicher lokaler Scheich. Beide Streitparteien hätten diese Regeln mit ihrer Propaganda und mit unmotivierten Morden verletzt. Der Krieg zwischen den Kurden habe somit eine Eigendynamik erhalten, die nur noch schwer zu beeinflussen sei.

Wachsender Einfluss Teherans

Von Salahedin aus in Richtung Süden erstreckt sich eine grüne weite Ebene. Darin liegt die Stadt Erbil. Die rund eine Million Einwohner der Stadt täuschen eine Art von Normalität vor. Die Regale der Geschäfte sind voll mit Waren und Lebensmitteln, die Bewohner wirken unbekümmert, und

Verkehrspolizisten in blauen Uniformen regeln mit Hilfe von Trillerpfeifen das Chaos auf der Strasse. In der Parteizentrale der PUK herrscht Gelassenheit. Die Türken hätten mit ihrer Invasion internationales Recht verletzt, sagte Kosrat Rasul, bis letzten Dezember Vorsteher der Regionalregierung. Für ihn spielt sich die türkische Operation weit weg ab und stellt daher kein Gesprächsthema dar.

Dennoch ist seit dem Truppenaufmarsch Ankaras eine deutliche Veränderung des regionalen Kräfteverhältnisses eingetreten. Weil die türkische Regierung aus ihrem Misstrauen gegenüber der als links eingestuften PUK nie ein Hehl machte und deren Politiker selten konsultierte, hat die weltlich-orientierte, bis noch vor wenigen Monaten in blutigen Kämpfen mit kurdischen Fundamentalisten verwickelte Partei Talabanis sich an Teheran um Hilfe gewandt. Iran liess daraufhin den irakisch-iranischen Grenzübergang Panjwin öffnen und den Warenverkehr westwärts fliessen. In kurzer Zeit hat sich der iranische Einfluss in der Region massiv verstärkt. Bezeichnend dafür ist die Tatsache, dass beide Kurdenparteien ihre Delegationen zu Friedensgesprächen nach Teheran, und nicht nach Ankara, gesandt haben.

Kräftemessen mit Bagdad

Als wären in dieser engräumigen Grenzregion zwei Kriegsschauplätze nicht genug, wurde noch eine dritte Front im Süden eröffnet. Zusammen mit dem Irakischen Nationalkongress (INC) haben Kämpfer der PUK am 12. März Stellungen der irakischen Armee westlich von Erbil und Mossul angegriffen. Laut dem Präsidenten des INC-Exekutivkomitees, Ahmet Jalabi, wollte der INC damit die Unfähigkeit der irakischen Armee beweisen. Gemäss Jalabis Behauptungen ist dies gelungen. Rund 650 irakische Soldaten und Offiziere hätten sich kampflös den Kräften des INC ergeben.

In einer kleinen Villa in Salahedin hat sich der weitherum respektierte ehemalige Generalstabchef der irakischen Armee, al-Nakib, niedergelassen. Im INC vertritt er die arabischen Nationalisten des Iraks. Sein Land habe sich noch nie in einer derart kritischen Lage befunden, sagt er, und fordert eine politische Lösung der Kurdenfrage. Das so hoffnungsvoll begonnene Experiment eines selbstverwalteten kurdischen Gliedstaats in einem föderalistisch zu organisierenden Irak stehe vor dem Scheitern. Es drohten unzählige Kleinkriege mit Fronten in der ganzen Region, die von niemandem kontrolliert werden könnten. Vor diesem düsteren Szenario könnte sich die ungelöste Kurdenfrage einmal mehr zu einer Zerreihsprobe für die gesamte Region entwickeln.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0613 3 G 0464 EXT /AFP-XI25

Conseil-Europe-Turquie prev

Débat d'urgence sur la Turquie: les parlementaires du Conseil de l'Europe durcissent le ton

STRASBOURG, 25 avr (AFP) - La Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a durci le ton contre la Turquie et proposé mardi de lancer un ultimatum à Ankara, sommé de se conformer d'ici deux mois aux normes de l'organisation en matière de démocratie et de droits de l'Homme.

Le Comité des ministres (organe exécutif du Conseil de l'Europe) doit "envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie" si aucun progrès substantiel d'Ankara en matière de démocratie et des droits de l'Homme n'est constaté d'ici la prochaine session de l'Assemblée parlementaire, fin juin, selon un projet de recommandation de la Commission politique de l'Assemblée.

Par ailleurs, la Commission politique relève que, de l'avis même du Parlement européen, "la situation des droits de l'Homme est trop grave pour la conclusion de l'union douanière" avec l'Union européenne.

Ce texte, élaboré moins de deux heures avant l'annonce d'un retrait massif de troupes turques du nord de l'Irak, sera soumis mercredi après-midi à l'Assemblée parlementaire, lors d'un débat d'urgence sollicité par le groupe socialiste.

"Le ton des interventions, mardi matin, au sein de la Commission des questions politiques était beaucoup plus offensif qu'à l'accoutumée à l'encontre de la Turquie", a relevé un fonctionnaire qui a assisté à la réunion.

La Turquie "viole ses obligations à l'égard des statuts du Conseil de l'Europe", estime la Commission des questions politiques. Elle dénonce notamment les violations des droits de l'homme dans le cadre du conflit kurde, l'intervention militaire en Irak, la condamnation de députés d'origine kurde à des peines de prison, et l'absence de progrès significatif pour mener à bien les réformes constitutionnelles et législatives requises par l'organisation pan-européenne.

"Le respect des droits de l'Homme et des conventions du Conseil de l'Europe est une obligation contraignante, autant pour les nouveaux Etats-membres que pour ceux de longue date", souligne le texte de la Commission.

Si les parlementaires siégeant à la Commission reconnaissent à la Turquie "le droit de lutter -dans le cadre de la législation internationale- contre le terrorisme" des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ils demandent à Ankara de "rechercher une solution pacifique au problème kurde".

Une majorité de 2/3 des suffrages exprimés est requise pour l'adoption d'une recommandation de l'Assemblée au Comité des ministres. Des propositions d'amendements à ce texte peuvent en outre être déposées par les parlementaires jusqu'à mardi soir.

dro/dlo/il/al

AFP /J00245/251755

AVR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Ankara may be winning the war against Kurdish rebels, but the cost is high in diplomatic damage

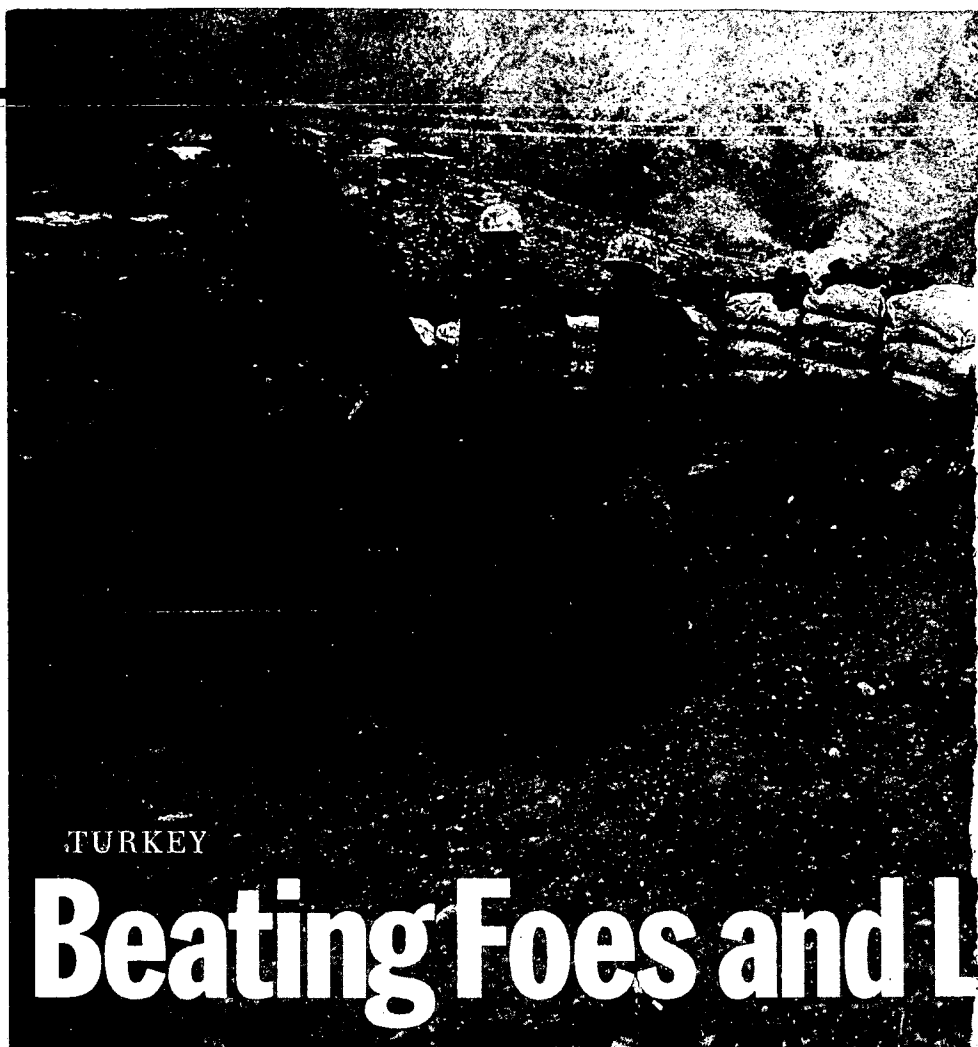
By MICHAEL S. SERRILL

ON A GRASSY KNOLL BEFORE A backdrop of majestic mountains, goats and sheep graze, and the air is perfumed with the sweet scent of almond blossoms. But there is no thought of the budding spring here in the war zone that northern Iraq has become. Sleek Black Hawk helicopters whir overhead as Turkish troops make forays into the hostile mountain passes in search of the wily guerrillas of Turkey's Kurdistan Workers Party (P.K.K.), who had long used the Iraqi side of the border as a hideout, base camp and refuge from pursuing Turkish commandos. The roar of M-60 tanks and armored personnel carriers cuts through the thin mountain air. In every direction, there are troop formations and flimsy bivouacs for the Turkish battalions. In the distance, explosions are followed by geysers of yellow dust as the army clears minefields.

Brigadier General Hüseyin Erim sips tea and smokes cigarettes as he patiently explains the mission of the 35,000 Turkish soldiers who invaded Iraq a month ago. The Iraqi Kurdish militias that normally guard the border against Turkish Kurd forays were fighting with one another, Erim says, allowing the fanatical P.K.K. to launch cross-border attacks without interference. "The power vacuum along the frontier was an impossible situation for us," he told TIME, "so I am happy with this operation."

Turkish soldiers occupy a swath of Iraqi territory stretching 290 km along the frontier and 40 km inland. In sporadic engagements with their highly mobile, lightly armed enemy, the Turks claimed as of last week to have killed more than 400 P.K.K. fighters at a cost of 36 Turkish soldiers dead. Hundreds more P.K.K. fighters in southeastern Turkey, blocked from escaping to their Iraqi hideouts, have been killed in intense fighting. And late last week a fierce battle was said to be raging in the Iraqi province of Hakuk, where Turkish troops tried to block Kurdish fighters from fleeing to Iran. In the current operation, says Erim, who commands the 20th Armored Brigade, "we've captured enough supplies to support an army corps. We have succeeded in destroying their logistics and morale."

Others wonder whether the game is worth the candle. For the move into Iraq has done grave damage to Turkey's rela-



TURKEY

Beating Foes and L

tions with its NATO allies in Europe and hurt its chances of further integration into the European Union. Germany cut off military aid in the wake of the March 20 invasion. The European Parliament is threatening to turn down Turkey's tentative admission to the E.U. customs union unless it pulls out of Iraq quickly. Last week the Netherlands, in a tacit slap at the government of Prime Minister Tansu Ciller, allowed a group of Kurdish dissidents from around the world to form a parliament-in-exile in the Hague; in protest Ankara called home its ambassador for consultations.

Though the U.S. has come to Turkey's defense, even its support has been lukewarm. During a visit to Ankara last week Deputy U.S. Secretary of State Strobe Talbott told an audience at a local university, "The U.S. understands Turkey's need to deal firmly with the P.K.K., which is a vicious terrorist organization, but at the same time we attach great importance to the assurances of the Turkish government that the operations will be limited in scope and duration." Translation: indiscriminate warfare that brings civilian casualties will not be tolerated. President Bill Clinton will presumably deliver a similar message when Ciller visits Washington this week.

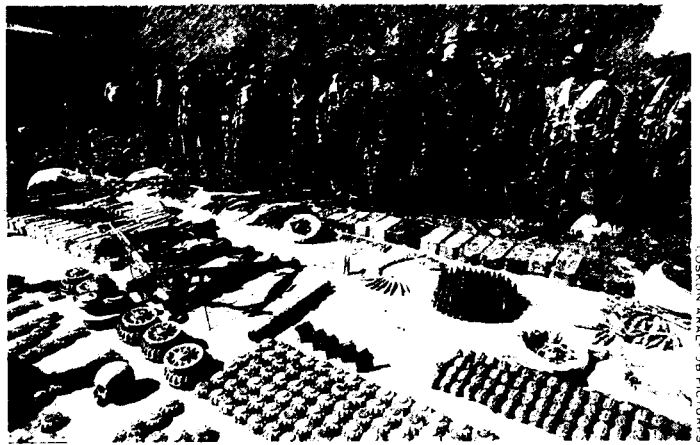
Turkish military leaders insist that all

the concern is misplaced. "Our allies must decide which is more important," says General Erim, "60 million Turks and Kurds or some thousands of terrorists." Moreover, he insists, the incursion has been successful so far. It has crippled the P.K.K. presence in northern Iraq, forestalled the group's annual spring offensive and, most important, forced a reconciliation between those warring Iraqi Kurd factions that Erim says made the Turkish military action necessary.

The feuding groups—the Kurdish Democratic Party, led by Massoud Barzani; and the Patriotic Union of Kurdistan, headed by Jalal Talabani—effectively took over northern Iraq in the wake of the Persian Gulf War, but they have been fighting each other ever since May 1994. K.D.P. forces, which normally guard the border, were pulled back to help combat Talabani's militia. Last week Barzani declared a unilateral two-week cease-fire that diplomats hope can be extended indefinitely. At the same time, militiamen, known as *peshmergas*, have been streaming back to the Turkish frontier. The Turks are doing everything possible to make sure they stay. Two weeks ago, Turkish officials met with Barzani in northern Iraq, and the talks, said a K.D.P. official, "were constructive and fruitful." This week a high-level



osing Friends



HEAVY ARMS are on view but not in much use during the Turkish foray

P.K.K. WEAPONS on display after their discovery in abandoned shelters

REFUGEE KURDS who have fled from Turkey to Iraq to escape the fighting



K.D.P. delegation will return the courtesy by traveling to Iraq.

The talks, said a K.D.P. official, will concentrate on the reconstruction of 350 villages along the border, which have been abandoned since the Gulf War and which would serve as a buffer against P.K.K. border crossings. Rebuilding the villages will cost as much as \$200 million, with the funds provided by the U.S. and the U.N.

Though such arrangements pit Kurd against Kurd, they will be welcomed by the local population in Iraq. "The P.K.K. presence here was so blatant that it invited Turkish intervention," says Husamudin Mohammed Sa'Dalla, a K.D.P. spokesman in the frontier town of Zakho. "They collected taxes, imposed levies on trucks and other transport, and even gave signed receipts. The P.K.K. has made life terrible for us; they are trying to destroy our attempt to form a viable state. The P.K.K. is threatening our most valuable blessing: freedom."

The P.K.K. kept a particularly tight grip on the Sindi and Shabaniye mountain passes, which in recent years have been their main infiltration routes into Turkish Kurdistan. The passes became virtual no-go zones for all but the P.K.K. guerrillas. But now they are firmly in the hands of General Erim.

Nevertheless, the Turks have hardly been greeted as liberators. "We dislike both the Turks and the P.K.K.," says a 19-year-old *peshmerga* in Zakho. "We want both to get out of Iraqi Kurdistan. Let them solve their disputes in their own country." Abdullah Aziz Tayip, governor of the province of Dohuk, where many of the Turkish troops are stationed, says that in the Turks' initial assault, "nearly 15,000 people were driven out of 60 villages, and 30 homes have been destroyed." However, Tayip and other officials acknowledge that the Turkish forces have acted with restraint, and there have been few charges of human-rights abuses.

On the contrary, the military, aided by the Turkish Red Crescent, has been providing free food and medical care to civilians displaced by the invasion. The army has also promised to make restitution for any destruction for which its troops are responsible. The man in charge of the public relations offensive is the same General Erim, a former chief of Turkish U.N. peace-keeping forces in Somalia. "Considering the fact that 35,000 men are involved, it has been a relatively clean operation so far," agrees a worker for a private relief organization. "But it could get worse if the Turks remain much longer; there is growing ill feeling toward them here."

One reason for the ill will is a chain of still unsolved atrocities that occurred three weeks ago. First, seven Iraqi shepherds, apparently innocent of any political involvement, were gunned down by a group of men wearing Turkish military uniforms. The Turks insist that the murderers were P.K.K. terrorists posing as soldiers. On the day of the shepherds' funeral, four Turkish Red Crescent workers were killed in retaliation. A few days later, eight Iraqi Kurdish women and children died when a group of assailants sprayed the bus they were in with machine-gun fire.

The tit-for-tat killings have stopped, but so long as the troops remain, the potential continues for further damage to Turkey's already tattered human-rights image. For his part, Erim says, there will be no pullout until he achieves one final objective. "I will leave if the Iraqi Kurds can guard the [Sindi and Shabaniye] passes," he says. "I want the *peshmergas* to guard the passes." Says another general, who asked to remain anonymous: "We can never eliminate the P.K.K. completely, but we can get it under reasonable control. We have just about achieved this." If that is so, it only means that the hardest part, finding a political solution to the ethnic conflict, is yet to come.

—Reported by James Wilde/Dohuk

Turkey Seeks a Western Welcome, but It Needs to

WASHINGTON — Turkey was part of the American-led coalition that won the 1990-91 Gulf War. But it could be forgiven for ruing the costs of victory. The rupture of its economic ties with Iraq inflicts continuing punishment. Removal of Saddam Hussein's hand from northern Iraq, where Iraq's Kurds live, created a vacuum that the separatist and terrorist element of Turkey's Kurds, the PKK, soon exploited. Hence last month's Turkish invasion of northern Iraq to rout the PKK.

Wouldn't you really prefer Saddam Hussein to come back in the north to police the area? I asked Prime Minister Tansu Ciller, who was in Washington last week.

She said yes, and went on to lament that the two anti-Saddam Kurdish factions that currently enjoy American and Turkish protection in the north were fighting with each other and might not be able to control a resurgent PKK.

My aha! meter quietly clicked: Her words suggested a potential split between the United States, which seeks to keep the heat on Saddam Hussein until somehow he departs power, and Turkey, whose prime minister had just expressed a longing to see his authority restored in the north so he could control the PKK.

But immediately in our afternoon interview and again a few hours later at dinner, Mrs. Ciller's aides jumped in to say that what she meant was that Turkey wants

By Stephen S. Rosenfeld

a strong Iraqi leader, but not Saddam. Since no such successor is in sight, Turkey will accept what policing services the two Kurdish factions may be able to provide, and will reserve the option of conducting another foray if those factions fall down on the job.

I guessed that the prime minister had made a Freudian slip and had said what she really longed for, although it is not to be. Certainly she had sounded a useful caution that American and Turkish interests in Iraq do not at all points coincide.

As for the United States, it is not into Freudian slips. It is unequivocally and exclusively anti-Saddam, to the point of lending those Kurdish factions in northern Iraq notably more identity and respectability as Kurds than Turkey is comfortable with.

When Turkey went after the PKK last month, Washington swallowed its embarrassment and condoned an invasion across an international border. It expressed understanding of Turkey's problem with terrorism and offered appreciation of its NATO ally's general value to American strategy in and beyond Iraq. Do it, Washington said, but get out fast. Most of Turkey's 35,000 troops are still there, but they are said to be going home soon.

That leaves the Kurds. Some 20 million are spread across Turkey, Iraq, Syria and Iran, none of

which is ready to make them a political place. They seem to be growing, though at uneven rates in their different locations, in ethnic consciousness and international exposure. To many worried outsiders, they constitute a looming world-class ethnic problem for the '90s and in no place more so than in Turkey.

The Turks are not flinching. Prime Minister Ciller told me that her country has no Kurdish problem, only a terrorism problem. Most of Turkey's Kurds, she says, are dispersed across the country and a part of the nation's life, and in the one region (up against Iraq) where they are not dispersed, few flock to the PKK banner. All this may strike Americans as a tale familiar from other tellings and as a huge act of denial, but Mrs. Ciller is there to insist that inside Turkey the PKK is suppressed and outside it is on the run.

How does she feel about the "political solution" constantly being urged upon Turkey by its anxious friends and allies?

"If a political solution means separatism, no. If it means democracy, yes." There are constitutional and legal changes that need to be made to improve the quality of Turkish democracy, she says, but these changes will be made to benefit not simply the Kurds but the whole population. A loosening of the infamous Article 8 in the anti-terrorism law to

Clean Up First

INTERNATIONAL

HERALD TRIBUNE,

TUESDAY, APRIL 25, 1995

broaden free speech is high on her list of necessary renovations.

Mrs. Ciller dismisses talk of the deplorable human rights violations and military excesses that co-exist with her country's democratic elections, feisty media and opening economy. She is eager to solicit Western favor for having secular and democratic Turkey, rather than fundamentalist and authoritarian Iran, become a success and a model for Muslim countries. It is up to the West, she indicates, to welcome Turkey; otherwise, fundamentalism's tugs will tell.

A choice between Turkey and Iran is no choice at all. But Turkey has its own responsibility to make itself presentable, especially in respect for human rights, for Western choice.

The Washington Post.

Agence France Presse — AFP. Agence France Presse — AFP. Agence France Presse — AFP. Agence France Presse — AFP. Agence France Presse — AFP. Agence France Presse — AFP. Agence France Presse — AFP.

Europe-Turquie

Conseil de l'Europe: proposition de "suspension" de la Turquie

STRASBOURG (France), 25 avr (AFP) - Le Comité des ministres (organe exécutif du Conseil de l'Europe) doit "envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie" si aucun progrès substantiel d'Ankara en matière de démocratie et de droits de l'Homme n'a été constaté d'ici la fin juin, selon un projet de recommandation élaboré mardi matin par la Commission politique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Ce projet de recommandation sera soumis mercredi après-midi à l'Assemblée parlementaire, lors d'un débat d'urgence sollicité par le groupe socialiste.

La Commission des questions politiques de l'Assemblée estime que la Turquie "viole ses obligations à l'égard du statut du Conseil de l'Europe". Elle dénonce notamment les violations des droits de l'Homme dans le cadre du conflit kurde, l'intervention militaire en Irak, la condamnation de députés d'origine kurde à des peines de prison, et l'absence de progrès significatif pour mener à bien les réformes constitutionnelles et législatives demandées par l'organisation pan-européenne.

Une majorité des deux-tiers des suffrages exprimés est requise pour l'adoption d'une recommandation de l'Assemblée au Comité des ministres. Des propositions d'amendements à ce texte peuvent en outre être déposées par les parlementaires jusqu'à mardi soir.

dro/dlo/ms

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI - 26 avril-3 mai 1995

La Turquie dans l'Europe ? oui, si...

La Turquie veut entrer en Europe. Ce pays ambigu, Asie et Europe affrontées, chien et loup, emmêlé de longues dictatures et de régimes parlementaires, commande toute une région essentielle et brûlante. Après la guerre d'Irak, ne va-t-on pas vers une guerre d'Iran si le Djihad islamique frappe à l'aveugle, relance le terrorisme en Europe ou aux Etats-Unis ? Nation aux féroces répressions militaires, héritière pourtant de la plus ancienne Constitution laïque du monde musulman, adoptée sous Mustafa Kemal, et selon le modèle français, pays de la laïcité obligatoire et des femmes dévoilées, opprimant les Kurdes et envahissant un pays voisin, la Sublime Porte souhaite donc se rapprocher de l'Union européenne et déploie à la fois ses charmes et sa violence. Ses diplomates se multiplient, à Bruxelles et dans les capitales, alors même que ses troupes sont à la chasse aux Kurdes.

Deux visions s'affrontent, deux raisonnements se complètent. Accepter Ankara dans l'union douanière serait une juste récompense pour ce pays obstinément laïc où le multipartisme organise des élections presque libres. Une part du gouvernement, les sociaux-démocrates de M. Cetin, ainsi que le nouveau parti de Cem Boyner, vedette du renouveau politique turc avec sa « nouvelle démocratie », produisent des appels pathétiques vers l'Occident. Et le Premier ministre, une jeune avocate, Mme Ciller, très décriée dans son pays comme un pantin des militaires, tente de donner de la Turquie une image moderne. Mais les enquêtes d'Amnesty, de la FIDH (1) et de Helsinki's Watch demeurent très sévères sur les dérives turques, et le Comité national de sécurité, que dirige l'armée, reste l'organisme le plus puissant du pays.

Les intellectuels sont poursuivis par un régime que l'écrivain Yachar Kemal qualifie de « fascisme masqué », et cinq députés kurdes ont été emprisonnés, après une caricature de procès, pour avoir affirmé le droit de leur peuple à l'autonomie culturelle et au développement.

La violence turque est-elle soluble dans l'Europe, avec sa tentation intégriste et ses généraux chamarrés ? Le choix serait plus facile, et le refus du Parlement européen assuré, si tous les démocrates de ce pays attirant, atypique et brutal, si les militants respec-



PHOTO FRANCIS APSTERYAN

Visite à Paris du Premier ministre turc en juillet 1994.

Par Bernard KOUCHNER

tables comme İnönü, nouveau ministre des Affaires étrangères, comme Cem Boyner, le Kennedy turc, et tous les représentants kurdes que j'ai rencontrés ne nous suppliaient de comprendre leurs positions et d'ouvrir l'union douanière à leur pays.

J'ai visité les parlementaires kurdes emprisonnés dans la vieille prison d'Ankara ; dans l'odeur de saleté relavée de toutes les geôles du monde, j'ai écouté mes amis kurdes : Leyla avec son visage tendre et son mari Mehdi, élu maire en 1977 de Diyarbakir, la grande ville kurde du Sud-Est, qui a déjà passé quinze ans derrière les barreaux, sans perdre sa foi dans le destin du peuple kurde. Les cinq prisonniers m'ont demandé de faire passer ce message auprès de mes collègues du Parlement européen : l'Europe, affirment-ils, est la seule chance des dix millions de Kurdes turcs. Pendant que nous parlions,

deux heures, autour d'une table ébréchée, l'armée turque, se posant en rempart contre l'islamisme alors qu'elle en est aussi le fourrier, bombardait les villages et les pitons, au-delà de Zakho, au Kurdistan d'Irak.

Maladresse et sauvagerie : l'armée a déjà détruit, en Turquie, 2 000 villages kurdes dont les habitants ont fui vers la montagne, parfois contraints et forcés, et ont rejoint les maquis du PKK que dirige Abdullah Öcalan, dit APO, lequel affirme aujourd'hui avoir renoncé à la lutte armée et être disponible « *pour une solution politique dans les frontières reconstruites de la Turquie* ».

En privé, les hommes politiques turcs mettent l'Occident devant un choix précis. La révolution

islamiste gagne du terrain, de l'Algérie à l'Asie. La Turquie est en butte aux attaques convergentes des Russes, alliés des Serbes, et de l'Iran, qui redresse la tête et renforce le terrorisme international. Seul pôle de résistance : la Turquie.

Que doit faire l'Europe ?

Sans retrait des troupes turques en deçà des frontières irakiennes, pas de salut. Sans garantie prévue de démocratisation, vingt et un articles de loi et une réforme de la Constitution, pas de bienvenue. Et, surtout, pas de vote positif sans qu'un dialogue s'installe avec les Kurdes démocrates. Les parlementaires européens exigent qu'on relâche leurs collègues prisonniers, lesquels seront alors les interlocuteurs valables. Hors ces avancées,

le Parlement européen, à coup sûr, votera contre l'entrée de la Turquie. Mais si ces mesures sont acceptées et réalisées, que faire ? Aider à la démocratisation, comme nous le demandent les Kurdes ? C'est un pari que nous devons prendre, en contrôlant chaque pas. Sinon, nous pousserions Ankara vers l'Asie, vers le Moyen-Orient et dans l'intégrisme.

La gauche européenne dit « non », raidie devant les sinistres violations des droits de l'homme. Les conservateurs approuvent et les libéraux hésitent. L'Europe va-t-elle rester un club chrétien ? Après avoir gâché une grande occasion en Bosnie, nous devons avec des conditions, et par étapes, en pensant à la Grèce et à Chypre, sans oublier les Arméniens, accueillir notre premier pays musulman.

B.K.

(1) *Fédération internationale des droits de l'homme.*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, APRIL 26, 1995

Force in Iraq Diminishing, Ankara Says

The Associated Press

ANKARA — Turkey has pulled out nearly two-thirds of its troops from northern Iraq five weeks into its offensive against Kurdish rebels, a military spokesman said on Tuesday.

Colonel Dogu Silahcioglu said that 20,000 troops had returned to their bases in Hakkari and Sirmak provinces on the border. About 12,000 soldiers remain in northern Iraq.

"The remaining troops will also return home when their mission is completed," Mr. Silahcioglu said.

Military analysts noted that a full withdrawal could take time because the rebels continued to challenge the army as late as

Monday, when 41 rebels and two soldiers were killed in a clash.

Turkey sent 35,000 soldiers into Kurdish-controlled northern Iraq to eradicate camps used for hit-and-run attacks by about 2,800 rebels. The rebels have been fighting for autonomy in southeastern Turkey since 1984 in a war that has killed more than 15,000 people.

About 3,000 Turkish soldiers were withdrawn earlier.

Kurdish-controlled areas of northern Iraq are protected by a U.S.-led allied air force and are out of Iraq's reach.

U.S. officials had called for a quick withdrawal last week during Prime Minister Tansu Ciller's visit to Washington.

■ Council Weighs Sanction

The Council of Europe, a 34-nation group formed to promote democracy and human rights, said it would consider suspending Turkey's membership as punishment for its operation in northern Iraq, Reuters reported Monday from Paris.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0850 4 I 0281 HOL /AFP-HK21

PaysBas-Turquie

Les Pays-Bas n'entendent pas se laisser intimider par la Turquie

LA HAYE, 26 avr (AFP) - Le gouvernement néerlandais a réaffirmé mercredi qu'il ne se laisserait pas intimider par la Turquie, qui a annoncé avoir placé les Pays-Bas sur la "liste rouge" de "pays non crédibles" pour de nouveaux achats d'armement, après l'inauguration d'un "parlement kurde en exil" le 12 avril à La Haye.

"Je ne courberai pas l'échine. Il n'y a rien à rétracter. Nous ne devons avoir honte de rien", a déclaré le ministre néerlandais des Affaires étrangères, M. Hans van Mierlo, devant la Chambre des députés.

Le chef de la diplomatie néerlandaise a répété qu'il était toutefois prêt à rencontrer à tout moment et en terrain neutre son homologue turc, M. Erdal Inonu, afin d'aplanir le différend qui oppose leurs deux pays.

Ankara avait demandé aux autorités néerlandaises d'interdire l'inauguration du "parlement kurde en exil", considérant comme "totalement inacceptable" un tel parlement, dont la principale composante est l'ERNK, la branche politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Les Pays-Bas ont à plusieurs reprises indiqué qu'ils n'avaient d'aucune façon autorisé cette inauguration. La Haye avait expliqué qu'en vertu de la liberté de réunion et d'association garantie par la constitution néerlandaise, un tel rassemblement ne pouvait être interdit que si l'ordre public était menacé.

Mercredi matin, la Turquie avait annoncé qu'elle n'achèterait "aucun nouveau matériel militaire" aux Pays-Bas et que les firmes néerlandaises ne seraient plus autorisées à participer aux appels d'offres militaires du gouvernement turc.

hms/dch/mfo

AFP /JO0245/262034

AVR 95

FRS0395 4 I 0255 RFA /AFP-EU19

Allemagne-Turquie

M. Kinkel : le retrait de 20.000 soldats turcs du nord de l'Irak est insuffisant

BONN, 26 avr (AFP) - Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a jugé "insuffisant" le retrait par la Turquie de 20.000 hommes du nord de l'Irak et a réclamé le départ des 10.000 soldats restants.

Au 36ème jour de l'opération "Acier", Ankara a procédé mardi au retrait de 20.000 hommes du nord de l'Irak où ils avaient été engagés contre les Kurdes.

Dans un communiqué publié mercredi, M. Kinkel "salue" cette décision et "constate avec satisfaction que la Turquie ne s'est pas fermée aux appels de ses partenaires".

"Mais cela ne suffit pas et, à présent, ce sont les 10.000 soldats restants qui doivent être retirés sans retard", ajoute-t-il. Le chef de la diplomatie allemande juge "inacceptable" que des troupes turques restent de manière prolongée dans le nord de l'Irak.

M. Kinkel n'en condamne pas moins les "activités terroristes" du Parti des travailleurs du Kurdistan, mais "le combat contre le terrorisme doit prendre en compte les principes d'un Etat de droit et du droit des peuples" : "Seuls des moyens politiques peuvent régler la question kurde".

L'Allemagne, premier grand pays de l'OTAN à prendre des sanctions contre son allié, avait suspendu en mars des livraisons d'armes gratuites à Ankara à cause de l'offensive turque dans le nord de l'Irak, peu après avoir déjà suspendu une aide financière à la construction de deux frégates pour la marine turque.

Le Figaro - 26 avril 1995

Au 36^e jour de l'opération « Acier »

Ankara retire 20 000 hommes du nord de l'Irak

Cédant partiellement aux pressions des Occidentaux, la Turquie a rapatrié à ce jour les deux tiers de ses effectifs engagés dans la lutte contre les séparatistes kurdes.



Soldats turcs au nord de l'Irak. Ankara n'a pas donné de date pour le retour de ses 12 000 soldats qui restent engagés sur le terrain. (Reuter.)

La Turquie a procédé hier au retrait de cinq brigades comprenant 20 000 hommes engagés dans l'opération lancée le 20 mars dans le nord de l'Irak contre les séparatistes kurdes du PKK. Ce retrait massif, qui s'est achevé hier, selon l'armée turque et le ministère des Affaires étrangères, vient s'ajouter à celui effectué début avril, concernant quelque 3 000 soldats. Au total, 23 000 des 35 000 militaires turcs engagés depuis le 20 mars dernier dans l'opération « Acier » ont été rapatriés. Ankara n'a pas donné de date pour le retour des 12 000 autres soldats.

Le nord de l'Irak, qui échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991, est aux mains des diverses formations kurdes

d'Irak. Mais les deux principales formations kurdes, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani, sont en conflit armé depuis l'an dernier pour le contrôle de la région. La vacance d'autorité née de cette situation a favorisé, selon Ankara, les allées et venues des maquisards du PKK qui se servent de la région comme base arrière pour lancer des attaques contre des objectifs en territoire turc et assurer le soutien logistique de ses militants réfugiés dans les montagnes en Turquie.

L'opération turque a été très critiquée à l'étranger. De nombreux pays occidentaux pressaient Ankara d'y mettre fin le plus tôt possible. La réaction la plus dure était venue de Bonn, qui avait décidé de suspendre ses livraisons d'armes et une aide finan-

cière de 107 millions de dollars. Hier, le Conseil de l'Europe a annoncé qu'il « envisageait de suspendre les droits de représentation de la Turquie » si aucun progrès substantiel d'Ankara en matière de démocratie et de droits de l'homme n'est constaté d'ici à la fin juin.

Le gouvernement turc avait à maintes reprises donné des assurances à ces pays, notamment aux Etats-Unis, qu'il retirerait ses troupes après la fin de leurs missions. Selon le dernier bilan annoncé lundi par l'armée turque, 505 rebelles du PKK et 58 militaires turcs ont été tués lors de l'opération « Acier ». Le PKK a contesté ce bilan. Selon lui, 1 047 soldats turcs et 45 rebelles ont été tués.

(AFP, Reuter.)

TURQUIE Alliant terreur et guérilla, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) affronte depuis douze ans l'armée turque dans le Sud-Est anatolien. Après l'incursion turque à l'intérieur du "sanctuaire" irakien du PKK, son dirigeant, Abdallah Ocalan, dit "Apo", prédit une intensification de la guérilla et confirme son "amitié" avec les régimes syrien et iranien.

"Notre cause est entrée dans la conscience internationale"

Une interview du chef de la guérilla kurde après l'offensive turque

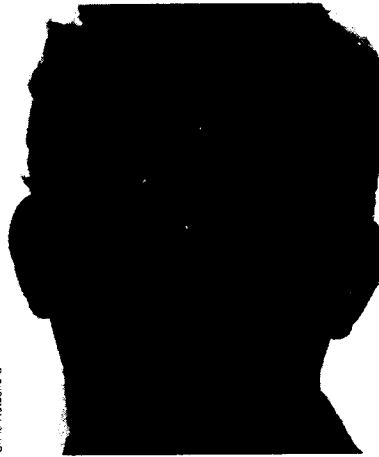
Zaki Chihab
AL WASAT - LONDRES

Quelles seront les retombées de l'offensive turque au nord de l'Irak sur la situation interne en Turquie ?

Abdallah Ocalan Cette expédition militaire est la plus importante dans l'histoire moderne de la Turquie. Elle constitue un tournant et un nouveau point de départ. La Turquie va devoir adopter une réforme de la politique kémaliste suivie jusqu'à présent. Il lui revient de régler politiquement et démocratiquement la question kurde, ce qui implique des changements en profondeur. Sa fuite devant ses responsabilités l'amènera à affronter une guerre de plus en plus féroce, d'autant que nous avons les moyens et les méthodes révolutionnaires permettant de l'intensifier.

Croyez-vous encore que le PKK a les moyens de créer un Etat en Turquie ou dans la région, et pensez-vous que la situation régionale et internationale le permette ?

Je crois à la nécessité de doter notre peuple d'une autorité politique. Actuellement, les Kurdes se dirigent avec résolution vers la liberté et l'indépendance. La question kurde n'a jamais été autant qu'aujourd'hui au premier plan des problèmes qui agitent la conscience internationale. Avant de s'interroger sur les possibilités de création d'un Etat kurde, il faut considérer l'horizon où s'inscrit notre cause et l'avancée qu'elle a enregistrée. Il s'agit d'une avancée capitale. Jour après jour, notre cause s'impose avec plus de force, sur le plan régional aussi bien qu'international. Ces développements démontrent sans l'ombre d'un doute que



Abdallah Ocalan.

notre peuple est désormais à même de se défendre et de sauvegarder ses acquis, que ce soit à travers un Etat indépendant ou dans un cadre fédéral basé sur un consentement mutuel [autrement dit, avec la constitution de régions autonomes dans les trois principaux pays à population kurde, la Turquie, l'Irak et l'Iran, sans toucher à leur intégrité territoriale]. Nous sommes sûrs de pouvoir trouver une solution équitable à notre cause dans de brefs délais. Les conditions régionales et internationales y sont favorables.

Qui vous fournit les armes et le soutien matériel ?

Armes et soutien financier nous sont fournis grâce aux ressources propres de notre peuple. Mais nous nous approvisionnons aussi sur les marchés du Moyen-Orient. Ce n'est pas difficile de se procurer des armes. Ajoutons à cela les stocks d'armements présents sur le terrain au Kurdistan-Sud [dans la "zone de sécurité" imposée par l'ONU à Bagdad, au nord du 36° parallèle], et ceux que nous parvenons à dérober à l'armée turque. Les ressources

financières fournies par l'intérieur ou la diaspora ne sont pas négligeables non plus.

Comment jugez-vous l'attitude des diverses tendances kurdes du nord de l'Irak à votre égard ?

En comparaison du passé, l'attitude de ces partis kurdes n'est pas négative. Durant la guerre de 1992 [cette année-là, les troupes turques avaient déjà fait une incursion en Irak, plus limitée qu'aujourd'hui, pour pourchasser les combattants du PKK], ces forces s'étaient alliées à nos ennemis pour nous combattre. Elles sont actuellement dans une situation différente. Elles se battent entre elles. Cependant, le Parti démocratique du Kurdistan (dirigé par Massoud Barzani) joue actuellement un rôle d'éclaireur de certaines troupes militaires ennemies, leur indiquant nos positions. De notre point de vue, notre résistance au Sud [au nord de l'Irak] est inséparable de la résistance populaire sur le terrain. Il est du devoir des principaux mouvements kurdes du Sud d'avoir une attitude positive et active à notre égard. Notre peuple nous fournit toute l'aide possible. Nous attendons des mouvements kurdes (d'Irak) une prise de position similaire.

Certains observateurs font allusion aux liens qui vous uniraient au régime du président irakien Saddam Hussein...

Nous n'avons pas de relations avec Saddam Hussein, ni avec le gouvernement irakien. Ces allégations ne sont que vile propagande, dénuée de fondement. Notre lutte est claire, dirigée contre un ennemi bien déterminé [la Turquie]. Au contraire, nous soupçonnons l'existence d'un accord secret et d'une connivence entre le régime irakien

et l'Etat turc, dans le cadre de sa dernière expédition militaire.

Quelle est la nature de vos relations avec la Syrie et l'Iran ?

Nous avons toujours voulu établir des relations d'amitié avec la Syrie et l'Iran. Cela ne veut pas dire, comme le prétendent certains, que notre politique suit les recommandations de ces deux Etats. Mais ces

liens sont importants, d'autant qu'une partie de notre peuple vit dans ces deux pays. Pour nous, il est capital de régler amicalement les problèmes existants avec eux. Notre parti apprécie à leur juste valeur les liens d'amitié avec les présidents syrien et iranien. Néanmoins, dans les faits, nos rapports actuels avec eux sont limités. ●

LE SOIR - 3 avril 1995

La Turquie tente de convaincre ses alliés de la justesse de sa cause

Quinzième jour de guerre au Kurdistan

L'armée turque entame ce lundi la quinzième journée de son opération dans le nord de l'Irak contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Hier, un nouveau bilan est venu rectifier à la hausse le chiffre des pertes chez les rebelles et l'armée.

24 corps de rebelles du PKK ont été récupérés depuis vendredi, ce qui porte à 295 les pertes du PKK depuis le 20 mars dans le nord de l'Irak. Quatre militaires turcs ont été tués lors d'accrochages, portant à 26 le bilan de soldats turcs tués, selon un communiqué de l'armée.

Parallèlement à la poursuite des opérations militaires, la Turquie cherche également à convaincre ses alliés occidentaux du bien-fondé de son initiative. Le nouveau ministre turc des Affaires étrangères Erdal Inonu a quitté dimanche en fin d'après-midi Ankara pour Bonn, première étape d'une tournée qui le conduira également le 4 avril à Washington et le 7 avril à Paris, pour tenter d'apaiser la réaction de l'Occident face à la plus vaste opération militaire de la Turquie moderne. Quelque 20.000 Kurdes ont manifesté samedi à Düsseldorf pour protester con-

tre l'offensive. A Paris, ils étaient 2.000 à réclamer l'arrêt de l'assistance militaire française à Ankara.

PROTÉGER LA FRONTIÈRE

La diplomatie garde cependant droit de cité. Ainsi, le représentant à Ankara de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de Jalal Talabani), M. Shazad Saib, a déclaré que sa formation était d'accord avec le plan turc d'une coopération entre Ankara, l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) pour patrouiller à la frontière après le retrait des troupes turques. « C'est notre position depuis le début. Les deux parties doivent y travailler, c'est notre obligation de garder la frontière sûre », a dit M. Saib.

Ankara affirme depuis le début de l'opération que ses troupes se retireront du nord de l'Irak, sans cependant donner une date exacte. La Turquie désire, avant le retrait de l'armée, assurer la sécurité de la frontière, située en zone montagneuse, ce qui rend difficile un contrôle efficace pour empêcher le PKK d'utiliser cette région comme base arrière pour ses attaques



Inspection prudente des corps des militants du PKK tués dans le nord de l'Irak. Photo AP.

contre les intérêts turcs et le soutien logistique de ses maquisards en Turquie.

Parallèlement, l'armée turque poursuivait dimanche ses opérations en territoire turc contre le PKK, principalement dans les régions de Tunceli, Diyarbakir, Bingol, Hakkari et Sirnak. Un bilan annoncé par la superpréfecture de Diyarbakir faisait état de 34 rebelles du PKK tués dans des combats dans les régions de Bitlis et de Siirt, portant ainsi à 58 le bilan de militants armés du PKK abattus depuis six jours dans ces régions.

Par ailleurs, le Croissant-Rouge turc a lancé un nouveau programme d'aide humanitaire destiné aux populations du nord de l'Irak, d'un montant total de 340 millions de francs belges. La première partie de cette assistance humanitaire, composée de vivres, a été transportée à Dohouk, à plus de 50 km de la frontière turque, à bord de 50 camions. Sa distribution commencera lundi dans les régions de Zakhko et de Dohouk, a indiqué un responsable du Croissant-Rouge turc. Ankara envisage également de fournir 10 mégawatts d'énergie électrique par jour à Dohouk. (D'après AFP.)

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE - 27 avril 1995

Conseil de l'Europe: l'ultimatum au régime turc

●●● Avec une majorité des deux tiers et après un débat passionné, l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé hier au Comité des ministres « d'envisager la suspension de la Turquie »... à moins de progrès significatifs (dans le respect des normes démocratiques) jusqu'à fin juin!



L'élu turc, Engin Güner, s'est montré hier particulièrement virulent. (Photo DNA Christian Lutz-Sorg)

Un texte qui reflète la «détérioration» de l'Europe face à la Turquie? Une motion «chèvre-chou» propre à l'assemblée des «34» qui aurait «nuté» une occasion pour imposer le respect des Droits de l'Homme? Cette «recommandation» mérite explication.

D'abord, l'assemblée parlementaire ne peut, sur ses propositions, «suspendre» un Etat. Seul le Comité des ministres, c'est à dire les représentants des gouvernements au sein de l'organisation intergouvernementale qu'est le Conseil de l'Europe, a ce pouvoir.

Ensuite, une «recommandation» aux Etats - bien que non contraignante mais d'un «poids moral» considérable - doit réunir les deux tiers des suffrages exprimés. Autant dire que pour atteindre ce quorum, chaque mot de la «recommandation» a dû être pe-

sé à la balance de Roberval! Et le résultat des textes soumis au vote devient forcément compromis où les vraies interrogations ont les vrais problèmes sont noyés dans une soupe dont les «mais» et les «si» ne relèvent pas la saveur.

Voilà pourquoi on ne retiendra, peut-être, que les phrases très alambiquées de cette «recommandation». Avec une conclusion évidente: l'assemblée du Conseil de l'Europe, l'homme, a été incapable de se prononcer clairement et fermement sur des atteintes graves aux droits de l'homme, commises par un Etat membre depuis 45 ans, en l'occurrence la Turquie. Par contre, la même assemblée sait suspendre sine die la candidature de la Russie en raison de la crise tchétchène, car, justement, elle n'est pas encore membre! En d'autres termes, si on garde en esprit la mission de l'organisation strasbourgeoise, elle a vraiment, hier, perdu son âme.

Raison d'Etat à la turque

Ce raisonnement n'est pourtant pas celui des Turcs. Eux ont subi une défaite. A voir et à entendre les réactions des élus turcs présents à Strasbourg, ils donnaient l'impression d'avoir été cloués au pilori. Dire qu'ils ont été obligés d'entendre des vérités cruelles, où il était question de «peuple kurde», de «violation» des droits de l'homme, de «non conformité» avec les sta-

tuts d'une organisation démocratique!

Certes, les élus turcs ne manquent pas d'arguments pour, à la fois donner raison sur le fond aux critiques européennes, tout en récusant les formes employées. Car eux-aussi sont des démocrates convaincus, affirmant-ils, qui, justement, ont besoin de l'aide européenne pour améliorer le fonctionnement de l'Etat tout en sauvegardant l'intégrité de la Turquie menacée par le terrorisme du PKK («une organisation qui veut introduire l'ordre marxiste-léniniste et qui signe tous les jours des attentats comme Oklahoma-City, et vous n'en parlez-pas en Occident!»), s'est écrié Engin Güner, du Parti de la Mère Patrie). Kemal Mimaroglu (Parti de la Juste Voie) a dénoncé «l'erreur historique» de cette «recommandation qui pousse la Turquie à l'isolationnisme» et l'ancien ambassadeur Kirca - tout en annonçant que les réformes constitutionnelles exigées pourraient être adoptées au mois de juillet - a averti: «ceux qui rêvent de modifier les frontières de la Turquie en préconisant un dialogue avec les terroristes du PKK restent sur leur faim».

Face à cette défense, menée avec beaucoup de brio, les groupes politiques, tout en condamnant le terrorisme kurde, ont surtout plaidé au nom des grands principes: «nous ne pouvons pas faire deux poids, deux mesures, la Russie et la Turquie», a souligné le rapporteur de la «recommandation», le socialiste hongrois

Barsony, et son collègue autrichien Schieder de renchérit: «ce qui est en jeu, c'est la vie et le droit des gens sur ce continent, en précisant que ce vote constitue un test pour le Conseil de l'Europe». Quant aux Libéraux, par la voix du britannique sir Russel Johnston, ils ont comparé la situation des Kurdes à celle des Palestiniens avant la reconnaissance internationale de l'OLP...

Absence des Français

Si les chrétiens-démocrates, surtout allemands, ont plutôt été confus, et les conservateurs nettement pro-turcs, les Français ont, quant à eux, brillé par une belle unanimité. Celle de l'absence totale dans le débat! Avec, apparemment, une volonté manifeste: ne pas prendre publiquement position. Et dire que certains députés français plaidaient pour le renforcement des pouvoirs de l'assemblée - dans un récent rapport remis au Premier ministre - mais, au moment des décisions, ils semblent parfaitement se contenter des prérogatives molles de l'assemblée d'une organisation intergouvernementale!

Reste à tirer les conclusions du débat. Elles rejoignent les commentaires autour du verre à moitié vide ou à moitié plein. Ou l'assemblée parlementaire aura donné un coup de semonce avec un texte qui a valeur d'ultimatum pour Ankara. Ou fin juin, à l'expiration des délais, il ne se passera rien. Ni en Turquie, ni au Comité des ministres à Strasbourg... **Jean-Claude Kiefer**

Vingt mille soldats turcs ont quitté le nord de l'Irak

SOULAGÉS d'avoir survécu, applaudis par leurs camarades, vingt mille soldats turcs sont rentrés au pays, en pleine nuit et sous la pluie. Mardi 25 avril au matin, les autorités militaires ont confirmé que cinq brigades avaient franchi la frontière turque, dans les provinces de Hakkari et Sinak, trente-six jours après le début de l'offensive militaire contre le PKK au nord de l'Irak. Une brigade (3 000 hommes) avait été retirée le 8 avril dernier. Restent donc, dans le nord de l'Irak, environ 10 000 soldats turcs qui devraient être rapatriés bientôt par étapes.

Le premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, a dressé un bilan de l'opération : 543 combattants du PKK, selon elle, ont été capturés - morts ou vivants - et 58 soldats ont perdu la vie. « *L'opinion mondiale nous demande pourquoi nous sommes entrés [en Irak]. C'était de la légitime défense. A ceux qui demandent pourquoi, je réponds que si besoin est nous montrerons à nouveau notre détermination* », a affirmé M^{me} Ciller.

Certains analystes occidentaux restent convaincus que la Turquie maintiendra quelques troupes sur territoire irakien pour assurer la sécurité de la frontière, mais cet avis ne semble pas partagé par la majorité des observateurs. Depuis le début de l'opération, M^{me} Ciller affirme que les soldats se retireront une fois leur tâche accomplie.

Toutefois Ankara, qui poursuit des efforts diplomatiques sur plusieurs fronts, ne semble pas encore avoir de plan précis pour assurer la sécurité frontalière. Une délégation turque, qui avait rencontré récemment Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), devrait s'entretenir dans les jours prochains avec son rival Jalal Talabani, le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, dans l'espoir d'encourager un cessez-le-feu permanent entre les factions kurdes au nord de l'Irak et de réactiver les accords de sécurité signés en 1992 entre la Turquie et les peshmergas kurdes. Une autre délégation turque de haut rang s'est rendue à Bagdad, pour tenter de convaincre Saddam Hussein d'accepter les conditions imposées par l'ONU pour la vente de pétrole et d'engager un dialogue avec les Kurdes irakiens.

Malgré les comptes rendus officiels optimistes, les diplomates occidentaux estiment que l'offensive, probablement efficace dans la zone tampon de 40 kilomètres, n'a cependant été qu'un « *coup d'épée dans l'eau* » contre le PKK. La Turquie a « *gagné quelques*

mois au nord de l'Irak », mais au prix d'importants dommages diplomatiques en Europe.

L'émergence en Europe d'une diaspora kurde influente, dont les activités endommagent les relations entre la Turquie et ses alliés européens, a été confirmée. Les rapports entre Ankara et les Pays-Bas se sont ainsi détériorés après la création, à La Haye, d'un Parlement kurde en exil, dominé par le PKK.

La Turquie devra entamer, dans les semaines à venir, un difficile « *travail de persuasion* » auprès des députés européens, supposés ratifier - ou non - l'accord d'union douanière en octobre prochain. C'est cependant à l'Assemblée nationale turque que le gros du travail devra être accompli avant cette échéance européenne : les parlementaires turcs devront en effet se prononcer sur des projets de lois visant à introduire plus de démocratie, notam-

ment sur la révision ou la suppression de l'article 8 de la loi antiterroriste qui porte sur la liberté d'expression.

L'opération militaire en Irak du nord, qui a ranimé les sentiments patriotiques, a peut-être donné à M^{me} Ciller, présentée comme une « *nationaliste déterminée* », des armes pour convaincre les députés conservateurs de ne pas s'opposer à ces réformes. Mais il n'est pas encore sûr qu'elle y réussira.

Nicole Popé

Le PKK retient toujours deux journalistes en otages

Les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont décidé, mardi 25 avril, de différer la libération d'un journaliste de l'AFP et d'un photographe de Reuter qu'ils détiennent depuis le 31 mars. Kadri Gursel, trente-quatre ans, et Fatih Saribas, trente-huit ans, tous deux de nationalité turque, avaient été arrêtés par des hommes armés du PKK à un contrôle routier, près de Nusaybin. Le report de leur libération serait dû au déclenchement d'une opération de l'armée turque dans le sud-est du pays, selon l'agence prokurde, Kurd-A. Pour leur part, les autorités turques ont relâché, mardi, les deux journalistes de la télévision bulgare, retenus depuis dimanche dans un camp militaire près de Diyarbakir (Sud-Est). Le gouvernement turc a présenté ses excuses aux deux Bulgares qui étaient munis d'une accréditation en règle pour effectuer leur reportage. - (AFP)

GAMK JEUDI, 27 AVRIL 1995

Le parlement kurde en exil reconnaît le génocide arménien

Le Parlement kurde en exil, qui s'est constitué dernièrement à La Haye en dépit de la vive opposition de la Turquie, suscitant un froid entre Ankara et les Pays bas, a rendu public dimanche une déclaration à l'occasion du 80e anniversaire du génocide arménien, qu'il a reconnu et condamné. Dans cette déclaration, le Parlement kurde en exil évoque également, dans une approche critique, l'attitude des clans kurdes, dont les chefs ont été utilisés par le gouvernement ottoman, au début du siècle, pour éliminer les Arméniens et aussi les Assyriens chrétiens. Il inscrit la répression qui s'abat actuellement sur la population kurde dans l'est de la Turquie dans le prolongement logique de la politique génocidaire des gouvernements turcs successifs.

ERNK opens office in Copenhagen

PKK's political wing plans to open offices in Scandinavian countries

Compiled by TDN Staff from Wire Dispatches

ANKARA- The political branch of the separatist Kurdistan Workers' Party, ERNK, determined to open a number of offices around Europe to lobby officials, has inaugurated an office in Copenhagen, the Associated Press reported.

ERNK, the Kurdistan National Liberation Front, will inaugurate an office in Moscow in two weeks time followed by other representations in the Nordic countries, said its European spokesman Ali Ağbaba. The Copenhagen office was opened on Tuesday.

Turkish diplomats in Ankara said although they were aware of the intention, they had no information that the office had actually been opened.

"We have warned various countries many times against allowing the PKK offices," a diplomat said. "This issue has been brought up consistently with various Scandinavian countries, where we know the PKK intends to open an office."

A spokesman for the Danish Embassy in Ankara, for his part, maintained that under Danish law, the government had no way of preventing the opening of the office. "This is entirely a private matter. But if they violate our laws, action would be taken. The opening of the office should in no way be interpreted

as a recognition or approval of the activities of the ERNK by Copenhagen," he said.

Ağbaba said that ERNK intended to open offices in other European capitals but refused to give further details. So far, the ERNK has offices in Athens, Vienna and Rome in addition to Copenhagen.

ERNK offices will be opened in Oslo, Norway, next month and in Helsinki, Finland, in June, the Associated Press reported. Ağbaba said the Kurds have sought permission from the Swedish authorities to open a Scandinavian office in Stockholm which also would include an ERNK representation among other Kurdish political groups.

"The primary goal is to follow up the understanding of the Kurdish problem on an official level with European governments," Ağbaba said.

Ağbaba compared the ERNK offices to those the Palestine Liberation Organization and the anti-apartheid African National Congress had in several European countries.

"No one took the PLO or the ANC seriously at the beginning," said Ağbaba when opening the Copenhagen office.

Turkey expressed its dissatisfaction with Denmark earlier this month for allowing the ERNK to open an office. The Danish government has said it has no intention of banning

the PKK in Denmark. So far, only France and Germany have banned the PKK and its affiliates.

Belgium, for example, has maintained that it would never ban the PKK, even if it was proven that the PKK was a terrorist group.

In an interview with the Anatolia news agency, Interior Minister Johan Vandelanotte said: "Even if it is proven that the PKK is a terrorist organization, we have no means of banning it. We have the Maoist Workers' Party in Belgium, we have not banned it. If the members of an organization do something criminal, we punish them."

He added that the Kurdish "parliament-in-exile" could meet in Belgium if it chose to do so. "Legally, we cannot prevent their activities," Vandelanotte was quoted by Anatolia as saying. "There is freedom of expression and association in Belgium and if they want to hold a private meeting, we cannot do anything about it. If they turn violent, then we would prevent it," the minister said. He added that the PKK members could stay in Turkey as long as they wanted, provided they did not violate Belgian laws. The so-called Kurdish parliament-in-exile had originally wanted to use Louvain for its base, but gave up the idea following Turkey's intensive diplomatic efforts.

Turkey severs defense industry ties with the Netherlands

Turkish Daily News

ANKARA- Angry over the Netherlands' failure to stop the meeting of a so-called Kurdish "parliament-in-exile" in The Hague, Ankara declared Wednesday that it would halt future military purchases from the Netherlands.

Foreign Ministry spokesman Ferhat Ataman said Turkey had placed the Netherlands on a "red list" — which is a Foreign Ministry euphemism for blacklisting a country in terms of its military sales to Turkey.

"We have decided to stop all new military procurements from the Netherlands and Dutch firms will not be able to participate in Turkey's military tenders," Ataman said in his weekly press conference.

But he added that there were ongoing military deals between the two countries and

these would continue as contracts had been signed.

The ban comes in response to the Dutch government allowing a Kurdish parliament-in-exile to be set up in The Hague. Ataman added that Turkey found unacceptable the Dutch explanation that its laws prevented it from stopping the exiled Kurds' meeting.

He said the ban would continue until Amsterdam came up with a guarantee that the so-called parliament would never be allowed to convene in the Netherlands again.

"Our assessment of (the Dutch attitude) continues," Ataman said.

Turkish Ambassador to the Netherlands Zeki Çelikkol is presently in Ankara for consultations with the Turkish government.

Some diplomatic circles, however, say they are reluctant to destroy ties with a NATO ally, and thus play into the hands of the

Kurdistan Workers' Party (PKK). The same sources indicate that the so-called parliament-in-exile would meet in another European country each time, with the aim of creating tensions between Turkey and a number of countries.

In Amsterdam, the Dutch Parliament also debated Turco-Dutch ties following a motion from the opposition.

The Christian Democrats have demanded that the government explain why it allowed such a meeting and how it planned to overcome the difficulties that might rise in Dutch foreign policy.

Dutch politicians and media maintain that the Turkish and Dutch foreign ministers should come together to discuss the problem. The upcoming Western European Union (WEU) meeting may provide an opportunity for this, diplomatic observers say.

THURSDAY, APRIL 27, 1995

Turkish Daily News

IHD report: 64 detainees allege torture in police custody

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- A report on human rights abuses in the capital, released by the Ankara branch of the Human Rights Association (IHD), says 64 of the 242 people taken into custody in March allege they were tortured.

According to the report, a total of 254 people were taken into police custody during February and March, and of this number 68 claim to have been tortured or treated in an inhuman way. Only 27 of those detained were actually arrested whereas the remainder were released before having to appear in court, according to the report, which cites this as proof of the police unlawfully detaining individuals.

The IHD in Ankara said the number of people detained increased radically in March due to the public demonstration in Ankara's Kızılay district, following the unrest in the Istanbul district of Gaziosmanpaşa which broke out on March 12 and ended a week later leaving more than 20 people dead.

Of the 64 people who alleged to have been tortured in police custody in March, 15 were women.

The Ankara IHD said the police did not abide by existing rules on the treatment of people taken into custody, namely informing individuals why they have been detained.

EU's De Silguy: Turkey must solve 'Kurdish Problem' to join European customs union

Solutions first: 'The authorization of the European Parliament is compulsory, and to have it I think it is necessary to have the realization of some political conditions'

Turkish Daily News

WASHINGTON- Yves-Thibault De Silguy, European Union (EU) Commissioner for Economic and Financial Affairs, today told the Turkish Daily News in Washington that Turkey has to solve its "Kurdish problem" first if it wants to become a member of the European customs union.

The EU agreed on March 6 to admit Turkey into the customs union pending the approval of the European Parliament in October. De Silguy will meet with State Minister Aykon Doğan on Wednesday to discuss economic issues.

"There is a very important agreement (signed) last January or February (March 6) in Brussels between Turkey and Europe," De Silguy said. "It was the first time in 10 years it was possible to move on the Turkish question. We hope now it will be possible to move on the customs union because I think there is agreement.

"The question (that remains) is ratification by the European Parliament. As you know, the authorization of the European Parliament is compulsory, and to have it I think it is necessary to have the realization of some political conditions. So I hope it will be possible to progress between now and Autumn, until the date on which the European parliament will have the obligation to decide," De Silguy said.

When the TDN asked to which political conditions he was referring, De Silguy said, "the Kurdish problem."

"The European Parliament is very cautious about the situation concerning the Kurdish problem," he added.

One of the points De Silguy will raise on Wednesday at the G-7 finance ministers and the IMF interim committee meetings is the establishment of a free trade zone in the Mediterranean. "In the context of the Euro-Mediterranean partnership, we also plan to establish a free trade zone encompassing all the countries bordering the Mediterranean and a new financial support facility of up to 5.5 billion ECU for 1995-99," an European Commission press release announced today.

Though bordering the Mediterranean, De Silguy said that the customs union was larger than the zone in question and that Turkey has to join the customs union first, as a prerequisite. Concerning the Turkish economy, the European commissioner said the Turkish economy "has a very huge potential. Turkey is in a very strategic position."

He said stabilization and structural reforms had to go hand in hand in all countries of the region, Turkey included. One of the most important processes in that regard, De Silguy said, was privatization.

Hacaloğlu to prepare resettlement project to solve Kurdish problem

TDN Parliament Bureau

ANKARA- Algan Hacaloğlu, state minister responsible for human rights, has said his office will prepare a resettlement project in an attempt to solve the Kurdish problem.

Hacaloğlu met with six Republican People's Party (CHP) deputies from Turkey's eastern and southeastern regions on Wednesday and told them he would be visiting the eastern provinces between May 20 and 30 to carry out fieldwork for the project. He recalled that four officials from his ministry were currently working in the region.

Issues debated and agreed upon during the meeting were: lifting the ban on use of the Kurdish language, ending emergency rule in the region, strengthening local governments and abolishing the village guard system.

Also discussed at the meeting were those villagers who have fled from their settlements and homes. "Those who were left without homes, should be provided with shelter," said Hacaloğlu. The minister said he would present the project to Prime Minister Tansu Çiller and Deputy Prime Minister and Chairman of the CHP Hikmet Çetin.

Speaking at a press conference, Hacaloğlu said democracy could not go hand in hand with terrorism, violence, pressure and unsolved killings and noted that the people of Turkey were demanding full democracy.

"It is time to say 'stop' to terrorism. I demand the democratization package and the proposed changes to 21 articles of the Constitution be



Algan Hacaloğlu

made the main priority of the government at present," said Hacaloğlu.

The minister also added that he was in favor of removing Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

Hacaloğlu commented that the matter of "missing persons" was another important problem facing Turkey: "The family of Hasan Ocak — who has been missing for a month — say they have applied everywhere possible. Our ministry has asked the Interior Ministry to put two investigators on to the case." He defined the incident that occurred on April 12 in Ankara's Batakent district, where three suspected militants of the revolutionary left organization Dev-Sol were killed by the police, as an "execution without trial."

"If this incident is not an arbitrary application of violence by the police, then the Interior Ministry should give an explanation, said Hacaloğlu.

He said ways should be found for everyone in the country to be able to seek justice:

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

THURSDAY, APRIL 27, 1995

Council of Europe Votes Against Turks

Compiled by Our Staff From Dispatches

STRASBOURG — The parliamentary assembly of the Council of Europe recommended Wednesday that Turkey be suspended from the organization unless it improved its human-rights record.

In a motion, the assembly said the council's executive body should consider ousting Turkey unless it could certify in two months that Ankara had improved the treatment of its Kurdish minority and other groups.

The motion was passed by a vote of 112 to 29, with 15 abstentions, and was passed on to the executive body, called the Committee of Ministers.

The 34-country council is a regional forum created to foster democracy and respect for human rights.

The recommendation continued the deterioration of Turkey's relations with its allies in Europe.

As the council voted Wednesday, a spokesman for the Turkish government announced that it would stop all new military purchases from the Netherlands to protest that country's decision to allow a Kurdish Parliament-in-exile to be set up in The Hague.

Turkey said the ban would last as long as the Dutch tolerated the group.

The Dutch government said it could not prohibit exiled

Kurds from meeting as long as their activities were not illegal or linked to terrorism. A spokesman for the Turkish government called that position "unacceptable."

Turkey's protest was largely symbolic as the Netherlands, along with Germany and Norway, had already declared that it would suspend new arms sales to Ankara because of its military offensive into northern Iraq against bases of the separatist Kurdish Workers Party.

Turkey recalled its ambassador from Amsterdam early this month to protest the Kurdish presence in the Dutch capital.

The Turkish spokesman said the ban did not cover equipment already ordered from the Netherlands. Two Dutch companies are supplying Turkey with casings for grenades and electronic gear for radar systems.

Western diplomats played down the growing confrontation within the North Atlantic Treaty Organization and said they hoped it would be resolved after Turkey fulfills its pledge to withdraw from Iraq.

Turkey said Tuesday that it had withdrawn 20,000 more troops, in addition to the 3,000 pulled back in early April.

That means there are still about 12,000 soldiers across the border. Ankara sent 35,000 troops into northern Iraq on March 20. (AFP, Reuters)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0516 4 I 0456 EXT /AFP-TA88

Europe-Turquie

Bras de fer entre la Turquie et les institutions européennes sur les droits de l'homme et le problème kurde

STRASBOURG, 28 avr (AFP) - L'ultimatum des Parlementaires du Conseil de l'Europe sommant Ankara de respecter les droits de l'homme et de rechercher une solution pacifique au conflit kurde d'ici la fin juin a donné, cette semaine, un tour inéluctable au bras de fer engagé entre la Turquie et les institutions européennes.

Dès le lendemain de la décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, la délégation parlementaire turque à Strasbourg, à l'unanimité de ses 12 membres, a annoncé la rupture de "toutes ses relations" avec l'Assemblée, et demandé au Comité des ministres (organe exécutif) de désavouer la position des parlementaires de l'organisation pan-européenne.

La Turquie est l'un des membres-fondateurs du Conseil de l'Europe, créé en 1949 pour défendre la démocratie et les droits de l'homme et qui rassemble aujourd'hui 34 Etats européens.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, réunie à Strasbourg pour sa session de printemps, dans une Recommandation sans précédent, a demandé mercredi au Comité des ministres "d'envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie au Conseil de l'Europe".

Ce processus ne pourra être interrompu qu'à condition que le Comité, d'ici deux mois, "puisse rendre compte de progrès significatifs" d'Ankara pour se conformer aux normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme.

Selon les exigences de l'Assemblée, Ankara devra avoir d'ici là "retiré ses forces du nord de l'Irak", entamé "la recherche d'une solution pacifique au problème kurde" et donné "un délai précis dans lequel la Turquie devra rendre sa Constitution et sa législation (héritées du régime militaire) conformes aux principes et normes du Conseil de l'Europe".

Cette mise en demeure a été repoussée catégoriquement par les parlementaires et le gouvernement turcs qui y voient "une ingérence inacceptable dans les affaires intérieures turques et une atteinte à la souveraineté nationale".

La position de l'Assemblée parlementaire a cependant reçu jeudi le soutien du ministère français des Affaires étrangères, la jugeant conforme à celle de l'Union Européenne. "Le message du Conseil de l'Europe va dans le sens de ce que la Troïka européenne (France, Allemagne, Espagne) a dit à Ankara" à la fin mars, a déclaré le porte-parole du ministère français.

De son côté, le Parlement européen a conditionné son feu vert, à l'automne prochain, à la mise en oeuvre d'un accord d'Union douanière avec la Turquie au respect par celle-ci des droits de l'homme et de la démocratie.

dro/sh/pt/al

AFP /JO0245/281654

AVR 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Un « Exodus » de toile à Vintimille

Le chemin de l'exode est barré à la frontière franco-italienne pour les Kurdes qui fuient la guerre et l'oppression. Le maire de Vintimille a fait installer par la Croix-Rouge italienne un camp de toile provisoire dans sa commune.

Correspondance particulière.

ARMENIENS fuyant le génocide, juifs gagnant une terre promise après l'Holocauste, Palestiniens chassés de leurs terres, Italiens réprimés par le fascisme, Français sur les routes de l'exode... tous les réfugiés du monde ont dans le regard l'effroi de ce qu'ils ont subi — guerre, oppression, misère — et l'espoir d'une vie meilleure. Celui des Kurdes qui afflue en ce moment par le bas de la Botte italienne est bien le même. Les voilà, hommes en pauvres vestes sombres, avec ou sans baluchon, femmes en habits colorés portant dans un bras un bébé emmitoufflé, tirant de l'autre un morveux rieur aux cheveux ras : ils sont 100, 200, peut-être plus, naufragés d'un déjà long voyage, échoués dans un camping de Vintimille, incrédules, inquiets, piétinant à quelques encablures du but, la France pour quelques-uns, l'Allemagne pour la plupart d'entre eux.

Une boucherie, un génocide

Ils ont, raconte l'étudiant kurde à l'université de Gênes qui fait office d'interprète, fui la guerre déclenchée le mois dernier par l'Etat turc dans la partie irakienne du Kurdistan. Ils lui ont dit les villages rasés, les femmes de résistants enterrées vivantes, le déluge de feu, la mort partout. Ils lui ont confirmé ce qu'a écrit un reporter italien et que l'on a scotché sur l'une des tentes du camping, à côté d'une carte du « théâtre des opéra-



Les Kurdes martyrisés doivent encore prendre la fuite.

tions » : « L'armée turque a attaqué pendant la fête nationale kurde. C'est comme si l'on avait bombardé la place Saint-Pierre à Rome le jour de Pâques. »

Une tuerie, une boucherie, un « génocide » n'hésite pas à affirmer le jeune maire progressiste de Vintimille, Claudio Berlingiero qui, depuis une quinzaine de jours, a loué, au nom de la municipalité, le terrain du camping « Roma », confiant à la « Croce-Rossina » (la Croix-Rouge italienne), dont l'efficacité est connue, l'accueil des réfugiés. « Il y avait urgence, nous ne pouvions pas laisser à l'abandon les centaines de personnes qui erraient dans les jardins de la commune. » Une dizaine de tentes, pouvant héberger 100 réfugiés, ont été installées. Une cuisine de fortune où l'on confectionne trois repas par jour a été organisée. Une autre grande tente de toile blanche frappée de la croix rouge sert de salle à manger et de réunion.

Une vingtaine de volontaires sont là, jour et nuit. « Notre travail consiste surtout à préparer les repas et à reconforter les gens car, contrairement à ce qu'ont affirmé certains journalistes, il n'y a, à part quelques bobos, aucun sérieux problème sanitaire », explique, souriante, l'infirmière Hilda Faraldi. Le

responsable de cet « Exodus » de toile », Walter Berretta, estime que 300 à 400 personnes sont « montées à bord » durant la quinzaine écoulée. En fait, les Kurdes exilés sont beaucoup plus nombreux, tournant en rond dans toute la Ligurie.

L'inanité des accords de « Schengen »

Cette concentration soudaine, outre la guerre qui a poussé sur les routes des milliers de gens, s'explique par le démantèlement, au début du mois, des réseaux de passeurs entre la Turquie et l'Allemagne. Pour environ 20.000 francs, ces trafiquants d'hommes — Turcs, Albanais, Allemands, un Chinois ayant même été arrêté — proposaient le « circuit » suivant : traversée des Balkans en camion ou en train, embarquement à Tirana (Albanie) pour Bari (sud de l'Italie), débarquement clandestin et transport jusqu'à Vintimille puis traversée de la France jusqu'en Allemagne. Plus de passeurs, plus de passage dans la région montagneuse de Menton, dont la surveillance — inanité des accords de Schengen! — a été resserrée par des renforts de

14 - L'HUMANITE/VENDREDI 28 AVRIL 1995

CRS. A l'exception des néofascistes qui ont soufflé sur les braises xénophobes, la population de Vintimille a dans l'ensemble bien réagi pour faire face à l'extraordinaire situation.

Un comité de solidarité s'est formé qui fournit nourriture, vêtements, jouets pour les enfants au « camp des Kurdes ». Chirurghiens et infirmières de l'hôpital viennent « donner quelques heures » après leur travail. Les syndicats CGIL, CSIL, UIL ont, ensemble, ainsi que le Parti communiste de Vintimille, organisé des réunions d'information sur le combat du peuple kurde et l'oppression dont il est victime en Turquie. Mais le maire annonce qu'il fera fermer ce vendredi le centre d'accueil des réfugiés : « L'Etat italien doit maintenant prendre ses responsabilités. »

En tant que « citoyen du monde », Claudio Berlingiero estime que l'asile politique doit être accordé aux réfugiés kurdes, menacés de mort en cas de renvoi vers la Turquie. Un car a été affrété samedi dernier, par les syndicats, qui s'est rendu à la préfecture de police d'Imperia (à 50 kilomètres de Vintimille). Dans la grande bâtisse, presque anonyme, on a tenté d'expliquer les bombes sur les fermes, les tortures à Diyarbakir, la langue de Yachar Kemal interdite, l'exode en solitaire ou la famille qui attend en Allemagne... On a fait des photos, pris des empreintes digitales, constitué des dossiers.

Un grand costaud, à l'étroit dans une chemise blanche impeccable, est revenu de cette expédition, un « papier » à la main, lui demandant de se présenter dans un mois. Cette nuit, malgré la pluie et les CRS, il tentera, avec un petit groupe, de passer la barrière montagneuse qui obstrue l'horizon du « pays des droits de l'homme »...

PHILIPPE JEROME

La Turquie suspendue à Strasbourg

L'HUMANITE/ VENDREDI 28 AVRIL 1995

La délégation parlementaire turque au Conseil de l'Europe a annoncé jeudi « la rupture de toutes ses relations » avec l'Assemblée parlementaire. Elle s'opposera en outre à l'envoi d'une délégation parlementaire dans le sud-est de la Turquie, a précisé Kemal Mimaroglu, député du parti de la Juste Voie (celui du premier ministre, M^{me} Ciller). Les Turcs réagissaient ainsi au vote, mercredi, d'une recommandation donnant jusqu'au mois de juin à Ankara

pour remplir ses obligations en matière de respect des droits de l'homme et pour engager la recherche d'une solution pacifique du problème kurde, faute de quoi la Turquie serait suspendue de l'organisation. L'Assemblée du Conseil de l'Europe avait déjà voté plusieurs résolutions appelant la Turquie à des réformes démocratiques, notamment après la condamnation de députés d'origine kurde, et

avait critiqué l'intervention turque en Irak. A Paris, le Quai d'Orsay a estimé que l'exigence du Conseil de l'Europe vis-à-vis de la Turquie « va dans le sens de ce que la trioka européenne (France, Allemagne, Espagne) a dit en mars à Ankara ». Par ailleurs, M^{me} Danielle Mitterrand, qui préside la fondation France-Libertés, a annoncé la création d'un comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie.

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0350 4 I 0374 EXT /AFP-LD93

Europe-Turquie lead

Ultimatum au Conseil de l'Europe contre Ankara: la délégation turque rompt toutes ses relations avec l'organisation

STRASBOURG, 27 avr (AFP) - La délégation turque au Conseil de l'Europe a décidé de rompre "toutes ses relations" avec l'Assemblée parlementaire de l'organisation et de lui refuser l'envoi d'une délégation dans le sud-est de la Turquie, en proie au conflit kurde, a-t-elle annoncé jeudi à Strasbourg lors d'une conférence de presse.

S'insurgeant contre l'ultimatum de mercredi sommant la Turquie de se conformer d'ici deux mois aux normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie et des droits de l'Homme, Kemal Mimaroglu (Parti de la Juste Voie, PJV-droite) a précisé que la décision de se retirer de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait été prise à l'unanimité des 12 parlementaires turcs délégués à Strasbourg.

Les parlementaires turcs "ne reviendront dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe que lorsque le Comité des ministres (organe exécutif de l'organisation) prendra une décision respectueuse de la Turquie et de sa structure étatique", a indiqué de son côté Coskun Kirça (PJV).

La décision de retrait ne concerne que les relations avec l'Assemblée parlementaire et le gouvernement d'Ankara continuera pour l'instant de siéger au Comité des ministres, ont précisé les parlementaires.

Mercredi soir, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé au Comité des ministres "d'envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie, à moins que (le Comité) puisse rendre compte de progrès significatifs" en matière de démocratie et des droits de l'Homme, et notamment pour la "recherche d'une solution pacifique au problème kurde" d'ici fin juin.

L'Assemblée avait également demandé à Ankara de l'aider à "l'organisation d'une mission d'information dans les zones de tension du sud-est (de la Turquie)" dans le cadre de la recherche d'une solution pacifique au problème kurde.

Lors du débat, les parlementaires turcs s'étaient indignés de ce qu'ils ont qualifié "d'ingérence dans les affaires intérieures turques". Ils ont opposé jeudi un "refus catégorique" à l'envoi d'une telle "mission de bons offices ou de médiation".

dro/ft/sp

AFP /JO0245/271407

AVR 95

Le Soir - 28 avril 1995

L'« opération Acier » fut l'occasion pour l'état-major turc de lancer divers signaux

Turquie: l'armée prouve qu'elle reste prépondérante

Après l'évacuation ces derniers jours de 20.000 des 32.000 soldats turcs opérant en Irak du Nord depuis le 20 mars, tout indique que la fin de l'« opération Acier » approche même si les autorités militaires turques ont indiqué, mardi, que les dernières troupes resteraient sur place tant que leur mission contre les maquisards kurdes du PKK réfugiés en Irak ne serait pas terminée.

Le bilan militaire apparaît mitigé sans pourtant constituer un coup d'épée dans l'eau: les 523 rebelles officiellement tués jusqu'ici (et les 13 prisonniers...) ne représentent pas un succès selon les critères locaux, mais l'armée souligne qu'elle visait surtout à détruire les bases de repli du PKK.

Pour nombre d'observateurs, l'« opération Acier » n'avait du reste pas que des motivations strictement militaires. L'armée turque, selon eux, désirait avant tout lancer des messages clairs à qui saurait les comprendre. Les Kurdes d'Irak, d'abord, qui jouissent d'une autonomie

— chahutée par leurs propres querelles fratricides — depuis la guerre du Golfe, ont été avertis que le vide de pouvoir à la frontière sud de la Turquie devenait insupportable. Saddam Hussein lui-même était évidemment concerné: la délégation turque envoyée à Bagdad, mardi, a expliqué aux Irakiens les buts de l'opération. A Ankara, on cache de plus en plus mal les divergences de vues avec la coalition occidentale au sujet de l'Irak. L'embargo économique de l'ONU contre son voisin coûte une fortune à la Turquie et l'expérience autonomiste des Kurdes irakiens dérange même si ces derniers collaborent « n'ont pas de problème » avec les Turcs faute de choix.

Les États-Unis ont pourtant montré une évidente compréhension à l'égard de l'intervention militaire turque en Irak. C'est bien ce qui motiva la détermination turque: on sait à Ankara que l'intérêt stratégique commande à Washington de maintenir la Turquie dans le giron occidental. Ainsi, Strobe Talbott, se-

crétaire d'Etat adjoint américain, ne lésinait-il pas le 12 avril à Ankara sur l'importance de la Turquie, *Etat en première ligne dans le monde de l'après-guerre froide tout comme il l'était pendant la guerre froide.*

Mais l'armée turque a sans doute également voulu prouver qu'elle restait prépondérante sur le plan interne au moment où le pays fait face non seulement à la guérilla kurde mais aussi à une nette progression islamiste. Ce triple rôle de garante de la laïcité kémaliste, de l'unité territoriale et de la sécurité semble du reste populaire. Une sorte de « téléthon » organisé par la chaîne nationale TRT 1 le 17 avril a ainsi permis de réunir la coquette somme de 23,5 millions de dollars dans un élan patriotique en faveur des familles des soldats « martyrs ». Et, s'il faut en croire un sondage d'opinion publié récemment par le journal « Yeni Yuzyl », l'armée jouit de la confiance de quelque 80 % de la population, malgré trois coups d'Etat en 35 ans et une réputation exécrationnelle en matière de droits de l'homme (réputation partagée avec la police). L'image des partis politi-

ques, il est vrai, reste souvent associée à la corruption.

L'état-major turc dispose grâce à la Constitution de 1982 (adoptée par un régime... militaire) d'une influence sensible dans virtuellement tous les aspects de la vie turque, soulignait ainsi dans le « Wall Street Journal » du 27 mars Umit Cirze Sakalliglu, une politologue de l'Université Bilkent à Ankara. L'influence du Conseil national de sécurité, un organe politico-militaire qui groupe le Premier ministre, plusieurs ministres et les principaux commandants en chef de l'armée nationale, n'est dans cet esprit pas contestable.

Pourtant, les militaires ne sont pas les seuls à incarner le courant conservateur. Une bonne partie de la classe politique s'oppose également à l'octroi, par exemple, de droits culturels aux populations kurdes, qui représenterait selon elle l'ouverture d'une boîte de Pandore fatale à l'unité nationale en raison des multiples minorités ethniques rassemblées sur le territoire turc.

B. L.

Les promesses ne suffisent plus

Je ne dirai du mal du PKK que lorsque j'aurai aussi le droit d'en dire du bien! Cette boutade amère du prestigieux écrivain turc Yaşar Kemal, lui-même sous le coup d'une inculpation pour « propagande séparatiste », est significative. Tout comme le furent, en décembre, les lourdes condamnations — jusqu'à 15 ans de prison ferme — infligées à huit députés d'origine kurde. Le Premier ministre M. Tansu Çiller reconnaît du reste fréquemment le fossé qui sépare son pays de la démocratie.

Comme on le sait trop en effet, les réguliers constats des organisations compétentes se révèlent toujours plus consternants en matière de respect des droits de l'homme en Turquie, un pays où les exécutions sommaires et les cas de torture sont banalisés. Sous la pression de l'Union européenne, qu'Ankara rêve de rejoindre, les promesses officielles se sont multi-

pliées ces derniers mois, y compris de la part de M. Çiller, qui a par exemple souligné le 14 mars « l'importance de réformes historiques pour renforcer la démocratie ». Et de citer « une amnistie pour délits d'opinion, la protection des citoyens contre les violations des droits de l'homme et la levée de l'état d'urgence dans le Sud-Est anatolien » (Kurdistan turc).

Selon le quotidien « Hurriyet », en outre, le nouveau protocole (verbal...) qui régit les rapports entre les deux partis de la coalition gouvernementale prévoit « des mesures pour faire disparaître les obstacles, les limitations, les déficiences légales et matérielles qui entravent le développement et l'expression libre des particularismes d'identité culturelle et ethnique des citoyens, dans un esprit d'intégrité nationale » (serait incluse la liberté d'enseigner et de diffuser audiovisuellement en kurde!).

Les Kurdes croiraient rêver s'ils n'étaient habitués tant à la prodigalité des promesses qu'à l'absence de réalisations. Cette fois cependant, une attitude européenne cohérente dans sa fermeté pourrait peut-être faire avancer le dossier des réformes malgré la mauvaise volonté de certains milieux politiques et de l'armée. L'union douanière décidée à Bruxelles le 6 mars doit en effet être approuvée en octobre par le Parlement européen... qui a fait savoir que l'adoption de ce texte était impossible en l'état actuel du respect des droits de l'homme en Turquie.

Quant à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, créé en 1949 notamment par la Turquie pour défendre les principes de démocratie et des droits de l'homme, elle a lancé mercredi un ultimatum à Ankara, menaçant de la suspendre du Conseil si, dans les deux mois, elle n'aura fait preuve de progrès si-

gnificatifs en ces matières. Sans surprise, les Turcs ont réagi à ces pressions avec aigreur, et un membre turc du Conseil européen a estimé hier que son pays « n'était pas prêt à immoler ses principes unitaires et sa souveraineté sur l'autel de l'Union européenne ou du Conseil de l'Europe ».

Le chantage des autorités turques n'a pas varié: aidez-nous à nous démocratiser à notre rythme au lieu de nous critiquer, dit-on en substance en Asie Mineure à l'égard de l'Europe, sinon nous basculerons soit dans l'isolationnisme soit dans l'islamisme, ce qui n'est guère dans votre intérêt. Bien que ce langage convainque de nombreux responsables du Vieux Continent, le coup de force de l'armée turque en Irak montre une fois de plus à suffisance que les Européens ne peuvent plus se contenter de promesses.

BAUDOIN LOOS

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0501 4 I 0184 FRA /AFP-MC43

France-Turquie

L'exigence du Conseil de l'Europe est conforme à celle de l'Union européenne, selon Paris

PARIS, 27 avr (AFP) - L'exigence du Conseil de l'Europe vis-à-vis de la Turquie à propos du respect de la démocratie et des droits de l'Homme est conforme à celle de l'Union européenne, a-t-on indiqué jeudi à Paris de source officielle.

"Le message du conseil de l'Europe va dans le sens de ce que la Troïka européenne (France, Allemagne, Espagne) a dit à Ankara" à la fin mars, a déclaré M. Richard Duqué, porte-parole du ministère français des affaires étrangères.

Mercredi soir, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a demandé au Comité des ministres "d'envisager la suspension des droits de représentation de la Turquie, à moins que (le Comité) puisse rendre compte de progrès significatifs" en matière de démocratie et des droits de l'homme, et notamment pour la "recherche d'une solution pacifique au problème kurde" d'ici fin juin.

Depuis la mi-mars les forces turques sont engagées contre les rebelles kurdes du PKK, notamment dans le Kurdistan irakien.

bfr/mc

AFP /J00245/271621 AVR 95

ECF0215 3 F 0186 /AFP-KT13

Eco.

Europe-Turquie/Rupture après un ultimatum du Conseil de l'Europe à Ankara

STRASBOURG, 27 avr (AFP) - La délégation turque au Conseil de l'Europe a décidé de rompre "toutes ses relations" avec l'Assemblée parlementaire de l'organisation et de s'opposer à l'envoi d'une délégation européenne dans le sud-est de la Turquie, en proie au conflit kurde, a-t-elle annoncé jeudi à Strasbourg lors d'une conférence de presse.

S'insurgeant contre l'ultimatum de mercredi sommant la Turquie de se conformer d'ici deux mois aux normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie et de droits de l'Homme, M. Kemal Mimaroglu (Parti de la Juste Voie, PJV-droite) a précisé que la décision de se retirer de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait été prise à l'unanimité des 12 parlementaires turcs délégués à Strasbourg.

Ces parlementaires "ne reviendront dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe que lorsque le Comité des ministres (organe exécutif de l'organisation) prendra une décision respectueuse de la Turquie et de sa structure étatique", a indiqué M. Coskun Kirça (PJV).

dro/ft/il/dk

AFP /J00245/271305 AVR 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0582 4 I 0154 TUR /AFP-MP47

Turquie-Kurdes-Irak

18 rebelles tués dans le nord de l'Irak depuis mardi, selon l'armée turque

ANKARA, 27 avr (AFP) - Dix-huit rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et deux soldats turcs ont été tués depuis mardi dans le nord de l'Irak lors de l'opération de l'armée turque qui dure depuis 37 jours, a annoncé jeudi l'armée turque.

Ce bilan porte à 523 le nombre de militants armés du PKK tués et à 60 les pertes dans les rangs de l'armée turque depuis le début de l'opération le 20 mars dans cette région sous administration kurde irakienne.

La Turquie a retiré, depuis le 8 avril, plus des deux tiers de ses troupes. Quelque 20.000 soldats avaient été rapatriés mardi, au 36ème jour de l'opération, s'ajoutant aux 3.000 retirés le 8 avril.

Sur les plus de 35.000 soldats turcs dans la région, il reste un peu plus de 10.000 hommes, selon les estimations de l'état-major.

YM/sp

AFP /JO0245/271719 AVR 95

FRS0889 4 I 0269 IRK /AFP-OI96

Turquie-Irak-Kurdes

Le PDK se déploie près de la frontière turque

ZAKHO (Irak), 27 avr (AFP) - Deux cents combattants kurdes irakiens se sont déployés jeudi dans une zone frontalière proche de la Turquie, pour empêcher tout mouvement des séparatistes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a affirmé à l'AFP un responsable kurde irakien.

Le déploiement, effectué par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), intervient après le retrait mardi d'une grande partie des soldats turcs qui avaient lancé le 20 mars une vaste opération dans le nord de l'Irak contre le PKK.

"Nous avons envoyé quelque 200 miliciens, dont des forces spéciales, dans le secteur de Derkare et ses environs, afin d'empêcher le PKK de passer à travers cette région stratégique", a déclaré un responsable du PDK, Necirvan Barzani,

Le village de Derkare se trouve dans une vallée montagneuse près de la frontière turque, à une dizaine de kilomètres à l'est de la ville irakienne de Zakho. Quelque 500 soldats turcs appuyés par des tanks s'étaient déployés au cours de l'intervention dans cette région considérée comme un bastion du PKK.

La Turquie avait exprimé son désir de s'appuyer sur les formations kurdes d'Irak, et notamment le PDK dirigé par Massoud Barzani, pour empêcher l'infiltration par la frontière turco-irakienne, après la fin de l'opération militaire turque, des maquisards du PKK.

Le responsable du PDK a souligné que sa formation avait décidé de sa propre initiative de poster ces combattants, et que les autorités turques ne le leur avaient pas demandé.

ta-at/mch/cc

AFP /JO0245/272119 AVR 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0309 4 I 0191 EXT /AFP-KQ60

Europe-Turquie

Ultimatum du Conseil de l'Europe à Ankara: la délégation turque rompt toutes ses relations avec l'organisation

STRASBOURG, 27 avr (AFP) - La délégation turque au Conseil de l'Europe a décidé de rompre "toutes ses relations" avec l'Assemblée parlementaire de l'organisation et de s'opposer à l'envoi d'une délégation européenne dans le sud-est de la Turquie, en proie au conflit kurde, a-t-elle annoncé jeudi à Strasbourg lors d'une conférence de presse.

S'insurgeant contre l'ultimatum de mercredi sommant la Turquie de se conformer d'ici deux mois aux normes du Conseil de l'Europe en matière de démocratie et de droits de l'Homme, Kemal Mimaroglu (Parti de la Juste Voie, PJV-droite) a précisé que la décision de se retirer de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait été prise à l'unanimité des 12 parlementaires turcs délégués à Strasbourg.

Ces parlementaires "ne reviendront dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe que lorsque le Comité des ministres (organe exécutif de l'organisation) prendra une décision respectueuse envers la Turquie et sa structure étatique", a indiqué Coskun Kirça (PJV).

dro/ft/ms

AFP /JO0245/271250

AVR 95

Libre Belgique - 28 avril 1995

■ Conseil de l'Europe

Ankara proteste contre l'ultimatum

Une décision « extrêmement mauvaise » et « injuste »

Le vice-Premier ministre turc, M. Hikmet Cetin, a protesté jeudi contre la motion - adoptée la veille par 112 voix contre 29 et 15 abstentions - de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui recommande au Comité des ministres (organe exécutif) de suspendre la Turquie comme Etat membre si Ankara ne réalise pas d'ici fin juin des « progrès significatifs » sur le retrait de ses troupes du territoire irakien et en matière des droits de l'homme.

Il s'agit d'une décision « extrêmement mauvaise, injuste et contraire au système parlementaire », a estimé M. Cetin. « Nous avons inclus des me-

suren faveur de la démocratisation dans notre programme et pour notre peuple », a ajouté le vice-Premier.

RETRAIT

L'Assemblée parlementaire énumère clairement les progrès attendus, parmi lesquels le retrait d'Irak des troupes turques. Tout en condamnant le « terrorisme » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste), elle souligne que l'intervention turque dans ce pays est « contraire au droit international ». La Turquie a retiré mardi 20.000 soldats du nord de l'Irak mais souhaite pour-

suivre ses opérations contre les bases des rebelles. Au total, 23.000 des 35.000 militaires turcs engagés depuis le 20 mars dans l'« Opération Acier » ont repassé la frontière. Ankara n'a pas fixé de date pour le retour des 12.000 soldats encore sur le sol irakien.

L'Assemblée du Conseil de l'Europe a déjà voté plusieurs résolutions appelant la Turquie à des réformes dans le domaine des droits de l'homme, notamment après la condamnation de huit députés d'origine kurde, en décembre 94. Seule la Grèce a été suspendue du Conseil de l'Europe, sous la dictature des colonels (67-74). (D'après Reuter et AFP)

Dernières Nouvelles d'Alsace - 28 avril 1995

Conseil de l'Europe: les Turcs claquent la porte

●● Après le vote, mercredi, d'une «recommandation» qui «envisage la suspension de la Turquie» au Conseil de l'Europe, la délégation turque a pris hier les devants en rompant «toutes ses relations» avec l'assemblée parlementaire des «34».

Le visage sombre, la mine grave de ceux qui annoncent les mauvaises nouvelles, les députés turcs ont décidé de ne revenir «dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe que lorsque le comité des ministres prendra une décision respectueuse de la Turquie et de sa souveraineté». En d'autres termes, les parlementaires d'Ankara attendent du comité des ministres - organe exécutif du Conseil de l'Europe - qu'il considère comme nulle et non avenue la recommandation de l'assemblée parlementaire! Et, en attendant, les Turcs mettent leurs menaces à exécution, car il y aurait «deux poids et deux mesures» en Europe, où la Turquie serait toujours défavorisée!

Une antienne répétée depuis des années sur tous les airs, avec un texte invariable, sur le thème du pays incompris: «nous sommes entourés par de nombreux Etats non laïcs, non démocratiques et peu développés et nous représentons les idéaux de l'Europe

dans cette région du monde; nous isoler engendrera des prises de position néfastes...»

Attentisme...

Or pendant longtemps, trop longtemps pour certains, ces arguments ont porté. Mais ils n'ont pas résisté aux derniers épisodes du conflit entre les troupes d'Ankara et les sécessionnistes kurdes, avec l'extension que l'on connaît en Irak du Nord. Ils n'ont surtout pas résisté à la politique du moratoire et de l'attentisme que pratique les gouvernements turcs face aux exigences européennes: toutes les demandes de mises en conformité des textes constitutionnels ou pénaux avec les standards européens - auxquels la Turquie aspire - sont toujours remises à plus tard.

Voilà pourquoi, a déclaré hier le président Martinez, «une Assemblée parlementaire, respectueuse des principes démocratiques dont elle exige un respect strict pour les can-

Qu'on le sache, aussi: «La Turquie n'est pas prête à sacrifier sa souveraineté et son intégrité territoriale sur l'autel de l'Europe ou pour l'Union douanière». Avec une autre précision de taille: le message, a dit le député Mimaroglu «est aussi un signal en direction du Parlement européen» qui - on le sait - doit donner cet autonomie son «avis conforme» à l'Union douanière avec la Turquie. Et que l'Europe commence encore que le départ de Strasbourg aura une conséquence immédiate: la Turquie s'oppose à la visite d'une délégation parlementaire dans Sud-Est anatolien, en aucun cas les députés d'Ankara n'accepteront une telle mission «de bons offices ou de médiation. Nous la refuserons, une telle mission n'est pas dans les compétences du Conseil de l'Europe».

La «désintégration du pays»

Même son de cloche à Ankara où le vice-premier ministre Hikmet Cetin a qualifié le Conseil de l'Europe d'«inacceptable» car «elle contient des éléments susceptribles d'encourager la désintégration du pays». Mais quels éléments? Le simple fait d'appeler les Kurdes par leur nom? D'envisager un dialogue? Or - outre la modification de la



Suleyman Demirel, le président de la République turque: son pays lance un pavé dans la mare. (Photo AFP)

didats à l'adhésion au Conseil de l'Europe, ne peut pas se permettre de tolérer des violations flagrantes au sein de l'Organisation». Pourtant, la «recommandation» votée mercredi était loin d'être coercitive, en-dessous même des résolutions prises sur le même sujet par le Parlement européen.

Mais elle était inacceptable pour les Turcs qui ont clamé leur indignation en employant les grands mots, en parlant d'«ingérence dans les affaires intérieures turques» et d'un texte qui a «dépasse les limites de l'acceptable dans les relations entre un pays membre et le Conseil de l'Europe».

constitution, le retrait des troupes d'Irak du Nord et un vou pieu sur l'arrêt du cycle terrorisme-répression - Strasbourg n'exige, pour l'instant, qu'un minimum: par exemple, la signature par la Turquie de la charte sur les langues minoritaires qui permettrait à la population turque d'origine kurde de préserver ses droits culturels.

C'est encore de trop pour Ankara qui, il est vrai, espère beaucoup en le comité des ministres pour vite envoyer aux oubliettes la recommandation de l'Assemblée parlementaire. En vain, croit savoir le président Martinez, qui estime que les ministres n'iront pas à l'encontre des députés. Et comme pour conforter son opinion, le ministère des Affaires étrangères français, qui préside l'Union européenne, a rappelé que «le message du Conseil de l'Europe va dans le sens de ce que la trioka européenne (France, Allemagne, Espagne) a déjà dit à Ankara fin mars».

Reste à attendre les résultats concrets de cet ultimatum: les élus turcs ont, malgré leur dépit, promis pour la mi-juillet, des changements constitutionnels «dont la texture étonnera le Conseil de l'Europe». Reste aussi à recoller les morceaux: le député français Jean-Claude Mignon a déjà demandé une réunion d'urgence du comité des ministres. **Jean-Claude Kiefer**

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, APRIL 28, 1995

Turks Break With Council of Europe

Reuters

STRASBOURG — Officials in Turkey said Thursday that they were breaking off relations with the Council of Europe after its assembly threatened to suspend Ankara because of its military push against Kurds in northern Iraq.

Turkey's parliamentary delegation in Strasbourg "will no longer take part in any activities and will refuse all cooperation," said Kemal Mimaroglu, deputy of the governing True Path Party.

Mr. Mimaroglu, speaking after the assembly had voted to increase pressure on Ankara to end its offensive against Kurdish rebels, went on: "The Turkish delegation to the parliamentary assembly of the Council of Europe has decided to suspend its relations with the organization until it changes its mind."

The council's 34 member states approved a resolution on Wednesday asking its governing committee of ministers to suspend Turkey unless it showed significant progress toward a withdrawal from Iraq before a European Union summit on June 26.

It also called for a peaceful solution to the Kurdish problem and democratic reforms of Turkey's constitution and laws.

The European Parliament has set similar conditions to ratify a customs agreement between Turkey and the European Union.

Mission a Success, Turks Say Troops Pulling Out, Ciller Turns to Rights

By Celestine Bohlen
New York Times Service

ANKARA — With Turkish troops now winding down their five-week-old operation in northern Iraq, senior officials here said that the army had succeeded in its mission to wipe out the camps, arms depots and supply routes used by Kurdish separatist guerrillas.

But the officials acknowledged that the hard part comes now, as Ankara tries to find a way to keep secure the mountainous border area that had become a launching pad for armed forays into Turkey by the Kurdistan Workers' Party.

"Their infrastructure is destroyed," Defense Minister Mehmet Golhan said. "But while they cannot come back in the short term, the problem is to do something to keep control of our borders."

Stunned by harsh criticism of the operation, Turkey faces new pressure to clean up its human-rights record, if a customs union with Europe is to be ratified by the European Parliament in October.

In Washington last week, Prime Minister Tansu Ciller promised to push ahead with a package of laws to liberalize Turkey's strict limits on free speech, among other things.

And most observers here acknowledged that the success — and overwhelming popularity — of the Iraqi operation would give her new ammunition.

"She calculates she is as strong now as she will ever be," a Western diplomat said. "To those who say she is soft on terrorism she can now say, 'Hold it, I just put 35,000 troops over the border to track them down.'"

Early this week, Turkey withdrew 20,000 of those troops, who poured across the Iraqi border March 20. Mr. Golhan said the remaining 12,000 soldiers were now concentrated in the rugged far-eastern end of the Iraqi-Turkish border, where some of the guerrillas are believed to be hiding.

Northern Iraq was made a "safe haven" for Iraqi Kurds after the Gulf War in 1991, with its security guaranteed by the U.S.-led coalition. But the Iraqi Kurds who control the territory have split into two warring factions.

Increasingly, the Kurdistan Workers' Party, a radical Marxist group, had used the area to continue its 11-year war of independence against Turkey.

Ankara is now trying to negotiate a truce between the rival factions and bring them into talks with Saddam Hussein in Baghdad.

Turkey's goals are to restore some kind of authority in the region and to forestall efforts by the Kurds to form an independent state, which could give more steam to the Kurdish separatist movement in Turkey.

"We are saying to the Iraqi Kurds two things," Deputy Foreign Minister Ozdem Sanbark said. "One, don't fight, and two, assume your security responsibilities yourselves. We are asking them to clean their own garden so there's no need for us to resort to such means again."

Both Mr. Golhan and Mr. Sanbark ruled out the possibility that Turkey will leave troops in northern Iraq once the operation is finished.

Instead, Mrs. Ciller will now try to push through her "democratization" package, which includes laws that would ease restrictions on union activities, political associations and free speech.

She and her coalition government could even try to amend Article 8 — a law banning "separatist propaganda" that has been liberally used to jail writers, journalists and others who criticize Turkey's policies toward its Kurdish minority — although many members of her own True Path Party would probably balk.

Pas de sanctions du Conseil de l'Europe contre la Turquie avant deux mois

STRASBOURG

de notre correspondant

Malheureux Conseil de l'Europe ! Incapable d'assumer la première de ses missions : ne pas composer avec le respect des droits de l'homme. Cinq semaines après le début de l'intervention turque contre les Kurdes dans le nord de l'Irak, l'assemblée parlementaire de l'organisation des « trente-quatre » a demandé, mercredi 26 avril, aux gouvernements membres d'« envisager », à la fin juin, la « suspension des droits de représentation de la Turquie ». Ankara est en quelque sorte autorisée à poursuivre ses opérations militaires au moins deux mois encore.

Le groupe socialiste avait demandé la suspension immédiate mais la droite, majoritaire dans l'hémicycle européen, a su faire adopter à l'assemblée une position « réaliste ». En retirant, mardi dernier, une partie de ses troupes du territoire irakien, le gouvernement de Tansu Ciller a certes fait un geste non négligeable. Il n'empêche : dix mille hommes de troupe restent sur le terrain et aucune date précise n'a été indiquée sur un retrait complet.

Au total, le Conseil de l'Europe se montre moins exigeant avec la Turquie, qui en est membre depuis 1949, qu'avec la Russie qui aspire à l'être. En février dernier, l'assemblée avait décidé de suspendre l'« examen » de la demande d'adhésion de Moscou en raison de la crise tchécoslovaque. Jusqu'ici, l'institution strasbourgeoise n'a jamais eu à se prononcer sur une exclusion. En 1967, elle avait attendu suffisamment longtemps pour que le régime des colonels décide, de lui-même, de suspendre la participation de la Grèce. En 1980, après le coup d'Etat en Turquie, le régime militaire avait, lui aussi, exclu de facto son pays en prononçant la dissolution du Parlement turc.

Marcel Scotto

■ ANKARA n'achètera « aucun nouveau matériel militaire » aux Pays-Bas, suite à la création, le 12 avril à La Haye, d'un « Parlement kurde en exil » composé en majorité de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en rébellion armée contre Ankara depuis 1984. Ankara a, mercredi 26 avril, placé les Pays-Bas sur la « liste rouge » des « pays non crédibles » pour l'achat d'armement. D'autre part, le PKK a libéré, mercredi 26 avril, Fatih Saribas et Kadri Grusel, journalistes turcs de Reuter et de l'AFP, enlevés le 31 mars dans le sud-est de la Turquie alors qu'ils revenaient d'un reportage au nord de l'Irak. - (AFP, Reuter.)

LE MONDE / VENDREDI 28 AVRIL 1995

Mrs. Mitterrand launches group to support jailed deputies

Agence France Presse

PARIS- Danielle Mitterrand, wife of the French president, on Thursday launched a support committee calling for the release of Kurdish deputies jailed in Turkey for alleged militant acts.

She said the committee would aim to "raise public awareness about the Kurdish deputies jailed for their opinions, help in their defense, and act for their release."

"We cannot just sit back and take no action. We have to fight, constantly," she told a press conference, referring to the plight of eight deputies jailed in December for allegedly supporting the militant Kurdistan Workers' Party (PKK). The jailings, ranging from three-and-a-half to 15 years, have caused an international outcry, and have led to unease in Ankara's diplomatic relations, notably with the European Union. Mrs. Mitterrand, who heads an international rights group, the Foundation France Libertés, said the new group would aim generally to defend human rights in Turkey.

She said it would not only support the jailed deputies, but "also all political prisoners in Turkey."

She said it would "promote ... peace and democracy in Turkey, and a peaceful solution to the Kurdish problem in a framework of democracy and existing borders."

Mrs. Mitterrand's committee also includes the former French socialist minister Segolene Royal, Daniel Jacoby, honorary president of the international human rights federation, and Kendal Nezan, head of the Kurdish Institute in Paris.

The French first lady said that national branches of the committee would be established in the coming weeks, notably in Sweden and Norway, where she will travel next week.

FRIDAY, APRIL 28, 1995

Turkish Daily News

Turkey outraged by Council of Europe decision for suspension

Boycott: Turkish delegation boycotts the Council's Parliamentary Assembly

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey, under heavy international pressure since it started its incursion in northern Iraq, reacted angrily Thursday to a recommendation by the parliamentarians of the

Council of Europe to suspend Turkey's participation from the body.

The Turkish government made a statement Thursday, saying that the decision was unacceptable and unfair. "No institution may impose a deadline on the Turkish Parliament for completing its democratization process," the government statement, read by government spokesman Yıldırım Aktuna after a Cabinet

meeting, said.

This makes reference to wording in the recommendation of the Assembly that its executive council should freeze Turkey's membership if Turkey makes no progress on human rights in two months.

Turkish Deputy Prime Minister Hikmet Çetin, who had held two years ago the rotating



ANTI-GORBY PROTEST AT METU: Angry leftist students protesting against Mikhail Gorbachev, the former Soviet Union president, at the Middle East Technical University campus. See story page A2.

TDN Cengiz Uysal

presidency of the Council as Turkey's foreign minister, also branded the Council of Europe's parliamentarians' resolution as "extremely wrong, unjust and contrary to the parliamentary system." Çetin said Wednesday's resolution comprised elements that amounted to encouragement of Turkey's disintegration.

President Süleyman Demirel also joined the chorus of outrage, saying that "Europe without Turkey" would bring no benefit to Turkey nor to itself.

"We expect our European friends to understand our democratization efforts," he said.

The resolution, which is not binding but is merely a "recommendation" to the Council of Europe's ministers, says the Council's executive body should consider suspending Turkey unless it could certify in two months' time that Turkey had brought its record up to acceptable standards in human rights and withdrawn its troops from northern Iraq.

It also urges Turkey to find a peaceful solution to its "Southeast problem" and expresses the parliamentarians' concern over what they called

"Turkish violation of human rights." "We cannot have two standards," said Hungarian socialist Andras Barsony who drew up the proposal, noting how Russia's entry into the Council of Europe had been put on ice because of its conflict in Chechnya.

Delegates from other countries backed the motion, with Sir Russel Johnston of Britain saying it was a "fair compromise" and comparing the Kurds to Palestinians before the Palestine Liberation Organization was recognized.

While parliamentarians called giving Turkey two months' time a fair compromise, Ankara fervently protested the deal, saying it was very "wrong" to impose a deadline on Turkey.

"Taking steps towards democracy is something we have included in our own program and for our own people. But it is extremely wrong for parliamentarians to take such a decision setting a time limit," Çetin said.

Foreign Minister Erdal İnönü described the Council of Europe's decision as an "unproductive one" that would have negative consequences on the ties between the Council and Turkey. But

the statements of the government officials were decidedly milder than that of deputies who represented Turkey in Strasbourg, the seat of the Council.

"We will not attend the meetings of the Council of Europe's Parliamentarians Assembly until the Council's ministers take a decision that is in line with Turkey's sovereignty, state structure and basic principles," Sait Kemal Mimaroglu, who heads the Turkish delegation to the Assembly, said.

Earlier, Mimaroglu criticized the recommendation as "pushing Turkey towards isolationism" and said it was "a historic mistake."

"Those who dream of changing Turkey's borders by recognizing the terrorists of the PKK (Kurdistan Workers' Party) will have to think again," said fellow Turkish delegate Coşkun Kırca. The reactions of deputies in Ankara were no less severe. "The decision of the Assembly has surpassed any courtesy," Welfare Party Deputy Chairman Musa Demirci said. "We expect Hüsamettin Cindoruk, the Parliament speaker, to show a strong reaction against this."

Some opposition deputies, on the other hand, blamed the weakness of the Ankara government for not countering such a difficult decision.

Turkish Daily News

FRIDAY, APRIL 28, 1995

Ankara police detain top HADEP executives, lawyer

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara police anti-terror teams on Wednesday placed in custody three top executives of the pro-Kurdish People's Democracy Party (HADEP) as well as the party's lawyer. Murat Bozlak, HADEP chairman, told the Turkish Daily News that HADEP Assistant Chairmen Hikmet Fidan Sehabettin Özarlaner, Assistant General Secretary Seyhmus Cagro, party lawyer Nuri Özmen and Ankara headquarters executive Ferhan Turk were taken into custody. Özmen was released late Thursday afternoon.

The police took Sehabettin Özarlaner as he was leaving his home for HADEP offices in the morning on Wednesday, and Cagro and Fidan were taken at the bus

station during the night, Bozlak said.

"When we rang the Ankara police station today (Thursday), we were told that our party executives were taken because of testimony against them and they would be released after testifying.

This is the only information we were given," Bozlak added.

He criticized the detentions and claimed that it was a part of a campaign to attack HADEP.

"We believe the decision to attack HADEP was made at the top level of the government and the police are implementing it," he said.

"Even though HADEP is one of the eight political parties that the High Election Board has said have the right to participate in general elections, we are not invited by President to meet, while some others who do not even have the right to participate in the election were invited.

"This is very significant and explains the government's approach

toward our party," Bozlak said.

After he was released Özmen told the Turkish Daily News that "the police detained him and said that they had received a tip against him, but they did not say what it was about. "They asked me why I was defending some political cases. I am one of the defense lawyers in the DEP case and tackled some other political cases as a lawyer.

It is normal to defend anyone as a lawyer, if I am paid.

This is my profession," Özmen said. HADEP was founded on May 11, 1994 by former members of the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) to replace the closed party. Since then, the party members and executives have been the target of several attacks, and nine executives and members of the party have been killed.

None of the assailants have been apprehended.

Turkey-Iran-Syria Meeting Postponed

A planned tripartite meeting between Iran, Turkey and Syria has been postponed to an unspecified date due to the reaction of Tehran and Damascus to Turkey's ongoing military operation in northern Iraq.

Diplomatic sources in Tehran have told the Turkish Probe that Iran and Syria consider the Turkish Army's operation in the region as the main obstacle to holding the meeting, which was expected to be held on April 28 in Iran.

Damascus and Tehran want a quick withdrawal of Turkish troops from northern Iraq, some diplomatic sources say.

Prior to the fifth tripartite meeting, Iran had played a mediatory role between Syria and Turkey to realize that gathering.

Meanwhile, sources close to the Turkish Foreign Ministry told Probe on April 25 that so far Syria has not given its response to the invitation it received to the tripartite meeting, but Tehran informed Ankara that it was ready to participate in the meeting.

The Foreign Ministry sources added that Tehran's approach to Turkey's policy toward the

region was moderate and that Tehran was convinced about the necessity of the Turkish Army's military operation in northern Iraq.

The tripartite consultation mechanism was set up in 1992 after the Gulf crisis. The situation in northern Iraq and the possibility of the creation of a Kurdish state brought the three countries closer together. Iran, Turkey and Syria declared their joint stance against the creation of a Kurdish state in their meetings to date.

Turkey attaches great importance to the tripartite meetings within the framework of its overall foreign policy, which foresees close dialogue with regional countries on regional issues.

Deputy Prime Minister Hikmet Çetin called for an immediate tripartite meeting two weeks ago.

Gün Gür, general director of Middle East and Africa affairs who was in Baghdad this week for consultations with Iraq, went to Tehran last week and informed Iranian officials, including Foreign Minister Ali Akbar Velayeti, of the military operation and Turkey's policy on northern Iraq. ■



Turkish Probe April 28, 1995

5

Reactions to Unsolved, Political Killings Draft Report Reflect Rifts in Parliament

Orya Sultan Halisdemir

The alarming draft report of the parliamentary commission set up to investigate unsolved, political killings has led to heated debate in the Parliament. Its release last week caused much controversy. Many members of the commission itself refused to sign the draft document, arguing that it contained many anti-state elements. Defensive of the state, these reactionaries claimed the report was more destructive than constructive.

The report examines unsolved political killings in Turkey as well as security concepts. Highlighting issues like the ineffectiveness of the intelligence services in solving the killings, illegal intelligence services and their connection with the criminal world and the village guard system, it paints a horrific picture of Turkey.

Some deputies, especially those in the conservative and pro-Islamic parties, defended their decision to oppose the report and said a parliamentary commission should not interfere in state matters to such a degree.

The debate led to the resignation of Judge Akman Akyürek, who was an advisor to the commission.

Opposition to the report led to a dispute in the Parliament last Thursday. Ismail Köse, a True Path Party (DYP) deputy, put forward the argument that those sections of the report which targeted the prestige of the state should be removed. Köse went further and said that instead of the word "state,"

"administration" should be used. Köse said the report was an imaginary scenario.

"A deputy cannot be suspicions of his own state. The state does not kill people. We should clear the state's name," said Köse.

He proposed removing those words and phrases from the report which portrayed the state in a negative light.

"Secret village guards" and those sentences that define the Southeast as a place of exile for the country's civil servants, are among the expressions Köse wants excluded from the report.

He also said the report should not put blame on Iran outright for supporting the Islamic fundamentalist Hizbullah militants in Turkey, saying this weakened relations with neighbors and that instead of naming a country, phrases like "neighboring" should be used.

On the other hand, some members of the commission rejected the idea of toning down the report, especially its claims against the state. Some even argued that this draft was already a toned down version of evidence they had found.

Köse recommended that instead of accusing the state, there should be reforms in the structure and the functions of the National Security Committee (MGK). He was reported to have said that it would

help Turkey's democratization drive if the office of the Chief of Staff was under the control of the MGK. He also proposed increasing the civilian representation in the MGK.

Eyüp Aşık, deputy chairman of the Motherland Party (ANAP), said that despite the fact that there was much evidence of the state being responsible for many of the killings, the commission had not conveyed this. "But we must, if we have enough evidence," said Aşık.

The head of the commission, Sadık Avundukoğlu, described the report as the most detailed and serious study of its subject matter.

Some paragraphs within the report have attracted strong criticism from the opposition group in the commission.

"The people of the Southeast are expecting the 'father state' to look after them. However all they get from the state is a state which even lacks the power to collect electricity and water bills and which encourages unplanned urbanization. In employing workers, partisanship and prejudice are the real criteria."

For years, the eastern and southeastern regions have been seen as a place of exile for the country's civil servants, who once sent there have felt abandoned and tried to take revenge on the local people, as if they were to blame, he said.

"Unqualified security personnel, especially those in charge, block the way for the people of the area seeking justice," he said, adding that citizens then turned to illegal channels.

"The institution of the village guards is seen by the state only as a means of gaining money. Those who have confessed to crime are also provided with financial support by the state. Those institutions which are supposed to work for the state are engaged in criminal activities, such as drug and arms smuggling."

The discussions which took place in the Parliament over the unsolved political killings draft report can be seen as a reflection of the ideological divisions within the assembly. There were no surprises from the conservative members of the Parliament who are also known to support the democratization package and improvements in human rights. Another point to be made is the opposition from members of the senior coalition partner, the DYP, which implied support for the structure as it is at present.

The question surely needs to be asked to what extent a parliamentary commission, which is ultimately itself a part of the state structure, can be independent of the state? Although not in its final form and signed, the draft report will still become a reference document for researchers. ■

Human Rights Diary

Investigation against journalist

Ahmet Altan- The Istanbul State Security Court (DGM) has launched an investigation against Ahmet Altan, a well-known Turkish journalist, for his article printed in the daily Milliyet entitled "Atakurt." Altan, talking to the Turkish Daily News, said he had learned that Istanbul DGM prosecutor Isa Geyik had issued an order for him to testify about the article, published on April 17, which had also led to Altan's dismissal from Milliyet. In his article, Ahmet Altan criticized the government's Kurdish policy and in his headline used the word "Atakurt," a play on the name Atatürk, the founder of the Turkish Republic. In his "Atakurt" article Altan said: "Democracy is for the demands of the Kurds to be accepted. The same demands that we Turks would ask for ourselves if we were living in a country with the name Kurdiye. Is it worth shedding so much blood and dragging our country into an insoluble situation, just so as not to give the rights that we would demand for ourselves, to people that we consider equal to us? Whoever answers this question negatively and says, 'No, it not worth it' are the people who want democracy." (Turkish Daily News, April 22)

Hasan Ocak is missing- Hasan Ocak locked up his clothing shop in Istanbul's Laleli area and called his sister to say he would buy some fish and be home for the Kurdish new year festival. That was on March 21. His family has not seen him since. Ocak had suddenly joined the ranks of Turkey's "missing" — hundreds of people who have disappeared without trace, some believed killed by the security forces while in detention. But the Interior Ministry, responding to a campaign by his family, friends, human rights groups and the Turkish media to find him, said he was not being detained by security forces. The last person known to have seen him alive is an extremely thin and pale Suna Yaşar. She says they were both tortured in the Aksaray detention center in Istanbul. (Reuters, April 24)

IHD report: 64 detainees allege torture- A report on human rights abuses in the capital, released by the Ankara branch of the Human Rights Association (IHD), says 64 of the 242 people taken into custody in March allege they were tortured. According to the report, a total of 254 people were taken into police custody during February and March, and of this number 68 claim to have been tortured or treated in an inhuman way. Only 27 of those detained were actually arrested whereas the remainder were released before having to appear in court, according to the report, which cites this as proof of the police unlawfully detaining individuals. The IHD in Ankara said the number of people detained increased radically in March due to the public demonstration in Ankara's Kızılay district, following the unrest in the Istanbul district of Gaziosmanpaşa which broke out on March 12 and ended a week later leaving more than 20 people dead. Of the 64 people who alleged to have been tortured in police custody in March, 15 were women. The Ankara IHD said the police did not abide by existing rules on the treatment of people taken into custody, namely informing individuals why they have been detained. (Turkish Daily News, April 27)

Yozgat prison hunger strike reaches 40th day- A hunger strike launched by 180 political prisoners in Yozgat prison in central Anatolia to protest the prison administration's treatment of prisoners reached its 40th day on April 27. The families of the prisoners also began a hunger strike on April 23 at the Human Rights Association's Ankara headquarters.

The political prisoners, mostly from outlawed leftist organizations, said in a written statement on April 25 that they had been attacked by prison guards who were supporters of the ultranationalist National Movement Party (MHP) and who were organized in the prison with the help of the prison administration.

"Although we have warned the Ministry of Justice several times, there has been no single positive development on that problem," the hunger strikers said, adding that if anyone died as a result of the strike, the Ministry of Justice would be responsible.

(Turkish Probe, April 28)

Türkische Reaktion auf aussenpolitischen Druck

Gespräche mit Bagdad und den nordirakischen Kurdenführern

Während die Armeeführung den Abzug von 20 000 Mann türkischer Truppen aus dem Nordirak ankündigte, hat die Regierung hochrangige Delegationen zu Gesprächen mit dem irakischen Regime nach Bagdad und den nordirakischen Kurdenführern nach Erbil entsandt. Ein geplantes Treffen zwischen der Türkei, Iran und Syrien, das über die Lage im Nordirak beraten sollte, wurde kurzfristig abgesagt.

it. Istanbul, 26. April

Durch den wachsenden aussenpolitischen Druck offensichtlich in Bedrängnis geraten, hat die Türkei am Dienstag erklärt, der Abzug von 20 000 Mann türkischer Truppen aus dem Nordirak sei abgeschlossen worden. Laut einer Erklärung des türkischen Generalstabs sind fünf Brigaden in die südöstlichen Provinzen der Türkei, Hakkari und Sınak, zurückverlegt worden. 3000 Mann wurden bereits vor wenigen Tagen in die Türkei zurückgenommen. Die übrigen 12 000 Mann, die noch im Nordirak stationiert sind, sollen innerhalb des nächsten Monats zurückgezogen werden.

Verzicht auf eine Sicherheitszone?

Interessanterweise ist der angekündigte Rückzug in der türkischen Presse bis jetzt mit keinem Wort kommentiert worden. Interessant deshalb, weil die Forderung nach Errichtung einer türkischen Sicherheitszone im Nordirak von vielen Kommentatoren erhoben worden war. Ohne eine Pufferzone wäre die kostspielige Militäroperation umsonst, hatte etwa das Fazit des Kolumnisten Mehmet Ali Birand gelautet. Recht kurz wurde bloss gemeldet, dass Ankara eine hochrangige Delegation nach Bagdad entsandt hat, um das irakische Regime über den letzten Stand der Operation zu informieren, und eine zweite Abordnung in der nordirakischen Stadt Erbil Gespräche mit dem für Ankara unbequemen Kurdenführer Jelal Talabani führen wird.

Innenpolitisch wurde der Rückzug rhetorisch abgesichert. Die Regierungschefin Ciller zog am Dienstagabend vor der Parlamentsgruppe ihrer Partei des Rechten Weges mit erstaunlich scharfen Worten gegen Kritiker der türkischen Militäroperation ins Feld. Die Forderung nach demokratischen Reformen oder nach einer politischen Lösung zeuge lediglich von Ignoranz hinsichtlich des grenzüberschreitenden Problems des Terrorismus, sagte sie. Die Militäroperation sei eine legitime Ausübung des Rechts auf Selbstschutz. Deshalb würde die Türkei sofort wieder in den Irak einmarschieren, sollten dort Terroristen eine Basis

für Angriffe auf die Türkei errichten. Frau Ciller schloss ihre feurige Rede mit einer verkappten Warnung ab: Europa sei für die Türkei zwar wichtig, aber die Türkei sei für Europa noch wichtiger.

Frau Cillers Äusserungen waren wohl für internen Konsum bestimmt. Türkische Truppen im Umfang von 35 000 Mann waren am 20. März in den Nordirak einmarschiert, um laut offiziellen Angaben das Rückgrat der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) zu brechen. Einen Monat später werden die Resultate der massiven Militäroperation stark in Zweifel gezogen. Die Regierungschefin erklärte, während der Operation seien 505 Rebellen getötet und weitere 223 festgenommen worden. Aus militärischer Sicht handelt es sich wohl um einen bescheidenen Erfolg. Dennoch ist das zerklüftete Gebirge des Nordiraks gegen eine Infiltration der PKK-Guerilla nicht abgesichert worden.

Politische Kosten

Politisch hingegen hat die Intervention Ankara ohne Zweifel viel gekostet. Die Beziehungen der Türkei zur Europäischen Union waren noch nie so belastet wie heute. Der deutsche Aussenminister Kinkel begrüsst zwar den angekündigten Teilabzug der türkischen Truppen, fügte jedoch hinzu, das genüge nicht. Der Europarat räumte am Mittwochabend unter Androhung eines Ausschlusses der Türkei eine letzte Frist ein, in der sie die Auflagen bezüglich Menschenrechte und Rechtsstaatlichkeit erfüllen muss. Die Operation scheint auch die Beziehungen Ankaras zu seinen Nachbarländern Syrien und Iran zu beeinträchtigen. Ein reguläres Treffen zwischen Delegationen aus Iran, Syrien und der Türkei, welches am 28. April in Teheran stattfinden sollte, wurde kurzfristig abgesagt. Die Durchführung dieser Zusammenkünfte geht auf eine Initiative des damaligen türkischen Präsidenten Özal nach dem Golfkrieg zurück und hat zum Ziel, gemeinsam den Konflikt mit kurdischen Minderheiten zu erörtern sowie über den kurdischen Nordirak zu beraten. Teheran und Damaskus haben nun das Treffen anscheinend mit dem Hinweis auf die andauernde Militäroperation im Nordirak abgesagt.

Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP

FRS0313 4 I 0480 IRK /AFP-XL53

Irak-Turquie-Kurdes

Les réfugiés kurdes irakiens craignent de rentrer dans leurs villages par Tollé ARAM

DOHOUK (Irak), 29 avr (AFP) - Les milliers de Kurdes qui ont fui l'armée turque dans le nord de l'Irak ont peur de regagner leurs villages, en raison de la présence des séparatistes kurdes turcs qui pourrait provoquer une nouvelle offensive turque.

Revenu pour la première fois samedi dans son village, Hassan Mohammad regarde sans un mot sa maison en ruines.

La maison en briques et en terre battue où il vivait avec 17 autres membres de sa famille est complètement calcinée. Des lambeaux de couvertures et de draps, des sacs de farine et de riz éventrés traînent au milieu des ruines.

Les habitants affirment que les troupes turques ont bombardé le village kurde irakien, au nord de la ville de Zakho, proche de la frontière avec la Turquie, avant de l'occuper. Dix des 35 maisons ont été incendiées.

De violents combats ont opposé près de ce village, niché dans une vallée verdoyante, l'armée turque et les séparatistes kurdes turcs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui avaient établi début 1995 un camp à proximité.

Pour le moment, Mohammad n'envisage pas de rentrer. "C'est très dangereux de revenir dans le village, le PKK a regagné ses bases et nous craignons que l'armée turque l'attaque à nouveau", affirme-t-il.

Les habitants se sont installés sous des tentes à une heure et demie de marche du village, et y reviennent pendant le jour pour s'occuper de leurs petits champs de riz et de blé qui leur procurent de quoi se nourrir.

Un habitant montre du doigt trois hommes à bord d'une jeep camouflée au milieu du village. "Ce sont des membres du PKK. Nous ne voulons pas d'eux ici. D'habitude, il n'entrent pas dans le village, mais quand ils le font, nous ne pouvons les en empêcher. Ce sont des commandos armés", ajoute-t-il.

L'ONU estime entre 7.000 à 10.000 le nombre de Kurdes irakiens déplacés à la suite de l'opération turque contre le PKK, lancée le 20 mars dans le nord de l'Irak. La Turquie a procédé mardi au retrait de cinq brigades comprenant 20.000 hommes du nord de l'Irak, où il reste environ 10.000 soldats turcs.

Dans la région frontalière, les combattants du PKK semblent détendus et ne cherchent pas à se cacher. Ils pique-niquent sous les arbres ou montent la garde devant des postes de contrôle éparpillés.

Des habitants d'un autre village irakien proche de la frontière turque ont envoyé l'un des leurs en éclaireur. "Il a rencontré deux combattants qui lui ont demandé que les villageois rentrent chez eux pour qu'ils leur fournissent à nouveau des vivres. Mais nous ne voulons pas", affirme un jeune homme.

Quelques dizaines de déplacés ont tout de même décidé de rentrer, et se dirigeaient vers leurs villages samedi, avec leurs ânes chargés de couvertures et de poulets.

ta-ag/at/mfo

AFP /J00245/291637

AVR 95

Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP - Agençie France Presse - AFP



Hüsamettin Cindoruk

Cindoruk says Euro-Council acts 'imperiallly'

Terror: Turkish Parliament speaker says he hopes "support for terrorism" by European deputies "will not lead to tragedies in Europe"

TDN with wire dispatches

ANKARA- Parliamentary Speaker Hüsamettin Cindoruk on Friday accused the Parliamentary Assembly of the Council of Europe "of considering itself as an imperial legislature which was sending directives to the Turkish legislature as if it was a provincial organization."

Cindoruk's views were expressed in a strongly worded letter of condemnation to Miguel Angel Martinez, the Speaker of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe. It was in response to Wednesday's decision by the Assembly to recommend Turkey's suspension from the Council of Europe if it does not take concrete steps in the direction of democratization by June.

Cindoruk said that the Assembly's recommendation carried a tone "that did not befit the political courtesy necessary between partners of equal standing."

In its motion, the assembly said the council's executive body should consider suspending Turkey unless it could certify in two months' time that Turkey had brought its record up to acceptable standards, particularly in respect of its Kurdish minority. Immediately after the motion, the Assembly's Turkish delegates decided to boycott future sittings and effectively walked out of the forum.

One of the delegates, Coşkun Kırca, said they would "not return to the Council of Europe forum until the Committee of Ministers (the council's

executive body) adopts a respectful stance towards Turkey and its state structure."

Turkish Foreign Minister Erdal İnönü said in Bratislava, Slovakia, where he was visiting, on Thursday that the Assembly's motion had prompted Turkey to break away formally from the Council of Europe until it changed its mind.

"With due respect, I must say that our colleagues in the Council of Europe do not understand well the problems that a nation faces when there is terrorism going on in the country," he said.

"This leads them to come to some wrong conclusions and to give wrong advice."

The Assembly speaker said on Thursday that the move by the Turkish delegates was "unprecedented in the history of the organization" and defended the motion condemning Ankara. Martinez also defended the motion on Turkey saying it was "moderate and reasonable."

He said: "It is respectful of Turkey and of the principles which the Council of Europe defends."

He said the Turkish delegates were trying to set the Parliamentary Council against the Committee of Ministers. "It is a game they cannot win .. the Parliamentary Assembly and the Committee of Ministers are on the same wavelength," he added.

French Parliamentarian Jean-Claude Mignon, a delegate in the Council of Europe's Parliamentary Assembly, issued a written statement on Friday calling on the Turkish members to return to the forum.

Indicating that he condemned terrorism, Mignon added, however, that Turkey's Kurdish problem was not just a problem of security but had social and cultural aspects as well.

In his letter to Martinez on Friday, Cindoruk condemned in particular, the reference in the Assembly's motion to a conflict between the central government and a regional peoples. He argued that the reference to "Kurdish nationalism" in the motion represented "open support for terrorism."

"The reference gives the impression that the aggressors in Bosnia-Herzegovina are accepted as Serbian nationalists and provides an important clue

as to the reality concerning the unbelievable tolerance shown towards these aggressors" Cindoruk said.

Cindoruk characterized the Assembly's reference to clashes between "the central government" and "Kurdish nationalists" as a "gaffe rarely seen in political history."

"Turkey is a unitary state. The reference to the central government is a direct assault on Turkey's territorial integrity and an expression of disrespect. This is a definition that has not even been used by the terrorist organization," Cindoruk said.

By "the terrorist organization", Cindoruk was referring to the Kurdistan Workers' Party (PKK) which is waging a violent separatist war in south-eastern Turkey.

Cindoruk indicated that the condemnation of Turkey expressed in the Assembly decision should have actually been directed to the PKK which is butchering innocent children, women and old people in Turkey.

He also questioned why the Council of Europe was not remarking on the fact that Mehmet Emin Ağa, the elected religious leader of the Turks of Greece was currently in prison where he had been thrown by Greek authorities on the grounds of "impersonating a holy man"

Cindoruk went on to indicate that the sending of a delegation by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe at this stage would serve not any purpose.

He added that while such a delegation could have been acceptable before the Assembly's motion, it was not possible to accept it now in the shadow of the prejudicial and unjustified allegations levelled at Turkey.

Cindoruk said that he considered it necessary that the relations between the Assembly and the Turkish parliament be "chilled" for the time being.

"I hope that the terrorism that you have supported will not lead to new tragedies in some European countries."

(AA, AFP)

Turkey moves to sever Armenia-PKK bridge

Threat: Military sees Kurdish terrorist infiltration through Armenian border

Turkish Daily News

ANKARA- In a move to halt infiltration by Kurdish separatist terrorists into Turkish territory from Armenia the Armed Forces has declared a border area in the northeastern Kars province a military zone for six months.

The Turkish Daily News was told the military zone declared in the rural areas around the Digor township of Kars and in the north of the Aras River was a result of concerns that the militants of the clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK) were planning to slip into Turkish territory from Armenia. According to an announcement by the Secretariat of the General Staff, citizens who do not live in the region but who want to visit it can only enter the zone with special permission from the Ninth Brigade because "artillery target practices

will be held in the area between May 1 and Oct. 30."

The military warned that citizens could risk their lives if they try to enter the zone illegally.

The announcement said the parameters of the zone go through Aydıncavak, Mount Dumanlı, Mount Tarhan, Cirtmeydanı, Mount

Kotur, Ziyaret hills, Satiroğlu hills, Güziler and Mount Yağlıca.

According to information obtained by the Turkish Daily News, some PKK militants moved to Armenia via Iran after the Turkish military operation began in northern Iraq 40 days ago. Security forces have reportedly recorded an increase in

infiltrations into Turkey from Armenia recently and thus were forced to declare temporary military zones.

Officials told the Turkish Daily News that they feel after the operation in northern Iraq they are in a position to secure Turkey's Southeastern borders against the PKK and the real aim on the latest military decision is to seal off the borders in eastern and northern Turkey against terrorist infiltration. Security forces have reportedly been distributing leaflets to local people in the military zone for the past three days asking villagers not to go to the mountainous areas or graze their livestock in high pastures.

EU envoys frustrated as Turkey stalls on its democratic reforms

By Ilnur Çevik
Turkish Daily News

ANKARA- There is growing frustration among ambassadors of the European Union countries represented in the Turkish capital over the delays in democratic reforms and moves promised by Prime Minister Tansu Çiller to improve Turkey's human rights record. Leading EU ambassadors have been meeting Turkish government officials and parliamentarians to see if there is a real political will in Ankara to implement the much awaited reforms and the general verdict is "we are disappointed."

A leading ambassador who met with conservative True Path Party (DYP) deputies came to the conclusion that some key figures in the senior partner of the coalition government even feel Article 8 of the Anti-Terrorism Law should not be lifted as it will encourage separatism in Turkey.

The ambassadors say the European Union countries do not care too much about Çiller's promises on democratization made during various statements in the past few weeks in Ankara and Washington but expect her to keep all her promises made to them at a luncheon on Dec. 14, 1994 in Ankara.

On that date Çiller gave a luncheon for the ambassadors of the EU members to stress that Ankara was "aware and willing to do its share" in achieving customs union and the point both sides have come to should not be wasted.

Here is the full text of the remarks of the prime minister on human rights highlighted in her luncheon speech to the Western European ambassadors where the Turkish leader made promises to the European gov-



Prime Minister Tansu Çiller

ernments which they now expect her to keep after such long delays:

"Now, let me say a few words on human rights. As ambassadors in Ankara, you are closely following the debates on many issues, which, until now were not debated. We are trying to find a national consensus. We know where our record has to be

improved. We are committed, as the coalition government, to improve our standards.

"I am aware of the sensitivities aroused by the recent verdicts given by the security court to the eight former members of Parliament. But this must be seen in the context of the following:

"What we will be discussing on 19th of December (in Brussels at the Turkey-EU Association Council) is not full membership of Turkey but a customs union. This is a contractual obligation both for Turkey and the European Union. It must not be breached.

"The court has sentenced the eight former deputies not because of their ideas, but as a result

of their connections with the PKK terrorist organization. The courts are independent and totally impartial. If we had any influence on them, we could very well have asked at least for the postponement of the decision. The deputies have the right to appeal to the High Court of Appeals. If they are not satisfied, they can also appeal to the Human Rights Commission of the Council of Europe.

"The verdict of the court has led to domestic controversy also. Some people find the sentences quite harsh. Some others argue that these were very lenient.

"Our government remains committed to improve the standard of democratic norms. We are committed to amend our Constitution and eliminate those laws that are incompatible with current Western practice. But this takes time. We have to find a broad consensus among our political parties represented in the Parliament. The numerical strength of our coalition in the Parliament does not allow for the amendment of the Constitution, by our own initiative.

I want to be more specific. I believe that the arrangements we have to devise should be in line with Article 10 of the European Human Rights Convention.

Turkish Daily News

SATURDAY, APRIL 29, 1995

The punishments must be proportionate with the nature of the crime committed and in line with universal norms. The freedom of expression and the restrictions are embodied in Article 10 of the said convention. Naturally, the territorial integrity of the country and the unitary character of the state and the indivisibility of the nation is our basis. There can be no compromise on this basis.

"There are more than 15 articles of the Constitution on which there seems to be sufficient agreement for amendment. We shall bring these amendments to the Parliament.

"All these we shall try to realize in a time frame which will be very soon."

Çiller's speech was made before the Association Council meeting on Dec. 19 where the EU countries delayed signing the customs union agreement with Turkey after a Greek veto. However, later

Greece was forced to withdraw its veto and the agreement was signed in Brussels on March 6 in Brussels.

The European ambassadors lament that since Çiller made her speech to them on Dec. 14 not a single step has been taken in Turkey to show that the prime minister is keeping her promises. There are rumors that the European Parliament may delay its vote to ratify Turkey's customs union agreement in October until late winter. However, the ambassadors fear even such an extension may not help given the current negative attitude of the conservatives in Parliament and the anti-European sentiment that has been created after the Council of Europe parliamentary assembly recommendation on Wednesday to suspend Turkey's membership if it fails to implement democratic reforms by the end of June.

Turkey breaks ice with Talabani

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has thawed the ice in relations with a mainstream Iraqi Kurdish group, paving the way for cooperation for preventing the return of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) rebels to the border after Turkish troops wrap up their crossborder operation in northern Iraq, a senior foreign ministry official indicated on Friday.

Just back from northern Iraq where he met with Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Cenk Duatepe told reporters that the Kurdish leader had vowed not to allow the PKK rebels have an armed presence in the regions controlled by his group.

Turkey had visibly cooled towards Talabani after the PKK rebels who surrendered to the Iraqi Kurds after an earlier Turkish incursion in 1992 were allowed to rearm and set up a major training camp. Although the camp, frequently bombed by Turkish jets was later disbanded, suspicions affected the ties since then.

The Turkish foreign ministry team also met last month with Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party and chief rival of Talabani in the Iraqi Kurds' fight for supremacy.

Turkey is seeking to persuade the rival Kurdish leaders to bury their bloody feud and police the border against the PKK infiltrations.

A similar accord after the 1992 incursion, involving 6,500 peshmergas, failed with the Kurdish groups blaming Turkey for reneging on its promise to arm the guards and finance the cost while Ankara accused the would-be security partners of tolerating the PKK activities.

On March 20, Turkey sent 35,000 troops backed by jets, helicopters and tanks to clear the range of mountains running parallel to the border from PKK camps and hideouts. But it withdrew 20,000 soldiers last Tuesday to add

to the 3,000 already pulled back earlier.

Over 500 rebels were reported killed so far in the cross-border operation which drew heavy reaction from the West. Duatepe expected the withdrawal to be complete "very soon." He said the details of the security cooperation had not been discussed and a PUK delegation would come to Ankara in mid-May for talks on technicalities.

Talks with a high-level delegation from the KDP is expected to start here next week.

Iraqi Kurdish envoys have earlier sought Turkish permission for the resettlement of some 350 villages destroyed earlier by Saddam Hussein's forces to help policing of the border by their peshmergas.

In reference to reports that KDP had sent about 200 armed peshmergas to the places vacated by the returning Turkish troops, Duatepe said it could be seen as the initial steps of the projected cooperation.

He said although some differences remained between Turkey and the PUK, they were not major issues.

Duatepe said he had warned the Iraqi Kurds that if there were further attacks on the Turkish Red Crescent officials, the relief operation would be halted and had received assurances from Talabani in that respect.

Turkey, having sent relief supplies worth \$13 million last year, started a new, \$12 million aid operation at the start of April. A mob, angered by the murder of seven Kurdish shepherds, attacked and killed three Red Crescent officials on April 5.

Duatepe said he had rejected a request by Talabani for Turkey to stop the passage of Turkish trucks transporting cheap diesel from Iraq from the Habur border gate as a means of forcing Barzani to reach a settlement with the PUK.

Talabani has been accusing Barzani of monopolizing the tax revenues from the diesel traffic to arm his forces.

Missing HADEP executive found dead in the Southeast

Turkish Daily News SATURDAY, APRIL 29, 1995

'The unlawful arrest of our executives is an indication of a campaign against HADEP which aims to stop us from functioning'

Turkish Daily News

ANKARA- Hüseyin Koku, HAPEP chairman in the Southeastern town of Elbistan, was found dead in the nearby town of Poturge, Malatya province on Friday. He had been missing since October 20, 1994.

The office of the local prosecutor has given directions that Koku's body be taken to a local coroner for an autopsy to be performed. Sources talking to the TDN said that when the body was found, identification had been only possible because of an electricity bill bearing Koku's name and address which was found in his pocket.

Reports allege that Koku was taken into custody last October while shopping with his wife in Elbistan, by two men in civilian clothing who were driving a white Renault car.

They were carrying radios and introduced themselves as undercover police officers and requested that he accompany them to give testimony at the police station. Koku told his wife to go home and said he would join her later, but has not been seen since.

In a separate development, Ankara anti-terrorism police took Süleyman Savaş, treasurer of the pro-Kurdish People's Democracy Party into custody on Thursday. This followed the detention of three other top HADEP officials on Wednesday.

HADEP Chairman, Murat Bozlak, speaking at a press conference on Friday, said Süleyman Savaş had travelled from Istanbul to Ankara by plane late Wednesday and was taken into custody at Ankara's Esenboğa airport.

HADEP Assistant Chairmen Hikmet Fidan and Şehabettin Özarslaner, Assistant General Secretary Şeyhmus Çağro, Party Lawyer Nuri Özmen and Ankara Headquarters' Executive Ferhan Turk were taken into custody on Wednesday. Özmen was later released while the others remained in custody.

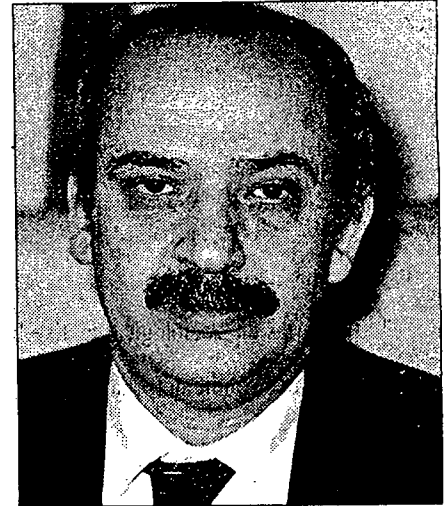
Murat Bozlak said that police had not given any reason for their detention.

He said, "The unlawful arrest of our executives is an indication of a campaign against HADEP which aims to stop us from functioning."

We demand that our officials be released immediately. If police need them to testify, they could come to our party headquarters and invite them to testify instead of taking them from the streets, their homes and the

airport." HADEP Assistant Chairman; Şehabettin Özarslaner, was taken into custody while he was leaving his home for party headquarters during the morning on Wednesday and Fidan and Çağro were detained at the bus station during the evening.

HADEP was founded on May 11, 1994 by former members of the banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) to replace the party which had been closed down. Since then, party members and officials have been the targets of several attacks and eleven have been killed.



Murat Bozlak

Iraqi Kurds patrol border zone following Turkish pull-out

Agence France Press

DERKARE, Iraq- Around 200 Iraqi Kurd militiamen have moved in to guard a border zone against Turkish Kurd separatists following the withdrawal of Turkish troops, a Kurdish official said.

Necirvan Barzani, a leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), said Thursday his group had deployed 200 men at Derkare near the border town of Zakho to guard against rebels from the Kurdistan Workers' Party (PKK).

The aim was "to prevent the PKK from passing through that strategically important gate from the northern mountains to Zakho," Barzani told AFP.

Derkare, 10 kilometres (six miles) east of Zakho, lies at the foot of a long mountain range behind which the PKK established strongholds in a remote valley region.

Some 500 Turkish soldiers backed by tanks guarded the area after Ankara launched its huge operation on March 20 to hunt down PKK fighters in Kurdish-controlled northern Iraq.

The PKK has used the area as a rear base to launch attacks in its 11-year campaign to set up an independent homeland in south-east Turkey which has cost 15,000 lives.

Ankara has said it is banking on cooperation with Iraqi Kurds, especially the KDP, to stop infiltration by PKK rebels once all its troops are withdrawn from northern Iraq.

But Barzani stressed that the KDP was

acting on its own initiative and had not been ordered to deploy by the Turkish army following the pull-out of one third of its troops on Tuesday. "In fact, just as we were not informed when the Turkish troops entered, it was also a surprise for us when they left," he said. The KDP's commander in Derkare, Mohammad Sindi, said more militiamen would be deployed in the future but the movement did not have sufficient finance or numbers to patrol the whole of the border area north of Derkare.

"Our orders are to defend ourselves if armed PKK forces appear. In certain cases it can even be us attacking them," Sindi said without elaborating.

He said Turkish troops were continuing to bombard PKK positions north of Derkare on Thursday.

Turkey pulled 20,000 of its soldiers out of northern Iraq on Tuesday. Some 10,000 soldiers remain.

The KDP has been locked in a year-old bloody power struggle with the rival Patriotic Union of Kurdistan in which more than 2,000 people have died, according to Kurdish sources.

After a first massed armed incursion against the PKK in northern Iraq in October 1992, Turkey reached agreement with the KDP on policing of the border.

But the policing arrangement failed to work for a variety of reasons, including KDP-PUK clashes.

Pleins feux

La prison n° 5 de Diyarbakir

Au moment où l'armée turque chasse les Kurdes en Irak, est publié un livre-témoignage de Mehdi Zana, ancien maire de Diyarbakir (Kurdistan), sur l'enfer des geôles de Turquie (1).

« Tu es turc ou kurde? », fut la première question posée par ses geôliers à Mehdi Zana. Car, pour les maîtres d'Ankara, le peuple kurde – 15 millions d'âmes – n'existe pas. Depuis la création de l'Etat turc, toute manifestation de l'identité kurde est réprimée.

« Tu es turc ou kurde? » Quand il est arrêté en septembre 1980, Mehdi Zana refuse de répondre. Il le paiera cher. Il raconte l'entassement à plusieurs dizaines dans une cellule de quelques mètres carrés avec un seul seau en guise de toilettes, la falaka (coups de bâton sur la plante des pieds), les électrodes sur le sexe, les stations, nu, dehors, attaché, par un froid glacial... A force de grèves de la faim, grâce à la solidarité des Kurdes de l'extérieur et à quelques protestations à l'étranger, Mehdi Zana et ses codétenus imposeront un allègement de ce régime.

Citoyen turc d'origine kurde, l'ancien maire de Diyarbakir a toujours lutté pour la cohabitation des deux peuples au sein d'un même Etat, dans le respect des frontières actuelles de la Turquie. C'est donc sans raison aucune qu'on l'accuse de « séparatisme ». Son seul « crime » est d'avoir usé de la langue kurde pour parler à ses administrés lorsqu'il a été élu en 1977, et d'avoir exigé la reconnaissance de leurs droits.

Soixante détenus de la prison n° 5 sont morts, d'autres sont devenus fous. Mehdi Zana a survécu. Et il n'a pas renoncé. Condamné à trente-deux ans de prison, libéré en 1991, il est incarcéré depuis mai 1994 pour avoir témoigné devant le Parlement européen. Pour les mêmes raisons, son épouse, Leyla Zana, première femme kurde élue député, a été jetée derrière les barreaux en décembre dernier.

La politique d'élimination de toute résistance du peuple kurde, conduit l'armée d'Ankara à répandre la terreur en Irak, sous prétexte de combattre le terrorisme du PKK. Le PKK, un mouvement de guérilla... né « de l'humiliation et de la terreur d'Etat », et dont « la plupart des dirigeants sont d'anciens pensionnaires » de la prison n° 5, comme le souligne, dans la postface de ce livre, le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan.

Yves Housson

(1) « *La Prison n° 5* », préface de Elie Wiesel, Artéa, 128 pages, 85 francs.

Mehdi Zana.



humanitédimanche
Le point sur les temps

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, MARCH 31, 1995

Turks Launch New Assault, But Seek to Reassure West

Compiled by Our Staff From Dispatches

TUNCELI, Turkey — Up to 15,000 Turkish troops poured into Tunceli Province in an offensive against Kurdish guerrillas on the same scale as the drive against rebels in northern Iraq, army officials said Thursday.

Convoys of military vehicles blocked the roads in and around the eastern province for an expected assault on strongholds of the Kurdish Workers Party, or PKK, there.

"This is going to be like the north Iraq offensive," a military official said.

Turkey is facing mounting Western pressure to halt the operation amid fears for civilians caught in the invasion. Germany has imposed an arms embargo, and the United States has lately adopted a harsher tone.

The Red Cross said Turkey had violated the Geneva Conventions by refusing to allow Red Cross officials into the military theater to check on civilians.

Troops, including airborne units and special forces, backed by long-range artillery have been converging on the province from other parts of the country for the last three days.

Security officials reported clashes taking place in the Munzur Mountains on the border between Tunceli and Erzincan Province. It was unclear if this was part of the new offensive.

The total number of soldiers posted in Tunceli may reach more than 30,000, they said. About 35,000 troops have been hunting the PKK in northern Iraq since March 20.

Troops arriving in Tunceli, and those already there have begun to wear red-and-white armbands, as have Turkish soldiers in north Iraq, to indicate that they are on a war footing.

The guerrillas, ensconced in mountains towering to more than 3,000 meters (10,000 feet), ambushed a military convoy in Tunceli on March 18, killing 18 soldiers.

The rebels are believed to number up to 3,000 in Tunceli and about 2,500 in Iraq. More than 15,000 people have been killed in the Kurdish Workers Party's decade-old separatist campaign.

The Turkish government, meanwhile, launched a diplomatic offensive on Thursday, announcing that its foreign minister would go to the United States and Europe to ease concerns about the assault on the Kurds.

"I will from next week travel to Germany, the United States and France for talks with authorities to clear up misunderstandings," Foreign Minister Erdal Inonu said at a news conference in Ankara.

In a statement, the Turkish Foreign Ministry accused Germany, a NATO ally, of breaking the spirit of their defense alliance.

(Reuters, AFP)

La prison n°5, 11 ans dans les geôles turques

Mehdi Zana
Ed. Arléa, 1995, p.

Le témoignage d'un homme qui affirme son identité kurde tout en prônant la non-violence et la résolution du problème kurde dans les frontières existantes de la Turquie.

A travers les multiples épisodes qui rythment la vie de Mehdi Zana, c'est toute la tragédie des Kurdes de Turquie qui nous est révélée. Les notes prises durant les onze années passées derrière les barreaux fournissent la matière brute de ce livre, poignant et dérangeant. Le style est direct, le témoignage n'en est que plus fort.

Paradoxalement, Mehdi Zana, démocratiquement élu maire de Diyarbakir (capitale politico-culturelle des Kurdes de

Turquie) en 1979, se verra opposer un blocus économique par le gouvernement d'Ankara, et connaîtra des séjours répétitifs et prolongés dans la prison militaire de sa propre ville ! (en solidarité avec la cause qu'il défend, plusieurs villes françaises, dont Rennes, lui fourniront des autobus réformés). La violation des droits de l'homme y est constante, la violence est physique (tortures) mais aussi morale (diffusion de chants militaires avec des thèmes pan-touraniens à la gloire des Turcs). On est confronté à la description des tortures et humiliations de l'univers carcéral turc, à la narration de procès fantoches de condamnés kurdes pour "propos séparatistes" devant des tribunaux d'exception.

Le récit de Mehdi Zana est encadré par une préface d'Elie Wiesel et une postface de Kendal Nezan, co-fondateur de l'Institut

Bulletin Crîdev n°123 avril 1995

Kurde de Paris, dans laquelle il rappelle les racines politico-idéologiques du conflit mais également le renouveau politique kurde dans le contexte géopolitique de cette région.

A l'heure où la Turquie se tourne vers l'Europe, Mehdi Zana, porte-parole du mouvement démocrate kurde, vient d'être de nouveau condamné, en mai 1994, à une peine de quatre ans d'emprisonnement pour son témoignage devant le Parlement Européen, et est privé à vie de ses droits politiques. Sa femme, Leyla Zana, est également en prison avec les autres députés kurdes.

Ce témoignage autobiographique est à lire absolument par tous ceux qui se veulent défenseurs des droits de l'homme, et plus largement par tous ceux qui veulent comprendre l'actualité brûlante de la Turquie.

Stéphanie Guilhard

Die Türkei vom Europarat verwarnt

Drohung mit Ausschluss

Die Parlamentarische Versammlung des Europarates hat am Mittwochabend der Türkei eine letzte Frist eingeräumt, innerhalb deren sie durch eine Verfassungsänderung den Anforderungen der Strassburger Organisation hinsichtlich der Achtung der Menschenrechte und der Rechtsstaatlichkeit nachkommen soll. Anstelle eines Antrages mehrerer sozialistischer Parlamentarier, die Türkei wegen fortgesetzter Menschenrechtsverletzungen aus dem Europarat auszuschliessen, wurde dem Ministerkomitee empfohlen, die Mitgliedschaft der Türkei aufzuheben, wenn diese nicht bis zum Juni drei Bedingungen erfüllt.

uth. Strassburg, 26. April

Der Antrag der Parlamentarischen Versammlung des Europarats stellt der Türkei drei Bedingungen. Danach müssen beim Rückzug türkischer Truppen aus dem Irak und bei der Beilegung des Kurdenkonflikts mit politischen Mitteln deutliche Fortschritte erkennbar werden. Ausserdem soll Ankara dem Ministerkomitee einen genauen Zeitplan für Verfassungsänderungen und eine Reform der Gesetzgebung vorlegen. In der Entschliessung wird aber auch gleichermassen der Terror der kurdischen Arbeiterpartei PKK in der Türkei und in Deutschland verurteilt. Ebenso wird das Recht der Türkei bekräftigt, den Terrorismus innerhalb der vom Völkerrecht gesetzten Grenzen zu bekämpfen. Der ursprüngliche Antrag von zwölf sozialistischen Abgeordneten aus Deutschland, Österreich, Grossbritannien und den Niederlanden auf sofortigen Ausschluss der Türkei war in einen Kompromiss eingemündet, um eine breite Mehrheit zu erhalten. Als Gegner des Kompromisses warnten der norwegische Konservative Hallgrim Berg, der die türkische Irak-Intervention einen legitimen Akt der Selbstverteidigung nannte, sowie der Schweizer Nationalrat Massimo Pini vor einer Isolierung der Türkei als Folge der Entschliessung. Der türkische Abgeordnete von der Partei des rechten Weges, Kemal Mimaroglu, stufte die Türkei nicht als europäisches, sondern als asiatisches Land ein, das als Demokratie von nichtdemokratischen Staaten umgeben sei. Er und seine Kollegen seien für die vom Europarat geforderten Reformen; diese würden aber durch die Fristsetzung in der Entschliessung verhindert.

Stärkung des Überwachungssystems

Die Situation in der Türkei und der Umgang mit ihr macht das Dilemma des Europarates überdeutlich. Die jetzt 34 Staaten umfassende Organisation hat ein weltweit einmaliges Geflecht rechtlicher und politisch verbindlicher Normen der Demokratie, der Rechtsstaatlichkeit und der Achtung der Menschenrechte geschaffen. Nachdem seit 1949 zunächst Westeuropa auf dieser Grundlage zu einer Einheit der gemeinsamen Werte gefunden hat, versuchen sich seit 1990 auch die mittel- und osteuropäischen Reformländer in dieses System zu integrieren. Im Wunsch, ihnen dabei zu helfen, zumal wenn sie sich wie die baltischen Staaten in einem starken Spannungsverhältnis mit Russland befanden oder wenn sie sich wie Rumänien und die Slowakei innenpolitisch als sehr labil erwiesen, stimmte der Europarat der Aufnahme zu, auch wenn noch nicht alle rechtsstaatlichen Voraussetzungen, vor allem beim Minderheitenschutz, erfüllt waren. Um dennoch den hohen Standard zu wahren, wurden den Ländern Auflagen gemacht. Zusätzlich wurde ein Instrument zur Überwachung der Einhaltung dieser Verpflichtungen eingeführt.

Auch wenn wegen der schwerfälligen internen Verfahren beim Europarat nichts über bereits ver-

fasste Berichte wie im Fall Rumäniens an die Öffentlichkeit gelangte, klagten die betroffenen Länder bereits über die Diskriminierung gegenüber den Altmitgliedern und sprachen von einer Zweiklassenmitgliedschaft. Der Unmut über diese Sonderbehandlung nahm in dem Masse zu, in dem sich die Türkei immer offener über ihre Verpflichtung zur Einhaltung der Menschenrechte und über demokratische und rechtsstaatliche Grundsätze hinwegsetzte. Auch die Klagen einzelner Bürger der Türkei wegen Verletzung ihrer Grundrechte vor dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg wurden in Ankara nicht als Anlass für Konsequenzen angesehen. Als absolut wichtig für die Glaubwürdigkeit des Europarates nannte Generalsekretär Daniel Tarschys deshalb den Beschluss des Ministerkomitees vom November 1994, den Beobachtungs- und Kontrollprozess auf alle Mitgliedstaaten auszudehnen.

Hierzu verabschiedete die Parlamentarische Versammlung am Mittwoch in Strassburg auf Vorschlag von Nationalrat Dumeni Columberg, dem Berichterstatter aus der Schweiz, eine Direktive zur Verstärkung der Überwachung. Entgegen der bisherigen, häufig zu Abstimmungsschwierigkeiten führenden Praxis soll der Rechtsausschuss der Parlamentarischen Versammlung nun allein berechtigt sein, Untersuchungen zu beschliessen und eine Delegation zu entsenden. Der bei der Neuaufnahme von Mitgliedstaaten federführende Politische Ausschuss kann nur Stellungnahmen abgeben. Die Berichte werden vom Rechtsausschuss unmittelbar der Versammlung übermittelt. Ausgeschaltet wird damit das Präsidium der Versammlung, in der bisher die Berichte ohne weitere Konsequenzen hängenblieben. Der Vorteil des neuen Verfahrens liegt nach Columberg darin, dass mit der Beratung in der Versammlung, gegen die es kein Vetorecht des betroffenen Staates gibt, sofort Öffentlichkeit hergestellt und damit Druck auf das Land ausgeübt wird.

Auftritt Gyula Horns

Vor den Abgeordneten der Parlamentarischen Versammlung hat der ungarische Ministerpräsident Gyula Horn den Beitritt seines Landes zum Nordatlantikpakt sowie zur Europäischen Union als unabwendbar bezeichnet. Ein Vetorecht Russlands gegenüber diesem Schritt, der mehr Stabilität für Osteuropa bringen werde und damit auch in Moskaus Interesse liegen müsse, wies er zurück. Der Ministerpräsident erklärte, dass er noch in diesem Jahr eine Entscheidung der Nato über den Beginn der Beitrittsverhandlungen erwarte. Für die aus Polen, Ungarn, der Tschechischen Republik und der Slowakei bestehende Zentraleuropäische Freihandelszone (Cefta) kündigte er den endgültigen Wegfall der Zollschranken im Jahr 1998 an. Dieser Organisation sollten nach seiner Auffassung auch Bulgarien, Rumänien und die baltischen Staaten auf Dauer angehören.

Einblicke in das Gefängnis von Diyarbakir

Tagebuch des ehemaligen Bürgermeisters Mehdi Zana

Mehdi Zana, von Beruf Schneider, Kurde aus dem Städtchen Silvan und Aktivist für die Rechte der Kurden, wurde 1977 mit grosser Mehrheit zum Bürgermeister von Diyarbakir gewählt, der grössten Stadt in den von Kurden bewohnten Teilen der Türkei. Sie hatte damals gegen 120 000 Einwohner; heute ist deren Zahl auf über eine Million angestiegen, weil viele Landbewohner von ringsum unter dem Druck der *türkischen Armee* und der *Kurdischen Arbeiterpartei (PKK)* in der Stadt Zuflucht suchen. Mehdi Zana hat sein Amt während dreier Jahre ausgeübt. Nach dem Militärputsch von 1980 wurde er eingekerkert und wegen «Befürwortung des Separatismus» und «mangelnder Hochachtung» gegenüber dem Militärgericht zu 24 Jahren Gefängnis verurteilt. Im Rahmen einer Amnestie kam er elf Jahre später vorübergehend frei.

Kein Kurdisch im Gerichtssaal

Bereits 1994 wurde Zana wegen einer Erklärung, die er vor dem Europäischen Parlament abgegeben hatte, erneut zu vier Jahren Gefängnis verurteilt. Das Gericht hatte darauf verzichtet, ihn vorzuladen, und das Urteil auf Grund der Anklage gefällt. Dieses auch für türkische Militärgerichte ungewöhnliche Vorgehen dürfte mit dem Umstand zusammenhängen, dass Mehdi Zana anlässlich eines Prozesses im Jahr 1988 erklärt hatte, er werde seine Verteidigung in kurdischer Sprache vortragen, das Gericht solle ihm einen Übersetzer zuweisen. Der Angeklagte wurde darauf mit Gewalt aus dem Gerichtssaal entfernt.

In einem kurzen Buch, das nun auch in französischer Übersetzung vorliegt, hat Zana seine Gefängnisaufenthalte und die Behandlung beschrieben, die ihm und zahllosen anderen Kurden – viele von ihnen waren jünger als 18jährig – zuteil wurde. Das Buch ist zuerst auf türkisch erschienen, und die gekürzte französische Version verzichtet auf die allzu detaillierte Schilderung vieler sadistischer Scheusslichkeiten. Dennoch ist die Lektüre der kurzen Schrift schwer auszuhalten. Man legt sie voller Erstaunen darüber aus der Hand, dass Menschen so viel Misshandlung überhaupt ertragen. Nicht alle sind davongekommen. 75 Personen haben in dem Militärgefängnis von Diyarbakir ihr Leben gelassen. Tausende leiden unter permanenten Gesundheitsschäden. Manche der Insassen haben sich selbst verbrannt, andere sind in Hungerstreiks umgekommen. Einige wurden aus dem Gefängnis entlassen, sind aber kurz darauf von «unbekannten Tätern» erschossen worden, nicht ohne vorher von diesen noch einmal gefoltert worden zu sein.

Pausenlose Folterungen

Der Hauptteil des Buches besteht aus einer Beschreibung der Wochen und Monate fort dauernden Folterungen, welche Mehdi Zana und seine kurdischen Leidensgefährten im Militärgefängnis von Diyarbakir erlitten. Keine Seite ohne neue Schläge und Misshandlungen, oft werden nackte Gefangene mit ausgesprochen sadistischen Methoden gequält. «Es geht ihnen darum, uns im Körper und Geist zu brechen», schreibt der Autor. Die Vorstellung, dass Zana nun wieder in ein derartiges Gefängnis eingeliefert wurde, ist schwer zu ertragen. Dass er die Misshandlungen

so lange Zeit überstehen konnte, erklärt er selbst damit, er habe sich als den Senior gesehen, der eine Pflicht hatte, anderen als Vorbild zu dienen.

Das Nachwort, verfasst von *Kendal Nezan*, dem Leiter des Kurdischen Institutes von Paris, ist eine Bereicherung des Buches. Auf wenigen Seiten stellt Nezan die Leidensgeschichte der türkischen Kurden seit 1924 dar. Er gebraucht eine kühle, objektive Sprache, ohne seine scharfe Ablehnung der gesamten türkischen Kurdenpolitik seit Atatürk zu verbergen. Anmerkungen, die Einzelheiten präzise erläutern, ergänzen seinen Text. Selten findet man den Standpunkt der Kurden in solcher Kürze, Vollständigkeit und Präzision umrissen. Das Nachwort wirft auch einige neue Schlaglichter auf die Hintergründe der heutigen Tragödie. Zwischen 1992 und 1994 sind nach Kendal Nezan über 2000 kurdische Demokraten, Intellektuelle und Befürworter eines politischen Dialoges von «unbekannten Tätern» ermordet worden. Er sieht darin einen Versuch paramilitärischer Verbände, die *kurdische Intelligenz zu vernichten*. Präsident *Özal* starb unerwartet im März 1993. Die Autopsie wurde, wie Nezan anmerkt, nie veröffentlicht. Gleichzeitig verschwanden seine Parteigänger aus den Rängen der Armee, die mit ihm an einer politischen Lösung des Kurdenproblems gearbeitet hatten.

Skepsis gegenüber der PKK

Die PKK hat 1984 mit nur etwa 50 Bewaffneten ihren Guerillakrieg begonnen. Die Anzahl der Kämpfer wuchs schnell in die Tausende. Viele der Kommandanten sind laut Nezan ehemalige Gefangene aus Diyarbakir oder deren Söhne. Viele gemässigte Kurden, wie Mehdi Zana, die ohne Gewalt für kulturelle und politische Autonomie kämpfen wollten, wurden gefangengenommen und misshandelt, was den radikalen Kräften Auftrieb verlieh. Die Verschiebung des kurdischen Kampfes vom politischen Feld zur militärischen Konfrontation habe der türkischen Armee gedient, behauptet Nezan. Die Militärs fänden damit die Gelegenheit, ihr Prestige zu verbessern, indem sie sich als Verteidiger des in Gefahr schwebenden Vaterlandes ausgaben. Die Rolle der PKK wird übrigens sowohl von Zana wie von Nezan skeptisch beurteilt. Ohne die PKK könnte die Armee ihre Kontrolle der Gesellschaft nicht rechtfertigen; andererseits hätte die PKK ohne die furchtbare Repression der Armee in Kurdistan Schwierigkeiten, zu überleben und neue Anhänger zu finden, sagt Nezan.

Leyla Zana, die Gattin des schwer misshandelten Bürgermeisters, wurde ihrerseits 1991 als Abgeordnete Diyarbakirs ins türkische Parlament gewählt. Im vergangenen Jahr wurde sie gemeinsam mit anderen Kurden aus dem Parlament ausgeschlossen und vor Gericht gestellt. In einem im Westen stark kritisierten Urteil wurde sie wegen «Förderung von Separatismus» zu 15 Jahren Gefängnis verurteilt. In Untersuchungshaft befand sie sich schon seit einem Jahr. – Was wird ihr im Gefängnis widerfahren?

Arnold Hottinger

Mehdi Zana: La Prison N° 5. Onze ans dans les geôles turques. Récit recueilli par André Vauquelin, présenté par Elie Wiesel. Postface de Kendal Nezan. Arléa, Paris 1995. Die ungekürzte türkische Ausgabe erschien in Ankara 1992 unter dem Titel: Vahşetin Günlüğü (Tagebuch der Grausamkeit).